TRENTE-TROISIEME ANNEE PRIX 500 FRANCS OCTOBRE 1990

JOURNAL OFFICIEL
DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

DESTINATIONS	ABONNEMENTS 1 AN Voie ordinaire	1 AN Voie avion	6 MOIS Voie ordinaire	6 MOIS Voie avion	NUMERO Voie ordinaire	NUMERO Voie avion
REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO		11 000	4 600	6 500	500	700
GABON, REP. CENTRAFRICAINE, CAMEROUN, ZAIRE, GUINEE EQUATORIALE	9 000					
AUTRES PAYS D'AFRIQUE						
FRANCE, AFR. DU NORD, ILE MAURICE, MADAGASCAR		15 500		8 500	750	800
AF. OCC						
DEPARTEMENTS FRANÇAIS D'OUTRE-MER.	10 000					
AMERIQUE						
ASIE.						
AUTRES PAYS D'EUROPE		19 500	7 500	12 000	850	950

- Annonces judiciaires et légales et avis divers : 460 F. la ligne (il ne sera pas compté moins de 5 000 Frs par annonce ou avis) ;
- Propriété foncière et minière : 4 800 F. le texte ; - Déclaration d'association : 15 000 Frs le texte.

DIRECTION : BOITE POSTALE 2.087 A BRAZZAVILLE
Règlement : espèces, par mandat-postal, par chèque visé pour provision et payable à BRAZZAVILLE, libellé à l'ordre du *Journal Officiel* et adressé à la Direction du journal officiel avec les documents correspondants.

SOMMAIRE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Ordonnance n° 016-90 du 2 Octobre 1990 accordant l'Aval de l'Etat au crédit de productivité de 2,8 milliards de F CFA et l'avance sur stocks de 4,2 milliards de F CFA consentis à la Sucrerie du Congo «SUCO» par le consortium des Banques locales pour la réalisation de la campagne sucrière 1990-1991 et des exonérations douanières et fiscales. 1461

Décret n° 90-562 du 4 Octobre 1990 portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite Congolais. 1461

Décret n° 90-563 du 4 Octobre 1990 portant élévation à titre posthume dans l'ordre du Mérite Congolais. 1462

Décret n° 90-579 du 16 Octobre 1990 portant nomination des Membres du Conseil Economique et social. 1462

Décret n° 90-580 du 16 Octobre 1990 portant Institution d'une commission nationale chargée de proposer des amendements à la Constitution et le projet de Loi sur les Partis Politiques. 1464

Décret n° 90-581 du 18 Octobre 1990 organisant l'intérim du Premier Ministre. 1464

Décret n° 90-583 du 19 Octobre 1990 portant nomination à titre posthume dans l'ordre du Mérite Congolais. 1465

Décret n° 90-584 du 19 Octobre 1990 portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite Congolais. 1465

Décret n° 90-595 du 24 Octobre 1990 portant attribution de la Médaille de Fraternité d'Armes à titre exceptionnel. 1466

PRESIDENCE DU CONSEIL DES MINISTRES

Décret n° 90-561 du 3 Octobre 1990 portant attributions et organisation du Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises. 1466

Décret n° 90-567 du 5 Octobre 1990 portant agrément de la société Singer-CONGO au «régime» «A» du code des Investissements. 1467

Décret n° 90-569 du 6 Octobre 1990 portant création du Comité National de Coordination de la Vulgarisation et de la Recherche d'Adaptation Agricoles du Projet National de Vulgarisation. 1470

Décret n° 90-570 du 8 Octobre 1990 portant attributions et organisation du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural. 1472

Décret n° 90-596 du 24 Octobre 1990 portant détachement d'un Administrateur de Santé auprès de l'Office Congolais d'Informatique au Ministère du Plan de l'Economie. 1479

Décret n° 90-598 du 25 Octobre 1990 portant attributions et organisation du Ministère de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire. 1479

Décret n° 90-599 du 26 Octobre 1990 portant attributions et organisation du Ministère de l'Equipement, chargé de l'Environnement. 1483

PREMIER MINISTRE

Acte en abrégé 1488

MINISTERE DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE

Décret n° 90-566 du 5 Octobre 1990 portant nomination des Officiers de l'Armée Populaire Nationale. 1488

Décret n° 90-606 du 27 Octobre 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale. 1489

Actes en abrégé.

MINISTERE DU PLAN ET DE L'ECONOMIE

Actes en abrégé. 1495

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

Actes en abrégé. 1495

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DU POUVOIR POPULAIRE

Décret n° 90-565 du 5 Octobre 1990 portant Naturalisation d'une Burundaise 1495

MINISTERE DU COMMERCE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Acte en abrégé. 1496

MINISTERE A LA PRESIDENCE CHARGE DES MINES DE L'ENERGIE ET DU CONTROLE D'ETAT

Acte en abrégé. 1497

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT

Acte en abrégé. 1497

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET DE L'ALPHABETISATION

Acte en abrégé. 1497

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Décret n° 90-564 du 5 Octobre 1990 portant révision de la situation administrative d'un professeur certifié de 1er échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement). 1500

Décret n° 90-571 du 8 Octobre 1990 portant intégration et nomination d'un ex-capitaine de l'A.P.N. dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale). 1501

Décret n° 90-572 du 11 Octobre 1990 portant versement, reclassement et nomination de certains Assistants sociaux Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Service Social). 1502

Décret n° 90-573 du 11 Octobre 1990 portant révision de la situation administrative d'un Journaliste de Niveau III de 1° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I de l'Information. 1503

Décret n° 90-574 du 11 Octobre 1990 portant reclassement et nomination d'un Instituteur de 3° échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement). 1504

Décret n° 90-575 du 11 Octobre 1990 portant titularisation et nomination des Secrétaires des Affaires Etrangères stagiaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie I du personnel diplomatique et consulaire au titre de l'année 1987. 1505

Décret n° 90-582 du 19 Octobre 1990 portant titularisation et nomination au titre de l'année 1989 des Ingénieurs Principaux stagiaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services Techniques (Industrielles). 1506

Décret n° 90-585 du 19 Octobre 1990 portant révision de la situation administrative d'un Administrateur de 7° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale)

Décret n° 90-586 du 22 Octobre 1990 portant reclassement et nomination d'un Professeur de CEG de 3° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement). 1508

Décret n° 90-587 du 22 Octobre 1990 portant reclassement et nomination d'un Assistant Technique Principal de Recherche de 2° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II du corps des chercheurs et techniciens de Recherche du personnel de la Recherche scientifique. 1509

Décret n° 90-588 du 22 Octobre 1990 portant versement, reclassement et nomination de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement). 1510

Décret n° 90-589 du 22 Octobre 1990 portant reclassement et nomination d'un Professeur de CEG de 5° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement). 1511

Décret n° 90-590 du 22 Octobre 1990 portant reclassement et nomination d'un professeur de CEG de 4° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement). 1512

Décret n° 90-591 du 22 Octobre 1990 portant reclassement et nomination d'un Instituteur de 1° échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement). 1513

Décret n° 90-592 du 22 Octobre 1990 portant révision de la situation administrative d'un Conseiller des Affaires Etrangères de 3° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I du Personnel Diplomatique et Consulaire. 1514

Décret n° 90-593 du 22 Octobre 1990 portant reclassement et nomination d'un Professeur de CEG de 5° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement). 1515

Décret n° 90-594 du 22 Octobre 1990 portant intégration et nomination dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique). 1516

Décret n° 90-597 du 24 Octobre 1990 portant versement et nomination d'un Secrétaire des Affaires Etrangères des cadres du Personnel Diplomatique et Consulaire. 1517

Décret n° 90-604 du 27 Octobre 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1988 de certains Inspecteurs de l'Enseignement Primaire des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement). 1518

Décret n° 90-605 du 27 Octobre 1990 portant promotion au titre de l'année 1988 de certains Inspecteurs de l'Enseignement Primaire des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement). 1518

Décret n° 90-607 du 27 Octobre 1990 portant versement, reclassement et nomination d'un Attaché de 2° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services Administratifs et Financiers - (Administration Générale). 1519

Décret n° 90-608 du 27 Octobre 1990 portant versement, reclassement et nomination de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services Administratifs et Financiers - (Administration Générale). 1520

Décret n° 90-609 du 29 octobre 1990 portant intégration et nomination dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique). 1521

Rectificatif n° 90-610 du 30 Octobre 1990 au Décret n° 85-340 du 23 Mars 1985 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1984 des Professeurs certifiés de Lycée des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) et dressant la liste des fonctionnaires de ces mêmes cadres avançant à l'ancienneté à trois ans. 1518

Décret n°90-611 du 30 Octobre 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1986 d'un Professeur de Lycée des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement). 1518

Décret n° 90-612 du 30 Octobre 1990 portant Promotion d'un Professeur de Lycée des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) au titre de l'année 1986. 1519

Décret n° 90-615 du 30 Octobre 1990 portant reclassement et nomination d'un Professeur de CEG de 5° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement). 1520

Décret n° 90-616 du 30 Octobre 1990 portant promotion au titre de l'année 1984 d'un Professeur certifié de 8° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement). 1521

Actes en abrégé. 1522

Rectificatif n° 3054 du 29 Octobre 1990 à l'arrêté n° 1554 du 4 Avril 1989 portant promotion au titre de l'année 1987 de certains Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement). 1560

Rectificatif n° 2895 du 18 Octobre 1990 à l'arrêté n° 7776 du 5 Septembre 1985 portant intégration de certains Elèves sortis des Ecoles Normales de Loubomo et Owando n'ayant pas été déclarés admis au certificat de Fin d'Etudes des Ecoles Normales dans les cadres de la catégorie C, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement). 1574

Rectificatif n° 2667 du 1er Octobre 1990 à l'arrêté n° 7141 du 7 Août 1984 relatif à la prise en charge de certains Agents Bénévoles des Affaires Sociales. 1592

Rectificatif n° 2894 du 18 Octobre 1990 à l'arrêté n° 7141 du 21 Août 1985 relatif à la prise en charge de certains agents Bénévoles des Affaires Sociales. 1593

Rectificatif n°2897 du 18 octobre 1990 à l'arrêté n° 524 du 21 janvier 1985, relatif à la prise en charge de certains agents Bénévoles du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation. 1580

Additif n° 2996 du 26 Octobre 1990 à l'arrêté n° 0597 autorisant certains fonctionnaires des services sociaux (Enseignement) déclarés définitivement admis au concours professionnel à suivre un stage de formation à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education. 1595

Rectificatif n° 3053 du 29 Octobre 1990 à l'arrêté n° 7141 du 07 Août 1984 relatif à la prise en charge de certains agents Bénévoles des Affaires Sociales. 1594

MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ET SUPERIEUR, CHARGE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Actes en abrégé. 1638

MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES

Actes en abrégé. 1793

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Actes en abrégé. 1796

MINISTERE DE LA JUSTICE, CHARGE DES REFORMES ADMINISTRATIVES

Actes en abrégé. 1811

UNION DOUANIERE ET ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE

Conseil des Chefs d'Etat.

- Décision n° 2-90-UDEAC-409 du 19 Octobre 1990 rendant exécutoire le budget de la Coupe de Football de l'UDEAC édition 1990. 1814

- Acte n° 2-90-UDEAC-409 du 19 Octobre 1990 portant report en 1990 des crédits du budget 1989 de la Coupe de Football de l'UDEAC.

- Acte n° 3-90-UDEAC-409 du 19 Octobre 1990 adoptant le budget de la Coupe de Football de l'UDEAC édition 1990. 1814

Comité de Direction Extraordinaire

- Acte n° 001-90-CD-1480 du 20 Octobre 1990 modifiant les taux de la taxe unique applicables aux fabrications de la Société C.I.CA.M. 1813

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ORDONNANCE N°016-90 du 2 octobre 1990 accordant l'aval de l'Etat au Crédit de Productivité de 2,8 milliards de F. CFA et l'avance sur stocks de 4,2 milliards de F. CFA consentis à la SUCRERIE DU CONGO "SUCO" par le Consortium des Banques locales pour la réalisation de la Campagne Sucrière 1990-1991 et des exonérations douanières et fiscales.

LE PRESIDENT DU C.C. DU P.C.T.,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 006-89 du 17 février 1989 autorisant le Président de la République à légiférer par ordonnance dans les matières économiques relevant de la compétence de la loi ;

Vu l'ordonnance n° 025-86 du 19 septembre 1986 portant règlementation des conditions d'octroi et des modalités de gestion des avals de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu les avis du Bureau de l'Assemblée Nationale Populaire et du Conseil Constitutionnel ;

Le Conseil des Ministres entendu,

ORDONNE:

ARTICLE 1er : Est accordé l'aval de l'Etat au Crédit de productivité de 2,8 milliards de F. CFA et à l'avance sur stocks de 4,2 milliards de F. CFA consentis à la SUCRERIE DU CONGO "SUCO" par un consortium des Banques locales ayant pour chef de file la Banque Commerciale Congolaise pour la réalisation de sa campagne 1990-1991, aux conditions ci-après :

— AVANCE SUR STOCKS :

Quatre milliards deux cent millions de F. CFA
Validité : 30 juin 1991

— TAUX D'INTERET :

B.E.A.C. 9%
Banque 3,50%
12,50%

ARTICLE 2 : Est accordée, du 1er juillet 1990 au 30 juin 1991 date de validité du crédit de stocks, l'exonération totale de tous droits et taxes sur toutes les opérations de nature financière et d'importations liées au fonctionnement de la campagne sucrière.

ARTICLE 3 : La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 2 octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

DECRET N° 90-562 du 4 Octobre 1990 portant nomination à titre exceptionnel dans l'ordre du Mérite Congolais.

LE PRESIDENT DU C.C. DU P.C.T.,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

GRAND MAITRE DES ORDRES NATIONAUX.

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 86-903 du 6 Août 1986, désignant le Président de la République en qualité de grand Maître des Ordres Nationaux et fixant les modalités exceptionnelles d'attributions de la Dignité de Grand Croix ;

Vu le décret n° 86-899 du 6 Août 1986 portant réorganisation de l'Ordre du Mérite Congolais ;

Vu le décret n° 86-905 du 6 Août 1986 modifiant le décret n°60-205 du 28 juillet 1960, fixant les modalités d'attributions des décorations des Ordres du Mérite Congolais, Dévouement Congolais et de la Médaille d'Honneur ;

Vu le décret n° 86-896 du 6 Août 1986 portant règlement de remise et du port des décorations des différents Ordres Nationaux ;

DECRETE:

Article 1er : Est élevé à titre exceptionnel dans l'Ordre du Mérite Congolais.

AU GRADE DE COMMANDEUR

- Mr. (Constant) TSOUMOU

Article 2 : Les droits de Chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables.

Article 3 : Le présent décret qui prend effet à compter de la date de réception sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 4 octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

DECRET N° 90-563 du 4 Octobre 1990 portant Elevation à titre posthume dans l'Ordre du Mérite Congolais

LE PRESIDENT DU CC DU PCT
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT

GRAND MAITRE DES ORDRES NATIONAUX

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n° 86-903 du 6 Août 1986, désignant le Président de la République en qualité de Grand Maître des Ordres Nationaux et fixant les modalités exceptionnelles d'attributions de la Dignité de Grand Croix ;

Vu le Décret n° 86-899 du 6 Août 1986, portant réorganisation de l'Ordre du Mérite Congolais ;

Vu le Décret n° 86-905 du 6 Août 1986, modifiant le Décret n° 60-205 du 28 Juillet 1960 fixant les modalités d'attribution des décorations des Ordres du Mérite Congolais, Dévouement Congolais et de la Médaille d'Honneur ;

VU le Décret n° 86-896 du 6 Août 1986, portant règlement de remise et du port des décorations des différents Ordres Nationaux ;

DECRETE :

Article 1er.- Est élevé à titre posthume dans l'Ordre du Mérite Congolais.

A LA DIGNITE DE GRAND-OFFICIER

- Mr MAMBEKE-BOUCHER (Bernard Jean Auguste) Membre de la Commission adhoc de la Fédération Congolaise de Foot-Ball.

Article 2.- Les droits de Chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables.

Article 3.- Le présent Décret qui prend effet à compter de la date de réception sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 4 octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

DECRET N° 90-579 portant nomination des Membres du Conseil Economique et Social

LE PRESIDENT DU CC du PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 004-90 du 10 Mars 1990 portant organisation, attributions et fonctionnement du Conseil Economique et Social ;

Vu le décret n° 90-187 du 27 Avril 1990 portant attributions et organisation du Secrétariat Général du Conseil Economique et Social ;

DECRETE :

Article 1er.- Les Camarades, dont les noms et prénoms suivent, sont nommés Membres du Conseil Economique et Social.

Il s'agit de :

CHAMBRE DE COMMERCE, DE L'AGRICULTURE ET DE L'INDUSTRIE :

- (Marcel) CASTANOU
- (Daniel) DJIO
- (Hilaire) ITOUA
- (François-Luc) MAKOSSO
- (Olivier-Gentil) SATHOUD

CONFEDERATION SYNDICALE CONGOLAISE :

- (Jacques) BOMBETTE
- (Sébastien) EBAO
- (Henriette) DIATOULOU
- (Bernard) MAKAYA
- (Isabelle) NIANGOU-NGUIMBI

UNION NATIONALE DES OPERATEURS ECONOMIQUES DU CONGO :

- (Isidore) DINGHAT
- (Charles) YAOUE
- (Joseph) BOUDJI

UNION DE LA JEUNESSE SOCIALISTE CONGOLAISE-JEUNESSE DU PARTI :

- (Gabriel) ONDONGO
- (Adolphe) MBOU-MABA

UNION NATIONALE DES ECRIVAINS ET ARTISTES CONGOLAIS :

- (Georges) MIANKENDA

UNION REVOLUTIONNAIRE DES FEMMES DU CONGO :

- (Amélia) TATI-LOUTARD
- (Marinne) SIANARD

UNION NATIONALE DES PAYSANS CONGOLAIS :

- (Hubert) MBEH
- (Marcel) ACCOURAHOUA-KINGOMBET
- Félix) SAMBA-DACON

ASSOCIATION CONGOLAISE D'AMITIE ENTRE LES PEUPLES :

- (Henri) MONDJO

CROIX ROUGE :

- (Jean) MATSIONA

UNION NATIONALE DES HANDICAPES DU CONGO :

- (Jean-Brice) MOMBO

UNION NATIONALE DES RETRAITES CONGOLAIS :

- (Michel) LABANA

UNION NATIONALE DES TRADIPRATICIENS CONGOLAIS :

- (François) MVIRI

CONFESSIONS RELIGIEUSES :

- (Gaston) AKOBO
- (Jean-Marie) BIANGUE
- (Jean) MAKITA

MUTUELLE CONGOLAISE D'EPARGNE ET DES CREDITS :

- (Victor) NDOKO

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES :

- (Jean-Pierre) MOUKOULOU

SOCIETES ET ASSOCIATIONS SCIENTIFIQUES :

- (Thomas) SILOU

SECTEUR DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES :

- (Jean-Roger) EKOUNDZOLA

RECHERCHE SCIENTIFIQUE :

- (Armand Accel) NDINGA MAKANDA

SECTEUR DES SPORTS :

- (Michel) OBA

SECTEUR DE LA JUSTICE :

- (Placide) LENGA

SECTEUR DU TRAVAIL :

- (Anatole) NZABA

SECTEUR DE L'INFORMATION :

- (André) BIMBAKILA Claude BIVOUA

ARMEE POPULAIRE NATIONALE :

- Colonel (François) AYAYEN

SECTEUR DES BANQUES ET DES ASSURANCES :

- (Clément) MOUAMBA

SECTEUR DE L'HOTELERIE, DU TOURISME ET DES SERVICES :

- (Antoine) KOUNKOU-KIBOUILOU
- MODY DIAKITE

PROFESSIONS LIBERALES :

- (Jean-Martin) M'BEMBA

SECTEUR FINANCIER :

- (Jean-Luc) MALEKAT

SECTEUR DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE, ET DE LA PECHE :

- (Jean) BANTSIMBA
- (Emmanuel) OMBALA

SECTEUR DES MINES ET DE L'ENERGIE :

- (Jean-Joseph) IMANGUE

SECTEUR FORESTIER :

- (Jacques) KANWE

SECTEUR DES TRANSPORTS, DU TRANSIT, DE L'ACONAGE, ET DE LA MARINE MARCHANDE :

- (Pamphile) OKOUMOU
- (Aloïse) M'BOUNGOU

SECTEUR DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS :

- (Jules) KIELE

SECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT :

- (Adolphe) NTARI
- LALA-AKOSSO

SECTEUR DE L'EDUCATION :

- (Felly) MAYTSAT-MAHOUNGOU

UNIVERSITE :

- (Daniel) AMBOULOU
- Louis) BAKABADIO

SECTEUR DU COMMERCE, DE L'INSDUSTRIE ET DE LA BOULANGERIE :

- (Macaire) N'GOMA
- (Auguste) MIAKASSISSA

ARTISANAT :

- (Pierre) PASSI

CINQ PERSONNALITES DESIGNEES PAR LE CHEF DE L'ETAT :

- (Hilaire) MOUNTHAULT
- (Ambroise) NOUMAZALAYE
- (Ange-Edouard) POUNGUI
- (Mathias) NDZON
- (Jean-Marie) OLANDZOBO-EKOBIYOA.

Article 2 : le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 16 Octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

DECRET N° 90-580 portant institution d'une Commission Nationale Chargée de proposer des Amendements à la Constitution et le projet de Loi sur les Partis Politiques.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT

Vu la Constitution ;

DECRETE :

Article 1er : Il est institué une Commission Nationale chargée de proposer des Amendements à la Constitution et le projet de loi sur les Partis Politiques.

Article 2.- La Commission précitée est composée ainsi qu'il suit : Général de Brigade (Louis) SYLVAIN- GOMA : Président

(Alphonse) GONDZIA
(Aimé-Emmanuel) YOKA
(Dieudonné) KIMBEMBE
NGOUONIMBA NCZARY
(André) MOUELE
(Jean-François) TCHIBINDA-KOUANGOU
(Jean) OBA-BOUYA
(Ambroise) NOUMAZALAYE
(Hilaire) MOUNTHAULT
(Alphonse) NZOUNGOU
(Jean-Claude) GANGA
(Oscar) SAMBA
(Charles-Maurice) SIANARD
(Alexis) GABOU
(Nicolas) MONDJO
(Charles) ASSEMEKANG
(Jean-Marie) OLANDZOBO-EKOBIYOA
(Thomas) DHELLO
(Placide) LENGA
(Auguste) ILOKI
(Narcisse) MAYETELA
(Jacques) OKOKO
(Martin) MBEMBA
(Martin) MBERI
(Jean) MONGO
(Jean-Bernard) SAMORY
(Lambert) NGALEBALI
(Benjamin) BOUMAKANI
OKIEMBA-MORLENDE
(Joseph) MIOKONO-HONDJUILA
(Christian-Dramey) DIALLO
(Edouard) MIKEMI
(Jacques) KIONGHAT
(Dieudonné) EBANDZA
(Georges) MOUANDZIBA-AKIERA
(Godefroy) SALA
ANTILLON
(Nicolas) SONGUEMAS
(Raymond) MANGBENDZA
(Agathe) MAMBOU-PEMBELLOT
(Hélène) MBAKI-KOUMBA
(Louis) GONDOU
(André) BAKALAS

Article 3.- La Commission Nationale, peut faire appel à toute personne en raison de ses compétences.

Elle rendra compte de sa mission au Président du Comité Central du parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement.

Article 4.- Le présent décret sera publié selon la procédure d'urgence.

Brazzaville, le 16 Octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

DECRET N° 90-581 du 18 Octobre 1990 Organisant l'intérim du Premier Ministre Chef du Gouvernement

LE PRESIDENT DU C.C. DU P.C.T.,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

DECRETE :

Article 1er.- l'intérim du Premier Ministre est assumé, en ce qui concerne l'expédition des affaires courantes, par le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de l'Economie.

En cas d'absence de ce dernier, l'intérim est assuré, suivant l'ordre de nomination fixé par le décret n° 90-514 susvisé, par l'un des Ministres ci-après présents dans la capitale :

- Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural ;
- le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie Forestière.

Article 2.- Le présent décret sera publié selon la procédure d'urgence.

Fait à Brazzaville, le 18 Octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

DECRET N° 90-583 du 19 Octobre 1990 portant nomination à titre posthume dans l'Ordre du Mérite Congolais.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT
GRAND MAITRE DES ORDRES NATIONAUX.-

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n° 86-903 du 6 Août 1986, désignant le Président de la République en qualité de Grand Maître des Ordres Nationaux et fixant les modalités exceptionnelles d'attributions de la Dignité de Grand Croix ;

Vu le Décret n° 86-899 du 6 Août 1986, portant réorganisation de l'Ordre du Mérite Congolais ;

Vu le Décret n° 86-905 du 6 Août 1986, modifiant le Décret n° 60-205 du 28 Juillet 1960, fixant les modalités d'attributions des décoratiosns des Ordres du Mérite Congolais, Dévouement Congolais et de la Médaille d'Honneur ;

Vu le Décret n° 86-896 du 6 Août 1986, portant réglementation de remise et du port des décorations des différents Ordres Nationaux ;

DECRETE :

Article 1er.- Est nommé à titre posthume dans l'Ordre du Mérite Congolais.

AU GRADE D'OFFICIER

- Camarade NDALA (Marcel) , Juge au Tribunal Coutumier de Bacongo

Article 2.- Les droits de Chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables.

Article 3.- Le présent Décret qui prend effet à compter de la date de réception sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 19 Octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

DECRET N° 90-584 du 19 Octobre 1990 portant nomination à titre exceptionnel dans l'Ordre du Mérite Congolais

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
GRAND MAITRE DES ORDRES NATIONAUX

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n° 86-903 du 6 Août 1986, désignant le Président de la République en qualité de Grand Maître des Ordres Nationaux et fixant les modalités exceptionnelles d'attributions de la Dignité de Grand Croix ;

Vu le Décret n° 86-899 du 6 Août 1986, portant réorganisation de l'Ordre du Mérite Congolais ;

Vu le Décret 86-905 du 6 Août 1986, modifiant le Décret n° 60-205 du 28 Juillet 1960 fixant les modalités d'attributions des décorations des Ordres du Mérite Congolais, Dévouement Congolais et de la Médaille d'Honneur ;

Vu le Décret n° 86-896 du 6 Août 1986, portant règlement de remise et du port des décorations des différents Ordres Nationaux ;

DECRETE :

Art. 1er.- Est nommé à titre exceptionnel dans l'Ordre du Mérite Congolais.

AU GRADE DE COMMANDEUR

- Mr (Robert) DE LOS SANTOS, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Française en République Populaire du Congo ;

Art. 2.- Les droits de Chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables ;

Art. 3.- Le présent Décret qui prend effet à compter de la date de réception sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 19 Octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

DECRET N° 90-595 du 24 octobre 1990 portant attribution de la Médaille de Fraternité d'Armes à titre Exceptionnel

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT
GRAND MAITRE DES ORDRES NATIONAUX

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance 01-69 du 6 Février 1969 modifiant la loi 11-66 du 22 Juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'Ordonnance 002-79 du 5 Février 1979 portant réorganisation de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'Ordonnance 74-355 du 28 Septembre 1974 portant création du Comité de Défense ;

Vu le Décret 84-936 du 25 Octobre 1984 portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le Décret 86-903 du 6 Août 1986 désignant le Président de la République en qualité de Grand Maître des Ordres Nationaux et fixant les modalités exceptionnelles d'attribution de la dignité de Grand Croix ;

Vu le Décret 86-896 du 6 Août 1986 portant règlementation de remise et du port des décorations des différents Ordres Nationaux ;

Vu le Décret 86-907 du 6 Août 1986 portant création de la Médaille de Fraternité d'Armes ;

DECRETE :

Article 1er.- Est décoré de la Médaille de Fraternité d'Armes

- Colonel OUFIMTSEV YOURI SEMENOVITCH, Conseiller Militaire et Politique à la Direction Politique Générale à l'Armée ;

Article 2.- Les droits de Chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables ;

Article 3.- Le présent Décret qui prend effet à compter de la date de réception sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 24 Octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

PRESIDENCE DU CONSEIL DES MINISTRES

DECRET N° 90-561 du 3 octobre 1990 portant attributions et organisation du Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises.

LE PRESIDENT DU C C DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 82-251 du 24 Mars 1982 portant attributions et réorganisation du Ministère du Commerce ;

Vu le décret n° 85-592 du 17 Avril 1985 portant attributions et organisation du Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes entreprises ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er Septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er Septembre 1990 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

TITRE PREMIER - DES ATTRIBUTIONS

Article 1er : Le Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises est l'organe d'exécution de la politique du Parti et de l'Etat en matière de Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises.

A ce titre, il est chargé notamment de :

- étudier et mettre en œuvre les mesures relatives à l'organisation et à la rationalisation des activités du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises ;

- étudier et mettre en œuvre les mesures visant à dynamiser le Commerce Extérieur,

- administrer les prix, conformément aux préoccupations de développement Economique et Social ;

- assurer le contrôle de l'application des Lois et Règlements qui régissent le Commerce et les Petites et Moyennes entreprises.

TITRE II - DE L'ORGANISATION

Article 2 : Le Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises comprend :

- le Cabinet du Ministre ;
- la Direction du Contrôle et de l'Orientation ;
- la Direction des Etudes et de la Planification ;
- la Direction de la Coopération ;
- la Direction Générale du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises ;
- les Etablissements et Organismes sous Tutelle.

CHAPITRE PREMIER -
DU CABINET

Article 3.- Placé sous l'autorité d'un Directeur, le Cabinet est l'organe de conception, de Coordination, d'Animation et de Contrôle qui assiste le Ministre dans son action.

Il est chargé de régler, au nom du Ministre et sur Délégation expresse, les questions politiques, Administratives et Techniques du Ministère.

Artticle 4.- La composition du Cabinet et les modalités de nomination de ses Membres sont celles qui sont définies par les textes en vigueur.

CHAPITRE II -
DE LA DIRECTION DU CONTRÔLE ET
DE L'ORIENTATION.

Article 5.- La Direction du Contrôle et de l'Orientation est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle exerce ses attributions conformément aux textes en vigueur.

Article 6.- la Direction du Contrôle et de l'Orientation comprend :

- le service Economique et Financier
- le Service Juridique et Administratif

CHAPITR E III -
DE LA DIRECTION DES ETUDES ET DE
LA PLANIFICATION

Article 7.- La Direction des Etudes et de la Planification est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle exerce ses attributions conformément aux textes en vigueur.

Article 8.- La Direction des Etudes et de la Planification comprend :

le Service des Etudes
- le Service de la Planification

CHAPITRE IV -
DE LA DIRECTION DE LA COOPÉRATION

Article 9.- La Direction de la Coopération est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :
- promouvoir, élaborer et suivre l'application des Accords et Conventions de Coopération,
— tenir un fichier relatif aux Projets et Financements issus de la Coopération,
— actualiser les Accords conclus avec les Organismes de Coopération,
— participer, en collaboration avec les autres Administrations, à l'élaboration des Conventions, traités ou Accords qui régissent les relations économiques et commerciales de la République Populaire du Congo avec les pays Etrangers et les Organisations Internationales.

Article 10.- La Direction de la Coopération comprend :

— le service de la Coopération ;
— le Service du Fichier.

CHAPITRE V -
DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU COMMERCE
ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Article 11.- La Direction Générale du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises est dirigée et animée par un Directeur Général nommé en Conseil des Ministres.

Elle est chargée notamment de :

- assurer la tutelle administrative des différentes activités de Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises ;
- élaborer et contrôler la réglementation générale du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises ;
- orienter, diriger et coordonner toutes les activités des Directions, des Services Centraux et Régionaux du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises.

Article 12.- La Direction Générale du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises, outre le Secrétariat de Direction et le Bureau de la Documentation et des Archives, comprend :
- la Direction du Commerce Intérieur
- la Direction du Commerce Extérieur
- la Direction de la Réglementation Commerciale
- la Direction des Petites et Moyennes Entreprises
- la Direction des Affaires Administratives et Financières
- les Directions Régionales du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises.

SECTION I
Du Secrétariat de Direction

Article 13.- Le Secrétariat de Direction est dirigé et animé par un Chef de Secrétariat qui rang de Chef de Bureau.

Il est chargé de tous les travaux de Secrétariat, notamment de :

- la réception et l'expédition du courrier,
- l'analyse sommaire des correspondances et autres documents,
- la dactylographie et la reprographie des correspondan-

ces et autres documents administratifs,
- et, d'une manière générale, de toute autre tâche qui peut lui être confiée.

SECTION II
Du Bureau de la Documentation et des Archives.

Article 14.- Le Bureau de la Documentation et des Archives est dirigé et animé par un Chef de Bureau.

Il est chargé notamment de :

- la collecte, du traitement, la diffusion et la conservation de la documentation,
- la centralisation, la gestion et la conservation des archives,
- la constitution et la gestion d'une bibliothèque, et, d'une manière générale, du traitement de toute question qui a trait à la documentation et aux archives.

SECTION III
De la Direction du Commerce Intérieur

Article 15.- La Direction du Commerce Intérieur est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- assurer la gestion administrative des différentes activités commerciales,
- organiser les circuits de distribution et d'approvisionnement,
- élaborer et mettre en œuvre une politique visant à rationaliser la distribution en fonction des exigences du développement de l'économie nationale,
- promouvoir la consommation nationale des productions locales.

Article 16.- La Direction du Commerce Intérieur comprend :

- le Service de la Promotion Commerciale,
- le Service de la Distribution et de l'Approvisionnement,
- le Service des Normes et de la Consommation.

SECTION IV
De la Direction du Commerce Extérieur.

Article 17.- La Direction du Commerce Extérieur est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- élaborer et appliquer, en liaison avec les autres administrations concernées, les Lois et Règlements relatifs au Commerce Extérieur,
- participer, en liaison avec les autres administrations concernées, à l'élaboration des conventions, traités ou accords qui régissent les relations économiques et commerciales de la République Populaire du Congo avec les pays étrangers et les organisations internationales,
- étudier les tendances du Commerce international et les mesures susceptibles d'accroître et d'élargir les marchés d'exportation des produits congolais,
- contrôler certaines importations et exportations par la délivrance des licences,
- établir la balance commerciale.

Article 18.- La Direction du Commerce Extérieur comprend :

- le Service de la Coopération.

Le Service des Exportations.
- Le Service des Importations.

SECTION V
De la Direction de la Réglementation Commerciale.

Article 19.- La Direction de la Réglementation Commerciale est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- élaborer et appliquer les Lois et Règlements qui régissent les prix,
- étudier les dossiers des prix,
- étudier l'évolution générale des prix et proposer des mesures visant à maîtriser cette évolution,
- contrôler l'application des Lois et Règlements qui régissent les prix, le Commerce et sanctionner les contrevenants.

Article 20.- La Direction de la Réglementation Commerciale comprend :

- Le Service des Etudes des prix.
- Le Service du Contrôle Commercial.
- Le Service des Poursuites et des Recouvrements.
- Le Service de la Réglementation.

SECTION VI
De la Direction des Petites et Moyennes Entreprises.

Article 21.- La Direction des Petites et Moyennes Entreprises est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- étudier et mettre en œuvre toute disposition susceptible de favoriser la création, le financement et le développement des Petites et Moyennes Entreprises,
- élaborer tous les textes législatifs et réglementaires dans le domaine des Petites et Moyennes Entreprises,
- favoriser la production et l'expansion des Petites et Moyennes Entreprises.

Article 22.- La Direction des Petites et Moyennes Entreprises comprend :

- le Service de la promotion et de l'information.

- Le Service des Etudes Sectorielles.
- Le Service Administratif et Juridique.

SECTION VII
De la Direction des Affaires Administratives et Financières.

- Article 23.- La Direction des Affaires Administratives et Financières est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- gérer le personnel et le patrimoine du Ministère,
- préparer et gérer le budget du Ministère,
- veiller au recouvrement et au versement, au Trésor public, de l'ensemble des recettes des Directions de la Direction Générale du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises et des Directions Régionales.

Article 24.- La Direction des Affaires Administratives et Financières comprend :

- le Service Administratif et du Personnel.
- Le Service des Finances et du Matériel.

SECTION VIII
Des Directions Régionales du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises.

Article 25.- Les Directions Régionales du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises sont dirigées et animées par des Directeurs nommés en Conseil de Cabinet.

Elles sont chargées notamment de :

- exécuter les Lois et Règlements dans le domaine du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises,
- exécuter les décisions et délibérations des Conseils Populaires des Régions dans le domaine du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises,
- concevoir des projets et des plans d'intérêt local relevant du Commerce et s'inscrivant dans la politique de promotion des Petites et Moyennes Entreprises,
- entreprendre des études et suggérer des mesures susceptibles de favoriser le développement du Commerce, des produits congolais en particulier, et des Petites et Moyennes Entreprises locales.
- Elaborer des rapports sur l'évolution du Commerce et sur la situation des Petites et Moyennes Entreprises dans les Régions.

CHAPITRE IV
DES ETABLISSEMENTS ET ORGANISMES SOUS-TUTELLE.

Article 26.- Les Etablissements et Organismes sous tutelle sont régis par des textes qui leur sont propres.

TITRE III
Des Dispositions Diverses et Finales

Article 27.- Les attributions, l'organisation et le fonctionnement des Directions Régionales, des Services et des Bureaux, à créer, seront définis, en tant que de besoin, par arrêtés ministériels.

Article 28.- Les Chefs de Services et les Chefs de Bureaux sont nommés par arrêté du Ministre.

Article 29.- Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Brazzaville, le 3 OCTOBRE 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président du Comité Central
du Parti Congolais du Travail,
Président de la République,Chef
du Gouvernement,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY.-

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO.-

Le Ministre du Commerce et des Petites
et Moyennes Entreprises,

Alphonse MBOUDO-NESA.-

DECRET N° 90-567 du 5 octobre 1990 portant agrément de la SOCIETE SINGER- CONGO au régime «A» du Code des Investissements

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 26-82 du 7 Juillet 1982 portant Code des Investissements ;

Vu le traité du 8 Décembre 1964 instituant une Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale ;

Vu l'acte n° 19-65 UDEAC du 14 Décembre 1965 instituant une Convention commune sur les Investissements dans les Etats de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale ;

Vu le décret n° 84-832 du 7 Août 1984 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission Nationale des investissements ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er Septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er Septembre 1990 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernements ;

Le Conseil des Ministres entendu ,

DECRETE :

Article 1er.- La SOCIETE SINGER-CONGO, sise à Brazzaville, est agréée au régime "A" du Code des Investissements pour une durée de dix ans comportant une exonération fiscale de cinq ans.

Article 2.- Sont approuvées les dispositions de la Convention d'Etablissement conclue entre la République et la Société précitée.

Article 3.- Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 6 Octobre 1990
Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,
Alphonse Souchlaty POATY.-

Le Ministre du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises,
Alphonse M'BOUDO NESA.-

Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de l'Economie,
Pierre MOUSSA.-

Le Ministre de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat, Chargé du Tourisme,
Hilaire BABASSANA.-

DECRET N° 90-568 du 5 octobre 1990 portant agrément de l'Entreprise» BOULANGERIE KOUMOUS» au régime « A1» du Code des Investissements

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT

Vu Constitution ;

Vu la loi n° 26-82 du 7 Juillet 1982 portant Code des Investissements ;

Vu le traité du 8 Décembre 1964 instituant une Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale ;

Vu l'acte n° 18-65-UDEAC du 14 Décembre 1965 instituant une Convention commune sur les investissements dans les Etats de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale ;

Vu le décret n° 84-832 du 7 Août 1984 fixant la composition et le fonctionnement de la Commission Nationale des Investissements ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er Septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er Septembre 1990 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er.- L'Entreprise «BOULANGERIE KOUMOUS», sise à Brazzaville, est agréée au régime «A1» du Code des Investissements pour une durée de dix ans comportant une exonération fiscale de cinq ans.
Article 2.- Sont approuvées, les dispositions de la Convention d'Etablissement conclue entre la République et l'Entreprise précitée.
Article 3.- Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 5 Octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,
Alphonse Souchlaty POATY.-

Le Ministre de l'Industrie, de la Pêche et de l'Artisanat,

Hilaire BABASSANA.-

Le Ministre des Finances et du Budget,
Edouard GAKOSSO.-

Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de l'Economie,

Pierre MOUSSA.-

Le Ministre du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises,
Alphonse M'BOUDO NESA.-

DECRET N° 90-569 du 6 octobre 1990 portant création du Comité National de Coordination de la Vulgarisation et de la Recherche d'Adaptation Agricole du Projet National de Vulgarisation.-

(Régularisation)

LE PRESIDENT DU CC DU PCT
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 89-186 du 24 Février 1989, portant création, attributions et organisation du Ministère du Développement Rural ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er Septembre 1990, portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er Septembre 1990, portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er : Il est crée au sein du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural un Comité National de Coordination de la vulgarisation et de la Recherche Agricoles du Projet National de Vulgarisation.

Article 2 : Le Comité National de Coordination de la Vulgarisation et de la Recherche d'Adaptation Agricoles est chargé :

- d'examiner et approuver le programme de recherche d'adaptation et les recommandatiosns de vulgarisation ;
- d'analyser les résultats des programmes de recherche d'adaptation agricoles dans les centres d'appui technique et les champs de démonstration ;
- d'examiner le taux d'adoption des recommandations techniques pendant la campagne précédente ;
- de définir le programme de formation du personnel de vulgarisation à exécuter par la recherche ;
- d'agréer les conventions et les contrats de travail entre les structures de recherche d'adaptation et de vulgarisation d'une part, et les organismes de recherche d'autre part.

Article 3 : Le Comité National de ccordination de la vulgarisation et de la Recherche d'Adaptation Agricoles, présidé par le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural comprend :

- le Directeur Général du Développement Rural ;
- le Conseiller au Développement Rural du Président de la République ;
- le Conseiller au Développement Rural du Premier Ministre ;
- le Directeur Général de la Recherche Scientifique et Technique ;
- le Directeur des Affaires Scientifiques et Technologiques ;
- le Directeur de la Recherche-Développement, Formation et Vulgarisation ;
- le Directeur des Etudes et de la planification ;
- le Directeur de la Production Végétale ;
- le Directeur de la Production Animale ;
- le Directeur de la Pisciculture ;
- le Directeur de la Radio Rurale ;
- le Directeur du Centre de Recherche Agronomique de Loudima ;
- le Directeur du Centre National des Semences Améliorées ;
- le Directeur du Projet de Développement des Cultures Vivrières dans le district de Kindamba ;
- le Directeur du Centre de Vulgarisation des Techniques Agricoles de Kombé ;
- le Directeur du Contrôle et de l'Evaluation au Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur, chargé de la Recherche Scientifique ;
- le Directeur Général du Centre de Recherche Vétérinaire et Zootechnique ;
- le Représentant du Ministère de l'Economie Forestière ;
- le Directeur Général de la SEP-Développement.

Article 4 : Le Comité National de Coordination de la Vulgarisation et de la Recherche d'Adaptation Agricoles peut faire appel, à titre consultatif, à toute personne en raison de sa compétence.

Article 5.- Les fonctions de Membres du Comité National de Coordination de la Vulgarisation et de la Recherche d'Adaptation Agricoles sont gratuites.

Article 6.- Le Directeur de la Recherche-Développement, Formation et Vulgarisation assure le Secrétariat du Comité.

Article 7.- Le Comité National de Coordination de la Vulgarisation et de la Recherche d'Adaptation Agricoles se réunit au moins deux fois par an, sur convocation de son Président. Il dresse, à la fin de chaque année, un rapport succint sur les activités et programmes réalisés au cours de l'année écoulée, y compris une évaluation des résultats atteints. Il prépare un programme d'action pour l'année à venir.

Article 8.- Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 6 Octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,
Alphonse Souchlaty POATY.-

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,
Gabriel OBA-APOUNOU.-

Le Ministre des Enseignements Secondaire et Supérieur,chargé de la Recherche Scientifique,
Rodolphe A DADA.-

Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de l'Economie,

Pierre MOUSSA.-

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-570 du 8 Octobre 1990 portant attributions et organisation du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.-

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 89-186 du 24 Février 1989 portant création, attributions et organisation du Ministère du Développement Rural ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er Septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er Septembre 1990 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE:

TITRE I - DES ATTRIBUTIONS

Article 1er.- Le Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural est l'organe d'exécution de la Politique du Parti et de l'Etat en matière de la Jeunesse et de Développement Rural.

A ce titre, il est chargé notamment de :

- exécuter les grandes orientations du Parti et de l'Etat sur la Jeunesse et le Développement Rural ;

- convoquer et présider les sessions des organes consultatifs de réflexion sur la Jeunesse, le Développement Rural et suivre l'exécution des avis ou recommandations émis ;

- assurer la satisfaction des besoins alimentaires de la population ;

- contribuer à l'accumulation interne et à l'équilibre de la balance des paiements par le développement des exportations agricoles et alimentaires ;

- participer au processus national d'industrialisation par un approvisionnement régulier des industries agro-alimentaires ;

- contribuer à la création d'emplois afin de réduire le chômage ;

- accroître les revenus des paysans de façon à tendre vers la parité entre la ville et la campagne et créer, ainsi, les conditions de résorption de l'exode rural ;

- contribuer à la création des conditions d'insertion des jeunes dans les activités socio-économiques en éradiquant, par le travail productif, les déviances découlant du désœuvrement.

TITRE II

DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Article 2.- Le Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural comprend :

- le Cabinet du Ministre ;
- les Directions rattachées au Cabinet ;
- la Direction Générale de la Jeunesse ;
- la Direction Générale du Développement Rural ;
- les Organes Consultatifs ;
- les Projets, Programmes, Offices, Entreprises et Organismes sous tutelle ;

CHAPITRE I

DU CABINET

Article 3.- Placé sous l'autorité d'un Directeur, le Cabinet est l'organe de conception, de coordination, d'animation et de contrôle qui assiste le Ministre dans son action.

Il est chargé de régler, au nom du Ministre et sur délégation, les questions politiques, administratives et techniques du Ministère.

Article 4.- La composition du Cabinet et les modalités de nomination de ses membres sont celles qui sont définies par les textes en vigueur.

CHAPITRE II

DES DIRECTIONS RATTACHEES AU CABINET

SECTION I :

De la Direction du Contrôle et de l'Orientation

Article 5.- La Direction du Contrôle et de l'Orientation est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle exerce ses attributions conformément aux textes en vigueur.

SECTION II :

De la Direction de la Recherche,
Développement, Formation et Vulgarisation

Article 6.- La Direction de la Recherche, Développement, Formation et Vulgarisation est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- définir et réaliser les activités de Recherche, Développement, Formation et Vulgarisation de manière fonctionnelle,

en vue de mettre en œuvre la politique, le plan, les programmes et les projets du Ministère ;

- identifier et évaluer les contraintes techniques, humaines et sociales liées au développement rural et à l'installation des jeunes dans les activités agricoles ;

- proposer, au Ministère chargé de la Recherche Scientifique, les thèmes de recherche sur la base des contraintes identifiées ;

- assurer l'adaptation de techniques et des formes d'organisation au milieu rural, de concert avec les Directions spécialisées ;

- élaborer les techniques nécessaires à la diffusion des résultats obtenus par les structures d'expérimentation ;

- assurer la vulgarisation et la diffusion des techniques en matière d'agriculture, d'élevage et de pisculture, des systèmes d'exploitation et de gestion mis au point ;

- élaborer, proposer et promouvoir la formation fonctionnelle des thèmes à vulgariser ;

- assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des actions de vulgarisation et de formation ;

- initier, promouvoir et coordonner le développement de toutes les structures nécessaires à la mise en œuvre des programmes de Recherche-Développement-Formation et Vulgarisation ;

- assurer la liaison avec les organismes tant nationaux qu'internationaux.

Article 7.- La Direction de la Recherche-Développement-Formation et Vulgarisation comprend :

- le service de la Recherche-Développement ;
- le service de la Vulgarisation ;
- le service de la Formation appliquée ;
- le service de la Logistique ;
- le service du Suivi-Evaluation.

SECTION III :
De la Direction de l'Opération Villages-Centres

Article 8.- La Direction de l'Opération Villages-Centres est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- exécuter les tâches relatives à la création des villages-centres et à l'installation des jeunes à la campagne ;
- entretenir des relations fonctionnelles et de concertation entre les Ministères techniques en vue de la cohérence des actions à mener en direction du monde rural ;

- suivre et organiser, de manière fonctionnelle, les structures mises en place dans le cadre de l'Opération Villages-Centres ;

- assurer la liaison avec les organismes nationaux et internationaux spécialisés en matière de développement rural intégré ;
- contribuer à la lutte contre l'exode rural ;
- contribuer à l'amélioration des conditions de vie des ruraux.

Article 9.- La Direction de l'Opération Villages-Centres comprend :

- le service des programmes ;

- le service des infrastructures et des équipements ;

- le service des finances et du matériel ;

- le service du suivi- évaluation.

SECTION IV :
De la Direction de la Radio-Rurale

Article 10.- La Direction de la Radio-Rurale est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- éduquer les producteurs ruraux par des émissions radiophoniques et télévisées ;

- réaliser des reportages radiophoniques dans les villes, dans les zones pilotes et secondaires ;

- assurer l'alphabétisation en langues nationales et l'animation rurale ;

- éditer des journaux, des manuels, des bulletins techniques et des brochures nationales pour les post-alphabétisés et, d'une manière générale, pour la vulgarisation ;

- alphabétiser les paysans en matière de gestion coopérative, de santé et de techniques agricoles et forestières ;

- organiser des séminaires, forums, expositions, réunions, conférences à l'attention des paysans encadreurs ;

- assurer, de concert avec les Directions spécialisées du Ministère, la liaison avec les organismes nationaux et internationaux pour le suivi et l'exécution des accords de coopération en matière d'éducation et d'animation rurale ;

- assurer les campagnes de sensibilisation en direction des masses rurales en vue de la protection de l'environnement et de la faune ;

- mener des actions publicitaires, afin d'aider à la création des petites et moyennes entreprises.

Article 11.- La Direction de la Radio-Rurale comprend :

- le service de la presse écrite ;

- le service audiovisuel ;
- le service de l'éducation et de la formation ;
- le service de la coopération ;
- le service des finances et du matériel.

SECTION V :
De la Direction des Etudes et de la Planification

Article 12.- La Direction des Etudes et de la Planification est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle exerce ses attributions conformément aux textes en vigueur.

Article 13.- La Direction des Etudes et de la Planification comprend :

- le service de la Planification ;
- le service des Etudes, des Projets et des Programmes ;
- le service des Etudes Statistiques ;
- le service de la Coopération bilatérale et multilatérale ;
- le service du Suivi-Evaluation et du Contrôle des projets et des programmes.

SECTION VI :
De la Direction de l'Action Coopérative du Crédit et de la Commercialisation

Article 14.- La Direction de l'Action Coopérative, du Crédit et de la Commercialisation est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- mettre en place des structures d'animation et d'encadrement technique et administratif des précoopératives et des coopératives ;

- faciliter le passage des exploitations industrielles aux coopératives dans les domaines notamment, des productions animale, végétale, de l'artisanat rural ;

- assurer, en matière d'animation et de promotion coopérative, la liaison entre le Ministère et tout organisme compétent :

- mettre en place une législation coopérative et favoriser toute activité visant le développement du mouvement coopératif ;

- définir la politique en matière de crédit agricole ;

- assurer le suivi des actions en matière de crédit agricole et proposer les mesures nécessaires à leur développement ;

- définir la politique en matière d'épargne rurale et assurer le suivi des actions menées ;

- identifier et évaluer les besoins en matière de commercialisation des produits agricoles ;

- définir la politique de commercialisation par l'étude des prix aux producteurs et aux consommateurs, l'organisation des campagnes de commercialisation et des moyens de stockage, de conservation, de conditionnement et de transformation ;

- développer une stratégie d'intervention de concert avec les offices et autres structures qui interviennent dans la commercialisation ;

- dynamiser les circuits commerciaux ;
- superviser et coordonner les actions de commercialisation menées par les secteurs d'Etat ou privés ;

- assurer la coordination entre les structures chargées de la commercialisation et les administrations ;

- organiser l'assistance et l'encadrement du secteur privé chargé de la collecte des produits agricoles ;

- participer à la définition des pistes agricoles prioritaires.

Article 15.- La Direction de l'Action Coopérative, du Crédit et de la Commercialisation comprend :

- le service de l'Action Coopérative ;
- le service de la législation et du contentieux ;
- le service du crédit agricole ;
- le service de la commercialisation.

Section VII : De la Direction des Ecoles

Article 16.- La Direction des Ecoles est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- promouvoir les enseignements techniques, professionnels et spécialisés dans les domaines de la Jeunese et du Développement Rural ;

- élever le niveau des connaissances liées aux activités de développement rural ;

- entretenir des relations d'ordre fonctionnel avec les services techniques des Ministères des Enseignements.

Article 17.- La Direction des Ecoles comprend :

- le service des programmes et de la scolarité ;
- le service de la formation ;
- le service des finances et du matériel ;
- le service des examens et concours ;
- le service de l'Inspection et de l'Encadrement Pédagogique.

CHAPITRE II

DE LA DIRECTION GENERALE DE LA JEUNESSE

Article 18.- La Direction Générale de la Jeunesse est dirigée et animée par un Directeur Général nommé en Conseil des Ministres.

Elle est chargée notamment de :

- coordonner et contrôler les activités des Directions Centrales et suivre les activités des Directions Régionales ;

- assurer et contrôler, dans le domaine de la jeunesse, l'exécution des résolutions et orientations du Parti et de l'Etat ;

- assurer l'application des instructions du Ministre ;
- centraliser les études des dossiers émanant des Directions Centrales ou Régionales, en faire l'analyse et toute suggestion utile ;

- apporter son appui fonctionnel aux Directions Régionales et aux Organismes sous tutelle.

Article 19.- La Direction Générale de la Jeunesse comprend, outre, le Secrétariat de Direction et le Bureau de la Documentation et des Archives :

- la Direction des Activités Economiques ;
- la Direction des Activités Socio-Culturelles ;
- la Direction des Affaires Administratives, Financières, Juridiques et du Personnel ;
- la Direction chargée du Service National Obligatoire.

SECTION I :
Du Secrétariat de Direction

Article 20.- Le Secrétariat de Direction est dirigé et animé par un Chef de Secrétariat qui a rang de Chef de Bureau.

Il est chargé de tous les travaux de secrétariat, notamment de :

- la réception et l'expédition du courrier ;
- l'analyse sommaire des correspondances et autres documents ;
- la dactylographie et la reprographie des correspondances et autres documents administratifs ;

et, d'une manière générale, de toute autre tâche qui peut lui être confiée.

Section II : Du Bureau de la Documentation et des Archives

Article 21.- Le Bureau de la Documentation et des Archives est dirigé et animé par un Chef de Bureau.

Il est chargé notamment de :

- la collecte, du traitement, la diffusion et la conservation de la documentation ;

- la centralisation, la gestion et la conservation des archives;
- la constitution et la gestion de la bibliothèque ;
- et, d'une manière générale, du traitement de toute question qui a trait à la documentation et aux archives.

Section III : De la Direction des Activités Economiques

Article 22.- La Direction des Activités Economiques est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée, ensemble et de concert avec la Direction de l'Opération Villages-Centres, de :

- mobiliser, faire participer la jeunesse à la réalisation des projets économiques ;
- favoriser, par toute action utile, l'insertion des jeunes dans les activités de développement rural ;
- élaborer les plans et programmes nationaux d'insertion des jeunes dans les activités rurales ;
- inciter, par des récompenses, les jeunes à exécuter les plans de développement national ;
- contribuer à la création des brigades et des équipes de jeunes travailleurs en vue de l'implantation des chantiers de jeunes ;
- contribuer à l'insertion des jeunes du Service National Obligatoire dans les activités socio-économiques.

Article 23.- La Direction des Activités Economiques comprend :

- le service des jeunesses rurales et travailleurs ;
- le service des jeunesses estudiantine et scolaire ;
- le service de la programmation.

Section IV : De la Direction de l'Action Socio-Culturelle

Article 24.- La Direction de l'Action Socio-Culturelle est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- promouvoir l'éradication du désœuvrement de la jeunesse par l'organisation des activités socio-culturelles saines ;
- contribuer à l'acquisition, par les jeunes, des notions d'éducation civique, morale, sociale, idéologique, professionnelle, scientifique et artistique susceptibles de promouvoir le développement ;
- contribuer à la promotion des œuvres sociales en direction de la jeunesse ;
- mobiliser et faire participer la jeunesse à la réalisation des activités culturelles.

Article 25.- La Direction de l'Action Socio-Culturelle comprend :

- le service de la protection juvénile ;
- le service de la culture et des loisirs.

Section V : De la Direction des Affaires Administratives, Financières, Juridiques et du Personnel

Article 26.- La Direction des Affaires Administratives, Financières, Juridiques et du Personnel, est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- la gestion du personnel et du matériel ;
- la préparation et l'exécution du budget ;
- du suivi des affaires générales.

Article 27.- La Direction des Affaires Administratives, Financières, Juridiques et du Personnel comprend :

- le service administratif, juridique et du personnel ;
- le service des finances et du matériel.

Section VI : De la Direction, Chargée du Service National Obligatoire

Article 28.- La Direction, Chargée du Service National Obligatoire, est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- la mise en œuvre de l'aspect civique du Service National Obligatoire ensemble et de concert avec les partenaires intéressés ;
- la préparation et l'exécution des programmes d'intégration des jeunes dans les collectivités ;
- la mobilisation des jeunes aux tâches socio-économiques ;
- la formation des jeunes à l'appréhension des grands problèmes du pays et l'acquisition, par les jeunes, des notions de civisme et de patriotisme.

Article 29.- La Direction, Chargée du Service Nationale Obligatoire, comprend :

- le service de la programmation ;
- le service de la pré-selection et des contingents ;
- le service de la logistique.

Section VII : Des Directions Régionales et de la Jeunesse

Article 30.- Les Directions Régionales de la Jeunesse sont dirigées et animées par des Directeurs nommés en Conseil de Cabinet.

Elles sont chargées notamment de :

- exécuter les lois et règlements dans les domaines de leurs compétences ;
- exécuter les décisions et les délibérations des Conseils Populaires des Régions dans les domaines de leurs compétences ;
- concevoir et exécuter les projets et les plans d'intérêt régional ;
- suggérer et analyser toute étude intéressant le développement culturel et socio-économique ;
- organiser les activités de la jeunesse en vue de la concrétisation des objectifs du Parti et de l'Etat.

CHAPITRE IV

DE LA DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Article 31.- La Direction Générale du Développement Rural est dirigée et animée par un Directeur Général nommé en Conseil des Ministres.

Elle est chargée notamment de :

- coordonner et contrôler les activités des directions centrales et suivre les activités des directions régionales ;

- assurer l'exécution des projets et programmes ainsi que des instructions du Ministre ;

- apporter son appui fonctionnel aux directions régionales et aux organismes sous tutelle ;

- organiser le centre de documentation technique et les archives du Ministère ;

- assurer, ensemble et de concert avec la Direction des Etudes et de la Planification, le Secrétariat du Conseil National de de l'Agriculture ;

- assurer la collecte et la diffusion des données statistiques

Article 32.- La Direction Générale du Développement Rural comprend, outre le Secrétariat de Direction et le Centre de Documentation et des Archives :

- la Direction de la Production Végétale ;
- la Direction de la Production Animale ;
- la Direction du Génie Rural, du Machinisme et de l'Equipement Agricole ;
- la Direction de la Pisciculture ;
- la Direction des Affaires Administratives, Financières, Juridiques et du Personnel ;
- la Direction de la Statistique Agricole.

SECTION I :
Du Secrétariat de Direction

Article 33.- Le Secrétariat de Direction est dirigé et animé par un Chef de Secrétariat qui a rang de Chef de Bureau.

Il est chargé de tous les travaux de secrétariat, notamment de :
- la réception et l'expédition du courrier ;
- l'analyse sommaire des correspondances et autres documents ;
- la dactylographie et la reprographie des correspondances et autres documents administratifs ;
- et, d'une manière générale, de toute autre tâche qui peut lui être confiée.

SECTION II :
Du Centre de Documentation et des Archives

Article 34.- Le Centre de Documentation et des Archives est dirigé et animé par un Chef de Bureau.

Il est chargé notamment de :

- la collecte, du traitement, la diffusion et la conservation

de la documentation ;

- la centralisation, la gestion et la conservation des archives ;
- la gestion de la bibliothèque et de la base de données agricoles ;
- la coordination du réseau national d'informations agricoles ;
- et, d'une manière générale, du traitement de toute question qui a trait à la documentation et aux archives.

SECTION III :
De la Direction de la Production Végétale

Article 35.- La Direction de la Production Végétale est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- promouvoir le développement et la production végétale ;
- contrôler et assister les exploitations étatiques, mixtes et privées sur le plan de la gestion technique ;
- élaborer et faire appliquer les normes de gestion des techniques agricoles et la qualité des produits ;
- veiller à l'exécution, par les offices, entreprises et régies d'Etat exerçant dans le domaine de la production végétale, des programmes et plans adoptés par les organismes compétents ;
- assurer la promotion des activités de production des végétaux ;
- planifier les besoins nationaux en matériel végétal amélioré ;
- veiller au maintien de la pureté génétique ;
- élaborer et faire appliquer les textes règlementant les activités agricoles et connexes ;
- collecter et analyser les données de toute nature intéressant la production végétale ;
- assurer, en matière de production végétale, la liaison entre le Ministère et les institutions ou organismes nationaux et internationaux.

Article 36.- La Direction de la Production Végétale comprend :

- le Service des Cultures Industrielles et Fruitières ;
- le Service des Cultures Vivrières et Maraîchères ;
- le Service de Protection des Végétaux ;
- le Service du Contrôle de la qualité des produits agricoles.

SECTION IV :
De la Direction de la Production Animale

Article 37.- La Direction de la Production Animale est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- promouvoir le développement de l'élevage ;
- assister et contrôler les fermes d'Etat, les entreprises privées, le secteur paysan et le secteur coopératif sur les plans techniques de la gestion et de la commercialisation ;
- veiller à l'application, par les sociétés, régies et offices d'élevage, des programmes et plans adoptés par les organismes compétents ;
- suggérer, élaborer et faire appliquer toute règlementation relative à l'élevage ;
- collecter et analyser les données de toute nature relatives à la production animale ;
- assurer, en matière d'élevage, la liaison entre le Ministère et les institutions ou organismes nationaux et internationaux ;
- constituer les données de base pour toute étude relative à la production animale ;
- assurer la protection de la santé de toute espèce animale ;
- évaluer et contrôler les potentialités fourragères.

Article 38.- La Direction de la Production Animale comprend :

- le Service Avicole et Cunicole ;
- le Service Porcin ;
- le Service Bovin, Ovin et Caprin ;
- le Service de Santé Animale ;
- le Service de l'Inspection Vétérinaire.

SECTION V :
De la Direction du Génie Rural, du Machinisme et de l'Equipement Agricole

Article 39.- La Direction du Génie Rural, du Machinisme et de l'Equipement agricole est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- aménager l'espace agricole et équiper les unités de production agro-pastorale ;
- élaborer et veiller à l'exécution des projets d'aménagement agricole ;
- promouvoir la mécanisation en milieu rural et dans les entreprises d'Etat ;
- élaborer les normes des constructions rurales et les faire appliquer sur l'ensemble de l'espace rural ;
- élaborer et veiller à l'application des normes d'exploitation des machines et de sécurité du travail ;
- assurer la vulgarisation des nouvelles techniques agricoles du génie rural et du machinisme agricole ;
- coordonner les activités liées à l'hydraulique agro-pastorale et à l'assainissement agricole ;
- collecter et traiter les données agrométéorologiques et hydrauliques pour leur utilisation dans le domaine agricole, l'adduction d'eau et la construction des barrages hydro-agricoles ;
- effectuer les travaux du génie rural et assurer le contrôle de ces mêmes travaux effectués par des tiers.

Article 40.- La Direction du Génie Rural, du Machnisme et de l'Equipement Agricole comprend :

- le service des constructions et des infrastructures rurales ;

- le service de l'hydraulique ;
- le service du Machinisme et de l'Equipement Agricole ;
- le service topographique.

SECTION VI :
De la Direction de la Pisciculture

Article 41.- La Direction de la Pisciculture est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- élaborer la politique nationale en matière de développement de la pisciculture familiale, artisanale et industrielle ;
- promouvoir le développement de la pisciculture ;
- veiller à la gestion des stations piscicoles domaniales ;
- inventorier les plans d'eau susceptibles d'être mis en valeur ;
- assister et encadrer les pisciculteurs ruraux ;
- suivre et évaluer les projets de développement piscicoles ;
- diffuser et vulgariser les techniques et les intrants nécessaires au développement de la pisciculture ;
- aider au conditionnement et à la transformation des produits de pisciculture.

Article 42.- La Direction de la Pisciculture comprend :

- le service de la gestion piscicole ;
- le service de la promotion piscicole ;
- le service des aménagements hydrauliques ;
- le service des finances et du matériel.

SECTION VII :
De la Direction des Affaires Administratives, Financières, Juridiques et du Personnel.

Article 43.- La Direction des Affaires Administratives, Financières, Juridiques et du Personnel est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :
- la gestion du personnel et du matériel ;
- la préparation et l'exécution du budget ;
- du suivi des affaires générales.

Article 44.- La Direction des Affaires Administratives, Financières, Juridiques et du Personnel comprend :

- le service administratif, juridique et du personnel ;
- le service des Finances et du Matériel.

SECTION VIII :
De la Direction de la Statistique Agricole

Article 45.- La Direction de la Statistique Agricole est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- réaliser les statistiques dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la pisciculture ;
- procéder à l'exploitation, au traitement, à la publication et à la diffusion des études et de recherches ;
- assurer, en matière de statistique agricole, la liaison entre le Ministère et les institutions ou organismes nationaux ou internationaux.

Article 46.- La Direction de la Statistique Agricole comprend :
- le service des Finances et du Matériel ;
- le service des Méthodes et de la Synthèse ;
- le service des Enquêtes et de la Collecte ;
- le service de l'Exploitation, du Traitement et de la Diffusion.

SECTION IX :
Des Directions Régionales du Développement Rural

Article 47.- Les Directions Régionales du Développement Rural sont dirigées et animées par des Directeurs nommés en Conseil de Cabinet.

Elles sont chargées notamment de :

- participer à l'identification, à la formulation, à l'exécution, au suivi, à l'évaluation et à la reformulation des projets et programmes de développement rural ;
- superviser, coordonner, contrôler et assister les offices, sociétés d'Etat et privées, les coopératives, les exploitations familiales ainsi que les projets et programmes localisés dans la région ;
- évaluer l'exécution des projets et programmes en cours de réalisation.

CHAPITRE V
DES ORGANISMES SOUS TUTELLE

Article 48.- Les Organismes sous tutelle sont régis par des textes qui leur sont propres.

CHAPITRE VI
DES ORGANES CONSULTATIFS

Article 49.- En vue de l'orientation et de la coordination en matière de Jeunesse et de Développement Rural, il est institué les organes consultatifs ci-après :
- au niveau national, un Conseil National de la Jeunesse et un Conseil National de l'Agriculture, placés sous l'autorité du Bureau Politique du Comité Central du Parti Congolais du Travail ;
- au niveau interministériel, un Comité Interministériel de la Jeunesse et un Comité interministériel de l'Agriculture ;
- au niveau régional, un Conseil Régional de la Jeunesse et un Conseil Régional de l'Agriculture et un Conseil de Coordination Régional de l'Agriculture et un Conseil de Coordination Régional de la Jeunesse ;
- au niveau ministériel, un Comité des Programmes.

TITRE IV
DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 50.- Les attributions, l'organisation et le fonction-

nement des Directions Régionales, des Services et des Bureaux, à créer, seront fixés, en tant que de besoin, par arrêtés ministériels.

Article 51.- Les Chefs de Services et les Chefs de Bureaux sont nommés par arrêtés du Ministre.

Article 52.- Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret et, notamment, les dispositions du décret n° 89-186 du 24 Février 1989 susvisé.

Article 53.- Le présent décret sera publié au Journal Officiel..

Fait à Brazzaville, le 8 Octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail,Président de la République, Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,
Alphonse Souchlaty POATY.-

Le Ministre des Finances et du Budget,

Edouard GAKOSSO.-

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Jeunesse et du Développement Rural,

Gabriel OBA-APOUNOU.-

DECRET N° 90-596 du 24 Octobre 1990 portant détachement de Mr DOMBI (Raymond) auprès de l'Office Congolais d'Informatique au Ministère du Plan et de l'Economie.-

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 021-89 du 14 Novembre 1989 portant Réfonte du Statut Général de la Fonction Publique ;

Vu l'ordonnance n° 14-72 du 10 Avril 1972 portant création de l'Office Congolais d'Informatique ;

Vu le décret n° 72-141 du 28 Avril 1972 portant organisation de l'Office Congolais d'Informatique ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er Septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er Septembre 1990 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1er.- Mr DOMBI (Raymond), Administrateur de Santé, est placé en position de détachement auprès de l'Office Congolais d'Informatique, pour y exercer les fonctions de Directeur Général.

Article 2.- La rémunération de Mr DOMBI (Raymond) sera prise en charge par l'Office Congolais d'Informatique qui est en outre redevable, envers la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, de la contribution patronale pour la constitution des droits à pension.

Article 3.- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 24 Octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY.-

Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de l'Economie,

Pierre MOUSSA.-

DECRET N° 90-598 du 25 octobre 1990 portant attributions et organisation du Ministère de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire.-

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERMENT

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 81-771 du 30 Novembre 1981 portant organisation et attributions du Ministère de l'Intérieur ;

Vu le décret n° 85-725 du 17 Mai 1985 portant attributions et organisation du Ministère de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er Septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er Septembre 1990 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DEC RETE:

TITRE I :
DES ATTRIBUTIONS

Article 1er.- Le Ministère de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire est chargé de l'exécution de la Politique du Parti et de l'Etat en matière de gestion des colléctivités décentralisées et d'animation du Pouvoir Populaire.

A ce titre, le Ministère de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire est chargé notamment, en matière d'Administration du Te.ritoire, de :

- étudier les questions relatives à l'organisation administrative et territoriale ;

- étudier les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des Collectivités Locales et élaborer les textes y afférents ;

- étudier et proposer les mesures susceptibles de favoriser le plein exercice de la tutelle sur les Collectivités Locales ;

- exercer la tutelle des Organes d'Etat dans les Régions, les Districts, les Communes, les Arrondissements et les Postes de Contrôle Administratif pour s'assurer du respect de la légalité des actes et des décisions prises ou à prendre et en vérifier l'opportunité ;

- étudier les questions relatives à la réglementation en matière de police administrative générale et des polices administratives spéciales dans les matières pour lesquelles le Ministère a reçu compétence ;

- diligenter des enquêtes administratives et financières et effectuer des inspections techniques afin de proposer, d'une part, les mesures susceptibles de rémédier aux insuffisances et aux manquements constatés et, d'autre part, les améliorations souhaitables aussi bien dans l'organisation, le fonctionnement et la gestion des unités administratives que dans la politique de développement économique et social des Collectivités Locales ;

- étudier, de concert avec les Départements Ministériels intéressés, les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Etat-Civil, à l'acquisition de la nationalité congolaise et aux conditions d'entrée et de séjour des Etrangers ;

- veiller, ensemble et de concert avec les Départements Ministériels et les Structures Techniques appropriées, à la formation, au recyclage et au perfectionnement des cadres et agents de l'Administration territoriale ;

- assurer la liaison avec les organismes spécialisés tant nationaux qu'internationaux dans les domaines de la coopération ;

- règlementer, gérer, rationaliser et moderniser le système de l'Etat-Civil ;

- conscientiser les populatiosns et le personnel de l'Etat-Civil sur l'importance et la nécessité de l'Etat-Civil.

Dans le domaine du Pouvoir Populaire, le Ministère de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire est chargé notamment de :

- centraliser et exploiter les Rapports qui émanent des Régions, des Districts, des Communes et des Arrondissements ;

- poursuivre la politique de décentralisation administrative et financière associant les représentants du peuple dans l'exercice du pouvoir ;

- promouvoir la formation, le recyclage et le perfectionnement des animateurs des Conseils Populaires ;

- veiller au respect des principes des règles techniques et des méthodes liés au fonctionnement du pouvoir populaire et à l'animation des collectivités décentralisées ;

- préparer, organiser techniquement les élections aux différentes institutions : Assemblée Nationale Populaire, Conseils Populaires et en proclamer les résultats ;

- promouvoir le plein exercice du Pouvoir Populaire.

TITRE II :
DE L'ORGANISATION

Article 2.- Le Ministère de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire comprend :

- le Cabinet du Ministre ;
- la Direction des Etudes et de la Planification
- la Direction Générale de l'Administration du Territoire.

CHAPITRE I : DU CABINET

Article 3.- Placé sous l'autorité d'un Directeur, le Cabinet est l'organe de conception, de coordination, d'animation et de contrôle qui assiste le Ministre dans son action.

Il est chargé de régler, au nom du Ministre et sur délégation, les questions politiques, administratives et techniques du Ministère.

Article 4.- La composition du Cabinet et les modalités de nomination de ses Membres sont celles qui sont définies par les textes en vigueur.

CHAPITRE II :
DE LA DIRECTION DES ETUDES
ET DE LA PLANIFICATION

Article 5.- La Direction des Etudes et de la Planification est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- procéder à l'organisation des activités en milieu rural ;

- participer à la planification du développement du Mouvement Coopératif, de concert avec les Services Techniques du Ministère du Développement Rural ;
- proposer et coordonner les programmes régionaux de développement devant servir de base à l'élaboration du Plan National de Développement Economique et Social.

Article 6.- La Direction des Etudes et de la Planification comprend :

- le Service des Etudes ;
- le Service de la Planification ;
- le Service de la Documentation et de la Statistique ;
- le Service des Affaires Economiques et de l'Action Coopérative.

CHAPITRE III :
DE LA DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Article 7.- La Direction Générale de l'Administration du Territoire est dirigée et animée par un Directeur Général nommé en Conseil des Ministres.

Elle est chargée notamment de :

- élaborer et appliquer la règlementation dans les matières pour lesquelles le Ministère de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire a reçu compétence ;

- appliquer et suivre l'exécution des mesures édictées en matière de police administrative générale et de polices administratives spéciales ;

- appliquer les mesures de politiques relatives à l'espace juridique sur lequel le Congo exerce la plénitude de ses compétences d'Etat souverain. A ce titre, la Direction Générale de l'Administration du Territoire étudie les questions relatives à la délimitation des frontières et à l'intégrité territoriale ;

- étudier les questions relatives à l'organisation administrative et territoriale, et élaborer les textes y afférents ;

- étudier et proposer les mesures susceptibles de rendre efficient l'exercice de la tutelle sur les Collectivités Locales. A cet effet, la Direction Générale de l'Administration du Territoire exerce un contrôle technique sur les actes des organes du Pouvoir d'Etat dans les Régions, les Districts, les Communes et les Arrondissements à la fois pour s'assurer du respect de la légalité des actes et des décisions prises ou à prendre par les Collectivités Locales ;

- diligenter des enquêtes administratives et financières ou effectuer des inspections techniques et proposer, d'une part, des mesures susceptibles de remédier aux manquements constatés et, d'autre part, les améliorations ;

- proposer la mise en place d'un dispositif susceptible de centraliser les problèmes qui influent sur le fonctionnement de collectivités locales et de leurs unités de production et y donner des réponses ;

- assurer la gestion administrative et technique du système d'Etat-Civil.

Article 8.- La Direction Générale de l'Administration du Territoire, outre le Secrétariat de Direction, le Service de la Documentation et des Archives, le Service de l'Administration Autonome de BRAZZAVILLE et le Service des Relations Publiques, comprend :

- la Direction de l'Organisation et de la Règlementation ;
- la Direction Administrative et Financière ;
- la Direction des Collectivités Locales ;
- la Direction Nationale de l'Etat-Civil.

SECTION I :
DU SECRETARIAT DE DIRECTION

Article 9.- Le Secrétariat de Direction est dirigé et animé par un Chef de Secrétariat qui a rang de Chef de Bureau.

Il est chargé notamment de :

- la réception et l'expédition du courrier ;
- la délivrance des Permis de Conduire à partir de l'Attestation du Ministère des Transports ;
- l'Immatriculation des Véhicules et de cylomoteurs ;
- l'analyse, la dactylographie et la reprographie des correspondances et autres documents administratifs ;
- et, d'une manière générale, de toute autre tâche qui peut lui être confiée.

SECTION II :
DU SERVICE DE LA DOCUMENTATION ET DES ARCHIVES

Article 10.- Le Service de la Documentation et des Archives est dirigé et animé par un Chef de Service.

Il est chargé notamment de :

- la collecte du traitement, la diffusion et la conservation de la documentation et des archives du Ministère, des Régions et des Communes ;

- la constitution et la gestion de la bibliothèque ;
- et, d'une manière générale, du traitement de toute question qui a trait à la documentation et aux archives.

SECTION III :
DU SERVICE DE L'ADMINISTRATION AUTONOME DE BRAZZAVILLE

Article 11.- Le Service de l'Administration Autonome de Brazzaville est chargé notamment des questions relatives :
- au régime des alcools et des spiritueux ;
- à la police des débits de boissons et des établissements incommodes et insalubres ;
- aux licences des consommations en gros et à emporter ;
- aux autorisations de transport public ;
- aux permis de port d'armes ;
- à la délivrance des permis de conduire ;
- à l'immatriculation des véhicules et des cyclomoteurs de

moins de 120 cm3.

SECTION IV :
DU SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES

Article 12.- Le Service des Relations Publiques est chargé notamment de :

- sensibiliser les administrés sur l'importance du mouvement de la décentralisation administrative ;
- assurer le suivi des relations du Ministère.

SECTION V :
DE LA DIRECTION DE
L'ORGANISATION ET DE LA REGLEMENTATION

Article 13.- La Direction de l'Organisation et de la Règlementation est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- diffuser les techniques, les méthodes, les règles et les normes liées au fonctionnement des Services Administratifs, de gestion et de l'Etat-Civil ;
- veiller à l'application des lois et règlements ;
- assister les Collectivités Locales dans l'organisation et la maîtrise des techniques et les normes de gestion administrative ;
- contrôler la régularité des actes des animateurs et des gestionnaires des collectivités locales ;
- effectuer des études générales en matière d'administration territoriale ;
- rassembler toute documentation qui a trait à l'administration du territoire ;
- contribuer à la politique de formation, de recyclage et de perfectionnement des cadres et des agents ;
- élaborer les projets de lois et règlements ;
- contrôler l'exécution des tâches administratives et financières des Collectivités Locales ;
- étudier les questions relatives aux conditions d'entrée, de séjour, de circulation et d'établissement des Etrangers ;
- participer aux négociations internationales qui ont trait aux frontières et coodonner les activités de la Commission Nationale des frontières ;
- assurer la police administrative.

Article 14.- La Direction de l'Organisation et de la Règlementation comprend :

- le Service des Affaires Générales ;
- le Service des Archives et des Imprimés ;
- le Service de l'Inspection Générale.

SECTION VI :
DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE
ET FINANCIERE

Article 15.- La Direction Administrative et Financière est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- gérer le personnel ;
- préparer et gérer le budget du Ministère et suivre la gestion des budgets des collectivités décentralisées ;
- préparer le budget du Ministère et des Services Centraux ;
- veiller à pourvoir en équipement les collectivités locales et contrôler la gestion du patrimoine de ces entités.

Article 16.- La Direction Administrative et Financière comprend :
- le Service du Personnel ;
- le Service Financier ;
- le Service de l'Equipement et du Matériel.

SECTION VII :
DE LA DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES

Article 17.- La Direction des Collectivités Locales est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- exploiter les notices, les rapports et les procès-verbaux établis par les organes exécutifs des Collectivités Locales ;
- exploiter les délibérations adoptées par les organes des Collectivités Locales ;

- contrôler les projets des budgets généraux et annexes votés par les organes des collectivités locales ainsi que les comptes administratifs ;
- diligenter la procédure d'approbation des différents actes administratifs et financiers pris par les organes des Collectivités Locales ;

- suivre l'étude ou la conclusion des contrats et marchés des Collectivtés Locales ;

- suivre les contentieux administratifs ou juridiques des Collectivités Locales ;

- étudier, ensemble et de concert avec les autres Directions, l'organisation administrative, financière et territoriale des Collectivités Locales et proposer les mesures susceptibles d'améliorer leur fonctionnement ainsi que celui des Services publics gérés par elles ;

- effectuer des inspections et diligenter des enquêtes visant à la maîtrise de l'organisation et à la gestion des Collectivités Locales.

Article 18.- La Direction des Collectivités Locales comprend :

- le Service de la Tutelle des Régions et des Districts ;
- le Service de la Tutelle des Communes ;
- le Service de l'Inspection Territoriale.

SECTION VIII :
DE LA DIRECTION NATIONALE DE L'ETAT-CIVIL

Article 19.- La Direction Nationale de l'Etat-Civil est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- assurer la gestion administrative et technique du système d'Etat-Civil au niveau national ;
- rationaliser et moderniser le système d'Etat-Civil ;
- fournir des informations pour les besoins administratifs, statistiques et juridiques ;
- suivre l'application de la règlementation sur l'Etat-Civil ;
- veiller à la formation, au recyclage et au perfectionnement des Officiers et des Personnels de l'Etat-Civil ;

- diligenter des enquêtes et effectuer des inspections techniques visant à maîtriser les procédures et les Actes administratifs du système d'Etat-Civil.

Article 20.- La Direction Nationale de l'Etat-Civil comprend :
- le Service de la Méthode et de la Recherche ;
- le Service de la Gestion du Fichier National ;
- le Service de l'Inspection de l'Etat-Civil.

TITRE III :
DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 21.- Les attributions, l'organisation et le fonctionnement des Services et des Bureaux, à créer, seront déterminés, en tant que de besoin, par arrêtés du Ministre.

Article 22.- Le Directeur de l'Organisation et de la Règlementation supplée le Directeur Général de l'Administration du Territoire en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 23.- Les Chefs des Services et les Chefs des Bureaux sont nommés par arrêtés du Ministre.

Article 24.- Sont et demeurent abrogées, toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret et, notamment, les dispositions des décrets n° 81-771 du 30 Novembre 1981 et 85-725 du 17 Mai 1985 susvisés.

Article 25.- Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 25 Octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président du Comité Central
du Parti Congolais du Travail,Président
de la République, Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY.-

Le Ministre de l'Administration du
Territoire et du Pouvoir Populaire,

Colonel Célestin GOMA-FOUTOU.-

DECRET N° 90-599 du 26 Octobre 1990 portant attributions et organisation du Ministère de l'Equipement, Chargé de l'Environnement.

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 87-796 du 30 Décembre 1987 modifiant le Décret n° 86-980 du 27 Septembre 1986 portant réorganisation et attributions du Ministère des Travaux Publics, de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat ;

Vu le décret n° 86-856 du 27 Juin 1986 portant organisation et attributions du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Environnement ;

Vu le décret n° 89- 631 du 7 Août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er Septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er Septembre 1990 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

TITRE I.- DES ATTRIBUTIONS

Article 1er.- Le Ministère de l'Equipement, Chargé de l'Environnement, est l'organe d'exécution de la Politique du Parti et de l'Etat dans les domaines des Travaux Publics, de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat, du Cadastre, et de l'Environnement.

TITRE II.- DE L'ORGANISATION

Article 2.- Le Ministère de l'Equipement, Chargé de l'Environnement, comprend :

- le cabinet ;
- la Direction du Contrôle et de l'Orientation ;
- la Direction des Etudes et de la Planification ;
- le Secrétariat Général à l'Equipement ;
- la Direction Générale de l'Environnement ;
- les Organismes sous tutelle.

CHAPITRE PREMIER :
DU CABINET

Article 3.- Placé sous l'autorité d'un Directeur, le Cabinet est l'organe de conception, de coordination, d'animation et de

contrôle qui assiste le Ministre dans son action.

Il est Chargé de régler, au nom du Ministre et sur délégation, les questions politiques, administratives et techniques du Ministère.

Article 4.- La composition du Cabinet et les modalités de nomination de ses Membres sont celles qui sont définies par les textes en vigueur.

CHAPITRE II :
DE LA DIRECTION DU CONTROLE ET DE L'ORIENTATION

Article 5.- La Direction du Contrôle et de l'Orientation est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle exerce ses attributions conformément aux textes en vigueur.

Article 6.- La Direction du Contrôle et de l'Orientation comprend :

- le Service Economique et Financier ;
- le Service juridique et administratif.

CHAPITRE III :
DE LA DIRECTION DES ETUDES ET DE LA PLANIFICATION

Article 7.- La Direction des Etudes et de la Planification est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle exerce ses attributions conformément aux textes en vigueur.

Article 8.- La Direction des Etudes et de la Planification comprend :

Le Seryice des Etudes et des Projets ;
- le Service de la Planification et des Statistiques ;
- le Service de la Documentation et des Archives ;
- le Service Administratif et de la Formation du Personnel.

CHAPITRE IV :
DU SECRETARIAT GENERAL A L'EQUIPEMENT

Article 9.- Le Secrétariat Général à l'Equipement est dirigé et animé par un Secrétaire Général nommé en Conseil des Ministres.

Il est Chargé notamment de :

- assister le Ministre dans les domaines des Travaux Publics, de la construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat, du Cadastre et de la Topographie ;
- assurer les relations techniques du Ministère avec les autres départements ministériels ;
- animer, coordonner et contrôler l'activité des Directions placées sous son autorité ;
- participer au contrôle de la Politique du personnel, des prix et au suivi des marchés conclus pour le compte du Ministère ;
- assurer les relations du Ministère avec les organismes de coopération ;
- élaborer les programmes annuels d'investissement et assurer leur suivi technique et financier ;
- assurer la maîtrise entière ou déléguée.

Article 10.- Le Secrétariat Général à l'Equipement, outre le Secrétariat de Direction, le Service de Synthèse et le Service de l'Inspection Technique comprend :

- la Direction de la Construction ;
- la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
- la Direction du Cadastre et de la Topographie ;
- la Direction Centrale des Travaux Publics ;
- la Direction Administrative et Financière.

SECTION I :
DU SECRETARIAT DE DIRECTION

Article 11.- Le Secrétariat de Direction est dirigé et animé par un Chef de Secrétariat qui a rang de chef de Bureau.

Il est chargé de tous les travaux de secrétariat et notamment de :
- la réception et l'expédition du courrier ;
- l'analyse sommaire des correspondances et autres documents administratifs ;
- et, d'une manière générale, de toute autre tâche qui peut lui être confiée.

SECTION II :
DU SERVICE DE SYNTHESE

Article 12.- Le Service de Synthèse est dirigé et animé par un Chef de Service.

Il est Chargé notamment de :
- exploiter et analyser les dossiers ;
- préparer les dossiers à soumettre aux organismes de coopération ;
- centraliser, gérer et conserver les archives et, d'une manière générale, de toute question qui a trait à la documentation et aux archives.

SECTION III :
DU SERVICE DE L'INSPECTION TECHNIQUE

Article 13.- Le Service de l'Inspection Technique est dirigé et animé par un Chef de Service.

Il est Chargé notamment de :
- contrôler l'exécution des tâches confiées aux services centraux ;
- veiller au bon fonctionnement des services centraux, à l'application de la réglementation et à l'exécution des contrats pour lesquels le Ministère exerce la maîtrise d'ouvrage ;
- contribuer à la planification et à la programmation des activités des services centraux et en suivre l'exécution.

SECTION IV :
DE LA DIRECTION DE LA CONSTRUCTION.

Article 14.- La Direction de la Construction est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- appliquer la réglementation en matière de construction ;
- élaborer les bordereaux des prix ;
- évaluer les projets de constructions et préparer les dossiers de consultations d'entrepreneurs à présenter à la Direction Centrale des Marchés et Contrats de l'Etat ;
- instruire les dossiers d'agrément des entreprises de bâtiments ;
- faire étudier les projets de construction des bâtiments à réaliser par l'Etat, les établissements publics et entreprises d'Etat ou para-publiques ;
- assurer la maîtrise d'ouvrage entière ou déléguée pour le compte de l'Etat, des collectivités décentralisées, des établissements publics et entreprises d'Etat ou para-publiques.

Article 15.- La Direction de la Construction comprend :
- le service de la Maîtrise d'ouvrage ;
- le Service des Agréments ;
- le Service de la Normalisation et des Statistiques ;
- les Directions Régionales.

SECTION V :
DE LA DIRECTION DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

Article 16.- La Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :
- appliquer la réglementation en matière d'Urbanisme et d'Habitat ;
- élaborer les textes relatifs à l'occupation du sol ;
- élaborer les programmes relatifs aux schémas d'aménagement et à l'ensemble des questions d'Urbanisme ;
- étudier et appliquer la réglementation des loyers ;
- définir et mettre en œuvre les actions d'aménagement foncier et d'Urbanisme opérationnel ;
- contribuer aux actions engagées pour l'aménagement des espaces publics.

Article 17.- La Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat comprend :

- le Service de la Coordination Régionale et Municipale ;
- le Service de la Planification Urbaine et de la Réglementation ;
- le Service de l'Habitat ;
- le Service du Permis de Construire ;
- le Service de la Documentation et des Archives d'Urbanisme ;
- les Directions Régionales.

SECTION VI :
DE LA DIRECTION DU CADASTRE ET DE LA TOPOGRAPHIE

Article 18.- La Direction du cadastre et de la Topographie est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- l'étude générale et technique dans les domaines foncier et du Cadastre, de la géodésie, de la topographie, de la photogrammétrie et de la cartographie ;
- l'exécution des levées topographiques, topométriques aux échelles supérieures au 1/10 000 ;
- l'établissement et la conservation du Cadastre National ;
- l'évaluation des terrains et des mises en valeur en vue de déterminer l'assiette de la fiscalité foncière ;
- l'application de la réglementation domaniale et foncière ;
- la gestion des affaires domaniales urbanismes, municipales et rurales ;
- le contrôle et la coordination des travaux topographiques, ;topométriques, photogrammétriques et cartographiques aux échelles supérieures au 1/10 000.

Article 19.- La Direction du Cadastre et de la Topographie comprend :

- le Service des Etudes et de Contrôle ;
- le Service de la Topographie ;
- le Service du Cadastre ;
- le Service de la Photogrammétrie - Cartographie ;
- les Directions Régionales.

SECTION VII :
DE LA DIRECTION CENTRALE DES TRAVAUX PUBLICS

Article 20.- La Direction Centrale des Travaux Publics est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :
Elaborer et appliquer, ensemble et de concert avec les Administrations compétentes, la réglementation technique et les normes de construction des chaussées ;
- participer à la conception et à la normalisation des ouvrages et des accessoires de la route ;
- gérer le domaine public routier ;
- Elaborer la réglementation et procéder au classement des voies de communication de concert avec les services et les administrations compétentes ;
- procéder aux déclarations et aux expropriations pour cause d'utilité publique ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage entière ou déléguée ;
Assurer la programmation, le suivi technique et financier des programmes des Travaux neufs et d'entretien ;
- Instruire les dossiers d'agrément des entreprises des travaux publics.

Article 21.- La Direction Centrale des Travaux Publics comprend :

- le Service de la législation et de la Réglementation ;
- le Service de la Maîtrise d'ouvrage ;
- le Service de la Programmation ;
- les Directions Régionales.

SECTION VIII :
DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE.

Article 22.- La Direction Administrative et Financière est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est Chargée notamment de :
- Gérer le personnel et le matériel ;
- Préparer et exécuter le budget .

Article 23.- La Direction Administrative et Financière comprend :
- le Service du Personnel ;
- le Service du Matériel et de l'Equipement ;
- le Service Financier et Comptable.

CHAPITRE V :
• DE LA DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT

Article 24.- La Direction Générale de l'Environnement est dirigée et animée par un Directeur Général nommé en Conseil des Ministres.

Elle est chargée notamment de :

- assister le Ministre dans le domaine de l'Environnement ;

- assurer les relations techniques du Ministère avec les autres Départements Ministériels ;

- animer, coordonner et contrôler l'activité des Directions placées sous son autorité ;

- contribuer à l'élaboration et à l'application des lois et règlements relatifs à la formation du personnel ;

- préparer et exécuter le budget ;

- organiser les activités des organes consultatifs et délibérants ;

- suivre l'exécution de toutes activités relatives à l'Environnement ;

- définir les Orientations fondamentales relatives à l'installation des activités susceptibles de modifier l'équilibre du milieu ;

- veiller à la protection du patrimoine national et étudier les mesures susceptibles d'assurer l'équilibre des écosystèmes ;

- élaborer et appliquer la réglementation et les normes qui régissent les opérations de rejets des déchets toxiques ;

- coordonner les activités des structures qui s'occupent des problèmes de l'Environnement ;

- assurer la promotion de l'éducation relative à l'Environnement ;

- coordonner la collecte, le traitement et la diffusion de l'information relative à l'Environnement ;

- assurer les relations du Ministère avec les organismes de coopération.

Article 25.- La Direction Générale de l'Environnement, outre le Secrétariat de Direction, le Bureau de la Documentation et des Archives et le Service Administratif et Financier, comprend :

- la Direction de la Protection de la Nature ;

- la Direction de la Réglementation et de l'Action Educative ;

- les Directions Régionales.

•

SECTION I :
DU SECRETARIAT DE DIRECTION.

•

Article 26.- Le Secrétariat de Direction est dirigé et animé par un Chef de Secrétariat qui a rang de chef de Bureau.

Il est chargé de tous les Travaux de Secrétariat et notamment de :
- la réception et l'expédition du courrier ;
- l'analyse sommaire des correspondances et autres documents administratifs ;
- la dactylographie et la reprographie des correspondances et autres documents administratifs et, d'une manière générale, de toute autre tâche qui peut lui être confiée.

SECTION II :
DU BUREAU DE LA DOCUMENTATION ET DES ARCHIVES.

Article 27.- Le Bureau de la Documentation et des Archives est dirigé et animé par un Chef de Bureau.

Il est chargé notamment de :
- la collecte, du traitement et la Conservation de la documentation ;
- la centralisation, la gestion et la conservation des archives ;
- la constitution et la gestion de la bibliothèque ;
- les activités de la structure locale mise en place par l'organisme international en matière d'information relative à l'Environnement.

SECTION III :
DU SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER.

Article 28.- Le Service Administratif et Financier est dirigé et animé par un Chef de Service.

Il est chargé notamment de :

- gérer le personnel et le Matériel ;

- préparer et exécuter le budget.

SECTION IV :
DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA NATURE.

Article 29.- La Direction de la Protection de la Nature est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- étudier les pollutions, les nuisances et leurs effets sur la nature et sur l'homme ;

- élaborer, ensemble et de concert avec les Administrations et les Services compétents, les programmes de recherche sur l'Environnement ;

- coordonner les programmes de lutte contre les pollutions et les nuisances ;

- participer à l'élaboration des normes relatives aux pollutions et aux nuisances ;

- participer à l'application de toute politique qui vise la conservation des ressources naturelles ;

- coordonner les activités des structures qui s'occupent des problèmes de l'Environnement ;

- approuver les projets industriels et d'exploitation des ressources naturelles ;

- donner des avis techniques sur les demandes d'ouverture ou d'implantation des installations classées ;

- appliquer les lois et règlements relatifs aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

- promouvoir la gestion rationnelle des déchets.

Article 30.- La Direction de la Protection de la Nature comprend :

- Le Service de la Protection de la Nature et de la lutte contre les Pollutions et les Nuisances ;

- Le Service des Installations Classées et des Etudes d'Impact.

SECTION V :
DE LA DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DE L'ACTION EDUCATIVE.

Article 31.- La Direction de la Réglementation et de l'Action Educative est dirigée et animée par un Directeur nommé en Conseil de Cabinet.

Elle est chargée notamment de :

- élaborer et appliquer la réglementation en matière d'environnement ;
- diffuser et vulgariser l'information relative à l'environnement ;
- suivre les activités de coopération en matière d'Environnement ;

Article 32.- La Direction de la réglementation et de l'Action Educative comprend :

- le Service de la Réglementation et du Contentieux ;
- le Service de l'Action Educative.

CHAPITRE VI :
DES ORGANISMES SOUS TUTELLE.

Article 33.- Les organismes sous tutelle sont régis par des textes qui leur sont propres.

TITRE III :
DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES.

Article 34.- Les attributions, l'organisation et le Fonctionnement des Directions Régionales, des Services et des Bureaux, à créer, seront fixés, en tant que de besoin, par arrêtés ministériels.

Article 35.- Les Directeurs Régionaux sont nommés en Conseil de Cabinet.

Les Chefs des Services et les Chefs des Bureaux sont nommés par arrêtés du Ministre.

Article 36.- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera publié au Journal Officiel./.-

Fait à Brazzaville, le 26 Octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président du Comité
Central du Parti Congolais
du Travail, Président de la République,
Chef du Gouvernement,

Le Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY.-

Le Ministre de l'Equipement,
chargé de l'Environnement,
Colonel Florent NTSIBA.-

PREMIER MINISTRE

ACTE EN ABREGE

PAR ARRETE N° 3129 du 31 Octobre 1990, la camarade (Marie-Claude) NTSONA MOUBONGO, Secrétaire d'Administration Principale de 1er échelon des services Administratifs et Financiers, est nommée Chef du Bureau Administratif et du Personnel au Secrétariat Général du Gouvernement, en remplacement du camarade (Albert) M'BOUSSA, appelé à d'autres fonctions.

La camarade (Marie-Claude) NTSONA MOUBONGO percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté, prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéresseé.

MINISTERE DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE

DECRET N° 90-566 du 5 octobre 1990 portant nomination des Officiers de L'Armée Populaire Nationale

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE
ET DE LA SECURITE

Vu la Constitution ;

Vu la Loi 17-61 du 16 Janvier 1961, Portant Organisation et Recrutement des Forces Armées de la République ;

Vu L'Ordonnance 1-69 du 6 Février 1969, modifiant la Loi 11-66 du 22 Juin 1966, portant création de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'Ordonnance 31-70 du 18 Août 1970, portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu L'Ordonnance 2-72 du 19 Janvier 1972, portant intégration des Services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'Ordonnance 11- 76 du 12 Août 1976, modifiant les articles 6 et 7 de l'Ordonnance 31-70 du 18 Août 1970 ;

Vu le Décret 70-357 du 25 Novembre 1970, portan. avancement dans l'Armée Populaire Nationale ;

Vu le Décret 74-355 du 28 Septembre 1974, portant création du Comité de Défense ;

Vu le Décret 84-936 du 25 Octobre 1984, portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le Décret 84-938 du 25 Octobre 1984, portant organisation de la structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le Décret 85-260 du 5 Mars 1985, déterminant le circuit d'approbation des Actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le Décret 90-420 du 30 Juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et des titularisations ;

Vu le Décret 89-631 du 7 Août 1989, portant nomination du Premier MInistre ;

Vu le Décret 90-513 du 1er septembre 1990, portant nomination des membres du gouvernement ;

Vu le Décret 90-514 du 1er septembre 1990, portant organisation des Intérims des membres du gouvernement ;

Vu le Décret 89-711 du 30 Décembre 1989, portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1990 des Officiers de l'Armée Populaire Nationale ;

DECRETE:

Article 1er.- Sont nommés à titre définitif à compter du 1er Octobre 1990 (4ème Trimestre 90)

POUR LE GRADE DE COLONEL :

COMMANDEMENT DE L'ARMEE DE TERRE :

TROUPES SPECIALES :

Lieutenant-Colonel : MOCKOUAMY (Philippe)

POUR LE GRADE DE COMMANDANT :

STRUCTURE DU MINISTERE DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE :

Personnel Navigant.

Capitaine ITOUA- GUEVONE (Donatien)

ACADEMIE, ECOLES ET CENTRE D'INSTRUCTION : POLITIQUE :

Capitaine :- OWOKI (Emmanuel)

COMMANDEMENT DE LA LOGISTIQUE DE L'ARMEE POPULAIRE NATIONALE :
SANTE :

Capitaine :- EDZOUALIKO (Raymond)

SECURITE SOCIALE

Capitaine : - BADIABANTOU (Côme)

COMMANDEMENT DE L'ARMEE DE TERRE :
ZONES MILITAIRES :

ARTILLERIE

Capitaine :- THEOUSSE (Raoul)

MATERIEL :

Capitaine :- DOMBY (Blaise)

DIRECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE :

COMMANDEMENT :
SECURITE

Capitaines :- MADZOU (Daniel)
IBOUA-MAKITA (Antoine)

Article 2 :- Le Ministre des Finances et du Budget et le Membre du Comité Central du Parti congolais du Travail, Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent Décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 5 Octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président du Comité Central
du Parti Congolais du Travail, Président
de la République, Chef du Gouvernement,
Ministre de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre,

Alphonse SOUCHLATY-POATY.-

Le Ministre des Finances et du
Budget par intérim ;

François BITA.-

DECRET N° 90-606 du 27 Octobre 1990 portant mise à la retraite d'un Officier de l'Armée Populaire Nationale

LE PRESIDENT DU CC DU PCT,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,
MINISTRE DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE

Vu la Constitution ;

Vu la Loi 17-61 du 10 Janvier 1961, portant Organisation et Recrutement des Forces Armées de la République ;

Vu l'Ordonnance 1-69 du 6 Février 1969, modifiant la loi 11-66 du 22 Juin 1966, portant création de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'Ordonnance 31-70 du 18 Août 1970, portant Statut Général des Cadres de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'Ordonnance 2-72 du 19 Janvier 1972, portant intégration des services de Sécurité au sein de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'Ordonnance 11-76 du 12 Août 1976, modifiant les Articles 6 et 7 de l'Ordonnance 31-70 du 18 Août 1970 ;

Vu le Décret 84-877 du 28 Septembre 1984, portant révalorisation des pensions des fonctionnaires civils et militaires de la Caisse de retraite de la République Populaire du Congo ;

Vu le Décret 84-885 du 12 Octobre 1984, Instituant une indemnité spéciale et forfaitaire dite de fin de carrière ;

Vu le Décret 84-892 du 12 Octobre 1984, portant modification du Régime des pensions des fonctionnaires et assimilés ;

Vu le Décret 84-936 du 25 Octobre 1984, portant création et organisation du Ministère de la Défense et de la Sécuté ;

Vu le Décret 84-938 du 25 Octobre 1984, portant organisation de la Structure du Cabinet du Ministère de la Défense et de la Sécurité ;

Vu le Rectificatif 84-1096 du 29 Décembre 1984 au Décret 84-885 du 12 Octobre 1984 ;

Vu le Décret 85-260 du 5 Mars 1985, déterminant le Circuit d'approbation des Actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le Décret 87-746 du 3 Décembre 1987, portant dérogation aux dispositions des Articles 2 et 34 du Décret 84-892 du 12 Octobre 1984 ;

Vu le Décret 87-447 du 19 Août 1987, portant création, organisation et fonctionnement de la Caisse de retraite des fonctionnaires ;

Vu le Décret 89-631 du 7 Août 1989, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret 90-513 du 1er Septembre 1990, portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le Décret 90-514 du 1er Septembre 1990, portant organisation des Intérims des Membres du gouvernement ;

Vu la Note de service n° 02305-PR-MDS-DCC du 27 Septembre 1989 du Chef d'Etat Major Général de l'Armée Populaire Nationale, relative à la mise à la retraite des Officiers de l'Armée Populaire Nationale.

SUR PROPOSITION DU COMITE DE DEFENSE :

DECRETE :

Article 1er : Le Lieutenant BALONGA (Bernard) précédemment en service au 3° Régiment d'Infanterie Motorisée, né le 5 Janvier 1940 à Brazzaville, Région du Pool, entré au service le 1er mai 1962, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'Ordonnance 11-76 du 12 Août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er Février 1990.

Article 2 : L'intéressé a été rayé des contrôles des cadres et des effectifs de l'Armée active le 1er Février 1990 et passé en domicile au Bureau de recrutement et des reserves du Congo ledit jour pour administration ;

Article 3 : Le Ministre des Finances et du Budget et le Chef d'Etat Major Général de l'Armée Populaire Nationale, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent Décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 27 Octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement, Ministre de la Défense et de la Sécurité,

Le Premier Ministre ;

Alphonse SOUCHLATY POATY.-

Le Ministre des Finances et du Budget ;

Edouard GAKOSSO.-

ACTES EN ABREGE

PAR ARRETE N° 2760 du 5 octobre 1990, sont nommés à titre définitif à compter du 1er Juillet 1990.

POUR LE GRADE DE SOUS-LIEUTENANT :

STRUCTURES DE L'ETAT-MAJOR GENERAL DE L'ARMEE POPULAIRE NATIONALE :

Administration :

Adjudant :- NDOMBE (Michel)

Chiffres :

Adjudant :- MIAMBANZILA (Jean)

ACADEMIE : ECOLE ET CENTRES D'INSTRUCTION :

Transmissions :

Adjudant :- MAVOUNGOU (Jean-Baptiste)

Genie :

Adjudant-Chef :- BANDANGOYE (Gabriel)
Adjudant :- MIERE-NGAMI (Jean-Claude)

Administration :

Adjudant-Chef :- ISSONGO (Madeleine)

COMMANDEMENT DE LA LOGISTIQUE DE L'A.P.N. :

Santé :
Anesthesiste Réanimateur :

Adjudant-Chef :- KIBAKILA (David)

COMMANDEMENT DE L'ARMEE DE TERRE :

Commandement - Administration :
Chancellerie :

Adjudant :- KOMBO-MAKELE (François)

ZONES MILITAIRES :
Administration -Chancellerie

Adjudant-Chef :- DOUMA (Martin)
Adjudant-Chef :- LOEMBA-LOEMBA (Joseph)

TROUPES DE RESERVE MINISTERIELLE :
Artillerie-Anti-Aérienne :

Adjudant :- TSIKABAKAMO (Emile)

TROUPES SPECIALES :
Infanterie :

Adjudant-Chef :- AKOUYA (Albert)

SECURITE HAUTES PERSONNALITES :

Adjudant-Chef :- NGALEBALE (Gaston)
OPIO (Benjamin)

Artillerie :

Adjudant :- ESSIE (Maurice)

COMMANDEMENT DE L'ARMEE DE L'AIR :

Personnel non Navigant :
Spécialiste :

Mécanicien Radio :

Adjudant-Chef :- DONGUI (Daniel)

Equipement :

Adjudant-Chef :- ATIPO (Paul)

Administration :

Adjudant-Chef :- KOULANDIMIOKO (Albertine)

Sport :

Adjudant-Chef :- MALONGA (Cyr Florian)

DIRECTION GENERALE DE
LA SECURITE D'ETAT :

Adjudant-Chef :- BASSO (Honoré)

COMMANDEMENT NATIONAL
DES MILICES POPULAIRES :

Infanterie :

Adjudants:- OTALOBVI (Anatole)
NKOLI (Pascal)
BADILA (André)

COMMANDEMENT DE LA MARINE
NATIONALE :

Détection :

Maître-Principal :- BEMBELE (Patrice)

Fourrier

Maître-Principal :- TSAMBI (Lambert).

PAR ARRETE N° 2761 du 5 Octobre 1990, sont nommés à titre définitif à compter du 1er Octobre 1990 (4ème trimestre 90)

POUR LE GRADE DE SOUS-LIEUTENANT :

STRUCTURES DU COMITE CENTRAL DU P.C.T. A
L'ARMEE :
ARTILLERIE ANTI-AERIENNE :

Adjudant-Chef : MIEDI (Pierre)

STRUCTURE DU MINISTERE DE LA DEFENSE ET DE
LA SECURITE :

Sécurité.

Adjudant-Chef :-ONDONGO (Emmanuel)

ADMINISTRATION :
Comptabilité.

Adjudant-Chef :- MAMPOUMA-MILEBET (Elisabeth)

COMMANDEMENT DE LA LOGISTIQUE DE L'ARMEE POPULAIRE NATIONALE :

GENIE :
Conducteur des Travaux.

Adjudant-Chefs :- GOMA (Robert)
EBA-ESSOUNGA (Robert)

S A N T E :

Adjudant-Chefs :- OKEMBA-ITOUA (Guy-Daniel)
ANOUA (Paul)
NKAKAMANI (Simon)
PELLOT (Philippe-jean)
BOSSENGA (Henri)
OUYANDZA (Dominique)

ADMINISTRATION :

Adjudant-Chefs :- BAKISSI (Patrice)
YEM-VEKALI (Gilbert)

SAPEUR-POMPIER :

Adjudant :- IBOUANGA (Jean)

COMMANDEMENT DE L'ARMEE DE TERRE :
ZONES MILITAIRES :
INFANTERIE :

Adjudant :- P I L I (Marcel)

TRANSMISSION :

Adjudant-Chef :- ELENGA (Dominique)

S A N T E :

Adsjudant-Chef :- OUOLO (Antoine)

ADMINISTRATION :

Comptabilité.

Adjudant-Chef :- OWASSA (Norbert)
ENGOSSO (François)

TROUPES DE RESERVE MINISTRIELLE :

GENIE :

Adjudant-Chef :- MALONGA (Prosper)

TROUPES SPECIALES :
INFANTERIE.

Adjudant-Chef :- OBAMBI (Michel)

ADMINISTRATION :
Comptabilité.

Adjudant-Chef :- ENGABA (Aimé-Simplice)

SECURITE HAUTE PERSONNALITE :

Adjudant-Chefs :- OKIERI (Adolphe)
NYANGA (François)

TRANSMISSIONS :

Adjudant :- KANGA (Nicodème)

COMMANDEMENT DE L'ARMEE DE L'AIR :
PERSONNEL NON NAVIGANT SPECIALISTE.
Mécanicien Moteur-Cellule.

Adjudant-Chef :- PERIN-BOUENDE (Henri)

Pilote Hélicoptère.

Adjudant-Chef :- FILA-DIANKONDANI (Jean-Pierre Ernest)

Mécanicien Auto.

Adjudant-Chef :- MBOUMA (Alphonse)

DIRECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE : COMMANDEMENT :
Sécurité.
Adjudant-Chef :- P A P A (Auguste-Alain)

Identité Judiciaire.

Adjudant-Chef :- MFERET (Albert)

DIRECTION REGIONALE DE LA POLICE NATIONALE : KOUILOU :

Adjudant-Chef :- NTSANMOUKOU (Jean-Baptiste)

DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE D'ETAT :

Adjudant-Chef :- P E NA (Joseph).

PAR ARRETE N° 2762 du 5 Octobre 1990, sont nommés à titre définitif à compter du 1er Octobre 1990 (4ème Ttrimestre 90)

POUR LE GRADE DE CAPITAINE :

STRUCTURE DU MINISTERE DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE :

Technicien Radio

Lieutenant : KOUKA (Louis Bertrand)

ACADEMIE, ECOLES ET CENTRES D'INSTRUCTION : S A N T E :

Lieutenant :- BAYONNE (Laurent)

COMMANDEMENT DE LA LOGISTIQUE DE L'ARMEE POPULAIRE NATIONALE :

Anesthésiste-Réanimateur

Lieutenant :- MABIALA (Daniel)

COMMANDEMENT DE L'ARMEE DE TERRE :
TROUPES DE RESERVE MINISTERIELLE

INFANTERIE :

Lieutenant :- PANDI (Jacques)

DIRECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE : COMMANDEMENT

Sécurité

Lieutenant :- S A Y I (Félicien)

DIRECTION REGIONALE DE LA POLICE NATIONALE : NIARI :

Lieutenant :- NGAVE-MOUSSA

DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE D'ETAT :

Lieutenant NGONDO (Honoré)
MALONGA-BALEMBOKAZI (Georges)

COMMANDEMENT DE LA MARINE NATIONALE :
Navigateur

E.V. 1ère Classe : ONDONGO (Raoul)

POUR LE GRADE DE LIEUTENANT :

STRUCTURE DU MINISTERE DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE :
Greffier Militaire

Sous-Lieutenant :- BOUKA (Casimir)

ACADEMIE, ECOLES ET CENTRES D'INSTRUCTION :

Administration - SANTE

Sous-Lieutenant :- ZEKAKANY (Thomas)

COMMANDEMENT DE LA LOGISTIQUE DE L'ARMEE POPULAIRE NATIONALE :
SANTE :

Sous-Lieutenant :- NGAMBOU (Martin)

COMMANDEMENT DE L'ARMEE DE TERRE :
TROUPES SPECIALES :
MUSIQUE :

Sous-Lieutenants :- MAMPIEME (Adolphe-Arsène)
BIKINKITA (Patrice)

DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE D'ETAT :

Sous-Lieutenants :- MANTSOUNGA (François)
NDINGA (Jean Cyrille)
ONOUAMBOU (Alphonse)
ONDZE (Laurent-Simplice)
NGOLO (Alfred).

PAR ARRETE N° 2784 du 9 octobre 1990, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1990 (Avancement Ecole)

Pour le Grade D'Aspirant :
Informatique :

Combattants : NZENGUI (Amorique)
TCHIKOUNZI (Guy Didier).

PAR ARRETE N° 2785 du 9 octobre 1990, LE SERGENT MAFOUTA (Clément) matricule : 2.75.7005 en service au Régiment d'Apparât et d'Honneurs, né le 29 Novembre 1957 à Poto-Poto, District de Brazzaville, Région du Pool, entré au service le 5 Décembre 1975 est radié de l'Armée Populaire nationale pour : « CONVENANCES PERSONNELLES»

Il a été rayé des Contrôles des Cadres et des Effectifs de l'Armée Active le 1er Août 1990 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Reserves du Congo ledit jour pour administration.

L'intéressé qui totalise 14 ans 7 mois 27 jours de Service actif percevra à ce titre un pécule;

Notification du présent Arrêté sera faite à l'intéressé par les soins du Commandant du Régiment d'Apparât et d'Honneurs.

ARRETE N° 3028 du 27 octobre 1990, le Sergent- Chef BOLOBO (Léon) Matricule 2- 69 - 2889 en service à la Direction Centrale de la Construction et fortification, né vers 1945 à Manfouété, District de DONGOU, Région de la LIKOUALA, entré au service le 2 Juillet 1969, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'Ordonnance 11-76 du 12 Août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er Juillet 1990.

L'intéressé a été rayé des Contrôles des Cadres et des Effectifs de l'Armée Active le 1er Juillet 1990 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

PAR ARRETE N° 3029 du 27 otobre 1990, L'Adjudant-Chef MAKOUIZATITI (Nelson), matricule 1 - 70 - 4864 en service à la Direction Générale de la Sécurité d'Etat, né le 21 septembre 1942 à Kinshasa (Zaïre), entré au service le 13 Juin 1970, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'Ordonnance 11-76 du 12 Août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er Octobre 1990.

L'intéressé a été rayé des Contrôles des Cadres et des Effectifs de l'Armée Active le 1er Octobre 1990 et passé en domicile au Bureau de recrutement et des reserves du Congo ledit jour pour administration.

ARRETE N° 3030 du 27 Octobre 1990, le Sergent-Chef ANDOULE (Abraham) matricule : 1.65.939, précédemment en service au 3° Régiment d'Infanterie Motoririsée, né le 10 octobre 1945 à Boundji, District dudit, Région de la Cuvette, entré au service le 20 Avril 1965, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'Ordonnance 11-76 du 12 Août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er Juillet 1990.

L'intéressé a été rayé des contrôles des Cadres et des Effectifs de l'Armée Active le 1er Juillet 1990 et passé en domicile au Bureau deRecrutement et des Réserves du Congo ledit jour pour administration.

PAR ARRETE N° 3031 du 27 octobre 1990, le Sergent MOUBONDZA (Clément) matricule : 1-64-814 en service à la Direction Générale de la Police Nationale, né vers 1945 à Dongou, District dudit, Région de la Likouala, entré au service le 21 Février 1963, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'Ordonnance 11-76 du 12 Août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er Décembre 1990.

L'intéressé sera rayé des Contrôles des Cadres et des Effectifs de l'Armée Active le 1er Décembre 1990 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Reserves du Congo ledit jour pour administration.

PAR ARRETE N° 3032 du 27 Octobre 1990, le Sergent IFOUNA-TSATI (Antoine), matricule : 2-65-916, précédemment en service en Zone Militaire n° 1 Pointe-Noire, né vers 1945 à Mossendjo, District dudit, Région du Niari, entré au service le 20 Juin 1965, ayant atteint la limite d'âge de son grade fixée par l'Ordonnance 11-76 du 12 Août 1976, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er Juillet 1990.

L'intéressé a été rayé des Contrôles des Cadres et des Effectifs de l'Armée Active le 1er Juillet 1990 et passé en domicile au Bureau de Recrutement et des Reserves du Congo ledit jour pour administration.

PAR ARRETE N° 3033 du 27 Octobre 1990, sont inscrits au Tableau d'avancement au titre de l'Année 1990 (Avancement Ecole)

POUR LE GRADE D'ASPIRANT :
Armée de Terre :
Administration.

Sergents :- EWENGUE (Landry-Regis)
NGUESSO (Roger)

PAR ARRETE N° 3034 du 27 Octobre 1990, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1990 (Avancement [illegible])

POUR LE GRADE D'ASPIRANT :

ARMEE DE TERRE :

INFANTERIE.

Sergents :- [illegible]NGUIMA (Guy-Valère)
ICKEY [illegible] Gaëtan)
TSE[illegible] Nicolas)
NG[illegible]rmeté-Blanchard)
M[illegible]AZINGA (Nestor)
NG[illegible]ard-Rufin)

INFANTERIE AEROPORTEE :

Sergents :- [illegible]OUBAKOULI (Lézin)
KINZO[illegible] (Dieu-Lazare)

ARTILLERIE :

Sergents :- NGAKOSSO (Fernand)
KEOUA-KILOUDNI (Lazare)
MAMONA-LOUBAKI (Jolivet)
OHOUSSI (Elie-Nasser-Aubin)
OTTINO (Guillau-Blanchard)
LAGNA (Brice-Médard)
NGOULOU (Jean-Marie)
INGANI (Frédéric-Noël)
ONDZE (Daniel-Bienvenu)
OYOBE (André-Serge-Pamphile)

ARMEE BLINDEE :

Sergents :- MIACKASSISSA-NZABA (Claudin)
GATSE-DIRAT (Célestin)

GENIE :

Sergents :- MOUCKOUAMI (Serge-Patrick-Valentin)
WATTA (Jean De-Dieu)
KOULOUMBOU (Marcel-Florent)
KOURIKANA-DIBASSA (Lazare)

POLITIQUE :

Sergents :- MOUTIMA (François)
IBOMI (Philomain)
OLEKO (Léonard)
KIERA (Christophe)
OKOGNA (Ange)
AMPA (Guy-Sylvain)
ATSOUTSOULA-IBA (Flavien)
KAHOLA (François)
NGOMA-MABIKA (Nijofka)
BOUNSANA (Jean-Marc)

ADMINISTRATION :

Sergents :- YOKA-OKINOU (Alain)

SANTE :

ADMINISTRATION-SANTE

Sergents :- KIHOUSSINGA (Jean-Bruno)

POLICE NATIONALE :
SECURITE

Sergents :- KOUMI-OKOGNA (Jean-Roger)
EVOULA-MONDZO (Georges)
IKENGA (Joseph)

MARINE NATIONALE :

OFFICIER DE MARINE.

Sergents :- ONIANGUE (Gabriel)
KOUTSOUTA (Bernard)

PAR ARRETE N° 3104 du 30 Octobre 1990, le Sergent-Chef MOUNDOUNGA (Pierre), en service à la Base-Aérienne 01-20 du Commandement de l'Armée de l'Air, est admis à servir à la Direction de la Police Nationale par voie de changement d'Armée à compter du 1er Octobre 1990.

Notification du présent Arrêté sera faite à l'intéressé par les soins du Commandant de la Base Aérienne 01-20 du Commandement de l'Armée de l'Air de l'Armée Populaire Nationale, contre un récépissé dûment daté et signé à adresser à la Direction du Personnel Militaire des Armées, près l'Etat-major Général de l'Armée Populaire Nationale.

PAR ARRETE N° 3105 du 30 Octobre 1990, l'Adjudant Féminin MPOLO (Marcelline), Matricule 04-75-5934, en service à la Base Aérienne 01-20 du Commandement de l'Armée de l'Air est libérée de l'Armée Populaire nationale à compter du 1er Novembre 1990 pour : «CONVENANCES PERSONNELLES»

Notification du présent Arrêté sera fait à l'intéressée par les soins du Commandant de l'Armée de l'Air contre un récépissé dûment daté et signé à adresser à la Direction du Personnel Militaire des Armées, près l'Etat-Major Général de l'Armée Populaire Nationale.

PAR ARRETE N° 3106 du 30 Octobre 1990, sont inscrits au Tableau d'Avancement au titre de l'année 1990 (Avancement école)

POUR LE GRADE D'ASPIRANT :
ARMEE DE TERRE.
INFANTERIE :

- Le Sergent-Chef :- MOUNDOUNGA (Pierre)

- Les Sergents :- MOKOKO (Lazare)
NDONGO (Mathieu)
NZAMBA (Jean-Roger)

MINISTERE DU PLAN ET DE L'ECONOMIE

ACTES EN ABREGE

PAR ARRETE N° 2765 du 8 Octobre 1990, est créée auprès du Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur chargé de la Recherche Scientifique, une caisse d'Avance non renouvelable de QUINZE MILLIONS DE FRANCS CFA destinée aux travaux d'installation du matériel d'Equipement du Centre.

Le montant de la présente caisse d'avance imputable au Budget d'investissement, exercice 1990, chapitre 62-401-04-500 sera réintégré sur présentation des factures justificatives apportées par son régisseur à la Direction des Finances et du Budget.

Le camarade MAKALA (Maurice) en service au cabinet du Ministre des Enseignements Secondaire et Supérieur chargé de la Recherche Scientifique est nommé gestionnaire de cette caisse.

PAR ARRETE N° 2816 du 12 Octobre 1990, est créée auprès du Ministère du Plan et de l'Economie, une caisse d'avance non renouvelable de : Huit millions de F CFA destinée à l'acquisition et l'entretien du matériel informatique et photocopieur.

Le montant de la présente caisse imputable au Budget d'Investissement exercice 1990 - chapitre 5240 106900 sera réintégré sur présentation des factures justificatives apportées par son régisseur à la Direction des Finances et du Budget.

Le camarade ESSANGO (Mathieu) Directeur en service à la Direction de la Programmation Economique - Ministère du Plan et de l'Economie est nommé gestionnaire de cette caisse.

PAR ARRETE N° 2916 du 20 Octobre 1990, est créée auprès du Ministère du Plan et de l'Economie, une caisse d'avance non renouvelable de : Dix millions de F CFA, destinée à l'achat du papier informatique des Centres Informatiques du Ministère du Plan.

Le montant de la présente caisse imputable au Budget d'Investissement exercice 1990 - chapitre 52 40 1066 00 sera réintégré sur présentation des factures justificatives apportées par son régisseur à la DFD.

Le camarade ITOUA (Guy Gaston), Directeur de la Coopération Economique au Ministère du Plan et de l'Economie est nommé régisseur de cette caisse.

PAR ARRETE N° 3137 du 30 Octobre 1990, est créée auprès du Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur chargé de la Recherche Scientifique, une caisse d'avance non renouvelable de Dix millions destinée à l'étude de faisabilité du projet de construction des centres de recherche d'Oyo et d'Owando.

Le montant de la présente caisse imputable au budget d'investissement - exercice 1990 - chapitre 62 40 104 100 sera réintégré sur présentation des factures justificatives apportées par son régisseur à la Direction des Finances et du Budget.

Le camarade NDINGA-MAKANDA (Accel Armand) en service au Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur chargé de la Recherche Scientifique est nommé gestionnaire de cette caisse.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

ACTE EN ABREGE

PAR ARRETE N° 3102 du 30 Octobre 1990, un congé diplomatique de quatre mois pour en jouir à Paris (France) pour compter du 11 Décembre 1989 est accordé à M. MAFOUMBA (Sapios-André), Attaché du Trésor de 7° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services du Trésor, précédemment en service à la Paierie près l'Ambassade de la République Populaire du Congo à Paris (France) qui n'a pas bénéficié de congé pour la période passée à l'étranger du 26 Février 1985 au 30 Novembre 1989.

Les frais de voyage et transport de bagages pour se rendre de Brazzaville à Paris (France) et retour par voie aérienne sont à la charge de l'intéressé qui voyage seul.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 11 décembre 1989.

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DU POUVOIR POPULAIRE

DECRET N° 90-565 du 5 Octobre 1990 portant naturalisation de Mlle NIWENCUTI (Laetitia) de nationalité Burundaise.

LE PRESIDENT DU C.C. DU P.C.T.,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 35-61 du 20 juin 1961 portant code de la nationalité Congolaise ;

Vu l'Ordonnance 15-72 du 10 Avril 1972 modifiant la loi 36-60 du 2 juillet 1960 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers sur le Territoire de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 61-178 du 29 juillet 1961 fixant les modalités d'application du Code de la nationalité congolaise ;

Vu le décret 72-115 du 10 avril 1972 fixant les modalités d'établissement des carnets de séjour prévus par l'ordonnance 15-72 du 10 avril 1972 ;

Vu le décret n° 72-116 du 10 avril 1972 réglementant l'admission des étrangers en République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989 portant nomination du premier Ministre ;

Vu le décret n° 89-633 du 12 Août 1989 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 89-640 du 31 Août 1989 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-725 portant attribution et organisation du ministère de l'Administtration du Territoire et du pouvoir Populaire ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 26 Mars 1987 ;

Vu le rapport d'enquête des services de sécurité ;

Sur proposition du Ministre de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire.

DECRETE:

Article 1er : Mlle NIWENCUTI (Laetitia) née le 16 novembre 1961 à Bujumbura, de Gaparayi (Appolinaire) et Umuvyeyi (Anastasie) de nationalité Burundaise est naturalisée Congolaise.

Article 2 : L'intéressée renonce à la nationalité Burundaise sa nationalité d'origine conformément au procès-verbal de prestation de serment civique dressé par le Tribunal Populaire de l'Arrondissement 3 Poto-Poto Brazzaville en date du 30 juin 1987. Mlle NIWENCUTI (Laetitia) est assujetie aux dispositions de l'article 33 de la loi n° 35-61 sus-visée.

Article 3 : Le Ministre de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Chargé des Réformes Administratives et le Ministre de la Défense et de la Sécurité sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui, prendra effet à compter de la date de signature et sera publié au Journal Officiel.

Fait à Brazzaville, le 5 Octobre 1990

Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement,

Le Membre du Bureau Politique, Premier Ministre,

Alphonse Souchlaty POATY

Le Ministre de l'Administration du Territoire et du Pouvoir Populaire

Colonel Celestin GOMA-FOUTOU

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice chargé des Réformes Administratives,

Alphonse ZOUNGOU.-

MINISTERE DU COMMERCE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

ACTE EN ABREGE

PAR ARRETE 2805 du 11 octobre 1990, l'Assemblée Générale de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Brazzaville se compose de cinquante membres élus.

Le nombre de représentants de chaque section et leur répartition entre les différentes catégories professionnelles sont fixés comme suit :

SECTION : MINES ET ENERGIE

Catégorie : Mines 1
Catégorie : Energie 0
Total de la section : 1

SECTION : INDUSTRIE, PECHE MARITIME ET ARTISANAT

Catégorie : Industrie 9
Catégorie : Pêche maritime 0
Catégorie : Artisanat : 0
Total de la section : 9

III - SECTION : BATIMENT, TRAVAUX PUBLICS

Catégorie : Bâtiments 6
Catégorie : Travaux publics 1
Total de la section : 7

SECTION : AGRICULTURE, ELEVAGE, FORETS ET PECHE CONTINENTALE

Catégorie : Agriculture 4
Catégorie : Elevage 2

Catégorie : Forêts 0
Catégorie : pêche Continentale 0
Total de la section 6

SECTION : COMMERCE ET SERVICES

Catégorie : Commerce 23
Catégorie : Service 4
Total de la section 27

Total Général = 50

MINISTERE A LA PRESIDENCE CHARGE DES MINES ET DU CONTROLE D'ETAT

ACTE EN ABREGE

PAR ARRETE N° 3119 du 31 Octobre 1990, la Générale des Travaux et Aménagement domiciliée B. P. 1114 Brazzaville est autorisée à détenir et à exploiter pour une période de trois ans renouvelable :

- Deux dépôts permanents d'explosifs et d'artifices de tir.

Les quantités des substances explosives et d'artifices de tir ne devront en aucun cas excéder :

- 16 Tonnes d'Explosifs de la classe I (E. I)
- 60 Tonnes d'Explosifs de la classe V (E. 2)
- 1. 500 Détonateurs de la classe 0 (E. 1/2)
- 70 000 Mettres linaires de meche lente et cordeau détonant, explosifs de la classe VII (E. 20).

La générale des Travaux et Aménagements versera à la l'Etat (Service des Domaines) une redevance surperficiaire annuelle sur établissement d'Etat des sommes dues par la Direction des Mines.

La Générale des Travaux et Aménagements installera un paratonnerre sur ses dépôts qui seront exploités conformément à la Réglementation en vigueur (Loi n° 37-62 du 22 décembre 1962 et décret n° 68-166/MFMM/M du 24 juin 1968.)

Il sera établie par les services Techniques compétents le Procès-verbal de mise en service préalable desdits dépôts dès la sortie du présent Arrêté.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT

ACTE EN ABREGE

PAR ARRETE N° 2857 du 17 Octopbre 1990, Mr. MALONGA (Ignace), comptable contractuel de la catégorie D, 6e échelon, indice 690, précédemment en service à la RNTP, révoqué par arrêté, est réintégré dans les effectifs de l'Office Congolais de l'Entretien Routier.

L'intérêssé bénéficiera d'un rappel de salaire allant de la période du 1er juin 1986 au 11 septembre 1990, date de la prise de service à l'Office Congolais de l'Entretien Routier.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET DE L'ALPHABETISATION

ACTES EN ABREGE

PAR ARRETE N° 2849 du 16 Octobre 1990 conformément au tableau ci-après, les agents dont les noms et prénoms suivent sont autorisés à effectuer des heures supplémentaires par semaines au CETF Maman MBOUALE D'Owando.

NOMS ET PRENOMS	GRADE ET ECHEL.	SPECIALITE	HEURES/ SEMAINES
NGAMBE (Albert)	I de 3e Ech.	Déontologie	4 heures
NGUIAMBO (Hervé)	P/L de 1er Echelon	Sciences Sociales	10 Heures

Les interêssés seront rémunérés conformément aux dispositions du décret n° 85/018. Cette indemnité sera mandatée sur production des certificats de service fait délivré par le Chef d'Etablissement et contresigné par le DFEM.

ARRETE S N° 2851 — 2852 EN LARGEUR

PAR ARRETE N° 2852 du 17 octobre 1990, les Agents dont les noms et prénoms suivent, en service à la Direction du Préscolaire (Service d'Inspection et d'Encadrement Pédagogique) sont nommés Inspecteurs Itinérants au titre de l'année scolaire 1989-1990.

Il s'agit de :

N°	Noms et Prénoms	Grade et Echelon	Fonction	Lieu de service
1	Mme EWANI née KOLELA (Genevième)	Inspecteur 4e Ech.	Inspecteur Intinérant	S.I.E.P.
2	Mme NTEFO née ABOUEM (Jacqueline)	Institutrice Principale de 6e Ech.	Inspecteur Intinérant	S.I.E.P.
3	Mme DINGA-BOUDJOUMBA née BILIMBA-YOGO (Hélène)	Professeur Certifié de 4e échelon	Inspecteur Intinérant	S.I.E.P.
4	Mme KITOKO née BELINGA (Rose)	Instituteur de 6e échelon	Inspecteur Intinérant	S.I.E.P.
5	Mme ANDOU née BAYE-KAMA (Henriette)	Instituteur de 4e Echelon	Inspecteur Intinérant	S.I.E.P.
6	MAKOUMBOU (Victor Dieudonné)	I. E. F. 4e échelon	Inspecteur Intinérant	S.I.E.P.
7	KOUALOU (Georges)	I. E. F. 7e échelon	Inspecteur Intinérant	S.I.E.P.

Les intéressés percevront les indemnités de Fonction prévues par les textes en vigueur.

PAR ARRETE N° 2851 du 17 octobre 1990, les Fonctionnaires de la catégorie A de l'Enseignement de la République Populaire du Congo dont les noms et prénoms suivent, sont nommés Inspecteurs Délégués des CEGP au titre de l'année scolaire 1989-1990

Il s'agit de :

Régions	Noms et Prénoms	Grade et Echelon	Ancien Poste	Observations
BOUENZA	MAKOLO (Jacques)	Professeur de Lycée	Bouenza	Reconduit
	TCHITEMBO (Louis Marie)	Professeur de CEG 4e	Bouenza	Reconduit
	MOUKALA (Gaston)	Professeur de CEG 3e	Bouenza	Reconduit
	OLOUROU (Joseph)	Professeur de CEG 3e	Bouenza	Reconduit
	SOMPI (Cissé)	Professeur deLycée	INSSED	Nouveau
BRAZZAVILLE	NIONGUI (Jean-Marie)	Professeur Lycée 8e	Brazzaville	Reconduit
	NANITELAMIO (Vincent)	Professeur CEG 4e	Brazzaville	Reconduit
	AMBOMBI (Raymond)	Professeur Lycée 6e	Brazzaville	Reconduit
	ELENGA (Martin)	Professeur Lycée 7e	Brazzaville	Reconduit
	NGONGUIA (Christophe)	Professeur Lycée 5e	Brazzaville	Reconduit
	EKASSA (Serge Emile)	Professeur CEG 8e	Brazzaville	Reconduit
	AMBOMBI (Daniel)	Professeur C. 5e	Brazzaville	Reconduit
	KOUMBA MOUNDA (Edmond)	Professeur Lycée 5e	Brazzaville	Reconduit
CUVETTE	OUASSA MONGO (Claude)	Professeur CEG 4e	Cuvette	Reconduit
	ITALI (Antoine)	Professeur Lycée 6e	Cuvette	Reconduit
	OCKOUMA (Jean)	Professeur CEG 4e	Cuvette	Reconduit
	ECKOUOMO (Jean-Paul)	Professeur CEG 5e	Cuvette	Reconduit
	AMBOULOU (A. Joseph)	Professeur CEG 4e	Cuvette	Reconduit
KOUILOU	PANDI (Dieudonné)	Professeur Lycée 5e	Kouilou	Reconduit
	NKAYA (Gérard)	Professeur CEG 5e	Kouilou	Reconduit
	TATY (Isaël)	Professeur Lycée	Kouilou	reconduit
	MOUAYA MOUFOUMA M.	Professeur CEG 4e	Kouilou	Reconduit
	KIBANGOU (Martin)	Professeur CEG 5e	Kouilou	Reconduit
LEKOUMOU	MAKITA (Prosper)	Professeur Lycée	Lékoumou	Reconduit
	GOUARI MOUSSI (Faustin)	Professeur CEG 3e	Lékoumou	Reconduit
LIKOUALA	OTIELI (Charles-Channel)	Professeur CEG 3e	Likouala	Reconduit
	NSIBA (Blaise)	Professeur CEG 4e	Plateaux	Reconduit
NIARI	NDEMBE (Noël)	Professeur CEG 3e	Niari	Reconduit
	LONDESSOKO (Hervé)	Professeur CEG 4e	Niari	Reconduit
	MPELIKALI (Christophe)	Professeur Lycée	Niari	Reconduit
	GAMPIO (Jacques-Pierre)	Professeur CEG 3e	Niari	Reconduit
	MAKANGA (Isidore)	Professeur CEG 4e	Pool	Reconduit
SANGHA	MAKEDIKA (Antoine)	Professeur CEG 4e	Sangha	Reconduit
	OMBOUROU (Rodrigue)	Professeur CEG 3e	Sangha	Reconduit
	BAKEKOLO OUENABIO (Gilbert)	Professeur Lycée 5e	Brazzaville	Nouveau
PLATEAUX	DOUNIAMA MOUI (André)	Professeur CEG 4e	Plateaux	Reconduit
	BONAZEBI (Arbergaste)	Professeur CEG 5e	Plateaux	Reconduit
	FOUNDOU (E. Magloire)	Professeur CEG 4e	Plateaux	Reconduit
	MALANDA (Antoine)	Professeur CEG 5e	Bouenza	Nouveau
POOL	KIKABAKA (Victor)	Professeur Lycée 2e	Pool	Reconduit
	MBELANI (Adolphe)	Professeur CEG 4e	Pool	Reconduit
	NGANGA (Désiré-Joachim)	Professeur CEG 4e	Pool	Reconduit

Les intéressés percevront les indemnités de fonction prévues par les textes en vigueur.

PAR ARRETE N° 2855 du 17 Octobre 1990, Mr BOUBI (André) Instituteur Principal Conseiller Pédagigue récemment sorti de l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education est nommé Chef de Circonscription Scolaire de Mayoko (NIARI) au titre de l'année scolaire 1989 -1990, en remplacement de Mr MOUTAKALA (Joseph)

L'intéressé parcevra les indemnités de fonctions prévues pa les textes en vigueur.

PAR ARRETE N° 2856 du 17 Octobre 1990, Mr MICKIENE (Joseph) Instituteur de 6e échelon, précemment en service à l'Inspection Préscolaire de Brazzaville II, est nommé Chef de Bureau à la Direction des Collèges d'Enseignement Général et Polytechnique, en remplacement de Mr LEKOUMA (Louis) appelé à d'autres fonctions.

L'intéressé parcevra les indemnités de fonctions prévues pa les textes en vigueur.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

DECRET N° 90-564 du 5 octobre 1990 portant révision de la situation administrative de Mr. NGAPIA (Daniel) Professeur Certifié de 1er échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement).

LE PREMIER MINISTRE

Vu la constitution ;

Vu la loi 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D, et E, (actuellement A, B, C et D) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130-MF du 9 mai 1962 fixant le régime de rémunération des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195-FP du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197-FP du juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres, créées par la loi 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret 67-50-FP-BE du 24 février 1967 réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires, relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er et paragraphe 2 ;

Vu le décret 67-304-MT-DGT du 30 septembre 1967, modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la categorie A de L'enseignement Secondaire, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165-FP-BE du 22 mai 1964, fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;

Vu le décret 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret 62-196 FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret 80-630 du 7 décembre 1980 portant déblocage des avancement des agents de l'Etat ;

Vu le décret 89-631 du 7 Août 1989 portant nomination du premier Ministre ;

Vu le décret 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbations des actes relatifs aux intégrations, avancement et révisions de situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet des avancement et reclassements ;

Vu le décret 87-687 du 16 novembre 1987 portant reclassement et nomination de Mr. NGAPIA (Daniel), Professeur Certifié de 1er échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) ;

Vu l'arrêté n°2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement, sur la solde des fonctionnaires ;

Vu les arrêtés de promotions n° 5789 du 17 juillet 1984 n° 2385 du 14 avril 1988 ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 13 juin 1988.
Vu la lettre n° 240 du 25 avril 1989 du Directeur du personnel et des Affaires Administratives ;

DECRETE:

Article 1er : La situation administrative de Mr. NGAPIA (Daniel), Professeur Certifié de 1er échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) est révisée suivant le tableau ci-après :

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
CATEGORIE A, HIERARCHIE II Promu professeur de 2e échelon, indice 780 pour le compter du 1er avril 1984 (arrêté n° 5789 MEN-DGAS-DPAA du 17 juillet 1984)	CATEGORIE A, HIERARCHIE I Promu Professeur de CEG de 3e échelon, indice 860 pour compter du 1er avril 1986.
CATEGORIE A, HIERARCHIE I Titulaire du Certificat d'apitude professionnelle à l'enseignement dans les lycées option Sciences Naturelles 1ere session 1986) délivré par l'Université Marien Ngouabi à Brazzaville est reclassé et nommé professeur certifié de 1er échelon, indice 830 pour compter du 6 octobre 1986, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issu de son stage. ACC : Néant (décret n° 87-687 MTSSI-DGFP-DGPCE du 16 novembre 1987).	CATEGORIE A, HIERARCHIE I Titulaire du Certificat d'Aptitude Professionnelle à l'Enseignement dans les lycées option : Sciences Naturelles (1ere session 1986 délivré par l'Université Marien Ngouabi à Brazzaville, est reclassé et nommé Professeur Certifié de 2e échelon, indice 920 pour compter du 6 Octobre 1986, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage ACC : Néant.
CATEGORIE A, HIERARCHIE II Promu Professeur de CEG de 3e échelon, indice 860 pour compter du 1er avril 1986 (arrêté n° 2385 du 14 avril 1988).	

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 susvisé, cette révision de situation administrative ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 5 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

DECRET N° 90-571 du 8 octobre 1990 portant intégration et nomination de Mr. KOUASSONALI (Marcel) ex-Capitaine de l'Armée Populaire Nationale, dans les cadres de la catégorie A hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers SAF (Administration Générale).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195-FP du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérrachies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la révocation et à la nomination des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A des Services Administratifs et Financiers ;

Vu le décret n° 63-81-FP-BE du 26 mars 1963 fixant les conditions dans lesquelles sont effectués les stage probatoires que doivent subir les fonctionnaires stagiaires ;

Vu le décret n° 67-50-FP-BE du 24 février 1967 réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196-FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n°90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-211 du 9 mai 1990 portant épuration et mise à la disposition de la Fonction Publique de Mr. KOUASSONALI (Marcel), ex-Capitaine de l'Armée Populaire Nationale ;

Vu l'arrêté n° 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu le dossier de candidature constitué par l'intéressé ;

DECRETE:

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 susvisé, Mr. KOUASSONALI (Marcel), ex-Capitaine de l'Armée Populaire Nationale, indice 796 est intégré dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) et nommé au grade d'Administrateur des Services Administratifs et Financiers - S A F - de 2e échelon, indice 890.

Article: L'intéressé est mis à la disposition du Ministère des Finances et du Budget.

Article 3 : Le présent décret, qui prend effet du point de la solde que de l'ancienneté pour compter de la date de cessation de paiement de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 8 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de
la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-572 du 11 Octobre 1990 portant versement, reclassement et nomination de certains Assistants Sociaux Principaux de la catégorie A hiérarchie II des Services Sociaux (Service Social) en tête : ANGOUBOLO (Dominique)

LE PREMIER MINISTRE

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des Fonctionnaire de République du Congo ;

Vu le décret n° 59-23 FP du 30 Janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D et E (actuellement A, B, C et D) des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130/MF du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195 /FP du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres des fonctionnaires de la république Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 62-197/FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 Février 1962 portant statut général des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198/FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut des cadres de la catégorie A des services Administratifs et Financiers ;

Vu le décret n° 67-50/FP-BE du 24 février 1967 réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er et paragraphe 2 ;

Vu le décret n° 73-143 du 24 Avril 1973 fixant les modalités de changement de Spécialité applicable aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 Décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196/FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 12 Décembre 1980 portant déblocage des avancements des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989 portant nomination du premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 Mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations avancements et révisions de situations administratives des Agents de de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 juin 1990 sur la prise d'effet des Avancements et reclassements;

Vu le l'arrêté n° 208/FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur le solde des fonctionnaires ;

Vu les arrêtés n° 3046/ du 12 mai 1988 portant promotion au titre de l'année 1986 des Assistants Sociaux Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services Sociaux (Service Social) en tête : ATSONGO (Norbert) ;

- 5680 du 9 septembre 1988 autorisant certains Fonctionnaires des Services Administratif et Financiers et Sociaux (Enseignement et Santé Publique) déclarés définitivement admis au concours Professionnel à suivre un stage de Formation à l'école Nationale d'Administration et de Magistrature en tête ELENGA OKOMBI (Germain) ;

- 5719 du 15 septembre 1988 portant promotion de l'année 1987 des Assistants Sociaux Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services Sociaux (Service Social) en tête : MALEKA (Suzanne)

Vu la lettre n° 326/MSAS/DGAS/SP du 10 mai 1989 du Directeur Administratif et Financier transmettant le dossier des intéressés.

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 62-426 du 29 décembre 1962 et 73-143 du 24 avril 1973 susvisés, les Assistants Sociaux Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (service social) dont les noms suivent, titulaires du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (Option: Administration Générale) délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville sont versés dans les cadres des Services Administratifs et Financiers SAF (Administration Générale), reclassés à la catégorie A, hiérarchie I et nommés Administrateurs des SAF de 3e échelon indice 1010 ACC = Néant.

- ANGOUBOLO (Dominique), Assistant Social Principal de 4e échelon indice 940 en service à la Direction Générale des Affaires Sociales.
- DAZMA (Michel) , Assistant Social Principal de 4e échelon indice 940 en service à la Confédération Syndicale Congolaise.

Article : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates effectives de reprise de service des intéressés à l'issue de leur stage, et de la solde pour compter du 1er septembre 1990, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 11 Octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de
la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-573 du 11 Octobre 1990 portant révision de la situation administrative de Mr. ONGANGUE (Laurent) journaliste de niveau III de 1er échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchique I de l'Information.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la constitution ;

Vu la loi 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D et E (actuellement A, B, C, et D) des fonctionnaires ;

Vu le décret 62-130-MF du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195-FP du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67-50-FP-BE du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementataires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements, notamment en son article 1er et paragraphe 2 ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositifs du décret n° 62-196-FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-924 du 20 Octobre 1982 portant statut particulier des cadres de l'information ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989 portant nomination du 1er Ministre ;

Vu le écret n° 89-513 du 1er Septembre 1990 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er Septembre 1990 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 juin 1990 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu le décret n°. 90-260 du 5 mars 1985 déteminant le circuit d'approbation et des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements, intégrations et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-235 du 29 mars 1989 portant reclassement et nomination de Mr. ONGANGUE (Laurent), journaliste de niveau III de 1er échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I de l'information ;

Vu l'arrêté n° 2087-FP du 21 Juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu les arrêtés des promotions n° :
- 43-70 du 11 juillet 1988 ;
- 867 du 3 février 1986 ;

Vu la lettre n° 1167-MTSSJ-CAB du 25 mai 1989 du Directeur de Cabinet du Garde des Sceaux, Ministre du Travail,

de la Sécurité Social et de la Justice transmettant le dossier de l'intéressé ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 12 avril 1989,

DECRETE :

Article 1er : La situation administrative de Mr. ONGANGUE (Laurent) journaliste Niveau III de 1er échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I de l'Information, est revisée comme suit :

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
CATEGORIE B, HIERARCHIE I	CATEGORIE B, HIERARCHIE I
Promu journaliste Niveau de 5e échelon, indice 820 pour compter du 18 mai 1985 (Arrêté n° 867 du 3 février 1986)	Promu Journaliste niveau I de 6e échelon, indice 860 pour compter du 18 mai 1987.
CATEGORIE A, HIERARCHIE I	CATEGORIE A, HIERARCHIE I
Titulaire de la Licence Es-Lettres, Section : Science et Technique de la Communication, option : Journalisme (2e session 1986) délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est nommé journaliste niveau III de 1er échelon, indice 830 pour compter du 29 mars 1989 date de signature du décret n° 89-935 du 29 mars 1989.	Titulaire de la licence Es-Lettres Section : Sciences et Techniques de la communication, Option : Journalisme (2e session 1986), délivrée par l'Université Marien NGOUABI, est reclassé et nommé Journaliste niveau III de 2e échelon, indice 920 pour compter du 29 mars 1989 ACC = Néant.
CATEGORIE B, HIERARCHIE I	
Promu journaliste niveau I de 6e échelon, indice 860 p/c du 18 mai 1987 (Arrêté n° 4370 du 11 Juillet 1988).	

Article 2 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée et de la solde pour compter du 1er septembre 1990, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 11 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET

DECRET N° 90-574 du 11 Octobre 1990 portant reclassement et nomination de Mr. BIKOUI OU (Dieudonné), Instituteur de « 3e échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignements).

LE PREMIER MINISTRE

Vu la loi 15-62 du 31 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D, E (actuellement A, B, C, D) des fonctionnaires ;

Vu le décret 62-130-MF du 9 Mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret 62-195-FP du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret 67-50-FP-BE du 24 février 1967 réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements ; notamment en son article 1er et paragraphe 2 ;

Vu le décret 67-904 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres A de l'Enseignement Secondaire, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19,20 et 21 du décret 64-165 du 22 mai 1964 le statut commun des cadres de l'Enseignement ;

Vu le décret 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dipositions du décret 62-196-FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des Agents de l'Etat ;

Vu le décret 90-513 du 1er septembre 1990, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret 90-514 du 1er septembre 1990, portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret 90-420 du 30 juin 1990 sur la prise d'effet des avancements, reclassements ;

Vu l'arrêté 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le réglement

sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté 1263 du 11 février 1985 autorisant Mr. BIKOUKOU (Dieudonné), Instituteur de 1° échelon à suivre un stage de Formation en Sciences Sociales en Bulgarie ;

Vu l'arrêté 750 du 19 mars 1987 portant promotion au titre de l'année 1985 des Instituteurs des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) ;

Vu la lettre 0465 du 12 septembre 1988 du Maire de la Ville de Pointe-Noire transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE:

Article 1er : En application des dispostions du décret 67-304 du 30 septembre 1967 susvisé, Mr BIKOUKOU (Dieudonné), Instituteur de 3° échelon indice 700 des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service à la Mairie Centrale de Pointe-Noire, titulaire du Diplôme de fin d'Etudes Supérieures Spécialité : Economie Politique, délivré par l'Institut d'Enseignement Supérieur près l'Académie de Sciences Sociales et de Gestion à Sofia (BULGARIE) est reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Professeur de Lycée de 1° échelon indice 830 ACC = Néant.

Article 2 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 20 juin 1988 date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, et de la solde pour compter du 1er juillet 1990, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 11 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de
la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-575 du 11 Octobre 1990, portant titularisation et nomination des Secrétaires des Affaires Etrangères stagiaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie I du personnel diplomatique et Consulaire au titre de l'année 1987, en tête BIYO (Auguste)

PREMIER MINISTRE

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 61-143-FP du 27 juin 1961 portant statut commun des cadres du personnel Diplomatique et Consulaire de la République du Congo ;

Vu le décret n° 62-130-MF du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 63-81 du 26 mars 1963 fixant les conditions dans lesquelles sont effectués les stages probatoires que doivent subir les fonctionnaires stagiaires notamment en ses articles 7 et 8 ;

Vu le décret n° 65-170-FB-BE du 25juin 1965 réglementant l'avancement des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 aborgeant et remplaçant les dispostiosns du décret n° 62-196-FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier MInistre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n_ 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 juin 1990 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

Vu l'arrêté n° 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le réglement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu le procès-verbal de la commission administrative paritaire d'avancement, réunie à Brazzaville le 21 novembre 1988 ;

DECRETE:

Article 1er : Les Secrétaires des Affaires Etrangères stagiaires des Cadres de la catégorie A, hiérarchie I du personnel Diplomatique et Consulaire de la République Populaire du Congo dont les noms et prénoms suivent sont titularisés au titre de l'année 1987 et nommés au 1er échelon de leur grade indice 790 ACC = Néant.

- BIYO (Auguste), pour compter du 24 mars 1987 ;
- DELHOT (Rolland), pour compter du 3 janvier 1987 ;
- MABOUNDOU (Raphaël), pour compter du 24 mars 1987
- MOUTSOU (Gilbert), pour compter du 4 juin 1987 ;
- MASSAMBA née BIKOUTA (Clémentine), pour compter du 30 juin 1987.

Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées et de la solde pour compter du 1er juillet 1990, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 11 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de
la Sécurité Sociale

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-582 du 19 Octobre 1990 portant titularisation et nomination au titre de l'année 1989 des Ingénieurs Principaux Stagiaires des Cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services techniques (Industrielles)

LE PREMIER MINISTRE

Vu la constitution ;

Vu la loi 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 60-90 du 30 mars 1960 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A, des services techniques ;

Vu le décret 62-130-MF du 9 Mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret 62-197-FP du 5 juillet fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 63-81 du 26 mars 1963 fixant les conditions dans lesquelles sont effectués les stages probatoires que doivent subir les fonctionnaires stagiaires notamment en ses articles 7 et 8 ;

Vu le décret n° 65-170-FP-BE du 25 juin 1965 reglémentant l'avancement des fonctionnaires ;

Vu le décret 74-470 du 31 décembre 1974 aborgeant et remplaçant les dipositions du décret 62-196-FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret 90-513 du 1er septembre 1990, portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret 90-514 du 1er septembre 1990, portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret 90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, reclassements , des révisions de situations administratives et des titularisations ;

Vu l'arrêté 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu le procès-verbal de la commission administrative paritaire d'avancement réunie à Brazzaville en date du 5 juillet 1989 ;

D E C R E T E :

Article 1er : Les Ingénieurs Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Techniques (Techniques Industrielles) dont les noms suivent sont titularisés au titre de l'année 1989 et nommés au 1er échelon de leur grade, indice 830 ACC= Néant.

MM.- NGOKOUBA (Alexandre), pour compter du 2 février 1989 ;

ENGAMBE (Georges), pour compter du 14 mars 1989 ;
- AWE (Gabriel), pour compter du 1er septembre 1989.

Article 2 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 19 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre ;

Le Ministre du Travail et de
la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-585 du 19 Octobre 1990, portant révision de la situation administrative de Mr. MBAMA (Sébastien), Administrateur de 7° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 Février 1962, portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 Janvier 1959, fixant les con-

ditions d'intégration dans les cadres des catégories ABCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130/MF du 9 Mai 1962, fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-197/FP du 5 Juillet 1962, fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 Février 1962, portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198/FP du 5 Juillet 1962, relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret 62-426 du 29 Décembre 1962 fixant le statut commun des cadres de la catégorie A des SAF ;

Vu le décret n° 67-50/FP-BE du 24 Février 1967, réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitution de carrière et reclassements notamment en son article 1er paragraphe 2 ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 Décembre 1974, abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196/FP du 5 Juillet 1962, fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 74-143 du 24 Avril 1973, abrogeant les dispositions du décret n° 62-196/FP du 5 Juillet 1962, fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret 80-630 du 27 Décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 01 Septembre 1990, portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 01 Septembre 1990, portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 Mars 1985, déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 Juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et des titularisations ;

Vu les décrets n° 80-117 du 11 Mars 1980 ;

84-540 du 19 Juin 1984
84-888 du 10 Octobre 1984 ;
84-065 du 17 Janvier 1984 ;
86-988 du 30 Septembre 1986 ;
89-23 du 24 Mars 1989 ;

Vu l'arrêté n° 2087/FP du 21 Juin 1958, fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu les arrêtés d'intégration, de titularisation et de promotion n° 3963 du 30 Septembre 1966 ;
5107 du 15 Novembre 1967 ;
2009 du 26 Avril 1973 ;
5989 du 18 Octobre 1974
6446 du 21 Décembre 1973 ;
1198 du 12 Mars 1975 ;
3855 du 8 Juin 1977 ;
9232. du 30-03 du 30 Octobre 1980 ;
11013 du 30 Décembre 1983 ;

Vu la demande des intéressés en date du 8 Décembre 1988 ;

DECRETE :

Article 1er : La situation administrative de Mr. MBAMA (Sébastien), Administrateur des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers -SAF - (Administration Générale) est révisée selon le tableau ci-après :

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
CATÉGORIE B, HIÉRARCHIE II	CATÉGORIE A, HIÉRARCHIE II (AGRICULTURE)
- Intégré et nommé au grade de Conducteur Principal d'Agriculture stagiaire, indice 420 pour compter du 1 Septembre 1966 date effective de prise de service de l'intéressé (arrêté n° 3963-MJT-DGT-DGAPE du 30 Septembre 1966). - Titularisé et nommé au 1er échelon, indice 470 pour compter du 1 Septembre 1967 (arrêté n° 5107-BB du 15 Novembre 1967). - Promotion au 2° échelon, indice 530 pour compter du 1 Mars 1970 (arrêté n° 1332-BB du 23 Avril 1970).	- Titulaire du Diplôme de l'Institut Agronomique de Wakombo (RCA) est intégré et nommé Ingénieur des Travaux Agricoles stagiaire, indice 600 pour compter du 1er Septembre 1966 date effective de prise de service de l'intéressé. - Titularisé et nommé au 1er échelon indice 660 pour compter du 1 Septembre 1967. - Promu au 2° échelon, indice 730 pour compter du 1 Mars 1970.
CATÉGORIE B, HIÉRARCHIE I	
- Reclassé et nommé Conducteur Principal d'Agriculture stagiaire, indice 470 pour compter du 1 Octobre 1966 date de la rentrée scolaire suivant l'obtention du Diplôme, ancienneté conservée 1 mois (arrêté n° 2009-MJT-DGT-DGAPE du 26 Avril 1973. - Titularisé et nommé au 1° échelon indice 530 pour compter du 1 Septembre	

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
1967 (arrêté n° 2009/MJT-DGT-DGAPE du 26 Avril 1973. - Promu au 2° échelon, indice 580 pour compter du 1 Mars 1970 (arrêté n° 2009/MJT-DGAPE du 26 Avril 1973). - Promu au 3° échelon, indice 640 pour compter du 1 Mars 1972 (rectificatif n° 5990 du 18 Octobre 1974). - Promu au 4° échelon, indice 700 pour compter du 1 Mars 1974 (arrêté n° 1198/BB du 12 Mars 1975. - Promu au 5° échelon, indice 820 pour compter du 1 Mars 1976 (arrêté n° 3855/BB du 8 Juin 1977). - Promu au 6° échelon, indice 860 pour compter du 1 Mars 1978 (arrêté n° 9232/DAAF-SAP du 30 Octobre 1980). - Promu au 7° échelon, indice 920 pour compter du 1 Mars 1980 (arrêté n° 11013-DAAF/SAP du 30 Décembre 1983).	Promu au 3e échelon, indice 810 pour compter du 1er mars 1972 ; Promu au 4e échelon, indice 890 pour compter du 1er mars 1976 ; Promu au 6e échelon, indice 1090 pour compter du 1er mars 1978 ; Promu au 7e échelon, indice 1180 pour compter du 1er mars 1980.
CATÉGORIE A, HIÉRARCHIE I (SAF)	CATÉGORIE A, HIÉRARCHIE I (SAF)
- Titulaire du Diplôme de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, délivré par le Ministère des Universités de Paris (France), est versé, reclassé et nommé au grade d'Administrateur de 3° échelon, indice 1010 pour compter du 24 Mars 1980, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage (décret n° 84-540/MTPS-DGTFP-DFP du 19 Juin 1984). - Promu au 4° échelon, indice 1110 pour compter du 24 Septembre 1982 (décret n° 84-540/MTPS-DGTFP-DFP du 19 Juin 1984). - Promu au 5° échelon, indice 1190 pour compter du 24 Septembre 1984 (décret n° 86-988/MTERFPS-DGFP-DFP du 30 Octobre 1986). - Promu au 7° échelon, indice 1420 pour compter du 24 Mars 1989 (décret n° 89-231/MTS-SJ-DGFP-DGPCE du 24 Mars 1989).	- Titulaire du Diplôme de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, délivré par le Ministère des Universités de France, est versé, reclassé et nommé au grade d'Administrateur de 5° échelon, indice 1190 pour compter du 24 Mars 1980, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage Acc = 23 jours. - Promu au 6° échelon, indice 1300 pour compter du 1 Septembre 1982 - Promu au 7° échelon, indice 1420 pour compter du 1 Septembre 1984 - Promu au 8° échelon, indice 1540 pour compter du 1 Septembre 1986 - Promu au 9° échelon, indice 1620 pour compter du 1 Mars 1989.

Article 2. - En application des dispositions du décret n° 90-420 du 30 Juin 1990, susvisé, cette révision de situation administrative ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 - : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 19 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,
Le Ministre du Travail et de la
Sécurité Sociale

Jeanne DAMBENZET

DECRET N° 90-586 du 22 Octobre 1990, portant reclassement et nomination de Mr. FOUNDOUMOUNA Clotaire, Professeur de CEG de 3e échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II du Services Sociaux (Enseignement).

(PREMIER MINISTRE)

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 3 janvier 1959 fixant les conditions d'intégrations dans les ordres des catégories B, C, D, E (actuellement A, B, C, D,) des fonctionnaires ;

VU LE DECRET N° 62-1301 DU 9 MAI 1962 fixant le régime des rémunérations des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° [illegible] du 3 juillet 1962 fixant la hiérarchie des différentes catégories des cadres ;

[illegible]

Vu le décret n° 62-198/FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n°67-50/FP-BE du 24 février 1967 réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er et paragraphe 2 ;

Vu le décret n° 64-304/MJ:DGT du 30 juillet 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de l'Enseignement secondaire abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n°64/165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196 du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n°80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations Administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret 90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, reclassement et des révisions des situations titularisations ;

Vu l'arrêté n° 2087/FP du 21 juin 1958 fixant les règlement sr la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 3036 du 12 mai 1988 autorisant certains Fonctionnaires déclarés définitivement admis au concours professionnel à suivre un stage de formation des professeurs de lycées à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education de Brazzaville ; en tête MPIA (Paul) ;

Vu l'arrêté n° 2385 du 14 avril 1988 portant promotion au titre de l'année 1986 de certains Professeurs de CEG des Cadres de la catégories A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) ;

Vu le résultat des concours d'entrée à l'INSSED pour la formation des professeurs de lycée, Session de Mars 1986 en date du 23 juin 1986 ;

Vu le Rectificatif du 15 avril 1987 aux résultats de concours d'entrée à l'Institut des Sciences de l'Education pour la formation des professeurs de lycée, session de mars 1986 ;

Vu la lettre n° 118 du 27 février 1989 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère des Enseignement Secondaire et Supérieur transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE:

Article 1er ; en application des dispositions du décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 susvisé, Mr. FOUNDOUMOUNA (Clotaire), Professeur de CEG de 3e échelon indice 860 des Cadres de la Catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) en service à l'Ecole Nationale des Beaux Arts titulaire du Certificat d'Aptitude Professionnelle à l'Enseignement dans les lycées Option : Français (1ère session 1988) délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la Catégorie A, hiérarchie I et nommé Professeur Certifié de 2e échelon indice 920 ACC = Néant.

Article 2 les présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 26 septembre 1988 date effective de prise de service de l'intéressé sera publié au journal Officiel.

Brazzaville, le 22 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-587 du 22 octobre 1990 portant reclassement et nomination de Mr. GOURIAKAKA (Victor), Assistant Technique Principal de Recherche de 2e échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II du Corps des Chercheurs et Techniciens de Recherche du Personnel de la Recherche Scientifique.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D, E, (actuellement A, B, C, D) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130-MF du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195-FP du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du

3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67-50-FP-BE du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-842 du 16 septembre 1982 portant Statut Particulier du Personnel de la Recherche Scientifique ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions de situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et de la titularisation ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 789 du 29 janvier 1985 autorisant Mr. GOURIAKAKA (Victor), Ingénieur des Travaux, Stagiaire à suivre un stage de formation zootechnique en URSS ;

Vu l'arrêté n° 1415 du 10 mars 1988 portant révision de la situation administrative de Mr. GOURIAKAKA (Victor), Assistant Technique Stagiaire des cadres de la catégorie B, hiérarchie I du Personnel de la Recherche Scientifique ;

Vu la lettre n° 0270 du 2 août 1989 du Directeur Général de la Recherche Scientifique et Technique transmettant le dossier constitué par l'intéressé .

DECRETE:

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 82-842 du 16 septembre 1982 susvisé, Mr. GOURIAKAKA (Victor), Assistant Technique Principal de Recherche de 2e échelon, indice 780 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II du Corps des Chercheurs et Techniciens de Recherche du Personnel de la Recherche Scientifique en service au Centre de Recherches Vétérinaires et Zootechniques à Brazzaville, titulaire du Diplôme de Master of Science en Zootechnie obtenu à l'Institut Zoovétérinaire N. M. Borissinko, Kharkov en URSS, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé au grade d'Attaché de Recherche de 1er échelon, indice 830, ACC = Néant.

Article 2 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 15 avril 1989 date effective de prise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, et de la solde pour compter du 1er juillet 1990 sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 22 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-588 du 22 octobre 1990 portant versement, reclassement et nomination de certains Fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D, E, (actuellement A, B, C, D) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130-MF du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195-FP du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut des cadres de la catégorie A des Services Administratifs et Financiers ;

Vu le décret n° 67-50-FP-BE du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements ;

Vu le décret n° 73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicable aux fonctionnai-

res de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196-FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions de situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et de la titularisation ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu les arrêtés n° 4422 du 15 juillet 1988 ; 7339 du 26 décembre 1988 ; 1554 du 4 avril 1989 ;

Vu la lettre n° 0029 du 3 octobre 1989 du Directeur de Cabinet du Membre du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, transmettant le dossier des intéressés ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 62-426 du 29 décembre 1962 et 73-143 du 24 avril 1973 susvisés, les fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent, titulaires du Diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature, Filière : Administration du Travil, délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, sont versés dans les cadres des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale), reclassés à la catégorie A, hiérarchie I et nommés Administrateurs du Travail comme suit :

AU 2e ECHELON, INDICE 890 ; ACC = NEANT :

TIAKOULOU (Charles), Professeur de CEG de 3e échelon, indice 860

AU 3e ECHELON, INDICE 1010 ; ACC = NEANT :

NGANGA (Joachim), Instituteur Principal de 4e échelon, indice 940

Article 2 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates effective de prise de service des intéressés à l'issue de leur stage, et de la solde pour compter du 1er juillet 1990, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 22 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-589 du 22 octobre 1990 portant reclassement et nomination de Mr. MAFOUTA (Samuel), Professeur de CEG de 5e échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D, E, (actuellement A, B, C, D) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130-MF du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195-FP du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 62-426 du 29 décembre 1962 fixant le statut des cadres de la catégorie A des Services Administratifs et Financiers ;

Vu le décret n° 67-50-FP-BE du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements , notamment en son article 1er paragraphe 2 ;

Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la catégorie A de l'Enseignement Secondaire, abrogeant et remplaçant les dispositions

des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165-FP-BE du 22 mai 1964 fixant le staut commun des cadres de l'Enseignement ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196-FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions de situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et de la titularisation ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 2928 du 26 mars 1985 portant promotion au titre de l'année 1984 des Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) ;

définitivement

Vu l'arrêté n° 3036 du 12 mai 1988 autorisant certains fonctionnaires des Services Sociaux (Enseignement) déclarés ~~définitivement~~ admis au concours professionnel à suivre un stage de formation des Professeurs de Lycée à l'Institut Supérieur des Sceinces de l'Education, en tête MPIA (Paul) ;

Vu les résultats des concours d'entrée à l'INSSED pour la formation des Professeurs de Lycée, session de Mars 1986 ;

Vu la lettre n° 250 du 28 avril 1989, du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère des Enseignements Seconaire et Supérieur, transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE:

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 67-384 du 30 septembre 1967 susvisé, Mr. MAFOUTA (Samuel), Professeur de CEG de 5e échelon, indice 1020 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement), en service au Lycée Technique du 1er Mai à Brazzaville, titulaire du Certificat d'Aptitude Professionnelle à l'Enseignement dans les Lycées, option : Anglais(1ère session 1988), délivré par l'Université Marien NGOUABI de Brazzaville, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Professeur Certifié de 4e échelon, indice 1110 ; ACC = Néant.

Article 2 : Le présent décret prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 26 septembre 1988, date effective de prise de service de l'intéressé sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 22 octobre 1990
Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-590 du 22 octobre 1990 portant reclassement et nomination de Mr. K A Y A (Alphonse), Professeur de CEG de 4e échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D, E, (actuellement A, B, C, D) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130-MF du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195-FP du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 67-50-FP-BE du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements ;

Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres A de l'Enseignement Secondaire, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196-FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions de situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et de la titularisation ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 2385 du 14 avril 1988 portant Promotion au titre de l'année 1986 de certains Professeurs de CEG des cadres de la catégeorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement), en tête : BABAKOUENE (Louis-Marie) ;

Vu la lettre n° 1583 du 22 juillet 1989 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation, transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE:

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 susvisé, Mr. K A Y A (Alphonse), Professeur de CEG de 4e échelon, indice 940 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement, en service à Brazzaville, titulaire de la Licence Es Lettres, section : Histoire (2e session 1986), délivrée par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A et nommé Professeur de Lycée de 3e échelon, indice 1010 ; ACC = Néant.

Article 2 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de sa date de signature, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 22 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et.
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-591 du 22 octobre 1990 portant reclassement et nomination de Mr. K A B I (Joachim), Instituteur de 1er échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D, E, (actuellement A, B, C, D) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130-MF du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195-FP du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 67-50-FP-BE du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements ;

Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres A de l'Enseignement Secondaire, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196-FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions de situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et de la titularisation ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er septembre 1990 portant no-

mination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 2269 du 6 juin 1987 portant titularisation et nomination de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement), en tête Mme. SEGHOLO (Martine)

Vu la lettre n° 1185 du 15 mai 1989 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation, transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 susvisé, Mr. KABI (Joachim), Instituteur de 1er échelon, indice 590 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement), en service à Brazzaville, titulaire de la Licence Es Lettres, section : Psychologie (2e session 1988), délivrée par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Professeur de Lycée de 1er échelon, indice 830 ; ACC = Néant.

Article 2 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté et de la solde à compter de sa date de signature, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 22 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-592 du 22 octobre 1990 portant révision de la situation administrative de Mr. NGANGA-MUNGWA (Alphonse), Conseiller des Affaires Etrangères de 3e échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I, du Personnel Diplomatique et Consulaire.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D, E, (actuellement A, B, C, D) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 61-143 du 27 juin 1961 portant Statut Commun du Personnel Diplomatique et Consulaire ;

Vu le décret n° 62-130-MF du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195-FP du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 67-50-FP-BE du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196-FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions de situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et de la titularisation ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu les décrets de promotion n°s : 85-1129 du 27 septembre 1985 ; 88-386 du 19 mai 1988 ; 89-578 du 1er août 1989 ;

Vu l'arrêté n° 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu la lettre n° 4430 du 17 août 1988 du Secrétaire Général des Affaires Etrangères, transmettant le dossier de l'intéressé ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 20 juin 1988 ;

DECRETE :

Article 1er : La situation administrative de Mr; NGANGA-MUNGWA (Alphonse), Conseiller des Affaires Etrangères

des cadres de la catégorie A, hiérarchie I du Personnel Diplomatique et Consulaire, est réivsée selon le tableau ci-après :

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
CATEGORIE A, HIERARCHIE I — Secrétaire des Affaires Etrangères de 6e échelon, indice 1300. — Titulaire du Doctorat d'Etat Es-Sciences Historiques délivré par l'Institut d'Afrique près l'Académie des Sciences de Moscou (URSS), qui bénéficie d'une bonification de 3 échelons est nommé au 9e échelon de son grade, indice 1620 pour compter du 12 juin 1984 ; ACC = Néant (Décret n° 85-1129 du 27 septembre 1985). — Promu au titre de l'année 1986 et nommé au grade de Conseiller des Affaires Etrangères de 2e échelon, indice 1680 pour compter du 12 juin 1986 (Décret n° 88-386 du 19 mai 1988). — Promu au 3e échelon, indice 1820 pour compter du 12 juin 1988 (Décret n° 89-578 du 1er août 1989	CATEGORIE A, HIERARCHIE I (grade inférieur) — Secrétaire des Affaires Etrangères de 6e échelon, indice 1300. — Titulaire du Doctorat d'Etat Es-Sciences Historiques délivré par l'Institut d'Afrique près l'Académie des Sciences de Moscou (URSS), qui bénéficie d'une bonification de 3 échelons, est nommé Secrétaire des Affaires Etrangères de 9e échelon, indice 1620 pour compter du 12 juin 1984, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage ; ACC = Néant. CATEGORIE A, HIERARCHIE I (grade supérieur) — Promu au titre de l'année 1984 et nommé au grade de Conseiller des Affaires Etrangères de 2e échelon, indice 1680 pour comptrer du 12 juin 1989 ; ACC = Néant. — Promu au 3e échelon, indice 1820 pour compter du 12 juin 1986. — Promu au 4e échelon, indice 1950 pour compter du 12 juin 1988.

Article 2 : En application des dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990 susvisé, cette révision de situation administrative ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 3 : Le présent arrêté qui prendra effet du point de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 22 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,
Jéanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-593 du 22 octobre 1990 portant reclassement et nomination de Mr. NGOUBOULI (François), Professeur de CEG de 5e échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D, E, (actuellement A, B, C, D) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130-MF du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195-FP du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 67-50-FP-BE du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements ;

Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique de la catégorie A de l'Enseignement Secondaire, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165-FP-BE du 22 mai 1964 fixant le Statut Commun des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant remplaçant les dispositions du décret n° 62-196-FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions de situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et des titularisations ;

Vu l'arrêté n° 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 3036 du 12 mai 1988 autorisant certains fonctionnaires des Services Sociaux (Enseignement) déclarés définitivement admis au Concours Professionnel à suivre un stage de formation des Professeurs de Lycée à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education de Brazzaville ; en tête MPIA (Paul) ;

Vu l'arrêté n° 341 du 25 janvier 1989 portant promotion au titre de l'année 1987 de certains Professeurs de Collège d'Enseignement Général des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) ; en tête

Vu les résultats des concours d'entrée à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education pour la formation des Professeurs de Lycée, session de mars 1986 en date du 23 juin 1986 ;

Vu la lettre n° 724 du 30 décembre 1989 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Ministère des Enseignements Secondaire er Supérieur chargé de la Recherche Scientifique, transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE:

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 susvisé, Mr. NGOULOUBI (François), Professeur de CEG de 5e échelon, indice 1020 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) en service au Lycée Technique du 1er Mai à Brazzaville, titulaire du Certificat d'Aptitude Professionnelle à l'Enseignement dans les Lycées, option Français (1ère session 1988) délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Professeur Certifié de 4e échelon, indice 1110 ; ACC = Néant.

Article 2 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 3 octobre 1988, date effective de prise de service de l'intéressée, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 22 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-594 du 22 octobre 1990 portant intégration et nomination de Mme KENGUE née BOUANGA (Sylvie), dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130-MF du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195-FP du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 63-81-FP-BE du 26 mars 1963 fixant les conditions dans lesquelles sont effectués les stages probatoires que doivent subir les fonctionnaires stagiaires ;

Vu le décret n° 65-44 du 12 février 1965 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 63-376 du 22 novembre 1963 fixant le statut commun des cadres de la catégorie AI des Services de Santé ;

Vu le décret n° 67-50-FP-BE du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196-FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions de situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-522 du 14 septembre 1990 portant abrogation de certaines dispositions attribuant des avantages catégoriels dans la Focntion Publique ;

Vu le Protocole d'Accord du 5 août 1970 signé entre l'URSS et la République Populaire du Congo ;

Vu la lettre n° 2624 du 9 octobre 1989 du Directeur Administratif et Financier à la Direction Générale de la Santé Publique, transmettant le dossier de candidature constitué par l'intéressé ;

DECRETE:

Article 1er : Mme KENGUE née BOUANGA (Sylvie), titulaire du Diplôme de Docteur en Médecine ; Spécialité : Médecine Générale, obtenu à l'Institut de Médecine de Vitebsk (URSS), est intégrée dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique) et nommée au grade de Médecin de 1er échelon Stagiaire, indice 830.

Article 2 : L'intéressée est mise à la disposition du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet à compter de la date effective de prise de service de l'intéressée, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 22 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-597 du 24 Octobre 1990, portant versement et nomination de Mr. DEGAUMAS (Joseph Désiré Charles), Secrétaire des Affaires Etrangères des cadres du Personnels Diplomatique et Consulaire.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 Février 1962, portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-178 du 21 Août 1959, fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories ABCDE (actuellement ABCD) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-178 du 21 Août 1959, portant statut commun des cadres du Personnel des Douanes ;

Vu le décret n° 62-130/MF du 9 Mai 1962, fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195/FP du 5 Juillet 1962, fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197/FP du 5 Juillet 1962, fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 Février 1962, portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198/FP du 5 Juillet 1962, relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67-50/FP-BE du 24 Février 1967, réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitution de carrière et reclassements notamment en son article 1er paragraphe 2 ;

Vu le décret n° 73-143 du 24 Avril 1973, fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 Décembre 1974, abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196/FP du 5 Juillet 1962, fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 74-143 du 24 Avril 1973, abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196/FP du 5 Juillet 1962, fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 01 Septembre 1990, portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 01 Septembre 1990, portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 Mars 1985, déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 87-756/MTSSJ.DGFP.DGPCE du 9 Décembre 1987, portant versement, reclassement et nomination de Mr. DEGAUMAS Joseph Désiré Charles ;

Vu l'arrêté n° 2087/FP du 21 Juin 1958, fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu la lettre n° 359/DGB.DAAF.SP du 8 Août 1989 du Directeur Général des Douanes et Droits Indirects (Ministère des Finances), transmettant le dossier de l'intéressés ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 21 Juillet 1989 ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 73-143 du 24 Avril 1973 et 59-178 du 21 Août 1959 susvisés, Mr. DEGAUMAS (Joseph Désiré Charles), Secrétaire des Affaires Etrangères de 1° échelon, indice 790 des cadres de la catégorie A, hiérarchie I du Personnel Diplomatique et Consulaire, en service à la Direction Régionale des

Douanes à Pointe-Noire, qui avait suivi un stage de formation d'Inspecteur à l'Ecole Nationale des Douanes de Neuilly (France), est versé à concordance d'indice et de catégorie dans les cadres des Douanes, et nommé Inspecteur des Douanes de 1er échelon, catégorie A hiérarchie I indice 790.

Article 2. - : L'intéressé bénéficiera d'une ancienneté civile conservée à la parution de ce décret.

Article 3 - : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de signature, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 24 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la
Sécurité Sociale

Jeanne DAMBENZET.-

DECRET N° 90-604 du 27 octobre 1990 portant Inscription au tableau d'Avancement au titre de l'année 1988 de certains Inspecteurs de l'Enseignement Primaire des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement), en tête O N D Z I (Georges).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130-MF du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;

Vu le décret n° 65-170 FP-BE du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196-FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions de situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et de la titularisation ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu les Procès-Verbaux de la Commission Administrative Paritaire d'Avancement réunie à Brazzaville le 10 novembre 1988 ;

D E C R E T E :

Article 1er : Sont inscrits au tableau d'avancement, au titre de l'année 1988, les Inspecteurs de l'Enseignement Primaire des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement), dont les noms suivent :

POUR LE 4e ECHELON , A 2 ANS

ONDZI (Georges)
ETA-OKOUO (Nestor).

POUR LE 5e ECHELON, A 2 ANS

ELION (Jean Célestin).

Article 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-605 du 27 octobre 1990 portant promotion au titre de l'année 1988 de certains Inspecteurs de l'Enseignement Primaire des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement), en tête O N D Z I (Georges).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général

des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130-MF du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;

Vu le décret n° 65-170 FP-BE du 25 juin 1965 règlementant l'avancement des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196-FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions de situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et de la titularisation ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 90-604 du 27 octobre 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1988 de certains Inspecteurs de l'Enseignement Primaire des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) ;

DECRETE:

Article 1er : Sont promus aux échelons ci-après, au titre de l'année 1988, les Inspecteurs de l'Enseignement Primaire des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement), dont les noms suivent : ACC = Néant.

POUR LE 4e ECHELON , INDICE 1110

QNDZI (Georges) pour compter du 13 septembre 1988
ETA-OKOUO (Nestor) pour compter du 12 septembre 1988

POUR LE 5e ECHELON, A 2 ANS

ELION (Jean Célestin) pour compter du 8 octobre 1988

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990 susvisé, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Articole 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-607 du 27 Octobre 1990, portant versement, reclassement et nomination de Mr. OWASSA (Daniel), Attaché de 2° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers -SAF- (Administration Générale).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 Février 1962, portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23/MF du Janvier 1959, fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D, E (actuellement A, B, C, D) des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 61-143 du 27 Juin 1961, fixant le statut commun des cadres du personnel Diplomatique et Consulaire ;

Vu le décret n° 62-130/MF du 9 Mai 1962, fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195/FP du 5 Juillet 1962, fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197/FP du 5 Juillet 1962, fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15/62 du 3 Février 1962 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198/FP du 15 Juillet 1962, relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67-50/FP-BE du 24 Février 1967, réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er, paragraphe 2 ;

Vu le décret n° 73-143 du 24 Avril 1973, fixant les modalités de changement de spécialité applicable aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 Décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196/FP du 5 Juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 Décembre 1980, portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret 85-260 du 5 Mars 1985, déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

Vu le décret 90-420 du 30 Juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et des titularisations ;

Vu le décret 89-631 du 7 Août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 01 Septembre 1990, portant nomination des Membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 90-514 du 01 Septembre 1990, portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 4758 du 10 Octobre 1987 portant promotion au titre de l'année 1987 de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers - SAF - (Travail et Administration) ;

Vu l'arrêté n° 7430 du 28 Décembre 1988 autorisant Mr. OWASSA (Daniel), Attaché de 2° échelon à suivre un stage de promotion en Diplomatie en Grande-Bretagne ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 8 Décembre 1989 ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 61-143 du 27 Juin 1961 et 73-143 du 24 Avril 1973 susvisés, Mr.OWASSA (Daniel), Attaché de 2° échelon, indice 680 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) en service au Secrétariat Général des Affaires Etrangères et de la Coopération à Brazzaville, titulaire du Certificat d'Etudes Diplomatiques délivré par l'Université d'OXFORD (Grande Bretagne) est versé dans les cadres du Personnel Diplomatique et Consulaire reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Secrétaire des Affaires Etrangères de 1° échelon, indice 790, Acc = Néant.

Article 2 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 1er Juillet 1989 date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage et de la solde pour compter du 1er Juillet 1990 sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,
Le Ministre du Travail et de la
Sécurité Sociale

Jeanne DAMBENZET.-

DECRET N° 90-608 du 27 Octobre 1990, portant versement, reclassement et nomination de certains fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers - SAF - Administration Générale en tête NOMBOT (Paulin).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 Février 1962, portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130/MF du 9 Mai 1962, fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195/FP du 5 Juillet 1962, fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197/FP du 5 Juillet 1962, fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 Février 1962, portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198/FP du 5 Juillet 1962, relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 59-178 du 21 août 1959 portant statut commun des cadres du Personnel des Douanes ;

Vu le décret n° 67-50/FP-BE du 24 Février 1967, réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er paragraphe 2 ;

Vu le décret n°73-143 du 24 avril 1973 fixant les modalités de changement de spécialité applicable aux fonctionnaires ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 Décembre 1974, abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196/FP du 5 Juillet 1962, fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 Mars 1985, déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des

Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-631 du 8 Août 1989, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 01 Septembre 1990, portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 01 Septembre 1990, portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret 90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et des titularisations ;

Vu l'arrêté n° 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu les arrêtés n°s 8028 du 4 novembre 1986 ; 4758 du 10 octobre 1987 ; 4320 du 6 juillet 1988 ; 1615 du 7 avril 1989 ;

Vu la lettre n° 395 du 24 mai 1990 du Directeur Général des Doaunes et Droits Indirects, transmettant le dossier des intéressés ;

DECRETE:

Article 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 73-143 du 24 Avril 1973 et 59-178 du 21 Août 1959, susvisés, les fonctionnaires des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services Administratifs et financiers (Administration Générale), titulaires du Diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature, Filière : Douanes Promotion 1987_1989, délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, renversés dans les cadres des Douanes, reclassés à la catégorie A, hiérarchie I et nommés Inspecteurs des Douanes de 1er échelon, indice 790 ; Acc = Néant.

— NOMBOT (Paulin), Attaché de 1er échelon, indice 620 en service à Brazzaville ;
— ILOKY, Attaché de 3e échelon, indice 750 en service à Brazzaville ;

Article 2 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 07 Mars 1990 date effective de reprise de service des intéressés à l'issue de leur stage et de la solde pour compter du 1er Juillet 1990 sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 27 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale

Jeanne DAMBENZET.-

DECRET N° 90-609 du 29 Octobre 1990, portant intégration et nomination de Mr. MOUBILI (Jean Paul), dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 Février 1962, portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130/FP du 9 Mai 1962, fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195/FP du 5 Juillet 1962, fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197/FP du 5 Juillet 1962, fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 Février 1962, portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198/FP du 5 Juillet 1962, relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 63-81-FP-BE du 26 mars 1963 fixant les conditions dans lesquelles sont effectués les stages probatoires que doivent subir les fonctionnaires stagiaires ;

Vu le décret 65-44 du 12 février 1965 abrogeant et remplaçant mes dispositions du décret n° 63-376 du 22 novembre 1963 fixant le statut commun des cadres de la catégorie AI des Services de Santé ;

Vu le décret n° 67-50-FP-BE du 24 Février 1967, réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitution de carrière et reclassements notamment en son article 1er paragraphe 2 ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 Décembre 1974, abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196/FP du 5 Juillet 1962, fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 Mars 1985, déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 01 Septembre 1990, portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 01 Septembre 1990, portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-522 du 14 septembre 1990 portant abrogation de certaines dispositions attribuant des avantages

catégoriels dans la Fonction Publique ;

Vu le Protocole d'Accord du 5 août 1970 signé entre l'URSS ert la République Populaire du Congo ;

Vu la lettre n° 1818 du 23 septembre 1988 du Directeur Administratif et Financier à la Direction Générale de la Santé Publique à Brazzaville, transmettant le dossier de candidature constitué par l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : Mr. MOUBILI (Jean-Paul), titulaire du Diplôme de Docteur en Médecine, Spécialité : Médecine Générale, obtenu à l'Institut d'Etat de Médecine de ROSTOV (URSS), est intégré dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique) et nommé au grade de Médecin de 1er échelon stagiaire, indice 830.

Article 2 : L'intéressé est mis à la disposition du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

Article 3 : Le présent décret qui prendra effet à compter de la date effective de prise de service de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 29 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale

Jeanne DAMBENZET.-

RECTIFICATIF N° 90-610 du 30 Octobre 1990 au décret n° 85-340-MESS-DGAS-DPAA-SP-P3 du 23 mars 1985 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1984 des Professeurs Certifiés de lycée des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) de la République Populaire du Congo et dressant la liste des Fonctionnaires de ces mêmes cadres avançant à l'ancienneté à trois ans en ce qui concerne Mr. TATY (Jean-Philibert).

LE PREMIER MINISTRE,
AU LIEU DE :

Article 1er : (ancien)

POUR LE 2e ECHELON
A 30 mois

TATY (Jean-Philibert) en service à Brazzaville

LIRE :

Article 1er : (Nouveau)

POUR LE 2e ECHELON
A 2 ans

TATY (Jean-Philibert) en service à Brazzaville.

Le reste sans changement.

Brazzaville, le 30 Octobre 1990.

AlphonseSouchalty POATY.

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET,

DECRET N° 90-611 du 30 Octobre 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre l'année 1986 de Mr. TATY (Jean Philibert), Professeur de lycée des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) de la République Populaire du Congo au titre de l'année 1986.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 Février 1962 portant statut général des Fonctionnaires des cadres de la République ;

Vu le décret n° 62-130-MF du 9 Mai 1962 fixant le régime des rémunération des fonctionnaire des cadres de la République du Congo ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchie des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires de la République du Congo ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des Fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 64-165-FP-BE du 22 mai 1974 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement de la République du Congo ;

Vu le décret n° 65-170-FP-BE du 25 juin 1965 réglementant l'avancement des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67-304-MJT-DGT du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la catégorie A, de l'Enseignement Secondaire abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19,20 et 21 du décret n° 64-165-FB-BE du 22 Mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 Décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196-FP du 5 Juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des Fonc-

tionnaires des cadres de la République du Congo ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er Septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er Septembre 1990 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 Mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 Juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et des titularisations ;

Vu le décret n° 90-612 du 30 octobre 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1986 de Mr. TATY (Jean-Philibert), Professeur de lycée des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) de la République Populaire du Congo ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires des cadres de la République Populaire du Congo ;

Vu le procès Verbal de la Commission Administrative Paritaire d'avancement en date du 18 Août 1988 ;

DECRETE :

Article 1er : Mr. ATY (Jean-Philibert), Professeur de lycée de 2e échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville, est inscrit au tableau d'avancement au titre de de l'année 1986. pour le 3e échelon de son grade à deux ans.

Article 2 : Le présent décret qui prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 30 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de le Sécurité Social,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-612 du 30 Octobre 1990 portant promotion de Mr. TATY (Jean Philibert), Professeur de lycée des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) de la République Populaire du Congo au titre de l'année 1986.

LE PREMIER MINISTRE

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 15-62 du 3 Février 1962 portant statut général des Fonctionnaires des cadres de la République ;

Vu le décret n° 62-130-MF du 9 Mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaire des cadres de la République du Congo ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchie des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires de la République du Congo ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des Fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 64-165-FP-BE du 22 mai 1974 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement de la République du Congo ;

Vu le décret n° 65-170-FP-BE du 25 juin 1965 réglementant l'avancement des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67-304-MJT-DGT du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la catégorie A, de l'Enseignement Secondaire abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19,20 et 21 du décret n° 64-165-FB-BE du 22 Mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 Décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196-FP du 5 Juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des Fonctionnaires des cadres de la République du Congo ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 Août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er Septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er Septembre 1990 portant organisation des intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 Mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 Juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et des titularisations ;

Vu le décret n° 90-612 du 30 octobre 1990 portant inscription au tableau d'avancement au titre de l'année 1986 de Mr. TATY (Jean-Philibert), Professeur de lycée des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) de la République Populaire du Congo ;

Vu l'arrêté n° 2087 du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires des cadres de la République Populaire du Congo :

DECRETE:

Article 1er : Mr. TATY (Jean-Philibert), Professeur de lycée de 2e échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville, est promu au titre de l'année 1986 au 3e échelon de son grade pour compter du 4 octobre 1986 indice 1010 CC = Néant.

Article 2 : Le présent décret qui prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 30 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de le Sécurité Social,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-615 du 30 octobre 1990 portant reclassement et nomination de Mr. MOUSSA-MOUKANDAT (Jean Baptiste Yvon), Professeur de CEG de 5e échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les conditions d'intégration dans les cadres des catégories B, C, D, E, (actuellement A, B, C, D) des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-130-MF du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195-FP du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des diverses catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197-FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant Statut Général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires des cadres de l'Etat ;

Vu le décret n° 67-50-FP-BE du 24 février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière et reclassements notamment en son article 1er paragraphe 2 ;

Vu le décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres A de l'Enseignement Secondaire, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 19, 20 et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196-FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 80-630 du 27 décembre 1980 portant déblocage des avancements des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions de situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements, des reclassements, des révisions des situations administratives et de la titularisation ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrête n° 3038 du 12 mai 1988 autorisant certains fonctionnaires des Services Sociaux (Enseignement) déclarés définitievement admis au cncours professionnel à suivre un stage de formation des Professeurs de Lycée à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education, en tête Mr. MANGUEGUE (Benoît) ;

Vu l'arrêté n° 3099 du 14 mai 1988 portant promotion au titre de l'année 1986 de certains Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement), en tête Mr. AKOULI ;

Vu les résultats des concours d'entrée à l'INSSED pour la formation des Professeurs de Lycées (Session de mars 1985) ;

Vu la terre n° 119 du 27 février septembre 1989 du Directeur du Personnel et des Affaires Administratives au Minis-

tère des Enseignements Secondaires et Supérieurs, transmettant le dossier de l'intéressé ;

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 67-304 du 30 septembre 1967 susvisé, Mr. MOUSSA-MOUKANDAT (Jean-Baptiste-Yvon), Professeur de CEG de 5e échelon, indice 1020 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement, en service au Lycée Technique Agricole Amilcar Cabral à Brazzaville, titulaire du Certificat d'Aptitude Professionnelle à l'Enseignement dans les Lycées ; Option : Anglais (2e session 1987), délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A, hiérarchie I et nommé Professeur Certifié de 4e échelon, indice 1110 ; ACC = Néant.

Article. 2 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté à compter du 28 novembre 1987 date effective de reprise de service de l'intéressé, sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 22 octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et
de la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

DECRET N° 90-616 du 30 Octobre 1990 portant promotion au titre de l'année 1984 de Mr. BIKINDOU (Eugène), Professeur Certifié de 8e échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement)

LE PREMIER MINISTRE

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des Fonctionnaire de République du Congo ;

Vu le décret n°62-130-MF du 9 mai 1962 fixant le régime des rémunérations des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-195-FP du 5 Juillet 1962 fixant la hiérarchisation des catégories des cadres ;

Vu le décret n° 62-197 -FP du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3 février 1962 portant statut général des Fonctionnaires;

Vu le décret n° 62-198-FP du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 64-165- FP -BE du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'enseignement de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 65-170-FP-BE du 25 juin 1965 réglementant l'avancement des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67-1304-MJT-DGT du 30 septembre 1967 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la catégorie A, de l'Enseignement Secondaire abrogeant et remplaçant les dispositifs des articles 19, 20, et 21 du décret n° 64-165 du 22 mai 1964 fixant le statut commun des cadres de l'Enseignement ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 Décembre 1974 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-196/FP du 5 juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des Fonctionnaires ;

Vu le décret n° 82-256 du 24 mars 1982 accordant des avantages particuliers au personnel des services sociaux (Enseignement) notamment en son article 5 Alinéa 1 ;

Vu le décret n° 83-1027 du 9 décembre 1983 portant promotion des Professeurs Certifiés de lycée des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) au titre de l'année 1983 ;

Vu le décret n° 89-631 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-513 du 1er Septembre 1990 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-514 du 1er septembre 1990 organisant les Intérims des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 85-260 du 5 juin 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l de l'Etat ;

Vu le le décret n°90-420 du 30 juin 1990 relatif aux effets financiers des avancements des reclassements des révisions des situations administratives et des titularisations ;

Vu le rectificatif n° 87-420-PR-SGG du 14 Août 1987 au décret n° 86-877 du 18 juillet 1986 sur la prise d'effet financier des avancements et révisions des situations administratives ;

Vu l'Arrêté n° 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu l'arrêté n° 4040-MTPPS du 25 avril 1985 accordant un congé spécial d'exceptative de retraite de six mois à Mr. BIKINDOU (Eugène), Professeur Certifié de 8e échelon des services Sociaux (Enseignement) ;

Vu la demande de l'intéressé en date du 18 juin 1988.

DECRETE :

Article 1er : En application des dispositions du décret n° 82-256 du 24 mars 1982 susvisé notamment en son article 5 alinéa 1, un échelon est accordé à Mr. BIKINDOU (Eugène),

Professeur Certifié de lycée de 8e échelon indice 1680 des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services Sociaux (Enseignement)

Article 2: L'intéressé est promu au 9e échelon de son grade indice 1820 pour compter du septembre 1983 ACC : Néant.

Article 3 : Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990 susvisé, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Article 4 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée, sera publié au journal officiel.

Brazzaville, le 30 Octobre 1990

Alphonse Souchlaty POATY.-

Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de
la Sécurité Sociale,

Jeanne DAMBENDZET.-

ACTES EN ABREGE

INSCRIPTION AU TABLEAU

PAR ARRETE N° 2693 du 2 Octobre 1990, les fonctionnaires des cadres des catégories C et D (Branches Administrative et Technique) des postes et Télécommunications dont les noms suivent sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1989 comme suit :

CATEGORIE C - HIERARCHIE I
BRANCHE ADMINISTRATIVE
AGENTS D'EXPLOITATION
pour le 4e échelon à 2 ans

BIKOKELA (Solange)
MVILA-MIEKOUTIMA (André)
KOUBA (Omer)

BRANCHE TECHNIQUE
AGENTS DES IEM
pour le 4e échelon à 2 ans

MIFOUNDOU (Marguerite)
MOUPELE (Victor)
TONDELE (Henriette)

A 30 MOIS

LUMINGOU (René Barry)
MABIALA-NIATY (Jean)
NTSIKOU (David)

Pour le 5e échelon à 2 ans

MABOTO-MOUANYEME (Sylvain)

Pour le 8e échelon à 2 ans.

HEMILEMBOLO (Paul)

Pour le 10e échelon à 2 ans

MPASSI (Félix)
ONDZIE (Théordore)

HIERARCHIE II
BRANCHE ADMINISTRATIVE
pour le 3e échelon à 30 ans

MABANZA (Joseph)

Pour le 4e échelon à 2 ans

GANGA (Germain)
KINA (Marie Joseph)
MIADECA (Aloyse)

A 30 MOIS

KOUSSALOUKA (Marie Noëlle)
BABOUNDA née NKEAMBOULI (Eugénie-Séverine)

Pour le 8e échelon à 2 ans

DIATHOUD (Jean Baptiste)

BRANCHE TECHNIQUE
AGENTS DES IEM
Pour le 4e échelon à 2 ans

MILANDOU (Sébastien)

pour le 8e échelon à 2 ans

MAMBOU (Pierre)

CATEGORIE D - HIERARCHIE I
BRANCHE ADMINISTRATIVE
COMMIS
pour le 4e échelon à 2 ans

NGOMA (Fernand)
NIMI née DIMINA (Christine)
NKONDA (Sévérine)

A 30 MOIS

LOCKO-BIZANGOUDI (Jeanne)

Pour le 4e échelon à 30 mois

OKEMBA (Jean-Norbert)

Pour le 7e échelon à 2 ans

KIMINOU (Albert)

A 30 MOIS

DOUNOSSI (Christian)

Pour le 8e échelon à 2 ans

MABIALA (Jean Hilaire)

BRANCHE TECHNIQUE
AGENTS TECHNIQUE PRINCIPAUX
pour le 6e échelon à 2 ans

OYANDZI (André)

Pour le 9e échelon à 2 ans

KOUKOUTOU (Albert)

HIERARCHIE II
BRANCHE ADMINISTRATIVE
AGENTS MANIPULANTS
Pour le 4e echélon à 2 ans

MADIETA (Honoré)
MAGANGA (Jean-Claude)
NDEMBO (Julienne)
LOUHEMBA née NKOUNKOU-BALOUSSA (Jacqueline)

BRANCHE TECHNIQUE
AGENTS TECHNIQUES
Pour le 4e echélon à 2 ans

ENKO (Davy-Eugène)
GAKABAKILA (Marcel)
IVOUHA (François)
LOUHEMBA (Dominique)
NGOUABI (Jean)
NSONDE (Daniel)
PEMBA (Antoine)

Avanceront en conséquence à l'ancienneté à trois ans

CATEGORIE C — HIERARCHIE I
BRANCHE TECHNIQUE
AGENTS DES IEM
Pour le 4e echélon

BOUMOUNGA (Emile)

Pour le 5e echélon

BONZI (Antoine)

HIERARCHIE II
BRANCHE ADMINISTRATIVE
AGENTS D'EXPLOITATION
Pour le 4e echélon

BOUAMOUTALA née MASSAMBA (Jeannette)

CATEGORIE D — HIERARCHIE I
BRANCHE ADMINISTRATIVE
COMMIS
Pour le 4e echélon

BANSIMBA (Marguette)
TATY-LOUMBOU (Marie Nathalie)

PAR ARRETE N° 2696 du 2 Octobre 1990, Mr. GOMA (Jean-Ernest) agent des installations électromécaniques de 2e échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie II des postes et Télécommunication en service à Loubomo est inscrit au tableau d'avancement à deux ans, pour le 3e échelon au titre de l'année 1986.

PAR ARRETE N° 2698 du 2 Octobre 1990, Mr. GOMA (Jean-Ernest) agent des installations électromécaniques de 3e échelon de la catégorie C, hiérarchie II des postes et Télécommunications en service à Loubomo est inscrit au tableau d'avancement au titre de l'année 1988 pour le 4e échelon de son grade à deux ans.

PAR ARRETE N° 2800 du 11 Octobre 1990. Sont inscrit au tableau d'avancement au titre de l'année 1987, les Instituteurs des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent :

POUR LE 2E ECHELON A 2 ANS

KIYINDOU BANZOUZI (Cyrille-Mathieu)
DIMONEKELE (Joseph)
MBOUNGOU (Paul)
TINOU DOUGOMA (Toussaint)
MASSOUEMA (Raymond)
BOUDZOUMOU (Victor)
MBEMBA (Etienne)
NTSIETE MANANGOU (Marcel)
AMPION (Emile)
KIBILA TSIMBA née MBOMBI (Jeanne)
MOULOUNGUI née MADJINOU (Delphine)
NKOUNKOU MAMPOUYA (Célestine)
MOUSSOUNGOU (Vincent)
BIRINDA (Honoré)

A 30 MOIS :

DIAMBI (Guillaume)
TATY Gabriel-Julien)
KABOULOU MISSIE (Justine)
MASSENGO MBONDZAMI née BOUSSOUNGOU (Marie Brigitte)

Avancement en conséquence à l'ancienneté à trois (3) ans

POUR LE 2E ECHELON

BANGA (Grégoire)
KIMBOUALA (Rubens)
MALONGA MABIALA (Norbert)
MBOUNGOU (Yves)
MOUKASSA TSIBA (Fidèle)

NALOUHOUNA (Adople)
MAKANGA (Victor)
KITEMO (François)
MOUNDIONGUI (Gilbert)

PAR ARRETE N° 2803 bis du 11 Octobre 1990. Sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1988, les Instituteurs des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent :

POUR LE 2E ECHELON A 2 ANS

- AFOULATSAN née OSSONGA (Marie)
- BATOUMBA (Jean-Célestin)
- DOMINGUI (Dominique)
- Félix Tchikaya née BEKABEKA (Honorine)
- KIYINDOU (Auguste)
- KOMBO (Jean)
- MASSAMBA (Joseph)
- MIAMPIKA (Dominique)
- NKANZA née SEHOLO (Martine)
- ANDZOUANA (Théodore-Mathieu)
- EMPO (Domonique)
- GANDIO (Gabriel)
- KOKOLO (Luc)
- L E O (Albert)
- MAYETELA (Alphonse)
- MILANDOU (Marie joseph)
- TARAMOUROU (Bernabé)
- BOUITI (Pierre)

A 30 MOIS :

- BIBINDAS (Alphonse)
- GATSONGO (Hubert)
- MAHOUA (Noé)
- MAKITA (René Pierre)
- MBOU (Albert)
- NGONI née KINTSA (Martine)
- OKASSA (Daniel)
- K A Y A (Alphonse)
- GANDZOUNOU (Blaise)
- KINENGUE (Joseph)
- MAKAYA (Honoré)
- MAMPOUMA (Victor)
- MPOUAMBAMA (Pierre)
- NGOULOU (François)
- YEMBE (Michel).

Avancement en conséquence à l'ancienneté à trois ans.

POUR LE 2E ECHELON

- ANDONGUI née MASSIELE (Christine Germaine)
- BALOSSA (Jean Paul)
- GUETIENI (Ferdinand)
- KOUSSIKOU (Marc)
- MANTSIETE (Josep)
- NGUIE (Jules)
- MILONGO BILAYI NDOMBI (Philippe)
- BABAKISSA (Isidore)
- BAMBAKA (Jean-Pierre)
- KABA (Fidèle)
- MAKEMY (Edouard)
- MBOU Essie (Pierre)
- ZENGOMONA née NKOULA (Hélène)

PAR ARRETE N° 2810 du 12 octobre 1990, sont inscrits au Tableau d'Avancement au titre de l'année de 1987, les Sages Femmes Diplômées d'Etat des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique) dont les noms suivent :

POUR LE 2e ECHELON - A 2 ANS

BIKINKITA née MOUNSAMBOTE (Cécile)
ISSOKO née BARATI (Marie-Fernande)
KENGONDO née MUABE (Alphonsine)
LETEMBE-AMBILY (Esther Cathérine)
NDONGABEKA née YOCA (Marie Christine)
NTOUADI née OPOUCKOU (Alphonsine Claire)
OYERE née ONDONGO-SOUMBOU (Rosalie Célestine)
SABOUKOULOU (Marie-Jeanne)
TCHILOEMBA née MOUANGA (Louise)

A 30 MOIS

EKOUMOUA (Marie-Michelle)
GANDZIEN-ATIPO née NGALEFOUROU (Henriette)
GOMBE née MBOMA-OYOUBA (Suzanne)
MAKOSSO-TCHIZINGA née BOUITY (Marie Véronique)
MANGA (Marthe)
MASSENGO (Denise)
MAYALA (Célestine)
ONTSIRA née OUAMPANA (Hortense Mélanie)
SAMBA née N'SIKOU (Marie Cécile)
TOKANI née BONDOULOU (Jeannette)

POUR LE 3e ECHELON - A 2 ANS

BABOYA-MINYA (Rose)
BENGUE née OMOALY (Claudette Nicole)
ELLAT née YANDONGA (Madeleine)
ILONGA née MOUANDA (Julienne Louise)
LOUAMBA née NKONONGO-MOUTINOU (Marianne)
KITSOUKOU née MAKAYA DIBAKALA (Henriette)
MAKAYA née POATY-TONA (Georgette)
MANANGA (Honorine)
MODEDE née AKONO (Gisèle Arlette)
MOUSSAHOU (Florence)
NGALA (Henriette Irmine)
NGOUBELI née ILOKI (Yvonne)
NZALABAKA (Adolphine)
TATY-PAMBOU née TCHI TCHIETO (Marie Victoire)
TEKE née MABETA (Jeannette)
TSIMBA (Georgette)
VELBEL née MADZA (Jeannette Marie Francine)

A 30 MOIS

ESSAMI née TSE (Julienne)

BOUSSOUKOU née MATOUADI (Angélique)
EWANGO (Simone)
MINAMONA née GANGA (Agathe)
NZITA-BEHOUA (Josephine)
OMBODI (Bernadette)

POUR LE 4e ECHELON - A 2 ANS

ATIPO née TELO (Cathérine)
BIANKOLA née MATOUNGA (Elisabeth)
BONGOUALANGA (Cathérine)
ESSIMBIAMBOTI (Simone)
LOULENDO née GOMA MIATOUAMONA (Antoinette)
MALANDA née MFOUTOU (Madeleine)
MASSAMBA née BINGUILA (Joséphine)
MBEMBA née BENAZO (Antoinette)
MFINA née DIAMONEKA (Honorine)
NZOUSSI TSANGOU (Hélène)
OKOLA née ASSOUNGA (Bernadette)
OKOUO née LIBELIA (Marthe Marguerite)
ONAFOUZILAMIO née GANGA ZITOUKOULOU (Adèle)

A 30 MOIS

BAKONDOLO née BOUSSALAYOYA (Jeanne Flore)
BAKOULA née BIAHOMBA (Yvonne)
ELE née EBINDA (Antoinette)
EMOMPIEZ (Pulchérie)
GANGOUE née NDZELE (Madeleine)
GOMA ILAMA (Françoise)
GOUALA née OFFOUNDOU (Henriette)
KEHOUA née BOLEBANTOU (Rose Angèle)
MASSENGO née BANTOUARI (Rose)
MBOYO née MOMBAKAYA (Odette)
MUSINGUISA KINENGUE (Denise)
NGUIMOUKOULOU née NZOUMBA (Justine)
NKELLO née OSSONA (Anne)
OMBESSA nnée NSILOU (Alphonsine)

POUR LE 5e ECHELON - A 2 ANS

EBOUABA née NGASSAKI (Alice)
GANDALOKI née ONGOUALA (Léonie Thérèse)
GOMA née MONAMPASSI (Françoise)
MOTOPENZA née OSSOMBI (Marie)

A 30 MOIS

BIKINDOU (Bibiane)
DIANZENZA née ZEKAMOUINI (Marie Louise)
KANI née MOUNZENZE (Suzanne)

POUR LE 6e ECHELON - A 2 ANS

BEMBA née BAKELA (Pierrette)
BOUANGA (Jacqueline)
BOUNDA née MBINDA (Elisabeth)
KEMBE MALOBA née MONDAMBO-BANOUELE (Charlotte)
PASSI née NGOMA-MOUANGA (Albertine)

A 30 MOIS

NKOUMA née MOLINGO (Louise)
YIMBOU née NZIMBOU (Pauline)

POUR LE 7e ECHELON - A 2 ANS

KOUTSIMOUKA née BAYMISSA (Colette)

A 30 MOIS

BALLAY-MEGOT née NZOUNGOU (Angélique)
NTALOULOU née BABAKILA (Léonie)

POUR LE 8e ECHELON - A 2 ANS

YHOMBI-OPANGO née NGOLO (Marie Noëlle)

A 30 MOIS

SEGGA née MATASSA-DIKAMONA (Anaëlle)

POUR LE 10e ECHELON - A 2 ANS

MIKOUIZA née MIAKAIZILA (Georgine)

Avanceront en conséquence à l'ancienneté à trois ans :

POUR LE 2e ECHELON

BOUANGA (Marie Thérèse)
GOMES ESPOIR née TOTO (Marthe)
MAVOULA MASSAMBA née BAGHAMBOULA (Pauline)
OCCO née MONISSIA (Joséphine)

POUR LE 3e ECHELON

ETOULA née LEWALEBALI (Emilienne)
MABIALA née BANOUELE (Christine)
MBOUNGOU née KOUMBA (Elisabeth Marthe)

POUR LE 4e ECHELON

MANTSANGA née MOUNKOKA (Céline)
NTALANI née BETOU-NAPKA (Solange Gabrielle).

PAR ARRETE N° 2814 du 12 octobre 1990, sont inscrits au Tableau d'Avancement à 2 ans au titre de l'année 1988, les Adjudants des cadres de la catégorie B, hiérarchies I et II des Douanes dont les noms suivent :

CATEGORIE B, HIERARCHIE I
POUR LE 2e ECHELON A 30 MOIS

NSOUKOUNOU (Dominique)

CATEGORIE B, HIERARCHIE II
POUR LE 3e ECHELON A 2 ANS

DZIKA (Edmond)
KITSOUKOU (Ferdinand)
DIMINA (Basile)
MABANZA (Daniel)
LOUBASSOU (Honoré)

POUR LE 3e ECHELON A 30 MOIS

MASSAMBA (Joseph)
MBON (Jean)
MBOUMBA (Zéphirin)
NZANZOU (Albert)
SOUNGA (Philippe)
SAMBA (Antoine)
NKELA-KOLA (Léopold)

POUR LE 4e ECHELON A 2 ANS

LOUBASSOU (Honoré)
MAZIKOU (Sébastien)
NSIETE (Daniel)
OTOUMOU (Raoul)
KIBALA (Michel)
NGAFOULA (Emile)
SITA-BITORi (Léonard)
NZOBANDOKI (André)

POUR LE 4e ECHELON A 30 MOIS

MALONGA (Maurice)
NZAOU (Victor)
BOUNDA (Rachelle)

POUR LE 5e ECHELON A 2 ANS

BANZOUZI-MOUANGA (Jean Claude)
MOUZEMBO (Claude Antoine)
BIASSALOU (François)

POUR LE 6e ECHELON A 2 ANS

A Y A (Constant)
BANZOUZI (Philippe)

POUR LE 8e ECHELON A 30 MOIS

MAMPOUYA (Albert)

POUR LE 10e ECHELON A 2 ANS

DOUKA-ONDENDY (Louis Magloire)

Avanceront en conséquence à l'ancienneté à 3 ans :

CATEGORIE B, HIERARCHIE II

LES-SACS-MAKOUBA (Jean-Baptiste)
TSIKA-MOUKOUTI (Jean)
SENSO (Guy-Blaise)

PAR ARRETE N° 2817 du 12 Octobre 1990, sont inscrits au tableau d'avancement à 2 ans au titre de l'année 1988, les Assistants Techniques Principaux cadres de la catégorie A, hiérarchie I I du Corps des Chercheurs et Techniciens de Recherche du Personnel de la Recherche Scientifique dont les noms suivent :

Pour le 2e échelon

Mm. DIAFOUKA (Alain-Jean Pascal)
MALANDA (DAniel)
BAYITOUKOU (André)
MATINGOU (Jean-de-Dieu)

Mlle SAMINOU (Odile- Clarisse)

Pour le 4e échelon

Mr. MBOUSSI (Gaston)

Pour le 8e échelon

Mr. GANDZIAMI (Sylvain)

PAR ARRETE N° 2822 du 12 octobre 1990, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l "année 1987, les Instituteurs des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignements) dont les noms et prénoms suivent :

Pour le 2e Echelon à 2 ans :

BOUMBA (Gabriel)
MALONGA (Félicité-Yolande)
OKONZA (Jérôme)
MORONINGA (Simon)
LENGOLI (Réné)
BAZOVAYE
KIMFOKO (Gilbert)
GUIMBI (Laurent Edouard)
BAKELANA Gracia)
LOUBAYI (Sylvestre)
MONTALI
PANDZOU-NGOULOU (Marie Aristide)
NGATSIELOU (Casimir)
MAMPOUYA (Ange)
TSAKALA (Théophile)
LASCONY (Blaise)

NGAMAMBA-NZIAKOLO née LEMBE (Germaine)
MBAMBI BOUKA (Auguste)

Pour le 2e échelon A 30 mois :

NGOUALA (Philippe)
EKOTO née LOPANDZA (Pascaline)
MOUMBOULI ETOU (Maurice)
NIEMET NGOUNGA (Lydie-Henriette)
LOUEMBA (Joseph)
NGABOMI EBIURA (Isidor)
BASSANSOUMOUNA (Daniel)

Avanceront en conséquence à l'ancienneté à trois ans

Pour le 2e échelon

MYENAGHATA (Joseph)
NGOKABA Raoul)
LOUELE (Benjamin)
PIHI SAMBALA
MIAKANDA (Jean-Marie)
NZINGOU BOUANGA
MELENGUI MOUAKOMBE (Liliane Yvonne)
WANDO OBAYA (Daniel)

PAR ARRETE N° 2902 du 19 octobre 1990, Mme NSOUNGA née BATANGOUNA (Victorine), Institutrice de 1er échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville, est inscrite au tableau d'avancement au titre de l'année 1982 pour le 2e échelon de son grade à deux ans.

PAR ARRETE N° 2904 du 19 octobre 1990, Mme NSOUNGA née BATANGOUNA (Victorine), Institutrice de 2e échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement), en service à Brazzaville, est inscrite au tableau d'avancement au titre de l'année 1984 pour le 3e échelon de son grade à deux ans.

PAR ARRETE N° 2906 du 19 octobre 1990, Mme NSOUNGA née BATANGOUNA (Victorine), Institutrice de 3e échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville, est inscrite au tableau d'avancement au titre de l'année 1986 pour le 4e échelon de son grade à deux.

PAR ARRETE N° 2908 du 19 octobre 1990, Mme NSOUNGA née BATANGOUNA (Victorine), Institutrice de 4e échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville, est inscrite au tableau d'avancement au titre de l'année 1988 pour le 5e échelon de son grade à deux ans.

PAR ARRETE N° 2912 du 20 octobre 1990, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1988, les Adjoints Techniques des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services techniques Travaux Publics dont les noms suivent :

POUR LE 2e ECHELON A 2 ANS

TCHINIANGA TCHIBOUANGA (Blaise Pascal Célestin)

A 30 MOIS

MAMATA (Louis)

POUR LE 3e ECHELON A 2 ANS

MONIAKA NIEME
BATOLA (Noëlle Emilienne)
BAKOUNDELE (Jérôme)

A 30 MOIS

KAYA (André)
KOMBO BONZA (Omer)
SABOUKOULOU (Raphaël)
MPOUNI (François)

POUR LE 4e ECHELON A 2 ANS

TSATY (Calice Maurice Presley)
BOUANGA (Philibert)
LOULENGO (Guillaume)

POUR LE 6e ECHELON A 2 ANS

MAKOUMBOU (Félix)

POUR LE 8e ECHELON A 2 ANS

ZABIKISSA (Etienne)

Avanceront en conséquence à l'anncenneté à trois ans :

POUR LE 3e ECHELON

MABIKA (Célestin)

POUR LE 7e ECHELON

MPIOU (Grégoire)

PAR ARRETE N° 2929 du 23 octobre 1990, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1989, les fonctionnaires des cadres des catégories A2 et B de l'Information dont les noms suivent :

CATEGORIE A, HIERARCHIE II
JOURNALISTES NIVEAU II
POUR LE 2e ECHELON A 2 ANS

MIEKAKOLELA -SABOU (Fulbertine)
BETOU-BAUCOT (R. Rolland)

POUR LE 3e ECHELON A 30 MOIS

KOUNKOU (Joachim)
ZOLA (Edouard)
TSOUBA (Gérard)

POUR LE 4e ECHELON A 30 MOIS

GOUAKA (Raymond)
LOUKAKOU (Théodore)
BANONGO (Sylvestre)
MAKOUNDOU (Félix)

POUR LE 5e ECHELON A 2 ANS

LOUNGARY (Sébastien)
NZONZA (Charles)
OSSIA-BECAUD (Gilbert)
MOUYAMBALA (Antoine)
MIKOUNGUI (Michel)

POUR LE 6e ECHELON A 2 ANS

KETO (Georges)
BAKABADIO (Bernard)
TSIDEKELE (Pauline)
ATARABOUNOU (Jean)
NKALLA-LAMBI
MOUSSALAVE (Emmanuel)
NZEBET (Jeanne)
KIALA MATOUBA (Emmanuel)

POUR LE 7e ECHELON A 2 ANS

SAMBA née KIDIBA (Anne Marie)
MPAN (Joseph Gaspard)
EWOLO (Lucien)
MAYELELE (Prince)

POUR LE 8e ECHELON A 2 ANS

MBEYET (Adrien)
NGAVOUKA (Albert)

POUR LE 9e ECHELON A 2 ANS

BAYACK (Germain)

INGENIEURS DES TRAVAUX
POUR LE 2e ECHELON A 2 ANS

ZOMAMBOU-BONGO (Georges Thiery David)
BONGO-MAFOUTA

A 30 MOIS

NTEKISSA (Romuald)

POUR LE 3e ECHELON A 2 ANS

TSOUNGA (Albert)
MBINGOU (Laurent)
AWOUE (Emile)
NGAMBOLO née PINTO (Béatrice)
BINDIKA (Marcel)
NDAMBA (Paul)
AMPIEH (Calvin)
NZAOU GOMA (G. Ulrich)
NGALEKIRA-OBIE (Frédéric)
MABIALA (Léonard)
MASSAMBA (Denis)
MOUHOUELI (Martin)
BIMANGOU (Prosper)
GAFOULA ODZOUA (C. Liévain)
NGOUAKA (Emmanuel)
MITOUANSAMOU (Frédéric)
DIELLE (Joseph)
NTALANI (Dominique)
MABONZOT née ALOGAFA (Véronique)

POUR LE 4e ECHELON A 2 ANS

BOURDOU (Jean Basile)
KOUNGA (Grégoire)
MOZIKA (Gaspard)
DIAKOSSAMA (Nestor)
MPESSE (André)
MASSAMBA (Pierre)
INGATA (Lazare)
NDZILA (François)
MAHOUNGOU (Jean Chrisostome)
LOSSOMBO (Félix)

POUR LE 4e ECHELON A 2 ANS

NYAMBI (Madeleine)
KOUBEMBA (Marie Joseph)
NGALOUO (Joseph)
BATELAMIO (Thérèse)
AMBANGOU (Alexandre)
DOSSOA (F. Xavier)
BOZOME-MESSONG (Octavin)

A 30 MOIS

ONDONGO-AKONDZO
DOUMA (Pierre)
KOKOLO (Jacques)
BEMBA (Etienne)
NGANKIMA (Basile)
BEMBA née MIEMOUKANDA (Emilienne)
KOULOUGA (Ferdinand)
MIALOUNDAMA (Antoine)
DON-ETOM (Jean Clair)
MAYEMBO LOUTADIO (François)
BONDAYI (Michel)

POUR LE 5e ECHELON A 2 ANS

ENDOMBE (Siméon)
MASSENGO (Olivier)
TSIBA (Pélagie M. Reine)
S I E (Henri)
KABAZOLAKO (Maurice)

BATOLA (Pierre)
NGOTENI (Célestin)
KIVOUELE (Nicolas)
KAZOUNA (Théodore)
BALONGANA-NZALABAKA (Bernadette)
NZOUZI (Norbert)
BAKOULA (Jacques)

POUR LE 6e ECHELON A 2 ANS

SITA (Germaine)
NZAMBI (Gaston)

POUR LE 7e ECHELON A 2 ANS

OSSEBI (Etienne)
MPEDO (Gaston)
ONGUET (Blaise)

POUR LE 8e ECHELON A 2 ANS

NDOUDI (Alphonse)
BOUNDZOU (André)
TSINDA (Gilbert)
OLESSA (Alain Joseph)

POUR LE 9e ECHELON A 2 ANS

NDEMBI (Paul)

POUR LE 10e ECHELON A 2 ANS

MATSOKA (Samuel)
NGAYI-VOUEMBE (Cyrile)

CATEGORIE B, HIERARCHIE I
JOURNALISTES NIVEAU I

POUR LE 2e ECHELON A 2 ANS

LOUMPANGOU (Marcelline)
NZOUNGOU (Alphonsine)
NGONGO (Jeanne)

POUR LE 3e ECHELON A 2 ANS

BANZOUZI (Alexandrine)
MOKOKO (Stanislas)

A 30 ANS

MBIKA B. (Rock Trésor)
MOUKOUBA (Paul)
TSELANTSELE MONGO (Jean)
NDZOUA (Adolphe)
KOMBO (Alphonse)
MABIALHAT (Guy)

POUR LE 4e ECHELON A 2 ANS

BOUMBA PAKA (Angélique)
BASSINGA (Jean Baptiste)
ASSI (Françoise)
BAHOMBESSA (C. Béatrice)
BATANZIAMI (Jean)
MANTELE (Bernard)
BIYOKO (Grégoire)
MAPA (Jean-Claude Moïse)
MAONKOURI (Cécile)

POUR LE 4e ECHELON A 2 ANS

PAKA (Elisabeth)
MBANI ESSIE (J. Henri)
OKAMBA (Louis)
NGASSAKI-OBANDA (P. Michel)
OGNIMBA (F. Albertine)
MOUNKALA (François)
OBONGO (Basile)
KINTOMBO (Thomas)
ITOUA (Joseph Fortuné)
KAKY (V. Sylvie Irène)
BANIMBA (Noël Gaston)
MASSENGO (Alexandre)
OBAMBE (Raymond)
NGAYALA-MASSIMO (François)
BANZOUZI (Philippe)
BEBY-MEBO (Joseph)
MOUYENI (Jean)
AKOUALA-DOUNIAMA
MAWOKA DEMBA BOWALA
BALOSSA I. (M. Berthe)
BASSOUMBA (Boniface)
NDINGA (Alphonse)
GANGA-MANDZA (Bernadette)
IBAKA (L. Françoise)
MOUKONO (Anne-Célestine)
MAFOULA (Anatole)
NZILA (Paul)
MOUELE (Pascal)
BOUKOU (Alphonse)
ONTSIA (Jean Pierre)
MVILA (Alphonse)
NTEDIMINA (Pélagie)

A 30 MOIS

IPENDA (Pascal)
BAKALA (louis-Bernard)
EMPOUA (Bernard)
GOUMA-MANGOUBI (Antoine)
MAKOUNDI (Thérèse)
BALAMFOULA (Blaise)
NZAKOU (Albert)
ASSENGO (Léonie Clémence)
LOUKOKOBI (Jules)
BOUANGA (Joséphine)
LOUHOUNOU (Eugène)
TSIBA (Gabriel)
IKIENE (Paul)
KANGA (Basile)
NKOUNKOU (Marcel)
OSSALE-KEKE (Mathieu)

POUR LE 5e ECHELON A 2 ANS

GAMPAKA (Eugène)
BAZOUNGOULA (Noé)
MFROUNGA (Fidèle Gaétan)
NTADI (Marcel)
MALANDA (Michel)
NIMI (Philippe)
DZAO-TSIE (F. Ghislain)
DIELLE (Joseph)
ELENGABEKA (Joseph)
NZONGO-BITEMO (Jean-Pierre)

A 30 MOIS

GOMA (Jean Claude)
LOUKOU (Pierre)
MAVOUNGOU (Innocent-Georges)

POUR LE 6e ECHELON A 2 ANS

MOKA-MOKOYO (Hugues)
GOUAMA (Joseph)
MANGANDZA, née BAYI (Marie)
MASSAMBA (Bernard-Armand)

A 30 MOIS

NGAMAGNIE-TSOUMOU (Lucienne)

POUR LE 7e ECHELON A 2 ANS

OBOULHAS (Maurice)
BASSA-NGOUALA (L. Prosper)
KALAFOUA (Patrick)
ONGANGUE (Laurent)
EKONGOLOKO (Gilbert)
EKANGA (Jean Marie)

POUR LE 8e ECHELON A 2 ANS

BAMBI (Jean Guy)
OKOBE (Hilaire)
O K O (Sébastien)
P O U A (Albert)
SOSSONI-ODOU (Joseph)
MILONGO (Joachim)
NDONGO (Valentine)
MBOUNGOU MOUTADILA (Bernard)

ADJOINTS TECHNIQUES

POUR LE 2e ECHELON A 30 MOIS

LOUBAKI (Joachim)

POUR LE 3e ECHELON A 30 MOIS

BIANY (Bérin-Polycarpe)

POUR LE 4e ECHELON A 2 ANS

DIANZINGA (Casimir)

A 30 MOIS

BALEKETA (Genevieve)
ELONGO (Dominique)
GAZANIA (D. Félicien)

POUR LE 5e ECHELON A 2 ANS

NGAPOULA (Claude)
TOLO (Alphonse)
BABOUANA
MALONGA (Vincent)

POUR LE 6e ECHELON A 2 ANS

NGANTSELE MIET (Sébastien)
TCHISSAFOU-GOMA (Auguste)
MATOKO (Maurice)
NZOUROUMBI (Anne)

POUR LE 7e ECHELON A 2 ANS

YOMBI (Dominique)
ASSEMBE (Casimir)
NTOUMI (Andoche)

POUR LE 8e ECHELON A 2 ANS

MAMPOUYA née MAYASSI (Françoise)
NGASSI (Séraphin)

Avanceront en conséquence à l'ancienneté à trois ans :

CATEGORIE A, HIERARCHIE II
JOURNALISTES NIVEAU II

POUR LE 3e ECHELON

EBOUE (Georges)

POUR LE 5e ECHELON

ZINGA (Lopes-André)

POUR LE 6e ECHELON

GANGOYE (Antoine)

INGENIEURS DES TRAVAUX

POUR LE 3e ECHELON

KOUNINGUISSA (Albert)
LOKO née NDOUNDOU (Jacqueline)
OYOUBOUNZO (Georges)
AMEGBOH MESSANVY (Georges)
NDOUMA (Charles)

CATEGORIE B, HIERARCHIE I
JOURNALISTES NIVEAU I

POUR LE 4e ECHELON

NGALA (Marie-Joseph)
NKOUNKOU (Pascal)
DIANGA (François)
ADELEMONE MPASSI
SUNGA (Julienne)
KOUMOU (Angélique)
MABOUNDOU (Jean).

ARRETE N° 2938 (TABLEAU)

PAR ARRETE N° 2943 du 23 Octobre 1990, Mr. BATA NGOUNA (Joseph), Maître de 1er échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Techniques de l'Imprimerie, en service à l'Imprimerie Nationale du Congo, est inscrit au tableau d'avancement au titre de l'année 1983 pour le 2e échelon de son grade à deux ans.

PAR ARRETE N° 2945 du 23 octobre 1990, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1989, les fonctionnaires des cadres de la catégorie AII et B des Services Techniques (Statistiques) dont les noms et prénoms suivent :

CATEGORIE A, HIERARCHIE II
INGENIEURS DES TRAVAUX STATISTIQUES

POUR LE 2e ECHELON A 2 ANS

MBOUNGOU (Jean Alfred)
MPEMBA (Romain)
NKOUKA (Jean Claude)
MATONDO (Simon)
MANANGA SANGTOU (Apollinaire)
LOUEMBA PAMBOU
MINDZELE (Franois Christian)
NGUIMBI (Boniface)
KIBONGUI (Didier Blaise)
BATADILA (Emmanuel)
NTSATOUABAKA (Jean Franck Charly)
SOUSSA (Louis)
IBATTA (Jean Marie)
MOUTOUNGA (Sylvère)
VOUIDIBIO (Joseph)
KADIABENOKO (Denis)
AVEDANG NGOUANA (Lucien)

A 30 MOIS

BOUNGOU (Jean Claude)
MATOKOT (Esther NSONA)
LOUHEMBA (Philippe)
MASSAMBA (Hilaire)
TSOTA (Albert)

POUR LE 3e ECHELON A 2 ANS

NSOULOUKA (Eugène)
SAMBA (Albert)

A 30 MOIS

MAKOUANGOU (Jean)

POUR LE 4e ECHELON A 2 ANS

MADZOU-TOUTOU (Pascal)
NGOULOU (Martin)
NGOMA (Jean)
MANZIKA (Grégoire)
OUABALOUKOU (Paul)

POUR LE 5e ECHELON A 2 ANS

KOUTAMBAKANA (Jean Baptiste)
SAMBA DIAT SAMBA (Albert)
PENATH (Nestor)

POUR LE 6e ECHELON A 2 ANS

MATAMONA (Michel)
YOULA (Georges)

POUR LE 7e ECHEON A 2 ANS

MASSENE (Emmanuel)
BACKOLAT (Ghislain Salomon)

CATEGORIE B, HIERARCHIE I
ADJOINTS TECHNIQUES
POUR LE 3e ECHELON A 2 ANS

KIMVIDI (Raymonde)

POUR LE 4E ECHELON A 2 ANS

YADEMENEBIO (Dominique)
MABA (Honoré)
MAHOUNGOU (Nicaise)
MIERE (Rigobert)

POUR LE 6e ECHELON A 2 ANS

GOMIS PELETY (Daniel)

POUR LE 7e ECHELON A 2 ANS

NGOUAKA-NGOULOU (Joseph)

POUR LE 9e ECHELON A 2 ANS

NGOULOU (Gabriel)

CATEGORIE B, HIERARCHIE II
ADJOINTS TECHNIQUES A 2 ANS

ODZABO (Louis)

POUR LE 3e ECHELON A 2 ANS

KOUENDOLO (Pascaline)

POUR LE 4e ECHELON A 2 ANS

LOULENDO (Gisèle)

POUR LE 5e ECHELON A 2 ANS

EKA[illegible] (Dominique)

POUR LE 8e ECHELON A 2 ANS

MBELA[illegible] (Maurice)

POUR LE 9e ECHELON A 2 ANS

GOMO (Jean Pierre)

Avancement en conséquence à l'ancienneté à trois ans :

CATEGORIE A, HIERARCHIE II
INGENIEURS DES TRAVAUX STATISTIQUES

POUR LE 2e ECHELON

ZINGA-BOKASSA (Sylvain)

POUR LE 5e ECHELON

GOUMO (Charles).

PAR ARRETE N° 2964 du 29 octobre 1990, Mme OYERI née NTSAYI (Marthe), Vérificateur de 1er échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie II des Douanes en service à la Direction Régionale des Douanes à Brazzaville, est inscrit au tableau d'avancement à deux (2) ans au titre de l'année 1987, pour le 2e échelon de son grade.

PAR ARRETE N°2989 du 26 Octobre 1990, sont inscrit au tableau d'avancement au titre de l'année 1989, les fonctionnaires des cadres de la catégorie C des Services Administratifs et Financiers SAF. (Travail et Administration Générale) dont les noms suivent :

ADMINISTRATION GENERALE
HIERARCHIE I
Secrétaires d'Administration
Pour le 2e échelon à 2 ans

- BONBONGO (Yves)

Pour ler 3e échelon.
A 30 Mois.

- NIANGOULA née GONGO (Antoinette)

Pour le 4e échelon à 2 ans.

- ONDOUMBOU (Timothée)
- NTSOUMOU (Jean Claude)
- SALABA (Charlotte)
- MALELA (Marie Antoinette)
- TCHOUBOU née LOUBASSOU (Honorine)

A 30 MOIS

- NGUEMPIO née MONANGA (Hortense)

Pour le 5e échelon à 2 ans.

- NTSOUROU (Sébastien)

Pour le 6e échelon à 2 ans.

- MOUSSOUNDA (Dominique)

A 30 MOIS.

- GOMA - PAMBOU (Laurent)

Pour le 7e échelon à 2 ans.

- NKOUNKOU (Grégoire)
- BOUNSANA (Ignace)

Pour le 8e échelon à 2 ans.

- LEBOSSO OYENGA (Jean Rachel)
- NKOUNKOU (Jonas)
- NTEKE (David)
- BEMBA (Alphonse)
- NKOUA (Fidèle)
- TEHOLO (Thordore)
- BAUGNAMBE (Henri Michel)

A 30 MOIS.

- DITALA (Moïse Alain)
- GOMA (Joseph)

Pour le 9e échelon à 2 ans

- MABIALA (François)
- MAMOYE (André)

A 30 MOIS.

- MALAPOU (Désiré)
- MOUNDELE (Emilienne)
- MIERE (Jacques)

AGENST SPECIAUX :
Pour le 3e échelon à 2 ans.

- LOUKOUAMOU née KETA (Firmine)

Pour le 6e échelon à 2 ans.

- KOLLO (Laurent)

Pour le 9e échelon à 2 ans.

- BAKANA (Etienne)
- GOLENGO DA - MAYE
- NGOMA (Grégoire)

Pour le 10e échelon à 2 ans.

- MOKIANGO (Nestor)

HIERARCHIE II
TRAVAIL
Contrôleurs

Pour le 8e échelon à 2 ans.

- ZOULA née EBAKA (Alphonsine)

Pour le 9e échelon à 2 ans.

- NGOUNDA (Yves)
- MAHOUNGOU (Gilbert)

ADMINISTRATION GENERALE :

Secrétaires d'Administration.
Pour le 2e échelon à 2 ans

- MBANI (Marie)
- OBONE (Cathérine)
- SAMBA Solomé)
- TCHIKAYA (Marinette Brigitte)
- MOUNZENZE (Augustine)
- BINGUILA (Alphonsine)
- BAKALA (Colette)
- GOKELE (Margueritte)
- KOKOLO (Henriette)
- NGAYUINA (Clémentine)
- NKOLI Eveline)
- BAYIDIKILA (Léonie Rustique)
- MAYOUNGA (josephine Adelaïde)
- MONGO (Martial)
- NDENIAMA (Antoinette)
- MBOUABOUA (Pauline)
- ONTANGO (Germaine)
- MILANDOU (Pauline)

Pour le 2e échelon à 2 ans

- LELO née LEMBE YOBA (Odette)

Pour le 2e échelon

A 30 MOIS.

- TSINKOUDA Hortense)
- GOLAN (Marie)
- OKOULATSONGO (Emilienne Lydie Françoise)
- LEPHO (Solange Rose)
- LOPEZ DOMINGOS NGWEZO FATIMA
- SILAHO (Antoinette)
- ASSOUNGA (Yvette)
- YOUNGUI (Hélène)
- NTSIMBA (Eulalie)
- ABAHOU (Brigitte)
- NGAKEGNI (Péa)
- AYAENDA (Raymonde)
- BOFILELA (Madeleine)
- BOUTANDOU Madeleine)
- BASSA-BAFOUNDISSA (Léontine)
- MAMPEMBE (Véronique)
- BIYELA (Béatrice)
- LOUTANGOU (Antoinette)
- NGOUEMBE (Yolande)
- OWASSA POUROU (Aimée Patricia)
- NGANIA (Elisabeth)
- SOUA (Agnes)
- MAVANGA (Céline)
- MITOUMOUNA née MALONGA (Alphonsine)
- PANGHO SOUNGOU (Adèle Parfaite Edith)
- NDZESSENGUE (Victorine)
- AKIANA née AMBEMBE (Madeleine)
- PEMBA (Odile)
- TCHITOULA BATCHYS (Victorine)
- LOUSSAKOUENO (Rémy)
- MOUNKASSA Née NGALI (Marie Anne)
- NGOUNGA Géorgette)
- BOUELO (Pauline)

Pour le 3e échelon à 2 ans.

- ATOA née EKIKA (Albertine)
- BOUTOUKANAYO (Théodore)
- MIAKATSINDILA (Victore)
- MABOYI - GUYE (Romaine)
- NIADZINI (Ferdinandine)
- MILANDOU- NKIKABAKA (Philomène)
- NKOUNDI Christine)
- NDOLOUMI (Angélique)
- BISSOUKA (Julienne)
- BOMBO Tecle (Caroline)
- BOUESSE Adelphine)
- KINTEBE (Josephine)
- KOUBINDAMANA (MAdeliene)
- KOUBOULOU (Marie Madeleine)

POUR LE 3E ECHELON A 2 ANS

- MAKIMINA (Hélène)
- MANOMBA (Marie Jeanne)
- MIAKALOUHA (Albertine)
- MOUKALA (Thérèse)
- MOUKOUAGHATA (Agnes)
- MBOUMBA Bernadette)
- NKOU (Odile)
- MPASSY (Madeleine)
- M'POPA (Léa Béatrice)
- NGOMA - OUADIABANTOU (Joséphine Mélanie)
- NOLLA (Anastasie)
- BOUEYE née TSAKA (Cécile)

- BOUEYE née TSAKA Cécile)
- YALA (Victorine)
- LOUZOLO (Elise)
- MAMBOU (Léonie Brigitte)
- NKOUKA (Béatrice)
- ZALABAKA - NSOUNDA (Célestine)
- KOUSSOU (Marianne)
- KAKA (Marie Jeanne)
- KANOUKOUNOU (Isabelle Aurélie MArie Louise)
- BOUMBA MAKAYA (Honorine)
- MIENANDI (Célestine)
- IGNONGO (Marie Hélène)
- NTOH (Céline Mélanie)
- ONDJOUBA (Julienne)
- PEPELE Georgine)
- NGOMA MPOUZI (Ruth)
- BAOUIDIBAKA (Colette)
- ENIAKA (Henriette)
- GALIFOUROU (Emilienne)
- MALONGA (Gisèle Oluvelie)
- OLONIOUA née VAYIKION (eugènie)
- KIMBEMBE (Colette)
-BONAZEBI (Ignace)
- BANDZOUZI (Fierrette)
- SOMBOKO (Simone)
- MOUKOLO (Berthe)
- NGANTSELE (Victorine Marie Béatrice)
- NIAMBA (Victorine)
- BAKOUETA (Rose Marie Nathalie)
- OKOUA (Annie Rachelle Solange)
- PEMBE - KOUMBA (Germaine)
- ANDO (Pauline)
- KONGO (MArgueritte)
- MAOGNA (Elise)
- SIKOU (Valentine)
- MBONGOTSANDA (Alphonsine)
- LOKO (Fidèle Bernadette)
- MALONGA (Edith Flore)

A 30 MOIS

- MACKA - MFOUROU (Béatrice)
- MAWENGUE (Bienvenue Sophie)
- MABICKA (Odette Nelly)
- MFOUTOU (Céline)
- BAGHANA (Viviane Eugenie Florentine)

Pour le 3e échelon

- MALANDA (Félix)
- MBOUALA (Victorine)
- MILANDOU NGNODI (Monique)
- MALAMBE (Philomène)
- NGOULOU Augustine)
- BAKEBE (Henriette)
- DIASSOUKA (Julienne)
- TOUNGOU (Annie Florence Chantale)
- NAOUENANDI (Marcelline)
- NZELI (Emilienne)
- FOUEMINA (Anne)
- LOUSSEMBO (Monique)
- ANGANDE (Véronique)
- BADIATA (Philomène)
- BIBATIKANI (Jean Pierre)
- MABOUROU (Angélique)
- BOUNSANA (Cécile)
- MBELLA (Marie Noêlle)
- KIHOULOU - LOUYA (Bernadette)
- MFOUTOU (Cécile)
- TSIMBI (Elisabeth)
- SELLOT (Anne Marie)
- ODION (Hélène MArie Elise)
- ENGAYE (Delphine)
- LOUFOUKOU (Charlotte
- SOMBOKO (Jeanne)
- LEFOUROU (Martine Dénise)
- BALAME (Léontine)
- NTIMINI (Julienne)
- MASSAMBA (Christine)
- MATIO (Michelinne)
- NGAMBOU (Angélique)
- NGAMPILA (Alphonsine)
- SANTOU (Anne Marie)

Pour le 4e échelon à 2 ans.

- NKOUKA (Augustine)
- GALIDZI Marie (Génévième)
- MAKAYA (MArie Génévième)
- BOBEKA - DANGA Christine)
- NDEBEKA (Jeanne)
- BABINDAMANA (Hélène)
- EBENGUE (Louise)
- ONGANGUE (Ruffine)
- MOUSTSAMANGOYI (Suzanne)
- NSOUNGUI (Bernadette)
- EGNIE (Jeanne)
- BOSSIMBA - BOKOKOUMA (Marie Célementine)
- MIANGOUNINA (Elisabeth)
-NGAMVOUELE (Thérèse)
- NIAKOU née BALOUBOUKA (Pauline)
- BABAKISSINA (Béatrice)
- BAKOUA (Hortense)
- BAKOUETELA (Jacqueline)
- BATAMIO née NZAMBI KOUAZOLOLO
- BATI (Josephine)
- BIFOUMA (Georgette)
- BIKINDOU (Caroline)
- BILONGO (Nadine)
- BILONGO (Léonie)
- BILONGO (Justine)
- DANDOU née NTSONA (Elisabeth)
- DIAOU (Cloltide)
- GAKOSSO (Hélène Béatrice)
- HOUMBA (Félix)
- IBARA (Geogette)
- IGNIANGA (Yvonne)
- IKOUMA (Marie Thérèse)
- IMONGUI (Anne Marie)
- JEMES (Alphonsine)
- KOULA (Adelphine)
- KOUSSOUINGA (Célestine)
- LOUTANGOU (Léonie)
- LOUTAYA (Cécile)

- MALONGA-MAKIZA (Cécile Armand)
- MAMPEMBE (MAdeleine Christine)
- KOUKA-LOUKOUZI (Blanche Madeleine)
- MIANDZO (Georgette)
- MOUSSIESSE (Albert)
- NGAMBOUMA (Victor)
- NGOMBA (Cathérine Anne Marie)
- NGOMAO-NGALENTSE (Bernadette)
- NGOMBO (Cathérine)
- NSAN (Simon)
- KOUATAMA (Isabelle)
- NYEKIRI (Claudette)
- OSSELE (Marie Josephine)
- OTSANA (Françoise)
- OBAMBI (MArie)
- PINTO - PEMBE (Palmira)
- NGAMBANI (Colette Jevenia)
- SAKA (Emilienne)
- SAMBA (Amedée Béatrice)
- SAMBA (Christine)
- PONGUI (Emilienne)
- TSAMOUNA (Philomène)
- BANZOUZI Alphonse)
- TSIETE (Josephine)
- YOUOBOUGANI (Henriette Rosalis)
- ONDZOGONDAKO (Louise)
- MONDZOULA (Antoinette)
- BOUMBA (Jonas)
- LEKO Simone)
- KAPINGA - MWAMBA (Régine)
- MAYOULOU (Emilie)
- NIANGUI - MANTSILA (Louise)
- PAPANDI (Marie Pascalne)
- SIMBOU (Claudine Carolle)
- MALEKA (Bernadette)
- BOUNDZEKI (Bernadette)

Pour le 4e échelon à ans

- MOLOMBA (Marie Solange)
- NGUENA (Yvonne)
- OBAMBI (Angéline)
- LEMBE (Delphine)
- EGNIE (Pauline)
- SANTOU (Jeanne)
- BOUNDA née IBIATSI (Philomène)
- BHALAT née KOUTSIMOUKA (Gilbert)

A 30 MOIS

- NTSALA (Pauline)
- NKAZI (Régine)
- EWENKENGA (Monique Irène)
- BAKOUETILA (Bernadette)
- BAKANA (Faustine)
- BANSIMBA (Charlotte)
- BIBOUSSI (Adèle)
- DIANGANA (Romaine)
- FOURIKA (Monique Honorine)
- LETSIMO IKO Norbert)
- LOUEZI (MArie Agnès)
- MBASSANI (Antoinette)
- MOMBOULI née OUENAZA (Micheline)
- NGANGA née BOKOLO (MArie Nadine)
- NKOUKA (Jaqueline)
- NZILA GOMA née NIMI NDOULOU (Thérèse)
- ODIKI (Jacqueline)
- KINKELA (Pauline)
- SONDJO (Yvette Cathérine)
- GNAMOUERE Thérèse)
- KOROBALESSOU (Elise)
- MASSAMBA (Janik Roseline)
- MOUANDINGA (Thérèse)
- NGAMBOMI (Julienne)
- NKAZIANGANA Thérèse
- LONDALI (Germaine)
- LOUTANGOU (Monique)
- BOUSSOU (Cathérine Yolande)
- MADIKA MAHOUNGOU (Josepine)
- MALONGA (Christiane)
- NOUROUBI (Marie Georgine)
- ETOUMBOU (Valentine)
- MATASSA (Pauline)
- BIBAKI (Marie Evelyne)
- MANDA (Emilie Mercelle)
- ETALI (Emilienne)
- DANGHOE - CONGOLELA (Yvette Chantal)
- MANDOUNGOU MANDIGUE (Rose)
- MAKAYA (Marie Genéviève)
- NKOMBO née MATAYA (Antoinette)
- MABINA (Eugénie)

Pour le 5e échelon à 2 ans

- MBERY née SAKOU AMEGA (Jeanne)
- LINDA YOCKO (Pauline Ida Gisele)
- MPIKA (Anne)
- BAHANA - KOUANINIKOUE (Enriette)
- BAYONGOLA (Martine)
- EKOUYA - ITOUA née NGALA (Julienne)
- EMOA (Josephine)
- LOUFOUA (Marie Caroline)
- MBOUMBA (Jeann)
- MBOUSSI (Honorine)
- MOUALOU (Gabriel)
- KOUMBA née MOUKENTO (Marie)
- MOUTANGO (Thérèse)
- MPOUAVOULI (Joseph Ruphin)
- NGOLO née MAMPEME - MAKITA (Julienne)
- OUAVELANDOUHI (Julienne)
- PEMBELLOT SOKO (Joséphine)
- MIEKOUNTIMA (Caroline)
- NTALANI (Monique)
- BASSISSA (Monique)
- OMPOUA (André)
- NGAMBA (Joséphine)

A 30 MOIS.

- KENGUE (Jeanne)
- MANAKA (Gustave)
- BABAKISSA (Martine)
- OBONDO (Justine)
- NZINGA (Virginie)

- NZINGA (Virginie)
- NTINOU - BANSIMBA (Justine)
- MOUMBOUOLO (Réné)

Pour le 6e échelon à 2 ans.

- SITA (Adèle)
- APENDI (Antoinette)
- Veuve GUEDI née BALOUBOUKA (Pauline)
- BIVOUDA (Caroline)
- BOKAKA (Angélique)
- DENGUELE (Yolande Bibiane)
- LASCONY (Noël)
- MBOUALE (Henriette)
- MIFOUNDOU (Simon)
- LOUSSEMO (Bénit)
- MOULOKI née BAZOUNGOULA (Berthe)
- MPEGA (Monique)
- NGALA (Suzanne)
- NZOUZI née KENGUE (Albertine)
- ONANGA née NGUENONI (Germaine)
- BATADINGUE (Alphonse)
- ESSALE (Marie Louise)
- MAVOUNGOU née NIONGUENA (Marie Eugenie Elisabeth)
- PAMBOU (Eugène)

A 30 MOIS

- NTCHIETE née MBALOULA (Jeanne)
- MALONGA (jean Frizet)
- MONAMPASSI (Mélanie)
- MILANDOU née MOUNDELE (Henriette)
- YOUNGUI (Véronique)
- LEMBA (Rosalie)
- MAMBOU (Thérèse)
- MANDA (Suzanne)
- BOUNGOU DIMINA DANDI (Clarisse)
- MITOULOU née MAFOUMBA (Thérèse)
- MONGANGOU (Hélène)
- MOULOUGUI (Jean Marie)
- TANG - VANSAO (Justine Mexime)
- DABA (Marc)

Pour le 7e échelon à 2 ans.

- BATOLA (Joséphine)
- DEMBA - NTELO NZOUSSI (Antoinette Félicité)
- KANGOU BONAZEBI (Claudine)
- NZITA (Léontine)
- NGAFOULA (Pierre)
- NGOUOTO née NGANDOU (Marie)
- BADZIOKELA (Victorine)

A 30 MOIS.

- BAZABIDILA (Alphonse)
- POATY (François)
- MBAMA (Célestin)
- MIBONDO (Julienne)
- PEYA (Thérèse)
- NTSOUMBOU (André)
- NGOYI - MOUNDZA (Maurice)

Pour le 8e échelon à 2 an.

- PIYA (Pierre)
- AMBARA (Adelphine)
- BADILA (Germaine)
- BAKEKOLO (Céline)
- KINKENI (Louise)
- KIYIDOU (Fulgence)
- MBOYO (Claire)
- MVOULA (Joachim Bénoît)
- NGANGA (Firmin)
- ASSA (Maurice)
- BASSOUEKE Albertine)
- GAMI (Léon)
- GANDZOUNOU (Alphonsine)

A 30 MOIS.

- MADZOU (Albert)

Pour le 9e échlon à 2 ans.

- MOUYEKE (Pierre)
- AYESSA - BOUKA (Paul)
- FOFOLO (Alphonse)
- MILANDOU François)
- MPIO née OLONIWE (Alphonsine)
- MBEMBA née GONGO (Elisabeth)
- KIBINDA (Alexandre)
- MBOU (Paul)
- MPOLO (Jacqueline)

A 30 MOIS.

- BAKEBA (Thérèse)
- BOUNA - MBANI (Jeanne)
- MOUYABI NZAKA née NZOUMBA (Antoinette)

Pour le 10e échelon à 2 ans.

- BIKOUNKOU (Raymond)
- LOUHOHO née NZAMBIANGANA (Dieudonné Joséphine)
- AKYLANGONGO (Justin)
- SERENGANGOU née BIHOUA (Marie Claire)
- GALEMONI (Joachim)

Pour 30 mois

- BIDJANG née TCHICAYA (Huguette)

AGENTS SPECIAUX
Pour le 2e échelon à 2 ans.

- DOYA NDZANDOUMBA (MArie Jeanne)
- KANGOUD NSOUNDA (MArecelle)
- NGAMPO KADIDIA HiCHAKA
- ELENGA (Jules)
- ASSOGBA (Rita Georgette)
- FELIX TCHICAYA (Jean)
- NIAMBI (Valentin)
- IPAKA (Suzanne)

- MBOUALA (Caroline)
- MFERE (Edith Augustine)

A 30 MOIS.

- OBOUKOU (Damien)
- BOUALA (Annette)
- NSIMBA (Annie Marie Michelle)
- NKOUNKOU (Christine)
- LEO (jeanne Rose)
- DIAMONIKA DOUNDOU (MArcelline)
- GNABOLO EKANDZA (Léontine)
- MENGUE MONDO (Irène Brigitte)
- MOKA (MAdeleine)
- MANGOLI (Odette)
- MOUKOKO MAMBOLO Félicité
- MPOUNA (Jeanne Philomène)
- LOUAKA (Isabelle Madeleine)
- OSSALA (Marie Claire)
- MAKIMOUNA (Béatrice)
- KABA ANVELET (Lucie)
- MOUKANGALA LEMBA (Denise)
- NDINGA - NGALA (Claire)
- LOUMINGOU LOUTAYA (Constance Astrude)
- NGOUOBOLO (Rigobert)
- MIALEBAMA (Désiré)
- MANKONDI (Georgette)
- ESSAMI née ELENGA (Justine)
- MAWOUBA (Gabriel)
- NGANGOUE ANSOUGNA (Louis)
- MBOUTALI (Félix)
- MAN - GOLLO (Ruth Eurice)
- MANKOU (Jacqueline)
- SAMBA (Philippe)
- ANDAMOLA (Joséphine)
- NGOUNGOU NIANDOKO (Joséphine)
- EHOU (Simone)
- OUASSIKA (Isabelle)
- MFOUMBI (Clémentne)
- MATONDO (Marie)
- IGOUANDZA (Edith Chantal Adeline)
- MALANDA - DOLI née MOULOMA (Geneviène Viviane)
- MAVANDALE (Béatrice Firmine)
- MOUSSALA née SAMBOU SIMBA (Marie)
- KOUD (Gabriel)

A 3O MOIS

- GALIBOUNI (Albert)
- NGANTALI (Philomène)
- MOUAYA (Augustine)
- NDINGA (Françoise)
- EKILI (Agnès)
- CONCKO (Brigitte Aimée)
- NGALA (Henriette)
- PAMBOU DEME née MONEKENE (Alice)
- ZASSALAZOBA (Alphonsine)
- MAHOUkOU (Maurice)
- NTSOUMOU (jocelyne Isabelle)
- NADJALI (MArguerite)
- BONAZEBI (Julienne)
- ISSONGO (Nelly Christine)
- MOKONDZI (Christine)
- MOKOULOU (Jeannette)

Pour le 4e à 2 ans

- OLARABA (Micheline)
- OPANGO (Julienne Marie Chantal)
- DIAKOUNDILA née KANGOU SOUNDA (Guillaumette Hotense)
- KANDA (Alphonsine)
- KANGA MOUANKANDZE (Thérèse Delphine)
- KOUTAMA (Isabelle)

Pour le 4e échelon à 2 ans

- LAMBA (Agnès)
- KOUNGA (Marie Madeleine)
- LOKO (Albert)
- MAMPOUYA (Jean de Dieu)
- MATALA TOKOMONA (François)
- MIAMBAZILA (Véronique)
- OBAMBO (Madeleine Marie Noëlle)
- OKA (Léonie)
- OMBANDZA (Sébastien)
- M'PIKA (Désiré)
- NGAMBOLO (Roger)
- NGANGA NGOUNDOU (Monique Gertrude)
- NGATSONO (Hélène)
- NIANGA ONDENDE
- ISSOMBO (Thérese)
- MOUTANTOU (joséphine)
- ISSONGO (Béatrice)
- KOUMOU (Marie Louise)
- OBA (Jean)
- TCHIMBOUKA (Louis Bertin)
- GAMBONI GNANGUENGUE (Anne)
- ESSENON-KABA (Véronique)
- TATY - MBALOPA (Emilienne)

A 30 mois

- MOUANDA NTIMANAKOLA (MArie ludovic)
- MBAKOU (Jacqueline)
- GANGOUE (Jean)
- Loembet MALONA (Agathe Thérèse)
- IBARA (Dominique)
- MOUAVENGA (Clémentine)
- OSSERE (Philomène Florentine)
- DJANA Véronique)
- BOMBOKO (Marie Jésus
- MAYELA (Valentin Aimé Robert)
- MBONG (Jean de Dieu)
- TATHY (Basile)
- NSIBI née NTSALA (Arlette)
- DZAYAMEMABA (Marguerite)

Pour le 5e échelon à 2 ans

- MBONGO (Martine)
- ISSANGA née BIYOT DZONDO (Elisabeth Ella Alisa)
- MAKONDZO (Marie Claudine)
- MBENZA (Vincent)

A 30 MOIS

- SAYIT (Didier)

Pour le 6e échelon à 2 ans

- BOUKONO (Bernard)
- HOUNANDE Patrice

Pour le 6e échelon à 30 mois

- NSILOULOU (Alphonsé)
- TATHY (Irène Marie Claire)
- KIBENI (Henri)

Pour le 7e échelon à 2 ans

- KOUAYISSA LOUBASSOU (Marie)
- BEAPAMI TSINI (Placide)

A 30 MOIS

- NIATY (Henri Gatien)
- TSOUMBOU (André)

Pour le 8e échelon à 2 ans.

- NDOLO (André)

A 30 MOIS

- MASSEHO (Martine)
- OKANDZI ONDONGO (Paul)

Pour le 9e échelon à 2 ans

- BOURGES (Henri)
- NGOUNDA (Yves)

A 30 MOIS

- MAHOUNGOU (Gilbert)
- NKOUAHATA née MAKIMA (Christine)

Pour le 10e échelon à 30 mois

- MBEMBA née NKOUNDANI (Cécile)

Avancement en conéquence à l'ancienneté à trois (3) ans.

ADMINISTRATION GENERALE
CATEGORIE C. HIERARCHIE I
SECRETAIRE D'ADMINISTRATION

Pour le 7e échelon

- OUABALOUKOU (Jean)
- TCHIVONGO (Félix)

Pour le 9e échelon.

A 30 MOIS.

-MVIRI GALI (Joseph)

HIERARCHIE II
SECRETAIRE D'ADMINISTRATION

Pour le 2e échelon.

- NZOUNGOU (Pélagie)
- EBATHA (Franc Zoé Virginie)
- MVOUALE (Emilienne)

Pour le 3e échelon

- TCHICHIELLE (Pélagie)
- SILAHO (Albertine)
- ELOUO (Georgette)
- MBOMBI (Christine)
- KIHEMI (Madeleine)

Pour le 4e échelon

- BOUENASSA (Hortense)
- MBOUSSA (Ida Célestine)
- BOSSONGHO (Yvette JEanne d'Arc)
- MIBONDO (Hélène)
- DIAVINGA DIABANTESSA (Jeanne)
- MOUZIETO-MOUIMBA (Alphonsine)
- MAMBOU (Angèle)

Pour le 5e échelon.

- MABIALA MOUKALA (Victorine)

Pour le 6e échelon.

- BIZONZOLO née YOULOU (Anne Marie)
- NDEY (Marie Hélène)
- MAHOUNGOU (Joseph Jean Marie)
- NKOUSSOU (MArie François)

Pour le 7e échelon.

- PAMBOU (Jean Paul Serge)
- NZABA née BANSIMBA (Françoise)
- MBISSI (Fulbert)

Pour le 8e échelon.

- MOUNDINGA (Jean-Blaise)
- MAMOUNA (Henriette)

Pour le 9e échelon

- BATTY (Ernest)
- MAHOUNGOU (Gilbert)

AGENTS SPECIAUX

Pour le 2e échelon.

- TOTO (Henriette)

Pour le 3e échelon

- ADOULOU (Gabriel)
- KIMBOUALA PAMBOU (François)
- KOMBO MIDOKO (Mélanie)
- MAKOMA (Marie Eugénie)
- DIAKOUDILA MOUSAMBOTE (Honorine)
- NGOMA (Marie)
- ONKO
- ONDZIE née LEBOLO (Félicité Celestine)
- MAKINO ABAH (Marie Thérèse)

Pour le 4e échelon

- BADIABIO (Jacqueline)
- BOUENASSA (Hortence)
- BILALI-KIZINGA (Angèle)

Pour le 7e échelon

- BAOUA BATOUANDI (Nestor)

PAR ARRETE N° 3061 du 29 octobre 1990, Mr. MOUKALA (Prosper), Instituteur Adjoint de 1er échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service à Pointe-Noire est inscrit au tableau d'avancement au titre 1980 pour le 2e échelon de son grade à deux ans.

PAR ARRETE N° 3063 du 29 octobre 1990, Mr. MOUKALA (Prosper), Instituteur Adjoint de 2e échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service à Pointe-Noire, est inscrit au Tableau d'Avancement au titre de l'année 1982 pour le 3e échelon de son grade à deux ans.

Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel.

PAR ARRETE N° 3065 du 29 octobre 1990, Mr. MOUKALA (Prosper), Instituteur Adjoint de 3e échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service à Pointe-Noire, est inscrit au tableau d'avancement au titre de l'année 1984 pour le 4e échelon de son grade à deux ans.

PAR ARRETE N° 3067, du 29 octobre 1990, Mr. MOUKALA (Prosper), Instituteur Adjoint de 4e échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement), en service à Pointe-Noire est inscrit au Tableau d'Avancement au titre de l'année 1986 pour le 5e échelon de son grade à deux ans.

PAR ARRETE N° 3069 du 29 octobre 1990, Mr. MOUKALA (Prosper), Instituteu Adjont de 5e échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux(Enseignemen) en service à Pointe-Noire est inscriteau tableau d'avancement au titre de l'année 1988 pour le 6e échelon de son grade à deux ans.

PAR ARRETE N° 3072 du 29 Octobre 1990. Sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1987, pour le 2e échelon de leur grade à deux ans, les Instituteurs des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent :

- BOUMANDOU
- NGATSE (Joël-Gaston)

PAR ARRETE N° 3126 du 31 Octobre 1990. Sont inscrit au tableau d'avancement au titre de l'année 1988, les désinateirs principaux des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des services Techniques (Cadastres) dont les noms suivent :

Pour le 2e échelon à 2 ans

- OUAYA (Philippe)

Pour le 9e échelon à 2 ans

- NTADI (Grégoire)

P R O M O T I O N

PAR ARRETE N° 2694 du 2 Octobre 1990, les fonctionnaires des cadres des catégories C et D (branches administratives techniques) des Postes et Télécommunications dont les noms suivent sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1989, ACCORDEANT

CATEGORIE C — HIERARCHIE I
BRANCHE ADMINISTRATIVE
AGENTS D'EXPLOITATION
AU 4e ECHELON — INDICE 520

BIKOKELA (Solange) pour compter du 20 mars 1989
MVILA-MIEKOUTIMA (André) pour compter du 20 mars 1989
KOUBA (Omer) pour compter du 20 mars 1989

BRANCHE TECHNIQUE
AU 4e ECHELON INDICE 520

LUMINGOU (René-Barry) pour compter du 20 septembre 1989
MIFOUNDOU (Marguérite) pour compter du 20 mars 1989
MOUPELE (Victor) pour compter du 20 mars 1989
TONDELE (Henriette) pour compter du 20 mars 1989

AU 5EME ECHELON INDICE 560

MABOTO-MOUANYEME pour compter 26 avril 1989

AU 8e ECHELON INDICE 740

HEMILEMBOLO (Paul) pour compter du 09 avril 1989

Au 10e ECHELON INDICE 840

MPASSY (Félix) pour compter du 11 septembre 1989
ONDZIE (Théodore) pour compter du 11 septembre 1989

HIERARCHIE II
BANCHE ADMINISTRATIVE
AGENTS D'EXPLOITATION

AU 3 EME ECHELON INDICE - 480

MABANDZA (JOSEPH) pour compter du 1er juillet 1989

AU 4e ECHELON INDICE 520

GANGA (Germain) pour compter du 01 juillet 1989
KINA (Marie Joseph) pour compter du 01 juillet 1989
MIADECA Aloyse) pour compter du 15 février 1989

AU 8e ECHELON INDICE 660

DIATHOUD (Jean Baptiste) pour compter du 13 août 1989

BRANCHE TECHNIQUE
AGENTS DES INSTALLATIONS
ELECTROMECANIQUES
AU 4e ECHELON INDICE 520

MILANDOU (Sébastien) pour compter du 22 janvier 1989

AU 8e ECHELON 660

MAMBOU (Pierre) pour compter du 01 juillet 1989

CATEGORIE D
HIERARCHIE I
BRANCHE ADMINISTRATIVE
COMMIS
AU 4e ECHELON INDICE 370

NGOMA (Fernand) pour compter du 01 février 1989
NIMI née DIMINA (Christine) pour compter du 01 février 1989
NKONDA (Sévérine) pour compter du 01 février 1989

AU 5e ECHELON INDICE 390

OKEMBA (Jean-Norbert) pour compter du 01 juillet 1989

AU 7e ECHELON INDICE 440

DOUNOSSI (Christian) pour compter du 01 juillet 1989
KIMINOU (Albert) pour compter du 01 juillet 1989

AU 8e ECHELON INDICE 480

MABIALA (Jean Hilaire) pour compter du 07 avril 1989

BRANCHE TECHNIQUE
AGENTS TECHNIQUES PRINCIPAUX
AU 6e ECHELON INDICE 410

OYANDZI (André) pour compter du 01 janvier 1989

AU 9e ECHELON INDICE 500

KOUKOUTOU (Albert) pour compter du 09janvier 1989

HIERARCHIE II
BRANCHE ADMINISTRATIVE
AGENTS MANIPULANTS

AU 4e ECHELON INDICE 240

MADIETA (Honorine) pour compter du 01 janvier 1989
MAGANGA (Jean Claude) pour compter du 01 janvier 1989
NDEMBO (Julienne) pour compter du 01 juillet 1989
LOUHEMBA née NKOUNKOU pour compter du 01 juillet 1989
BALOSSA (Jacqueline)

BRANCHE TECHNIQUE
AGENTS TECHNIQUES
AU 4e ECHELON

ENKO (Davy-Eugène) pour compter du 01 février 1989
GAKABAKILA (Marcel) pour compter du 01 février 1989
IVOUHA (François) pour compter du 01 février 1989
LOUHEMBA (Dominique) pour compter du 01 août 1989
NGOUABI (Jean) pour compter du 01 août 1989
NSONDE (Daniel) pour compter du 01 août 1989
PEMBA (Antoine) pour compter du 01 février 1989

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2695 du 2 octobre 1990, les fonctionnaires des cadres des catégories C et D (branches Administration et Technique) des Postes et Télécommunications dont les noms suivent sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1989, ACC= Néant :

CATEGORIE C — HIERARCHIE I
BRANCHE TECHNIQUE
AGENTS DES INSTALLATIONS
ELECTROMECANIQUES

AU 4e ECHELON INDICE 520

- BOUMOUNGA (Emile), pour compter du 20 septembre 1990 ;
- MABIALA-NIATY (Jean), pour compter du 20 mars 1990 ;
- NTSIKOU (David), pour compter du 20 mars 1990 ;

AU 5e ECHELON — INDICE 560

BONDZI (Antoine), pour compter du 20 janvier 1990.

HIERARCHIE II
BRANCHE ADMINISTRATIVE
AGENTS D'EXPLOITATION

AU 4e ECHELON — INDICE 520

BOUAMOUTALA née MASSAMBA (Jeannette), pour compter du 26 octobre 1990 ;
KOUSSALOUKA(Marie-Noëlle), pour compter du 3 avril 1990 ;
BABOUNDA née NKEAMBOULI (Eugénie-Sévérine), pour compter du 30 mars 1990.

CATEGORIE D- HIERARCHIE I
BRANCHE ADMINISTRATIVE
COMMIS

AU 4e ECHELON INDICE 370

BANSIMBA (Marguerite), pour compter du 1er août 1990 ;
LOCKO-BIZANGOUDI (Jeanne), pour compter du 1er février 1990 ;
TATY LOUMBOU (Marie-Josée-Nathalie), pour compter du 1er août 1990.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusau'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2697 du 2 octobre 1990, Mr GOMA (Jean-Ernest), agent des Installations Electromécaniques de 2ème échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie II des Postes et Télécommunications en service à Loubomo, est promu au 3ème échelon de son grade, indice 480, au titre de l'année 1986, pour compter du 25 mars 1986, ACC : Néant.

Conformément aux dispositions du décret 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2699 du 2 octobre 1990, Mr NGOMA (Jean Ernest), Agent des IEM de 3ème échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie II des Postes et Télécommunications en service à Loubomo, est promu au 4ème échelon de son grade au titre de l'année 1988, indice 520 pour compter du 25 mars 1988 ACC : néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2801 du 11 octobre 1990, sont promus au 2è échelon de leur grade, indice 640 au titre de l'année 1987, les Instituteurs des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent : ACC = Néant.

- KIYINDOU-BANZOUZI (Cyrille-Mathieu), pour compter du 3 octobre 1987 ;
- AMPIO (Emile), pour compter du 1er octobre 1987 ;
- DIMONEKELE (Joseph), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- KIBILA-TSIMBA née MBOMBI (Jeanne), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- MBOUNGOU (Paul), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- MOULOUNGUI née MADJINOU (Delphine), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- TINOU DOUGOMA (Toussaint), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- NKOUNKOU MAMPOUYA (Célestine), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- MASSOUEMA (Raymond), pour compter du 9 octobre 1987 ;
- NTSIETE MANANGOU (Marcel), pour compter du 22 octobre 1987 ;
- BOUDZOUMOU (Victor), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- MOUSSOUNGOU (Vincent), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- MBEMBA (Etienne), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- BIRINDA (Honoré), pour compter du 4 octobre 1987.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2802 du 11 octobre 1990, sont promus à trente mois et à trois ans au 2è échelon de leur grade indice 640, au titre de l'année 1987, les instituteurs des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent.

- DIAMBI (Guillaume) pour compter du 1er janvier 1988 ;
- MASSENGO MBONDZAMI née BOUSSOUNGOU (Marie-Brigitte) pour compter du 1er janvier 1988 ;
- TATY (Gabriel Julien), pour compter du 1er janvier 1988 ;
- KABOULOU-MISSIE (Justine), pour compter du 5 janvier 1988 ;
- BANGA (Grégoire), pour compter du 1er octobre 1988 ;
- NALOUHOUNA (Adolphe), pour compter du 5 octobre 1988 ;
- KIMBOUALA (Rubens), pour compter du 5 octobre 1988 ;
- MAKANGA (Victor), pour compter du 5 octobre 1988 ;
- MALONDA-MABIALA (Norbert), pour compter du 5 octobre 1988 ;
- KITEMO (François), pour compter du 29 octobre 1988 ;
- MBOUNGOU (Yves) , pour compter du 5 octobre 1988 ;
- MOUDIONGUI (Gilbert), pour compter du 5 octobre 1988 ;
- MOUKASSA-TSIBA (Fidèle), pour compter du 1er octobre 1988.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées et de la solde

pour compter du 1er juillet 1990.

PAR ARRETE N° 2803 du 11 octobre 1990, Mr NKOMBO (Sylvère) Agent Technique de 3ème échelon, indice 510 des cadres de la catégorie C, hiérarchie I du corps des Chercheurs et Techniciens de Recherche du personnel de la Recherche Scientifique est inscrit sur la liste d'aptitude au titre de l'année 1988 et promu au grade d'Assistant Technique de 1er échelon, indice 590 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I du corps des Chercheurs et Techniciens du personnel de la Recherche Scientifique pour compter du 1er Janvier 1988 ACC : Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée et de la solde pour compter du 1er juillet 1990.

PAR ARRETE N° 2808 du 12 Octobre 1990, Mlle. MOUMAYA (Marie Pauline), Secrétaire Principale d'Administration Contractuelle de 1er échelon, catégorie échelle 8, indice 530 depuis le 6 septembre 1982 en service Trésorerie Paierie Générale à Brazzaville qui remplit la condition d'ancienneté exigé par l'article 9 de la Convention collective du 1er Septembre 1960 est avancée successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- Au 2e échelon indice 590 pour compter du 6 Janvier 1985 ;
- Au 3e échelon, indice 640 pour compter du 6 1987 ;

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2811 du 12 octobre 1990, sont promues au échelons ci-après au titre de l'année 1987, les Sages-Femmes Diplômées d'Etat, des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Santé Publique), dont les noms suivent ACC = Néant :

AU 2e ECHELON - INDICE 640

- Mme BIKINKITA née MOUNSAMBOTE(Cécile), pour compter du 9 octobre 1987 ;
- Mlle EKOUMOUA (Marie- Michelle), pour compter du 14 août 1987 ;
- Mmes GANDELINA ATIPO née NGALEFOUROU (Henriette), pour compter du 17 août 1987 ;
- ISSOKO née BARATI (Marie-Fernande), pour compter du 15 février 1987 ;
- KINGONDO née MUABE (Alphonsine), pour compter du 3 avril 1987 ;
- Mlle LEMTEBET-AMBILY (Esther Cathérine), pour compter du 9 avril 1987 ;
- Mme MAKOSSO-TCHIZINGA née BOUITY (Marie-Véronique), pour compter du 6 octobre 1987 ;
- Mlle MANGA (Marthe), pour compter du 12 septembre 1987 ;
- Mme NDONGABEKA YOCA (Marie-Christine), pour compter du 14 octobre 1987 ;
- Mlles MASSENGO (Denise), pour compter du 1er août 1987 ;
- MAYALA (Célestine), pour compter du 2 septembre 1987 ;
- Mmes NTOUADI née OPOUCKOU (Alphonsine Claire), pour compter du 28 décembre 1987 ;
- ONTSIRA née OUAPANA(Hortense-Mélanie), pour compter du 9 octobre 1987 ;
- OYERE née ONDONGO-SOUMBOU (Rosalie-Célestine), pour compter du 30 janvier 1987 ;
- Mlle SABOUKOULOU (Marie-Jeanne), pour compter du 24 janvier 1987 ;
- Mmes TCHILOEMBA née MOUANGA (Louise), pour compter du 9 octobre 1987 ;
- TOKANI née BONDOULOU (Jeannette), pour compter du 6 octobre 1987
- SAMBA née NSIKOU (Marie-Cécile), pour compter du 25 octobre 1987 .

AU 3e ECHELON- INDICE 700

- Mlle BABOYA MINYA (Rose), pour compter du 9 mars 1987 ;
- Mmes BENGUE née OMOALY (Claudette-Nicole), pour compter du 14 février 1987 ;
- ELIBAT née YANDONGA (Madeleine), pour compter du 20 avril 1987 ;
- ILONGA née MOUANDA (Julienne-Louise), pour compter du 14 octobre 1987 ;
- BOUSSOUKOU née MATOUADI (Angélique), pour compter du 7 octobre 1987 ;
- LOUAMBA née NKONONGO-MOUTINOU (Marianne), pour compter du 11 janvier 1987 ;
- KITSOUKOU née MAKAYA DIBAKALA (Henriette), pour compter du 3 septembre 1987 ;
- MAKAYA née POATY-TONA (Georgette), pour compter du 4 octobre 1987 ;
- Mlle MANANGA (Honorine), pour compter du 11 janvier 1987 ;
- Mmes MINAMONA née GANGA (Agathe), pour compter du 2 décembre 1987 ;
- MODEDE née AKONO (Gisèle Arlette), pour compter du 5 janvier 1987 ;
- Mlles MOUSSAHOU (Florence), pour compter du 22 novembre 1987 ;
- NGALA (Henriette Irmine), pour compter du 19 juin 1987 ;
- Mme NGOUBELI née ILOKI (Yvonne), pour compter du 9 août1987 ;
- Mlles NZALABAKA (Adolphine), pour compter du 1er octobre 1987 ;
- NZITA-BAHOUA (Joséphine), pour compter du 2 décembre 1987 ;
- OMBODI (Bernadette), pour compter du 12 août 1987 ;
- Mmes TATY-MAMBOU née TCHITCHIETO (Marie-Victorine), pour compter du 5 décembre 1987 ;
- TEKE née MABETA (Jeannette), pour compter du 13 décembre 1987 ;
- Mlle TSIMBA (Georgette), pour compter du 11 avril 1987 ;
- Mme VELBEL née MADZA (Jeannette Marie Francine) pour compter du 29 mai 1987 ;

AU 4e ECHELON - INDICE 760

- Mmes ATIPO née TELO (Cathérine), pour compter du 3 décembre 1987 ;

- BAKOULA née BIAHOMBA (Yvonne), pour compter du 27 novembre 1987 ;
- BIANKOLA née MATOUNGA (Elisabeth), pour compter du 4 janvier 1987 ;
- BONGOUALANGA (Cathérine), pour compter du 20 mars 1987 ;
- EMOMPIEZ (Pulchérie), pour compter du 14 décembre 1987 ;
- ESSIMBIAMBOTI (Simone), pour compter du 2 décembre 1987 ;
-Mmes LOULENDO née GOMA-MIATOUAMONA (Antoinette), pour compter du 2 juin 1987 ;
- MALANDA née MFOUTOU (Madeleine), pour compter du 13 novembre 1987 ;
- MASSAMBA née BINGUILA (Josephine), pour compter du 4 décembre 1987
- MASSENGO née BANTOUARI (Rose), pour compter du 14 juillet 1987
- MBEMBA née BENAZO (Antoinette), pour compter du 7 septembre 1987 ;
- MBOYO née MOMABAYAKA (Odette), pour compter du 4 décembre 1987
- MFINA née DIAMENEKA (Honorine), pour compter du 1er juillet 1987 ;
- Mlles MUSINGUISA-KINENGUE (Denise), pour compter du 28 décembre 1987 ;
- NZOUSSI-TSANGOU (Hélène), pour compter du 20 juin 1987 ;
- Mmes OKOLA née ASSOUNGA (Bernadette), pour compter du 7 janvier 1987 ;
- ONAFOUZILAMIO née • GANGA-ZITOUKOULOU (Adèle), pour compter du 3 septembre 1987 ;
- OKOUO née LIBELIA (Marthe Marguerite), pour compter du 1er septembre 1987.

AU 5e ECHELON — INDICE 820

- Mmes DIANZENZA née ZEKAMOUINI (Marie Louise), pour compter du 22 novembre 1987 ;
- EBOUABA née NGASSAKI (Alice), pour compter du 15 mai 1987 ;
- GANDALOKI née ONGOUALA (Léonie Thérèse), pour compter du 21 juin 1987 ;
- GOMA née MONAMPASSI (Françoise), pour compter du 20 août 1987 ;
- KANI née MOUNZENZE (Suzanne), pour compter du 11 juillet 1987 ;
- MOTOPENZA née OSSOMBI (Marie), pour compter du 15 mai 1987 .

AU 6e ECHELON — INDICE 860

- Mme BEMBA née BAKELA (Pierrette), pour compter du 8 novembre 1987 ;
- Mlle BOUANGA (Jacqueline), pour compter du 28 avril 1987 ;
- Mmes BOUNDA née MBINDA (Elisabeth), pour compter du 2 novembre 1987 ;
- KEMBE-MALOBA née MONDAMBO BANOUELE (Charlotte), pour compter du 15 novembre 1987 ;
- PASSI née NGOMA-MOUNANGA (ALbertine), pour compter du 8 janvier 1987 ;
- YIMBOU née NZIMBOU (Pauline), pour compter du 28 novembre 1987.

AU 7e ECHELON — INDICE 920

- Mmes BALLAY-MEGOT née NZOUNGOU (ANgélique), pour compter du 3 décembre 1987 ;
-NTALOULOU née BABAKILA (Léonie), pour compter du 24 novembre 1987 ;
- KOUTSIMOUKA née BAYIMISSA (Colette), pour compter du 20 décembre 1987.

AU 8e ECHELON — INDICE 970

- Mmes SEGGA née MATASSA-DIKAMONA (Anaëlle), pour compter du 29 septembre 1987 ;
YHOMBY-OPANGO née NGOLO (Marie Noëlle), pour compter du 13 novembre 1987.

AU 10e ECHELON — INDICE 1120

- Mme MIKOUIZA née MIAKAIZILA (Georgine), pour compter 16 septembre 1987.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées. •

PAR ARRETE N° 2818 du12 Octobre 1990, sont promues à trente mois aux échelons ci-après au titre de l'année 1987, les Sages Femmes diplômées d'Etat des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique), dont les noms suivent, ACC = Néant :

Au 2° échelon - Indice 640

Mme GOMBE née MBOMA-OYOUBA (Suzanne), pour compter du 14 avril 1988 .

Au 3° échelon - Indice 700

Mme ESSAMI née TSE (Julienne), pour compter du 26 avril 1988
Mle EWANGO (Simone), pour compter du 3 mai 1988.

Au 4° échelon - Indice 760

Mmes BAKONDOLO née BOUSSALAYOYA (Jeanne Flore), pour compter du 5 Juin 1988
ELE née EBINDA (Antoinette), pour compter du 4 juin 1988 ;
GANGOUE née NDZELE (Madeleine), pour compter du 8 mars 1988 ;
Mlle GOMA-ILAMA (Françoise), pour compter du 19 juin 1988 ;
Mmes GOUALA née OFFOUNDOU (Henriette), pour compter du 12 avril 1988 ;

KEHOUA née BOLEBANTOU (Rose-Angèle), pour compter du 4 février 1988 ;
NGUITOUKOULOU née NZOUMBA (Justine), pour compter du 2 février 1988 ;
NKELLO née OSSONA (Anne), pour compter du 15 avril 1988 ;
OMBESSA née NSILOU (Alphonsine), pour compter du 10 avril 1988 ;

Au 5° échelon - Indice 820

Mlle BIKINDOU (Bibiane), pour compter du 15 juin 1988.

Au 6° échelon - Indice 860

Mme NKOUMA née MOLINGO (Louise), pour compter du 18 mai 1988.

PAR ARRETE N° 2813 du 12 Octobre 1990, sont promues à trois ans aux échelons ci-après au titre de l'année 1987, les Sages-Femmes diplômées d'Etat des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique), dont les noms suivent, ACC= Néant :

Au 2° échelon - Indice 640

Mlle BOUANGA (Marie Thérèse), pour compter du 1er mars 1988 ;
Mmes GOMEZ ESPOIR née TOTO (Marthe), pour compter du 4 novembre 1988 ;
MAVOULA MASSAMBA née BAGHAMBOULA (Pauline), pour compter du 5 octobre 1988 ;
OCCO née MONISSIA (Joséphine), pour compter du 15 octobre 1988.

Au 3° échelon - Indice 700

Mmes ETOULA née LEWALEBALI (Emilienne), pour compter du 5 août 1988 ;
MABIALA née BANOUELE (Christine), pour compter du 18 juin 1988 ;
MBOUNGOU née KOUMBA (Elisabeth- Marthe) , pour compter du 4 avril 1988 .

Au 4° échelon - Indice 760

Mmes MANTSANGA née MOUNKOKA (Céline), pour compter du 25 février 1988 ;
NTALANI née BETOU NAPKA (Solange Gabrielle), pour compter du 7 octobre 1988.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées et de la solde pour compter du 1er juillet 1990.

PAR ARRETE N° 2815 du 12 octobre 1990, sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1988, les Adjudants des cadres de la catégorie B, Hiérarchie I et II des douanes dont les noms suivent ACC = Néant.

CATEGORIE B, HIERARCHIE I
Au 2ème échelon indice 640

- NSOUKOUNOU (Dominique), pour compter du 24 août 1988.

CATEGORIE B, HIERARCHIE II
Au 3ème échelon indice 640

- NDZIKA (Edmond), pour compter du 28 juin 1988 ;
- KITSOUKOU (Ferdinand), pour compter du 18 février 1988 ;
- DIMINA (Basile), pour compter du 1er août 1988 ;
- NZANZOU (Albert), pour compter du 1er juillet 1988 ;
- SOUNGA (Philippe), pour compter du 1er juillet 1988 ;
- MABANZA (Daniel), pour compter du 28 décembre1988 ;

Au 4ème échelon indice 700

- LOUBASSOU (Honoré), pour compter 20 juin 1988 ;
- MAZIKOU (Sébastien), pour compter du 1er août 1988 ;
- NSIETE (Daniel), pour compter 1er avril 1988 ;
- OTOUMOU (Raoul), pour compter du 20 juin 1988 ;
- KIBALA (Michel), pour compter du 9 juin 1988 ;
- NGAFOULA (Emile), pour compter du 20 juin 1988 ;
- SITA-BITORI (Léonard), pour compter du 29 juin 1988 ;
- NZOBANDOKI (André), pour compter du 1er avril 1988 ;

Au 5ème échelon indice 760

- BANZOUZI-MOUANGA (Jean-Claude), pour compter du 29 juin 1988 ;
-MONZEMBO (Claude Antoine), pour compter du 20 décembre 1988 ;
- BIASSALOU (François), pour compter du 1er août 1988 ;

Au 6ème échelon indice 820

- AYAS (Constant), pour compter du 1er janvier 1988 ;
- BANZOUZI (Philippe), pour compter du 24 août 1988 ;

Au 10 ème échelon indice 1030

- DOUKA ONDENDY (Louis Magloire), pour compter du 1er janvier 1988 .

PAR ARRETE N° 2818 du 12 octobre 1990,sont promus aux échelons ci-après au titre de l'année 1988, les Assistants Techniques Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II du Corps des Chercheurs et Techniciens de Recherche du Personnel de la Recherche Scientifique dont les noms suivent, ACC= Néant.

Au 2° échelon indice 780

MM. DIAFOUKA (Alain Jean Pascal), pour compter du 28 février1988 ;

- MALANDA (Daniel), pour compter du 2 septembre 1988 ;
- BAYITOUKOU (André), pour compter du 19 décembre 1988 ;
- MATINGOU (Jean de Dieu), pour compter du 15 mars 1988 ;
- Mlle SAMINOU (Odile-Clarisse), pour compter du 14 janvier 1988 ;

Au 4° échelon, indice 940

Mr MBOUSSI (Gaston), pour compter du 5 mars 1988 ;

Au 8° échelon indice 1200

Mr GANDZIAMI (Sylvain), pour compter diu 23 février 1988.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2824 du 12 octobre 1990, sont promus au 2è échelon de leur grade, indice 640 au titre de l'année 1987, les Instituteurs des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent :

- BOUMBA (Gabriel), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- LOUBAYI (Sylvestre), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- MALONGA (Félicité Yolande Adélaïde), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- MONTALI, pour compter du 5 octobre 1987 ;
- OKANZA (Jérôme), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- PANDZOU-GOUNDOU (Marie-Astride), pour compter du 5 octobre 1987 ;
-MOKONINGA (Simon), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- NGATSIELOU (Casimir), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- LENGOLI (René), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- MAMPOUYA (Ange), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- BAZOVAYE, pour compter du 5 octobre 1987 ;
- TSAKALA (Théophile), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- KIMFOKO (Gilbert), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- LASCONY (Blaise), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- GUIMBI (Laurent-Edouard), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- NGAMAMBA-NZIAKOLI née LEMBE (Germaine), pour compter du 5 octobre 1987 ;
- BAKELANA (Gracia), pour compter du 6 octobre 1987 ;
- MBAMBI-BOUKA (Auguste), pour compter du 17 octobre 1987 .

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2825 du 12 octobre 1990, sont promus à trente mois et trois ans au 2è échelon de leur grade, indice 640, au titre de l'année 1987, les Instituteurs des cadres de la catégorie B ; hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent :

- NGOUALA (Philippe), pour compter du 5 avril 1988 ;
- LOUEMBA (Joseph), pour compter du 5 avril 1988 ;
- EKOTO née LOPANDZA (Pascaline), pour compter du 5 avril 1988 ;
- NGABOMI EBOURA (Isidore), pour compter du 5 avril 1988 ;
- MOMBOULI ETOUA (Maurice), pour compter du 5 avril 1988 ;
- BASSANSOUMOUNA (Daniel), pour compter du 5 avril 1988 ;
- NIEMET NGOUNGA (Lydie-Henriette), pour compter du 5 avril 1988 ;
- MYENAGHATA (Joseph), pour compter du 5 octobre 1988 ;
- MIAKANDA (Jean-Marie), pour compter du 5 octobre 1988 ;
- NGOKABA (Raoul), pour compter du 5 octobre 1988 ;
- NZINGOU BOUANGA, pour compter du 5 octobre 1988 ;
- LOUELE (Benjamin), pour compter du 5 octobre 1988 ;
- MILENGUI MOUAKOMBE (Liliane Yvonne), pour compter du 10 octobre 1988 ;
- PIHI SAMBALA, pour compter du 5 octobre 1988 ;
- WANDO OBOYA (Daniel), pour compter du 5 octobre 1988 .

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2855 bis du 11 Octobre 1990, sont promus au 2ème échelon de leur grade indice 780 au titre de l'année 1988 les Instituteurs Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent ; ACC =Néant.

- AFOULATSAN née OSSONGA (Marie), pour compter du 2 mai 1988 ;
- ANDZOUANA (Théodore-Mathieu), pour compter du 2 février 1988 ;
- BATOUMBA (Jean-Célestin), pour compter du 15 septembre 1988 ;
- BOUITI (Pierre), pour compter du 1er janvier 1988 ;
- DOMINGUI (Dominique), pour compter du 1er janvier 1988 ;
- EMPO (Dominique), pour compter du 4 octobre 1988 ;
- (Félix) TCHICAYA née BEKABEKA (Honorine), pour compter du 1er janvier 1988 ;
- GANDIO (Gabriel), pour compter du 1er janvier 1988 ;
- KIYINDOU (Auguste), pour compter du 1er janvier 1988 ;
- KOKOLO (Luc), pour compter du 1er janvier 1988 ;
- KOMBO (Jean I), pour compter du 5 octobre 1988 ;
- LEO (Albert) , pour compter du 24 juillet 1988 ;
- MASSAMBA (Joseph), pour compter du 3 février 1988 ;
- MAYETELA (Alphonse), pour compter du 1er janvier 1988 ;

- MIAMPIKA (Dominique), pour compter du 1er janvier 988 ;
NKANZA née SEHOLO (Martine), pour compter du 1er ctobre 1988 ;
- MILANDOU (Marie Joseph), pour compter du 1er octobre 1988 ;
TARAMOUROU (Barnabé), pour compter du 5 octobre 1988 ;
BIBINDAS (Alphonse), pour compter du 1er juillet 1988 ;
GANDZOUNOU (Blaise), pour compter du 1er juillet 1988 ;
GATSONGO (Hubert), pour compter du 1er juillet 1988 ;
KINENGUE (Joseph), pour compter du 1er juillet 1988 ;
MAHOUA (Noé), pour compter du 1er juillet 1988 ;
- MAKAYA (Honoré I), pour compter du 1er juillet 1988 ;
MAKITA (René Pierre), pour compter du 1er juillet 1988 ;
- MAMPOUMA (Victor), pour compter du 1er juillet 1988 ;
M'BOU (Albert), pour compter du 1er juillet 1988 ;
MFOUAMBAMA (Pierre), pour compter du 1er juillet 1988 ;
- NGONI née KINTSA (Martine), pour compter du 1er juillet 1988 ;
- NGOULOU (François), pour compter du 1er juillet 1988 ;
- OKASSA (Daniel), pour compter du 1er juillet 1988 ;
- YEMBE (Michel), pour compter du 1er juillet 1988 ;
- KAYA (Alphonse), pour compter du 1er juillet 1988.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

•

PAR ARRETE N° 2864 bis du 18 octobre 1990, sont promus à trois ans au 2° échelon de leur grade, indice 780 au titre de l'année 1988 les Instituteurs Principaux des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (Enseignement) dont les noms suivent ACC=Néant :

- ANDONGUI née MASSIELE (Christine Germaine), pour compter du 19 décembre 1989 ;
- BABAKISSA (Isidore), pour compter du 1er janvier 1989 ;
- BALOSSA (Jean-Paul), pour compter du 5 octobre 1989 ;
- BAMBAKA (Jean- Pierre), pour compter du 1er janvier 1989 ;
- GUETIENI (Ferdinand), pour compter du 5 octobre 1989 ;
- KABA (Fidèle), pour compter du 1er janvier 1989 ;
- KOUSSIKOU (Marc), pour compter du 15 mai 1989 ;
MAKEMY (Edouard), pour compter du 13 juillet 1989 ;
MANTSIETE (Joseph), pour compter du 15 mars 1989 ;
MBOU ESSIE (Pierre), pour compter du 3 octobre 1989 ;
NGUIE (Jules), pour compter du 5 octobre 1989 ;
- ZENGOMONA née NKOULA (Hélène), pour compter du er octobre 1989 ;
MILONGO BILAYI NDOMBI (Philippe), pour compter du 0 octobre 1989.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2866 du 18 OCTOBRE 1990, Mr DZIENGUE (Maurice) Secrétaire Principal d'Administration Contractuel, de 3e échelon, Catégorie C, Echelle 8, indice 640 depuis le 1er septembre 1987, en service à la Direction des Mines et de la Géologie à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention collective du 1er septembre 1960 est avancé au 4e échelon de sa catégorie, Indice 700 pour compter du 1er janvier 1990.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-7420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

ARRETE N° 2867 du 18 octobre 1990, Mr OLLEMBO (Michel), Ouvirer Contratuel de 1° échelon, de la catégorie F, échelle 14, indice 210 depuis le 10 décembre 1986, en service à la Direction Régionale de la Santé de la Cuvette à Owando, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er Septembre 1960, est avancé au 2° échelon de sa catégorie, indice 220 pour compter du 10 avril 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 86-877 du 18 juillet 1986, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

•

PAR ARRETE N° 2870 du 18 octobre 1990, Mr ONONO (Nestor), Agent Technique Principal Contratuel de 1er échelon, catégorie C, échelle 8, indice 530 depuis le 1er janvier 1985, en service à la Permanence Centrale de la Confédération Syndicale Congolaise à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la convention collective du 1er septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- Au 2° échelon, indice 580 pour compter du 1er Mai 1987 ;
- Au 3° échelon, indice 640 pour compter du 1er sept. 1989.

Conformément aux dispositions du décret N° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2871 du 18 octobre 1990, Mr ETOMBE (François), Comptable Principal Contratuel de 1° échelon de la catégorie C, échelle 8, indice 530 depuis le 17 Octobre 1983 ACC= 2 ans, en service à la Direction Générale du Plan à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er Septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- Au 2° échelon, indice 590 pour compter du 17 février 1984 ;

- Au 3° échelon, indice 640 pour compter du 17 juin 1986 ;

- Au 4° échelon, indice 700 pour compter du 17 octobre 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2872 du 18 octobre 1990, Mlle BOUMBAD (Rose), Dactylographe Contratuelle de 4° échelon, Catégorie F, échelle 14, indice 240 depuis le 1er avril 1987, en service à la Caisse de Retraite des Fonctionnaires du Niari à Loubomo, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er Septembre 1960, est avancée au 5° échelon de sa catégorie, indice 260, pour compter du 1er août 1989.

Conformément aux dispositions du décret 90-267 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2873 du 18 octobre 1990, les agents contratuels dont les noms suivent qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960 sont avancés à l'échelon supérieur de leur catégorie conformément au tableau ci-après :

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
IKOLI (Saturnin)	
Secrétaire d'Administration Contratuel de 2° échelon, catégorie D, échelle 9 indice 460 depuis le 25 mars 1988, en service au Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale à Brazzaville.	- Avancé au 3° échelon de sa catégorie indice 480 pour compter du 25 juillet 1990.
Mme MONTSOUKA née TSIBA (Philomène)	
Secrétaire d'Administration Contratuelle de 2° échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 25 mars 1988, en service au Ministère du Travail et de la Sécurité S...	- Avancée au 3° échelon de sa catégorie indice 480 pour compter du 25 juillet 1990.
TSAMBALI (Paul)	
Secrétaire d'Administration Contratuel de 2° échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 25 mars 1988 en service au Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale à Brazzaville.	- Avancé au 3° échelon de sa catégorie indice 480 pour compter du 25 juillet 1990.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2874 du 18 octobre 1990, Mr MALONGA (Isaac), Commis Principal Contratuel de 3° échelon, catégorie E, échelle 12, indice 350 depuis le 25 juillet 1987, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er Septembre 1960, est avancé au 4° échelon de sa catégorie indice 370 pour compter du 25 Novembre 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2886 du 18 Octobre 1990, Mr BOUKAKA (Michel), Commis Principal Contratuel de 4° échelon, de la catégorie E, échelle 2, indice 370, depuis le 1er Janvier 1988, en service à la Direction Générale du Budget à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er Septembre 1960, est avancé au 5° échelon de sa catégorie, indice 390 pour compter du 1er Mai 1990.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 Juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

ARRETE N° 2899 (Tableau)

PAR ARRETE N° 2899 du 19 octobre 1990, les Agents Contractuels dont les noms suivent qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés à l'échelon supérieur de leur catégorie conformément au tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	EMPLOIS DEFINIS PAR LA C.C. DU 1er SEPTEMBRE 1960	ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION		
		CAT	E.	E.	IND.	DATE DERNIERE PROMO-TION	E	IND.	DATE DE PRISE D'EFFET
MBOUSSA-OKO (André)	Secr. Principal d'Administration	C	8	6e	820	30 mai 1986	7	860	30 septembre 1988
POATY (Georges Olivier)	Secr. Principal d'Administration	C	8	6e	820	30 mai 1986	7	860	30 septembre 1988

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancemenyt ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2903 du19 Octobre 1990, Mme NSOUNGA née BATANGOUNA (Victorine), Institutrice de 1° échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville est promue au 2° échelon de son grade indice 640 pour compter du 21 décembre 1982 ACC = Néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 Juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2905 du 19 Octobre 1990, Mme NSOUNGA née BATANGOUNA(Victorine), Institutrice de 2° échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville est promue au titre de l'année 1984 au 3° échelon de son grade indice 700 pour compter du 1er décembre 1984 ACC= Néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2907 du 19 Octobre 1990, Mme NSOUNGA née BATANGOUNA (Victorine), Institutrice de 3° échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville est promue au titre de l'année 1986 au 4° échelon de son grade indice 760 pour compter du 21 décembre 1986 ACC= Néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2909 du 19 Octobre 1990, Mme NSOUNGA née BATANGOUNA (Victorine), Institutrice de 4° échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville, est promue au titre de l'année 1988 au 5° échelon de son grade indice 820 pour compter du 21 décembre 1988 ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2913 du 20 Octobre 1990, sont promus au échelons ci-après au titre de l'année 1988, les Adjoints Techniques des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Techniques Travaux Publics dont les noms suivent :

AU 2e ECHELON — INDICE 640

- TCHINIANGA TCHIBOUANGA (Blaise-Pascal Célestin), pour compter du 2 janvier 1988 .

AU 3e ECHELON — INDICE 700

- NONIAKA NIEME, pour compter du 11 avril 1988 ;
- BATOTA (Noëlle-Emilienne), pour compter du 11 avril 1988 ;
- BAHOUNDELE (Jérôme), pour compter du 11 avril 1988 ;
- SABOUKOULOU (Raphaël), pour compter du 29 novembre 1988 ;
- KAYA (André) pour compter du 23 novembre 1988 ;
- KOMBO BONZA (Omer) pour compter du 29 Octobre 1988 ;
- MPOUNI (François) pour compter du 29 Octobre 1988 ;

AU 4e ECHELON — INDICE 760

- TSATY (Calice-Maurice-Presley) pour compter du 2 Novembre 1988 ;
- BOUANGA (Philibert) pour compter du 6 Septembre 1988
- LOULENGO (Guillaume) pour compter du 2 novembre 1988 ;

AU 6e ECHELON — INDICE 860

- MAKOUMBOU (Félix) pour compter du 1er Octobre 1988 ;

AU 8e ECHELON — INDICE 970

- ZABIKISSA (Etienne) pour compter du 8 Octobre 1988 ;

Conformément aux dispositions du décret 90-420 du 13 Juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au journal officiel.

PAR ARRETE N° 2914 du 20 Octobre 1990, sont promus aux échelons ci-après à Trente mois et trois ans au titre de l'année 1988, les Adjoints Techniques des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Techniques Travaux Publics dont les noms suivent ACC = Néant.

AU 2e ECHELON — INDICE 640

- MAMATA (Louise), pour compter du 23 janvier 1989

AU 5e ECHELON — INDICE 700

- MABIKA (Célestin), pour compter du 30 avril 1989

AU 7e ECHELON — INDICE 920

- MPIOU (Grégoire), pour compter du 8 octobre 1989.

Conformément aux dispositions du Décret 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le Présent Arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées, sera publié au Journal Officiel.

PAR ARRETE N° 2930 du 23 Octobre 1990, sont promus aux échelles ci-après, au titre de l'année 1989, les fonctionnaires des cadres des catégories A2 et B de l'Information dont les noms suivent : ACC = Néant.

Catégorie A, Hierarchie II
JOURNALISTES NIVEAU II

Au 2ème échelon, indice 780

- MIAKAKOLELA-SABOU (Fulbertine), pour compter du 5 août 1989
- BETOU-BAUCOT (R. Rolland), pour compter du 7 janvier 1989

Au 3ème échelon, indice 860

- KOUNKOU (Joachim), pour compter du 1er juillet 1989
- ZOLA (Edouard), pour compter du 1er juillet 1989
- TSOUBA (Gérard), pour compter du 1er juillet 1989

Au 4ème échelon, indice 940

- GOUAKA (Raymond), pour compter du 1er juillet 1989
- LOUKAKOU (Théodore), pour compter du 14 juillet 1989
- BANONGO (Sylvestre), pour compter du 1er juillet 1989
- MAKOUNDOU (Félix), pour compter du 28 octobre 1989

Au 5ème échelon, indice 1020

- LOUNGARY (Sébastien), pour compter du 1er janvier 1989
- NZONZA (Charles), pour compter du 1er janvier 1989.
- OSSIABECAUD (Gilbert), pour compter du 22 décembre 1989
- MOUYAMBALA (Antoine), pour compter du 1er janvier 1989
- MIKOUNGUI (Michel), pour compter du 1er janvier 1989

Au 6ème échelon, indice 1090

- KETO (Georges), pour compter du 25 février 1989
- BAKABADIO (Bernard), pour compter du 19 juilluit 1989
- TSIDEKELE (Pauline), pour compter du 2 mai 1989
- ATARABOUNOU (Jean), pour compter du 2 août 1989
- NKALLA LAMBI, pour compter du 4 août 1989
- MOUSSALAVE (Emmanuel), pour compter du 1er janvier 1989
- NZEBET (Jeanne), pour compter du 18 avril 1989
- KIALA MATOUBA (Emmanuel), pour compter du 1er janvier 1989

Au 7ème échelon, indice 1180

- SAMBA née KIDIBA (Anne Marie), pour compter du 22 décembre 1989
- MPAN (Joseph Gaspard), pour compter du 4 avril 1989
- EWOLO (Lucien), pour compter du 1er avril 1989
- MAYELELE (Prince), pour compter du 1er octobre 1989

Au 8ème échelon, indice 1280

- MBEYET (Adrien), pour compter du 19 juillet 1989
- NGAVOUKA (Albert), pour compter du 19 juillet 1989

Au 9ème échelon, indice 1360

- BAYACK (Germain), pour compter du 19 juillet 1989

INGENIEURS DES TRAVAUX

- Au 2ème échelon, indice 780

- ZOMAMBOU BONGO (Georges Thiery David)
- BONGO MAFOUTA, pour compter du 3 avril 1989
- NTEKISSA (Romuald), pour compter du 2 décembre 1989

Au 3ème échelon, indice 860

- TSOUNGA (Albert), pour compter du 21 juin 1989
- MBINGOU (Laurent), pour compter du 19 juin 1989
- AWOUE (Emile), pour compter du 18 mai 1989
- NGAMBOLO, née PINTO (Béatrice), pour compter du 7 février 1989
- BINDIKA (Marcel), pour compter du 1er janvier 1989
- NDAMBA (Paul), pour compter du 3 décembre 1989
- AMPIEH (Calvin), pour compter du 6 août 1989
- NZAOU GOMA G. (Ulrich), pour compter du 20 décembre 1989
- NITOUANSAMOU (Frédéric), pour compter du 26 décembre 1989
- DIELLE (Joseph), pour compter du 17 août 1989
- NTALANI (Dominique), pour compter du 30 octobre 1989
- MABONZOT, née ALOGAFA (Véronique), pour compter du 16 décembre 1989

Au 4ème échelon, indice 940

- ONDONGO AKONDZO, pour compter du 9 décembre 1989
- BOURDOU (Jean Basile), pour compter du 1er avril 1989
- KOUNGA (Grégoire), pour compter du 2 janvier 1989
- MOZIKA (Gaspard), pour compter du 2 janvier 1989
- DIAKOSSAMA (Nestor), pour compter du 2 janvier 1989
- MPESSE (André), pour compter du 14 janvier 1989
- MASSAMBA (Pierre), pour compter du 14 janvier 1989
- INGATA (Lazare), pour compter du 20 mars 1989
- NDZILA (François), pour compter du 4 janvier 1989
- MAHOUNGOU (J. Chrisostome), pour compter du 3 juin 1989
- LOSSOMBO (Félix), pour compter du 24 mai 1989
- NYAMBI (Madeleine), pour compter du 13 avril 1989
- KOUBEMBA (Marie-Joseph), pour compter du 19 septembre 1989
- NGALOUO (Joseph), pour compter du 27 juin 1989
- BATELAMIO (Thérèse), pour compter du 16 février 1989
- AMBANGOU (Alexandre), pour compter du 2 février 1989
- DOSSOA (F. Xavier), pour compter du 1er octobre 1989

- BOZOME MESSONG (Octavin), pour compter du 14 mars 1989

4e échelon, indice 940

- KOKOLO (Jacques), pour compter du 26 septembre 1989
- BEMBA (Etienne), pour compter du 28 octobre 1989
- NGANKIMA (Basile), du 3 septembre 1989
- KOULOUGA (Ferdinand), pour comper du 28 octobre 1989
- DON-ETOM (Jean Claire),pour compter du 17 septembre 1989

Au 5e échelon, indice 1010

- ENDOMBE (Siméon), pour compter du 22 janvier 1989
- MASSENGO (Olivier),pour compter du 8 janvier 1989
- TSIBA (Pelagie M. Reine), pour compter du 22 octobre 1989
- SIE (Henri), pour compter du 25 janvier 1989
- KABAZOLAKO (Maurice), pour compter du 16 mai 1989
- BATOLA (Pierre), pour compter du 1er octobre 1989
- NGOTENI (Célestin), pour compter du 1er octobre 1989
- KIVOUELE (Nicolas), pour compter du 18 décembre 1989
- KAZOUNA (Théodore), pour compter du 31 mai 1989
- BALONGANA-NZALABAKA (Bernadette), pour compter du 12 juin 1989
- NZOUZI (Norbert), pour compter du 1er janvier 1989
- BAKOULA (Jacques), pour compter du 1er juillet 1989

Au 6ème échelon, indice 1090

- SITA(Germaine), pour compter du 3 mai 1989
- NZAMBI (Gaston), pour compter du 23 mars 1989

Au 7ème échelon, indice 1180

- OSSEBI (Etienne), pour compter du 3 septembre 1989
- MPEBO (Gaston), pour compter du 25 juillet 1989
- ONGUET (Blaise), pour compter du 16 août 1989

Au 8ème échelon, indice 1280

- NDOUDI (Alphonse), pour compter du 1er mars 1989
- BOUNDZOU (André), pour compter du 4 octobre 1989
- TSINDA (Gilbert), pour compter du 6 décembre 1989
- OLESSA (Alain Joseph), pour compter du 6 décembre 1989

Au 9ème échelon : indice 1360

- NDEMBI (Paul), pour compter du 13 juin 1989

Au 10ème échelon, indice 1460

- MATSOKA (Samuel), pour compter du 19 juillet 1989
- NGAYI VOUEMBE (Cyrille), pour compter du 11 avril 1989

CATEGORIE B, HIERARCHIE I
JOURNALISTES NIVEAU I

Au 2ème échelon, indice 640

- LOUMPANGOU (Marcelline) , pour compter du 1er janvier 1989
- NZOUNGOU (Alphonsine), pour compter du 21 octobre 1989
- NGONGO (Jeanne), pour compter du 26 juin 1989

Au 3ème échelon, indice 700

- BANZOUZI (Alexandrine), pour compter du 13 novembre 1989
- MOKOKO (Stanislas), pour compter du 13 novembre 1989
- TSELANTSELE MONGO (Jean), pour compter du 19 octobre 1989
- NDZOUA (Adolphe), pour compter du 24 octobre 1989
- KOMBO (Alphonse), pour compter du 26 décembre 1989
- MABIALHAT (Guy), pour compter du 24 octobre 1989

Au 4ème échelon, indice 760

- NTEDIMINA (Pélagie), pour compter du 1er janvier 1989
- BOUMBA PAKA (Angélique), pour compter du 9 janvier 1989
- BASSINGA (Jean-Baptiste), pour compter du 1er janvier 1989
- ASSI (Françoise), pour compter du 2 janvier 1989
- BAHOMBESSA C. (Béatrice), pour compter du 1er janvier 1989
- BATANZIAMI (Jean), pour compter du 1er janvier 1989
- MANTELE (Bernard), pour compter du 1er janvier 1989
- BIYOKO (Grégoire), pour compter du 1er janvier 1989
- MAPA (Jean-Claude Moïse), pour compter du 1er janvier 1989
- MAONKOURI (Cécile), pour compter du 1er janvier 1989
- PAKA (Elisabeth), pour compter du 1er janvier 1989
- MBANI ESSIE (J. Henri), pour compter du 1er janvier 1989
- OKAMBA (Louis) , pour compter du 1er janvier 1989
- NGASSAKI-OBANDA (P. Michel), pour compter du 1er janvier 1989
- OGNIMBA (F. Albertine), pour compter du 1er janvier 1989
- MOUNKALA (François), pour compter du 1er janvier 1989
- OBONGO (Basile), pour compter du 1er janvier 1989
- KINTOMBO (Thomas), pour compter du 1er janvier 1989
- ITOUA (Joseph Fortuné), pour compter du 1er janvier 1989
- KAKY (V. Sylvie Irène), pour compter du 1er janvier 1989
- BANIMBA (Noël Gaston), pour compter du 1er janvier 1989
- MASSENGO (Alexandre), pour compter du 1er janvier 1989
- OBAMBE (Raymond), pour compter du 1er janvier 1989
- NGAYALA -MASSIMO (François), pour compter du 1er janvier 1989
- BANZOUZI (Philippe), pour compter du 1er janvier 1989
- BEBY MEBO (Joseph), pour compter du 1er janvier 1989
- MOUYENI (Jean), pour compter du 1er janvier 1989
- AKOUALA-DOUNIAMA, pour compter du 22 août 1989
- MAWOKA DEMBA BOWALA, pour compter du 14 décembre 1989
- BALOSSA (M. Berthe), pour compter du 1er janvier 1989
- BASSOUMBA (Boniface), pour compter du 1er janvier 1989
- NDINGA (Alphonse), pour compter du 1er janvier 1989
- GANGA-MANDZA (Bernadette), pour compter du 1er janvier 1989
- IBAKA (L. Françoise), pour compter du 1er janvier 1989
- MOUKONO (Anne Célestine), pour compter du 1er janvier 1989
- MAFOULA (Anatole), pour compter du 1er janvier 1989
- NZILA (Jean Paul), pour compter du 13 novembre 1989
- MOUELE (Pascal), pour compter du 13 novembre 1989

- BOUKOU (Alphonse), pour compter du 11 novembre 1989
- ONTSIAI (Jean-Pierre), pour compter du 11 novembre 1989
- MVILA (Alphonse), pour compter du 2 octobre 1989
- IPENDA (Pascal), pour compter du 1er octobre 1989
- BAKALA (Louis-Bernard), pour compter du 11 octobre 1989
- BALAMFOULA (Blaise), pour compter du 1er juillet 1989
- ASSENDO (Léonie-Clémence), pour compter du 25 septembre 1989
- LOUKOKOBI (Jules), pour compter du 16 septembre 1989

Au 5ème échelon, indice 820

- GAMPAKA (Eugène), pour compter du 2 avril 1989
- BAZOUNGOULA (Noé), pour compter du 1er janvier 1989
- MFROUNGA (Fidèle-Gaétan), pour compter du 7 septembre 1989
- NTADI (Marcel), pour compter du 20 septembre 1989
- MALANDA (Michel), pour compter du 13 décembre 1989
- NIMI (Philippe), pour compter du 13 juin 1989
- DZAO-NTSIE (P. Ghislain), pour compter du 13 juin 1987
- DIELLE (Joseph), pour compter du 6 janvier 1989
- NZONGO-BITEMO (Jean-Pierre), pour compter du 1er janvier 1989
- ELENGABEKA (Joseph), pour compter du 19 août 1989

Au 6ème échelon, indice 860

- MOKA-MOKOYO (Hugues), pour compter du 18 mai 1989
- GOUAMA (Joseph), pour compter du 6 juillet 1989
- MANGANDZA, née BAYI Marie, pour compter du 19 novembre 1989
- MASSAMBA (Bernard-Armand), pour compter du 25 octobre 1989

Au 7ème échelon, indice

- OBOULHAS (Maurice), pour compter
- BASSA-NGOUALA L. (Prosper), pour compter
octobre 1989
- KALAFOUA (Patrick), pour compter du 22 décembre 1989
- ONGANGUE (Laurent), pour compter du 18 mai 1989
- EKONGOLOKO (Gilbert), pour compter du 18 mai 1989
- EKANGA (Jean-Marie), pour compter du 3 octobre 1989

Au 8ème échelon, indice 970

- BAMBI (Jean-Guy), pour compter du 21 juillet 1989
- OKOBE (Hilaire), pour compter du 19 juillet 1989
- OKO (Sébastien), pour compter du 1er janvier 1989
- POUA (Albert), pour compter du 1er janvier 1989
- SOSSONI-ODOU (Joseph), pour compter du 1er février 1989
- MILONGO (Joachim), pour compter du 1er janvier 1989
- NDONGO (Valentine), pour compter du 1er janvier 1989
- MBOUNGOU-MOUTADILA (Bernard), pour compter du 1er janvier 1989

ADJOINTS TECHNIQUES

Au 2ème échelon, indice 640

- LOUBAKI (Joachim), pour compter du 1er juillet 1989

Au 3ème échelon, indice 700

- BIANY (Bertin-Polycarpe), pour compter du 6 août 1989

Au 4ème échelon, indice 760

- DIANZINGA (Casimir), pour compter du 2 juillet 1989
- BALEKETA (Geneviève), pour compter du 11 octobre 1989
- GAZANIA (D. Félicien), pour compter du 22 juillet 1989

Au 5ème échelon, indice 820

- NGAPOULA (Claude), pour compter du 1er janvier 1989
- TOLO (Alphonse), pour compter du 1edr janvier 1989
- BABOUANA, pour compter du 28 mars 1989
- MALONGA (Vincent), pour compter du 2 juin 1989

Au 6ème échelon, indice 860

- NGANTSIELE (MIET-Sébastien), pour compter du 6 janvier 1989
- TCHISSAFOU-GOMA (Auguste), pour compter du 6 janvier 1989
- MATOKO (Maurice), pour compter du 6 janvier 1989
- NZOUROUMBI (Anne), pour compter du 6 janvier 1989

Au 7ème échelon, indice 920

- YOMBI (Dominique), pour compter du 18 mai 1989
- ASSEMBE (Casimir), pour compter du 18 mai 1989
- NTOUMI (Andoche), pour compter du 1er janvier 1989

Au 8ème échelon, indice 970

- MAMPOUYA, née MAYASSI (Françoise), pour compter du 21 juillet 1989
- NGASSI (Séraphin), pour compter du 18 novembre 1989

Conformément aux dispositions du Décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2931 du 23 octobre 1990, sont promus, à trente mois et trois ans aux échelons ci-après, au titre de l'année 1989, les fonctionnaires des cadres des catégories A2 et B de l'Information dont les noms suivent, ACC = Néant

CATEGORIE A, HIERARCHIE II
JOURNALISTE NIVEAU II

AU 3e ECHELON — INDICE 860

EBOUE (Georges) pour compter du 11 décembre 1990

AU 5e ECHEON — INDICE 1020

ZINGA (Lopes-André) pour compter du 27 février 1990

AU 6e ECHELON — INDICE 1090

GANGOYE (Antoine), pour compter du 1er février 1990

INGENIEURS DES TRAVAUX

AU 3e ECHELON — INDICE 860

NGALEKIRA-OBIE (Frédéric) pour compter du 1er février 1990
MABIALA (Léonard) pour compter du 1er février 1990
MASSAMBA (Denis) pour compter du 1er avril 1990
MOUHOUELI (Martin) pour compter du 20 juin 1990
BIMANGOU (Prosper) pour compter du 8 mars 1990
GAFOULA-ODZOUA (C. Liévain) pour compter du 15 mars 1990
NGOUAKA (Emmanuel) pour compter du 7 janvier 1990
KOUNINGUISSA (Albert) pour compter du 6 juillet 1990
LOKO née NDOUNDOU (Jacqueline) pour compter du 1er décembre 1990
OYOUBOUNZO (Georges) pour compter du 7 juin 1990
AMEGBOH MESSANVY (Georges) pour compter du 29 juin 1990
NDOUMA (Charles) pour compter du 2 octobre 1990

AU 4e ECHELON — INDICE 940

DOUMA (Pierre) pour compter du 9 février 1990
BEMBA née MIEMOUKANDA (Emilienne) pour compter du 28 mars 1990
MIALOUNDAMA (Antoine) pour compter du 7 mai 1990
MAYEMBO LOUTADIO (François) pour compter du 25 mai 1990
BONDAYI (Michel) pour compter du 29 avril 1990

CATEGORIE B, HIERARCHIE I
JOURNALISTES NIVEAU I
AU 3e ECHELON — INDICE 700

MBIKA B. (Roch-Trésor) pour compter du 13 mai 1990
MOUKOUBA (Paul) pour compter du 1er janvier 1990

AU 4e ECHELON — INDICE 760

EMPOUA (Bernard) pour compter du 6 mars 1990
GOUMA MANGOUBI (Antoine) pour compter du 1er juin 1990
MAKOUNDI (Thérèse) pour compter du 28 avril 1990
NZAKOU (Albert) pour compter du 14 février 1990
BOUANGA (Joséphine) pour compter du 16 avril 1990
LOUHOUNOU (Eugène) pour compter du 14 février 1990
TSIBA (Gabriel) pour compter du 13 mai 1990
IKIENE (Paul) pour compter du 1er janvier 1990
KANGA (Basile) pour compter du 1er janvier 1990
NKOUNKOU (Marcel) pour compter du 1er janvier 1990
OSSALE-KEKE (Mathieu) pour compter du 1er janvier 1990
NGALA (Marie-Joseph) pour compter du 1er janvier 1990
NKOUNKOU (Pascal) pour compter du 1er janvier 1990
DIANGA (François) pour compter du 1er janvier 1990
ADELEMONE MPASSI pour compter du 1er janvier 1990
SUNGA (Julienne) pour compter du 1er janvier 1990
KOUMOU (ANgélique) pour compter du 1er juillet 1990
MABOUNDOU (Jean) pour compter du 1er janvier 1990

AU 5e ECHELON — INDICE 820

GOMA (Jean-Claude) pour compter du 16 février 1990
LOUKOU (Pierre) pour compter du 13 juin 1990
MAVOUNGOU (Innocent-Georges) pour compter du 13 juin 1990

AU 6e ECHELON — INDICE 860

NGAMAGNIE-TSOUMOU (Lucienne) pour compter du 6 janvier 1990

ADJOINT TECHNIQUE

AU 4e ECHELON — INDICE 760

ELONGO (Dominique) pour compter du 1er janvier 1990.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

ARRETE N° 2938 (TABLEAU)

PAR ARRETE N° 2942 du 23 Octobre 1990,Mme NGOMA MALONGO (Germaine), Secrétaire d'Administration Contratuelle de 3° échelon, catégorie D, échelele 9, indice 480 depuis le 29 avril 1987 en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée au 4° échelon de sa catégorie indice 520 pour compter du 29août 1989

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, et avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2944 du 23 octobre 1990, Mr BATANGOUNA (Joseph), Maître-Ouvrier des cadres de la catégorie C hiérarchie I des services techniques de l'Imprimerie, en service à l'Imprimerie Nationale du Congo, est promu au titre de l'année 1983 au 2° échelon de son grade indice 470 pour compter du 1er janvier 1983, ACC = 1 an.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre;

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2946 du 23 Octobre 1990, sont promus à deux ans et trente mois au titre de l'année 1989 aux échelons ci-après les fonctionnaires des cadres des catégories AII et B des Services Techniques (Statistique) dont les noms et prénoms suivent : ACC= Néant

CATEGORIE A, HIERARCHIE II
INGENIEURS DES TRAVAUX STATISTIQUE

AU 2° ECHELON, INDICE 780

- MBOUNGOU (Jean-Alfred), pour compter du 20 janvier 1989
- MPEMBA (Romain), pour compter du 24 janvier 1989
- NKOUKA (Jean-Claude), pour compter du 21 janvier 1989
- MATONDO (Simon), pour 14 janvier 1989
- MANANGA-SANGTOU (Apollinaire), pour compter du 11 janvier 1989
- LOUEMBA PAMBOU, pour compter du 9 janvier 1989
- MINDZELE (François-Christian), pour compter du 13 janvier 1989
- NGUIMBI (Boniface), pour compter du 13 janvier 1989
- KIBONGUI (Didier-Blaise), pour compter du 29 janvier 1989
- BATADILA (Emmanuel), pour compter du 24 janvier 1989
- AVEDANG NGOUANA (Lucien), pour compter du 20 janvier 1989
- NTSATOUABAKA (Jean-Franck-Charly), pour compter du 9 janvier 1989
- SOUSSA (Louis), pour compter du 16 janvier 1989
- IBATTA (Jean-Marie), pour compter du 16 janvier 1989
- MOUKOUNGA (Sylvère), pour compter du 5 janvier 1989
- VOUIDIBIO (Joseph), pour compter du 10 avril 1989
- KADIABENOKO (Denis), pour compter du 27 janvier 1989
- BOUNGOU (Jean-Claude), pour compter du 16 juillet 1989
- MATOKOT (Esther NSONA), pour compter du 16 juillet 1989
- LOUHEMBA (Philippe), pour compter du 3 août 1989
- MASSAMBA (Hilaire), pour compter du 11 juillet 1989
- TSOTA (Albert), pour compter du 3 octobre 1989

AU 3° ECHELON, INDICE 860

- NSOULOUKA (Eugène), pour compter du 16 août 1989
- SAMBA (Albert), pour compter du 4 avril 1989
- MAKOUANGA (Jean), pour compter du 12 juillet 1989

AU 4° ECHELON, INDICE 940

- MADZOU-TOUTOU (Pascal), pour compter du 10 septembre 1989
- NGOULOU (Martin), pour compter du 25 août 1989
- NGOMA (Jean), pour compter du 1er avril 1989
- MANZIKA (Grégoire), pour compter du 25 octobre 1989
- OUABALOUKOU (Paul), pour compter du 11 avril 1989

AU 5° ECHELON, INDICE 1020

- KOUTAMBAKANA (Jean-Baptiste), pour compter du 31 octobre 1989
- SAMBA DIAT SAMBA (Albert), pour compter du 17 octobre 1989
- PENATH (Nestor), pour compter du 10 août 1989

AU 6° ECHELON, INDICE 1090

- MATAMONA (Michel), pour compter du 27 septembre 1989
- YOULA (Georges), pour compter du 29 octobre 1989

AU 7° ECHELON, INDICE 1180

- MASSENE (Emmanuel), pour compter du 21 novembre 1989
- BACKOLAT (Ghylain-Salomon), pour compter du 5 janvier 1989

CATEGORIE B, HIERARCHIE I
ADJOINTS TECHNIQUES

AU 3° ECHELON, INDICE 700

- KIMVIDI (Raymonde), pour compter du 18 juin 1989

AU 4° ECHELON, INDICE 760

- YADEMENEBIO (Dominique), pour compter du 2 novembre 1989
- MABA (Honoré), pour compter du 2 novembre 1989
- MAHOUNGOU (Nicaise), pour compter du 16 avril 1989
- MIERE (Rigobert), pour compter du 2 mars 1989

AU 6° ECHELON,INDICE 860

-GOMIS PELETY (Daniel), pour compter du 5 novembre 1989

AU 7° ECHELON,INDICE 920

- NGOUAKA-NGOULOU. (Joseph), pour compter du 17 octobre 1989

AU 9° ECHELON, INDICE 1030

- NGOULOU (Gabriel), pour compter du 1er septembre 1989

CATEGORIE B, HIERARCHIE II
ADJOINTS TECHNIQUES

AU 2° ECHELON, INDICE 590

- ODZABO (Louis), pour compter du 17 janvier 1989

AU 3° ECHELON, INDICE 640

- KOUENDOLO (Pascaline), pour compter du 4 avril 1989

AU 4° ECHELON, INDICE 700

- LOULENDO (Gisèle), pour compter du 6 avril 1989

AU 5° ECHELON,INDICE 760

- EKAMA (Dominique), pour compter du 1er septembre 1989

AU 8° ECHELON, INDICE 920

- MBELOLO (Maurice), pour compter du 1er janvier 1989

AU 9° ECHELON, INDICE 970

- GOMO (Jean-Pierre), pour compter du 1er janvier 1989

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées

---

PAR ARRETE N° 2947 du 23 octobre 1990, sont promus à trois ans au titre de l'année 1989 aux échelons ci-après, les Ingénieurs des Travaux Statistiques des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Techniques (Statistique) ACC = Néant

Au 2e échelon, indice 780

- ZINGA BOKASSA (Sylvain), pour compter du 23 janvier 1990

Au 5e échelon, indice 1020

- GOUEMO (Charles), pour compter du 20 juillet 1990.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent Arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiéquées.

PAR ARRETE N° 2952 du 24 Octobre 1990, Mr SAMINOU (Alphonse), Greffier Principal Contratuel de 3° échelon, catégorie C, echelle 8, indice 640 depuis le 3 décembre 1985 en service au Tribunal Populaire de District de Madingou qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 4° échelon de sa catégorie indice 700 pour compter du 3 avril 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet finaicer jsuqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2953 du 24 Octobre 1990, Mr OKOMBI (Jérôme), Secrétaire Principal d'Administration Contratuel de 3° échelon, catégorie C, échelle 8, indice 640 depuis le 24 juillet 1987, en service au Secrétariat Permanent de la Conférence des Contrôleurs d'Etat auprès de l'A.R.C. à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1° septembre 1960, est avancé au 4° échelon de sa catégorie indice 700 pour compter du 24 novembre 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de ala date ci-dessus indiquée.

ARRETE 2954 (TABLEAU)

PAR ARRETE N° 2955 du 24 octobre 1990, Mme MASSA née NGOUMA (Marie Florence), Secrétaire- Comptable Principale Contratuelle de 1er échelon de la catégorie C échelle 8, indice 530 depuis le 3 août 1987 en service au Centre Hospitalier et Universitaire de Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la convention du 1er septembre 1960 est avancée au 2e échelon de sa catégorie indice 590 pour compter du 3 décembre 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2956 du 24 octobre 1990, Mr MIERE (Ferdinand), Chef d'Atelier Contratuel de 2eme échelon catégorie C, indice 590 depuis le 1er janvier 1987, en service à la Direction du Génie Rural et du Machinisme Agricole à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'articel 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 3ème échelon de sa catégorie, indice 640 pour compter du 1er mai 1989.

Conformément aux dispositions du Decret n° 90-480 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2961 du 24 Octobre 1990, les Instituteurs Contratuels dont les noms suivent, qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés successivement aux échelons supérieurs de leur catégorie comme suit.

ANCIENNE SIUATION	NOUVELLE SIUATION
Mr. PACKOU (Germain)	
Instituteur Contratuel de 2e échelon, catégorie C, Echelle 8, indice 590 depuis le 1er février 1984 en service à l'Ecole de les BANDAS Circonscription Scolaire de Louvakou (Niari)	- Avancé au 3e échelon, indice 640 pour compter du 1er juin 1986 - Avancé au 4° échelon, indice 700 pour compter du 1er octobre 1988.
Mme NKOUNKOU née MOUNZENZE (Célestine)	
Institutrice Contratuelle de 2e échelonn, catégorie C, Echelle 8, indice 590 depuis le 1er février 1984 en service à l'Ecole de NGANGOUONI Circonscription scolaire de MAKELEKELE I à Brazzaville.	Avancée au 2e échelon, indice 640 pour compter du 1er juin 1986. — Avancée au 4e échelon, indice 700 pour compter du 5 juin 1988.

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
Mr. IBATA (Dominique)	
Instituteur Contratuel de 1° échelon, catégorie C, Echelle 8, indice 530 depuis le 5 octobre 1983 en service à l'école Lheyet GABOKA, Circonscription scolaire de Ouenzé à Brazzaville	— Avancé au 2° échelonn indice 590 pour compter du 5 février 1986 — Avancé au 3° échelon, indice 640 pour compter du 5 juin 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2962 du 24 Octobre 1990, Mr MADIADIA (Albert), Instituteur Contratuel de 2° échelon, catégorie C, echelle 8, indice 590 depuis le 25 février 1987 en service à la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Permanente à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1edr septembre 1960, est avancé au 3° échelon de sa catégorie, indice 640 pour compter du 25 juin 1989.

Conformément aux dispositons du décretn° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2965 du 24 Octobre 1990, Mme OYERI née NTSAYI (Marthe), Vérificateur de 1er échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie II des Douanes, en service à la Direction Régionale des Douanes à Brazzaville, est promue au Titre de l'Année 1987 au 2° échelon de son grade, indice 590 pour compter du 5 avril 1987 ACC= Néant.

Conformément aux dispositions de décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2971 du 24 Octobre 1990, est entériné le Procès-Verbal de la Commission Paritaire du 10 Janvier 1990.

En application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960 , Mr BOUNDA (Moïse), Comptable Principal Contratuel de 2ème échelon, catégorie C, échelle 8, indice 590, en service à la Direction des Affaires Administratives, Financières et du Personnel du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural, à Brazzaville, est inscrit et Promu sur liste d'aptitude au titre de l'année 1988 et nommé au 1er échelon de la catégorie B, échelle 4, indice 620 en qualité d'attaché des SAF Contratuel. ACC = Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 1er Janvier 1988.

PAR ARRETE N° 2973 du 24 octobre 1990, Mr. MANKERI (Joseph-Barthélemy), Infirmier Diplômé d'Etat de 3e échelon de la catégorie C, échelle 8, indice 640 depuis le 1er avril 1986, en service au Centre des Polios et d'Appareillage de Bacongo à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 4e échelon de sa catégorie, indice 700 pour compter du 1er août 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2982 du 25 Octobre 1990, MR NGOUAKA (Gabriel), Ingénieur des Travaux Miniers Contratuel de 5° échelon, catégorie B, échelle 5, indice 1020 depuis des Hydrocarbures au Kouilou, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er Septembre 1960, est avancé au 6° échelon de sa catégorie indice 1090 pour compter du 1er Mai 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2986 du 25 Octobre 1990, Mme OBILI née EKOMBI (Emilienne), Secrétaire Principale d'Administration de 7è échelon, indice 920 des cadres de la Catégorie B, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers - SAF- (Administration Générale), en service à l'Union Révolutionnaire des Femmes du Congo au titre de l'année 1989 et promue au grade d'Attaché des SAF des Cadres de la Catégorie A, hiérarchie II et de 6è échelon, indice 940 pour compter du 1er Janvier 1989 ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2991 du 26 octobre 1990, sont promus aux échelons ci-après à trente mois et à trois ans au titre de l'année 1989, les fonctionnaires des cadres de la catégorie C des Services Adminisratifs et Financiers (Administration Générale) dont les noms suivent, ACC = Néant.

HIERARCHIE I
SECRETAIRES D'ADMINISTRATION

AU 7e ECHELON — INDICE 660

OUABALOKO (Jean) pour compter du 15 janvier 1990
TCHIVONGO (Félix) pour compter du 15 janvier 1990

Au 8e ECHELON INDICE 740

DIATALA (Moïse Alain) pour compter du 15 janvier 1990

Au 9e ECHELON INDICE 790

MVIRI GALI (Joseph) pour compter 22 novembre 1990
MALAFOU (Désiré), pour compter du 22 mai 1990

HIERARCHIE II
AGENTS SPECIAUX

Au 2e ECHELON, INDICE 460

TOTO (Henriette) pour compter du13 février 1990
MOUCAYAT KOUATHE pour compter du 27 janvier 1990
Dieudonné (Arsène)
- OVOUNDARD (Célestine Brigitte), pour compter du 24 mars 1990
- OKOUONGOSSINI (Monique), pour compter du 12 février 1990

Au 3è échelon, indice 480

- NGANTALI (Philimène), pour compter du 1er janvier 1990
- ADOULOU (Gabriel), pour compter du 3 janvier 1990
- KIMBOUALA PAMBOU (Françoise), pour compter du 3 janvier 1990
- KOMBO MIDOKO (Mélanie), pour compter du 4 juin 1990
- MOUAYA (Augustine), pour compter du 26 mars 1990
- MAKOMA (Marie Eugénie), pour compter du 23 mars 1990
- DIAKOUNDILA MOUNSAMBOTE (Honorine), pour compter du 27 mars 1990
- NGOMA (Marie), pour compter du 1er octobre 1990
- EKILI (Agnès), pour compter du 5 mai 1990
- CONCKO (Brigitte Aimée), pour compter du 1er janvier 1990
- NGALA (Henriette), pour compter du 1er avril 1990
- ONKO , pour compter du 24 janvier 1990
- PAMBOU DEME née MONEKENE (Alice), pour compter du 13 février 1990
- ZASSALAZOBA (Alphonsine), pour compter du 25 juin 1990
- ONDZIE née LEBOLO (Félicité Célestine), pour compter du 19 janvier 1990
- MAKINO ABAH (Marie-Thérèse), pour compter du 28 juin 1990

Au 4è échelon, indice 520

- MBOUKOU (Jacqueline), pour compter du 1er janvier 1990
- LOEMBET MALONA (Agathe-Thérèse), pour compter du 1er avril 1990
- BADIABIO (Jacqueline), pour compter du 20 novembre 1990
- BOUENASSA (Hortense), pour compter du 19 juillet 1990
- MOUAVENGA (Célestine), pour compter du 3 janvier 1990
- OSSERE (Philomène Florentine), pour compter du 1er avril 1990
- DJANA (Véronique), pour compter du 4 avril 1990
- BOMBOKO (Marie Jésus), pour compter du 9 mars 1990
- BILALI-KIZINGA (Angèle), pour compter du 30 octobre 1990
- MAYELA (Valentin Aimé Robert), pour compter du 7 juin 1990
- MBONG (Jean de Dieu),pour compter du 3 février 1990
- NSIBI née NTSALA (Arlette), pour compter du 8 mars 1990.

Au 5è échelon, indice 550

- SAYIT (Didier), pour compter du 1er avril 1990

Au 6è échelon, indice 590

- TATHY (Irène Marie-Claire), pour compter du 6 avril 1990
- KIBENI (Henri), pour compter du 27 juin 1990

Au 7è échelon, indice 620

- BAHOUA BATOUANDI (Nestor), pour compter du 1er décembre 1990
- NIATY (Henri Gatien), pour compter du 10 mai 1990

Au 8è échelon, indice 660

- MASSEMO (Martine), pour compter du 10 février 1990

Au 9è échelon, indice 700

- NKOUAHATA née MAKIMA (Christine), pour compter du 3 février 1990

SECRETAIRES D'ADMINISTRATION
Au 2è échelon, indice 460

- - NZOUNGOU (Pélagie), pour compter du 20 janvier 1990
- EBATHA FRANCK (Zoé Virginie), pour compter du 2 janvier 1990
- MAMPEMBE (Véronique), pour compter du 22 janvier 1990
- OWASSA POUROU (Aimée Patricia), pour compter du 28 janvier 1990
- MVOUALE (Emilienne) pour compter du 2 mai 1990

Au 3e échelon, indice 480

- MACKA-MFOUROU (Béatrice) pour compter du 29 mars 1990
- MAWENGUE (Bienvenue Sophie), pour compter du 25 juin 1990
- MFOUTOU (Céline) pour compter 2 janvier 1990
- BAGHANA (Viviane Eugenie Florentine) pour compter du 22 janvier 1990
- MALANDA (Félix) pour comper du 1er janvier 1990
- MBOUALA (Victorine) pour compter du 1er janvier 1990
- MALAMBE (Philomène) pour compter du 2 janvier 1990
- TCHICHIELE (Pélagie), pour compter du 1er décembre 1990
- NGOULOU Augustine pour compter du 10 Mars 1990
- BAKEBE (Henriette) pour compter du 1er janvier 1990

- DIASSOUKA (Julienne) pour compter du 6 février 1990
- NAOUENANDI (Marcelline) pour competr du 1er janvier 1990
- NZELI (Emilienne) pour compter du 1er juin 1990
- FOUEMINA (Anne) pour compter du 8 mars 1990
- SILAHO (Albertine) pour compter du 1er juillet 1990
- ELOUO (Georgette) pour compter du 17 juin 1990
- MBOMBI (Christine pour compter du 3 mai 1990
- KIHEMI (Madeleine) pour compter du 3 juin 1990
- KIHOULOU-LOUYA (Bernadette), pour compter du 2 mai 1990
- TSIMI (Elisabeth), pour compter du 2 mai 1990
- OBION (Hélène Marie Elise), pour compter du 6 janvier 1990
- ENGAYE (Delphine), pour compter du 8 juin 1990
- LOUFOUKOU (Charlotte), pour compter du 14 janvier 1990
- BANAKISSA (Anne), pour compter du 24 novembre 1990

Au 4è échelon, indice 520

- NTSALA (Pauline), pour compter du 19 juin 1990
- NKAZI (Régine), pour compter du 1er janvier 1990
- EWEKENGA (Monique Irène), pour compter du 4 avril 1990
- BAKOUETILA (Bernadette), pour compter du 5 janvier 1990
- BAKANA (Faustine), pour compter du 1er mars 1990
- BOUENASSA (Hortense), pour compter du 19 janvier 1990
- LOUEZI (Marie Agnès), pour compter du 1er avril 1990
- MBASSANI (Antoinette), pour compter du 1er avril 1990
- MBOUSSA (Ida Célestine), pour compter du 4 janvier 1990
- MOMBOULI née OUENZA (Micheline), pour compter du 18 février 1990
- NGONGA née BOKOLO (Marie Nadine), pour compter du 1er janvier 1990
- NZILA GOMA née NIMI NDOULOU (Thérèse), pour compter du 1er mars 1990
- KINKELA (Pauline), pour compter du 1er avril 1990
- SONDJO (Yvette Cathérine), pour compter du 29 juin 1990
- BOSSONGO (Yvette Jeanne D'Arc), pour compter du 8 décembre 1990
- GNAMOUERE (Thérèse), pour compter du 2 avril 1990
- KOROBALESSOU (Elisa), pour compter du 20 février 1990
- MASSAMBA (Janick Roseline), pour comptert du 2 mai 1990
- MIBONDO (Hélène), pour compter du 1er juillet 1990
- MOUANDINGA (Thérèse), pour compter du 3 mai 1990
- NKAZIANGANA (Thérèse), pour compter du 30 février 1990
- LONDALI (Germaine), pour compter du 26 mai 1990
- DIAVINGA DIABANTESSA (Jeanne), pour compter du 1er avril 1990
- MOUZIETO-MOUIMBA (Alphonsine), pour compter du 9 mai 1990
- BIBAKI (Marie Eveline), pour compter du 2 mai 1990
- MANDA (Emile Marcelle), pour compter du 2 mai 1990
- ETALI (Emilienne), pour compter du 2 mai 1990
- MAMBOU (Angèle), pour compter du 1er octobre 1990
- DANGHOE-CONGOLELA (Yvette Chantal), pour compter du 1er avril 1990

Au 5è échelon, indice 550

- MABIALA MOUKALA (Victorine), pour compter du 17 octobre 1990
- OBONDO (Justine), pour compter du 3 mai 1990

Au 6è échelon, indice 590

- BIZONZOLO née YOULOU(Anne Marie), pour compter du 9 décembre 1990.
- MAMBOU (Thérèse), pour compter du 2 juin 1990
- NDEY (Marie Hélène), pour compter du 26 octobre 1990
- BOUNGOU DIMINA DANDI (Clarisse), pour compter du 1er janvier 1990
- MAHOUNGOU (Joseph Jean Marie), pour compter du 10 mai 1990
- MITOULOU née MAFOUMBA (Thérèse), pour compter du 24 mai 1990
- MONGANGOU (Hélène), pour compter du 8 janvier 1990
- MOULOUNGUI (Jean Marie), pour compter du 22 avril 1990
- DABA (Marc), pour compter du 30 juin 1990
- NKOUSSOU (Marie Françoise), pour compter du 9 juin 1990

Au 7è échelon, indice 620

- PAMBOU (Jean Paul Serge), pour compter du 19 juillet 1990
- MIBONDO (Julienne), pour compter du 9 juin 1990
- PEYA (Thérèse), pour compter du 16 juin 1990
- NZABA née BANSIMBA (Françoise), pour compter du 8 juillet 1990
- NTSOUMBOU (André), pour compter du 24 février 1990
- MBISSI (Fulbert), pour compter du 15 juillet 1990

Au 8è échelon, indice 660

- MADZOU (Albert), pour compter du 9 mai 1990
- MOUNDINGA (Jean Blaise), pour compter du 20 décembre 1990
- MAMOUNA (Henriette), pour compter du 18 octobre 1990

Au 9è échelon, indice 700

- MADZOU (Albert), pour compter du 9 mai 1990
- MOUNDINGA (Jean Blaise), pour compter du 20 décembre 1990
- MAMOUNA (Henriette), pour compter du 18 octobre 1990

Au 9è échelon, indice 700

- BATTY (Ernesty), pour compter du 15 juillet 1990
- BAKEBA (Thérèse), pour compter du 29 avril 1990
- BOUNA-MBANI (Jeanne), pour compter du 2 février 1990
- MOUYABI-NZAKA née NZOUMBA (Antoinette), pour compter du 11 février 1990

Au 10è échelon, indice 740

- BIDJANG née TCHICAYA (Huguette), pour compter du 31 février 1990.

Conformément aux dispositions du décret 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

ARRETE N° 2997 (TABLEAU)

PAR ARRETE N° 3012 du 26 octobre 1990, Mr VOUKISSA (Timothée), Commis Principal Contratuel de 5° échelon, catégorie E, échelle 12, indice 390 depuis le 15 Juin 1987 en service à la Direction Nationale du Chiffre et des Télégrammes à Brazzaville qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er Septembre 1960 est avancé au 6° échelon, de sa catégorie indice 410 pour compter du 15 octobre 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 3038 du 27 Octobre 1990, Mr DAMBENDZET (Guy-Parfait-Léonard), Secrétaire-Comptable Principal Contratuel de 6° échelon de la catégorie C, échelle 8, indice 820 depuis le 27 mai 1983, en stage à KIEV (URSS), qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er Septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- 7° échelon, indice 860 pour compter du 27 septembre 1985 ;
- 8° échelon, indice 920 pour compter du 27 janvier 1988 ;
- 9° échelon indice 970 pour compter du 27 mai 1990.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR N° 3040 du 27 octobre 1990, Mr ESSEREKE (Albert), Attaché des SAF Contratuel de la catégorie B, échelle 4, indice 1010 depuis le 1er Janvier 1984, en service à la Direction de l'Administration et de l'Equipement à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er Septembre 1960, est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- Au 8° échelon indice 1080, pour compter du 1er mai 1986 ;
- Au 9° échelon indice 1150, pour compter du 1er septembre 1988.

Conformément aux disposition du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancment ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 3041 du 27 octobre 1990, les Fonctionnaires des cadres de la catégorie C des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) dont les noms suivent, sont inscrits sur la liste d'Aptitude au titre de l'année 1989 et promus aux grades des cadres de la catégorie B, hiérarchie II ci-après :

AGENTS SPECIAUX PRINCIPAUX :

AU 1er ECHELON, INDICE 530 POUR COMPTER DU 1er JANVIER 1989 ; ACC = 10 MOIS 29 JOURS :

— MOKHASSA MYETE (Gaspard), Agent Spécial de 4e échelon, indice 520

AU 4e ECHELON, INDICE 700 POUR COMPTER DU 1er JANVIER 1989 ; ACC = 1 AN 11 MOIS 20 JOURS

— KOUKA (Auguste), Agent Spécial de 9e échelon, indice 700

AU 7e ECHELON, INDICE 860 POUR COMPTER DU 1er JANVIER 1989 ; ACC = NEANT

— MIETE-SAYA (Théodore), Agent Spécial de 10e échelon, indice 840.

SECRETAIRES PRINCIPAUX D'ADMINISTRATION

AU 1er ECHELON, INDICE 530 POUR COMPTER DU 1er JANVIER 1989 ; ACC = NEANT

— KOUMBA (Raymond), Secrétaire d'Administration de 2e échelon, indice 460.

AU 3e ECHELON, INDICE 640 POUR COMPTER DU 1er JANVIER 1989 ; ACC = NEANT

— TAMBA (Jean-Pierre), Secrétaire d'Administration de 6e échelon, indice 600
— YOMBO (Jean-Marie), Secrétaire d'Administration de 6e échelon, indice 600
— NGOYO (Victor), Secrétaire d'Administration de 6e échelon, indice 600

AU 4e ECHELON, INDICE 700 POUR COMPTER DU 1er JANVIER 1989 ; ACC = NEANT

— TOMANITOU (Joseph), Secrétaire d'Administration de 7e échelon, indice 660

AU 5e ECHELON, INDICE 760 POUR COMPTER DU 1er JANVIER 1989 ; ACC = NEANT

— KAYA (Daniel), Secrétaire d'Administration de 8e échelon, indice 740
— MITSINGOU-LALISSINI, Secrétaire d'Administration de 8e échelon, indice 740
— MADZOU (Etienne), Secrétaire d'Administration de 10e échelon, indice 740

AU 6e ECHELON, INDICE 820 POUR COMPTER DU 1er JANVIER 1989 ; ACC = NEANT

— NKODIA (Joseph), Secrétaire d'Administration de 9e échelon, indice 790
— BOUANGOBE (Michel), Secrétaire d'Administration de 9e échelon, indice 790

AU 7e ECHELON, INDICE 860 POUR COMPTER DU 1er JANVIER 1989 ; ACC = NEANT

— OZABELLE (Victor), Secrétaire d'Administration de 10e échelon, indice 840
— BADINGA (Samuel), Secrétaire d'Administration de 10e échelon, indice 840.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée, et de la solde pour compter du 1er juillet 1990.

PAR ARRETE N° 3044 du 27 Octobre 1990, Mme MBOTE née NKOUSSOU (Cécile), Monitrice Sociale Contractuelle de 1er échelon, catégorie D, Echelle 11, indice 440 depuis le 15 octobre 1984 en service au Centre d'Education Prescolaire Camp 15 Août à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- Au 2è échelon, indice 470 pour compter du 15 février 1987 ;
- Au 3è échelon, indice 490 pour compter du 15 juin 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 3047 du 29 Octobre 1990, Mr NTINI (Louis), Contre Maître Contractuel de 3° échelon, catégorie D, échelle 9, indice 480 depuis le 17 janvier 1987, en service au Lycée Technique du 1° mai à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1° Septembre 1960, est avancé au 4° échelon de sa catégorie, indice 520 pour compter du 17 mai 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 3048 du 29 octobre 1990, Mme MANDZILA (Eugénie-Pauletie), Secrétaire d'Administration Contratuelle de 5° échelon, catégorie D, échelle 9, indice 550 depuis le 30 janvier 1987 en service au Secrétariat Général à la Justice à Brazzaville qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancée au 6° échelon de sa catégorie indice 590 pour compter du 30 mai 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

RECTIFICATIF N° 3054 du 29 octobre 1990, à l'arrêté n° 1554 du 4 avril 1989 portant promotion au titre de l'année 1987 de certains Professeurs de CEG des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignements), en ce qui concerne Mr. MOUISSI (David).

LE PREMIER MINISTRE

AU LIEU DE :
Article 1er :
AU 3e ECHELON, INDICE 860

MOUISSI (Daniel), pour compter du 23 septembre 1987

LIRE :
Article 1er :
AU 3e ECHELON, INDICE 860

MOUISSI (David), pour compter du 23 septembre 1987.

Le reste sans changement.

PAR ARRETE N° 3056 du 29 octobre 1990, Mr IHOUSSOU (Guillaume), Secrétaire d'Administration Contratuel de 3è échelon, catégorie D échelle 9 indice 480 depuis le 11 juin 1987 en service à la Présidence de la Commission du Plan et de l'Economie du Parti Congolais du Travail à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 4è échelon de sa catégorie indice 520 pour compter du 11 octobre 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 3062 du 31 octobre 1990, Mr. MOUKALA (Prosper), Instituteur Adjoint de 1er échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement), en service à Pointe-Noire, est promu au 2e échelon de son grade, indice 470, au titre de l'année 1980, pour compter du 4 octobre 1980. ACC = Néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-470 du 10 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 3064 du 29 octobre 1990, Mr. MOUKALA (Prosper), Instituteur Adjoint de 2e échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement), en service à Pointe-Noire, est promu au 3e échelon de son grade, indice 490, au titre de l'année 1982, pour compter du 4 octobre 1982. ACC = Néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-470 du 10 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 3066 du 29 octobre 1990, Mr. MOUKALA (Prosper), Instituteur Adjoint de 3e échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement), en service à Pointe-Noire, est promu au 4e échelon de son grade, indice 520, au titre de l'année 1984, pour compter du 4 octobre 1984. ACC = Néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-470 du 10 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 3068 du 29 octobre 1990, Mr. MOUKALA (Prosper), Instituteur Adjoint de 4e échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service à Pointe-Noire, est promu au 5e échelon de son grade, indice 560 pour compter du 4 octobre 1986, ACC = Néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-470 du 10 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 3070 du 29 octobre 1990, Mr. MOUKALA (Prosper), Instituteur Adjoint de 5e échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement), en service à Pointe-Noire, est promu au 6e échelon de son grade, indice 600, au titre de l'année 1988 pour compter du 4 octobre 1988. ACC = Néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-470 du 10 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 3073 du 29 octobre 1990, sont promus au 2e échelon de leur grade, indice 640 au titre de l'année 1987, les Instituteurs des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement), dont les noms suivent : ACC = Néant.

- BOUMANDOU, pour compter du 5 octobre 1987
- NGATSE (Joël-GAston), pour compter du 5 octobre 1987.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-470 du 10 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 3109 du 30 octobre 1990, MR KABILA (Germain), Comptable Contratuel de 3° échelon, catégorie D, échelle 9, indice 480 depuis le 25 juin 1987, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 4° échelon de sa catégorie, indice 520 pour compter du 25 octobre 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PARA ARRETE N° 3110 du 30 octobre 1990, Mr MIZELE (André), Maître d'Hôtel Contratuel de 6° échelon, catégorie E, échelle, indice 410 depuis le 14 janvier 1986, en service à la Résidence du Premier Ministre à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 7è échelon de sa catégorie, indice 440 pour compter du 14 mai 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 3111 du 30 octobre 1990, Mr ONKA (François), Commis Principal Contratuel de 2° échelon, catégorie E, échelle 12, indice 320 depuis le 1er janvier 1987, en service au Lycée Emery Patrice LUMUMBA à Brazzaville qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 3° échelon de sa catégorie, indice 350 pour compter du 1er mai 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 3112 du 30 Octobre 1990, Mr MONGO (Samuel), Agent Technique de Santé Contratuel de 5° échelon, catégorie D, échelle 11, indice 560 depuis le 25 mars 1986 en service à la Direction de la Médecine Préventive à Brazzaville, qui remplit la conditon d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 6° échelon de sa catégorie indice 600 pour compter du 25 juillet 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet infiancier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 3113 du 31 octobre 1990, Mr SEOLO (Samuel), Secrétaire Sténo-Dactylographe Contratuel de 3° échelon, Catégorie D, échelle 9, indice 480 depuis le 30 mai 1982, en service à la Direction du Contrôle Financier à Brazzaville qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960 est avancé successivement aux échelons supérieurs de sa catégorie comme suit :

- Au 4° échelon, indice 520 pour compter du 30 septembre 1984 ;
- Au 5° échelon, indice 550 pour compter du 30 janvier 1987 ;
- Au 6° échelon, indice 590 pour compter du 30 mai 1989.

Conformément aux dispositiosns du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

ARRETE N° 3120 (TABLEAU)

PAR ARRETE N° 3127 du 31 octobre 1990, sont promus aux échelons ci-après, au titre de l'année 1988, les Dessinateurs Principaux des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Techniques (Cadastre), dont les noms suivent :

AU 2e ECHELON, INDICE 470

OUAYA (Philippe) pour compter du 1er janvier 1988

AU 9e ECHELON, INDICE 790

NTADI (Grégoire) pour compter du 1er avril 1988.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté, qui prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée, sera publié au Journal Officiel.

PAR ARRETE N° 3128 du 31 octobre 1990, Mr. KABA, Géomètre de 4e échelon de la catégorie C, échelle II, des Services Techniques, en service à la Direction du Cadastre et de la Topographie à Brazzaville, est inscrit sur la liste d'Aptitude au titre de l'année 1988 et promu au grade d'Adjoint Technique de 1er échelon, indice 530 des cadres de la catégorie B, hiérrachie II des Services Techniques (Cadastre) pour compter du 1er janvier 1988 ; ACC = Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée et de la solde pour compter du 1er juillet 1990.

PAR ARRETE N° 3164 du 31 octobre 1990, les Agents Contractuels dont les noms suivent, qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés à l'échelon supérieur de leur catégorie conformément au tableau ci-après :

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
MONGO (Maurice-Cyrille)	
Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 25 mars 1988, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville	Au 3e échelon, indice 480 pour compter du 25 juillet 1990.
AMADOU SOULEMANE (SALL)	
Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 25 mars 1988, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville.	Au 3e échelon, indice 480 pour compter du 25 juillet 1990.

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
NGAMPIKA (Marie-Antoine)	
Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 25 mars 1988, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville	Au 3e échelon, indice 480 pour compter du 25 juillet 1990.
AMPHA (François-Pamphile)	
Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 25 mars 1988, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville	Au 3e échelon, indice 480 pour compter du 25 juillet 1990.
DOUNIAMA (Ernest)	
Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 25 mars 1988, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville	Au 3e échelon, indice 480 pour compter du 25 juillet 1990.
ANGANI (Alphonsine)	
Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 25 mars 1988, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville	Au 3e échelon, indice 480 pour compter du 25 juillet 1990.
MANDZION (Thérèse)	
Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 25 mars 1988, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville	Au 3e échelon, indice 480 pour compter du 25 juillet 1990.
AKIMALIELE (Emmanuel)	
Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 25 mars 1988, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville.	Au 3e échelon, indice 480 pour compter du 25 juillet 1990.
LIKIBI (Lucien)	
Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 25 mars 1988, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville	Au 3e échelon, indice 480 pour compter du 25 juillet 1990.
TOLO (Martine)	
Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 25 mars 1988, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville.	Au 3e échelon, indice 480 pour compter du 25 juillet 1990.
MBOUALE-ANDAKI (Henriette)	
Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 25 mars 1988, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville	Au 3e échelon, indice 480 pour compter du 25 juillet 199
ELENGA-GOUYA (Denis Claver)	
Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon, catégorie D, échelle 9, indice 460 depuis le 25 mars 1988, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville.	Au 3e échelon, indice 480 pour compter du 25 juillet 1990.
DZAON (Philomène)	
Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon, catégorie E, échelle 10, indice 460 depuis le 25 mars 1988, en service à la Direction Générale de la Fonction Publique à Brazzaville	Au 3e échelon, indice 350 pour compter du 25 juillet 1990.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

PAR ARRETE N° 3165 du 31 octobre 1990, Mr. TSOULA (Clément), Commis Principal de 4e échelon de la catégorie E, échelle 12, indice 370 depuis le 1er janvier 1987, en service au Secrétariat Général de l'Assemblée Nationale Populaire à Brazzaville, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 5e échelon de sa catégorie, indice 390 pour compter du 1er mai 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-470 du 10 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 3166 du 31 octobre 1990, Mr. SAMBA (Gabriel Lucien), Secrétaire d'Administration de 3e échelon de la catégorie D, échelle 9, indice 480 depuis le 16 juin 1987, en service à la Direction du Personnel et des Affaires Administratives du Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur, qui remplit la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, est avancé au 4e échelon de sa catégorie, indice 520 pour compter du 16 octobre 1989.

Conformément aux dispositions du décret n° 90-470 du 10 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

TITULARISATION

PAR ARRETE N° 2799 du 11 octobre 1990. Les Instituteurs Stagiaires des cadres de la catégorie B, hiérachie I, des Services Sociaux (enseignement) dont les noms suivent sont titularisés au titre de l'année 1985 et nommés au 1er échelon de leur grade indice 590, ACC = Néant.

KIYINDOU BAZOUZIE (Cyrille-Mathieu) pour compter du 3 octobre 1985
AMPIO (Emile) pour compter du 1er octobre 1985
BANGA (Grégoire) pour compter du 1er octobre 1985
DIAMBI (Guillaume) pour compter du 1er octobre 1985
MASSENGO MBONDZAT/BOUSSOUGOU (Marie Brigitte)pour compter du 1er octobre 1985
NALOUHOUNA (Alphonse) pour compter du 1er octobre 1985
TATY (Gabriel Julien) pour compter du 1er octobre 1985
DIMONEKELE (Joseph) pour compter du 5 octobre 1985
KIBILA TSIMBA née MBOMBI (Jeanne) pour compter du 5 octobre 1985
KIMBOUALA (Rubens) pour compter du 5 octobre 1985
MAKANGA (Victor) pour compter du 5 octobre 1985
MBOUNGOU (Paul) pour compter du 5 octobre 1985
KABOULOU MABILA (Norbert)MOULOUNGUI Née MADJONOU (Delphine) pour compter du 5 octobre 1985
TINOU DOUGOMA (Toussaint) pour compter du 5 octobre 1985
NKOUNKOU MAMPOUYA (Célestine) pour compter du 5 octobre 1985
KITEMO (François) pour compter du 29 octobre 1985
MBOUGOU (Yves) pour compter du 1er octobre 1985
MOUDIONGUI (Gilbert) pour compter du 1er octobre 1985
MOUKASSA TSIBA (Fidèle) pour compter du 1er octobre 1985
MASSOUEMA (Raymond) pour compter du 9 octobre 1985
NTSIETE MANANGOU (MArcel) pour compter du 22 octobre 1985
BOUDZOUMOU (Victor) pour compter du 5 octobre 1985
MOUSSOUNGOU (Vincent) pour compter du 5 octobre 1985
MBEMBA (Etienne) pour compter du 5 octobre 1985
BIRINDA (Honoré) pour compter du 4 octobre 1985

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2809 du 12 octobre 1990. Les Professeurs Techniques Adjoints de CET Stagiaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie I, des Services Sociaux (enseignement) dont les noms suivent sont titularisés au titre de l'année 197 7 au 1er échelon de leur grade indice 590, ACC = Néant.

BABASSANA (Jean-Marie) pour compter du 6 janvier 1987
MALONGA LOUTAYA (Gustavine) pour compter du 4 janvier 1987

Le Présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2823 du 12 Octobre 1990, les Instituteurs stagiaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociauxd (Enseignement) dont les noms suivent sont titularisés au titre de l'année 1985 et nommés au 1er échelon de leur grade indice 590, ACC = néant

- BOUMBA (Gabriel), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- LOUBAYI (Syvestre), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- MYENAGHATA (Joseph), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- MALONGA (Félicité-Yolande-Adélaïde), pour compter 5 octobre 1985 ;
- MIAKANDA (Jean-Marie), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- MONTALI, pour compter du 5 octobre 1985 ;
- NGOKABA (Raoul), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- NGOUALA (Philippe), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- NZINGOU- BOUANGA, pour compter du 5 octobre 1985 ;
- OKANDZA (Jérôme), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- PANDZOU-GOUNDOU (Marie-Astride), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- LOUEMBA (Joseph), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- MORONINGA (Simon), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- NGATSIELOU (Casimir), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- EKOTO née LOPANDZA (Pascaline), pour compter du 5 octobre 1985 ;

- LENGOLI (René), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- LOUELE (Benjamin), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- MAMPOUYA (Ange), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- NGABONI EBOURA (Isidore), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- MOUMBOULI ETOUA (Maurice), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- BAZOVAYE, pour compter du 5 octobre 1985 ;
- TSAKALA (Théophile), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- KIMFOKO (Gilbert), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- LASCONY (Blaise), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- BASSANSOUMOUNA (Daniel), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- MELENGUI-MOUAKOMBE (Liliane Yvonne), pour compter du 10 octobre 1985 ;
- NIEMET-NGOUNGA (Lydie-Henriette), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- GUIMBI (Laurent Edouard), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- NGAMAMBA NZIAKOLI née LEMBE (Germaine), pour compter du 5 octobre 1985 ;
- BAKELANA (Gracia), pour compter du 6 octobre 1985 ;
- PIHI SAMBALA, pour compter du 5 octobre 1985 ;
- MBAMBI-BOUKA (Auguste), pour compter du 17 octobre 1985 ;
- WANDO OPAYA (Daniel), pour compter du 5 octobre 1985 .

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2901 du 19 Octobre 1990 Mme NSOUNGA née BATANGOUNA (Victorine), Institutrice Stagiaire des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville est titulaire au titre de l'année 1980 et nommée au 1er échelon de son grade indice 590 pour compter du 2 décembre 1980 ACC néant.

Le Présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 3060 du 29 Octobre 1990. Mr. MOUKALA (Prosper), Institutrice Adjoint Stagiaire des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en sérvice à Pointe-Noire est titulaire au titre de l'année 1978 et nommé au 1er échelon de son grade indice 440 pour compter du 4 octobre 1974 ACC néant.

Le Présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 3071 du 31 Octobre 1990. Les Instituteurs Stagiaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement)dont les noms et prénoms suivent sont titularisés au titre de l'année 1985 et nommés au 1er échelon de leur grade, indice 590, ACC néant.

- BOUMANDOU pour compter du 5 Octobre 1985 à Boundji
- NGATSE (Joël Gaston) pour compter du 5 Octobre 1985 à Tchikapika

Le Présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

STAGE

PAR ARRETE N° 2680 du 2 Octobre 1990, les fonctionnaires et Agents Contractuels de l'Etat dont les noms et prénoms suivent en service dans les différentes régions de la République Populaire du Congo déclarés définitivement admis au Concours Profesionnel sont autorisés à suivre un stage de formation à l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration pour une durée de neuf mois au titre de l'année scolaire 1989 - 1990.

ADMINISTRATION GENERALE
ACCES EN B OU C 8 DE LA CONVENTION COLLECTIVE.

- AWA DIAKHATE, Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon.
- LOULENGO (Béatrice Eugène) Secrétaire d'Administration Contractuel de 1er échelon.
- GOMA - DIALLO (Jean) Brigadier chef de 2e échelon.
- MBERI (Albert), secrétaire d'Administration Contractuel de 3e échelon - - MILANDOU (Emmanuel), Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon.
- MOUELE (Henri) Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon.
- NGAMBOMA (Yves), Secrétaire d'Administration Contractuel de 1er échelon
- BIKOUMOU (Didace), Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon.
- NDONGA (Daniel) Secrétaire d'Administration Contractuel de 3e échelon.
- LOUMINGOU (Jules), secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon
- MOKE (Albert) , Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon.
- KOUBEMBA (Gabriel) Secrétaire d'Administration Contractuel de 3er échelon.
- MBE (Bonnaire), secrétaire d'Administration Contractuel 2e échelon
- EKAMBA (Henri) , Secrétaire d'Administration Contractuel de 2e échelon.
- DIANGANA (Romaine) Secrétaire d'Administration de 2er échelon.
- SAKA (Emilienne), secrétaire d'Administration de 2e échelon.

- GOMA - DIALLO (Jean) Brigadier Chef de 2e échelon.
- AKONDZO (Auguste) Brigadier Chef de 2e échelon.
- KINOUANI (Léon) Brigadier Chef de 2e échelon.
- ETA (Romuald) Brigadier Chef de 2e échelon.
- MALANDA (Barthélémy) Brigadier Chef de 2e échelon.
- KOULOUNGUISSA (Adolphe) Brigadier Chef de 2e échelon.
- MALELA (Bernard) Brigadier Chef de 2e échelon.
- IBIOU (Arthur) Brigadier Chef de 3e échelon.
- NSOUKA (Jules) Brigadier Chef de 2e échelon.
- ONKA - MBANI Brigadier Chef de 2e échelon.
- BILOUNGOULOU (Dieudonné) Brigadier Chef de 2e échelon.
- PEMBELE - TIBA (Justin) Brigadier Chef de 2e échelon.
- ZILA (Pierre) Brigadier Chef de 2e échelon.
- NGOULOU - TSENGUE, Brigadier Chef de 2e échelon.
- NDONGO - OBA - ANDZELE Brigadier Chef de 2e échelon
- MITORI (Georgette) Contrôleur de 2e échelon
- MIAKAKELA (Modeste) Brigadier Chef de 2e échelon.
- BAYIDIKILA (Mesmin Anicet) Brigadier Chef de 2e échelon.
- TSEKET (Gomez) Brigadier Chef de 2e échelon.
- ONDELE- IBARESSONGO (Gaston) Brigadier Chef de 2e échelon.
- KAMBA (Paul) Brigadier Chef de 2e échelon.
- IBARRA (Maurice) Brigadier Chef de 2e échelon.
- MABOUSSOU (Louise) Contrôleur de 2e échelon.
- NSOUNGAMENA (Robert) Contrôleur de 2e échelon.
- OPANA (Patrice) Brigadier Chef de 1e échelon.
- NSIMBOU - MA - KOMBI (Daniel) Brigadier Chef de 3e échelon.
- SITA (Albert) Brigadier Chef de 2e échelon.
- MASSAMBA (Albert) Brigadier Chef de 2e échelon.
- MABELA (Victor) Brigadier Chef de 2e échelon.
- MPIO (Briceley) Brigadier Chef de 1er échelon.
- MAKIADI (Zéphirin) Brigadier Chef de 2e échelon.

AGENTS SPECIAUX PRINCIPAUX (TRESOR)

- NDINGA (Françoise) Agent Spécial de 2 échelon
- NGAPOULA (Thérese) Agent Spécial de 2e échelon.
- LEMBILA (Antoinette) Agent Spécial de 3e échelon
- MBONG (Jean de Dieu) Agent Spécial de 2e échelon.
- LEMBE (Pauline) Agent Spécial de 4e échelon.

ADMINISTRATION SCOLAIRE

- BABAKISSINA (Pauline) Institutrice Adjoint de 4e échelon.

ADMINISTRATION GENERALE
ACCES EN C OU D 9 DE LA CONVENTION COLECTIVE

- INANA (Michel) Comis Principal de 3e échelon
- BANDZOUZY Née NSIMBA (Denise) Commis Principal de 1e échelon.

Les services du Ministère des Finances et du Budget sont chargés du mandatement à leur profit de l'intégralité de leur solde.

Ces dépenses sont imputables au Budget de l'Etat.

PAR ARRETE N° 2963 du 24 Octobre 1990, Mr NGANDO-ODICKY (Gabriel), Ingénieur des Travaux Ruraux de 1er échelon des Cadres de la catégorie A hiérarchie II des Services Techniques (Agriculture) en service à Brazzaville est autorisé à suivre un stage de formation en Agronomie en URSS pour une durée de six ans pour compter de l'année 1985-1986.

Les frais de voyage et d'études sont à la charge de l'Etat Soviétique qui est chargé de la mise en route de l'intéressé pour ce pays par voie aérienne.

Les Services du Ministère des Finances et du Budget (Direction Générale du Budget) sont chargés du mandatement à son profit de l'intégralité de sa silde.

Ces dépenses sont imputables au budget de l'Etat Soviétique.

PAR ARRETE N° 2970 du 24 Octobre 1990, les fonctionnaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Techniques (Recherche Scientifique, Agriculture et Génie Rural dont les noms suivent déclarés admis au concours professionnel sont autorisés à suivre un stage de formation à L'Institut de Développement Rural pour une durée de trois ans pour compter de l'année scolaire 1984-1985 en vue d'accéder à la catégorie A hiérarchie II (Régularisation).

INGENIEURS DES TRAVAUX AGRICOLES

- MABOUNGOU (Jean), Conducteur Principal d'Agriculture de 5° échelon ;
- EKOMBA OLEGNA (Lambert), Contratuel Principal d'Agriculture de 6° échelon ;
- LOUZOLO (Pierre), Conducteur Principal d'Agriculture de 5° échelon ;
- BELFROID (François), Conducteur Principal d'Agriculture de 3° échelon ;
- MIEKOUNTIMA (Jacques), Assistant Technique de 4° échelon ;
- MAKOSSO née MAKONDI (Jacqueline), Conductrice Principale d'Agriculture de 3° échelon ;
- MOUNGONO (Pascal), Conducteur Principal d'Agriculture de 5° échelon ;
- BOUKA-MATSOUMBOU (Félix), Conducteur Principal d'Agriculture de 4° échelon.

INGENIEURS D'EQUIPEMENT RURAL

- EWOUESSO (Alphonse), Contrôleur d'Elevage de 3° échelon.

Les Services du Ministère des Finances et du Budget, (Direction Générale du Budget), sont chargés du mandatement à leur profit de l'intégralité de leur solde.

Ces dépenses sont imputables au BUdget de l'Etat Congolais.

PAR ARRETE N° 2981 du 25 Octobre 1990,les fonctionnaires des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) en service dans les différentes régions de la République Populaire du Congo dont les noms et prénoms suivent définitivement admis au concours professionnel, sont autorisés à suivre un stage de formation des professeurs spécialisés à l'Enseignement des déficients auditifs à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education de Brazzaville pour une durée de deux ans pour compter de l'année scolaire 1988-1989. (Régularisation).

En tête : - VILOULA-MADIEBA (Paul), Instituteur de 2e échelon
- MIAHOUAMA (Dominique), Instituteur de 2e échelon
- NAHOUAMONAO (Joseph), Instituteur de 3e échelon
- MAKAMBA (André), Instituteur de 2e échelon
- MASSOUELA (Jean-Bénoît), Instituteur de 3e échelon
- BITSINDOU (André), Instituteur de 3e échelon
- YOBO (Gaston), Instituteur de 2e échelon

Les services du Ministère des finances et du Budget (Direction Générale du Budget) sont chargés du mandatement à leur profit de l'intégralité de leur solde.

Ces dépenses sont imputables au Budget de l'Etat.

ADDITIF N° 2995 du 26 octobre 1990 à l'Arrêté n° 0597 autorisant certains fonctionnaires des Services sociaux (Enseignement) déclarés définitivement admis au Concours professionnel à suivre un stage de formation à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education en tête OUALIYO (Véronique).

(REGULARISATION)

LE PREMIER MINISTRE,

APRES :

NTOUNTA (Anne), Institutrice de 4° échelon

AJOUTER :

NDJOOLOUO (Albert), Instituteur de 3e échelon

RECLASSEMENT

PAR ARRETE N° 2763 du 6 Octobre 1990, en application des dispositions de la Convention Collective du 1er Septembre 1960, Mr NDINGA ONDZE (Ange-Raymond), Commis Principal Contractuel de 3ème échelon de la catégorie E échelle 12, Indice 350, en service à la Direction Générale du Budget à Brazzaville, titulaire du Brevet d'Etudes Moyennes Générales et qui a suivi un stage de formation organisé par la Direction de la Formation Permanente, est reclassé et nommé au 1er échelon de la catégorie D, échelle 9, indice 430, en qualité de Secrétaire d'Administration Contractuel ACC= néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 2 Septembre 1989, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage et de la solde pour compter du 1er Juillet 1990.

PAR ARRETE N° 2764 du 6 Octobre 1990, application des dispositions combinées du décret n° 73-143 du 24 Avril 1973 et du Rectificatif n° 74-315 du 13 Août 1974, Mr BOYA (Célestin), Conducteur d'Agriculture de 2° échelon, indice 470 des cadres de la catégorie C hiérarchie I des Services Techniques (Agriculture) en service à la Direction du Projet radio Rurale à Brazzaville, titulaire du diplôme de Bachelier de l'Enseignement du Second Degré Série R3 Santé Animale, obtenu à Brazzaville, est reclassé à la catégorie B hiérarchie I et nommé Contrôleur d'Elevage de 1° échelon indice 590 ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 3 Octobre 1988 ; date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage et de la solde pour compter du 1er Juillet 1990.

PAR ARRETE N° 2786 du 10 Octobre 1990, en application des dispositions combinées des décrets n°s 71-247 du 26 Juillet 1971 et 73-143-FP du 24 Avril 1973, Mr GOUMA (Jean-Pierre), Agent Spécial Principal de 3ème échelon, indice 700 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) en service à la Direction Générale des Impôts à Brazzaville, titulaire du Brevet de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature Filière : Impôts, délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville est versé dans les cadres des impôts, reclassé à la catégorie A hiérarchie II et nommé Attaché des Services Fiscaux de 3ème échelon, indice 750 Acc=Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 14 Février 1989, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, et de la solde pour compter du 1er Septembre 1990.

PAR ARRETE N° 2795, en application des dispositions combinées du décret 73-143 du 24 Avril 1973 et de la décision n° 207 du 25 Décembre 1984, Mr MBEMBA (Albert), Conducteur d'Agriculture de 7° échelon indice 620 des cadres de la catégorie C hiérarchie II des Services Techniques (Agriculture) en service à Nkayi, titulaire du Diplôme de l'Institut Coopératif de Moscou (URSS) est versé dans les cadres des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) reclassé à la catégorie B hiérarchie I et nommé Secrétaire Principal d'Administration de 2° échelon indice 640 ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 1er Juillet 1985 date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2796 du 11 Octobre 1990, en application des dispositions combinées des décret n° 63-342 du 22 Octobre 1963 et 65-154 du 3 Juin 1965, les fonctionnaires des cadres de la catégorie B, Hiérarchie I, des services sociaux (Santé Publique) dont les noms suivent, titulaires du Diplôme d'Etat d'Assistant Sanitaire, obtenu à l'Ecole Nationale de Formation Paramédicale et Médico-Sociale (JJL), session de 1988, sont intégrés en catégorie A Hiérarchie II, et nommés au grade d'Assistant Sanitaire, comme suit.

Anesthésie et Réanimation :
Indice 710 Acc=Néant

- NGO... Diplômé d'Etat de 2° échelon, indice 7...

Santé Publique :
Indice 710 Acc= 2 ans

- BANE... Infirmier Diplômé d'Etat de 3° échelon, indice ... au Secteur Opérationnel n° 2 à Louboma...

- AUGU... (Jeanne-Pierre), Assistant Technique Principal de Sciences Sociales de 3° échelon, indice 700 ;

- BOUKA... Infirmier Diplômé d'Etat de 3° échelon, indice ...

Indice 780 ACC =Néant :

- BIBILA... (Anne-Martine), Infirmier Diplômé de 4° échelon, indice 760.

Option Généraliste :
... échelon, indice 780 ACC= Néant.

- OPOMBO (François-Marius), Infirmier Diplômé de 4° échelon, indice 760.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates de reprise de service des intéressés.

PAR ARRETE N° 2859 du 17 Octobre 1990,en application du décret n° 59-178 du 21 Août 1959, Mr BAKOUMA (François), Préposé de 5° échelon, indice 260 des cadres de la catégorie D, hiérarchie II des Douanes en service à la Direction Régionale des Douanes à Brazzaville, titulaire du brevet d'Etuds Moyennes Générales obtenu à Brazzaville et qui a suivi un stage de formation à l'Ecole Inter Etats des Douanes à bangui (R.C.A.), est reclassé à la catégorie C, hiérarchie I et nommé Brigadier Chef de 1° échelon, indice 440 ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 1er septembre 1984, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage, et de la solde pour compter du 1er juillet 1990.

PAR ARRETE N° 2864 du 17 Octobre 1990, en application des dispositions du décret n° 62-426 du 29 Décembre 1962 , Mr MAMBIKA (Jean-Remy), Agent Spécial Principal de 2° échelon indice 590 des cadres de la catégorie B hiérarchie II des services Administratifs et Financiers (Administration Générale) en service à Brazzaville, titulaire du certificat de l'Institut Supérieur de Direction de l'Economie obtenu à , est reclassé à la catégorie A hiérarchie II et nommé Attaché des SAF de I° échelon, indice 620 ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 10 Juillet 1985 date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage et de la solde pour compter du 1er Juillet 1990.

PAR ARRETE N° 2917 du 20 octobre 1990, en application des dispositions combinées des décrets n°s 71-247 du 26 Juillet 1971 et 73-143-FP du 24 Avril 1983, Mr NKODIA (Grégoire), Instituteur de 3° échelon indice 700 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville, titulaire du Brevet de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature ; filière : Impôts délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est versé dans les cadres des Services Administratifs et Financiers (Impôts), reclassé à la catégorie A hiérarchie II et nommé Attaché des Services Fiscaux de 3° échelon, indice 750 ; = Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 5 Mars 1989 date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N ° 2922 du 22 Octobre 1990, en application des dispositions du décret n° 59-13 du 24 Juin 1959, les fonctionnaires des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Postes et Télécommunications (Branche Administrative) dont les noms suivent, titulaire du diplôme de Contrôleur, Spécialité Services Mixtes obtenu à l'Ecole Nationale des Postes et Télécommunications à BRAZZAVILLE, sont reclassés à la catégorie B, hiérarchie I et nommés :

CONTROLEURS DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS COMME SUIT :

Au 1er échelon, indice 590 ACC=Néant.

- YILA (Jean-Félix) : Agent d'Exploitation de 4è échelon, indice 520 ;

- MVILA MIEKOUTIMA (André) : Agent d'Exploitation de 3è échelon indice 490 ;

Au 4ème échelon, indice 760 ACC= Néant

- MBOU (Gaston-Lucide) : Agent d'Exploitation de 3è échelon indice 740 ;

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 4 Août 1989 date effective de reprise de service des intéressés.

PAR ARRETE N° 2923 du 22 Octobre 1990, en application des dispositions combinées des décrets n°s 63-342 du 22 Octobre 1963, 65-154 du 3 Juin 1965 et 73-143 du 24 Avril 1973, Mr NGOUALA (Nicodème), Secrétaire Comptable Principal de 8° échelon, indice 970, des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des cadres Administratifs de la Santé Publique, en service à la Direction Générale de la Santé Publique à Brazzaville, titulaire du Diplôme d'Etat d'Assistant Sanitaire (Option Santé Publique) obtenu à l'Ecole Natioanale de Formation Para-Médicale et Médico-Sociale jean Joseph LOUKABOU (session de 1989), est versé dans les cadres des Services Sociaux (Santé Publique), reclassé à la catégorie A, hiérarchie II et nommé au grade d'Assistant Sanitaire de 5° échelon, indice 1020, ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 21 Août 1989 date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2924 du 22 octobre 1990, en application des dispositions du décret n° 62-426 du 29 Décembre 1962, Mr BANIOUNGUILA (Alexis), Agent Spécial Principal de 3ème échelon indice 700 des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers - SAF- (Administration Générale), en service à Brazzaville, titulaire du Diplôme de GRADUAT en Gestion Financière délivré par l'Institut Zaïrois d'Etudes du développement est reclassé à la catégorie A hiérarchie II et nommé Attaché des SAF de 3ème échelon indice 750 ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 17 Avril 1989, date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2948 du 23 Octobre 1990, en application des dispositions combinées du décret n° 81-707 du 19 Octobre 1981 et de la Convention Collective du 1er Septembre 1960, Mr ESSAKO (Jean-françois), Instituteur Contratuel de 7° échelon de la catégorie C échelle 8 indice 860 en service au CEGP du 8 Février 1964, titulaire de la Licence d'Enseignement option : Lettres Modernes, obtenue à l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé et nommé au 2° échelon de la catégorie A échelle 3 indice 920 en qualité de Professeur des Lycées Contratuel ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de sa signature.

PAR ARRETE N° 2960 du 24 octobre 1990, en application des dispositions de la Convention Collective du 1er Septembre 1960, les Agents Contratuels dont eles noms suivent, titulaires du diplôme de l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration ; OPTION : Administration Générale, session de Juin 1988, sont reclassés et nommés au 1° échelon de la catégorie C échelle 8 indice 530 en qualité de Secrétaire Principal d'Administration Contratuel ACC= Néant.

- ASSIANA née BAMOFELE-MBON (Pauline), Secrétaire d'Administration Contractuelle de 3° échelon.

- BALOSSA née DONGALA (Ruth), Secrétaire d'Administration Contractuelle de 3° échelon indice 480.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 17 Août 1988 date effective de reprise de service des intéressés.

PAR ARRETE N° 2968 du 24 Octobre 1990, MR LANDAMIO (Prospér), Instituteur de 2° échelon indice 640 des cadres de la catégorie B hiérarchie I des services Sociaux (Enseignement) en service à MBINDA (Région du Niari) admis au test final du stage de promotion, session spéciale du 27 Décembre 1985, est reclassé à la catégorie A hiérarchie II et nommé Professeur de CEG de 1° échelon, indice 710 ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté que de la solde à compter de la date de signature.

PAR ARRETE N° 2974 du 24 octobre en application des dispositions du décret n° 64-165 du 22 Mai 1964, Mr LOUSSALA (Marcel), Instituteur Adjoint de 2° échelon indice 470 des cadres de la catégorie C hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service à Loubomo (Région du Niari) titulaire du Certificat de Fin d'Etudes des Ecoles Normales Session d'Août 1986 est reclassé à la catégorie B hiérarchie I et nommé Instituteur de 1° échelon indice 590 ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 25 Septembre 1986 date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2976 du 24 Octobre 1990, en application des dispositions du décret n° 82-924 du 20 Octobre 1982, Mlle BICKA (Julienne-Scholastique), Journaliste de 3° échelon, indice 490 des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services de l'Information en service à Brazzaville, titulaire du Diplôme de l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration Option : Journalisme, obtenu à Brazzaville est reclassée à la catégorie B, hiérarchie I et nommée Journaliste niveau I de 1° échelon, indice 590 ACC = NEANT.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 3 Octobre 1988 date effective de reprise de service de l'intéressée.

PAR ARRETE N° 2983 du 25 octobre 1990 en application des dispositions combinées des décrets n°s 62-426 du 29 Décembre 1962 et 73-143 du 24 Avril 1973, Mr MBA-NZOO (David-Wilfrid), Maître d'Education Physique et Sportive de 5° échelon indice 820 des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Jeunesse et Sports) en service à la Direction Générale du Travail à Brazzaville, titulaire du Brevet de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature Filière ; Inspection du Travail promotion 1985-1988, est versé dans les cadres des Services Administratifs et Financiers - SAF- (Travail), reclassé à la catégorie A hiérarchie II et nommé Inspecteur de Travail de 5° échelon.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 25 Octobre 1989 date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2984 du 25 octobre 1990 en application des dispositions du décret n° 62-426 du 29 Décembre 1962, Mr. AUYO (Gérard), Secrétaire Principal d'Administration de 3° échelon indice 640 des cadres de la catégorie B hiérarchie II des services Administratifs et Financiers (Administration Générale) en service à Brazzaville, titulaire du Brevet de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature filière : Administration Générale délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville est reclassé à la catégorie A hiérarchie II et nommé Attaché des SAF de 2° échelon indice 680 ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 17 Avril 1989 date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2985 du 25 Octobre 1990, en application des dispositions du décret n° 65-50 du 16 Février 1965, Mlle NDINGA (Valerie-Liliane), Secrétaire Comptable de 3° échelon, indice 490, des cadres de la catégorie C, Hiérarchie I des Services Administratifs de la Santé Publique, en service à la Maternité Blanche GOMES à Brazzaville, titulaire du Diplôme de Secrétaire Principal d'Administration Sanitaire et Sociale, obtenu à l'Ecole Nationale de Formation Para-Médicale et Médico-Sociale Jean-Joseph LOUKABOU de Brazzaville, est reclassé à la catégorie B, Hiérarchie I, et nommée au grade de SECRETAIRE COMPTABLE PRINCIPALE de 1er échelon, indice 590, ACC= NEANT.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 2 Août 1989, date effective de reprise de service de l'intéressée.

PAR ARRETE N° 2992 du 26 Octobre 1990, les fonctionnaires des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) dont les noms suivent, admis au test final du stage de promotion session spéciale du 27 Décembre 1983, sont reclassés à la catégorie A hiérarchie II et nommés, professeurs de CEG de 1° échelon, indice 710 ACC= Néant.

- BOUEKASSA (Martin), Instituteur de 3° échelon, indice 700 ;

- MOUSSOUKOULA née NKEMBI-MALONGA (Antoinette), Institutrice de 2° échelon indice 640 ;

- MAMOUNA NGOUOLALI (Jean-Claude), Instituteur de 2° échelon indice 640.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté que de la solde à compter de la date de signature.

PAR ARRETE N° 2993 du 26 Octobre 1990, en application des dispositions du décret n° 82-924 du 20 Octobre 1982, Mr YOKA (Emmanuel Jean Bedel), Journaliste niveau I de 5° échelon, indice 820 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I de l'Information, en service à la Direction du Projet Radio Rurale à Brazzaville, titulaire du Diplôme du Centre Interafricain d'Etudes en Radio Rurale de Ouagadougou (BURKINA FASO) Option : Programme niveau II est reclassé à la catégorie A, hiérarchie II et nommé Journaliste niveau II de 3° échelon, indice 860 ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 12 Septembre 1988, date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2994 du 26 Octobre 1990, Mr BIMOUALA (Philippe), Brigadier Chef de 2° échelon indice 460 des cadres de la catégorie C hiérarchie II des Douanes en service à Brazzaville, titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration Option-Douane obtenu à Brazzaville, est reclassé à la catégorie B hiérarchie I et nommé Adjudant des Douanesz de 1° échelon indice 590. ACC = Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 6 Octobre 1989 date effective de reprise de service de l'Intéressé.

PAR ARRETE N° 2995 du 26 Octobre 1990, en application des dispositions du décret n° 67-272 du 2 Septembre 1967, Mr KINSAKIENO (Pierre) ; Instituteur de 3° échelon indice 700 des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville, titulaire du Certificat d'Aptitude au Professorat dans les Collèges d'Enseignement Général, Option : Sciences Naturelles session 1987 délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville, est reclassé à la catégorie A hiérarchie II et nommé Professeur de CEG de 1er échelon indice 710 ACC= 2 mois 28 jours.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 4 Janvier 1988, date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2998 du 26 Octobre 1990, en application des dispositions de la convention collective du 1er septembre 1960, Mr MALANDA (Pierre), Instituteur Contratuel de 2è échelon de la catégorie C échelle 8 indice 590 en service au Lycée Emery Patrice LUMUMBA à Brazzaville, titulaire de la Licence es Sciences section Sciences de la Vie (1ère session 1987) délivrée par l'Université Marien NGOUABI est reclassé et nommé au 1er échelon de la catégorie A échelle 3 indice 830 en qualité de Professeur de Lycée Contratuel ACC. = Néant.

Le présent arrêté prend effet tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté à compter de la date de signature.

PAR ARRETE N° 2999 du 26 Octobre 1990, en application des dispositions de la convention collective du 1er Septembre 1960, Mr ITOUA-ATIPO (Basile), Agent Technique des Eaux et Forêts Contratuel de 3° échelon de la catégorie D échelle 9 indice 480 en service à la Réserve de la Faune de Mont-Fouari admis au Concours Professionnel, session de Mars 1987, et qui a suivi un stage de formation organisé par la Direction de la Formation Permanente à Brazzaville, est

reclassé et nommé au 1° échelon de la catégorie C échelle 8 indice 530 en qualité d'Agent Technique Principal des Eaux et Forêts Contratuel ACC = Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 2 Mai 1989.

PAR ARRETE N° 3000 du 26 octobre 1990, en application des dispositions combinées des décrets n° 62-426 du 29 Décembre 1962 et 73-143 du 24 Avril 1973, Mr MAKAYA-BOU-KIMIA (Benoît), Instituteur de 5° échelon, indice 820 des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement), en service au Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation à Brazzaville, titulaire du Brevet de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature ; Filière : Administration Générale, délivré par l'Université Marien NGOUABI à Brazzaville est versé dans les cadres des Services Administratifs et Financiers- SAF- (Administration Générale) reclassé à la catégorie A, Hiérarchie II et nommé Attaché des SAF de 5° échelon, indice 880 ACC= Néant.

Le présent Arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 18 Mai 1989 date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 3001 du 26 OCTOBRE 1990, en application des dispositions du décret n° 72-343 du 12 Octobre 1972, les fonctionnaires des Cadres de la Catégorie C hiérarchie I des Services Techniques (Genie Rural) dont les noms suivent, titulaire du diplôme de Bachelier de l'Enseignement de Second degré, Série R 4-Machinisme Agricole, Session de Juin 1988 obtenu à Brazzaville, sont reclassés à la catégorie B hiérarchie I et nommés Adjoints Techniques des Travaux Publics de 1er échelon, indice 590 ; ACC = Néant.

- TATY (Claude), Agents Techniques des Travaux Publics de 3° échelon, indice 490 ;
- TSOTA (Jean-Pierre), Agent Technique des Travaux Publics de 3° échelon, indice 490 ;
- DABAKA DANABELEY, Agent Technique des Travaux Publics de 3° échelon indice 490.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates effectives de reprises de service des intéressés.

PAR ARRETE N° 3002 du 26 octobre 1990, en application du décret n° 73-143 du 24 Avril 1973, Mlle NDELO (Thérèse), Secrétaire d'Administration de 3° échelon indice 490 des cadres de la catégorie C hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) en service à la Direction Régionale des Douanes à Brazzaville, titulaire du Diplôme de l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration ; OPTION : Douanes, à Brazzaville ; est versée dans les cadres des Douanes, reclassée à la catégorie B hiérarchie I et nommé au grade de vérificateur de 1er échelon indice 590 ACC = Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 1er Octobre 1988, date effective de reprise de service de l'intéressée.

PAR ARRETE N° 3005 du 26 Octobre 1990, en application des dispositions combinées des décrets n° 63-342 du 22 Octobre 1963 et 65-154 du 3 Juin 1965, Mme NGOUALA née WAMBA (Hélène) Infirmière Diplômée d'Etat de 5° échelon, indice 820 des cadres de la catégorie D, hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique), en service au Centre Hospitalier et Universitaire de Brazzaville, titulaire du Diplôme d'Etat d'Assistant Sanitaire (Option Technicien Supérieur en Pharmacie) obtenu à l'Ecole Nationale de Formation Para-Médicale et Médico-Sociale Jean Joseph LOUKABOU (session de 1989), est reclassée à la catégorie A, hiérarchie II et nommée au grade d'Assistant Sanitaire de 3° échelon, indice 860, ACC = Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 21 Août 1989 date effective de reprise de service de l'intéressée.

PAR ARRETE N° 3006 du 26 Octobre 1990, Mr TANDAT (Fidèle), Instituteur de 4° échelon indice 760 des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service au CEGP Conférence Nationale à Brazzaville admis au test final du stage de promotion des Instituteurs est reclassé à la catégorie A hiérarchie II et nommé Professeur de CEG de 2° échelon indice 780 ACC= NEANT.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté et de la solde à compter de la date de signature.

PAR ARRETE N° 3042 du 27 Octobre 1990, en application des dispositions du décret n° 64-165 du 22 Mai 1964, Mr MASSENGO (Jean), Instituteur Adjoint de 3° échelon, indice 490 des cadres de la catégorie C hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service à Kinkala (Région Pool), titulaire du Certificat de Fin d'Etudes des Ecoles Normale, session d'Août 1987 est reclassé à la catégorie B hiérarchie I et nommé Instituteur de 1° échelon, indice 590. ACC = Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 10 Novembre 1987 date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 3043 du 27 Octobre 1990, Mr OUADIABANTOU (Clément), Instituteur de 1° écehlon indice 590 des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en service à Brazzaville, admis au Test Final du stage de promotion des Instituteurs session spéciale du 27 Décembre 1985, est reclassé à la catégorie A hiérarchie II et nommé Professeur de CEG de 1° échelon indice 710 ACC = Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté que de la solde à compter de la date de signature.

ARRETES N° s 3138 et 3168 (TABLEAU)

PAR ARRETE N° 3169 du 31 octobre 1990, en application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, Mr IWANDZA (André), Ouvrier professionnel de 2° échelon de la catégorie G échelle 18 indice 150 en service à l'hôtel du 8 février à Brazzaville qui a suivi un stage de formation sur le tas, organisé par la Direction de la Formation Permanente est reclassé et nommé au 1° échelon de la catégorie F échelle 14 indice 210 en qualité d'ouvrier-cuisinier contratuel. ACC = Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 5 Mai 1989, date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 3170 du 31 octobre 1990 en application des dispostions combinées des décrets n° 73-143 du 24 avril 1973 et de l'arrêté n° 2160-FP du 26 juin 1958, Mr ELOTAS (Roger-Camille), Commis de 8° échelon indice 340 des cadres de la catégorie D hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers-SAF-(Administration Générale) en service à la Direction du Projet et aménagement de la Faune à Brazzaville, titulaire du Brevet d'Etudes Moyennes Générales (Session de juin 1979) délivré à Brazzaville et qui a suivi un stage de formation organisé par la Direction de la Formation Permanente à Brazzaville, est versé dans les cadres des Services Techniques (Eaux et Forêts), est reclassé à la catégorie C hiérarchie I et nommé Agent Technique des Eaux et Forêts de 1° échelon, indice 440. ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 4 mars 1986 date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 3171 du 31 octobre 1990 en application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, Mlle BONDO (Joséphine), Aide-Soignante Contratuelle de 3° échelon de la catégorie F, échelle 15, indice 240, en service à la SMI Jeanne VIALLE de Ouenzé à Brazzaville, titulaire du Diplôme de Brevet d'Infirmier obtenu à l'Ecole Nationale de Formation Para-Médicale et Médico-Sociale Jean Joseph LOUKABOU (session de 1989), est reclassée et nommée au 1° échelon de la catégorie D, échelle 11, indice 440, en qualité d'Agent Technique de Santé Contratuel. ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 9 octobre 1989, date effective de reprise de service de l'intéressée.

PAR ARRETE N° 3172 du 31 octobre 1990 en application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, Mr MANGUILA KEPA, chauffeur contratuel de 5° échelon de la catégorie C, échelle 17 indice 230 en service à Brazzaville, qui a suivi un satge au Garage du Parti, année 1978-1979, est reclassé et nommé qu 1° échelon de la catégorie G échelle 16 indice 246 en qualité de chauffeur mécanicien contratuel ; ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté à compter de la de signature.

PAR ARRETE N° 3173 du 31 octobre 1990, en application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, Mlle NGALA (Bernadette), Agent Subalterne de Bureau Contratuel de 2° échelon catégorie G échelle 18 indice 150 en service au Ministère de l'Economie Forestière à Brazzaville, titulaire du Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires et qui a suivi un stage de formation organisé par la Direction de la Formation à Brazzaville, est reclassée et nommée au 1° échelon de la catégorie F échelle 14 indice 210 en qualité de Commis Contratuel ; ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 17 avril 1989, date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 3174 du 31 octobre 1990 en application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, Mme ITOUA née MAKELA (Augustine), Dactylographe Contratuelle de 3° échelon de la catégorie F échelle 14 indice 230 en service au District de Loukoléla (Région de la Cuvette) , titulaire du Brevet d'Etudes Moyennes Générales, session de 1985 et qui a suivi un stage de formation organisé par la Direction de la Formation Permanente à Brazzaville est reclassée et nommée au 1er échelon de la catégorie D, échelle 9, indice 430 en qualité de Secrétaire d'Administration Contractuelle ; ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 2 janvier 1987 date de reprise de service de l'intéressée.

PAR ARRETE N° 3175 du 31 octobre 1990, en application des dispositions du décret n° 7328 du 19 octobre 1972, les Fonctionnaires des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique), dont lmes noms suivent, titulaires du Diplôme d'Etat de Techniciens en qualité de Laboratoire obtenu à l'Ecole Nationale de Formation Para-Médicale et Médico-Sociale Jean-Joseph Loukabou (sesion de 1989), sont reclassés à la catégorie D, hiérarchie I et nommés au grade de Technicien qualifié de Laboratoire comme suit :

Mr. LOUZOLO (Gabriel), Agent Technique de Laboratoire de 2e échelon, indice 470

Au 2e échelo, indice 640, ACC = Néant

Mme MVOULA-MOUKALA née NKOLI (Charlotte), Agent Technique de Laboratoire de 6e échelon, indice 600.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates effectives de reprise de service des intéressés.

PAR ARRETE N° 3191 du 5 novembre 1990, en application des dispositions de la Convention Collective du 1er septembre 1960, Mr MALOUMBI (Jean), Planton Contractuel de 3° échelon de la catégorie G, échelle 18, indice 160 en service au Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur Chargé de la Recherche Scientifique, titulaire du Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires et qui a suivi un stage de formation organisé par la Direction de la Formation Permanente à Brazzaville, est reclassé et nommé au 1er échelon de la catégorie F, échelle 14 indice 210 en qualité de Commis Contractuel ; ACC= Néant.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 2 Octobre 1989, date effective de reprise de service de l'intéressé.

REVISION DE SITUATION

PAR ARRETE N° 2878 du 18 Octobre 1989. La situation administrative de Mr EMA (Serge-Crépin), attaché des SAF de 4e échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services Administratifs et Financiers-SAF (Administration Générale) est révisée conformément au tableau ci-après :

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
CATEGORIE B, HIERARCHIE II Promu Sectaire Principal d'Administration de 4e échelon, indice 760 pour compter du 2 Avril 1986 (arrêté n°7913/ MTERPPS-DGFP-DGPCE du 25 Octobre 1986)	CATEGORIE B, HIERARCHIE I Promu Secrétaire Principal d'Administration de 5e échelon,indice 820 pour compter du 2 avril 1988.
CATEGORIE A, HIERARCHIE II Titulaire du Diplôme de Spécialisation 2e Cycle, Option : Gestion du Personnel délivré par l'Ecole Supérieur d'Administration du Commerce et de l'Industrie (France) est reclassé et nommé au grade d'Attaché des SAF de 4e échelon, indice 810 pour compter du 5 Avril 1988, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage ACC=N»néant (Arrêté n°5279/MTSSJ-DGFP-DGPCE du 30 Juillet 1988).	CATEGORIE A, HIERARCHIE II Titulaire du Diplôme de Spécialisation 2e cycle, Option : Gestion du Personnel délivré par l'Ecole Supérieure d'Administration du Commerce et d'Industrie (France), est reclassé et nommé au grade d'Attaché des SAF de 5e échelon, indice 880 pour compter du 5 Avril 1988, date effective de reprise de service de, l'intéressé à l'issue de son stage. ACC = Néant.
CATEGORIE B HIERARCHIE I Promu Secrétaire Principal d'Administration de 5° échelon,indice 820 pour compter du 2 Avril 1988 (Arrêté n°2710/MTSSJ-DGFP-DGPCE du 14 juin 1989).	

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

INTEGRATION

PAR ARRETE N° 2681 du 2 Octobre 1990, en application des dispositions de l'arrêté n° 2162-FP du 26 Juin 1958, Mr MOTESSIKA (Charles), agent subalterne de niveau de 2° échelon de la catégorie G, échelle 18 indice 130 en service à Loubomo, titulaire du Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires et l'Attestation de fin de formation de la Direction de la Formation Permanente, option : Topographie (session 1987-1988), est intégré dans les cadres réguliers de la Fonction Publique, reclassé à la catégorie D, hiérarchie des Service Techniques (Cadastre) et nommé au grade d'Opérateur Topographique stagiaire, indice 270.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 5 mai 1989 date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage et de la solde à compter du 1er juillet 1990.

PAR ARRETE N° 2765 du 6 Octobre 1990, en application des dispositions de l'arrêté n° 2153-FP du 26 Juin 1958, les Agents Contractuels dont les noms suivent sont intégrés dans les cadres réguliers de la Fonction Publique, conformément au tableau ci-après :

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
NTOLOLO (Philippe)	
— Titulaire du baccalauréat de l'Enseignement du Second Dégré et ayant été déclaré admis au test de recrutement direct dans la fonction Publique, en service à la Direction Générale des Affaires Culturelles à Brazzaville, est engagé en qualité de Sécrétaire Principal d'Administration contractuel de 1er échelon de la catégorie C, échelle 8, indice 530 pour compter du 6 Février 1983. — Avancé au 2° échelon de sa catégorie indice 590 pour compter du 6 Avril 1986. ACC= Néant.	— Titulaire du Baccalauréat de l'Enseignement du Second Dégré et ayant été déclaré admis au test de recrutement direct dans la Fonction Publique en service à la Direction Générale des Affaires Culturelles, est intégré dans les cadres de la catégorie B, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers-SAF-(Administration Générale) et nommé au grade de Secrétaire Principal d'Administration Stagiaire, indice 480, pour compter du 6 Décembre 1983 (date effective de prise de service de l'intéressé).
KOUBANZILA (Fidèle)	
— Titulaire du Baccalauréat de l'Enseignement du Second Dégré et ayant été déclaré admis au test de recrutement direct dans la Fonction Publique, en Service à la Direction Générale des Affaires Culturelles à Brazzaville, est engagé en qualité de Secrétaire Principal d'Administration contractuel de 1er échelon de la catégorie C, échelle 8, inidce 530 pour compter du 6 Décembre 1983. — Avancé au 2° échelon de sa catégorie, indice 590 pour compter du 6 Avril 1986 ACC = Néant.	- Titulaire du Baccalauréat de l'Enseignement du Second Dégré et ayant été déclaré admis au test de recrutement direct dans la Fonction Publique en service à la Direction Générale des Affaires Culturelles à Brazzaville, est intégré dans les cadres de la catégorie B, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers-SAF-(Administration Générale) et nommé au grade de Secrétaire Principal d'Administration Sta-

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
	giaire, indice 480, pour compter du 6 Décembre 1983 (date effective de prise de service de l'intéressé).
NGANGOULA (Pierrette) :	
— Titulaire du Baccalauréat de l'Enseignement du Second Dégré et ayant été déclaré admise au test de recrutement direct dans la Fonction Publique en service à la Direction Générale du Tourisme à Brazzaville, est engagée en qualité de Secrétaire Principal d'Administration Contractuel de 1er échelon de la catégorie C, échelle 8, indice 530, pour compter du 2 janvier 1984. — Avancée au 2e échelon de sa catégorie, indice 590 pour compter du 2 mai 1986 ; ACC = Néant.	Titulaire du Baccalauréat de l'Enseignement du Second degré et ayant été déclarée admise au Test de Recrutement direct dans la Fonction Publique en service à Brazzaville, est intégrée dans les cadres de la catégorie B, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers (Administration Générale) et nommée au grade de Secrétaire Principal d'Administration Stagiaire, indice 480, pour compter du 2 Janvier 1984 (date effective de prise de service de l'intéressée).

Les intéressés qui sont rémunérés à l'indice 590, percevront une indemnité compensatrice conformément à la réglementation en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter des dates ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 2807 du 12 Octobre 1990, en application des dispositions du décret n° 67-272 du 2 septembre 1967, les candidats dont les noms suivent sortis de l'Institut Supérieur des Sciences de l'Education, titulaires du Certificat d'Aptitude au Professorat dans les Collèges d'Enseignement Général, Session de septembre 1985, Options : Histoire-Géographie ; Français-Anglais ; Sciences Naturelles, obtenu à l'Université Marien NGOUABI, sont intégrés dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services Sociaux (Enseignement) et nommés au grade de Professeur de C.E.G. Stagiaire, indice 650.

- AKA (Félix) ;
- MATSOUMBA-BOUNGOU (Alphonse) ;
- MOUNKASSA-MABA (Joseph) ;
- ITIMBOU (Alexis-Bernot-Roger) ;
- NZOUNGOU-NDOUMA (Albert) ;
- KOUNKOU (Emilienne) ;
- BONDE (Philippe).

Les intéressés sont mis à la disposition du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation.

Le présent arrêté prend effet à compter des dates effectives de prise de service des intéressés.

RECTIFICATIF N° 2895 du 18 Octobre 1990, à l'arrêté n° 7776 du 5 septembre 1985 portant intégration de certains Elèves sortis des Ecoles Normales de Loubomo et Owando n'ayant pas été déclarés admis au Certificat de Fin d'Etudes des Ecoles Normales, dans les cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) en ce qui concerne Mr. IKANA (Daniel)

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE,

AU LIEU DE :

Article 1er : (Ancien) En application des dispositions combinées des décrets n°s 64-165 et 71-352 des 22 mai 1964 et 2 novembre 1971, les candidats dont les noms suivent, titulaires du Brevet d'Etudes Moyennes Générales et ayant manqué le Certificat de Fin d'Etudes des Ecoles Normales, session de septembre 1984, sont intégrés dans les cadres de la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) et nommés au grade d'Instituteur Adjoint Stagiaire, indice 410

- IKANA (Daniel), né le 2 Février 1959 à Edou

LIRE :

Article 1er :(Nouveau). En application des dispositions combinées des décrets n°s 64-165 et 71 -352 des 22 mai 1964 et 2 novembre 1971 susvisés, les candidats dont les noms suivent, titulaires du Brevet d'Etudes Moyennes Générales et ayant manqué le Certificat de Fin d'Etudes des Ecoles Normales, session de septembre 1984, sont intégrés dans les cadres de la catégorie C, hiérarchie I des services sociaux (Enseignement) et nommés au grade d'Instituteurs Adjoint Stagiaire, indice 410

- IKAMA (Daniel), né le 2 Février 1959 à Edou.

Le reste sans changement.

PAR ARRETE N° 2896 du 18 Octobre 1990, en application des dispositions de l'arrêté n° 2155-FP du 26 juin 1958 , Mr BVE-MANLI (Jean-François), agent subalterne de Bureau de 1° échelon de la catégorie G ; échelle 18, indice 140 en service au Secrétariat Général à la Justice, titulaire du Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires session de mai 1985 et de l'Attestation de fin de formation de la Direction de la Formation Permanente (Année scolaire 1987-1988), option : Secrétariat, est intégré dans les cadres réguliers de la Fonction Publique, reclassé à la catégorie D, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers SAF - (Administration Générale) et nommé au grade de Commis Principal stagiaire, indice 270.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 20 avril 1989 date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2898 du 19 octobre 1990, en application des dispositions de l'arrêté n° 24544-FP du 26 juin 1958, Mlle OSSERE (Victorine), dactylographe contratuel de 1er échelon de la catégorie F, échelle 14, indice 210 en service au centre congolais du commerce extérieur, titulaire du Brevet d'Etudes Moyennes Techniques session de mai 1987 option : secrétariat, est intégrée dans les cadres réguliers de la Fonction Publique, reclassée à la catégorie C, hiérarchie I des services administratifs et financiers (Administration Générale) et nommée au grade de Secrétaire d'Administration Stagiaire, indice 410.

Le présent arrêté prend effet tant du point de vue de l'ancienneté que de la solde pour compter de la date de sa signature.

PAR ARRETE N° 2915 du 20 Octobre 1990, en application des dispositions de l'arrêté n° 2153-FP du 26 juin 1985, Mr NGOSSELE (Pierre), Ex-Sergent de l'Armée Populaire National, est intégré dans les cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers SAF - (Administration Générale) et nommé au grade de Secrétaire Principal d'Administration de 1er échelon, indice 590.

Mr NGOSSELE (Pierre), est mis à la disposition du Ministère des Finances et du Budget.

Le présent arrêté prend effet tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2951 du 24 Octobre 1990, en application des dispositions du décret n° 59-178 du 21 août 1959, Mr MALONGA-TSAKALA (Pierre), Ex-Second Maîtres de l'Armée Populaire Nationale, est intégré dans les cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Douanes) et nommé au grade de Vérificateur des Douanes de 3è échelon, indice 700.

L'intéressé est mis à la disposition du Ministère des Finances et du Budget.

Le présent arrêté prend effet tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté à compter de ala date de prise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2969 du 24 Octobre 1990, en application des dispositions du décret n° 67-272 du 2 septembre 1967, Mr. BOUANGA (Antonin), titulaire du Certificat d'Aptitude du professorat dans les Collèges d'enseignement général optgion : Sciences Naturelle, obtenu à l'Université Marien NGOUABI, est intégré dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services Sociaux (Enseignement), et nommé au grade de Professeur de C.E.G. Stagiaire, indice 650.

l'intéressé est mis à la disposition du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date effective de prise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2975 du 25 Octobre 1990, en application des dispositions du décret n° 67-272 du 2 septembre 1967, Mr ATIPO (René-Boniface), titulaire du Certificat d'Aptitude au Professorat dans les collèges d'Enseignement Général, Option : Sciences Naturelles, Session de septembre 1985, obtenu à l'Université Marien NGOUABI, est intégré dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) et nommé au grade de Professeur de CEG Stagiaire, indice 650.

L'intéressé est mis à la disposition du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date effective de prise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2977 du 25 Octobre 1990, en application des dispositions de l'arrêté n° 2153-FP du 26 juin 1958, Mr OVIEBO ETHAI (Antoine), Secrétaire d'Administration Contratuel de 2e échelon de la catégorie D échelle 9, indice 460 pour compter du 25 mars 1988 en service à Brazzaville, titulaire du Baccalauréat de l'Enseignement du Second degré, serie D et de l'Attestation de Fin de Formation de la Direction de la Formation Permanente, année scolaire 1988-1989, obtenus à Brazzaville, est intégré dans les cadres réguliers de la Fonction Publique, reclassé à la catégorie B hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers - SAF - (Administration Générale) et nommé au grade de Secrétaire Principal d'Admistration Stagiaire, indice 530.

Le présent arrêté prend effet à compter du 15 septembre 1989 date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2978 du 25 Octobre 1990, en application des dispositions de l'arrêté n° 2153-FP du 26 juin 1958, Mr MANIAKI-MANIAKA (Gaston), Secrétaire Principal d'Administration Contratuel de 2e échelon de la catégorie C, échelle 8, indice 590, en service à la Direction Régionale du Travail et de la Fonction Publique des Plateaux, est intégré dans les cadres réguliers de la Fonction Publique, à la catégorie B, hiérarchie I des services Administratifs et Financiers (Travail), conformément au tableau ci-après :

ANCIENNE SITUATION :	NOUVELLE SITUATION :
- Déclaré admis au concours professionnel et ayant suivi un stage de recyclage à l'Ecole Nationale MOyenne d'Administration est reclassé en qualité de Secrétaire Principal d'Administration Contratuel de 1er échelon de la catégorie C, échelle 8, indice 530 ACC = néant (arrêté n° 9530 du 20 Décembre 1984.	- Titulaire du Diplôme de l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration Niveau I, Option :Administrateur du Travail, est intégré dans les cadres réguliers de la Fonction Publique à la catégorie B, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers (Travail) et nommé au grade

ANCIENNE SITUATION :	NOUVELLE SITUATION :
- Avancé au 2e échelon de sa catégorie, indice 590 pour compter du 30 Novembre 1986 (arrêté n° 4904 du 16 octobre 1987.	indice 530, pour compter du 1er juillet 1984 (date effective de reprise de service à l'issue du stage).

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 3003 du 26 Octobre 1990, en application des dispositions du décret n° 67- 272 du 2 Septembre 1967 les candidats dont les noms suivent titulaires du Certificat d' Aptitude du Professorat dans les Collèges d'Enseignement Général, Session de Juin 1985, Options Anglais-Français et Sciences Naturelles obtenu à l'Université Marien NGOUABI, sont intégrés dans les cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Sociaux (Enseignement) et nommée au grade de Professeur de CEG Stagiaire, indice 650.

- OBAMBI- GOTENI (André) ;
- MABONGHOT (Joachim).

Les intéressés sont mis à la disposition du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation.

Le présent arrêté prend effet à compter des dates effectives de prise de service des intéressés.

PAR ARRETE N° 3004 du 26 Octobre 1990, en application des dispositions de l'arrêté n° 2153-FP du 26 Juin 1958, Mr MOUSSOUNDA (Gilbert), Secrétaire d'Administration Contractuel de 1er échelon de la catégorie D, échelle 9, indice 430 en service à la Direction de la Production Animale du Centre Zootechnique de Mpassa (Mindouli), titulaire du Baccalauréat de l'Enseignement du Second dégré Série D Session de Juin 1981 et de l'Attestation de Fin de Formation de la Direction de la Formation Permanente (année Scolaire 1987-1988) option ; Secrétariat, est intégré dans les cadres réguliers de la Fonction Publique, reclassé à la catégorie B, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers- SAF- (Administration Générale) et nommé au grade de Secrétaire Principal d'Administration Stagiaire indice 530.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 2 Janvier 1989 date effective de reprise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 3035 du 27 Octobre 1990, en application des dispositions du décret n° 64-165 du 22 Mai 1964, Mme NGAKOSSO née ELLA ONDAYE, Secrétaire de l'Education Nationale Contratuelle de 3° échelon de la catégorie C, échelle 8, indice 640 en service à la Direction Générale des Impôts à Brazzaville, est intégrée dans les cadres réguliers de la Fonction Publique des Services Administratifs de l'Enseignement, selon le tableau ci-après :

ANCIENNE SITUATION :	NOUVELLE SITUATION :
- Déclarée admise au concours professionnel et ayant suivi un stage de recylclage à l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration est reclassée en qualité de Secrétaire de l'Education Nationale Contractuelle de 1° échelon de la catégorie C, échelle 8, indice 530 pour compter du 11 octobre 1982. ACC = NEANT. - Avancée au 2° échelon de sa catégorie, indice 590, pour compter du 11 Février 1985 (Arrêté n° 5275 du 11 juin 1985) ; - Avancée au 3° échelon de sa catégorie, indice 640, pour compter du 11 Juin 1987 (Arrêté n° 453 du 23 janvier 1988).	- Titulaire du Diplôme de l'Ecole Natioanale Moyenne d'Administration, Section : Administration scolaire, option secrétariat niveau I obtenu à Brazzaville, est intégrée dans les cadres de la catégorie B hirarchie I des Services Administratifs de l'Enseignement et nommée au grade de Secrétaire de l'Education Nationale stagiraire, indice 530.

L'intéressée qui est déjà remunerée à l'indice 590, bénéfiera d'une indemnité compensatrice conformément à la règlementation en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter du 11 octobre 1982 date effective de reprise de service de l'intéressée.

PAR ARRETEN° 3118 du 31 Octobre 1990, application des dispositions de l'arrêté n° 2158 du 26 juin 1958, Mlle KIMPALOU (Anasthasie Marie Chantal), auxiliaire sociale contratuelle de 1° échelon de la catégorie E, échelle 13, indice 300 en service à la circonscription d'Action Sociale 2 Bacongo, titulaire du Brevet d'Etudes Moyennes Générale Session de 1985 et de l'Attestation de fin de Formation délivrée par la Direction de la Formation Permanente (Année Scolaire 1986-1987), est intégrée dans les cadres réguliers de la Fonction Publique, reclassée à la catégorie C, hiérarchie I des Services Sociaux (Service Social) et nommée au grade de Monitrice Sociale Stagiaire, indice 410.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 11 janvier 1988 date effective de reprise de l'intéressée à l'issue de son stage et de la solde pour compter du 1er juillet 1990.

PAR ARRETE N° 2682 du 2 Octobre 1990, Mlle BIKOYI (Scholastique), est engagée à Brazzaville pour une durée indéterminée, en qualité de Cuisinier Contratuel, classée au 1° échelon de la catégorie G échelle 18, indice 140 prévus aux annexes III et IV de la Convention Collective du 1er Septembre 1960 et mise à la disposition du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

La période d'essai est fixée à un mois.

L'intéressée qui accepte tactiquement l'engagement aux conditions ci-dessus, percevra les rémunérations d'activité de service, de congés et éventuellement les avances de salaires afférentes à l'indice net 140 précité, telles qu'elles sont déterminées à l'article 5 de la Convention Collective du 1er septembre 1960.

L'intéressée bénéficiera pour les congés, les transports, les déplacements, les travaux supplémentaires, les maladies, soins médicaux, accidents de travail, retraite, cessation définitive de service et différents individuels, de toutes clauses et conditions arrêtées par la Convention Collective du 1er Septembre 1960.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date effective de prise de service de l'intéressée.

PAR ARRETE N° 2723 du 3 Octobre 1990, sont prononcées, les exonération suivantes au bénéfice des Entreprises ci-après :

- UNICONGO	100%
- MBAMOU-PALACE :	100%
- MERIDIEN-HOTEL :	100%
- S.C.G.I. :	100%
- S.I.A.T. :	100%
- H DS - CABINET :	100%
- B.C.C. :	2/3
- PONTECO - SOCOPAO :	2/3
- C O M I L O G :	2/3

La Direction Générale de l'ONEMO, la Direction Générale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution des dispsositions du présent Arrêté.

Le présent Arrêté, prend effet à compter de la date de sa signature.

PAR ARRETE N° 2724 du 3 Octobre 1990, les subventions suivantes sur le produit de la Taxe d'Apprentissage ont été accordées aux Institutions ci-après :

- Confédération Syndicale Congolaise : 6 000 000
- Ministère de l'Enseignement Secondaire et Supérieur 3 000 000
- Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation 3 500 000
- Chambre de Commerce Brazzaville : 2 500 000
- Chambre de Commerce de Pointe-Noire : 2 500 000
- Chambre de Commerce de Loubomo : 1500 000
- Institut des Jeunes Sourds : 2 000 000
- Centre des Polios 2 000 000
- Centre National Pilote de Réadaptation Professionnelle : 2 000 000
- Centre Antoinette SASSOU-NGUESSO : 3 000 000
- Direction Education Surveillée : 3 000 000

La Direction Générale de l'Officie National de l'Emploi et de la Main-d'œuvre, la Direction Générale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution des dispositions du présent Arrêté.

Le présent Arrêté, prend effet à compter de la date de sa signature.

PAR ARRETE N° 2858 du 17 Octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à soixante dix jours ouvrables pour la période du 16 Avril 1987 au 31 Décembre 1989 est accordée à Mr N'DENDENGUI (André), Ouvrier Contratuel de 4° échelon, indice 240 de la catégorie F échelle 14, précédemment en service à la Présidence de la République, admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1990 par arrêté n° 1482 du 19 Juin 1990.

PAR ARRETE N° 2868 du 18 octobre 1990, Mr BATANTOU (Guy Jean Claude), Infirmier Diplômé d'Etat de 4è échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Sociaux (Santé Publique) en service au Centre Hospitalier et Universitaire de Brazzaville, est autorisé à suivre un stage de formation en NEPHROLOGIE et HEMODIALYSE en France pour une durée de neuf mois au titre de l'année scolaire 1988-1989 (Régularisation)

Les frais de transport de séjour sont à la charge du Centre Hospitalier et Universitaire de Brazzaville qui est chargé de la mise en route de l'intéressé pour la France par voie aérienne.

Ces dépenses sont imputables au budget du Centre Hospitalier et Universitaire de Brazzaville.

PAR ARRETE N° 2869 du 18 octobre, Mme NKURU née ALLIELE (Madeleine), Institutrice de 6° échelon des cadres de la catégorie B hiérarchie I des Services Sociaux (Enseignement) indice 860 pour compter du 1er Avril 1986, reclassé à la catégorie A, hiérarchie II et nommée Institutrice Principale de 3° échelon, indice 860 pour compter du 1er Octobre 1986, conserve une ancienneté civile de 6 mois.

PAR ARRETE N° 2879 du 18 octobre 1990, il est mis fin à la disponibilité accordée par arrêté n° 2970 du 30 Mai 1981 à Mme MATALA née CONCKO (Géneviève-Nathalie), Infirmière de 6° échelon des cadres de la catégorie D hiérarchie II des Services Sociaux (Santé Publique).

L'intéressée est autorisée à reprendre le service au Ministère de la Santé et des Affaires Sociales à Brazzaville.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de reprise de service de l'intéressée.

PAR ARRETE N° 2880 du 18 Octobre 1990, Mr ATIPO-OKO (Léon-Célestin), Commis Principal Contratuel de 6° échelon de la catégorie E, échelle 12 de la Convention Collective du 1er Septembre 1960, en Service à Brazzaville, est autorisé à suivre un stage de formation Politico-Idélologique en République Démocratie Allemande pour une durée de Dix mois au titre de l'année scolaire 1988-1989. (Régularisation).

Les frais de transport et de séjour sont à la charge du Parti Unifié d'Allemangne qui est chargé de la mise en route de l'intéressé pour ce pays par voie aérienne.

Ces dépenses sont imputables au Budget du Parti Unifié d'Allemangne.

PAR ARRETE N° 2883 du 18 Octobre 1990, Mr. DEVA OKOUNOU, Inspecteur des I EM de 6°échelon et OBANDA (Vivien), Ingénieur des Travaux de 2° échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Postes et Télécommunications (Branche Technique), en service à Brazzaville sont autorisés à suivre un stage de Formation dans le domaine de l'Inspectorat Principal des Services Postaux Financiers en France pour une durée de deux mois au titre de l'année scolaire 1989-1990.

Les frais de transport et de séjour sont à la charge de l'Office National des Postes et Télécommunications qui est chargé de la mise en route des intéressés pour la France par voie aérienne.

Les Services Financiers de l'Office National des Postes et Télécommunications sont chargés du mandatement à leur profit de l'intégralité de leur solde des indemnités de première mise d'équipement et de logement prévues par le décret n° 86-263 du 11 Février 1986 .

Ces dépenses sont imputables au Budget de l'Office National des Postes et Télécommunications.

PAR ARRETE N° 2884 du 18 Octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt quatre jours ouvrables pour la période du 17 Mars 1986 au 30 Juin 1989 est accordée à Mr . NTOUMOU (Joseph), Ouvrier Professionnel Contratuel de 8° échelon, indice 210 de la catégorie G, échelele 18, précédemment en service au Sécrétariat Générale du Développement Rural à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er Juillet 1989 par arrêté n° 1484 du 19 Juin 1990.

En application des dispositions de l'article 120 du code du travail, la période du 17 Mars 1984 au 16 Mars 1986 est prescrite.

PAR ARRETE N° 2885 du 18 Octobre 1990,une indemnité représentative de congé payé égale à cinquante six jours ouvrables pour la période allant du 2 Novembre 1987 au 31 Décembre 1989, est accordée à Mr ONIANGUE AMBA (Alphonse), Chauffeur Contratuel de 10° échelon, indice 280 de la catégorie G échelle 17, précédemment en service à la Présidence de la République à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er Janvier 1990 par arrêté n° 1488 du 19 Juin 1990.

RECTIFICATIF N° 2894 (TABLEAU)

RECTIFICATIF 2897 du 21 Janvier 1985,relatif à la prise en charge de certains Agents Bénévoles du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation, en ce qui concerne Mlle GANTEME.-

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE ALA SECURITE SOCIALE,

AU LIEU DE :

GANTEME

LIRE :

GANTEME (Elisabeth)

Le reste sans changement.-

PAR ARRETE N° 2941 du 23 Octobre 1990, est allouée à Mme MABANZA (Julienne), la somme de : QUATRE CENT CINQUANTE MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT CINQ FRANCS CFA (450 285) à titre de réparation entière et définitive du préjudice qu'elle a subi à l'occasion d'un accident de la circulation survenu le 23 Mai 1987 à Brazzaville, et au cours duquel sa voiture de Marque DATSUN immatriculée sous le numéro 202 BK4 a été endommagée par le véhicule de Marque MERCEDES PR 155, affecté au Parc Auto, propriété de l'Etat Congolais, conduit au moment de l'accident par le Chauffeur NSONDE (François) retraité.

La présente dépense est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, Section 280-01, Chapitre 20, Article 01, Paragraphe 66.

PAR ARRETE N° 2959 du 24 Octobre 1990, sont et demeurent repportées les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 3243 du 18 Juillet 1987, en ce qui concerne Mr MASSAMBA (Edouard), Opérateur Principal de 5è échelon, de la catégorie C hiérarchie I, des cadres Techniques (Information) indice 560 pour compter du 24 Septembre 1985.

Les dispositiosns de l'article 3 de l'arrêté n° 3243 du 18 Juillet 1987 précité sont modifiées comme suit :

Le présent arrêté prend effet tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2967 du 24 Octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à cent jours ouvrables pour la période du 28 Août 1985 au 30 Juin 1989 est accordée à Mr NTALANI (Gabriel), Ouvrier Professionnel Contratuel de 9è échelon, indice 220 de la catégorie G échelle 18, précédemment en service au Sécrétariat Général au Développement Rural à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er Juillet 1989 par arrêté n° 1484 du 19 Juin 1990.

En application des dispositions de l'article 120 du code du travail, la période du 28 Août 1984 au 27 Août 1985 est prescrite.

PAR ARRETE N° 2972 du 24 Octobre 1990, Mr LOMBE (Fulgence), titulaire du Diplôme de l'Ecole Nationale des Beaux Arts ; Option : Musique (Session de Juin 1985) ; est engagé à Brazzaville pour une durée indéterminée, en qualité de Professeur Technique Adjoint de CET contractuel, classé au 1er échelon de la catégorie C, échelle 8, indice 530, prévus aux annexes III et IV de la convention collective du 1er Septembre 1960 et mis à la dispositon du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation.

La période d'essai est fixée à trois mois

L'intéressé qui accepte tacitement l'engagement aux conditions ci-dessus, percevra les rémunératiosns d'activité de service, de congés et éventuellement les avances de salaires afférentes à l'indice net 530 précité, telles qu'elles sont déterminées à l'article 5 de la Convention Collective du 1er Septembre 1960.

L'intéressé bénéficiera pour les congés, transports, les déplacements, les travaux supplémentaires, les maladies, soins médicaux, accidents de travail, retraite, cessation définitive de service et différends individuels, de toutes clauses et conditions arrêtées par la Convention Collective du 1er Septembre 1960.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date effective de prise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2979 du 25 Octobre 1990, en application des dispositions de la convention collective du 1er septembre 1960, Mr OCKOUANGHOT ITOUA EBOBO (Jean-Jacques), Professeur de Lycée contratuel de 2° échelon, catégorie A échelle 3 indice 920 des services sociaux (Enseignement), en service au Comité du Parti de la Ville de Brazzaville, titulaire du Diplôme d'Etudes Supérieures des Sciences Sociales et Politiques, Option Communisme Scientifique délivré par l'Ecole supérieure du Parti, est versé à concordance de catégorie à la catégorie A échelle I des Services Administratifs et Financiers-SAF-(Administration Générale) et nommé au grade d'Administrateur des SAF contratuel de 3° échelon indice 1010 ACC = Néant.

En application des dispositions du Décret n° 90-420 du 30 Juin 1990, ce versement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de sa signature.

PAR ARRETE N° 2987 du 25 Octobre 1990, Mr MBELA (Maurice), Agent Spécial Principal de 2e échelon des cadres de la catégorie B, hiérarchie I des Services Administratifs et Financiers en service à Brazzaville, est autorisé à suivre un stage de Formation de Finances et Crédit en URSS pour une durée de cinq ans pour compter de l'année scolaire 1984-1985 (Régularisation).

Les frais de transport et de séjour sont à la charge du Komsomol-Léniniste qui est chargé de la mise en route de l'intéressé pour l'URSS par voie aérienne.

Ces dépenses sont imputables au Budget du Komsomol-Léniniste.

PAR ARRETE N° 3050 du 29 Octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à cent deux jours ouvrables pour la période du 23 Janvier 1986 au 31 Décembre 1989 est accordée à Mr OKEMBA (Norbert), Maître d'hôtel contratuel de 9° échelon, indice 500 de la catégorie E, échelle 12, précédemment en service à la présidence de la République à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1 Janvier 1990 par arrêté n° 1940 du 8 Août 1990.

En application des dispostions de l'article 120 du code du Travail, la période du 23 Janvier 1982 au 22 Janvier 1986 est prescrite.

PAR ARRETE N° 3051 du 29 Octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt quatorze jours ouvrables pour la période du 3 Octobre 1986 au 21 Mai 1989 inclus, est accordée aux ayants droit du défunt OD-ZOUANA (André), Maître d'Education Physique et Sportive contratuel de 3ème échelon, indice 640 de la catégorie C, échelle 8, précédemment en service à la Direction Régionale des Sports à Boundji, décédé le 22 Mai 1989.

En application des dispositions de l'article 120 du code du Travail la période du 3 Octobre 1980 au 2 Octobre 1986 est prescrite.

RECTIFICATIF N° 3053 (TABLEAU)

PAR ARRETE N° 3074 du 29 Octobre 1990, la Commission Mixte Paritaire chargée de négocier la grille salariale des entreprises para-pétrolières est composée comme suit :

PRESIDFENT : Le Directeur Régional du Travail du Kouilou ou son représentant.

MEMBRES : - Huit représentants de la Confédération Syndicale Congolaise et de la Fédération des Travailleurs des Mines, Pétroles et Assimilées, dont quatre titulaires et quatre suppléments ;

- Huit représentants de l'Union des Employeurs du Congo et la Fédération Patronale des Mines, du Pétrole et des professions Minières et Pétrolières dont quatre titulaires et quatre suppléants.

La Commission se réunira sur convocation de son Président.

La Confédération Syndicale Congolaise et l'Unicongo communiqueront au Président de la Commission les noms de leurs représentants au plus tard quarante huit heures ayant le début des négociations.

PAR ARRETE N° 3075 du 29 Octobre 1990, la Commission Mixte paritaire chargée de réviser la Convention Collective des Boulangeries est composée comme suit :

Président : le Directeur Régional du Travail du Kouilou ou son représentant,

Membres : Huit représentants de la Confédération Syndicale Congolaise et de la Fédération Syndicale des Travailleurs de l'Industrie et de la Métallurgie dont quatre titulaire et quatre suppléants.

- Huit représentants du syndicat patronal des Boulangers et Patissiers du Congo dont quatre titulaires et quatre suppléants.

La Commission se réunie sur convocation de son Président la Confédération Syndicale Congolaise et ele Syndicat Patronal des Boulangers et Patissiers communiquant au Président de la Commission les noms de leurs représentants au plus tard quarante huit heures avant le début des négociations.

PAR ARRETE N° 3076 du 29 Octobre 1990, la Commission Mixte paritaire chargée de réviser la grille salariale et la Convention Collective des Transports Aériens, Long Courrier est composée comme suit :

Président : le Directeur Régional du Travail de Brazzaville ou son représentant

Membre : - Huit représentants de la Confédération Syndicale Congolaise et de la Fédération Syndicale des Travailleurs des Transports Routiers, de l'Hotellerie, de l'Aviation et du Tourisme don t quatre titulaires et quatre suppléants ;

- Huit représentants de l'Union des Employeurs du Congo de la Fédération Patronale des Transports Aériens, dont quatre titulaires et quatre suppléants.-

La Commission se réunira sur convention de son président.

La Confédération Syndicale Congolaise et L'Unicongo communiqueront au Président de la Commission les noms de leurs représentants au plus tard quarante huit heures avant le début des négociations.

PAR ARRETE N° 3077 du 30 Octobre 1990, la Commission Mixte Paritaire chargée de réviser la grille salariale de la Convention Collective de l'Industrie : annexe Cinéma est composée comme suit :

Président : Le Directeur Régionale du Travail de Brazzaville ou son représentant.

Membres : - Huit représentants de la Confédération Syndicale Congolaise et de la Fédération Syndicale des travailleurs de l'Industrie et de la Métallurgie dont quatre titulaires et quatre suppléants.

La Commission se réunira sur convocation de son Président. La Confédération Syndicale Congolaise et Unicongo communiqueront au Président de la Commission les noms de leurs représentants au plus tard quarante huit heures avant le début des négociations.

PAR ARRETE N° 3078 du 30 Octobre 1990, la Commission Mixte Paritaire chargée de réviser la grille salariale de la Convention Collective de l'Industrie : Annexe Métallurgie, Brasseries, Chaussures, Pêche, Peinture, Parfumerie, Plastiques, Imprimerie et savonnerie est composée comme suit :

Président : Le Directeur Régionale du Travail du Kouilou ou son représentant.

Membres : - Huit représentants de la Confédération Syndicale Congolaise et de la Fédération Syndicale des Travailleurs de l'Industrie et de la Métallurgie dont quatre suppléants.

- Huit représentants de l'Union des Employeurs du Congo et du Syndicat des Industriels du Congo, dont quatre titulaires et quatre suppléants.

La Commission se réunira sur convocation de son Président.

La Confédération Syndicale Congolaise et l'UNICONGO communiqueront au Président de la Commission les noms de leurs représentants au plus tard quarante huit heures avant le début des négociations.

PAR ARRETE N° 3079 du 30 Octobre 1990, la Commission Mixte Paritaire chargée de réviser la Convention Collective de Banques est composée comme suit :

PRESIDENT : Le Directeur Régional du Travail de Brazzaville ou son représentant.

MEMBRES : - Huit représentants de la Confédération Syndicale Congolaise et de la Fédération Syndicale des Travailleurs de Banques, Assurances et Réassurances, dont quatre titulaires et quatre suppléants.

- Huit représentants de l'UNion des Employeurs du Congo et de l'Association Professionnelle des Banques, dont quatre titulaires et quatre suppléants.

La Commission se réunira sur convocation de son Président.

La Confédération Syndicale Congolaise et l'Unicongo communiqueront au Président de la Commission les noms de leurs représentants au plus tard quarante huit heures avant le début des négociations.

PAR ARRETE N° 3080 du 30 Octobre 1990, la Commission Mixte Paritaire chargée de réviser la Convention Collective des Auxiliaires des Transports Maritimes du Congo est composée comme suit :

Président : Le Directeur Régional du Travail du Kouilou ou son représentant.

Membres : - Huit représentants de la Confédération Syndicale Congolaise et de la Fesytramf, dont quatre titulaires et quatre suppléants.

- Huit représentants de l'Union des Employeurs du Congo et des syndicats des Acconiers et entrepreneurs de Manutention du Congo , des compagnies de navigations Maritimes et des consignataires des navires du Congo, des transitaires et commissionnaires agrées en Douane dont quatre titutlaires et quatre suppléants.

La commission se réunira sur convocation de son Président.

La Confédération Syndicale Congolaise et l'Unicongo communiqueront au Président de la commission les noms de leurs représentants au plus tard quarante huit heures avant le début des négocations.

PAR ARRETE N° 3081 du 30 Octobre 1990, la Commission Mixte Paritaire chargée de réviser la Convention Collective de l'Hotellerie est composée comme suit :

Président : Le Directeur Régional du Travail de Brazzaville ou son représentant.

Membres : - Huit représentants de la Confédération Syndicale Congolaise et de la Fédération Syndicale des Travailleurs des Transports Routiers, de l'Hotellerie, de l'Aviation et du Tourisme dont quatre titulaires et quatre suppléants.

- Huit représentants de l'UNICONGO et du Syndicat Patronal de l'Hotellerie, dont quatre titulaires et quatre suppléants.

La Commission se réunira sur convocation de son Président.

La Confédération Syndicale Congolaise et le Patronat communiqueront au Président de la Commission les noms de leurs représentants au plus tard quarante huit heures avant le début des négociations.

PAR ARRETE N° 3082 du 30 Octobre 1990, la Commission Mixte Paritaire chargée de réviser la Convention Collective des Entreprises Agricoles et Forestières est composée comme suit :

Président : le Directeur Régional du Travail de Brazzaville ou son représentant.

Membres : - Huit représentants de la Confédération Syndicale Congolaise et de la Confédération Syndicale des travailleurs des Entreprises Agricoles et Forestières dont quatre titulaires et quatre suppléants.

- Huit représentants de l'UNICONGO et du Syndicat des Exploitants Forestiers UNIBOIS dont quatre titulaires et quatre suppléants.

La Commission se réunira sur convocation de son Président.

La Confédération Syndicale Congolaise et l'UNICONGO communiqueront au Président de la Commission les noms de leurs représentants au plus tard quarante huit heures avant les débuts des négociations.

PAR ARRETE N° 3083 du 30 Octobre 1990, Commission Mixte Paritaire chargée de réviser la Convention Collective de l'Industrie (clause générale et classification) est composée comme suit :

Président : le Directeur Régional du Travail de Brazzaville ou son représentant.

Membres : - Huit représents de la Confédération Syndicale Congolaise et de la Fédération Syndicale des Travailleurs des Mines et de l'Industrie dont quatre titulaires et quatre suppléants.

- Huit représentants de l'Union des Employeyrs du Congo et SYNDUSTREF, dont quatre titulaires et quatre suppléants.

La Confédération Syndicale Congolaise et l'Unicongo communiqueront au Président de la Commission les noms de leurs représentantss au plus tard quarante huit heures avant le début des négociations.

PAR ARRETE N° 3084 du 30 Octobre 1990, la Commission Mixte Paritaire chargée de révisier la Convention Collective des Entreprises de Bâtiments, Travaux PUblics, et Activités connexes est composée comme suit :

PRESIDENT : Le Directeur Régional du Travail de Brazzaville ou son représentant.

MEMBRES : - Huit représentants de la Confédération Syndicale Congolaise et de la Fédération Syndicale des Travailleurs des Entreprises des Bâtiments et Travaux Publics dont quatre titulaires et quatre suppléants.

- Huit représentants du Syndicat des Entreprises des Travaux Publics du Bâtiment et Activités connexes, dont quatre titulaires et quatre suppléants.

La Commission se réunira sur convocation de son Président.

La Confédération Syndicale Congolaise et l'Unicongo communiqueront au Présiedent de la Commission les noms de

leurs représentants au plus tard quarante huit heures avant le début des négocations.

PAR ARRETE N° 3085 du 30 Octobre 1990, la Commission Mixte Paritaire chargée de réviser la Convention Collective du Commerce est composée comme suit :

Président : le Directeur Régional du Travail de Brazzaville ou son représentant.

Membres : - Huit représentants de la Confédération Syndicale Congolaise des Travailleurs du Commercé, dont quatre titulaires et quatre suppléants.

- Huit représentants de l'Union des Employeurs du Congo et de la Fédération Patronale du Commerce, dont quatre titulaires et quatre suppléants.

La Commission se réunira sur convocation de son Président.

La Confédération Syndicale Congolaise et l'UNICONGO communiqueront au Président de la Commission les noms de leurs représentants au plus tard quarante huit heures avant le début des négociations.

PAR ARRETE N° 3086 du 30 Octobre 1990, la Commission Mixte Paritaire chargée de réviser la grille salariale de la Convention de l'Industrie : Annexe Bois est composée comme suit :

Président : Le Directeur Régional du Travail du kouilou ou son représentant.

Membres : - Huit représentants de la Confédération Syndicale Congolaise et de la Fédération Syndicale des Travailleurs de l'Industrie et de la Métallurgie dont quatre titulaires et quatre suppléants ;

- Huit représentants de l'Union des Employeurs du Congo de l'UNIBOIS et du SYNDUSTREF dont quatre titulaires et quatre suppléants.

La Commission se réunira sur convocation de son Président.

La Confédération Syndicale Congolaise et l'UNICONGO communiqueront au Président de la Commission les noms de leurs représentants au plus tard quarante huit heures avant le début des négociations.

PAR ARRETE N° 3108 du 30 Octobre 1990, Mr. MANFOUMBI (Dieudonné), titulaire du Permis de Conduire et du Certificat de Travail est engagé à Brazzaville pour une durée indéterminée, en qualité de chauffeur contratuel classé au 1er échelon de la catégorie G, échelle 17, inidce 190 prévus aux annexes III et IV de la Convention Collective du 1er septembre 1960 et mis à la disposition du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation.

La période d'essai est fixée à un mois.

L'intéressé qui accepte tacitement l'engagement aux conditions ci-dessus, percevra les rémunérations d'activité de service, de congés et éventuellement les avances de salaires afférentes à l'indice n[illegible] précité, telles qu'elles sont déterminées à l'article 5 de la Convention Collective du 1er septembre 1960.

L'intéressé bénéficiera pour les congés, les transports, les déplacements, les travaux supplémentaires, les maladies, soins médicaux, accidents de travail, retraite, cessation définitive de service et differends individuels, de toutes clauses et conditions arrêtées par la convention collective du 1er septembre 1960.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date effectivie de prise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 3115 du 31 Octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé à quatre vingt trois jours ouvrables pour la période allant du 17 Octobre 1986 au 31 Décembre 1989 est accordée à Mr. NDZENDZELE (André), chauffeur-Mécanicien contratuel de 6° échelon, indice 320, de la catégorie G, échelle 16, précédemment en service à la Direction Centrale des Logements et Batiments Administratifs à Brazzaville admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1990 par arrêté n° 1463 du 18 juin 1990,

En application des dispositions de l'article 120 du code de travail la période allant du 17 octobre 1986 est prescrite.

PAR ARRETE N° 3116 du 31 Octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé à cent jours ouvrables pour la période allant du 1er mars 1986 au 31 décembre 1989 est accordée à Mr. KOUSSAFOULA (Joseph), Aide-Soignant contratuel de 5° échelon, indice 280, de la catégorie F, échelle 15 précédemment en service au centre médical de Mindouli, admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1990 arrêté n° 2019 du 21 Août 1990.

En application des dispositions de l'article 120 du code de travail la période allant du 1er mars 1978 au 28 février 1986 est prescrite.

PAR ARRETE N° 3122 du 31 Octobre 1990, est acceptée la démission de son emploi présentée par Mr MOUTSINGA-BANDINGA (Patrice), Agent Technique des travaux publics de 3e échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie I des services Techniques (Elevage-Génie Rural), précédemment en service du Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural.

PAR ARRETE N° 3140 du 31 Octobre 1990, MmeN-GOUASSI, née OTOMI MVOUSSIGA (Bernadette), Commis Contratuel de 3° échelon, précédemment en service à la Mairie de Brazzaville, au salaire de base égale à 43 626 Francs, est prise en charge par la Fonction Publique pour une durée indéterminée en qualité de Commis-Principal contratuel classée au 6° échelon de la catégorie E, échelle 12, indice 410, prévus

aux annexes III et IV de la convention collective du 1er septembre 1960 susvisée pour rejoindre son époux au poste à l'Ambassade de la République Populaire du Congo à Addis-Abéba (ETHIOPIE).

Les rémunérations d'activité de services et eventuellement les avances de salaire afférentes à l'indice 410 précité, telles qu'elles sont prévues à l'article 5 de la convention collective du 1er septembre 1960, lui seront payées par le Budget de l'Etat.

Le présent arrêté cessera de produire ses effets à l'expiration du mandat de l'époux à Addis-Abéba (ETHIOPIE).

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

PAR ARRETE N° 3141 du 31 Octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à soixante cinq jours ouvrables pour la période du 22 août 1987 au 28 février 1990 est accordée à Mr ABOURY (Barthélémy), Commis contractuel de 1er échelon indice 210 de la catégorie F échelle 14 précédemment en service à la Direction Générale de l'Administration et des Finances de l'Armée Populaire Nationale à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er mars 1990 par arrêté n° 1815 du 21 juillet 1990.

PAR ARRETE N° 3142 du 31 Octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt onze jours ouvrables pour la période du 24 janvier 1986 au 31 juillet 1989 est accordée à Mr OSSETE (Norbert), secrétaire comptable contractuel de 4° échelon indice 520 de la catégorie D échelle 11, précédemment en service à la Direction Générale de la Santé Publique à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er août 1989 par arrêté n° 1910 du 4 août 1990.

En application des dispositions de l'article 120 du code du travail la période du du 24 janvier 1983 au 23 janvier 1986 est prescrite.

PAR ARRETE N° 3143 du 31 Octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale quatre vingt quatre jours ouvrables pour la période allant du 1er octobre 1986 au 31 décembre 1989 est accordée à Mr NGOUALA (Thomas), Aide Soignant contractuel de 1° échelon indice de la catégorie F échelle 15 précedemment en service à l'Hopital Adolphe SICE de Pointe-Noire admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1990 par arrêté n° 1997 du 17 août 1990.

En application des dispositions de l'article 120 du code de Travail la période allant du 1er janvier 1983 au 30 septembre 1986 est prescrite.

PAR ARRETE N° 3144 du 31 Octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale soixante neuf jours ouvrables pour la période allant du 2 mai 1987 au 31 décembre 1989 est accordée à Mr LOUTANGOU(Antoine) contre maître contractuel de 2° échelon, indice 460 de la catégorie D, échelle 9 précédemment en service à l'Inspection de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation du Pool, admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1990 par arrêté n° 1940 du 8 septembre 1990.

PAR ARRETE N° 3147 du 31 Octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt quatorze jours ouvrables pour la période du 8 janvier 1986 au 31 août 1989 est accordée à Mr TOMBET YOMBET (Jean), ouvrier contractuel de 10° échelon indice 350 de la catégorie F échelle 14 précédemment en service à l'ENEF (Mossendjo) admis à la retraite pour compter du 1er septembre 1989 par arrêté n° 1981 du 13 août 1990.

PAR ARRETE N° 3148 du 31 octobre 1990, une indemnité réprésentative de congé payé égale à quatre vingt quatre jours ouvrables pour la période du 25 septembre 1986 au 31 décembre 1989 est accordée à Mr NKOUNKOU (Philippe), ouvrier contratuel de 2e échelon indice 220 de ala catégorie F, échelle 14 précédemment en service au Lycée Technique Agricole AMILCAR CABRAL, admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1990 par arrêté n° 1997 du 17 août 1990.

PAR ARRETE N° 3149 du 31 octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à soixante huit jours ouvrables pour la période du 8 Mai 1987 au 31 décembre 1989 est accordée à Mr NGANGOUE (Joseph), ouvrier contratuel de 4° échelon indice 240 de la catégorie F échelle 14, précédemment en service à la Direction centrale des logements et batiments administratifs à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1990 par arrêté n° 1488 du 19 juin 1990.

PAR ARRETE N° 3150 du 31 octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à soixante treize jours ouvrables pour la période allant du 16 mars 1987 au 31 décembre 1989 est accordée à Mr. LOUMOUAMOU (Marcel), ouvrier professionnel contractuel de 10e échelon, indice 230, de la catégorie G, échelle 18, précédemment en service à la Direction de l'Agriculture à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1990 par arrêté n° 2019 du 21 août 1990.

PAR ARRETE N° 3151 du 31 octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt seize jours ouvrables pour la période du 8 octobre 1985 au 30 juin 1989 est accordée à Mr MASSENGO (Ernest), chauffeur contratuel de 10° échelon, indice 280 de la catégorie G, échelle 14, précedemment en service à la Direction de l'Agriculture, admis à la retraite pour compter du 1er juillet 1989 par arrêté n° 1480 du 19 juin 1990.

En application des dispositions de l'article 120 du code du travail la période du 8 octobre 1984 au 7 octobre 1985 est prescrite.

PAR ARRETE N° 3153 du 31 octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt et un jours ouvrables pour la période du 12 novembre 1986 au 31 décembre 1989 est accordée à Mr ELLYON (David), assistant sanitaire contratuel de 6° échelon indice 1090 de la catégorie B, échelle 6, précédemment en service à la Direction Régionale de la Santé (Plateau, admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1990 par arrêté n° 830 du 20 avril 1990.

En application des dispositions de l'article 120 du code du Travail, la période du 12 novembre 1985 au 11 novembre 1986 est prescrite.

PAR ARRETE N° 3154 du 31 octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt huit jours ouvrables pour la période allant du 9 octobre 1986 au 20 février 1990, est accordée à Mr KENGOUGNA (Flavien), Aide-Cuisinier contratuel de 8ème échelon, indice 210 de la catégorie G, échelle 18, précedemment en service au Centre de Formation Agricole d'Ewo, admis à la retraite pour compter du 1er mars 1990 par arrêté n° 1815 du 21 juillet 1990.

En application des dispositions de l'article 120 du code du travail, la période allant du 9 octobre 1974 au 8 octobre 1986 est prescrite.

PAR ARRETE N° 3156 du 31 octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à vingt un jours ouvrables pour la période du 10 mars 1989 au 31 décembre 1989 est accordée à Mr IKAMA (Maurice), ouvrier non spécialisé contratuel de 10° échelon indice 180 de la catégorie H, échelle 19, précédemment en service à l'Office National de l'Emploi et de la Main d'œuvre à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1990 par arrêté n° 1945 du 8 août 1990.

PAR ARRETE N° 3157 du 31 octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à trente quatre jours ouvrables pour la période du 15 septembre 1988 au 31 décembre 1989 est accordée à Mr MATSIMOUNA (Fidèle), ouvrier Professionnel contratuel de 9° échelon indice 220 de la catégorie G, échelle 18 précédemment en service au Stade de la Révolution à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1990 par arrêté n° 1482 du 19 juin 1990.

PAR ARRETE N° 3158 du 31 octobre 1990, une indemnité réprésentative de congé payé à treize jours ouvrables pour la période du 6 octobre 1988 au 31 mars 1989 est accordée à Mr DIAFOUKA (Etienne), ouvrier contratuel de 2° échelon indice 220 de la catégorie F échelle 14, précédemment en service au Ministère de la Jeunesse et du Développement Rural à Brazzaville, admis à la retraite pour conter du 1er avril 1989 par arrêté n° 2401 du 30 mai 1989.

PAR ARRETE N° 3167 du 31 octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à quatrre vingt onze jours ouvrables pour la période du 27 novembre 1984 au 31 mai 1988 est accordée à Mr BITSINDOU (Joseph), ouvrier professionnel contratuel de 10° échelon, indice 230, de la catégorie G, échelle 18, précédemment en service d'hygiène générale de Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er juin 1988 par arrêté n° 1987 du 14 août 1990.

En application des dispositions de l'article 120 du code du Travail, la période du 27 novembre 1975 au 26 novembre 1984 est prescrite.

ARRETES N°S 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182 (TABLEAUX)

PAR ARRETE N° 2865 du 18 Octobre 1990, en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004/46 du 25 février 1986 susvisée, les Agents Contractuels dont les noms et prénoms suivent sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite conformément au tableau ci-après.

NOMS ET PRENOMS	DATE ET LIEU DE NAISSANCE	GRADE	CAT.	ECH.	ECH.	INDICE	DATE DE RETRAITE
LEFANA-TITE (Ange)	En 1934 à Ampari	Auxiliaire Hospitalier	G	18	10e	230	1er janvier 1990
BAKOULA (Jean)	En 1934 à Kinsoundi	Chauffeur Mécanicien	G	16	3e	276	1er septembre 1989
MIHAMBANOU (Emile)	12 juillet 1932 à Brazzaville	Planton	G	17	7e	250	1er juillet 1989

L'indemnité représentative de congé leur sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra les dates exactes de reprise de service des intéressés à l'issue de leur dernier congé.

PAR ARRETE N° 2940 du 23 Octobre 1990, en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004/46 du 25 février 1986, les Agents Contractuels dont les noms et prénoms suivent, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite à compter du 1er juillet 1990.

NOMS ET PRENOMS	DATE ET LIEU DE NAISSANCE	GRADE	CAT.	ECH.	ECH.	INDICE
MAKANGOU (Jean-Basile)	13 juin 1935	Comptable Principal	B	4e	6	750
WAGOUALO GAVO (Germain)	30 mars 1935	Professeur d' EPS	B	4e	6	940
DIALLO-AMADOU (Pierre)	12 mai 1935	Professeur de Lycée	A	8e	3	1680
MAZELLE BOKABILA née INGRISANO (Yvonne)	20 mars 1935	Professeur de Lycée	A	1er	3	830
MASSAMBA (ALbert)	Vers 1933	Chef des Travaux Publics	C	2e	8	700
ITOBA (Jules)	Vers 1935	Secrétaire Principal d'Administration	C	1er	8	530

Des réquisitions de passage et de transport de voyage par voie aérienne (Catégorie II) seront délivrées au profit de Mr. DIALLO-AMADOU (Pierre) au compte du budget de la République Populaire du Congo ainsi qu'à sa famille qui a-droit à la gratuité de voyage.

L'indemnité représentative de congé leur sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra les dates exactes de reprise de service des intéressés à l'issue de leur dernier congé.

PAR ARRETE N° 3052 du 29 Octobre 1990, en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004/46 du 25 février 1986, les Agents Contractuels dont les noms et prénoms suivent, nés vers 1935 sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite à compter du 1er mars 1990.

NOMS ET PRENOMS	GRADE	ECH.	CAT.	ECH.	INDICE
NGAPENE (Barthélemy)	Commis	5e	F	14	260
TOUARY (Barthélemy)	Dessinateur	8e	E	12	480
BITA (Gilbert)	Chef Mécanicien	6e	G	16	320
ELENGA (Albert)	Ouvrier Professionnel	1er	G	18	140
TSOUMOU (Raphaël)	Ouvrier Professionnel	1er	G	18	140
KOUSSESSA (Philippe)	Plombier	3e	G	18	160
MOUANGA (Philippe)	Agent Subalterne de Bureau	5e	G	18	180
BALLIELE (Pierre)	Planton	3e	G	17	210
NGANZILA (Eugène)	Commis Principal	4e	E	12	370

L'indemnité représentative de congé leur sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra les dates exactes de reprise de service des intéressés à l'issue de leur dernier congé.

PAR ARRETE N° 3160 du 31 Octobre 1990, en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004/46 du 25 février 1986, les Agents Contractuels dont les noms et prénoms suivent, nés vers 1935 sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite à compter du 1er mars 1990.

NOMS ET. PRENOMS	GRADE	ECH.	CAT.	ECH.	INDICE
ONGAGNA (Jean)	Ouvrier Contractuel	6e	F	14	280
BAMBOUKILA (Justin)	Ouvrier Contractuel	2e	F	14	260
LEKOSSA (Emile)	Infirmier Contractuel	6e	F	15	300
GANGA (Pierre)	Infirmier Contractuel	10e	F	15	390
KINZONZI (Albert)	Commis Contractuel	10e	F	14	350
PONGUI (Jean)	Infirmier Contractuel	2e	F	15	230
KWERI (Jean)	Agent d'Hygiène Contractuel	1er	F	14	210
MOUKILOU (Marcel)	Pompiste Contractuel	2e	G	18	150

L'indemnité représentative de congé leur sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra les dates exactes de reprise de service des intéressés à l'issue de leur dernier congé.

PAR ARRETE N° 3161 du 31 Octobre 1990, en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004/46 du 25 février 1986, les Agents Contractuels dont les noms et prénoms suivent, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite à compter du 1er juillet 1990, conformément au tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	DATE ET LIEU DE NAISSANCE	GRADE	ECH.	CAT.	ECH.	INDICE
MAYALA (David)	Vers 1935 à Paka Matadi	Maçon Contractuel	8e	G	16	350
MAKOSSO-NZAOU (Fidèle)	Vers 1934 à Tchiboto	Chauffeur Mécanicien Contractuel	6e	G	16	320
MATOUBA (Lazare)	Vers 1934 à Kaibinda	Secrétaire d'Administration Contractuel	2e	D	9	460
SAMBA née BOUABOUA (Henriette)	18 avril 1935 à Moutsala	Aide-Soignante Contractuelle	1er	E	13	300
GAKENI (Donatien)	Vers 1927 à Tsodzo	Commis Contractuel	8e	F	14	320
SAMBA (Sébastien)	Vers 1934 à Sibiti	Ouvrier Professionnel Contractuel	8e	G	18	210
NGABANGO (François)	Vers 1932 à Sibiti	Ouvrier non Spécialisé contractuel	10e	H	19	180
KOUHOUNA (Ambroise)	Vers 1932 à Youloubiengui	Manœuvre Contractuel	8e	H	19	166

L'indemnité représentative de congé leur sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra les dates exactes de reprise de service des intéressés à l'issue de leur dernier congé.

RECTIFICATIF N° 2667 du 1er octobre 1990, à l'arrêté n° 7441 du 7 août 1984 relatif à la prise en charge de certains Agents Bénévoles des Affaires Sociales, en ce qui concerne Mlle MOYASCKO (Gisèle)

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

AU LIEU DE :

Article 1er (Ancien) :

NOMS ET PRENOMS	DATE ET LIEU DE NAISSANCE	DIPLOME	EMPLOI DEFINI PAR LA C.C. DU 1er SEPTEMBRE 1960	CAT.	ECH.	ECH.	INDICE
MOYASCO (Gisèle)	24 Août 1957 à Brazzaville	B E P C	Secrétaire d'Administration	D	9	1er	430

LIRE :

Article 1er (Nouveau)

NOMS ET PRENOMS	DATE ET LIEU DE NAISSANCE	DIPLOME	EMPLOI DEFINI PAR LA C.C. DU 1er SEPTEMBRE 1960	CAT.	ECH.	ECH.	INDICE
MOYASCKO (Gisèle)	24 Août 1957 à Brazzaville	B E P C	Secrétaire d'Administration	D	9	1er	430

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF N° 2894 du 1er octobre 1990, à l'arrêté n° 7141 du 7 août 1984 relatif à la prise en charge de certains Agents Bénévoles des Affaires Sociales, en ce qui concerne Mlle BAYONNE (Marie Louise)

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

AU LIEU DE :

Article 1er (Ancien) :

NOMS ET PRENOMS	DATE ET LIEU DE NAISSANCE	DIPLOME	EMPLOI DEFINI PAR LA C.C. DU 1er SEPTEMBRE 1960	CAT.	ECH.	ECH.	INDICE
BAYONNE (Marie Louise)	2 septembre 1956 à Pointe-Noire	BEMG + Diplôme d'Infirmière	Agent Technique	D	11	1er	440

LIRE :

Article 1er (Nouveau)

NOMS ET PRENOMS	DATE ET LIEU DE NAISSANCE	DIPLOME	EMPLOI DEFINI PAR LA C.C. DU 1er SEPTEMBRE 1960	CAT.	ECH.	ECH.	INDICE
BAYONNE (Marie Louise)	2 septembre 1956 à Pointe-Noire	B E M G	Secrétaire d'Administration	D	9	1er	430

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF N° 3053 du 29 octobre 1990, à l'arrêté n° 7141 du 7 août 1984 relatif à la prise en charge de certains Agents Bénévoles des Affaires Sociales, en ce qui concerne Mr. BAFOUKA (André)

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

AU LIEU DE :

Article 1er (Ancien) :

NOMS ET PRENOMS	DATE ET LIEU DE NAISSANCE	DIPLOME	EMPLOI DEFINI PAR LA C.C. DU 1er SEPTEMBRE 1960	CAT.	ECH.	ECH.	INDICE
BAFOUKA (André)	28 décembre 1952 à Kngoyi	Néant	Ouvrier Professionnel	G	18	1er	140

LIRE :

Article 1er (Nouveau)

NOMS ET PRENOMS	DATE ET LIEU DE NAISSANCE	DIPLOME	EMPLOI DEFINI PAR LA C.C. DU 1er SEPTEMBRE 1960	CAT.	ECH.	ECH.	INDICE
BAFOUKA (André)	28 décembre 1962 à Kingoyi	Néant	Ouvrier Professionnel	G	18	1er	140

Le reste sans changement.

PAR ARRETE N° 2938 du 23 octobre 1990, les Agents Contractuels dont les noms suivent qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés à l'échelon supérieur de leurs catégories conformément au tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	EMPLOI DEFINI PAR LA C.C. DU 1er SEPTEMBRE 1960	ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION		
		CAT	E.	E.	IND.	DATE DERNIERE PROMOTION	E	IND.	DATE DE PRISE D'EFFET
DZOMBO née MBOYO (Monique)	Commis Principale	E	12	2e	320	24 octobre 1987	3e	350	24 février 1990
KOUBEMBA (Léontine)	Secrétaire d'Administration	D	9	2e	460	24 octobre 1987	3e	480	24 février 1990
BAMANA-MATONDO (Joséphine)	Secrétaire d'Administration	D	9	2e	460	24 octobre 1987	3e	480	24 février 1990
HEMILEMBOLO (Marianne	Secrétaire d'Administration	D	9	2e	460	24 octobre 1987	3e	480	24 février 1990

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancemenyt ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2954 du 24 octobre 1990, les Agents Contractuels dont les noms suivent qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés à l'échelon supérieur de leurs catégories conformément au tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	EMPLOIS DEFINIS PAR LA C.C. DU 1er SEPTEMBRE 1960	ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION		
		CAT	E.	E.	IND.	DATE DERNIERE PROMOTION	E	IND.	DATE DE PRISE D'EFFET
[illegible] (Joseph)	Secrétaire Principal d'Administration	C	8	2e	590	6 avril 1986	3e	640	6 août 1988
[illegible] (Alphonse)	Secrétaire Principal d'Administration	C	8	2e	590	6 avril 1986	3e	640	6 août 1988
[illegible] (Aventure)	Secrétaire en Principal d'Administration	C	8	2e	590	6 avril 1986	3e	640	6 août 1988

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la dates ci-dessus indiquée.

PAR ARRETE N° 2997 du 26 octobre 1990, les Agents Contractuels dont les noms suivent qui remplissent la condition d'ancienneté exigée par l'article 9 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, sont avancés à l'échelon supérieur de leurs catégories conformément au tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	EMPLOI DEFINI PAR LA C.C. DU 1er SEPTEMBRE 1960	ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION		
		CAT	E.	E.	IND.	DATE DERNIERE PROMOTION	E	IND.	DATE DE PRISE D'EFFET
BABOUTA (Jacques)	Ingénieur	B	5	5e	1020	26 juin 1987	6e	1090	26 octobre 1989
NZOUNGOU (Paul)	Ingénieur des Travaux	B	5	3e	860	1er septembre 1987	4e	940	1er janvier 1990
SITA (Benoît)	Ingénieur des Travaux	B	5	3e	860	1er septembre 1987	4e	940	1er septembre 1990
NKOUNKOU (Raphaël)	Ingénieur des Travaux	B	5	3e	860	1er septembre 1987	4e	940	1er septembre 1990
KINZONZOLO (Albret)	Ingénieur des Travaux	B	5	3e	860	1er septembre 1987	4e	940	1er septembre 1990
BEMBA (Aaron)	Ingénieur des Travaux	B	5	5e	1020	1er septembre 1987	6e	1090	1er septembre 1990
NZOUALA (Fidèle)	Ingénieur des Travaux	B	5	3e	860	1er septembre 1987	4e	940	1er septembre 1990
MASSENGO (Ange)	Ingénieur	B	5	5e	1020	26 juin 1987	6e	1090	26 octobre 1989
KIBINDA (Germain)	Ingénieur des Travaux	B	5	3e	860	28 novembre 1987	4e	940	28 mars 1990

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancemenyt ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dats e ci-dessus indiquées.

PAR ARRETE N° 3120 du 31 octobre 1990, est enteriné le Procès-Verbal de la Commission Paritaire du 10 janvier 1990. En application des dispositions de la Conevention Collective du 1er septembre 1960, les Agents Contractuels dont les noms suivent, sont inscrits et Promus sur la liste d'Aptitude au titre de l'année 1988 et nommés conformément au tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	EMPLOI DEFINI PAR LA C.C. DU 1er SEPTEMBRE 1960	ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION				
		CAT	E.	E.	IND.	DATE DERNIERE PROMOTION	CAT	ECH.	ECH.	IND.	DATE DE PRISE D'EFFET
ONGOUBA (Jacques)	Ouvrier Magasinier	F	14	8e	320	Chef Ouvrier	E	12	2e	320	1er février 1988
NKONDA (André)	Ouvrier/ Tailleur	F	14	6e	280	Chef Ouvrier	E	12	1er	300	6 mai 1988
MOMBOULI (Gabriel)	Blanchisseur	G	18	10e	230	Ouvrier	F	14	3e	230	19 juillet 1988
MALANDA (Daniel)	Ouvrier Professionnel	G	18	9e	220	Ouvrier	F	14	2e	220	8 janvier 1988
AYABOUNA (Honoré)	Sentinelle	H	19	10e	180	Ouvrier Professionnel	G	18	5e	180	2 mai 1988
MOUNOUKOU (Antoine)	Ouvrier Principal	G	18	5e	180	Ouvrier	F	14	1er	210	1er janvier 1988
BAMANAZO (Daniel)	Chauffeur Ouvrier	E	12	5e	390	Contre-Maître	D	9	1etr	430	16 décembre 1988

Conformément aux dispositions du décret n° 90-420 du 30 juin 1990, cet avancemenyt ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée et de la solde pour compter du 1er juillet 1990.

PAR ARRETE N° 3138 du 31 octobre 1990, est entériné le Procès-Verbal de la Commission Paritaire de contestation de classement au titre de l'année 1988-1989.

En application de l'article 8 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, les Agents Contractuels dont les noms et prénoms duivent, sont reclassés et nommés conformément au tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION					
	Ancienne Qualification Professionnelle	CAT.	ECH.	ECH.	IND.	Nouvelle Qualification Professionnelle	CAT.	ECH.	ECH.	IND.	ACC
EBENDZO Isidore	Serveur Contractuel	G	18	1er	140	Chef Ouvrier Contractuel	E	12	1er	300	Néant
ALOKASSI Henriette	Ouvrier Professionnel Contractuel	G	18	10e	230	Chef Ouvrier Contractuel	E	12	1er	300	Néant

Le présent arrêté prend effet tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté à compter de la date de signature.

PAR ARRETE N° 3168 du 31 octobre 1990, en application de l'article 8 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, les Agents Contractuels dont les noms et prénoms duivent, titulaires du Brevet d'Infirmier obtenu à l'Ecole Nationale de Formation Para-Médicale et Médico-Sociale Jean-Joseph LOUKABOU (session de 1988), sont reclassés et nommés conformément au tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	ANCIENNE SITUATION					NOUVELLE SITUATION					
	Ancienne Qualification Professionnelle	CAT.	ECH.	ECH.	IND.	Nouvelle Qualification Professionnelle	CAT.	ECH.	ECH.	IND.	ACC
LOEMBA née ALADI (Pélagie)	Matrône accoucheuse	F	15	6	300	Agent technique de Santé Contractuel	D	11	1er	440	Néant
BOUANGA (Simone)	Aide-Soignant	F	15	3e	240	Agent Contractuel	D	11	1er	440	Néant
LEGNOKI (Boniface)	Aide-Soignant	F	15	3e	240	Agent Contractuel	D	11	1er	440	Néant
TCHITOMBI-MOUTOU (Jean Félix)	Aide-Soignant	F	15	3e	240	Agent Contractuel	D	11	1er	440	Néant
N'GUELLET née MITAHA (Henriette)	Matrône Accoucheuse	F	15	3e	240	Agent Contractuel	D	11	1er	440	Néant

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates effectives de reprise de service des intéressés.

PAR ARRETE N° 3176 du 31 octobre 1990, les Agents Contractuels dont les noms suivent, en service à l'Office Congolais de l'Entretien Routier sont pris en charge par la Fonction Publique pour une durée indéterminée, suivant la définition spécifique de leur emploi, mis à la disposition du Ministère de l'Equipement Chargé de l'Environnement et classés selon le tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	DATE D'ENGAGEMENT	DIPLOME	ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION : EMPLOI DEFINI PAR LA CONVENTION COLLECTIVE DU 1er SEPTEMBRE 1960				
			Emploi	Cat	Ech.	Indice	Emploi	Cat	Ech.	Ech.	Indice
NGASSAKI (Jean-Paul)	1er janvier 1978	BEMG	Secrétaire d'Administration	D	5	650	Secrétaire d'Administration	D	9	8	660
GANG EZZED (Marie-Noelle)	1er janvier 1978	BEMG	Comptable	D	4	610	Comptable	D	9	7	620
INGOBA (Denise)	1er janvier 1976	BEMT (Secrétariat)	Secrétaire d'Administration	D	6	690	Secrétaire d'Administration	D	9	9	700
BOUNA (Jacqueline)	1er août 1984	BEMT (Secrétariat)	Secrétaire d'Administration	D	2	560	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
KODIA (Samuel)	1er août 1984	BEMG	Secrétaire d'Administration	D	2	560	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
MALONGA	22 août 1970	Néant	Secrétaire d'Administration	D	2	560	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
ILOY (Basile)	1er septembre 1984	BEMG	Comptable	D	2	560	Comptable	D	9	6	590
OBAMBI (Jean Rusque)	1er octobre 1984	BEMT (Comptabilité)	Comptable	D	2	560	Comptable	D	9	6	590
ETOUMBA (Marie-Blandine)	1er septembre 1964	CEPE	Secrétaire d'Administration	D	2	560	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
AYINADZA (Jean Pierre)	1er septembre 1984	BEMG	Secrétaire d'Administration	D	2	560	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
MAKOUNDOU (Prosper)	1er août 1968	Néant	Secrétaire d'Administration	D	7	750	Secrétaire d'Administration	D	9	10	740

1605

..../.... 2

NOMS ET PRENOMS	DATE D'ENGAGEMENT	DIPLOME	ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION : EMPLOI DEFINI PAR LA CONVENTION COLLECTIVE DU 1er SEPTEMBRE 1960				
			Emploi	Cat	Ech.	Indice	Emploi	Cat	Ech.	Ech.	Indice
MBOUMBA BATCHI (Rose Mirielle)		Néant	Dactylographe	D	2	560	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
PESSI (Angélique)	15 juillet 1977	BEMT (Sténo)	Secrétaire d'Administration	D	6	690	Secrétaire d'Administration	D	9	9	700
MAPILA (Suzanne)	2 mai 1980	CEPE	Dactylographe	D	2	560	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
EWOLO (Chantal Colette)	1er août 1984	BEMT (Comptabilité)	Comptable	D	2	560	Comptable	D	9	6	590
BICAL (Jean-Flobert)	1er janvier 1977	Néant	Comptable	D	5	650	Comptable	D	9	8	660

1606

Compte tenu de leur prime d'ancienneté, les intéressés bénéficieront d'une indemnité compensatrice, conformément à la règlementation en vigueur.

Les rémunérations d'activité de service, de congés et éventuellement les avances de salaire afférentes aux indices nets précités, telles qu'elles sont déterminées à l'article 5 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, leur seront payées par le Budget de l'Etat.

Les intéressés bénéficieront pour les congés, les transports, les déplacements, les travaux supplémentaires, les maladies, soins médicaux, accidents de travail, retraite, cessation définitive de service et différends individuels, de toutes clauses et conditions arrêtées par la Convention Collective du 1er septembre 1960.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

PAR ARRETE N° 3177 du 31 octobre 1990, les Agents Contractuels dont les noms suivent, en service à l'Office Congolais de l'Entretien Routier sont pris en charge par la Fonction Publique pour une durée indéterminée, suivant la définition spécifique de leur emploi, mis à la disposition du Ministère de l'Equipement Chargé de l'Environnement et classés selon le tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	DATE D'ENGAGEMENT	DIPLOME	ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION : EMPLOI DEFINI PAR LA CONVENTION COLLECTIVE DU 1er SEPTEMBRE 1960				
			Emploi	Cat	Ech.	Indice	Emploi	Cat	Ech.	Ech.	Indice
YOKA (Antoine)	1er octobre 1984	BEMG	Secrétaire d'Administration	D	2	560	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
MATSIMOUNA (Simone)	1er octobre 1984	BEMG	Secrétaire Sténo Dactylo.	D	2	560	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
E T S I (Charlotte)	1er octobre 1984	BEMT (Secrétariat)	Secrétaire d'Administration	D	2	560	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
MOUNEA née MOUSSEKEDI (Charlotte)	1er avril 1984	BEMT (Sténo-Dactylo)	Secrétaire Sténo-Dactylo.	D	4	610	Secrétaire d'Administration	D	9	7	620
BOUMPOUTOU (Virginie Laurette)	1er août 1984	BEMG	Secrétaire d'Administration	D	2	560	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
BITSOUMANOU (Julienne Hortense)	2 août 1971	Diplôme de Sténo-Dactylo.	Secrétaire d'Administration	D	7	750	Secrétaire d'Administration	D	9	10	740
O P A L A (Pascal)	24 janvier 1978	BEMG	Secrétaire d'Administration	D	5	650	Secrétaire d'Administration	D	9	8	660
M O U T O U (Jean-Pierre)	Néant	Néant	Secrétaire d'Administration	D	3	580	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
LOEMBA (André)	Néant	Néant	Secrétaire d'Administration	D	4	610	Secrétaire d'Administration	D	9	7	620
NSAFOU-MATOMBI	1er janvier 1977	BEMG	Secrétaire d'Administration	D	5	650	Secrétaire d'Administration	D	9	8	660
MISSAMOU (Marthe-Marie-Jésus)	1er octobre 1984	BEMT (Secrétariat)	Secrétaire Sténo Dactylo.	D	2	580	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590

1607

..../.... 2

NOMS ET PRENOMS	DATE D'ENGAGEMENT	DIPLOME	ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION : EMPLOI DEFINI PAR LA CONVENTION COLLECTIVE DU 1er SEPTEMBRE 1960				
			Emploi	Cat	Ech.	Indice	Emploi	Cat	Ech.	Ech.	Indice
POATY (François)	6 mai 1965	BEMT (Sténo-Dactylo	Secrétaire d'Administration	D	3	580	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
MPASSI (Emilienne)	6 juin 1977	BEMG	Secrétaire Sténo-Dactylo	D	5	650	Secrétaire d'Administration	D	9	8	660
MALONGA (Isidore)	20 mai 1958	Néant	Secrétaire d'Administration	D	4	640	Secrétaire d'Administration	D	9	7	620
TSOTA (Joseph)	21 août 1968	Néant	Secrétaire d'Administration	D	2	560	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
IGNOUMBA (Marianne)	1er septembre 1984	BEMG (Comptabilité)	Comptable	D	2	560	Comptable	D	9	6	590
KIYINDOU (Rebecca-Annick-Yolanbde)	1er octobre 1984	BEP (Secrétariat)	Secrétaire d'Administration	D	3	580	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
ASSAYI NGAYEMA (Mathurin	1er octobre 1984	BEMG	Secrétaire d'Administration	D	2	560	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590
MOUKOUAMA (Antoine)	1er janvier 1966	BEMT (Sténo Dactylo.)	Secrétaire d'Administration	D	6	690	Secrétaire d'Administration	D	9	9	700
NKAMA (Pauline)	18 juin 1974	CEP'E	Secrétaire d'Administration	D	3	580	Secrétaire d'Administration	D	9	6	590

1608

Compte tenu de leur prime d'ancienneté, les intéressés bénéficieront d'une indemnité compensatrice, conformément à la règlementation en vigueur.

Les rémunérations d'activité de service, de congés et éventuellement les avances de salaire afférentes aux indices nets précités, telles qu'elles sont déterminées à l'article 5 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, leur seront payées par le Budget de l'Etat.

Les intéressés bénéficieront pour les congés, les transports, les déplacements, les travaux supplémentaires, les maladies, soins médicaux, accidents de travail, retraite, cessation définitive de service et différends individuels, de toutes clauses et conditions arrêtées par la Convention Collective du 1er septembre 1960.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

PAR ARRETE N° 3178 du 31 octobre 1990, les Agents Contractuels dont les noms suivent, en service à l'Office Congolais de l'Entretien Routier sont pris en charge par la Fonction Publique pour une durée indéterminée, suivant la définition spécifique de leur emploi, mis à la disposition du Ministère de l'Equipement Chargé de l'Environnement et classés selon le tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	DATE D'ENGAGEMENT	DIPLOME	ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION : EMPLOI DEFINI PAR LA CONVENTION COLLECTIVE DU 1er SEPTEMBRE 1960				
			Emploi	Cat	Ech.	Indice	Emploi	Cat	Ech.	Ech.	Indice
MAKANGA (Jean-Michel)	23 juillet 1979	BEMT (Mécanique)	Ouvrier Qualifié	D	3	580	Contre-Maître	D	9	6	590
MOSSITO (Paul)	1er juin 1966	Néant	Ouvrier Qualifié	D	1	530	Contre-Maître	D	9	5	550
BATANTOU (Albert)	1er janvier 1977	CEPE	Ouvrier Qualifié	D	2	560	Contre-Maître	D	9	6	590
MIMBEL (Sévérin)	18 mai 1962	Néant	Agent Technique	D	4	610	Agent technique	D	9	7	620
NGOKABA (Martin)	1er juin 1966	Néant	Agent Technique	D	4	610	Agent Technique	D	9	7	620
IBATA (François)		Néant	Ouvrier Hautement Qualifié	D	1	530	Contre-maître	D	9	5	550
ODDET (Henri-Joseph)	1er février 1984		Agent technique	D	1	530	Contre-maître	D	9	5	550
NKOU (Emile)	1er janvier 1970	Néant	Ouvrier Hautement Qualifié	D	4	610	Contre-Maître	D	9	7	620
ANDZI (THERD Mesmin)	16 juin 1971	Néant	Agent Technique	D	6	690	Agent-Technique	D	9	9	700
LESSEKE (Gaston-Joseph)	1er juin 1966	CEPE	Ouvrier Hautement Qualifié	D	1	530	Contre-Maître	D	9	5	550

Compte tenu de leur prime d'ancienneté, les intéressés bénéficieront d'une indemnité compensatrice, conformément à la règlementation en vigueur.

Les rémunérations d'activité de service, de congés et éventuellement les avances de salaire afférentes aux indices nets précités, telles qu'elles sont déterminées à l'article 5 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, leur seront payées par le Budget de l'Etat.

Les intéressés bénéficieront pour les congés, les transports, les déplacements, les travaux supplémentaires, les maladies, soins médicaux, [illegible] traite, cessation définitive de service et

1609

PAR ARRETE N° 3179 du 31 octobre 1990, les Agents Contractuels dont les noms suivent, en service à l'Office Congolais de l'Entretien Routier sont pris en charge par la Fonction Publique pour une durée indéterminée, suivant la définition spécifique de leur emploi, mis à la disposition du Ministère de l'Equipement Chargé de l'Environnement et classés selon le tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	DATE D'ENGAGEMENT	DIPLOME	ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION : EMPLOI DEFINI PAR LA CONVENTION COLLECTIVE DU 1er SEPTEMBRE 1960				
			Emploi	Cat	Ech.	Indice	Emploi	Cat	Ech.	Ech.	Indice
MOYANDZI (Jean-Ricosse)	6 juillet 1965	Néant	Chauffeur Mécanicien	E	3	460	Chef-ouvrier	E	12	8	480
METOUL (Emmanuel)	6 octobre 1966	Néant	Chauffeur Mécanicien	E	2	440	Chef-ouvrier	E	12	7	440
ONGAGNA (Alphonse)	23 juillet 1979	Néant	Maçon	E	4	480	Chef-ouvrier	E	12	8	480
OLONGO (Lambert)	1er septembre 1984	Néant	Conducteur d'Engin	E	2	440	Chef-ouvrier	E	12	7	440
AYA-ITOUA (Cyriaque-Michel)	1er septembre 1984	Néant	Conducteur d'Engin	E	2	440	Chef-ouvrier	E	12	7	440
OKOUA (Paul)	1er septembre 1984	Néant	Conducteur d'Engin	E	2	440	Chef-ouvrier	E	12	7	440
MBANGUE (Jean)	1er septembre 1984	Néant	Conducteur d'Engin	E	2	440	Chef-ouvrier	E	12	7	440
OKOUMA (Marcle)	1er septembre 1984	Néant	Conducteur d'Engin	E	2	440	Chef-ouvrier	E	12	7	440
BABINGUI (Jean De Dieu)	1er septembre 1984	Néant	Electricien	E	2	440	Chef-ouvrier	E	12	7	440
MALORI (Albert)	1er septembre 1984	Néant	Conducteur d'Engin	E	2	440	Chef-ouvrier	E	12	7	440
OLAKAHO (Victor)	1er octobre 1966	Néant	Chauffeur mécanicien	E	5	500	Chef-ouvrier	E	12	9	500
BANGOMBE (David)	1er juin 1966	Néant	Conducteur d'Engin	E	4	480	Chef-ouvrier	E	12	8	480

1610 - 90 01

/.... 2

NOMS ET PRENOMS	DATE D'ENGAGEMENT	DIPLOME	ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION : EMPLOI DEFINI PAR LA CONVENTION COLLECTIVE DU 1er SEPTEMBRE 1960				
			Emploi	Cat	Ech.	Indice	Emploi	Cat	Ech.	Ech.	Indice
LIKOLO (Berarnrd)	1er juin 1966	Néant	Conducteur d'Engin	E	3	460	Chef-ouvrier	E	12	8	480
MALOKO (Bernard (Marc)	1er juin 1966	Néant	Mécanicien	E	3	460	Chef-ouvrier	E	12	8	480
BALOMBELA (Lucien)	1er juin 1966	Néant	Ouvrier qualifié	E	3	460	Chef-ouvrier	E	12	8	480
NDOMBA (Michel)	1er juin 1966	Néant	Ouvrier spécialisé	E	1	420	Chef-ouvrier	E	12	7	440
MOLOUANIA (Joseph)	1er juin 1966	Néant	Conducteur d'engin	E	3	460	Chef-ouvrier	E	12	8	480
PAILLONG (René-Florent)	16 octobre 1965	Néant	Conducteur d'engin	E	3	460	Chef-ouvrier	E	12	8	480
E T A (Emmanuel)	3 janvier 1977	Néant	Mécanicien	E	1	420	Chef-ouvrier	E	12	7	440
KEKOLO (Etienne)	15 juillet 1979	Néant	Maçon	E	2	440	Chef-ouvrier	E	12	7	440
MIAKABANA-MANDOMBI (Nazaire)	1er mai 1980	Néant	Aide Comptable	E	4	480	Aide comptable qualifié	E	12	8	480
OUIZIDIAMONA (Philomène)	1er août 1984	Néant	Dactylographe	E	2	440	Dactylographe	E	12	7	440
AGNOLLO (Calixte)	15 juillet 1979	Néant	Commis Principal	E	6	520	Commis Prinicipa	E	12	10	520
KENGUE (Albert)	25 septembre 1968	Néant	Dactylographe	E	2	440	Dactylographe Qualifié	E	12	7	440

BIABENO (Pierre)	27 janvier 1972	Néant	Aide Comptable	E	7	500	Aide Comptable qualifié	E	12	9	500

1611

Compte tenu de leur prime d'ancienneté, les intéressés bénéficieront d'une indemnité compensatrice, conformément à la règlementation en vigueur.

Les rémunérations d'activité de service, de congés et éventuellement les avances de salaire afférentes aux indices nets précités, telles qu'elles sont déterminées à l'article 5 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, leur seront payées par le Budget de l'Etat.

Les intéressés bénéficieront pour les congés, les transports, les déplacements, les travaux supplémentaires, les maladies, soins médicaux, accidents de travail, retraite, cessation définitive de service et différends individuels, de toutes clauses et conditions arrêtées par la Convention Collective du 1er septembre 1960.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

1612

PAR ARRETE N° 3180 du 31 octobre 1990, les Agents Contractuels dont les noms suivent, en service à l'Office Congolais de l'Entretien Routier sont pris en charge par la Fonction Publique pour une durée indéterminée, suivant la définition spécifique de leur emploi, mis à la disposition du Ministère de l'Equipement Chargé de l'Environnement et classés selon le tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	DATE D'ENGAGEMENT	DIPLOME	ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION : EMPLOI DEFINI PAR LA CONVENTION COLLECTIVE DU 1er SEPTEMBRE 1960				
			Emploi	Cat	Ech.	Indice	Emploi	Cat	Ech.	Ech.	Indice
KOKO (Michel)	23 mars 1966	Néant	Ouvrier Hautement qualifié	D	1	530	Contre-maître	D	9	5	550
MIKANOU (Jean Donatien)	25 janvier 1962	CAP (Ajustage)	Ouvrier hautement qualifié	D	6	690	Contre-maître	D	9	9	700
KASSA (Benoît)	17 mai 1962	CEPE	Ouvrier hautement qualifié	D	1	530	Contre-maître	D	9	5	550
GOMA (Raymond)	16 novembre 1960	Néant	Agent technique	D	1	530	Agent technique	D	9	5	550
KISSAMBOU (Etienne)	**25 juin 1960**	**Néant**	**Ouvrier hautement qualifié**	**D**	**3**	**580**	**Contre-Maître**	**D**	**9**	**6**	**590**
NIAMA (Pierre)	17 juillet 1963	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	3	580	Contre-Maître	D	9	6	590
ESSOUMBOU (Gaspard)	1er juin 1963	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	1	530	Contre-Maître	D	9	6	590
KISSOUESSOUE (Jean)	10 janvier 1961	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	2	560	Contre-Maître	D	9	5	590
MILANDOU (Charles-Jacques-Joseph)	17 août 1960	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	3	580	Contre-Maître	D	9	6	590
BASSINGA (Jean)	24 août 1965	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	2	560	Contre-Maître	D	9	6	590
MOUSSOUNDA (Jean Camille)	1er juillet 1963	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	2	560	Contre-Maître	D	9	6	590
NGOYI (Charles)	22 mars 1966	CEPE	Ouvrier hautement qualifié	D	3	580	Contre-Maître	D	9	6	590

NOMS ET PRENOMS	DATE D'ENGAGEMENT	DIPLOME	ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION : EMPLOI DEFINI PAR LA CONVENTION COLLECTIVE DU 1er SEPTEMBRE 1960				
			Emploi	Cat	Ech.	Indice	Emploi	Cat	Ech.	Ech.	Indice
TOUNGA (David)	29 avril 1959	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	3	580	Contre-maître	D	9	6	590
TATY (Etienne)	1er septembre 1984	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	2	560	Contre-maître	D	9	6	590
KODIA (Benoît)		Néant	Ouvrier hautement qualifgié	D	1	530	Contre-maître	D	9	5	550
LIBANI (Nestor)	13 avril 1971	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	2	560	Contre-maître	D	9	6	590
MOUBVOURA (Filgence)	14 avril 1971	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	1	530	Contre-maître	D	9	5	550
OVEKAMBALI (Paul)	1er juin 1966	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	3	580	Contre-maître	D	9	6	590
MAYINDA (Grégoire)	1er août 1984	BEMT (Menuiserie)	Agent Technique	D	2	560	Contre-maître	D	9	6	590

1614

Compte tenu de leur prime d'ancienneté, les intéressés bénéficieront d'une indemnité compensatrice, conformément à la règlementation en vigueur.

Les rémunérations d'activité de service, de congés et éventuellement les avances de salaire afférentes aux indices nets précités, telles qu'elles sont déterminées à l'article 5 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, leur seront payées par le Budget de l'Etat.

Les intéressés bénéficieront pour les congés, les transports, les déplacements, les travaux supplémentaires, les maladies, soins médicaux, accidents de travail, retraite, cessation définitive de service et différends individuels, de toutes clauses et conditions arrêtées par la Convention Collective du 1er septembre 1960.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

PAR ARRETE N° 3181 du 31 octobre 1990, les Agents Contractuels dont les noms suivent, en service à l'Office Congolais de l'Entretien Routier sont pris en charge par la Fonction Publique pour une durée indéterminée, suivant la définition spécifique de leur emploi, mis à la disposition du Ministère de l'Equipement Chargé de l'Environnement et classés selon le tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	DATE D'ENGAGEMENT	DIPLOME	ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION : EMPLOI DEFINI PAR LA CONVENTION COLLECTIVE DU 1er SEPTEMBRE 1960				
			Emploi	Cat	Ech.	Indice	Emploi	Cat	Ech.	Ech.	Indice
DJOIKA (Joseph)	1er juillet 1965	Néant	Agent Technique	D	1	530	Agent technique	D	9	5	550
NDANGA (Emile)	10 octobre 1965	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	2	560	Contre-Maître	D	9	6	590
BOUGUESSA (Jean-Félix)	2 juin 1966	Néant	Agent Technique	D	1	530	Agent technique	D	9	5	550
NGANDZOUNOU (Lucien)	15 juin 1968	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	1	530	Contre-Maître	D	9	5	550
SAMBA-NDOKI (Gabriel)	1er août 1975	BEMT (Métaux en Feuilles)	Ouvrier hautement qualifié	D	3	580	Contre-Maître	D	9	6	590
OLENDO (Frédéric)	26 juillet 1971	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	1	530	Contre-Maître	D	9	5	550
DIKABIONDI (Daniel)	1er février 1960	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	2	560	Contre-Maître	D	9	6	590
YOKA (Henri)	1er février 1979	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	3	580	Contre-Maître	D	9	6	590
MOUHANI (Romain)	1er septembre 1984	BEMG	Agent Technique	D	2	560	Agent technique	D	9	6	590
MONA (Sébastien)	1er août 1966	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	1	530	Contre-Maître	D	9	5	550
MIANADZOUKOUTA (Auguste)	1er janvier 1967	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	2	560	Contre-Maître	D	9	6	590
BITAMBIKI (Jean-Médard)	20 janvier 1972	BEMT (Mécanique Générale)	Agent Technique	D	3	580	Agent technique	D	9	6	590

NOMS ET PRENOMS	DATE D'ENGAGEMENT	DIPLOME	ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION : EMPLOI DEFINI PAR LA CONVENTION COLLECTIVE DU 1er SEPTEMBRE 1960				
			Emploi	Cat	Ech.	Indice	Emploi	Cat	Ech.	Ech.	Indice
NKODIA (Dominique)	1er mars 1977	Néant	Agent Technique	D	2	560	Agent technique	D	9	6	590
DZUENE-GAENA (Gaston)	30 août 1960	CEPE	Ouvrier hautement qualifié	D	1	530	Contre-Maître	D	9	5	550
NGUEBIRI (Jean)	12 juin 1968	Néant	Ouvrier hautement qualifgié	D	1	530	Contre-Maître	D	9	5	550
ABOULON (Donatien)	1er octobre 1966	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	1	530	Contre-Maître	D	9	5	550
MBEMBA (Joseph)	5 janvier 1971	Néant	Ouvrier hautement qualifié	D	1	530	Contre-Maître	D	9	5	590
EKANGA (Arsène)	14v mars 1974	BEP (Mécanique Monteur)	Agent Technique	D	9	880	Agent technique	D	9	10	740
NGATSE (Nicaise)	10 juillet 1967	CEPE	Ouvrier hautement qualifié	D	2	560	Contre-maître	D	9	6	590
NGASSAKI (Pierre)	1er mars 1973	BEMG	Ouvrier hautement qualifié	D	3	580	Contre-Maître	D	9	6	590

1616

Compte tenu de leur prime d'ancienneté, les intéressés bénéficieront d'une indemnité compensatrice, conformément à la règlementation en vigueur.

Les rémunérations d'activité de service, de congés et éventuellement les avances de salaire afférentes aux indices nets précités, telles qu'elles sont déterminées à l'article 5 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, leur seront payées par le Budget de l'Etat.

Les intéressés bénéficieront pour les congés, les transports, les déplacements, les travaux supplémentaires, les maladies, soins médicaux, accidents de travail, retraite, cessation définitive de service et différends individuels, de toutes clauses et conditions arrêtées par la Convention Collective du 1er septembre 1960.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

PAR ARRETE N° 3182 du 31 octobre 1990, les Agents Contractuels dont les noms suivent, en service à l'Office Congolais de l'Entretien Routier sont pris en charge par la Fonction Publique pour une durée indéterminée, suivant la définition spécifique de leur emploi, mis à la disposition du Ministère de l'Equipement Chargé de l'Environnement et classés selon le tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	DATE D'ENGAGEMENT	DIPLOME	ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION : EMPLOI DEFINI PAR LA CONVENTION COLLECTIVE DU 1er SEPTEMBRE 1960				
			Emploi	Cat	Ech.	Indice	Emploi	Cat	Ech.	Ech.	Indice
NTSIBA MOKOKO (Emile)	18 juillet 1971	CEPE	Ouvrier qualifié	E	7	550	Chef Ouvrier	E	12	10	520
ONDINGUI (Joseph)	10 septembre 1973	Néant	Ouvrier qualifié	E	1	420	Chef Ouvrier	E	12	7	440
NDOMBI IMBEMBE (Marcel)	1er mars 1974	Néant	Ouvrier qualifié	E	3	460	Chef Ouvrier	E	12	8	480
LALA (Jean Clauver)	1er mars 1974	Néant	Ouvrier qualifié	E	1	420	Chef Ouvrier	E	12	7	440
MPARANGOLI (Emmanuel)	1er février 1979	Néant	Ouvrier qualifié	E	3	460	Chef Ouvrier	E	12	8	480
GAMALI (Martin)	2 novembre 1964	Néant	Ouvrier qualifié	E	3	460	Chef Ouvrier	E	12	8	480
NGOMA (Bernard)	1er février 1967	Néant	Ouvrier qualifié	E	3	460	Chef Ouvrier	E	12	8	480
GUENKOU (Jean)	1er septembre 1984	Néant	Ouvrier qualifié	E	2	440	Chef Ouvrier	E	12	7	440
MAHOUNGOU (Jean)	1er septembre 1984	Néant	Ouvrier qualifié	E	2	440	Chef Ouvrier	E	12	7	440
LEBORO (Joseph)	1er juillet 1966	Néant	Ouvrier qualifié	E	1	420	Chef Ouvrier	E	12	7	440
GI JENGUIMA (John-Christophe)	1er octobre 1984	CEPE	Ouvrier qualifié	E	2	440	Chef Ouvrier	E	12	7	440
FOUERA - MOUYAMA (Jean-André)	3 février 1969	CEPE	Ouvrier qualifié	E	1	420	Chef Ouvrier	E	12	7	440

1617

NOMS ET PRENOMS	DATE D'ENGAGEMENT	DIPLOME	ANCIENNE SITUATION				NOUVELLE SITUATION : EMPLOI DEFINI PAR LA CONVENTION COLLECTIVE DU 1er SEPTEMBRE 1960				
			Emploi	Cat	Ech.	Indice	Emploi	Cat	Echa.	Ech.	Indice
N'DENGUET (Albert)	15 septembre 1966	Néant	Chauffeur - Mécanicien	E	3	460	Chef Ouvrier	E	12	8	480
BISSAHOU (Samuel)	1er avril 1962	Néant	Ouvrier Qualifié	E	2	440	Chef Ouvrier	E	12	7	440
BIKOUMOU (Antoine)	1er juillet 1979	Néant	Ouvrier Qualifié	E	3	460	Chef Ouvrier	E	12	8	480
IMBEMBE (Rémy-José)	2 décembre 1965	Néant	Ouvrier Qualifié	E	6	520	Chef Ouvrier	E	12	10	520
EGOH (Jean-Pierre)	1er février 1964	Néant	Ouvrier Qualifié	E	4	480	Chef Ouvrier	E	12	8	480
ESSABIO (Marcel)	25 octobre 1963	CEPE	Chauffeur-Mécanicien	E	5	500	Chef Ouvrier	E	12	9	500
MOGUIL (Nestor)	15 mai 1960	Néant	Chauffeur-Mécanicien	E	1	420	Chef Ouvrier	E	12	7	440

1618

Compte tenu de leur prime d'ancienneté, les intéressés bénéficieront d'une indemnité compensatrice, conformément à la règlementation en vigueur.

Les rémunérations d'activité de service, de congés et éventuellement les avances de salaire afférentes aux indices nets précités, telles qu'elles sont déterminées à l'article 5 de la Convention Collective du 1er septembre 1960, leur seront payées par le Budget de l'Etat.

Les intéressés bénéficieront pour les congés, les transports, les déplacements, les travaux supplémentaires, les maladies, soins médicaux, accidents de travail, retraite, cessation définitive de service et différends individuels, de toutes clauses et conditions arrêtées par la Convention Collective du 1er septembre 1960.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

PENSIONS

1619

PAR ARRETE N° 2806 du 12 octobre 1990, sont concédées, sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, les pensions aux Fonctionnaires [illegible]

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCENTAGE DE PENSION	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE AU LOGEMENT DE LA FONCTION	[illegible]
GAMBICKY (Alexandre) né vers 1935 à Mbouhi (Djambala)	Professeur de CEG de 10e échelon de la catégorie A II des Services Sociaux (Enseignement)	1460	32 ans 6 mois du 1er octobre 1957 au 1er janvier 1990	52,5%	Ancienneté	93 031 le 1er janvier 1990	-Lisette, née le 11 janvier 1977 - Vivien, née le 8 [illegible] 1985 -Jean Marie, né le 3 [illegible] 1987	Bénéficie d'une majoration pour famille [illegible] pour compter du 1er janvier 1990 soit 7 930 F/mois
OKANA (Henri) né vers 1935 à Tsouanka (Gamboma)	Instituteur Principal de 2e échelon de la catégorie A II (Enseignement)	780	37 ans du 1er janvier 1953 au 1er janvier 1990	57%	Ancienneté	53 945 le 1er janvier 1990	- Benjamin, né le 19 juin 1973 - Solange, née le 25 janvier 1974 - Félicité, née le 1er août 1976 - Ariane, née le 1er août 1979 - Nanci, née le 5 novembre 1982	Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 20% pour compter du 1er janvier 1990 soit 10 789 F/mois

PAR ARRETE N° 2828 du 12 octobre 1990, sont concédées, sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, les pensions aux Militaires ci-après :

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCENTAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
PENA (Omer) né le 22 août 1939 à Dongou	Capitaine de 10e échelon (+ 29 ans)	1 450	30 ans 6 mois du 27 mars 1960 au 30 août 1989. Services après limite d'âge du 22 août 1989 au 30 août 1989. Bonifications 1 ans 2 mois 13 jours	50,5%	Ancienneté	88 846 le 1er septembre 1989	- PENA Mylène, née le 17 février 1972 - Armel, né le 30 mai 1972 - Stéphanie, née le 18 avril 1977 - Patrick, né le 2 novembre 1983 - Ezéchiel, né le 31 décembre 1986	Bénéficie d'une majoration pour famille nombreuse de 40% pour compter du 1er septembre 1989 soit 35 538 F/mois.
IKAPI (AChile) né vers 1945 à NDENDE-CONGO	Sergent de 10e échelon (+ 24 ans) Echelle 2	564	ans du au 30 juin 1990	45%	Ancienneté	30 794 le 1er juillet 1990	- Yvette, née le 1er juin 1971 - Remande, née le 15 novembre 1976 - Espérancia, née le 19 avril 1979 - Kenette, née le 24 mars 1981 - Evrard, né le 9 mai 1983 - Larissa, née le 18 septembre 1987 - Nicia, née le 21 août 1989	Néant
ITOUA (Adolphe) né vers 1945 à ONGALI	Sergent-Chef de 10e échelon (+ 24 ans) Echelle 3	730	25 ans 6 mois du 18 janvier 1965 au 30 juin 1990	45,5%	Ancienneté	40 301 le 1er juillet 1990	- Sévérin, né le 3 mars 1975 - Larissa, née le 20 août 1975 - Ghislain, né le 19 avril 1978 - Ricardot, né le 12 février 1980 - Ronald, né le 4 octobre 1982 - Delphine, née le 20 novembre 1984 - Marcel, né le 16 août 1988	Néant
TATY (Jacques) né vers 1945 à MBOUKOU	Sergent de 10e échelon (+ 20 ans) Echelle 2	556	21 ans 6 mois du 1er février 1969 au 30 juin 1990	41,5%	Ancienneté	27 977 le 1er juillet 1990	Néant	Néant

PAR ARRETE N° 2830 du 12 octobre 1990, sont concédées, sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, la pension en tête : MIAOUMA (Placide)

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCEN-TAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION	OBSERVATIONS
MIAOUAMA (Placide) né vers 1935 à KINGOUALA	Instituteur de 4e échelon catégorie B I des Services Sociaux (Enseignement)	760	23 ans 6 mois du 1er octobre 1966 au 1er janvier 1990	43,5%	Ancienneté	40 113 le 1er janvier 1990	- Charnelle, née le 17 décembre 1977 - Cayrol, née le 7 février 1980 - Julie, née le 17 février 1983	Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 20% pour compter du 1er janvier 1990 soit 8 023 F/mois.
MAVOUNGOUD (Jean-Baptiste-Denis) né le 27 décembre 1933 à BRAZZAVILLE	Secrétaire d'Administration Principal de 6e échelon catégorie B II des Services Administratifs et Financiers	820	30 ans du 10 octobre 1958 au 27 décembre 1988	50%	Ancienneté	49 747 le 1er janvier 1989	- Arsène, né le 9 juillet 1977	Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 30% pour compter du 1er janvier 1989 soit 14 924 F/ mois.
S O B I (Joseph) né le 6 mai 1935 à BRAZZAVILLE	Chauffeur Mécanicien de 6e échelon des cadres particuliers des Personnels de Services.	320	31 ans du 1er juillet 1959 au 6 mai 1990	51%	Ancienneté	19 801 le 1er juin 1990	- Francis, né le 22 avril 1976	Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 45 % pour compter du 1er juin 1990 soit 8 910 F/mois.

PAR ARRETE N° 2831 du 12 octobre 1990, sont reversées sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, les pensions aux Ayants-cause ci-après :

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	POURCENTAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	PENSIONS TEMPORAIRES DES ORPHELINS	OBSERVATIONS
Veuve MOUNDZIE née KOUSSALOUKA (Thérèse) né vers 1919 à MASSEKI	Facteur Chef de 3e échelon ; échelle 3 du CFCO	310	43,5%	Reversion	4090 F/mois le 1er août 1989	- NZOBADILA né le 5 février 1970 jusqu'au 30 février 1990	- 10% = 1 636 du 1er août 1989 au 5 février 1991	P. T. O. cumulables avec les allocations familiales.
Veuve SOUEKOLO née FOULA (Angélique) né vers 1938 à KOUYA (KINKALA)	Instituteur Principal de 3e échelon de la catégorie A II des Services Sociaux (Enseignement)	860	57%	Reversion	29 738 F/mois le 1er janvier 1990	- Emilie, née le 7 juin 1971 - Rosine, née le 29 janvier 1974 - Hubert, né le 3 novembre 1976 - Gérard, né le 30 septembre 1981	- 50% = 29 738 le 29 décembre 1989 - 40% = 23 790 le 2 janvier 1990 - 30% = 17 843 le 7 juin 1992 - 20% = 11 895 le 29 janvier 1995 - 10% = 5 948 du 3 novembre 1997 au 30 septembre 2002	P. T. O. cumulables avec les allocations familiales. Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 15% pour compter du 1er janvier 1990 soit 4 460 F/mois.
ELO OSSEBI née ETOUROU (Anne) née le 20 octobre 1935 à GAMBOMA	Instituteur de 2e échelon de la catégorie B 1 des Services Sociaux (Enseignement)	640	55,5%	Reversion	21 549 F/mois le 1er avril 1988	- Dave, né le 25 décembre 1973	- 40% = 17 239 le 10 mars 1988 - 30% = 12 929 le 7 juillet 1990 - 20% = 8 620 le 25 juin 1991 - 10% = 4 310 du 30 mars 1992 au 25 décembre 1994	P. T. O. cumulables avec les allocations familiales. Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 15% pour compter du 1er avril 1988 soit 3 232 F/mois.

1623

PAR ARRETE N° 2832 du 12 octobre 1990, sont concédées , sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, les pensions aux Fonctionnaires et Assimilés ci-après :

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCENTAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
GOMA (Alexandre Raymond) né le 16 juillet 1934 à DIOSSO (Pointe-Noire)	Attaché de 3e échelon de la catégorie A II des Services Administratifs et Financiers	810	36 ans 6 mois du 31 octobre 1952 au 16 juillet 1989	56,5%	Ancienneté	55 528 F/mois le 1er août 1989	Roland, née le 15 mai 1974	Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 35% pour compter du 1er août 1989 soit 1 943 F/mois.
PAMBOU (René Joseph) né le 14 septembre 1934 à MENGO (Pointe-Noire)	Chef de Brigade d'Ouvrier ; échelle 8 A ; échelon 9 du CFCO	883	19 ans 6 mois du 1er janvier 1970 au 14 septembre 1989	39%	Proportionnelle	41 782 F/mois le 1er octobre 1989	- Armel, né le 8 août 1975 jusqu'au 30 août 1990 - Stevy,né le 17 janvier 1979 - Ulrich, né le 8 mars 1982 - Dimitri, né le 27 mars 1985	Néant

1624

PAR ARRETE N° 2833 du 12 octobre 1990, sont concédées sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, les pensions aux Ayants-cause ci-après :

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	POURCENTAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	PENSIONS TEMPORAIRES DES ORPHELINS	OBSERVATIONS
Orphelins de MOUNDANGA (Adolphe)	Sergent de 3e échelon Echelle 2 (+ 5 ans)	446		Reversion		- Helmad, né le 7 mai 1985 - Rhomaric, né le 4 mai 1987	- 60% = 5 845 F le 29 juin 1988 - 50% = 4 871 F du 7 mai 2006 au 4 mai 2008	P. T. O. cumulables avec les allocations familiales .
Orphelins de NGOUOTO-LEBE (Albert)	Sergent de 2e échelon échelle 3	496		Reversion		- Chérubin, né le 25 septembre 1975 - Ariana, né le 18 avril 1986	- 60% = 4 333 F le 22 décembre 1986 - 50% = 3 621 F. du 25 septembre 1996 au 18 avril 2007	P. T. O. cumulables avec les allocations familiales

PAR ARRETE N° 2834 du 12 octobre 1990, Est concédée sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, la pension à Mr. GUEMBO MABIALA (Bernard)

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCEN-TAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
GUEMBO MABIALA (Bernard), né vers 1935 à MOUTIKOUBOUA (Dolisie)	Chef de Groupe de 9e échelon, échelle 11 A/ATC	1132	37 ans du 1er janvier 1953 au 31 décembre 1989	57%	Ancienneté	78 290 F/mois le 1er janvier 1990	Noële, née le 25 décembre 1976 Rodrigue, née le 19 novembre 1981	Bénéficie d'une majorration de pension pour famille nombreuse de 15% pour compter du 1er janvier 1990 soit 11 744 F/mois.

PAR ARRETE N° 2835 du 12 octobre 1990, est concédée sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, la pension à Mr. MASSAMBA (Edouard) :

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCENTAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
MASSAMBA (Edouard) né le 16 décembre 1933 à MBAMA (BOKO)	Agent Technique de 3e échelon catégorie B I (Information)		29 ans du 18 janvier 1960 au 16 décembre 1988	49%	Ancienneté	41 616 F/mois le 1er janvier 1989	- Sylvie, née le 11 août 1976 - Nina, née le 2 septembre 1978 - Vladmire, née le 13 juin 1981 - LEBELLE, née le 17 avril 1985 - Breste, née le 2 novembre 1988 - Olivier, né le 12 juillet 1974 jusqu'au 30 juillet 1989	Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 15% pour compter du 1er janvier 1989 soit 6 242 F et 20% pour compter du 1er août 1990 soit 8 324 F/mois

1627

PAR ARRETE N° 2836 du 12 octobre 1990, est concédée sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, la pension à Mme . MALANDA née MATHA OUMBA (Rosalie) :

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCEN-TAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
MALANDA née MATHA OUMBA (Rosalie) née le 28 décembre 1934 à Brazzaville	Instituteur Principal de 3e échelon de la catégorie A II des Services Sociaux (Enseignement)	860	45 ans (1) du 22 décembre 1952 au 22 décembre 1989 Bonifications 8 ans (1) ramené à 40 ans	60%	Ancienneté	62 608 F/m le 1er janvier 1990	Rodycia, née le 1er août 1974	Bénéficie d'une majorration de pension pour famille nombreuse de 30% pour compter du 1er janvier 1990 soit 18 782 F/mois.

1628

PAR ARRETE N° 2837 du 12 octobre 1990, sont concédées sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, les pensions aux militaires ci-après en tête : MOMBO (Jean Charles).

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCENTAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
MOMBO (Jean Charles) né le 27 septembre 1945 à Mossendjo	Sergent Chef de 10e échelon (+ 24 ans) échelle 3	730	25 ans 6 mois du 18 juin 1965 au 30 septembre 1990. Services au delà de la limite d'âge de son grade du 27 septembre 1990 au 30 septembre 1990	45,5%	Ancienneté	40 301 le 1er octobre 1990	- Louise, née le 17 octobre 1972 - Aimée, née le 18 novembre 1976 - Patricia, née le 17 mars 1978 - Jean, né le 28 mars 1979 - Steff, né le 13 juin 1982 - Brelle, née le 2 mai 1983	Néant
KOUMBA (Simon) née vers 1942 à Ndendé	Adjudant-Chef de 10e échelon (+ 24 ans), échelle 03	786	29 ans du 15 avril 1961 au 30 juin 1990	49%	Ancienneté	46 731 le 1er juillet 1990	- Nicaise, né le 18 mars 1972 - Auberge, née le 14 septembre 1973 - Wilfrid, né le 3 juin 1974 - Siméon, né le 29 avril 1976 - Alvain, né le 11 avril 1978 - Florine, née le 4 mai 1978 - Sylvanie, née le 10 mai 1979	Bénéficie d'une majoration de pension pour charge nombreuse de 10% pour compter du 1er juillet [illegible] 4 573 F/mois.

PAR ARRETE N° 2838 du 12 octobre 1990, est concédée sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, la pension à Mr. LOCKO (Mathias).

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCENTAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
LOCKO (Mathias) né vers 1935 à Kinkala	Instituteur de 4e échelon de la catégorie B I Services Sociaux (Enseignement)	760	37 ans du 1er janvier 1953 au 1er janvier 1990	57%	Ancienneté	52 562 F/mois le 1er janvier 1990	Néant	Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 45% pour compter du 1er juillet 1990 soit 23 653 F/mois.

1630

PAR ARRETE N° 2863 du 17 octobre 1990, sont concédées sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, les pensions aux Fonctionnaires ou Assimilés ci-après :

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCENTAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
ZOBA (Daniel) né vers 1935 à Matala (Kinkala)	Aide Forestier de 6e échelon de la catégorie D I des Services Techniques (Eaux et Forêts)	410	29 ans 6 mois du 1er juin 1960 au 1er janvier 1990	49,5%	Ancienneté	24 624 F le 1er janvier 1990	- Yolande, née le 31 mai 1973 - Nelly Ursule, née le 8 juin 1975 jusqu'au 30 juin 1990 - Gildas, née le 8 juillet 1978 - Christiane, née le 9 mai 1979 - Gérémic, né le 8 mai 1980 - Rell Herman, né le 10 novembre 1984	Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 30% pour compter du 1er janvier 1990 soit 7 387 F/mois.
BOLOKO (Jacob) né vers 1935 à Boko	Surveillant de voie de 1ère classe, échelle 9 A du C.F.C.O. (A.T.C.) échelon 9	954	25 ans 6 mois du 17 août 1964 au 1er janvier 1990	45,5%	Ancienneté	52 667 F le 1er janvier 1990	Néant	Néant
YONGOLO (Albert) né vers 1935 à kiniangui (mouyondzi)	Ouvrier Principal de 1ere classe, échelle 9 C, échelon 9 du C.F.C.O. (A.T.C.)	974	36 ans du 2 octobre 1953 au 31 décembre 1989	56%	Ancienneté	66 181 F le 1er janvier 1990	Parfait, né le 29 mars 1977	Néant

1631

PAR ARRETE N° 2877 du 18 octobre 1990, sont concédées sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, les pensions aux Fonctionnaires ou Assimilés Agent de l'Etat ci-après :

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCEN-TAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
MAKAYA (Christophe) né vers 1939 à LOAKA (Madingo Kayes)	Instituteur Principal de 2e échelon Catégorie A II des Services Sociaux (Enseignement)	780	32 ans 6 mois du 1er janvier 1957 au 1er août 1989	52,5%	Ancienneté	49 685 F/mois le 1er août 1989	- Kévin, né le 22 juillet 1984	Bénéficie d'une majorration de pension pour famille nombreuse de 25% pour compter du 1eraoût 1989 soit 12 421 F/mois.
ABEGOUO (Jean Antoine) né vers 1931 à OUESSO	Assistant de 3e échelon de la catégorie C I des Services de l'Information	490	Du 1er octobre 1960 au 1er octobre 1982 18 ans 6 mois le 1er octobre 1982 et 22 ans le 1er janvier 1985	37% le 1er octobre 1982 et 42% le 1er janvier 1985	Ancienneté	108 780 F/mois l'an le 1er octobre 1982 et 24 970 F/mois le 1er janvier 1985	- Jean, né le 5 janvier 1972 - Juane, née le 15 octobre 1973 - Estelle,,née le 20 décembre 1973 - Félie, née le 19 mars 1976 - Prisca, née le 26 mars 1978 - Judith, née le 29 avril 1980 - Judicaël, née le 24 janvier 1980 - Bertrand, né le 11 juin 1983 - Hugor, né le 2 février 1990	Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 10% pour compter du 1er mars 1986 soit 2 497 F/mois pour compter du 1er octobre 1988. Enfants à prendre en charge pour compter de la date de fin de mandat politique (Présidence du COMEX)

1632

PAR ARRETE N° 2936 du 23 octobre 1990, est concédée sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, la pension à Mr. NZIHOU-MAMBA (Daniel)

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCENTAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
NZIHOU-MAMBA (Daniel), né vers 1935 à Porno (Kibangou)	Attaché des Services Administratifs et Financiers des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des Services Administratifs et Financiers	880	29 ans 6 mois du 5 avril 1960 au 1er janvier 1990	49,5%	Ancienneté	52 853 F/mois le 1er janvier 1990	- Roch, né le 10 août 1976 - Nélye, née le 12 janvier 1979 - Murielle, née le 6 juin 1981 - Franchella, née le 21 août 1986	Bénéficie d'une majorration de pension pour famille nombreuse de 45% pour compter du 1er janvier 1990 soit 23 784 F/mois

1533

PAR ARRETE N° 2937 du 29 octobre 1990, sont concédées sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, les pensions aux Militaires ci-après :

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCENTAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
GENISSAMIO (Jean André), né le 27 janvier 1942 à Mabaya	Adjudant-Chef de 10e échelon (+ 24 ans) échelle 3	786	28 ans 6 mois du 15 mars 1962 au 30 janvier 1990 Services après limite d'âge du 27 janvier 1990 au 30 janvier 1990	48,5%	Ancienneté	46 254 F le 1er février 1990	-Uldrey, née le 4 février 1983 - Gleine, née le 18 novembre 1985 - Ehrard, né le 7 août 1988	Bénéficie d'une majorration de pension pour famille nombreuse de 10% pour compter du 1er février 1990 soit 4 625 F/mois.
NGANDZAMI (Jaochim) né le 24 février 1945 à Brazzaville	Sergent-Chef de 9e échelon (+ 22 ans) Echelle 3	715	24 ans du 1er mai 1966 au 30 février 1990 Services après limite d'âge de son grade du 24 février 1990 au 30 février 1990	44%	Ancienneté	38 172 F le 1er mars 1990	- Joseline, née le 13 septembre 1971 - Gyslain, né le 14 juillet 1972 - Sylaho, né le 19 décembre 1974 - Eldie, née le 5 janvier 1978 - Chris, né le 21 juillet 1980 - Joannelsye, née le 30 juillet 1987	Néant
MBOLA (Georges) né vers 1945 à Ntongo (Mossaka)	Sergent-Chef de 10e échelon (+ 24 ans) Echelle 3	730	25 ans du 12 juillet 1965 au 30 juin 1990	45%	Ancienneté	39 858 F le 1er juillet 1990	- Odette, née le 24 mars 1971 - Irène, née le 23 août 1973 - Constant, né le 23 mai 1976 - Carmen, né le 15 mars 1980 - Nadia, née le 2 février 1984 - Nauvia, née le 7 janvier 1985	Néant

PAR ARRETE N° 3058 du 29 octobre 1990, est concédée sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, la pension à Mr. IGNAMOUT (Armand)

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCENTAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
IGNAMOUT (Armand) né le 26 février 1935 à Otamboko (Makoua)	Secrétaire Principal d'Administration de 4e échelon catégorie B II des Services Administratifs et financiers.	700	37 ans du 26 février 1953 au 26 février 1990	57%	Ancienneté	48 412 le 1er mars 1990	- Rodine, née le 5 octobre 1980 - Christ, née le 9 août 1982 - Diane, née le 4 septembre 1988	Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 45% pour compter du 1er mars 1990 soit 21 785 F/mois.

1635

PAR ARRETE N° 3059 du 29 octobre 1990, est concédée sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, la pension à Mr. NGOMA (Félix)

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCEN-TAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
NGOMA (Félix) né vers 1935 à Ibéni (Mossendjo)	Chef de Brigade d'ouvrier Principal hors classe de 9e échelon ; échelle 11 A (A.T.C.)	1132	36 ans du 1er décembre 1953 au 31 décembre 1989	56%	Ancienneté	76 914 F/mois le 1er janvier 1990	- Blanchard, né le 28 juillet 1972 - Eric, né le 8 mai 1974 jusqu'au 30 mai 1989 - Carole, née le 15 février 1976 - Evelyne, née le 6 août 1976 - Lina, née le 13 mai 1979	Bénéficie d'une majorration de pension pour famille nombreuse de 30% pour compter du 1er janvier 1990 soit 23 074 F/mois et 35% pour compter du 1er juin 1990 soit 26 920 F/mois.

PAR ARRETE N° 3087 du 30 octobre 1990, sont concédées sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, les pensions aux militaires ci-après :

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES PRIS EN COMPTE	POURCENTAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
IBARA (Albert) né vers 1945 à Oyomi (Owando)	Sergent-Chef de 10e échelon (+ 24 ans) Echelle 3	730	25 ans du 18 juin 1965 au 30 juin 1990	45%	Ancienneté	39 857 F/mois le 1er juillet 1990	- Alexis, né le 22 octobre 1971 - Rolien, né le 20 septembre 1975 - Via, née le 28 janvier 1979 - Oyeré, né le 31 août 1982 - Giscard, né le 24 février 1986 - ELENGA, né le 10 mai 1988	Néant
A TITI ın) nbre 1942 iville	Adjudant-Chef de 8e échelon (+ 20 ans) Echelle 4	906	20 ans 6 mois du 13 juin 1970 au 30 septembre 1990 Services après limite d'âge de son grade du 21 septembre 1990 au 30 septembre 1990	40,5%	Ancienneté	44 521 F le 1er octobre 1990	- Armand, né le 11 mars 1972 - Fanny, née le 12 mai 1977 - Guy, né le 14 décembre 1980 - Rita, née le 19 mai 1982 - Nelly, née le 15 avril 1984 - Biss, né le 7 juin 1986	Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 25% pour compter du 1er octobre 1990 soit 11 130 F/mois

1637

PAR ARRETE N° 3088 du 30 octobre 1990, sont concédées sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, les pensions aux Fonctionnaires ou Assimilés ci-après :

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCENTAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
DONGUI (Basile) né vers 1935 à Makala	Instituteur Principal de 1er échelon de la Catégorie A II des Services Sociaux (Enseignement)	710	37 ans du 1er janvier 1953 au 31 décembre 1989	57%	Ancienneté	49 104 F le 1er janvier 1990	- Prosper,né le 5 juin 1971 - Sévérin, né le 5 novembre 1973 - Serge, né le 28 avril 1977 - Syviane, née le 20 juin 1977 - Irène, née le 5 avril 1986	Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 40% pour compter du 1er janvier 1990 soit 19 642 F/mois
GOPILLA GOMBAULT (Michel-Désiré) né vers 1935 à Tchoumou (Lékana)	Instituteur de 4e échelon de la catégorie B I des Services Sociaux (Enseignement)	760	36 ans 6 mois du 1er octobre 1953 au 1er janvier 1990	56,5%	Ancienneté	52 100 F. le 1er janvier 1990	- Louis, né le 23 décembre 1974 - Régina, née le 6 octobre 1976 - Nina, née le 17 décembre 1978 - Eliane, née le 28 janvier 1979 - Roch, né le 31 mai 1980 - Zoé, née le 17 août 1981 - Eric, né le 5 août 1985 - Ele, né le 30 janvier 1987 - Frédy, né le 13 décembre 1988	Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 10% pour compter du 1er janvier 1990 soit 7 815 F/mois.

1639

PAR ARRETE N° 3097 du 30 octobre 1990, sont concédées sur la Caisse Générale des Fonctionnaires, les pensions aux Fonctionnaires ou Assimilés après :

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DE SERVICES EFFECTIFS	POURCENTAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
KOUDIKOUNGA (Sébastien) né vers 1935 à	Instituteur de 4e échelon de la catégorie B I Services Sociaux (Enseignement)	760	30 ans 6 mois du 1er octobre 1959 au 1er janvier 1990	50%	Ancienneté	52 695 F le 1er janvier 1990	Néant	Bénéficie d'une majorration de pension pour famille nombreuse de 15% pour compter du 1er janvier 1990 soit 6 709 F./mois
MIYOUNA (Lucien) né vers 1935 à Manciedi (Kinkala)	Agent Technique Principal de 4e échelon de la catégorie B I Services Sociaux (Santé)	760	37 ans du 1er mars 1953 au 1er janvier 1990	57%	Ancienneté	52 562 F le 1er janvier 1990	- Nadège, née le 1er octobre 1974 - Patrick, né le 13 avril 1977	Bénéficie d'une majoration de pension pour famille nombreuse de 40% pour compter du 1er janvier 1990 soit 21 025 F/mois.
EWOBI ANDELY né vers 1935 à Ewo	Secrétaire Principal d'Administration de 7e échelon de la catégorie B II des SAF.	860	30 ans 6 mois du 1er octobre 1959 au 1er janvier 1990	50,5%	Ancienneté	52 695 F le 1er janvier 1990	Néant	Bénéficie d'une majorration de pension pour famille nombreuse de 30% pour compter du 1er janvier 1990 soit 15 809 F/mois et 35% pour compter du 1er février 1990 soit 18 444 F/mois

PAR ARRETE N° 3188 du 5 novembre 1990, sont concédées sur la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, les pensions aux Retraités, en tête : NGALIBA (Victor)

NOMS ET PRENOMS	GRADE	INDICE	DUREE DES SERVICES EFFECTIFS	POURCENTAGE	NATURE DE LA PENSION	MONTANT ET DATE DE MISE EN PAIEMENT	ENFANTS A CHARGE LORS DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION	OBSERVATIONS
NGALIBA (Victor) né le 25 février 1940 à Brazzaville	Capitaine de 10e échelon (+ 29 ans)	1450	31 ans 6 mois du 5 décembre 1959 au 30 février 1990 Bonification 1 an 2 ans 27 jours.	51,5%	Ancienneté	90 606 F/ mois le 1er mars 1990	- Naffi, né le 22 juin 1973 - Francine, née le 29 mai 1975 - Habib, né le 20 avril 1977 - Raïssa, née le 22 avril 1977 - Ulrich, née le 19 juin 1979 - Norris, née le 3 février 1980 - Ella, née le 12 avril 1982 - Victor, né le 24 avril 1986 - Dimitri, née le 5 juin 1989	Bénéficie d'une majorration de pension pour famille nombreuse de 10% pour compter du 1er mars 1990 soit 9 064 F/mois
ANDOULE (Abraham) né le 15 octobre 1945 à Saint-Benoît (Boundji)	Sergent-Chef de 10e échelon (+ 24 ans), échelle 3	730	25 ans du 20 avril 1965 au 30 juin 1990	45%	Ancienneté	39 858 F/mois le 1er juillet 1990	- Aimée, née le 5 novembre 1972 - Gontran, né le 9 février 1978	Néant

640

MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ET SUPERIEUR CHARGE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DECRET N° 90-767 du 24 Novembre 1990, portant intégration dans les statuts particulier du personnel de l'université Marien Ngouabi et nomination de Mr. MOUYABI-MOUKOKO (Jean Pierre) en qualité d'Assistant de 2e classe, stagiaire, « Régularisation »

LE PREMIER MINISTRE

Vu la Constitution du 8 juillet 1979 ;

Vu le loi 15-62 du 3 février 1962 portant statut Général des Fonctionnaires ;

Vu l'ordonnance 29-71 du 4 décembre 1971 portant création de l'Université de Brazzaville ;

Vu l'ordonnance 09-74 du 14 mai 1974 portant modification de l'Université de Brazzaville ;

Vu l'ordonnance 034-77 du 28 juillet 1977 portant changement de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville en Université Marien NGOUABI ;

Vu le décret 59-23 du 30 janvier 1959 fixant les modifications d'intégration des fonctionnaires dans les cadres de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime des rénumérations des fonctionnaires ;

Vu le décret 62.195 du 5 juillet 1962 fixant la hiérarchisation des divers catégories des cadres ;

Vu le décret 62-197 du 5 juillet 1962 fixant les catégories et hiérarchies des cadres crées par la loi 15/62 du 3 Février 1962 portant statut général des fonctionaires en République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 62-198 du 5 juillet 1962 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67 du 24 Février 1967 règlementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes règlementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de carrière administrative et classement ;

Vu le décret n° 74-470 du 31 décembre 1974 aborgeant et remplaçant les dispositions du décret 62-196 du 5 Juillet 1962 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionaires ;

Vu le décret n° 75-489 du 15 Novembre 1975 portant statut du personnel de l'Université Marien NGOUABI de Brazzaville ;

Vu le décret n° 75-490 du 14 novembre 1975 portant fixation des traitements et salaires des personnels de l'Université de Brazzaville ;

Vu le décret n° 74-439 du 16 novembre 1976 portant organisation de l'Université de Brazzaville ;

Vu le décret 81-675 du 29 septembre 1981 modifiant le décret 75/489 Novembre 1975 portant statut du personnel de l'Université de Brazzaville ;

Vu le décret 89-630 du 7 août 1989 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret 85-260 du 5 mars 1985 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des Agents de l'Etat ;

Vu le décret 85-274 du 9 mars 1985 portant statut particulier du personnel de l'Université Marien NGOUABI ;

Vu le décret 85-275 du 9 mars 1985 fixant les traitements, indemnités et prises d'effet des personnels de l'Université Marien NGOUABI ;

Vu le décret 85-276 du 9 mars 1985 fixant la valeur du point indiciaire applicable au statut particulier du personnel de l'Université Marien NGOUABI ;

Vu le décret 85-979 du 6 août 1985 modifiant et complétant certaines dispositions du décret 85-274 du 9 mars 1985, portant statut particulier du personnel de l'Université Marien NGOUABI ;

Vu le décret 90-513 du 1er septembre 1990 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret 90-514 du 1er septembre 1990 portant organisation des intérims des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté N° 2087-FP du 21 juin 1958 fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires ;

Vu le dossier de candidature à un poste d'enseignement à temps plein présenté par l'intéressé ;

Vu le décret 90-581 du 18 octobre 1990, organisant l'intérim du Premier Ministre ;

DECRETE :

Article 1er : Mr. MOUYABI-MOUKOKO (Jean-Pierre), de nationalité congolaise, titulaire du Diplôme d'Etudes Approfondies en Géographie et Ecologie Tropicales, délivré par l'Université de Bordeaux III, le 3 décembre 1982, est recruté à l'Université Marien NGOUABI, intégré dans le statut du personnel et nommé Assistant de 2e classe stagiaire, indice 790. L'intéressé qui bénéficie d'une bonification de deux échelons est reclassé et nommé Assistant de 2e classe stagiaire, 2e échelon, indice 920.

Article 2 : L'intéressé est retribué pour la période du 14 octobre 1982 au 31 décembre 1984 sur la base des dispositions

du décret 81-675 du 29 septembre 1981 à l'indice 920 et à compter du 1er janvier 1985 sur la base des dispositions du décret 85-274 du 9 mars 1985 à l'indice 1110.

Article 3 : Le présent décret qui prend effet tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté à compter du 14 octobre 1882, date de prise de service de l'intéressé à l'Université Marien NGOUABI (Faculté des Lettres et des Sciences Humaines sera publié au Journal Officiel.

Brazzaville, le 24 novembre 1990

Pierre MOUSSA.-

Par le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale,

Jeanne D'Arc BENDZET.-

ACTES EN ABREGE

PAR ARRETE N° 2676 du 1er Octobre 1990 est autorisé le remboursement des frais de mémoire de maîtrise aux taux de [illegible] F, à NDONGO (Auguste) et de mémoire de fin d'études aux taux de 30 000 francs par mémoire pour MM. KOUBA (Alain Armand), MAHOUNGOU (Azob), PANDI (Dominique).

Le montant global de ces frais sera mandaté aux noms des intéressés à Brazzaville.

La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais chapitre Bourses : «362-51-06-03».

PAR ARRETE N° 2677 du 1er Octobre 1990, est attribuée une allocation journalière de stage de 150 frs par jour à Mr OBAMBI-ONDONGO (Paul) soit 1 250 Frs x 54 j x 1 = 67 500 Frs étudiant congolais en sateg au Laboratoire National.

Le montant global de ces frais sera mandaté au nom de l'intéressée à Braazzaville.

La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais chapitre «Bourses» 362 51 37 06 03 Execice 90

PAR ARRETE N° 2759 du 4 Octobre 1990, est attribué une indemnité journalière de stage à Mr. AMINA-YOMBE étudiant congolais en URSS en Stage à Mwéti, la Voix de la Révolution et la Télévision Nationale au taux de 1 250 F/J X 58 jours = 72 500 Francs.

Le montant global de ces frais sera mandaté au nom de l'intéressé à Brazzaville.

La dépense est imputable au budget de l'Etat congolais chapitre Bourses 362-51-37-06-03, exercice 1990.

PAR ARRETE N° 2768 du 8 octobre 1990, est utorisé le rembousement les frais de Thèse de Doctorat en Médécine au taux de cent mille francs à Mr. (Adolphe) LOUMOUA-MOU.

Le montant global de ces frais sera mandaté au nom de l'intéressé à Brazzaville.

La dépense est imputable au budget de l'Etat congolais, chapitre «Bourse» 362-51-37-06-03, Exercice 1990.

ARRETES N°S 2782 - 2839 - 2840 - 2841 - 2842 - 2843 - 2844 - 2845 - 2846 - (TABLEAUX)

PAR ARRETE N° 2847 du 15 Octobre 1990, est autorisé les frais de mémoires de fin d'études aux taux de 30 000 FRS par mémoire aux camarades : (Jean-Delphin) MBANGOUMOUNA, (Jean Vlady) MOUFOUMOU TSOU-MOU (Jean-Luc-François) MASSAMBA, NDOMBE (Antoine), (Gisèle) KOUMBA.

Le montant global de ces frais sera mandaté aux noms des intéressés à Brazzaville.

La dépense est imputable au budget de l'Etat congolais chapitre bourses 362-51-06-03 exercice 90.

PAR ARRETE N° 2854 du 17 Octobre 1990 dans tous les établissements d'Enseignement Secondaire, il existe des organes délibérants : les Conseils d'Administrations, de disciplines des professeurs et des classes, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont précisés ci-après :

CHAPITRE I : LE CONSEIL D'AMINISTRATION

A- COMPOSITION :

Sont membres du Conseil d'administration.

a)-Administration :
- Le Directeur Régional de l'Enseignement Secondaire ou son représentant (Président)
- Le Chef d'Etablissement (2e vice Président)
- Les Directeurs des Etudes (membres)
- Les Directeurs des Stages (membres)
- Les surveillants Généraux (-»-)
- Le Gestionnaire de l'Etablissement (-»-)
- Les Conseillers d'Orientation (-»-)
- Les Représentants des Ministères concernés (-»-)

b) - Les Partenaires Socio-Politiques :
- Le Maire d'Arrondissement de la localité, le Chef de District ou leurs représentant (1er Vice Président).
- Le Bureau de la Cellule du Parti o le Noyau du PCT de l'Etablissement ;
- Le Secrétariat UJSC/JP de l'Etablissement (membre)
- Le Bureau de la FE.NA JESCO ou de la FENAJEST (Membre)
- Le Bureau de Syndicat de Base (Membre)
- La Brigade URFC

- Le Bureau de l'Association des Parents d'Elèves (membre)
- Le Medécin de l'hygiène Scolaire ou le médecin Chef de la localité.
- L'Assistance Sociale.

Le Conseil peut inviter à titre consultatif toute personne qu'il juge utile d'entendre.

B- ATTRIBUTION ET FONCTIONNEMENT

Le Conseil d'Attribution arrête et évalue le programme de l'Etablissement sur proposition du Chef d'Etablissement. Ce programme comporte ;

1 - Des Activités Pédagogiques
2 - La Discipline Générale
3 - Les Finances et Matériels

Le Chef d'Etablissement est responsable de l'exécution de ce programme et en compte au conseil lors de sa dernier session annuelle.

Le Conseil d'Administration se réunit 2 fois par an en séance ordinaire (au début et à la fin de l'année scolaire), sur convocation du Directeur Régional de l'Enseignement Secondaire.

Toutefois, le Conseil peut être convoqué en séance extraordinaire en cas de nécessité.

La convocation et l'orodre du jour des séances doivent parvenir aux Membres du Conseil au moins 48 heures à l'avance.

Les délibérants du Conseil d'Administration ne sont valable que si les 2/3 des membres sont présents et les décisions sont adoptées à la majorité simple.

Les travaux du Conseil d'Administration font l'objet d'un procès-verbal dont tous les membres sont ampliataires.

CHAPITRE II: LE CONSEIL DE DISCIPLINE :

A - COMPOSITION :

Sont membres du Conseil de disciplines

a) - ADMINISTRATION :

- Le Chef d'Etablissement (Président)
- Les Directeurs des Etudes (Vice Président)
- Les Directeurs des Stages et les Chefs des travaux (membres)
- Les surveillants Généraux (membres)
- Le Gestionnaire
- Les Conseillers d'Orientation
- Le professeur Principal de la classe
- Le Chef de la classe concernée.

b) - LES PARTENAIRES SOCIO-POLITIQUES

- Un représentant de la Cellule ou du noyau du PCT (membre
- Un représentant de l'UJSC/JP
- Un représentant de la FENAJESCO ou de la FENAJEST (membre)
- Deux représentants de la FETRASSEIC
- Deux représentants de l'URFC
- Deux représentants de l'APE

c) - UN PARENT DE L'ELEVE CONCERNE

Si le parent de l'élève traduit au conseil est membre élu du conseil de discipline, les représentants élus des parents d'élèves désignent, à l'initiative du Chef d'Etablissement, un suppléant de séance.

Le conseil de discipline peut inviter à titre consultatif, toute personne qu'il juge utile d'entendre.

B - ATTRIBUTION ET FONCTIONNEMENT

Le conseil de discipline statue sur toutes les questions relatives au comportement des élèves, conformément au règlement intérieur de l'Etablissement.

Les délibértions du conseil de discipline ne sont valables que si les 2/3 des membres sont présents et les décisions adoptées à la majorité simple.

CHAPITRE III : LE CONSEIL DES PROFESSEURS

A - COMPOSITION : A - COMPOSITION :

Sont membres du conseil des professeurs :

a) - L'ADMINISTRATION

- Le chef d'Etablissement
- Les Directeurs des Etudes
- Les Directeurs de stage et le Chef de travaux
- Les Surveillants Généraux
- Les Conseillers d'Orientation
- Les professeurs
- Les Chefs de Classes

Les Représentants :

- De la Cellule ou noyau du Parti de l'Etablissement
- Du secrétariat UJSC/JP
- Du Bureau de la FENAJESCO ou de la FENAJEST
- Du bureau du Syndicat de Base
- De la brigade URFC

Sont membres du conseil des professeurs :

a) - L'ADMINISTRATION
- Le chef d'Etablissement (Président)
- Les Directeurs des Etudes
- Les Directeurs de stage et le Chef de travaux
- Les Surveillants Généraux
- Les Conseillers d'Orientation
- Les professeurs
- Les partenaires socio-politiques

Les Représentants :

- De la Cellule ou noyau du Parti de l'Etablissement
- Du secrétariat UJSC/JP
- Du Bureau de la FENAJESCO ou de la FENAJEST
- Du bureau du Syndicat de Base
- De la brigade URFC

ATTRIBUTION ET FONCTIONNEMENT

Le Conseil des professeurs se réunit en deux sessions ordinaires en début et fin d'année et en session extraordinaire sur convocation du Chef d'Etablissement pour examiner les questions pédagogiques intérêssant la vie de l'Etablissement.

Le Conseil des Professeurs de début d'année après présentation au personnel de l'Administration et enseignant :

- Fixe les objetifs pédagogique de l'année (compositions, intérrogations, devoirs ...).
- Prend connaissance du règlement intérieur de l'Etablissement.
- Le Conseil des professeurs de fin d'année fait le bilan des activités pédagogiques, fixe les modalités d'admission, d'orientation dans les différentes séries, de redoublement et d'exclusion, formule des suggestions pour l'année suivante il se tient avant le Conseil de classe de fin d'année.

Les délibérations du conseil des professeurs ne sont valables que si les 2/3 des membres sont présentés et les décisions sont adoptés à la majorité simple.

CHAPITRE IV : LE CONSEIL DES CLASSES

A - COMPOSITION :

Sont membres du conseil des classes

a) - L'ADMINISTRATION

- Le Chef d'Etablissement
- Les Directeurs des Etudes
- Les Directeurs de stage et Chefs de Travaux
- Les surveillants Généraux
- Les Conseillers d'Orientation
- Les Chefs de classes

b) - Les Partenaires Socio-Politiques

- Les représentants
- de la cellule du noyau du Parti de l'Etablissement.
- du Secrétariat UJSC/JP
- Du Bureau de la FENAJESCO ou de la FENAJEST
- Du Bureau du Syndicat de base
-
- De la Brigade URFC
- Du Bureau de l'A P E
- De l'Assistance Sociale

B) - ATTRIBUTION ET FONCTIONNEMENT

Le conseil des classes examines les questions pédagogiques intérêssant la vie de la classe : effectif, présence, absence, résultats, pourcentages (succès, échecs) orientations dans les différentes séries.

Le conseil des classes statue sur le cas de chaque élève, prend des sanctions conformément à la réglementation en vigueur : punitions et récompenses sur le travail scolaire et la discipline (tableau d»honneur, félicitation, encouragement, passage en classe supérieure, avertissements, blâmes, redoublements, exclusions.

Dans les appréciations, le conseil de classe doit tenir compte des facteurs extérieurs pouvant influencer le travail de l'élève : conditions sociales, santé etc...

Les délibérations du Conseil de classe ne sont valables que si les 2/3 des membres sont présents ; les décisions sont adoptées à la majorité simple

Le conseil de classe se tient à la fin de chaque trimestre.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature.

PAR ARRETE N° 3019 du 27 Octobre 1990 est allouée une indemnité journalière de stage au taux de 1 250 F/J (mille deuxcent cinquante francs/j) aux étudaints congolais dont les noms et prénoms suivent NGUINA (Bernabé) ; MISSIENGUE NDOMBO (Jean-Joël) ; NGALIBALI (Henri-Privat) ; OBILI AOUE Germain ; MIAMBANZILA (Simon-Bienvenu) ; ayant effectué un stage dans les administrations et entreprises congolaises.

Ils ont droit respectivement :

— NGUINA (Barnabé) ; étudiant en URSS en stage de 22 jours à Lina-Congo 1 250 F / j x 22 J = 27 500 F CFA (Vingt sept mille cinq cent francs).

— MISSIENGUE NDOMBO (Jean-Noël), étudiant au Gabon en stage de 90 jours à l'OC 12 50 F X 90 J = 112 500 F CFA (cent douze mille cinq cent francs).

— NGALIBALI (Henri-Privat) étudiant en Bulgarie en stage de 32 jours à la Clinique Vétérinaire de Brazzaville.
—1 250 F X 32 J = 40 000 F (quarante mille francs).
—OBILI AOUE (Germain) C. F., étudiant au Mali et stage de 40 jours (quarante jours) à la S. N. E.
— 1 250 F X 40 J =50 000 F (cinquante mille francs).

MIAMBANZILA (Simon-Bienvenu) étudaint en Algérie en stage de 41 jours (quarante et un jours) à la Télévision congolaise.

1 250 F X41 = 51 250 F. (cinquante et un mille deux cent cinqante francs).
-Le montant global de ces frais sera mandaté aux noms des intérêssés à Brazzaville.

La dépense est imputable au budget de l'Etat congolais chapitre bourses «362-51-37-06-03» exercice 90.

ARRETES N°s 3020 - 3139 (TABLEAUX)

PAR ARRETE N° 2782 du 9 Octobre 1990. Confomément au tableau ci-desus les Agents du Corps Judiciaire, dont les noms et prénoms suivent sont autorisés à dispenser des enseignements à l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration en qualité de Professeurs vacataire au titre de l'année scolaire 1987-1988.

NOMS ET PRENOMS	GRADE	DISCIPLINES	0 8 Heures
ALINGUI NGASAKI	Magistrat 2e G	Voie d'exécution Proc. P + DPS	
		Pratique judiciaire	0 4 Heures
KOUZOUNGOU (Auguste)	Magistrat 2e G		
		Natariat	0 4 Heures
KIMBOUANI (Jean)	Notaire	HORAIRE/HEBDOM.	Les heures supplémentaires sont renumérées conforemément

Les heures supplémentaires sont rémunérées conformément au décret n° 85/018 du 16 janvier 1985.

Cette indemnité sera mandatée sur production des certificats de service fait, délivrés par le Chef d'Etablissement et contresignés par le Directeur de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel et le Directeur des Finances et de l'Equipement au Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur, chargé de la Recherche Scientifique.

PAR ARRETE N° 3020 du 26 Octobre 1990, les cadres de l'Armée Populaire Nationale dont les noms et prénoms suivent sont autorisés à dispenser des enseignements à l'Ecole Nationale des Beaux Arts "Paul KAMBA", en qualité de Professeurs vacataires, au titre de l'année scolaire 1989-1990.

NOMS ET PRENOMS	GRADE	DISCIPLINES	HORAIRE/HEBDOM.
BIFOUMA (Fulgence)	Adjudant-Chef	Clarinette	0 6 Heures
MALONGA (PAtrice)	Sergent	Flûte	0 6 Heures
KIYINDOU (Bernard)	Adjudant-Chef	Instrument	0 4 Heures

Les heures supplémentaires sont renumérées conformément au décret n° 85/018 du 16 janvier 1985.

Cette indemnité sera mandaté sur procdution des certificats de service fait, délivrés par le Chef d'Etablissement et contresignés par le Directeur de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel et le Directeur des Fiances et de l'Equipement au Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur, chargé de la Recherche Scientifique.

PAR ARRETE N° 3139 du 31 Octobre 1990, conformément au tableau ci-après, les Agents de l'Etat dont les noms et prénoms suivent sont autorisés à dispenser des enseignements à l'Ecole Nationale Moyenne d'Administration, en qualité de Professeurs vacataires, au titre de l'année scolaire 1989-1990.

NOMS ET PRENOMS	GRADE	DISCIPLINES ENSEIGNES	H/H
BOUESSO (Abel)	Attaché des S.A.F.	Informatique	04 H.
Mme CASTANOU née TATY (Marie-Louise-Victorine	Inspecteur des Douanes	Tarif	02 H.
ELENGA (Alexandre)	Administration	Droit Mar. Législ. Transp.	03 H.
MAKIONA (Alphonse)	Inspecteur des Douanes	Org. Fonct. des Services	02 H.
MOUSSOKI (Michel)	Inspecteur des Douanes	Réglem. Douanière	02 H.
MVOUAMA (Joseph)	Attaché des S.A.F.	Législation financière	02 H.
MPOUKOU (Séraphin)	Inspecteur des Douanes	Econ. Douan. Proc. Déd.	04 H.
N'GOUAKA MABE (Richard)	Inspecteur des Douanes	Contentieux	02 H.
N'GAMOUYI TSOUMOU	Administrateur des SAF	Compt. Adm. et Douanière	20 H.
OKEMBA (Antoine)	Inspecteur Adm. Doun.	Etud. Rech. Fraud. Coll. tourisme et voyage	04 H.
MANKOU (Daniel)	Inspecteur des Impôts	Techn. Impôts, Théor. Impôt	08 H.
NKOUNKOU NZONZI	Inspecteur des Impôts	E. D. T.	04 H.
BIDOUNGA (Antoine)	Inspecteur du Trésor	Comptab. de l'Etat	04 H.
BAZEBI (Basile-Jean-Claude)	Inspecteur du Trésor	Collect. loc. Pension	05 H.
Mme MOUNGALA née TSOKO (Célestine)	Inspecteur du Trésor	Recouvrement	04 H.
BILISSOR (Antoine)	Inspecteur du Trésor	Comptabilité Publique	04 H.
NGANKOU (Alphonse)	Inspecteur du Trésor	Informatique	06 H.
BAKANA (Basile)	Attaché des S.A.F.	Psychologie professionnelle	02 H.
PAKA BONGO	Inspecteur du Trésor	Dépenses Publiques	04 H.
LOUPE (François)	Inspecteur du Travail	Inspection du Travail	02 H.
MANANGA (Philippe)	Inspecteur du Travail	Salaires	02 H.
SAMBA (Zéphirin)	Docteur 3e Cycle	Hyg. Sécur. du Travail Exac. Prat. du droit du Trav.	03 H.
ELENGA (Jean-Pierre)	Ingénieur	Informatique	01 H.
NGANKOU (Charles Nazaire)	Administrateur du Travail	Corresp. Adm. déont. Administrative	06 H.
BALENDA NGWALA	Professeur de Lycée 4é Echelon	Plan Régionale	02 H.
KINOUANI (Jacques)	Administrateur des SAF	Réglementation Spéciale	02 H.
MOYONGA (Raphaél)	Licencié de Sociologie	Sociologie du Travail	02 H.

NOMS ET PRENOMS	GRADE	DISCIPLINES ENSEIGNES	H/H
GALLY (Edmond Philippe)	Adm. SI. Journ. niveau 3	Théorie et Pratique de l'Information	02 H.
GOUMBA (Bernard)	Journaliste niveau 3	Secrétariat de Rédaction Presse Ecrite	08 H.
NSUZA (Jacques)	Journaliste niveau 3	Prod. dynam. expression	08 H.
NTOTO (Roger)	Journaliste niveau 3	Dr. del. Info. prat. Th. Inf.	06 H.
NKOUNGA TSOUARI (Henri)	Journaliste niveau 3	Radio Télévision	08 H.
MOUZITA née SOUKATIMA (Noellie)	Instituteur	Sténo-Dactylographie	07 H.
MONDZAKA (Jean-Marie)	Instituteur Principal	Dactylographie	06 H.
DENDOLO (Thérèse)	Professeur Certifié de Lycée	Nutrition	02 H.
BITEMO (Jean-Jacques)	Administrateur des SAF	Déontologie. Corresp. Administrative	06 H.
DZONDHAULT (GAston)	Professeur certifié de Lycée	Législation Scolaire	04 H.
MIEKOUMOUTIMA (Auguste)	Professeur de C.E.G.	Corr. adm. déontologie	03 H.
MOUANIA (Félix)	Sous-Intendant	Planif. de l'Education	04 H.
OLONGA (Alphonse)	Professeur de Lycée	Socio. éducation	06 H.
OKEMBA MBONGO	S. A. E.	Coopération économique	02 H.
O N D O N (Antoine)	Professeur Certifié de Lycée	Droit Civil	04 H.
TSOUMOU (Jean-Michel)	Professeur certifié de Lycée	Législation Scolaire déontologie	04 H.

Les heures supplémentaires sont rémunérées conformément au décret n° 85-018 du 16 janvier 1985.

Cette indemnité sera mandatée sur production des Certificats de service fait, délivrés par le Chef d'Etablissement et contresignés par le Directeur de l'Enseignement Secondaire technique et Professionnel et le Directeur des Finances et de l'Equipement au ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur, chargé de la Recherche Scientifique.

MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS
SECONDAIRE ET SUPERIEUR
CHARGE DE L.
RECHERCHE SCIENTIFIQUE

C A B I N E T
ECTION DE L'ORIENTATION ET DES
B O U R S E S

E DE GESTION DES ETUDIANTS ET
STAIRES CONGOLAIS (OGES)

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO
Travail - Démocratie - Paix

ARRETE N° 2839/MESS^DS-CAB-DOR-
OGES portant Renouvellement, Rétablissement, Régularisation, Suspension et Suppression des Bourses d'Etudes du Troisième cycle D.E.A.,D.E.S.S. France (catégorie E)
Année Universitaire 1990 - 1991.-

LE MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ET SUPERIEUR, CHARGE DE LA RECHERCHE SCIENTIEQUE

(/I S A S :

(/u la Constitution du 8 Juillet 1979 ;
(/u la Loi 24/66 du 23/11/66 portant loi organique relative au régime financier ;
D.G.B. (/u la Loi des finances 025/89 du 30/12/89 portant approbation du budget de l'Etat pour l'année 1990 ;
(/u le Décret 89/631 du 7/8/89 portant nomination du Premier Ministre ;
(/u le Décret 90/313 du 1/9/90 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
D.C.F. (/u le Décret 85/1414 du 06/12/85 portant attributions et organisation du Ministère de l'Enseignement Secondaire et Supérieur ;

(/u le Décret 86/722 du 30/05/86 fixant les différentes catégories de bourses et les conditions d'attribution, de renouvellement, de suspension et de suppression des bourses et déterminant les différentes aides à caractère social accordées aux boursiers;
(/u le Décret 75/306 du 24/06/75 fixant les taux des différentes
T.G. catégories des bourses;
(/u le Décret 82/056 du 18/01/82 accordant une augmentation de bourse aux étudiants congolais en Europe Occidentale ;
(/u les résultats scolaires ;

Par ARRETE: n° 2839 du 13 Octobre 1990

Article 1er : Sont renouvelées, régularisées, rétablies, suspendues et supprimées les bourses de catégorie "E" aux étudiants boursiers congolais en Europe Occidentale et en Amérique dont les noms et prénoms suivent pour compter du 1er Octobre 1990 au 30 Septembre 1991.-

(_/ N I V E R S I T E D'AIX MARSEILLE

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

N°	NOMS ET PRENOMS	MATRICULE	CAT.	DIPLOME	NIVEAU	FILIERE	F.F	OBSERV.
1	DEMBI (Duval-Antoine)	84 01089	E	D E A	2ème A.	Sces E.	91	Renouv.
2	PANGHOUD (J. Bienvenu)	83 01359	E	D E A	2ème A.	Econo.	91	Renouv
3	TCHISSAMBOU (André)	83 01444	E	D E A	2ème A.	Sces E.	91	Renouv

(_/ N I V E R S I T E D' ANGERS

SUSPENSION - SUPPRESSION

4	KOLELA Epouse BILECKOT (Brigitte)	85 08935	E	D E S S	2ème A.	Physi.	90	R.N.D. Suspens.

(_/ N I V E R S I T E DE BESANCON

SUSPENSION SUPPRESSION

5	NZIHOU (Jean-Michel)	83 10636	E	D E A	2ème A.	Linguis	90	R.N.D. Suspens.

UNIVERSITE DE BORDEAUX

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

6	ELONGO (Jean-Didier)	85 10700	E	D E A	2ème A.	Droit	91	Renouv.
7	KOUTASSILA (J. Philippe)	84 01180	E	D E A	2ème A.	Sces E.	91	Renouv.
8	LOUNDOU (Honoré-Godefroy)	84 01562	E	D E A	2ème A.	Sces E.	91	Renouv.
9	MANPASSI (Jean-Anaclet)	84 01035	E	D E A	2ème A.	Sces E.	91	Renouv.
10	MIOKO Denné Guy	83 09289	E	D E A	2ème A.	Droit S!	91	Renouv.
11	NGOMA (Germain)	83 02325	E	D E A	2ème A.	Droit P!	91	Renouv.
12	ONGAGNA (Philippe)	82 05458	E	D E A	2ème A.	Biolo.	91	Renouv.
13	POYA (Cyriaque)	84 02927	E	D E A	2ème A.	Sces E.	91	Renouv.
14	SARAIVA (Euloge-Fortuné)	83 01721	E	D E A	2ème A.	Sces E.	91	Renouv.

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

15	BIGEMI (Reine-ANgèle)	87 00395	E	D E A	2ème A.	Droit	90	Ren Dec 90
16	BOMBO (Médard)	81 06805	E	D E A	2ème A.	Dynam. milieux nat. Hu	90	Ren Dec 90
17	OKOBO (Nicodème)	86 02215	E	D E S S	2ème A.	Sces E.	90	Ren Dec 90

UNIVERSITE DE CAEN

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

18	ITOUA (Emmanuel)	83 02523	E	D E A	2ème A.	Droit	91	Renouv.

SUSPENSION - SUPPRESSION

19	BASSEHA (Charles-Roger)	83 I1248	F	D E A	2ème A.	Maths	90	R. N. D. suspens.

(\ N I V E R S I T E DE DIJON
==========

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

25	TATHY Christian - Armand	84 05298	E	D E A	2ème A.	Maths A	91	Renouv.
23	ONOBO Catherine		E	D E S S	2ème A.	Econo.	91	Renouv.
21	KOKO Jonas	85 06586	E	D E A	2ème A.	Maths	91	Renouv.
20	GAKOMO Jean-Didier	84 03735	E	D E A	2ème A.	Géopra.	91	Renouv.

(\ N I V E R S I T E DE DIJON
==========

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

25	BAMBI Guy Magloire-Gaëtan	82 09602	E	D E S E R	2ème A.	Sces E.	91	Renouv.

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

19	NTOTO David	86 02219	E	D E A	2ème A.	Sces E.	90	Ren Dec 90
	OSSETE COMBE Emmanuel	84 10698	E	D E S S	2ème A.	Chimie	90	Ren Dec 90

SUSPENSION - SUPPRESSION

	KAGNI Victor						90	Réf.Réf.
	KAYA Gilbert	88 02098	E	D E A	3ème A.	Droit	90	Att.INSCRI
								Suspens.

(_/ N I V E R S I T E DE M ULHOUSE

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

29	ELELI LETSANGO (Joseph)	83 054 00	E	D E A	2ème A.	Chimie	91	Renouv.

(_/ N I V E R S I T E DE LILLE

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

30	KINTSOUNGOULOU (Grégoire)	83 05465	E	D E A	2ème A.	Géologie	91	Renouv.
31	MISSIE (Pascal)	84 10229	E	D E A	2ème A.	Maths	91	Renouv.
32	NGOUELI (Oscar)	83 01618	E	D E A	2ème A.	Sces E.	91	Renouv.
33	NKOUOSSA (Frédéric)	83 06437	E	D E A	2ème A.	Sces E.	91	Renouv.

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

34	BANTSOUKISSA (Jean-Claude)	83 05237	E	D E A	2ème A.	Maths	90	Ren Dec 90
35	OKOKO (Irène -Josiane)	82 02387	E	D E A	2ème A.	Droit	90	Ren Dec
36	TSHINGI Pédro (Ambroise)	81 05303	E	D E A	2ème A.	Maths	90	-"-

SUSPENSION - SUPPRESSION

37	LEBANITOU-EZO (Francis)	84 10231	E	D E A	2ème A.	Maths	90	R.N.D. Suspens.

U N I V E R S I T E DE LIMOGES

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

38	MOWANDABEKA (Zéphirin	83 08999	E	D E A	2ème A.	Hist.Dri	90	Ren Dec 90

SUSPENSION - SUPPRESSION

39	MASSEMBO - DOUMOU (Serge	8408674		D E A	2ème A.	Hist.Dri	90	Ren Dec 90
40	NDINGA Oth - Jean Emery	87 01536		D E A	2ème A.	Eco.Mon	90	Ren Dec 90
								Suspension

U N I V E R S I T E DE LIMOGES

RENOUVELLEMENT - SUSPENSIONS

41	NIAWA (Roger - Virgile	84 [illegible]		D E A	2ème A.	Chimie Analyt.	91	Renouv.
42	MOUYABI (Rémy Philippe	84 11415		D E A	2ème A.	Micro Eco	91	Renouv.

RENOUVELLEMENT - SUPPRESSION

43	SONGADILE Jean Arthur	83 [illegible]		D E A	2ème A.	Biologie	90	Ren Dec 90

UNIVERSITE DE MONTPELLIER

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

44	BAZABANA Jean Jacques Magloire	83 01461	E	DEA	2ème A.	Sces E.	91	Renouv
45	BIBINDAS MVOUANGUILA Laurent	84 01017	E	DEA	1ère A.	Droit	91	Renouv.
46	BIGEMI Roch Césaire	87 01493	E	DEA	2ème A.	Econo.	91	Renouv.
47	BOUKAKA Frédéric	84 01062	E	DEA	2ème A.	Sces Ec	91	Renouv.
48	EBOUKA BABAKAS Tania		E	DEA	2ème A.	-"-	91	Renouv.
49	MBILAMPINDC Wilfrid	84 02501	E	DEA	2ème A.	Droit	91	Renouv.
50	KITSANGOULA MBAYA Justin	85 10725	E	DEA	2ème A.	Droit	91	Renouv.
51	NKOUKA LOUKOULA Noelle	83 06680	E	DEA	2ème A.	Chimie	91	Renouv.
52	NKOUKA Simplice Edgard		E	DEA	2ème A.	Droit	91	Renouv.
53	NGUIMBI Léon	83 01320	E	DEA	2ème A.	Econo.	91	Renouv.
54	YEBAS Louis Marie	83 04801	E	DEA	2ème A.	Dév.Rur	91	Renouv.

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

55	BENGO Martin Darius	83 05463	E	DESS	3ème A.	Palyno	90	Ren Dec 90
56	KIMBIDIMA Georges Alexis	84 05280	E	DEA	3ème A.	Math	90	Ren Dec 90

SUSPENSION - SUPPRESSION

57	BILONGO BITADI Benjamin	85 10696	E	DEA	2ème A.	Sces E.	90	R.N.D.Susp.
58	KEDZAMI Denis	86 02130	E	DESS	2ème A.	Marcket	91	R.N.D.Susp.
59	BOUSSOU Gaston	84 10318	E	DEA	2ème A.	Biolo.	90	Rét.Refusé Résultats Incomplets Prod.Attest. Inscrip.TH

(_/ N I V E R S I T E DE NANCY - METZ

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

[illegible]	FOU[illegible] Guy Arsène	85 05122	E	D E A	1ère A.	Sces de la Terre	91	Renouv. Arrivée tardive a présenté inscrip. 90-91

(_/ N I V E R S I T E DE NANTES

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A DECEMBRE DE L'ANNEE

41	KP[illegible] Robert Gauthier	84 03744	E	D E A	3è A.	Géograp	90	Renouv.

(_/ N I V E R S I T E DE NICE

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

42	GAVOL[illegible] François	84 10783	F	D E A	2ème A.	D.E.V.	91	Renouv.
43	KAN[illegible] Jérémie	82 07141	E	D E A	1ère A.	Physique	91	Renouv.
44	LOUSASSOU Andrée Odette	83 03616	E	D E A	2ème A.	Let.Mod	91	Renouv.
45	MAKOSSO Berthuel	83 01574	E	D E A	1ère A.	Sces E.	91	Renouv.
46	MANGOTILA Christian	84 01059	E	D E A	2ème A.	Sces E.	91	Renouv.
47	NZA [illegible]	83 06467	E	D E A	1ère A.	Sces E.	91	Renouv. mise à niv l'année de
48	TOK[illegible]ANG LOEMBA Auguste	83 05414	E	D E A	2ème A.	Chimie	91	Renouv.
49	WATSOUKOULA DIASSILOUA J.Marc	87 01506	E	D E A	2ème A.	Macrody	91	Renouv.
50	LOUKAKOU Arlette	82 09546	E	D E A	2ème A.	Sces E.	91	Renouv.

(_/ N I V E R S I T E DE NICE (SUITE)

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

1	TATY NDOUMOU (Gabriel)	83 01729	E	D E A	2ème A.	Sces.Ec	90	Ren Déc 90
2	TCHINIANGA MOUTOU (Ange)	82 02992	E	D E A	2ème A.	Sces. Ec	90	Ren Déc 90

(_/ N I V E R S I T E D' ORLEANS

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

3	TSINGA (Joséphat)	83 05361	E	D E A	1ère A	Sces.Ter.	90	Ren Dec 90 att.confirm. inscript.

(_/ N I V E R S I T E DE PAU

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

4	GATSE (Toussaint Ildevert)	89 02465	E	D E SS	1ère A.	Sces Ec	91	RENOUV. Arrivée tardive a présenté inscrip. 90-91

(_/ N I V E R S I T E DE PICARDIE

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

5	BASSOUAMINA (Fernand G)	85 01843	E	D E A	2ème A.	Droit	91	Renouv.
6	KOUBEMBA (A[illegible])	83 03367	E	D E A	2ème A.	Socio.	91	Renouv.
7	MUTINU SAMBA (Dominique)	[illegible]	E	D E A	2ème A.	Sces Ec	91	Renouv.

UNIVERSITE DE PICARDIE (SUITE)

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

78	BOUANGA (Pacôme-Boniface)	83 08607	E	D E A	2ème A.	A.E.S.	90	Ren Déc 90 attent.Ins.
9	OBONDO (Monique)	86 02119	E	D E A	2ème A.	Sces Ad	90	Ren Déc 90

SUSPENSION - SUPPRESSION

0	BONAZEBI (Philippe)	82 01499	E	Maîtrise	2ème A.	Sces Ec	90	R.N.D. Suspens.

UNIVERSITE DE POITIERS

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

1	AMBORABE (Benigne-Ernest)	83 10706	E	D E A	2ème A.	Immunol	90	Ren Déc 90 attent.ins. en Thèse

UNIVERSITE DE REIMS

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

2	GALIMONI (Jocélyne)	84 10752	E	D E A	2ème A.	Bioch.	91	Renouv.

(_/ N I V E R S I T E DE RENNES

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

83	KOUA (Guy -Parfait)	83 01110	E	D E A	2ème A.	Sces Ec	91	Renouv
84	MASSALA (Bonifece)	82 10521	E	D E A	1ère A.	Econo.	91	Renouv arrivé tardiv a prés une ins
85	MIEKOUZAMBI - ZOLA (Pierre)		E	D E A	2ème A.	Maths.	-"-	Renouv
86	SAMBA (Yves -Richard)	83 09599	E	D E A	2ème A.	Droit.P	-"-	Renouv.
87	SENDA NGOMA (Sylvain A.)	84 02543	E	D E A	2ème A.	Droit	91	Renouv.

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

88	MOUSSAVOU (Ferdinand)	83 01545	E	D E A	3 ème A.	Sces Ec	90	Ren Déc

SUSPENSION - SUPPRESSION

89	BAKOUETILA née MOUNGALA	83 09297	E	D E A	2ème A.	Eco.Fin	90	R. N.
90	(Jeannette)							Suspens

(_/ N I V E R S I T E DE ROUEN

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

91	KOUMBA ITSOUKOU(Gustave)		E	D E A	2ème A.	Maths	91	Renouv.
92	NDZI(Bruno-Hubert)	83 09029	E	D E A	2ème A.	Chimie	91	Renouv.
93	OBOYO (Pulchérie)	84 06708	E	D E A	2ème A.	Chimie	91	Renouv.

U N I V E R S I T E DE SAINT - ETIENNE

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

94	EDOUMBA - BOKANDZO Pierre	84 052186	E	D E A	2ème A.	Droit	90	Ren Déc 90

U N I V E R S I T E DE STRASBOURG

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

95	BOUHOYI Machard Léandre	86 02126	E	D E A	2ème A.	Sces Tech.	91	Renouv.
96	KIVOUVOU Clément	84 02829	F	D E A	2ème A.	-"- -"-	91	Renouv.
97	MALONGA Narcisse	84 03788	E	D E A	2ème A.	Géogra.	91	Renouv.
98	ONDAY Rufin	84 02917	E	D E A	2ème A.	Gestion	91	Renouv.
99	OSSASSI Pierre	84 02924	E	D E A	2ème A.	Eco.Gest.	91	Renouv.

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

100	BAKALA Jean	84 02783	E	D E A	3ème A.	Gestion	90	Ren Déc 90
101	SAFOUX Abel Jean de Dieu	84 02933	E	D E A	3ème A.	Sces Ec	90	Ren Déc 90

U N I V E R S I T E DE TOULOUSE

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

102	OBERT Bienvenu Romuald	84 02310	E	D E A	2ème A.	Droit	91	Renouv.
103	MOUKOUYOU - KOMBO Antoine	85 09737	E	D E A	2ème A.	Let.Mod.	91	Renouv.
104	NZIHOU Ange Tristan Joël	84 05267	E	D E A	2ème A.	Gén.Chim.	91	Renouv.
105	ONDONGO Gérard	84 02495	E	D E A	2ème A.	Droit	91	Renouv.
106	ONGOUYA Fidèle	83 05323	E	D E A	2ème A.	Recher.	91	Renouv.

UNIVERSITE DE TOULOUSE (SUITE)

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

107	NGAMBOU NDZILINKOULOU (Anne)	82 09566	E	DEA	2ème A.	L. M.	[illegible]	Ren Déc attente Attest. réussite
103	TATY (Alain)	83 0289	E	DEA	2ème A.	Droit		Attente Inscript. Thèse

UNIVERSITE DE TOURS

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

105	ITOUA AZOYOBO		E	DEA	2ème A.	Droit	91	Renouv.
110	KONGO (Patrick-Lucien)	85 02742	E	DESS	2ème A.	Sces Ec	91	R. ouv.

SUSPENSION - SUPPRESSION

111	LENGA (Gislaine)	84 02894	E	DESS	2ème A.	Sces Ec	90	Suspens R. N. D

U N I V E R S I T E DE PARIS I

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

112	BADINGA (Julien R)	84 03755	E	D E A	2ème A.	Histoire 91	Renouv.
113	BAKOULOUKILA (Roselyne)	05 10797	E	D E A	2ème A.	Gestion 91	Renouv.
114	BATHIA (Casimir)	85 03535	E	D E A	2ème A.	Histoire 91	Renouv.
6	BOUASSI - BOUASSI (J. Noël)	84 08902	E	DESUP	2ème A.	Sces.Po 91	Renouv.
7	GOMA - GAKISSA (Georges)	84 03349	E	D E A	2ème A.	Sociolo 91	Renouv.
7	MOITSINGA (Arthur)	85 10679	E	D E A	2ème A.	Hist. 91	Renouv.

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

1.3	IGNOUMBA (Guy)	84 08472	E		2ème A.	Sces Po 90	Ren Déc 90
119	MAHOUKOU (Etienne)		E	D E S S	2ème A.	Econo. 90	Ren Déc 90
120	OPOKI (Jean-Roy)		E	D E A	2ème A.	Droit 90	Ren Déc 90

SUSPENSION - SUPPRESSION

1	MIAYOUKOU (Alexis)	85 11284	E	Diplôme	2ème A.	Sces Ec 90	R.N.D. Suspens.

U N I V E R S I T E DE PARIS VI

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

22	GANGA (Judith)	84 10670	E	D E S S	2ème A.	Droit 91	Renouv.

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

123	EBOUKA - BABACKAS (Ingrid)	84 07873	E	D E S S	2ème A.	Banque 90	Renouv Déc 90

UNIVERSITE DE PARIS VI

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

KOTTO (Evelyne)	85 10673	F	DEA	2ème A.	Psycho.Ph.	91	Renouv.
MAKAMBILA (Paul)		E	DEA	2ème A.	Physique	91	Renouv.

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

DUBASSOU (Ursule)	82 11285	E	DEA	2ème A.	Biol.Veg	90	Renouv. éc Attente Ins. Thèse
NTOUMI (Francine)	83 10690	E	DEA	2ème A.	Biolog.	90	Ren Déc 90

UNIVERSITE DE PARIS VII

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

[illegible]	81 05480	E	DEA	2ème A.	Biolo.	91	Renouv.
NZIENGUI (Linno Alexis Hubert)	82 11282	E	DEA	2ème A.	Physique	91	Renouv.

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

[illegible]	82 02662	E	DEA	3ème A.	Econo.	90	Ren Déc 90
[illegible]	82 11270	E	DEA	3ème A.	Physi.	90	Ren Déc 90 attente ins.Thèse
[illegible]	84 10740	E	DEA	3ème A.	Physio.	90	Ren Déc 90

U N I V E R S I T E DE PARIS X

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

133	BAT[illegible]	[illegible]eu)	81 08961	E	D E A	2ème A.	Sces Ec	91	Renouv.
134	BIN[illegible]	[illegible] Didae)	85-01889	E	D E A	2ème A.	Droit	91	Renouv.
135	DEN[illegible]	[illegible]dine)		E	D E A	2ème A.	Ec.Trav	91	Renouv.
136	KIB[illegible]	[illegible]n-Wilfrid)	85 10507	E	D E A	2ème A.	Ec.Socs	91	Renouv.
137	NKE[illegible]	[illegible]e)	85 02114	E	D E A	2ème A.	Droit	91	Renouv.
138	SE[illegible]	[illegible]n)		E	D E A	2ème A.	Hist.Dr	91	Renouv.

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

139	MPEM[illegible]	[illegible]n B.)	84 02892	E	D E A	3ème A.	Fin.Ban	90	Ren Déc 9
140	NSON[illegible]	[illegible]OUZABI(Urbain)	83 10688	E	D E A	3ème A.	Droit	90	Ren Déc 9

U N I V E R S I T E DE PARIS XII

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

141	MATINGOU (Rocil)	82 02831	E	D E A	2ème A.	Droit	91	Renouv.
142	N'ZOBE[illegible]ILA(Gabriel)	86-02209	E	D E A	2ème A.	Sciences	91	Renouv.
143	TCHICAYA(Mathias	84 01443	E	D E A	2ème A.	Sces Ec	91	Renouv.
144	WOLF [illegible] (Louis)	83 01486	E	D E A	2ème A.	Econo.		Renouv.

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

145	BILEKO(Elisabeth-Clarisse)	84 0022	E	D E S S	2ème A.	Droit	90	Ren Déc 9

P A R I S - D I V E R S

RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE

146	KIEYILA - LOUBAKI (Fidèle)	81 10332	E	D E A	1ère A.	Sces Ec	91	Renouv. a présenté une inscrip.
147	LOUFIMPOU (Benoit-J. Aimé)		E	D E S T	2ème A.	Info.Ent	91	Renouv.
148	MAVOUNGOU - PAMBOU (René)		E	D E A	2ème A.	Et.Afri	91	Renouv.
149	NZAHOU (Paulin)	83 08226	E	Diplôme	2ème A.	Eco.Ent	91	Renouv.
150	SAUTHAT (Liliane-Gabrielle)	83 09080	E	"-"--	2ème A.	Rel.Inter.	-"	Renouv.

RENOUVELLEMENT DECEMBRE 1990

151	MONGO (Michel-Joseph)	81 02579	E	D E A	2ème A.	Commun.	90	Ren Déc 90
152	NGOMA (Paul)	86 02108	E	C E A A	1ère A.	Architec.	90	Ren Déc 90

SUSPENSION - SUPPRESSION

153	GASSAKYS (Lydie-Fanny)	84 11388	E	Diplôme	1ère A.	Banque	90	Suspension niveau inscription trop bas

SUSPENSION POUR RESULTATS NON DEPOSES

154	BAKANA	(Abel Sylvain)
155	BANGANGA	(Christophe)
156	DIALEMBONKEBI	(Albert)
157	DIOP SEYDOU	(Aboubacar)
158	DJIMBIKELA - MOUNTOU - SOUBN'GUENGA	
159	EYENI	(Paul-Espérance)
160	GABOU	(Louise)
161	GAMASSA	(Lahory-Didier)
162	GANGA - MBIDA	Paschasie
163	GAOMA	(Jérôme)
164	GASSACKYS	(Ferréol-Constant)
165	ICKONGA AKOUNZE	Jean S.
166	ITOUA	(Bienvenu-Jean)
167	IWANGOU	Jules
168	MBISSI	(Albert)
169	MBOKO	(Judith-Flore)
170	MALANDA	(Jean-Pierre)
171	MAZABA	Narcisse
172	MIZELE	(Raymond)
173	MOUKALA	(Edmond-Blanchard)
174	NDZANGA	Grégoire
175	NIANGUI	(Pascal)
176	NZAOU	(Aurelien)
177	NZILA MOUANDA	Alexis
178	OKIERE	(Guy-Anfré)
179	ONKA - MIERE	(Bienvenu)
180	SOLO KIONGO	(Euloge-Brice)
181	YOKA	(Placide)

Article 2.- Les étudiants qui rentreront définitivement dans leur pays au terme de leurs études percevront une indemnité de rapatriement de trente mille (30.000) francs CFA.

Article 3.- Les étudiants qui ne bénéficieront pas d'un voyage de vacances devront prétendre à un supplément de bourse de vacances de vingt mille (20.000) francs CFA.

Article 4.- Tous les étudiants légalement mariés et ayant des enfants à charge percevront une aide familiale au taux mensuel de mille deux cents (1200) francs CFA.

Article 5.- Tous les étudiants devront présenter leurs résultats d'examens à la fin de l'année à l'OGES, pour le renouvellement de la bourse.

Article 6.- Le montant global de ces allocations sera mandaté au nom du Payeur près l'Ambassade du Congo à Paris, 57, bis rue Scheffer 75 116 Paris.

Article 7.- La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais, chapitre Afrique Europe Occidentale : 362- 52 - 37- 06- 01, Gestion

Article 8.- Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera;

Fait à Brazzaville, le [illegible]

Rodolphe ADADA.-

AMPLIATIONS :
P.R. 2
P.M. 2
AFF.ETR.ET COOP. ...2
DGB. 2
T.G. 2
PAIERIE.PARIS.....2
I.G.E.....2
MESSRS.CAB. 2
DOB. 20
OGES. 2
AMBACO.PARIS.....2
ARCHIVES. 2

[illegible]
[illegible] CHARGÉ [illegible]
[illegible]

[illegible]

[illegible] DE L'ORIENTATION [illegible]

[illegible] DE GESTION DES [illegible] ÉTUDIANTS [illegible] CONGOLAIS [illegible]

[illegible] portant renouvellement, [illegible] rétablissement, suspension [illegible] des bourses d'étudiants [illegible] en Italie, en Belgique, en [illegible] au Brésil, [illegible]

[illegible] taire [illegible] - [illegible].-

[illegible] ENSEIGNEMENT [illegible] SUPÉRIEUR, CHARGÉ DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

[illegible] :

[illegible]

(/u [illegible] ;
(/u [illegible] portant loi organique relative au régime financier ;
(/u la loi des finances [illegible] du 30/12/[illegible] portant approbation du budget de l'État pour l'année [illegible] ;
(/u le Décret [illegible] du [illegible] portant nomination du Premier Ministre ;
(/u le Décret 90/519 du [illegible] portant nomination des Membres du Gouvernement ;

D.C.F.

(/u le Décret [illegible]/1414 du [illegible]/12/[illegible] portant attributions et organisation du Ministère de l'Enseignement Secondaire et Supérieur ;
[illegible] fixant [illegible] de l'[illegible] ;
(/u le Décret [illegible]/722 du 30/0[illegible] fixant les différentes catégories de bourses [illegible] fixant les différentes catégories de bourses [illegible]
[illegible]
[illegible] majoré ; [illegible]
[illegible] 7[illegible] fixant les taux des [illegible] ;
(/u le Décret 82/056 du [illegible] accordant une augmentation de bourse aux étudiants congolais en Europe Occidentale ;
(/u les résultats scolaires ;

A R R Ê T E [illegible]

Article 1er : Sont renouvelées, régularisées, rétablies, suspendues et supprimées [illegible] de catégorie "D" aux étudiants boursiers congolais en Europe Occidentale et en Amérique dont les noms et prénoms suivent pour compter du 1er Octobre 1990 au 30 Septembre 1991.-

R. F. A.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

N°	NOMS ET PRENOMS	MATRICULE	FILIERE	DIPL.PREP.	NIVEAU	VILLE	CAT.B.	OBSERVAT.
1	ANGONA (Pierre)	85-10099	Electronique	Dipl.Ecole	1è A.	KREFELD	D	REN 91
2	DELOUD (Jean-Darius)	30-10164	Physique	Doctorat	1è A.	BERLIN	E	REN 91
3	DIAMBOU (Paulin)	85 10864	Maths	Maitrise	4è A.	BERLIN	D	REN 91
4	EBAKA (Bienvenu)	85 10865	Médécine	Doctorat	4è A.	BERLIN	D	REN 91
5	TCHISSAMBOU née KIKOUNGA-NGOT (Marie-Simone-Félicité)	80 06959	Télécommunication	D.E.A.	1è A.	SIEGEN	E	REN 91

1669

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

6	NGAKEGNY (Jean-Marie-Joseph)	80 10858	Télécommunication	Dipl.	4è A.	BERLIN		REN DEC Attente suite stage
7	SARLABOUT (Dedette)		Eco. d'Entreprise	Maitrise	1è A.	BERLIN	D	REN DEC Attente suite recherche

SUISSE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

	NOMS ET PRENOMS	MATRICULE	FILIERE	DIPL. PREP.	NIVEAU	VILLE	ECHE.	OBSERVAT.
	MACKOUBILY (Solange)		Sces Eco.	Licence	1è A.	GENEVE	D	REN 91
	DINGA-OTE (Annie-Michelle)	M.C! 82 10862	Biologie	Licence	3è A.	[redacted]NEVE	D	SUSP. R.N.D.
10	BIDOUNGA (Hyppolyte)		Pilotage	Spécialis.	1è A.	MONTREAL	DE	RENN91
11	NTSATOUABANJOU MILONGO (Corine)		Biologie	Licence	4è A.	BEAUQUEBEC	D	REN91
12	OBAMBI (Jean - Bruno)	B5 10863	Génie Civil	Licence	1è A.	MONTREAL	D	REN DEC

SUSPENSION - SUPPRESSION

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

13	OKOI (Annie - [illegible])		Biologie	Maitrise	4è A.	MONTREAL	D	SUSP RND
14	NDINGA (Pascal)		Sces de l'Educa.	Maitrise	4è A.	MONTREAL	D	SUSP.RND

B E L G I Q U E

SUSPENSION - SUPPRESSION

28	BELAYOUA née ITOUTOU A.	85 15866	Sces Fiscales	Spécial	4è A.	BRUXELLES	D	R.N.D.
29	BOUKA (Léonce-YEMBI)		Lingu.	Licen.Spéc.	2è A.	BRUXELLES	D	R.N.D.
30	KIMPOUNI (Victor)	81 09809	Biologie	Doctorat	2è A.	BRUXELLES	D	R.N.D.
31	LIAMBOU (Angèle)	86 02253	Sces Economiques	Diplôme	3è A.	BRUXELLES	D	R.N.D.
32	MADOUNGA (Noël)	82 06840	Journalisme	Spécial	1è A.	LOUVAIN	D	R.N.D.
33	MATALA - BOUALA	84 10864	Sces Appli.	Doctorat	6è A.	BRUXELLES	D	R.N.D.
34	NKOMBO-BIKINDOU N.	84 10099	Géologie	Doctorat	3è A.	LIEGE	D	R.N.D.
35	NKOUNKOU (J. Sérina)	80 09003	Biologie Végétale	Doctorat	2è A.	BRUXELLES	D	R.N.D.
36	TABA (Andrée Brigitte)	84 11359	Interp.	Licence	1è A.	N O O S	D	R.N.D.
37	BONDOBAYE (Joseph-Vicent)		Agronomie	D E A		FAC de GEMBLOUX	D	R.N.D.
38	BITSINDOU (Mesmin)		Biologie Végét.	D E A		ULB.BELGIQUE	D	R.N.D.
39	BAKA (Jean-Rigobert)		Linguistique	D E A		ULB. BELGIQUE	D	R.N.D.
40	EKABA ETOUA (Francis-Jocelin)		Sces Economiques				D	R.N.D.
41	INGANI (Gisèle)		Maths				D	R.N.D.
42	WONGOLO (Ghislain-William)		Mécanique				D	R.N.D.
43	LIA (Christophe)	84 03600					D	R.N.D.

1672

BRETAGNE

SUSPENSION - SUPPRESSION

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

18	[illegible] -KETONGOVA Edwige	87 09962	Trad. Anglais	Diplôme	12è	[illegible]
19	[illegible] ACOUET Robert Eddy	87 01?2?	Relations Int. [illegible]	Licence		
	[illegible] ANGA Celestin		Inf.	DEUG		
	LI GANGA Léocadie Estelle		Inf.	DEUG		
	IKOMBO Alain	87 01626	Médecine	Doctorat		
20	IKOMBO Edouard	87 01621	Relations Inter.	Spécialisé		
21	IKOMBO Olga Fernande		Comptabilité	DEUG		
22	IKOUPOU Pierre Chrisostome	87 01622	Informatique	Licence		
23	KIBOI Pamphile Cosmos	81 01575	Economie	Licence		
24	KIBEMBE Franck	86 02261	Sces Politiques	Licence		
25	KIBEMBE Jean Flavien	86 02262	Gestion	Licence	4è	M-S-I
26	KIBEMBE Pascal	86 02263	Chimie Pure	Licence	4è	
27	LOKO Hugues	85 11758	Sces Agro.	Maîtrise	4è	

SUSPENSION - SUPPRESSION

BELGIQUE

ITALIE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

	NOMS ET PRENOMS	MATRICULE	FILIERE	DIPL. PREP.	ANNEE INSCRIPT	DUREE CYCLE	ANNEE DEBUT CYCLE	EXAMENS EXIGES	EXAMENS OBTENUS	VILLE	OBSERVATIONS
44	EBESSA (Agathon)		Electron	Maturita	5è A.		89-90			Rome	Ren. aut.
45	ESSOMA (Rosalie)	380 2093	Ondototech	Maturita	4è A.	5 ans	87-88	admise en 5è A		Rome	Ren. 91
46	KUKA-MEMBA (Murielle)		Pharmacie	Lauréa	1ère A.	4ans	89-90	2	-	Pavia	Ren. aut.
47	MALOMBA (Marcillac)		Pharmacie	Lauréa	Annéée de langue "			-	-	Rome	Ren aut.
49	MUNGA (Aimé-Bruno Patrick)		Ingégneurat	Lauréa	1ère A.	5ans	88-89	2	3	Perouse	Ren. 91
50	NDOMBLA-GNANGUELOBA Em.	370 1674	Ondototech	Maturita	4è A.	5ans	87-88	admise en 5è A		Rome	Ren 91
51	NDUMBE (Martial C.)	370 1674	"	"	"	"	"	-	-	"	"
	N E A N T	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT						

1673

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

53	BALIN (Liliane)	360 2158	Médecine	Lauréa	4è A.	6ans	87-88	9	6	Rome	Ren. déc. 90
54	BEMBA-MOUNENZE (Olga)	351 1092	Eco. Com.	"	"	"	86-87	15	10	"	"
55	MAVOUNGOU-IBILA (Justine)	-	-	-			88-89	-	-	Perouse	"
56	MONDELE Caroline	340 7184	Méd.vét.	Lauréa	2è A.	5 ans	88-89	4	3	"	"
57	MONGALI (Clarisse L.)	380 2092	Architect	Diplôme	1ère A.	4ans	88-89	-	-	"	"
58	OBAMBI (Roger)	351 0859	"	Lauréa	2è A.	4ans	87-88	6	5	Rome	"

ITALIE (suite)

SUSPENSION - SUPPRESSION

59	ANALOH (Benjamin)	851 0849	Electro	Lauréa	3è A.	5ans	85-86	9	6	Pise	Susp. FF.
60	BALOULA (Oral)	851 0851	Informat	"	1èreA	4ans	86-87	29	0	Aquila	Susp. FFC.
61	EKABIKI-OSSETE (Parfait)	831 1080	Statiques	Diplôme	2èA.	2ans	86-87	10	7	Rome	" "
62	OBALO (Privat-Placide)	851 0860	Eco. Com.	Lauréa	4è A	4ans	85-86	19	16	"	" "

[illegible] DU [illegible] 1990

63	KOUKA (Olga-Yolande)	88 02093	Compt	Diplôme	1[illegible]A	3 n	88-89	-	-	Turin	RTN. 90
64	OBAMBI BEDE (Jean)	85 11377	Eco.C	Lauréa	2è A	4ans	87-88	_	_	Rome	N.90

1674

Article 2.- Les étudiants devant définitivement rentrer au pays au terme de leurs études percevront une indemnité de rapatriement de trente mille (30.000) francs CFA.

Article 3.- Les étudiants qui ne bénéficieront pas d'un voyage de vacances devront prétendre à un supplément de bourse de vacances de vingt mille (20.000) francs CFA.

Article 4.- Tous les étudiants légalement mariés et ayant des enfants à charge percevront une aide familiale au taux mensuel de mille deux cents (1.200) francs CFA.

Article 5.- Tous les étudiants devront présenter leurs résultats d'examens à la fin de l'année à l'OGES, pour le renouvellement de la bourse.

Article 6.- Le montant global de ces allocations sera mandaté au nom du payeur près l'Ambassade du Congo à Paris, 57 bis, rue Scheffer 75 116 Paris.

Article 7.- La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais, chapitre Afrique Europe Occidentale : 362 - 51 - 37 - 06 - 01, Gestion 1990 - 1991.

Article 8.- Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera./-

Fait à Brazzaville, le 13 Octobre 1990

Rodolphe ADADA.-

AMPLIATIONS :

PR. 2
PM. 2
AFF/ETR.ET COOP.2
DGB. 2
T.G. 2
PAIERIE.PARIS...2
I.G.E. 2
MESSRS/CAB. 2
D.O.B. 20
O.G.E.S. 2
AMBACO/PARIS....2
ARCHIVES. 2

MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS
SECONDAIRE ET SUPERIEUR
CHARGE DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE

C A B I N E T
DIRECTION DE L'ORIENTATION ET DES
B O U R S E S

OFFICE DE GESTION DES ETUDIANTS ET
STAGIAIRES CONGOLAIS (OGES)

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO
Travail - Démocratie - Paix

ARRETE N° 2841/MESSRS-CAB-DOB-OGES portant Renouvellement, Rétablissement, Régularisation, Suspension et Suppression des Bourses d'Etudes du Troisième cycle Doctorat France (catégorie E)
Année Universitaire 1990 - 1991.-

LE MINISTRE DES ENSEIGNEMSNTS SECONDAIRE ET SUPERIEUR, CHARGE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

V I S A S :

(/u la Constitution du 8 Juillet 1979 ;
(/u la Loi 24/66 du 23/11/66 portant loi organique relative au régime financier ;
D.G.B. (/u la Loi des finances 025/89 du 30/12/89 portant approbation du budget de l'Etat pour l'année 1990 ;
(/u le Décret 89/631 du 7/8/89 portant nomination du Premier Ministre ;
(/u le Décret 90/513 du 1/9/90 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
D.C.F. (/u le Décret 85/1414 du 06/12/85 portant attributions et organisation du Ministère de l'Enseignement Secondaire et Supérieur;

(/u le Décret 86/722 du 30/05/86 fixant les différentes catégories de bourses et les conditions d'attribution, de renouvellement, de suspension et de suppression de ces bourses et déterminant les différentes aides à caractère social accordées aux boursiers ;
T.G. (/u le Décret 75/306 du 24/06/75 fixant les taux des différentes catégories des bourses;
(/u le Décret 82/056 du 18/01/82 accordant une augmentation de bourse aux étudiants congolais en Europe Occidentale ;
(/a les résultats scolaires ;

Par A R R E T E: n°2841 du 13 Octobre 1990

Article 1er : Sont renouvelées, régularisées, rétablies, suspendues et supprimées les bourses de catégorie "E" aux étudiants boursiers congolais en Europe Occidentale et en Amérique dont les noms et prénoms suivent pour compter du 1er Octobre 1990 au 30 Septembre 1991.-

/ / NIVERSITÉ D'AIX MARSEILLE

RENOUVELLEMENT 1990-1991

N°	NOMS ET PRENOMS	N° MATRICULE	CAT. B.	DIPLOME PREPARE	NIVEAU	FILIERE	ETABLISS.	F.F.	OBSERVATIONS
1	BAKANA (Abel Sylvain)		E	Doct.	3èA.3èCy	Eco.	Aix-M.III	1991	Ren.
2	DJIMBI Antoine	8602223	E	-"-	-"-	Sc.Eco.	-"-		
3	KEZA (Jean-Placide)	8511053	E	-"-	-"-	-"-	-=-	-=-	Ren.
4	MALONGA (Michel)		E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-".
5	MIAMPIKA (Guy Tibarce)	8602274	E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-".
6	NDOKI (Aurellien)		E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-
7	NZOUSSI (Felix)	8701499	E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-

//- IN DE // -ORMATION 1991

8	ELENGA (Hilaire)	8009949	E	Doct.	5èA.3ècy	Géol.	Aix-M.II	1991	F.F.
9	GAMI (Norbert)	8707919	E	Doct.	-"-	Biol.	-"-	-"-	F.F.
10	KINTSANGOU (Léonard)	8411048	E	Doct.	-"-	Sc.Eco.	-"-	-"-	F.F.
11	KOMBO (Norbert)	8511051	E	Doct.	-"-	Sc.Eco.	-"-	-"-	F.F.
12	LOUNDOU (Guy-Albert)	8510017	E	Doct.	-"-	MASS	-"-	-"-	F.F.
13	MBOUNKOU-MBOUNGOU (Dieudonné)	8407977	E	Doct.	6èA.3ècy	Sc.Eco.	-"-		Dérogation

// U ppR E S S I O N

14	MANTSIE (Ruffin W.)	8311053	E	Doct.	6èA.3ècy	Sc.Eco.	Aix-Mars.	1990	Supp.FFC.
15	MOUNTALY (Rénè)	8311330	E	Doct.	6èA.3ècy	-"-	-"-	-"-	-"-

.../...

/ / NIVERSITE D'ANGERS

RENOUVELLEMENT 1990-1991

16	!MPOUO (Martin Bruno)	!	!	E	!Doct.	!3ème A.3ème cy	!Sc.Eco;	!Angers	!1991 ! Ren.

// USPESION

17	!YANDZA (Robert-Marie) !R.	! 8011076	!	E	!Doct.	!4ème A.3ème cy	!Sc.Eco	!Angers	!1990 ! Susp.Résulta

/ / NIVERSITE DE BESANCON

// USPENSION // UPPRESSION 1990

18	!GANGLIA (Victorien)	! 8511302	!	E	!Doct.	!3ème A.3ème cy	!Linguist.	!Besanç.	!1990 !Susp.R.N.D.
19	!NGATSONGO MBONGO (Alfred)	! 8308370	!	E	!Doct.	!6ème A.3ème cy	!Psycho.	! -"-	!1990 ! Supp.FFC.RND.

/ / NIVERSITE DE BORDEAUX

RENOUVELLEMENT 1990-1991

20	!OKEMBA ONGOUYA M.	! 8308214	!	E	!Doct.	!3ème A.3ème cy	!ET.Aſ.	!I.E.P.B	!1990 !Régularisatic

//-IN DE FORMATION 1990-1991

21	!BAKALA (Paul)	! 7911025	!	E	!Doct.	!5ème A.3ème cy	!Géo.Trop.	!BordIII	!1991 !FF
22	BAKOULA DILA N Nathalie (M.F.)	! 8008661	!	E	! -"-	! -"-	!Droit	!Bord.I	! -"- !FF
23	BOUBANGA (Antoine)	! 8602245	!	E	! -"-	! -"-	!Géog.Trop	!BordIII	! -"- !FF
24	LOUNDOU (Guy Albert)	! 8602176	!	E	! -"-	! -"-	! -"-	! -"-	! -"- ! -"- !FF
25	NIAMBI (Dieudonné M.)	! 8511032	!	E	! -"-	!6ème A.3ème cy	!Biol.Vég.	! -"-	! -"- AFC Vérogation

.../...

// UNIVERSITE DE BORDEAUX (suite)

//- FIN DE FORMATION 1990-1991

26	NTOIBA- MADZOU (Lassane)	8408382	E	Doct.	5ème A.3ème cy	Psycho	Bord.I	1990	AFC dérog.
27	ZEKAKANY (Thomas J)	7709166	E	Droit	5ème A.3ème cy	Droit	Bord.I	-"-	-"-

// SUSPENSION

28	OFFEMBACOUE (Pacôme)	8311034	E	Doct.	5ème A.3ème cy	Sc.Po.	IEP CEAN	1990	Susp. FF R.ND.

// UNIVERSITE DE BRETAGNE OCCIDENTALE

RENOUVELLEMENT 1990-1991

	EMBELE (Juste-Sylvestre)	8209766	E	Doct.	4ème A.3ème cy	Anglais	UBO	1991	Ren.
	MOUANDA (Prosper)	8310433	E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-

// SUSPENSION

	KIKIN KITA (Ted-Euloge)	8209768	E	Doct.	3ème A.3ème cy	Anglais	UBO	1990	Susp.

// UNIVERSITE DE CAEN

RENOUVELLEMENT 1990-1991

	DINGA (Yvon)	8311346	E	Doct.	3ème A.3ème cy	Sc.Eco.	Un.Caen	1991	Ren.
	KAVA (Guy-Didier)	8311304	E	Doct.	4ème A.	Gest.	-"-	-"-	-"-
	MABOUNDOU (Jean-Claude)	8511119	E	Doct.	4ème A.	Biloch.	-"-	-"-	-"-

.../...

/ / NIVERSITE DE CEAN (suite)

//- IN DE FORMATION 1990-1991

35	KOUNKOU(Félix)	8411052	E	Doct.	5èA.3ècy	Hist.	U.de Ceau	1991	FF	
36	MVOULALALEKA Gab	8310893	E	Doct.	6èA.3ècy	Droit	-"-	-"-	Derog cowz	(rem
37	TSARA(Michel)	8309437	E	Doct.	5èA.3ècy	Sc.Eco.	-"-	-"-	FF	

// USPENSION SUPPRESSION

38	ALAKANI(Emmanuel)	8609246	E	Doct.	3èA.3ècy	Droit	U.de Ceau	1990	Susp.R.I.D	
39	DIESA MBOUALE Danielle	8311346	E	-"-	4èA.3ècy	Sc.Eco.	-"-	-"-	-"-	
40	MBOULA(Laurent)	8510865	E	-"-	3èA.3ècy	Droit	-"-	-"-	-"-	
41	TEMBO Norbert Olivier	8409439	E	-"-	5èA. 3ècy	Pharm.	-"-	1990	FF	suppres
42	DIAPA YVOULOUNGOU (Jean Cl.)	8310901	E	-"-	5èA. 3ècy	Droit	-"-	1989	FF	

/ / NIVERSITE DE CLERMONT-FERRAND

RENOUVELLEMENT 1990-1991

43	GACHANCARD BOUVA(J.L.)	8310449	E	Doct.	3èA.3ècy	Bioch.	C.H.R.U.	1991	Ren.	
44	LECKANZA(Alain Roger)	8408449	E	Doct.	4èA.3ècy	Droit	Cl.Fer.I	1991	Ren.	

// - IN DE FORMATION 1990-1991

45	MOKODZI(Guy Armand)	8408081	E	Doct.	5èA.3ècy	Sc.Eco.	Cl.Fer.I	1991	FF.	
46	NKOUAYA(Bernard)	8510932	E	Doct.	5èA.3ècy	Sc.Alim	Cl.Fer.II	1991	FF.	
47	SAVA Rachel Aubain	8511333	E	Doct.	5èA.3ècy	Biol.Vég	Cl.Fer.II	1991	FF.	
48	KIGANGA-SIROKO Edgard	8408296	E	Doct.	6èA.	Droit	Cl.Fer.I	1991	Dérog.	
49	ZENZEKE Henri Appol	7910938	E	Doct.	6èA.	Am.Rur.	Cl.Fer.I	1991	Dérog.	

.../...

AFFECTATION

PAR ARRETE N° 2875 du 18 Octobre 1990. Mlle MAMPEMBE (Véronique), Secrétaire d'Administration de 1er échelon des cadres de la catégorie C, hiérarchie II des services Administratifs et Financier précédemment en servir à la Primature , est mise à la disposition du Ministère des Finances et du Budget à Brazzaville.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée.

RADIATION

PAR ARRETE N° 2980 du 25 Octobre 1990 en application des dispositions du décret n° 80-345 du 3 Septembre 1980, Mr MONGO (Claude), Instituteur Principal de 2e échelon des cadres de la catégorie A hiérarchie II précédemment en service au Secrétariat National des Pionniers à Brazzaville est radié des effectifs des cadres de la fonction publique et reversé dans les effectifs des cadres de la société ELF CONGO à Pointe-Noire.

Le présent arrêté prend effet pouf compter du 3 Septembre 1980 1980 date de signature .

RETRAITE

ARRETE 2865 (TABLEAU)

PAR ARRETE N° 2900 du 19 octobre 1990, en application des dispositions des articles 2 et 3 du décret n° 84-892 du 12 octobre 1984, Mr. K O L E T (Marcel), Infirmier Diplômé d'Etat de 4e échelon, indice 760 de la catégorie B, hiérrachie I des Services Sociaux (Santé Publique), précédemment en service à la COMILOG, est admis à faire valoir ses droits à la Retraite pour compter du 1er janvier 1989 (Régularisation).

L'indemnité spéciale forfaitaire dite de fin de carrière égale à six mois de traitement lui est accordée à compter de la date ci-dessus indiquée.

ARRETE N° 2940 (TABLEAU)

PAR ARRETE N° 2988 du 25 Octobre 1990, en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004/86 du 25 février 1986, Mr GANKAKI (Eugène) Instituteur Adjoint Contractuel de 4e échelon de la catégorie D échelle, Indice 520 en service à la Direction Générale de l'Enseignement Fondamental et de l'Alphabétisation à Brazzaville, né vers 1935 à Goulokila (Lékana), sera admis à faire valoir ses droits à la retraite le 1er Novembre 1990.

L'indemnité représentative de congé lui sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra la date exacte de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son dernier congé.

PAR ARRETE N° 3037 du 27 octobre 1990, en application des dispositions des articles 2 et 3 du décret n°84/892 du 12 Octobre 1984, Mme NZINGOULA Née MALOUNGA (Denise), Intstitutrice Principale de 1er échelon indice 710 des cadres de la catégorie A hiérarchie 2 des services Sociaux (Enseignement), en service à la Direction Régionale de l'Enseignement Fondamental de l'Alphabétisation du Kouilou à Pointe-Noire, née le 14 Décembre 1934 à Brazzaville est admise à la retraite pour compter du 1er janvier 1990.

L'indemnité spéciale forfaitaire dite de fin de carrière égale à six mois de traitement lui est accordée à compter de la date ci-dessus indiquée.

Des réquisitions de passage et de transport de bagages par voie Fluviale (IV catégorie) lui seront délivrées au compte du budget de la République Populaire du Congo et éventuellement à sa famille qui a droit à la gratuité de passage.

PAR ARRETE N° 3049 du 29 Octobre 1990, en application des dispositions des articles 2 et 3 du décret n°84/892 du 12 Octobre 1984, Mr SIANARD (Georges), comptable du Trésor de 6e échelon indice 530 de la catégorie C hiérarchie II des SAF (Trésor), en service au secrétariat Général aux affaires étrangères, est admis à la retraite pour compter du 1er Octobre 1983.

L'indemnité spéciale forfaitaire dite de fin de carrière égale à six mois de traitement lui est accordée à compter de la date ci-dessus indiquée.

Des réquisitions de passage et de transport de bagages par voie Fluviale (IV catégorie) lui seront délivrées au compte du budget de la République Populaire du Congo et éventuellement à sa famille qui a droit à la gratuité de passage.

ARRETE N° 3052 (TABLEAU)

PAR ARRETE N° 3121 du 31 octobre 1990, en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004-86 du 25 février 1986, Mr. NKOUKA (Simon), Dactylographe Contractuel de 4e échelon, indice 240 de la catégorie F, échelle 14, en service à la Direction Générale des Services des Bibliothèques, d'Archives et de Documentation à Brazzaville, né vers 1935 est admis à la retraite à compter du 1er Juillet 1990.

L'indemnité représentative de congé lui sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel Civil de l'Etat connaîtra la date exacte de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son dernier congé.

PAR ARRETE N° 3152 du 31 Octobre 1990, en application des dispositions de l'article 145 de la loi n°004-86 du 25 février 1986, Mr IBARA (Antoine), Maître d'Hotel Contractuel de 5e échelon indice 390 de la catégorie E échelle 12 en service au Cabinet du Chef de l'Etat., né à Abatsambi est admis à la retraite pour compter du 1er Janvier 1990.

L'indemnité représentative de congé lui sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel de l'Etat connaîtra la date exacte de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son dernier Congé.

PA ARRETE N° 3159 du 31 Octobre 1990, en application des dispositions de l'article 145 de la loi n° 004-86 du 25 février 1986, Mr BAHAMBOULA (Jean), Planton contractuel de 6e échelon indice 240 de la catégorie G, échelle 17 en service à la direction Générale de l'Enseignement Secondaire à Brazzaville, né vers 1930 est admis à la retraite pour compter du 1er février 1988.

L'indemnité représentative de congé lui sera payée dès que la Direction de la Gestion du Personnel de l'Etat connaîtra la date exacte de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son dernier Congé.

ARRETES N° 3160 ET 3161 (TABLEAUX)

PAR ARRETE N° 3162 du 31 Octobre 1990, en application des dispositions des articles 2 et 3 du décret n° 84-892 du 12 Octobre 1984, Mr. LOUFOU (Germain), Agent Technicien du 7e échelon indice 620 de la catégorie C hiérarchie II des Services Techniques, en service dans la Région du Pool, né vers 1934 à Miéni est admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1989.

L'indemnité spéciale forfaitaire dite de fin de carrière égale à six mois de traitement lui est accordée à compter de la date ci-dessus indiquée.

Des réquisitions de passage et de transport de bagages par voie routière (IV catégorie) lui est délivrée au compte du budget de l'Etat et éventuellement à sa famille qui à la gratuité de passage

PAR ARRETE N° 3163 du 31 Octobre 1990, en application des dispositions des articles 145 de la loi n°004 -86 du 25 février 1986, Mr. MAKANA (Marc),Planton contractuel de 5e échelon indice 230 de la catégorie G hiérarchie 17 en Service au PCA de NYANGA, né le 19 décembre 1934 est admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1989.

L'indemnité spéciale forfaitaire dite de fin de carrière égale à six mois de traitement lui est accordée à compter de la date ci-dessus indiquée.

Des réquisitions de passage et de transport de bagages par voie routière (IV catégorie) lui est délivrée au compte du budget de l'Etat et éventuellement à sa famille qui à la gratuité de passage

DIVERS

PAR ARRETE N° 2666 du 1er Octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt jours ouvrables pour la période du 25 novembre 1966 au 31 décembre 1989 est accordée à Mr MATSIMOUNA (André), Contre-Maître Contratuel de 2° échelon, indice 460 de la catégorie D échelle 9, précédemment en service à la Direction Centrale des Logements et Bâtiments Administratifs à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er Janvier 1990 par arrêté n° 1463 du 10 juin 1990.

En application des dispositions de l'article 120 du code du travail la période du 25 novembre 1981 au 24 novembre 1986 est prescrite.

ARRETE N° 2667 (TABLEAU)

PAR ARRETE N° 2668 du 1er octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à soixante huit jours ouvrables pour la période allant du 8 Mai 1987 au 31 Décembre 1989 est accordée à Mr NGANGOUE (Joseph), Ouvrier Contratuel, indice 240 de la catégorie F échelle 14, précédemment en service à la Direction Centrale des Logements et Batiments Administratifs à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1990 par arrêté n° 1488 du 19 juin 1990.

PAR ARRETE N° 2669 du 1er octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt quatre jours ouvrables pour la période du 3 octobre 1986 au 31 décembre 1989 est accordée à Mr NGON (Fidèle), Ouvrier contratuel de 4° échelon indice 240 de la catégorie F échelle 14, précédemment en service au CEGP NGANGA Edouard à Brazzaville, admis à la retraite pour compter du 1er janvier 1990 par arrêté n° 1482 du 19 juin 1990.

En application des dispositions de l'article 120 du code du travail la période du 3 octobre 1984 au 2 octobre 1986 est prescrite.

PAR ARRETE N° 2670 du 1er octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à cinquante huit jours ouvrables pour la période allant du 3 octobre 1987 au 31 décembre 1989 est accordée à Mr LIKOUNDOU (François), Planton contratuel de 5° échelon, indice 230 de la catégorie G, échelle 17 précédemment en service au Secrétariat du Comité Exécutif du Conseil Populaire Régional du Pool, admis à la retraite par arrêté n° 1488 du 19 juin 1990.

PAR ARRETE N° 2679 du 1er octobre 1990, une indemnité représentative de congé payé égale à quatre vingt neuf jours ouvrables pour la période allant du 15 janvier 1986 au 13 juin 1989 est accordée aux ayants droit du défunt BONGUIS (François Maixent), Commis Contratuel de 7° échelon, indice 300 de la catégorie F, échelle 14, précédemment en service à la Direction des Impôts à Brazzaville décédé le 14 juin 1989.

En application des dispositions de l'article 120 du code du travail la période allant du 15 janvier 1982 au 14 janvier 1986 est prescrite.

/ / NIVERSITE DE CLERMONT FERRAND (suite)

// USPENSION // UPPRESSION

!MIKALA NGODJO(Claude)	! 8910926	! E	!Doct.	!3èA.	!Géog.	! -"-	!1990!	2èDérog. refusée

/ / NIVERSITE TECHNOLOGIQUE DE COMPIEGNE

RENOUVELLEMENT 1990-1991

!BOUKA(Richard)	! 8509889	! E	!Doct.	!4èA.3ècy	!Chimie	!UTC	!1991!	Ren.

//-IN DE FORMATION 1991

!MOUKEMAHA(Jean Severin)	8408551	! E	!Doct.	!5èA.3ècy	!Math.	!UTC	!1991!	FF

/ / NIVERSITE DE DIJON

RENOUVELLEMENT 1990-1991

	!BONGO(Manuel)	! 8802099	! E	!Doct.	!4èA.3ècy	!Eco.	!Dijon	!1991!	Ren.
4	!LESSASSY KOUMOU L.	!	! E	!Doct.	!3èA.3ècy	!Gestion!	-"-	! -"-!	-"-
5	!KAYA Gilbert	! 8802098	! E	!Doct.	!3èA.3ècy	!Droit !	-"-	- -"-!	-"-
6	!MANIONGUI (Clotaire)	! 8511120	! E	! -"-	!4èA.3ècy	!Sc.Vie !	-"-	! -"-!	-"-
7	!MOUKETO François	! 8602242	! E	! -"-	!3èA.3ècy	!Sc;Eco.!	-"-	! -"-!	-"-
8	!NTOUATOLO Léon	! 8602242	! E	! -"-	!4èA.3ècy	!Sc.Eco.!	-"-	! -"-!	-"-
9	!TCHICAYA(Anasthase Jean-Robert)	! 81094	! E	! -"-	!4èA.3ècy	!Sc.Eco.!	-"-	! -"-!	-"-

//- IN DE FORMATION 1991

0	!BOULOUD(Guy-Blaise)	! 8408475	! E	!Doct.	!5èA.3ècy	!Sc.Eco.	!Dijon	! 1991!	FF.
1	!MANTSOUNGA(François X)	! 8211091	! E	!Doct.	!5èA.3ècy	!Droit !	-"-	! -"-!	FF.
2	!OBAMI(Noël)	! 8510957	! E	!Doct.	!5èA.3ècy	!Anglais!	-"-	! -"-!	FF.
3	!NGOMA(Celestin)	! 8410965	! E	!Doct.	!6èA.3ècy	!STR !	-"-	! -"-!	FFC.Dérog.
4	!MFOUKA(Hilarion J)	! 8408038	! E	!Doct.	!6èA.3ècy	!Sc.Eco.!	-"-	! -"-!-"-	-"-

/ / NIVERSITE DE DIJON (suite)

/ / USPENSION / / UPPRESSION

65	ANCOUNDOU Jean Jacques	8701613	E	Doct.	5ème A3ème cy	Ling.	Dijon	1990	R.N.D.
66	IKAMA Michel	8310961	E	-"-	6ème A.3ème cy	Gestion	-"-	-"-	FFC.
67	KOLELA Parfait Guy	8409368	E	-"-	5ème A.3ème cy	Sc.Eco.	-"-	-"-	FF.
68	MOU[illegible]NDA Gabriel	8509916	E	-"-	4ème A.3ème cy	-"-	-"-	-"-	R.N.D.
69	NIANGUI Jean	8006207	E	-"-	5ème A.3ème cy	-"-	-"-	-"-	FFC.

/ / NIVERSITE DE GRENOBLE

-RENOUVELLEMENT 1990-1991

70	[illegible] Dominique	8405471	E	Doct.	2ème A.3ème cy	Phys.	U.J.F.	1991	Gren.
71	BI[illegible]MOU Paul Julien	8403596	E	-"-	2ème A.3ème cy	Ling.	Gren.III	1991	-"-
72	MAMPOU[illegible]an Romual	8602168	E	-"-	4ème A.3ème cy	Urb.T.	Gren.II	1991	-"-
73	MBALI-[illegible]A Colette ép. MBOUNGOU AYA	8211238	E	-"-	3ème A.3ème cy	Pharm.	Gren.I	-"-	-"-
74	MOUNDA INIAMY Maurice	8310228	E	-"-	3ème A.3ème cy	Chimie	ENSEEG	-"-	-"-
75	NGAKOSSO Edouard Cyr A.		E	-"-	-"-	Phys.	I.N.P.	-"-	-"-
76	NZIENGUI Jean Jacques	8209811	E	-"-	4ème A.3ème cy	STR	Gren.I	-"-	-"-

// USPENSION // UPPRESSION

77	EBENGOU Roger Hector	8602237	E	Doct.	3ème A.3ème cy	Phys.	Gren.I	1990	Sus.R.
78	ITOUA Victor	8310973	E	-"-	6ème A.3ème cy	S.T.C.	-"- III	-"-	Supp.F
79	MAKAYA LIKANGOMA Jean X.	8010977	E	-"-	6ème A.3ème cy	Ling.	-"- -"-	-"-	-"-

/ / / NIVERSITE DE LILLE

RENOUVELLEMENT 1990-1991

80	ABIA Hilaire Basile	8507678	E	Doct.	4ème A.3ème cy	Anglais	Lille III	1991	Ren.
81	BILALI Jacques	8208950	E	-"-	-"-	Gestion	-"- II	-"-	-"-
82	INGOUAKA-MOUANGOYI Roger	8602248	E	-"-	-"-	I S T R	-"- I	-"-	-"-
83	KIN[illegible] Clarisse	8408402	E	-"-	-"-	Anglais	-"- III	-"-	-"-
84	MAVOUNGOU Gilbert	8310997	E	-"-	3ème A.3ème cy	Anglais	-"- -"-	-"-	-"-
85	MAYASSI Gérard Rock	8411298	E	-"-	-"-	Droit	U.S.T.L	-"-	-"-
86	MOUKALA Louis Marie	8602271	E	-"-	4ème A.3ème cy	Phys.	Lille	-"-	-"-
87	YOULOU MOUTOMBO Myriam	8109822	E	-"-	3ème A.3ème cy	Géog.	Lille I	-"-	-"-

/ / NIVERSITE DE LILLE (suite)

//- IN DE FORMATION 1991

3	LOUZALA Bruno	8602247	E	Doct.	5èA.3ècy	Gestion	Lille I	1991	FF.
0	POATI TCHICAYA Michel	8511008	E	-"-	5èA.3ècy	Anglais	-"- III	-"-	FF.

// USPENSION //UPPRESSION

0	INGOUAKA Guy Cyr Rufin	8311038	E	Doct.	6èA.3ècy	Anglais	Lille III	1990	Suppression
1	KIBELOLO Celestin	8311021	E	-"-	-"-	Phys.	Lille I	-"-	2è.Dérog.réfu.
2	AKITA Josepn	8411301	E	-"-	3èA.3ècy	Phys.	-"-	-"-	R.N.D.
3	MBERI Maurice	8411093	E	-"-	6èA.3ècy	Biologie	-"-	-"-	FFC.Dérog.
4	MOPIANE Asselam André	8211106	E	-"-	6èA.3ècy	Sc.Eco.	-"-	-"-	FFC " "
5	MAVOUNGOU G. Tieillard	8310997	E	-"-	5èA.3ècy	Sc.Edac.	-"-	-"-	R.N.D.
6	WOUYA Camille	8311036	E	-"-	6èA.3ècy	Anglais	-"- III	Juin 90	Dérogat.

/ / NIVERSITE DE LIMOGES

RENOUVELLEMENT 1990-1991

7	ONDONGO-TSIMBA Gastar Guy Bosco	8208218	E	Doct.	3èA.3ècy	Sc.Eco.	Limoges	199	Ren.

//- IN DE FORMATION 1991 (DEROGATION)

1	MAHINGA Jean Grégoire	8310978	E	Doct.	6èA.3ècy	Droit	Limoges	1991	par dérog.

//USPENSION // USPPRESSION

9	EBANDZA Georges	7908032	E	Doct.	6èA.3ècy	Sc.Eco.	Limoges	1990	Supp.FFC.
0	DZOMBALA Michel	8511079	E	Doct.	3èA.3ècy	Sc.Eco.	-"-	-"-	Susp.R.N.D.
1	OKOU Placide	8208224	E	Doct.	6èA.3ècy	Sc.Eco.	-"-	-"-	Supp.FFC.

/ / NIVERSITE DE LYON

RENOUVELLEMENT 1990-1991

102	EBONDZA Fidèle	8408037	E	Doct.	2ème A.3ème cy	Sc.Pol.	LyonIII	1991	Ren.
103	KOUTOU Jean Emmanuel	8511057	E	-"-	-"-	Gestion	-"-	1991	-"-
104	LOEMBA Joseph	8602238	E	-"-	3ème A.3ème cy	Sc.Eco.	Lyon II	-"-	-"-
105	MBAMBI Albert	8304334	E	-"-	-"-	Anglais	-"- III	-"-	-"-
106	MIOSSI Christophe	8108725	E	Phys.	-"-	Phys.	-"- I	-"-	-"-

//- IN DE FORMATION 1991

107	BAYA Delphine	8111069	E	Doct.	5ème A.3ème cy	Histoire	Lyon	1991	FF.
108	KAYA Claude	8510982	E	-"-	-"-	Biologie	-"- I	-"-	-"-
109	MAFOUA MAKAYA Julien P.	8407791	E	-"-	-"-	Droit	-"- III	-"-	-"-
110	MAPENGO Raphaël	8511339	E	-"-	-"-	Pharmacie	-"- I	-"-	-"-
111	MIAMPAMBA Marcel	8007720	E	-"-	-"-	Phys.	-"- III	-"-	-"-
112	NGOMA Jean Baptiste	7908246	E	-"-	-"-	Phys.	INSA	-"-	-"-
113	PANDOU Jean Louis	8510983	E	-"-	-"-	Lettre	Lyon III	-"-	-"-
114	SOKA Jean Merlin	8510985	E	-"-	-"-	Social	-"- I	-"-	-"-
115	TATY Costodes Cyprien A.	8510986	E	-"-	-"-	Chimie	-"- I	-"-	-"-

//USPENSION //UPPRESSION

116	KANDZA Patrice	8211338	E	Doct.	5ème A.3ème cy	Pharmacie	Lyon I	1990	FF. supp.
117	MOUTSAGHA Jean Marie	8108718	E	-"-	-"-	Droit	-"- III	1990	FF. susp.
118	MBOUNGOU Raoul	8409376	E	-"-	6ème A.3ème cy	Chimie	-"- I	-"-	Supp.FFC.
119	NGUIMBI Joseph	8409419	E	-"-	-"-	-"-	-"- I	-"-	-"-
120	NSANGOU-KINOULOU Etienne	8310991	E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-

/___/ NIVERSITE DE MONTPELLIER

RENOUVELLEMENT 1990-1991

121	BASSILOUA Victor	8305418	E	Doct.	3èA.3ècy	Chimie	MontpII	1991	Ren.
122	BISSANGOU Marie France	8305425	E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-
123	DEMBA Christian Arsène	8202666	E	-"-	-"-	Droit	-"- I	-"-	-"-
124	KOKOLO Daniel Ludovic	8701625	E	-"-	4èA.3ècy	-"-	MontpIII	-"-	-"-
125	LOUAMBA Jean Paul	8209577	E	-"-	3èA.3ècy	Chimie	-"-II	-"-	-"-
126	MAKAYA Jean Florent	8602287	E	-"-	-"-	Anglais	-"-III	-"-	-"-
127	NGANGA Amedée Bernard	8511286	E	-"-	-"-	Sc.Eco.		-"-	-"-
128	NGOMA MPOLO Jean Pierre	8409951	E	-"-	4èA.3ècy	Droit	-"-I	-"-	-"-
129	NGOMA Samuel	8701631	E	-"-	-"-	Eco.	-"-	-"-	-"-

/I- IN DE FORMATION 1991

130	KAVI MAOUMOUCKA Jean Cl.	8509976	E	Doct.	5èA.3ècy	Chimie	MontpIII	1991	FF.
131	MALANDA KIVABOU G.	8602171	E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	FF
132	MOUKALA Bertil	8602172	E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	FF.
133	NGANGA Emile Stéphane	8410998	E	-"-	5èA.3ècy	Droit	-"- I	-"-	FF.
134	SEMI Alfred	8508684	E	-"-	-"-	Sc.Eco.	-"-	-"-	FF.
135	ZOZA Jean Baptiste	8309468	E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	FF.
136	GAKALLA Jean Pierre	8287932	E	-"-	6èA.3ècy	Agric.	-"-	-"-	Dérogation
137	KATOUDI Rubin Antonin	8511002	E	-"-	-"-	Ch.Phys.	USTL	-"-	-"-
138	NTSIMBOU Hélène	8308458	E	-"-	-"-	Sc.Eco.	Montp.I	-"-	-"-
139	MOUSSAMOU-MISSIMA Jean	8511005	E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-
140	NDZEBET Ernest	8511006	E	-"-	-"-	Chimie	-"-II	-"-	-"-
141	NGANGOUE François	8308327	E	-"-	-"-	Sc.Eco.	-"- I	-"-	-"-

SUSPENSION COMPTE DE SEPTEMBRE 1990

142	MOUSSITA Antoine Weber	8602270	E	Doct.	3èA.3ècy	Droit	USTL	1990	se présenter avec original

.../...

/__/ NIVERSITE DE MONTPELLIER (suite)

/__/USPENSION /__/UPPRESSION

143	MFOUTOU Zacharie	8602229	E	Doct.	3èA.3ècy	Sc.Eco.	USTL	1990	Conf.Inscript.
144	MOUNGALA Dominique	8008091	E	-"-	4èA.3ècy	Gestion	-"-	-"-	IR N DN
145	MOUANGA Joseph Dieudonné	8411003	E	-"-	-"-	Chimie	-"-	Juin	1990
146	NKAYA Michel	8511009	E	-"-	-"-	Géograph.	Montpl	1990	attente mot du Coop
147	TCHIBINDA Martin	8411000	E	-"-	-"-	Sc.Eco.	-"-	-"-	

/__/NIVERSITE DE NANCY METZ

RENOUVELLEMENT 1990-1991

148	GOMA Antoine	8709786	E	Doct.	3èA.3ècy	Géograph.	Nan.II	1991	Ren.
149	MESSI Corneille	8602205	E	-"-	3èA.3ècy	Géol.	ENSG	-"-	-"-
150	KIBAMBA Jean Christian	8009789	E	-"-	-"-	STR	Nan.II	-"-	-"-
151	LOCKO Georges Sédar	8510023	E	-"-	4èA.3ècy	UER METZ	L M	-"-	-"-
152	NKASSA Joseph	8109813	E	-"-	3èA.3ècy	Géol.	INPL	-"-	-"-
153	NZIHOU MOUNDOUHA Patrice	8303565	E	-"-	-"-	Psycho.	METZ	-"-	-"-
154	TCHIBINDA ZINGA Jean J.	8509385	E	-"-	4èA.3ècy	Géograph.	Nan.II	-"-	-"-

//-IN DE FORMATION 1991

155	BAFOUNDA Bienvenu E.	8306328	E	Doct.	5èA.3ècy	Phys.	Nan.I	1990	FF.
156	MATSOUMBA Alphonse	7910069	E	-"-	5èA.3ècy	Géo.	Nan.II	1991	FF.
157	MAVIOUI Aimé Dieudonné	8602192	E	-"-	5èA.3ècy	Biol.	Nan.I	1991	FF.
158	WATHA-NDOUDY Noël	8602250	E	-"-	5èA.3ècy	Géol.	Nan.I	-"-	-"-

//USPENSION //UPPRESSION

159	BOCKONDAS Bruno Serge	83P8328	E	Doct.	4èA.3ècy	Anglais	Nan.II	1990	Susp.R.N.D.
160	MIAZIMBAKANA Joseph	8411121	E	-"-	6èA.3ècy	Chimie	Nan.I	Mars 1990	FFC.
161	MOUELLE Pierre	8408057	E	-"-	5èA.3ècy	Biol.	Nan.I	1990	FFC.
162	MOULENGOU Gaston	8311439	E	-"-	2èA.3ècy	Géol.	Nan.I	1990	Susp.R.N.D.
163	THYSTERE Parfait	8211123	E	-"-	6èA.3ècy	Physil.	Nan.I	1990	FFC.

.../...

/ / NIVERSITE DE NANTES

RENOUVELLEMENT 1990-1991

164	GAKOMO Michel	8511843	E	Doct.	4ème A.3ème cy	Eco.M.	Nantes	1991	Ren.
165	KOTTO Christian Bruno	8302579	E	-"-	3ème A.3ème cy	Droit	-"-	--"-	-"-
166	MAKOUANGOU Robert	8502251	E	-"-	3ème A.3ème cy	Géog.	-"-	-"-	-"-
167	NZOUZI Bernard	8403849	E	-"-	3ème A.3ème cy	Histoire	-"-	-"-	-"-

/ / IN DE FORMATION 1991

168	KABOULOU Antoine	7908351	E	Doct.	5ème A.3ème cy	Phy.Ch.	Nantes	1991	FF.
169	MBAMA Fidèle	8410875	E	Doct.	-"-	Phys.	-"-	-"-	-"-
170	NGUIMBI Zéphirin	8510870	E	-"-	-"-	Géog.	-"-	-"-	-"-
171	POUNGUI Jean Clovis	8510871	E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-
172	OUVANGUICA Dominique	8410013	E	-"-	6ème A.3ème cy	Hist.Soc.	-"-	1991	Dérogat.
173	SASSA Francis	8410872	E	-"-	5ème A.3ème cy	Droit	-"-	1991	FF.

/ / USPENSION / / UPPRESSION

174	MASSAMBA DEBAT Félicité	8410874	E	Doct.	5ème A.3ème cy	Social	Nantes	1990	R.E.D.
								-	-
175	TENGO Edouard Claude	8210878	E	-"-	6ème A.3ème cy	Géog.	-"-	-"-	FFC.

/ / NIVERSITE DE NICE

RENOUVELLEMENT 1990-1991

176	BIVOUNDOUNDI Gérard Vianney	8508946	E	Doct.	4ème A.3ème cy	Sc.Eco.	Nice	1991	Ren.
177	NTETANI Lucien	8602173	E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	Ren.
						P.	-"-		
178	TANSION Célestin	8409412	E	-"-	4ème A.3ème cy	Sc.Eco.	-"-	-"-	Ren.

.../...

/ / NIVERSITE D'ORLEANS

RENOUVELLEMENT 1990-1991

179	MAVOUNGOU Valentin	8011327	E	Habilt	3ème A.3ème cy	Droit	Orléans	1991	Ren.

/ / IN DE FORMATION

180	IBALA Sorphène Nicaise	8310883	E	Doct.	5ème A.3ème cy	Sc.Phys	Orléans	1991	FF.
181	MOUBANI Gabriel Victorien	8510883	E	-"-	-"-	Gestion	-"-	1991	FF.

/ / USPPRESSION

182	ATTIBAYEBA	8310057	E	Doct.	6ème A.3ème cy	Physiol	Orléans	1990	Susp.FFC.
183	BADILA Jean Luc	8308837	E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-

/ / NIVERSITE DE RENNES

RENOUVELLEMENT 1990-1991

184	IBARA Laurent	8602240	E	Doct.	3ème A.3ème cy	Droit P	Rennes I	1991	Ren.
185	KIBANGOU Maurice	8602237	E	-"-	-"-	Sc.Eco.	-"-	-"-	-"-
186	MBERI KITOMBO Jean	8208826	E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-
187	NSANA Pierre Raymond	8602239	E	-"-	4ème A.3ème cy	-"-	-"-	-"-	-"-
188	Ehorian Serge	8602269	E	-"-	3ème A.3ème cy	-"-	-"-	-"-	-"-
189	NZOALA Lydie Constance	8302932	E	-"-	2ème A.3ème cy	Droit	-"-	-"-	Doit conf.Iscrip

/ / IN DE FORMATION 1991

190	MALONGA Antoine Maurice	8107795	E	Doct.	6ème A.3ème cy	Sc.Eco.	Rennes I	1991	FFC.Dérog.
191	BEMBA René Mathurin	8107769	E	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-

/ / USPENSION / / UPPRESSION

192	BEMBA Joseph	8408480	E	Doct.	5ème A.3ème cy	Droit	Rennes I	1990	FF.R.D.
193	MBEMBA Maurice	8310911	E	-"-	-"-	Sc.Eco.	-"-	-"-	-"-
194	NGAMAKITA Maurice	8308349	E	-"-	6ème A.3ème cy	Droit	-"-	-"-	Suppression

/ / N I V E R S I T E D E R O U E N

RENOUVELLEMENT 1990-1991

195	BABINGUI Wilfrid Samuel	8011443	E	Doct.	3èA. 3ècy	Sc.Eco.	U.Rouen	1991	Ren.
196	MFOUTOU Jean	8107712	E	-"-	4èA. 3ècy	Phys.	-"-	-"-	-"-
197	NGAKA François	8701634	E	-"-	-"-	Sc.Eco.	-"-	-"-	-"-

/ / USPENSION / / UPPRESSION

198	MAKANY-BOUSSIENGUE Ph.	3107712	E	Doct.	5èA. 3ècy	Elect.	U.Rouen	1990	FF.R.N.D.
199	MATINGOU Jean	8210969	E	-"-	-"-	Sc.Phys.	-"-	1990	FF. -"-
200	TALL Gay	8110043	E	-"-	4èA. 3ècy	Phys.	-"-	1990	Susp.R.N.D.

/ /NIVERSITE DE SAINT ETIENNE

RENOUVELLEMENT 1990-1991

201	IBARA Bernadette		E	Doct.	3èA. 3ècy	Géog.	St.Etien.	1991	Ren.

/ / NIVERSITE DE PERPIGNAN

RENOUVELLEMENT 1990-1991

202	BALOKA Roger Faustin	83100292	E	Doct.	3èA. 3ècy	Géol.	Perpignan	1991	Ren.

//--IN DE FORMATION 1991

203	MANKOUSSOU Jean	8510903	E	Doct.	5èA. 3è cy.	Géol.	Perpignan	1991	FF.
204	OUA LEMBO Patricia J.	8510010	E	-"-	5èA. 3ècy	-"-	-"-	1991	FF.

/ / NIVERSITE DE P A U

// U S P E N S I O N

205	BIGEMI Sylvestre Noël	8508803	E	Doct.	3èA. 3ècy	Sc.Phys.	PAU	1990	Susp.RND.

.../...

/ / NIVERSITE DE POITIERS

SUSPENSION

206	!ITOUA Mirande Chantal	! 8602241	E	!Doct.	!3ÈA.	3ème cy	!Sc. Eco.	!Poitiers	!1991
207	!LOUESSET Georges Dominique	! 8602227	E	!-"-	!-"-	-"	!-"	!	! Scolarité

//- ON DE FORMATION 1991

208	!BIKOUMOU (Philippe)	! 8303529	E	!Doct.	!6èA.	3ème cy	!Sc. Eco.	!Poitiers	!1991 !Dérogation
209	!MALINDI Elysée	! 8410928	E	!-"-	!5èA.	3ème cy	!	! -"	! -"- !FF.
210	!MOUKOLO LEMAQUAILLAS Joseph Raoul	! 8010059	E	!-"-	!6èA.	3ème cy	!Chimie	! -	!1991 !Dérogation
211	!OUAMPANA César	! 8410905	E	!-"-	! -"-	!Droit	! -"		!1990 !Dérogation

//SUSPENSION //UPPRESSION

212	!DIYOUNDOULA-[illegible]OUA F.	! 8210936	E	!Doct.	!6èA.	3ème cy	!Sc. Eco.	!Poitiers	!1990 !FFC. Susp.
213	!BIRRAS Guy-François	! 8301926	E	!-"-	!3èA.	3ème cy	!Sc. Phys.	! -"	!1990 !FF
214	!KATANE MAKOUK [illegible]	! 8308603	E	!-"-	! -"-	!Sc. Eco.	! -"-	! -"-	! -"-
215	!KIBOUET KOUYELA Blaise	! 8310923	E	!-"-	! -"-	!Géol.	! -"-	! -"-	! -"-
216	!MAHOUNGOU J R)	! 8109	E	!-"-	!6èA.	3ème cy	!Droit	! -"	! -"- !FFC. Susp.
217	!MOUENY MELLHOT Aimé P P	! 8310898	E	!-"-	!4èA.	3ème cy	!Génie	! -"-	! -"- !Susp. R.
218	!NGOMA David	! 8510929	E	!-"-	!6èA.	3ème cy	!Chimie	! -"-	! -"- !FFC. Susp.
219	!ONTSAONTSA Marie Sylvie	! 7911417	E	!-"-	!3èA.	3ème cy	!Gestion	! -"-	! -"- !Susp. R.
220	!TOUZENTOTO (Marcel)	! 8510019	E	!-"-	!5èA.	3ème cy	!Chimie	! -"-	! -"- !FF.

/ / NIVERSITE DE REIMS

RENOUVELLEMENT 1990-1991

221	!MBOUNGOU-PASSI (Athanase)	! 8701489	E	! Doct.	!4èA.	3ème cy	!Chimie	!Reims	!1991 !Ren.
222	!MVINZOU (Lucie Florine)	! 8106599	E	! -"-	! -"-	!SGTC	! -"-	! -"-	! -"-

//- ON DE FORMATION 1991

223	!MOUANDA (Jean-Claude)	! 7908625	E	!Doct.	!5èA.	3ème cy	!Sc. Phys.	!Reims	!1991 !FF.
224	!MOUSSOUNGA (Jacques E.)	! 8602165	E	! -"-	! -"-	!Chimie	! -"-	! -"-	!FF.
225	!DONDY Boniface	! 8202164	E	! -"-	! -"-	! -"-	! -"-	! -"-	!FF.

// USPENSION //UPPRESSION

226	!VOUAMA Virginie Evelyne	! 8701626	E	!Doct.	!3èA.	3ème cy	!Droit	! -"-	!1990 !Susp. R.

[illegible]

[illegible] ! [illegible] ! [illegible] !52A.3ẽc !S T [illegible]
[illegible] ! 87[illegible] ! [illegible] !52A 3ẽcy![illegible]
[illegible] ELOU Romain 10 ! [illegible] !72A 3ẽcy!Chimie ! "
[illegible] Paul ! 86 [illegible] ! ! -"- ! -"- !Lth ! " ! !
[illegible] LOUPELAHO (Fernand) ! [illegible]0 ! ! -"- !32A 3ẽcy!Eco ! ! !
[illegible] !PANDI Albert ! 810[illegible]5 ! ! -"- ! -"- !Géog. ! " ! !

// [illegible] FORMATION 1991

!KITSOUKOU (Auguste) ! [illegible] ! !Oct.!62A.3ẽcy!S T R ! L.E.P. !1991!FFC [illegible]
!MBOUKOU Alphonse ! 80[illegible] ! ! -"- !52A.3ẽcy!Gestion ! " ! -"-!FF.
35!MANNET BATOUY (Alphonse) Jean Claude ! 8111070 ! E ! -" !62A.3ẽcy!Géog. ! " ! -"-!FFC [illegible]
!NDAMBA (Hortense-Dorothée) ! [illegible] ! ! -"- ! -"- ! -"- ! -" ! -"-!FFC [illegible]
37!SITOU (Léonard) ! 85[illegible] ! ! -"- !52A.3ẽcy! -"- ! -"- ! -"-!FF

// [illegible] O N // [illegible]PPRESSION

!MBOUNDOU (Jean Saturnin) ! 851[illegible] ! E !Oct.!52A.3ẽcy!C T R !U L.P !1990!FF
!OTTA [illegible] J.P. ! 8510[illegible]1 ! [illegible] ! -"- ! -"- ! -"- ! -" ! -"-!FF

// NIVERSITE DE TOULOUSE

RENOUVELLEMENT 1990-1991

!BIYOKO (Angèle Dorothée) ! 830376[illegible] ! [illegible] !Oct.!32A.3ẽcy!Sc.Po. !ToulouseI!1991!Ren.
!KOKOLO ZACCI Joseph ! 840[illegible] ! [illegible] !Oct.!43A.3ẽcy!Gestion!Toulouse!1991!Ren.
!MANKOU [illegible] ! 81103[illegible] ! [illegible] ! -"- ! -"- !Droit ! -"- ! -"-! -"-
!MOUKALA Ferdinand ! 8302387 ! E ! -"-!32A.3ẽcy!Sc.Po. ! -" ! -"-! -"-
!OGANDO (Jean-Marc) ! 8602212 ! E ! -"- ! -"- !Psycho.!Toul. II! -"-! -"-
15 [illegible]Y Alain ! !E ! - " - ! ! !Toulouse! " ! "

// [illegible] DE FORMATION 1991

!ITOUA-GASSAYE Samuel ! 8008502 ! E !Oct.!52A.3ẽcy!Chimie ! I N P !1991!FF.
!KISSEL OLAUD Aimé ! 8511331 ! E ! -"- ! -"- !Agron. ! -"- ! -"-!FF.
!NGAMA Jean Paul ! 8107917 ! E ! -"- !62A.3ẽcy!Psycho.! -" ! -"-!FFC.Déroq
!NGASSAKI MAHOUNGOU Louis ! 841095[illegible] ! E ! -"- !52A.3ẽcy!Sc.Eco.! -"- ! -"-!FF.

// UNIVERSITE DE TOULOUSE (suite)

// UPPRESSION

250	MATSITSILA Jean Magloire	8008566		Doct.1	6ème A.3ème cy	Droit	Toul.I	1990	FFC.T

// UNIVERSITE DE TOURS

RENOUVELLEMENT 1990-1991

251	KIKOUNOU Guy Edgard		E	Doct.1	3ème A.3ème cy	Droit	U F R	1991	Ren.
252	KIPOUTOU KRASHER MOSIANK	8511313	E	-"-	4ème A.3ème cy	Eco.	U F R	-"-	-"-
253	OATSONO André		E	-"-	-"-	Géog.	-"-	-"-	-"-
254	MATONDZI-GOUMA Edouard	8511356	E	-"-	-"-	Droit	-"-	-"-	-"-

// - T DE FORMATION 1991

255	LENGA Arsène	8510022	T	Doct.1	5ème A.3ème cy	Biol.	U.F.R.	1991	FF.
256	VAMBA TAMBIKISSA Germain	8409172	E	-"-	-"-	Droit	-"-	-"-	FF.

// USPENSION

257	MFOUTOU Jean Mézis	8510574	E	Doct.1	6ème A.3ème cy	Ling.	U.F.R.	1990	Dossier Incomplet

.../...

// ... DE PARIS I

RENOUVELLEMENT 1990-1991

...INSILOU ...	...	...	Doct	30A.3Dcy	Sc.Po.	Paris I	1991	Ren

// ... DE FORMATION ...

...AVIBIGILA Pa...SSENGOUMOUNA	...	...	Doct	15A.3Dcy	Droit	Paris I	1991	FF.
...SISSILA Janvier Michel	...	...	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	FF.
...ITOUKOU ...	...	...	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-
...KAVA ...	...	...	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-
...KIBONGUI ...	...	...	-"-	16A.3Dcy	Sc.Po.	-"-	-"-	FFC.Derog.
...KEBA ... Lucien J.	...	...	-"-	-"-	Droit	-"-	-"-	-"-
...NE...ANA ...	...	...	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-
...MAVOUNGOU ... François Sy	...	...	-"-	-"-	Sc.Po.	-"-	-"-	-"-

// ... // ...SSION

...OMBETE ... Pascaline	...	...	Doct.	15A.3Dcy	Droit	Paris I	1990	FF.R.H.
...ONGA François	...	...	-"-	16A.3Dcy	Droit	-"-	-"-	FFC.RH.
...LTSOUBA ...	...	...	-"-	15A.3Dcy	-"-	-"-	-"-	FF.
...MAFOUA ... Téte A.	...	...	-"-	16A.3Dcy	-"-	-"-	-"-	FFC.Derog.
...MAPAKOU ... Jules	...	...	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	FFC.Derog.
...MOUBOUA ...	...	...	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	FFC.Derog.
...NANITELAMIO Simon P.	...	...	-"-	12A.3Dcy	-"-	-"-	-"-	R N D .
...NSONDE ...	...	...	-"-	16A.3Dcy	-"-	-"-	-"-	FFC.

/ / UNIVERSITE DE PARIS II

RENOUVELLEMENT 1990-1991

275	BOM[illegible] MATOUNOU Aimé	8108360	[illegible]	Doct.	1ÈA. 3ÈCY	Droit	Paris II	1991	Ren.
276	ITSOUHOU [illegible]NTINA	8306136	E	"-	"-	Sc. Eco.	"-	"-	"-
277	MAKAYA Jean Jacques	8310080	E	"-	"-	"-	"-	"-	"-
278	MASSOUNDI Bruno	8609223	E	"-	3ÈA. 3ÈCY	"-	"-	"-	"-
279	OKOKO [illegible]	8210016	E	"-	1ÈA. 3ÈCY	"-	"-	"-	"-
280	OSSETE Odilon Albert	8410967	E	"-	"-	"-	"-	"-	"-
281	OUZIZI Joseph	8306171	E	"-	"-	"-	"-	"-	"-

// UNIVERSITE DE FORMATION 1991

282	LAZOUNGOULA Hyacinthe	7809903	[illegible]	Doct.	6ÈA. 3ÈCY	Droit	Paris II	1991	FFC.
283	KIPOUTOU François	8305329	E	"-	5ÈA. 3ÈCY	"-	"-	"-	FF.
284	MAKARI Benjamin	8408491	E	"-	"-	Sc. Eco.	"-	"-	"-
285	TEA[illegible]T Jean Ignace	8309329	E	"-	"-	Psycho.	"-	"-	"-
286	ZOBAKILA Roger Maxime	8409467	E	"-	"-	Sc. Eco.	"-	"-	"-

// EXTENSION // UPPRESSION

287	MILANDOU Pierre	8009276	E	Doct.	2ÈA. 3ÈCY	Gestion	Paris III	1990	Susp.	RND
288	NVOKAS ZALAMOU Guy D.	8306152	E	"-	6ÈA. 3ÈCY	Droit	"-	"-	Ft.	Suppr.

/ / UNIVERSITE DE PARIS III

RENOUVELLEMENT 1990-1991

289	MOUBRA Sergue Martial	8309535	E	Doct.	3ÈA. 3ÈCY	Lettres	Paris III	1991	Ren.	

/ / UNIVERSITE DE PARIS IV

RENOUVELLEMENT 1990-1991

290	NDELIKALA Hortense M.	8511290	E	Doct.	3ÈA. 3ÈCY	Odog.	Paris IV	1991	Ren.	

.../...

/ / UNIVERSITE DE PARIS V (suite)

// SUSPENSION // SUPPRESSION

306	! ATOYA HAMADIZA	! [illegible]	! E	! Doct.	!5ème Cycl	! Linguist.	! Paris V	! 1990	! FF.R.U
307	! [illegible] (Thylaude)	! [illegible]	! [illegible]	! -"-	!6ème A. 3ème Cycl	! Psycho	! -"-	! [illegible]	! [illegible]
308	! MOKOKO Ida Sylvie	! [illegible]	! E	! -"-	!6ème A. 3ème Cycl	! Droit	! -"-	! -"-	! -"-
309	! [illegible] Honoré	! [illegible]	! [illegible]	! -"-	! -"-	! -"-	! -"-	! -"-	! -"-
310	! [illegible] Christiane	! [illegible]	! E	! -"-	!5ème A. 3ème Cycl	! -"-	! -"-	! -"-	! FF. R.U

/ / UNIVERSITE DE PARIS VI

DEVELOPPEMENT 1990-1991

311	! [illegible] André	! [illegible]	! E	! Doct.	! [illegible]	! C.N.	! Paris VI	! 1991	! Non.
312	! KONDA Serge Henri	! [illegible]	! E	! -"-	!3ème A. 3ème Cycl	! Chem.	! -"-	! -"-	! -"-
313	! KOUD Guy Barthelemy	! [illegible]	! E	! -"-	! [illegible]	! Stat.	! -"-	! -"-	! -"-
314	! [illegible] (Moïse Ingla)	! [illegible]	! E	! -"-	!3ème A. 3ème Cycl	! Bio.	! -"-	! -"-	! -"-
315	! [illegible] Benjamin	! [illegible]	! E	! -"-	! [illegible]	! Biol.	! -"-	! -"-	! -"-

// SUSPENSION DE FORMATION 1991

316	! [illegible] (David Blaise)	! [illegible]	! E	! -"-	!6ème A. 3ème Cycl	! [illegible] T R	! Paris VI	! 1991	! FF [illegible]
317	! [illegible] Jean Claude	! 7910915	! E	! -"-	! -"-	! Endocr.	! -"-	! -"-	! FFC. Dro
318	! DAMBA Désiré Boris	! 8507969	! E	! -"-	!5ème A. 3ème Cycl	! Soc. Droit.	! -"-	! -"-	! FF.
319	! NZILA (Jean De Dieu)	! 8510929	! E	! -"-	! -"-	! Biol.	! -"-	! -"-	! -"-

// SUSPENSION // SUPPRESSION

320	! ATIPO (Jérémie)	! 8510916	! E	! Doct.	!6ème A. 3ème Cycl	! [illegible]	! Paris VI	! 1990	! FFC.	
321	! BIDOUNGA (Rufin -	! 7908558	! E	! -"-	! -"-	! Math	! -"-	! -"-	! 2è dérog. refusée	
322	! [illegible] (Reine-Marie A.) ! née VOUENZE	! 8210930	! E	! -"-	! -"-	! Bio. Ch	! -"-	! -"-	! sup.	
323	! KOUDOUNA Félix	! 8205385	! E	! -"-	!2ème A. 3ème Cycl	! Biol.	! -"-	! -"-	! Susp. R.	
324	! MAKANY (Roger-Armand)	! 7911761	! E	! -"-	!5ème A. 3ème Cycl	! Stat.	! -"-	! -"-	! FF Susp.	
325	! MIAYOUKOU Armand Cobin	! 8510989	! E	! -"-	!4ème A. 3ème Cycl	! Math.	! -"-	! -"-	! IND Susp. R.U	
326	! MVOULA Arcadius Bruno	! 8510989	! E	! DESS	!1ère A. 3ème Cycl	! Biol.	! -"-	! -"-	! Susp. R.U	
327	! SAMBA Maurice	! 8156667	! E	! Doct.	!3ème A. 3ème Cycl	! C. Elect.	! -"-	! -"-	! Susp. R.U.	Insc.
328	! [illegible] Francisco Junior	! 8611389	! E	! Doct.	!2ème A. 3ème Cycl	! Sc. A.	! -"-	! -"-	! Susp. R.U	

.../...

/ / UNIVERSITE DE PARIS X

RENOUVELLEMENT 1990-1991

343	!DEMBA (Samuel Florent)	! 8508560	! E	! Doct.	!3èA.3ècy	!Sc.Eco.	!Paris X	!1991	!Ren
344	!LISSOUBA TESSA Hélène	!	! E	! "	! "	!Hist.	! "	! "	! "
345	!MOUKILA Jean De Dieu	! 8511309	! E	! "	! "	!Sc.Eco.	! "	! "	! "
346	MAVAVENDA Abel	! 8105517	! E	! "	!2èA.3ècy	! "	! "	! "	! "
347	!OKE Benjamin	! 8108251	! E	! "	!3èA.3ècy	! "	! "	! "	! "
348	!TAMBA Roger	! 8602225	! E	! "	!4èA.3ècy	! "	! "	! "	! "

- //- IN DE FORMATION 1991

349	!DIMI (Antoine)	! 8408010	! E	!Doct.	!5èA.3ècy	!Sc.Eco.	!Paris X	!1991	!FF.	
350	!MILEBE Michel	! 8108580	! E	! "	! "	!Lang.Let.	! "	! "	!FF.	
351	!MBOUKOU KIMBATSA	! 8007963	! E	! "	!6èA.3ècy	!	! "	! "	!FFC.Dérog.	
352	!NDZOUBA Sammuel	! 8508238	! E	! "	!5èA.3ècy	!Eco.	! "	! "	!FF.	
353	!NGANGA BAKANGA DIO G.	! 8508104	! E	! "	! "	!Géol.	! "	! "	!FF.	
254	!NZAMBI (Georges)	! 8108314	! E	! "	! "	!Sc.Eco.	! "	! "	!FF.	
355	!SAMBA Denis	! 8408672	! E	! "	!6èA.3ècy	!Sc.Eco.	! "	! "	!FFC Dérog.	

// USPENSION // UPPRESSION

356	!DANDILA (Justin Nacaire)	8210939	! E	!Doct.	!6èA.3ècy	!Droit	!Paris X	!1990	!FFC. Supp.	
357	!BANTSIMBA Dieudonné	!8209905	! E	! "	!4èA.3ècy	!Géog.	! "	! "	!Susp. R.N.D.	
358	!MAKANGA Florentine C.	!8510990	! E	! "	! "	!Sc.Eco.	! "	! "	! "	! "
359	!MAMATY Isabelle	!8108435	! E	! "	!3èA.3ècy	! "	! "	! "	! "	! "
360	!MULHO AIMIDA (Adèle née)	7810993	! E	! "	!5èA.3ècy	! "	! "	! "	! FF.	R.ND.

/ / NIVERSITE DE PARIS XI

RENOUVELLEMENT 1990-1991

361	!BAGNAFOUNA (Joseph)	!8302188	! E	!Doct.	!3èA.3ècy	!Droit	!Paris XI	!1991	!Ren.	
362	!ONGUELE Alain Guy R.	!8802108	! E	! "	! "	! "	! "	! "	! "	
363	!PACKA Roger	!8106878	! E	! "	! "	! "	! "	! "	! "	
364	!SAMBA Annie ép. BIDOUNGA	!8708542	! E	! "	!4èA.3ècy	!Sc.Po.	! "	! "	! "	

// UNIVERSITE DE PARIS VII

[illegible] JUILLET 1990 1991

[illegible]	!SANTOULA [illegible]	! 5369297	!	!	Doct.	3ème Cycle	Sociol.	Paris VII	1991	Ren.
329	!COMBOLA [illegible]	! 535[illegible]	!	!	-"-	3ème Cycle	Hist.	! -"-	! -"-	! -"-
331	!MBALAVIET [illegible]	! 5112[illegible]	!	!	-"-	3ème Cycle	Physiol.	! -"-	! -"-	! -"-
332	!MOUSSOUNDA Médin	! 8209[illegible]	!	!	-"-	-"-	Anglais	! -"-	! -"-	! -"-
333	!NGANI Noël [illegible]	! 5[illegible]269	!	!	-"-	2ème Cycle	-"-	! -"-	! -"-	! -"-
334	!OSSENDZA Pierre	! 5306173	!	!	-"-	3ème Cycle	Sc. Eco.	! -"-	! -"-	! -"-
335	!POBA NZAOU Pascal	! 8511303	!	!	-"-	3ème Cycle	Math.	! -"-	! -"-	! -"-

// UNIVERSITE DE PARIS VII 1991

336	!RAMANDO SOLA Joseph	! 269[illegible]7	! E	! Doct.	5ème Cycle		! Paris VII	1991	!Ren.
337	!LINGO [illegible]	! [illegible]30	!	!	[illegible]	5ème Cycle	Biol.	! Paris VII	1991	!FF.
338	!NZAMBILIANGO Léon	! 8.19[illegible]	! E	!	-"-	-"-	Anglais	! -"-	! -"-	! -"-
339	!OBONGUI [illegible]	! 830[illegible]	!	!	-"-	-"-	-"-	! -"-	! -"-	! -"-

// DECISION // SUPPRESSION

340	! ATY Gilbert	! 830772	!	!	-"-	4ème Cycle	Social.	! -"-	! -"-	! Suspension

// UNIVERSITE DE PARIS VIII

RENOUVELLEMENT 1990-1991

341	!MISSOUNKAZI Armand Guy	! 8802104	!	!	Doct.	3ème Cycle	Sc. Po.	! Paris VIII	1991	!Ren.

// DE TITULARISATION 1991

342	!DADI Jean Amédée	! 8708697	! E	! Doct.	4ème Cycle		! Paris VIII	1991	!FF	C sans dérog.
343	!KOUKA Guy Blaise	! 8508322	! E	! -"-	6ème Cycle	-"-	! -"-	! -	!FF	

.../...

// IVERSITE DE PARIS XI 5(suite)

//- IN DE FORMATION 1991

65	BIKOUSSOU Benvenu R.	8108701	E	Doct.1&A.3&cy	Géographie	Paris XI	1991	FFC.Dérog.

// USPENSION ----// UPPRESSION

366	OKEMBA Gilbert		E	Doct.1&A.3&cy		Paris XI	1990	Susp.attend mot du Prof.
3[illegible]	MOUAKOTO Maurice	8310913	E	-"-	-"-	Chimie	Paris XI	1990 FF.R.N.D.
3[illegible]	KIMPOUNI Pierre	8208116	E	-"-	5&A.3&cy	Géo.Phys.	-"-	1990 FF.R.N.

// IVERSITE DE PARIS XII

RENOUVELLEMENT 1990-1991

369	MATSIONA Paul Guy	8111332	E	Doct.1&A.3&cy	Sc.Eco.	ParisXII	1991	Ren.
370	TABUNA Honoré	8205452	E	-"-	3&A.3&cy	Biol.	-"-	-"- -"-

//- IN DE FORMATION 1991

371	MAVOUNGOU Jean	8109219	E	Doct.1	5&A.3&cy	Sc.Eco.	ParisXII	1990 FF.

// IVERSITE DE PARIS XIII

RENOUVELLEMENT 1990-1991

372	GIDE Jean Pierre	8408287	E	Doct.1&A.3&cy	Gestion	ParisXIII	1991	Ren
373	TCHICAYA Blaise Alphonse	8111305	E	-"-	3&A.3&cy	Droit	-"-	-"- -"-
374	TCHICAYA Jean Paul	8409415	E	-"-	-"-	Gestion	-"-	-"- -"-

//- IN DE FORMATION 1991

375	MOUSSOKI Jacques	8209372	E	Doct.1&A.3&cy	Gestion	-"-	1991	FFC.Dérog.
376	NGANGA Fabien	8308149	E	-"-	-"-	Droit	-"-	-"- FF.Dérog

// U S P E N S I O N

377	NSAYIMESSO Honoré	8510759	E	Doct.1&A.3&cy	Chimie	-"-	1990	Susp.R.N.D.

// V)

-// ARIS GRANDES ECOLES

RENOUVELLEMENT 1990-1991

378	BOUKOULOU KENGUE Hugerte	8311262	E	Doct.	3èA.3ècy	Anthrop.	EHESS	1991	Ren.
379	BOUNGOU Pierre		E	-"-	-"-	Linguist	INALCO	-"-	-"-
380	MOISSAGA M. ENGA		E	-"-	-"-	Agron.	INA P. G.	-"-	-"-
381	VKANZA Sylvain	8311316	E	-"-	-"-	Math.Ap.	EHESS	-"-	-"-

// USPENSION // UPPRESSION

382	DILONGO Parfait Innocent	8802103	E	Doct.	2èA.3ècy	Agron.	ENIAM	1990	Susp.RND.
383	NTSIBA Julienne	8011007	E	-"-	16èA.3ècy	Psycho.	EHES	-"-	FFC.

Article 2.- Les étudiants devant définitivement rentrer au pays au terme leurs étudiants percevront une indemnité de rapatriement de trente mille 30.000) francs CFA.

Article 3.- Les étudiants qui ne bénéficieront pas d'un voyage de vacances devront prétendre à un supplément de bourse de vacances de vingt mille 20.000) francs CFA.

Article 4.- Tous les étudiants légalement mariés et ayant des enfants à charge percevront une aide familiale au taux mensuel de mille deux cents (1.200) francs CFA.

Article 5.- Tous les étudiants devront présenter leurs résultats d'examens à la fin de l'année à l'OGES, pour le renouvellement de la bourse.

Article 6.- Le montant global de ces allocations sera mandaté au nom du payeur près l'Ambassade du Congo à Paris, 57 bis rue scheffer 75 116 Paris.

Article 7.- La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais, chapitre Afrique Europe Occidentale : 362 - 51 - 37 - 06 - 01, Gestion 1990 - 1991.

Article 8.- Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où bespin sera./-

Fait à Brazzaville, le 13 Octobre 1990

Rodolphe ADADA.

AMPLIATIONS :

P.R. 2
P.M. 2
AFF.ETR ET COOP..2
D.G.B. 2
PAIERIE PARIS....2
I.G.E. 2
MESSRS.CAB. 2
D.G.B.S. 2
O.G.E.S. 20
AMBACO/PARIS.....2
ARCHIVES. 2

VILLE DE MARSEILLE

NEANT	NEANT			NEANT		NEANT	NEANT	

VILLE DE MONTPELLIER

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

25 NEANT	NEANT			NEANT		NEANT		NEANT
26 MIALEBAMA (Florence)	87 00730	D	T.S.	1è A.	Agriculture	Montpellier		Ren 91

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

BUZITU (Josette)	85 10757	D	Dipl.	4è A.	Gest.Immob.			R.N.D.

VILLE DE METZ

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A DECEMBRE 1990

8 NGANKORI (Marcel)	88 00914	D	DUT		G.M.P.			Ren 91

VILLE DE NANCY

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

MOMBOULI (Edwige)	88 02095	D	BTS	3è A.	Bureautique	Lycée A. Schwelzer		Ren 91

VILLE DE NICE

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

MANKOU-NDOUMA (Espoir)	88 02311	D	BTS	3è A.	Electronique	Lyc.Ens.Prof FF Eucalyptus		SUSP Diplome Obtenu

(_/ ILLE DE N I M E S

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

31	M'PANDZOU(Alain-André)	87 01024	D	BTS	1è A.	Agriculture	Lyc.Agricole		Ren 9

(_/ I L L E D' ORLEANS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

32	MAMBILA(Marie-Séraphine)	86 02197	D	DECF	3è A.	Comptabilité	SUFOC		Ren 9(pour t miner le DEC

(_/ I L L E DE P A R I S

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MEAUX

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

33	ODIKA(Yolande)	87 01534	D	Dipl.		Secrét.Comm. Bilingue	C N T S	FF	FFC

CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

34	BATCHI GNENGO(Benjamine)	83 10818	D	Dipl.	3è A.	Biologie	C N T S		Doit ent ne ipt ng.Bic

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS (CNAM)

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

35	KOUBA Yollande	88 09185	D	DSCEF	2è A.	Comptabilité			R.N.
36	M'BERI MBOYO(Honorine)	86 08226	D	Dipl.	1è A.	Informatique			R. D.

(\ I L L E DE C A E N

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

6-	BIKOYI MOUNZENZE	Esther	88	0207A	D	Dip.	2è A.	Bureautique	R.N.D

(\ I L L E DE GRENOBLE

CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT A DISTANCE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990.

7-	NGATA	Claire	89	1905Z	D	BTS	2è A.	Hotelerie	Ren Dec 90
8-	BOUKAKA	Liliane	89	0241B	D	BTS	2è A.	D E C F	E S A	Attente Rés.Sept.

(\ I L L E DE C E N E C H

SUCCESSION COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

9-	DIAZABAKANA	Armand	88	0121O	D	BTS	2è A.	Product.Anim	FF	Diplome Obtenu Sept.

(\ I L L E DE G U I N G A M P

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

10-	MBANI	MISSIE	Valentin	87	1029	D	BTSA	1è A.	Génie Rural	Lycée Agric	Ren 91

(\ I L L E DE H A V R E

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

11-	BONGOU-OLANDO	Vianney	89	0089A	D	BTS	1è A.	Génie Elect.		N'a pu s'inscrire
12-	IBARRA	Ludovic-Parfait	89	0027A	D	BTS	1ère.	Commerce	College St. Charles	Arrivée tardive -"-
13-	MANTISSA	Yvon-Serge	88	0080S	D	BTS	1è A.	Arts et Met.		Ren 91 Admis

(/ I L L E DE H A V R E (SUITE)

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

14	NSIETE (Géraldine)	85 10827	D	CAP		Arts et M.			AGE

(/ I L L E DE LIMOGES

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

15	MIETE (Jean-Claude)	87 00744	D	BTS	1è A.	Bâtiment			R.N.D.

(/ I L L E DE L I L L E

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

16	BOUANGA (Berthe H.)	85 10063	D	Mait.	2è A.	MTS GESTION	Lille		Ren 91
17	NZAOU Joseph	85 09169	D	Ingén.	1è A.	Electronique	Eudil		Ren 91
18	MATINGOU LOUTAYA M.	86 02144	D	Dipl.	2è A.	Informatique	FCER		Ren 91
19	Mme KANDAS née NZOUSAMOU (Christine-Elisabeth)	82 10745	D	Dipl.	2è A.	Informatique	FCER		N'a pas fréquenté rais. santé

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

20	ZEBI MAYAMBI (Evélyne)	86 01733	D	DECF	1è A.	Comptabilité			R.N.D.

(/ I L L E DE L Y O N

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A DECEMBRE 1990

21	AZIKA-GNABE (Elvis)	85 70751	D	DECF	C	Comptabilité	Lyon		Ren 90

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

22	OKEMBA (Louis)	82 03180	D	Dipl.	4è A.	Comptabilité			R.N.D.
23	BANZOUZI Victorine		D	Dipl.	2è A.	Etudes Soc.			SUSP. depuis 1989

(_/ I L L E DE MARSEILLE

24	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT

(_/ I L L E DE MONTPELLIER

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

25	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT
26	MIALEBAMA (Florence)	87 00730	D	T.S.	1è A.	Agriculture	Montpellier	Ren 91

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

27	BUZITU (Josette)	85 10757	D	Dipl.	4è A.	Gest.Immob.		R.N.D.

(_/ I L L E DE M E T Z

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A DECEMBRE 1990

28	NGANKORI (Marcel)	88 00914	D	DUT		G.M.P.		Ren 91

(_/ I L L E DE N A N C Y

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

29	MOMBOULI (Edwige)	88 02095	D	BTS	3è A.	Bureautique	Lycée A. Schwelzer	Ren 91

(_/ I L L E DE N I C E

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

30	MANKOU-NDOUMA (Espoir)	88 02511	D	BTS	3è A.	Electronique	Lyc.Ens.Prof FF Eucalyptus	SUSP Diplome Obtenu

(/ ILL[illegible]

RENOUVELLEMENT D[illegible]

M'PANDZOU Alain André	187 01[illegible]	[illegible]	[illegible] A.	[illegible]ilture[illegible]lyc.Agricole			[illegible]

(/ I L L E [illegible]

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1991 A DECEMBRE 1990

NAMBILA Marie Séraphine	186 02197[illegible]	[illegible]	DCCF	1ère A.	Comptabilité	SUFOC	[illegible]pour [illegible]laire [illegible]Un DEA

(/ I L L E D E P A R I S

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MEAUX

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

33	ODIKA Yolande	187 01534	D	Dipl.		Secrét.Comm. Bilingue	C N I S	FF IEFC

CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

34	BATCHI GONDNGO Benjamine	183 10810	D	Dipl.	1ère A.	Biologie	C N T S	Ducit [illegible] septe[illegible] lune [illegible] ferti[illegible] ion Bio

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS (CNAM)

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

35	KOUBA Yollande	188 09185	D	DSCEF	2ème A.	Comptabilité		[illegible]
36	M'BERI MBOYO Honorine	186 08226	D	Dipl.	1ère A.	Informatique		[illegible]

COLLEGE COOPERATIF [illegible]

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

41	DZANGA LIMANGA Bernard	85 02152	D	Dipl.	3è A.	[illegible]			R.N.D.

ECOLE DE FORMATION DE MANIPULATION EN ELECTRORADIOLOGIE

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

	KIBENGA Justin		D	Dipl.	2è A.	Electrorad.	Corbeil	FF	FFC

ECOLE DE RADIOLOGIE DE NOURI DUNANT

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

	MEKANN BOUVEZ Paul	88280061	D	Dipl.	2è A.	Radiologie		FFC	Diplôm Obtenu Sept.

ECOLE DE FORMATION POUR LA FEMME (EFPF)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A SEPTEMBRE 1991

40	Mme ENKARI/KIAMANGA née A.		D	Dipl.	2è A.	Informatique	E F P F		Ren 91 Admise

ECOLE MUNICIPALE DE DANSE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

41	LOKO Marcel	87 01614	D	Dipl.	2è A.	PIANO	E M D		Ren 91

ECOLE NATIONALE DE CHIMIE PHYSIQUE BIOLOGIE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

42	BASSILA MIAMONA Michel Maixent	89 02398	D	BTS	2è A.	C P B	E N C P B		Ren 91

ECOLE NATIONALE VETERINAIRE D'ALFORT

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A DECEMBRE 1990

43	BACKIDI (Roger-Bienvenu)	77 06881	D	Dipl.	4è A.	Vétérinaire	Alfort	FF	90	Ren Déc 90

INSTITUT TECHNIQUE DE BANQUE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

44	MOKOKO (Léa-Patricia)		D	Dipl.	2è A.	Banque	I T B		91	Ren 91 Redouble

I. U. T. PARIS XIII

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

45	MAMATY (Roger-Abel)	86 02098	D	DUT	2è A.	IUT PARIS XIII	INFORM.		90	FFC DUT obtenu

I. U. T. SAINT - DENIS

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

46	MBOSSA MABWERE Ludovic	89 02391	D	BTS	1è A.	T. C.	Saint Denis		90	SUSP. Attente inscrip. tion

INSTITUT EUROPEEN DE GESTION (I.S.E.G.)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A DECEMBRE 1990

47	EDZIMBI Marlyse	86 01597	D	DECF	3è A.	Comptabilité	I S E G		90	REN DEC 90 Attente Résultats Septembre

VILLE DE SAINT-ETIENNE (suite)

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

	G... Yvon	87 01414	D	DUT	2è A.	Electr.	1990	Suppress
		87 01424	D	DUT	2è A.	Electr.	1990	Suppressio
	M...	87 00706	D	DUT	2è A.	Electr.	1990	Suppressio

I.U.T. DE TROYES

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

	Annick P.	89 02433	D	DTS	1èreA.	Tech.Com.	1991	REN. Adm

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

		86 02185	D	DUT	2è A.	A.T.C.	1990	Supp.Di
								obtenu

VILLE DE TOULOUSE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

	Huguette	89 02145	D	Dipl.	3èA.	Ed.Spéc.	1990	REN.91

VILLE DE VERDUN

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

	KIYENGUI Jean		D	BTS	1èreA.	S.T.S.	1991	REN. Adm
	MAMBOU Jérémie		D	BTS	1èreA.	S.T.S.	1991	- " -

ETUDIANTS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE COURTE
DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVE AVEC
UNE BOURSE DE CATEGORIE " D "

VILLE DE GRENOBLE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

BAFOUATIKA (Vivine-Ursule)	86 02155	D	Dipl.	2è A.	Hotelerie	BARONAT		Redoub.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A DECEMBRE 1990

MOUYABI PEMBE (Suzanne A)	86 0456	D	2BTS	2è A.	Hotelerie	BARONAT		Attente résulta Fin Sep.

VILLE DE LILLE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

NDENGUE née ABIBI ANGOMBO Yolande Fatou	85 09135	D	BTS	3è A.	Informatique	F C E P	FF	Ren 91 FF

VILLE DE MARSEILLE

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

ne SOUNGA-BOUKONO née (ODIA) Emile-Claire)	85 10756	D	BTS	2è A.	Informatique			pas [illegible] une ins[illegible] cription

VILLE DE LIMOGES

RETABLISSEMENT

ANGOUD DE [illegible]USER)		D	BTS	2è A.	Informatique	INST.BEAUP		Rétabl[illegible] refus[illegible] Admis

UNIVERSITE DE PARIS VI

RENOUVELLEMENT [illegible] A SEPTEMBRE [illegible]

59	M'Passi Darien	[illegible]	[illegible]	[illegible]	1ère A	DEUG	[illegible]	[illegible] Red

UNIVERSITE DE PARIS VII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

60	TOUBY EKO Viviane Chantal	[illegible]	[illegible]	Dipl	4è A	ParisVII	[illegible]	Mis. FPC.

UNIVERSITE DE PARIS XII

RETABLISSEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

61	GOKANA Alphonse			DEUG	2è A.	PARISXII	[illegible]	RETABLIS.

UNIVERSITE DE REIMS (U.I.T.)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMEBRE 1991

62	BADIKISSILA Jean F.	88	00907	D	IUT>	1èreA.	G.M	1991	REN. Admis
63	[illegible]			[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
64	GANVOUWA Michel	87	00734	D	IUT	1ère A	GMP	1991	- " -
65	KOULAMA Appolinaire	86	01490	D	BTS	1ère A	Electric	1991	REN. Red.
66	MOUTSINGA Anatole	87	01025	D	DUT . 2è A.		Bâtiment	1991	REN. Red.
67	NGOMA Jean-Paulin	88	0012	D	IUT>	1èreA.	G.M.P.	1991	REN. Admis
68	TCHIBINDA J. Félix	87	01423	D	IUT	1èreA.	G. E.	1991	- " -
69	TCHICAYA Raoul			D	IUT	1ère A	Gestion	1991	- " -

../...

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A DECEMBRE 1990

70	MOUNDELE BOUKAKA Micelle	87-00702	DEUG	1ère A.	Sc.Eco.	1990	REN. 90	
71	MOUNZEO-BOUSSANGA C.	86 00605	DUT	-"-	Elect.	1990	-"-	
72	IRAMBI GNYNGA	87 6717	DUEG	-"-	Sc.Eco.	-"-	-"-	

SUSPENSION ET SUPPRESSION A COMPTER DE SEPT. 1990

73	BASSEMBA Jean Claude	88 01280	DUT	1èreA.	G. E.	1990	Supp. Eclu	
74	FICAT Honoré		BTS	1èreA.	Electr.	1990	Susp. RND	
75	FOUKOU MILANDOU J.	87 01420	BTS	1èreA.	Electr.	1990	Susp. RND	
76	KOUBEMBA Ferdinand	87 00730	DUT	1èreA.	Elect.	1990	Susp. RND	
77	MABOUMINA Gearnaque	87 01425	DPCT	2è A.	Elect.	1990	Susp. RND	
78	MALANDA Régis	87 0071	DUT	2è A.	Autom.	1990	Susp. RND	
79	MAMPASSI NIEME F.	87-01417	DPCT	2è A.	Elect.	1990	Supp. Dipl. obtenu	
80	TSOUBA Blaise		DEUG	1èreA.	Angl	1990	SUPPRESSION	

VILLE DE RENNES

RENOUVEMMEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

81	M'PEMBA BISSILA A.Marie	85 09245	Dipl.	3è A.	Orthpéd	1991	REN. Red.	

VILLE DE SAINT-ETIENNE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

82	MISSAMOU Nat Sy	87 01885	DUT	2è A.	MSAT	1991	REN. Red.	

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A DECEMBRE 1990

83	VOUKOULOU Guy Noël	87 01428	BTS	2è A.	MAI	1990	REN. Déc. 90	

... / ...

VILLE DE SAINT-ETIENNE (suite)

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

84	GOMA BOUKOUNGOU Yvon	87 01414	D	DUT	2è A.	Electr.	1990	Suppression
85	KOUDISSA Roger	87 01424	D	DUT	2è A.	Electr.	1990	Suppression
86	MAVOUNGOU Jean	87 00706	D	DUT	2è A.	Electr.	1990	Suppression

I.U.T. DE TROYES

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

87	NGOUELONDELE Annick P.	89 02433	D	BTS	1èreA.	Tech.Com.	1991	REN. Admise

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

88	ONOUKA Marcel	86 02185	D	DUT	2è A.	A.T.C.	1990	Supp.Dip. obtenu

VILLE DE TOULOUSE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

89	MAYEMBE Huguette	86 02145	D	Dipl.	3èA.	Ed.Spéc.	1990	REN.91

VILLE DE VERDUN

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

90	KIYENGUI Joseph		D	BTS	1èreA.	S.T.S.	1991	REN. Admis
91	MAMBOU Jérémie		D	BTS	1èreA.	S.T.S.	1991	- " -

ETUDIANTS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE COURTE
DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVE AVEC
UNE BOURSE DE CATEGORIE " D "

VILLE DE GRENOBLE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

92	BAFOUATIKA (Wivine-Ursule)	86 02155	D	Dipl.	2è A.	Hotelerie	BARONAT		Redouble

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A DECEMBRE 1990

93	MOUYABI PEMBE (Suzanne A)	86 0456	D	2BTS	2è A.	Hotelerie	BARONAT		Attente résultats de Sep.

VILLE DE LILLE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

94	NDENGUE née ABIBI ANGOMBO Yolande Fatou	85 09135	D	BTS	3è A.	Informatique	F C E P	FF	Ren 91 FF

VILLE DE MARSEILLE

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

95	Mme SOUNGA-BOUKONO née NKODIA Emile-Claire	85 10756	D	BTS	2è A.	Informatique			Doit présenter une inscription

VILLE DE LIMOGES

RETABLISSEMENT

96	PANGOUD (DE MAUSER)		D	BTS	2è A.	Informatique	INST.BEAUP		Rétablis refusé Admis

(_/ I L L E DE P A R I S

COURS DU TILLEUL

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

97	SITOU (Magloire)	82 11082	D	BAC	TB	E. G.	C. DUTIKEUL		REN 91 Admis

COURS EMETO

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

98	Mme BOUNGOU- BOKO née YABALO (Pauline)	87 01621	D	BTS	3è A.	Secrétariat	EMETO		Redouble

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

99	Mme OLINGOU née EHENDA BEKA (Georgine)	87 01615	D	BTS	1è A.	Comptabilité	EMETO		Doit présenter une inscription

A G E M O

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

100	BANTSIMBA (Yvette)	87 01617	D	Dipl.		Auxiliaire V	AGEMO		REN 91

A R T S ET M E T I E R S

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

101	MOUNTOU (Chantal)	84 08132	D	BEP	1è A.	Informatique	A. M.		REN 91

C P F D

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

102	Mme OBA Née ITOUA (Mariané)	8701597	D	Dipl.	1è A.	Aux.Puériaul	C P F P	FF	SUPPRES. FF

C E I / C L E P O I

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A DECEMBRE 1990

03	KINSHASSA LOUTALADIO	85 11197	D	Licen.	2è A.	RELAT. INT.	C E I	Attente résultats Septembre

E S G F

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A DECEMBRE 1990

04	BOUALA (Stève-Maurice)	84 10910	D	Dipl.	3è A.	Gestion	E S G F	Attente résultats Septembre

E. D. C.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

05	TATI NIAMBI (Auguste)	82 11211	D	BTS	3è A.	Gestion Fin.	E D C	REDOUBLE

E. H. E. S

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

06	MASSAMBA (Françoise)	79 10895	D	Dipl.	3è A.	Sces Sociales	E H E S	Admise
07	OBOA (Nadine-Joelle)	88 00194	D	Dipl.	2è A.	-"-	E H E S	REDOUBLE

F A C L I P

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

08	NKODIA (Jean-Charles)	83 10816	D	Dipl.	3è A.	Gestion	I S G FF	Diplôme obtenu F F C

E S I

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

109	TOMBERT (Paul)	83 09194	D	Dipl.	3è A.	Informatique	E S I	

I. F. A.

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

MAYELA (A. Olga)	85 11080	D	Dipl.	1è A.	Informatique	I F A	FF	Diplôme Obtenu FFC

E F O M (ECOLE BORIS DOLTO)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

ADADA (Anne-Laure)	89 02404	D	Conc.	1è A.	K I N E	EFOM		Redouble

ECOLE SAINTE THERESE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A SEPTEMBRE 1991

MOUISSOU POATY (Yvon G.)	87 01596	D	Dipl.	4è A.	Technologie	E S T		Admis

E S L A / PA RIS

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

BOKILO (Patrick)	84 08977	D	Dipl.	3è A.	Gestion	E S L A	FF	Supp. Diplôme Obtenu

ECOLE DE HAUTES ETUDES POLITIQUES ET SOCIALES

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

MAMATY (Roger-Abel)	82 08073	D	Dipl.	4è A.	E . S.	E H E S		R.N.D.

I. L. E. S. C.

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

CASTANOU Elvis	89 02443	D	Dipl.	Conc.		ILESCA	SUSP Produire une ins. cription

S.E.A. - I T I L

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

MVOUATOU GANGA Blanche	87 01592	D	BTS	2è A.	A. Commerc.	I S E A	SUSP Produire une ins. cription

I S E C

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A DECEMBRE 1990

MASSAMBA DEBAT Eliane	87 01525	D	Dipl.	1è A.	Commerce	I S E C	

S. E. S. E. COTTON

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

KOUKANGOUNA Mariana M.	84 11085	D	Dipl.	3è A.		S E S E	Ren 91 Admise

I. T. I. C.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

GONGARAD BENA Valentina	84 10812	D	Dipl.	3èA.	Inform.Comm.	I T I C	FFC	Ren 91 FFC

I. S. T.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

MAKAYA-BATCHI Flora	82 08856	D	Dipl.	4è A.	Tourisme	I S T	REN DEC 90 Attente résultats Septembre

APTER DE SEPTEMBRE 1990

										Présenter une ins. cription
			D	Dipl.	Conc.	Sces.	Tech.	Hu	I S T H	

INSTITUT PRIVE SAINT - NICOLAS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

122	BHALAT - NZINGA	Sandrine	85 10842	D	Dipl.		I P S N			Admis

INSTITUT FRANCE ELECTRONIQUE (INFRA)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

123	PEMBELLOT	(Annie)	84 9457	D	Dipl.	3è A.	Informatique		INFRA	Admis
124	Mme OKEMBA née KINKANY		85 70073	D	Dipl.	3è A.	-"-		INFRA	Admise

UNIVERSITE LIBRE DE TOURISME - BERENICE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991.

125	OLLANGAS	(Marius-Stanislas)	85 1101	D	Dipl.	3è A.	Tourisme		BERENICE	REN 91

I. S. T. H.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

126	KINTOMBO MAKIELE	(Jean-Pierre)		D	Dipl.				ISTH	REN.91

E V A C U E S S A N I T A I R E S

(_/ I L L E DE L I L L E

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

127	NZENGANI LOUTAYA(M.)	86 02144	D	Dipl.	3è A.	Informatique			R.N.D.
128	OBA-APOUNOU IGNANGA	86 02185	D	DEUG	1è A.	A E S			R.N.D.
129	OCKOT-ADAMPOT(Patou)	85 11194	D	Dipl.	1è A.	Comptabilité			R.N.D.

(_/ I L L E D E P A R I S

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

130	MOUKONGO(Solange-Lydie)	87 01520	D	Dipl.	1è A.	Biologie			N'a pas fréquenté raison de santé
131	IKOLAKOUMOU (Louis)	84 10784	D	Mait.	1è A.	Biologie			-"-

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

132	DOUKORO Angèle	88 01991	D		2è A.		E S T B		R.N.D.
133	GOLATSIE(Marie-Eugenie)	83 10843	D	DEUG	1è A.	Droit			R.N.D.
134	MABONGOU Arsène	81 09243	D	Dipl.	3è A.	Gest.Person.			R.N.D.
135	MAMPOUYA(Florent-Alphonse)	8510823	D	BAC	TG	Comptabilité			R.N.D.
136	MOUNGABIO(Anasthasie)	85 11110	D	Dipl.	3è A.	Couture			R.N.D.

(_/ I L L E D E S T R A S B O U R G

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

137	MIYOULOU(Aimé-Edgard)	86 0153	D	Dipl.	2è A.	Commerce	E C R		Sus. 1990

Article 2.- Les étudiants devant définitivement rentrer au pays au terme de leurs études percevront une indmenité de rapatriement de trente mille (30.000) francs CF..

Article 3.- Les étudiants qui ne bénéficieront pas d'un voyage de vacances devront prétendre à un supplément de bourse de vacances de vingt mille (20.000) francs CFA.

Article 4.- Tous les étudiants légalement mariés et ayant des enfants à charge percevront une aide familiale au taux mensuel de mille deux cents (12200) francs CFA.

Article 5.- Tous les étudiants devront présenter leurs résultats d'examens à la fin de l'année à l'OGES , pour le renouvellement de la bourse.

Article 6.- Le montant global de ces allocations sera mandaté au nom du Payeur près l'Ambassade du Congo à Paris, 57, bis rue Scheffer 75 116 Paris.

Article 7.- La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais, chapitre Afrique Europe Occidentale : 362 - 52 - 37 - 06 - 01,

Article 8.- Le Présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera./-

Fait à Brazzaville, le 13 Octobre 1990

Rodolphe ADADA.-

AMPLIATIONS :

.R. 2
.M. 2
FF.ETR.ET COOP...2
.G.B. 2
.G. 2
AIERIE PARIS.....2
.G.E. 2
ESSRS/CAB. 2
.O.B. 20
GES. 2
TABACO-PARIS 2
RCHIVES. 2

MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS
SECONDAIRE ET SUPERIEUR
CHARGE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CABINET

DIRECTION DE L'ORIENTATION
ET DES BOURSES

OFFICE DE GESTION DES ETUDIANTS
ET STAGIAIRES CONGOLAIS (OGES)

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO
Travail * Démocratie * Paix

ARRETE N° 2843 /MESSRC-CAB-DOB-OGESC
portant Renouvellement, Régularisation, Rétablissement, Suspension et Suppression des Bourses d'études du 1er cycle en France (contrat SFERE)

Année Universitaire 1990-1991

LE MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ET SUPERIEUR, CHARGE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

V I S A S :

D.G.B.

D.C.F.

T.G.

Vu la Constitution du 8 juillet 1979;
Vu la Loi 24/66 du 23/11/66 portant Loi organique relative au régime financier ;
Vu la Loi des finances 025/89 du 30/12/89 portant approbation du budget de l'Etat pour l'année 1990 ;
Vu le Décret 89/631 du 7/8/89 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le Décret 90/513 du 1/9/90 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
Vu le Décret 85/1414 du 06/12/85 portant organisation du Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur,

Vu le Décret 86/722 du 30/05/86 fixant les différentes catégories de bourses et les conditions d'attributions, de renouvellement, de suspension de ces bourses et déterminant les différentes aides à caractère social accordée aux boursiers ;
Vu le Décret 75/306 du 24/06/79 fixant les taux des différentes catégories des bourses ;
Vu le Décret 82/056 du 18/01/82 accordant une augmentation de bourse aux étudiants congolais en Europe Occidentale ;
Vu les résultats scolaires :

Par ARRETE : n°2843 du 13 Octobre 1990

Article 1er : Sont renouvelées, régularisées, rétablies, suspendues et supprimées, les bourses de catégorie "D" aux étudiants boursiers congolais en France (contrat SFERE) dont les noms et prénoms suivent pour compter du 1er octobre 1990 au 30 septembre 1991.

I.U.T. DE REIMS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

	NOM ET PRENOM	N° MATRIC.	DIP.PREP.	NIVEAU	FILIERE	F.F.	OBSERVATIONS
1	BIASSADILA (Julishon)	88 00907	D.U.T.	2è A.	GMP	1991	REN. admis
2	DIMANA Blaise		- " -	- " -	- " -	- " -	- " -
3	KOUYINGANA (Pierre)	88 00915	- " -	- ç - b	- " -	- " -	- ç -
4	MAKOUMBOU NDALA J. De D	87 00691	- " -	- " -	- " -	- " -	- " -
5	PASSI (Christian)	89 00861	- " -	- " -	- " -	- " -	- ç -
6	MATSIMOUNA (Philippe)	87 00743	- " -	- " -	- " -	- " -	- " -

I.U.T. DE SAINT-ETIENNE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

7	BANIKISSILA (Victor)		D.U.T.	- " -	G.E.I.I	1991	REN. red.
8	BITSOUA (Eugène)	88 0919	- " -	2è A.	- " -	- " -	REN. Admis
9	BIVOUA Franck R.	86 01521	- " -	2è A.	- " -	- " -	REN. Red.
10	BIYOLO (Jean Joseph)	87 01421	- ç -	2è A.	GEII	1991	REN. Red.
11	DIAFOUKA (Jean-François)		D.U.T.	1ère A.	GEII	1991	REN. Red.
12	KIHOUASSAMO NZOLANY M.	87 00725	D.U.T.	2è A.	GEII	1991	REN. Admis
13	KISSITA (Alain)	87 00692	D.U.T.	2è A.	GEII	1991	REN. Admis
14	KIONGHAT-OWON M.	87 00880	D.U.T.	2è A.	GEII	1991	REN. Admis
15	KOKOLO (Dominique)	87 01421	D.U.T.	2è A.	GEII	1991	REN. Admis
16	KOMBO-NTSIKA Bienvenu	88 00927	D.U.T.	2è A.	GEII	1991	REN. Admis
17	LOUAMBA MATONDO Syd.	89 00890	D.U.T.	2è A.	GEII	1991	REN. Admis
18	LOUKANOU (Jean-Jacques)		D.U.T.	2è A.	GEII	1991	REN. Admis

19	MADOUKA(Célestin)	87 00726	D.U.T.	2è A.	GEII	1991	REN. Red.
20	MAKOUNDIA Alain	87 01411	D.U.T.	2è A.	GEII	1991	REN. Admis
21	MAKOSSO(Marien)	88 00321	D.U.T.	2èA.	GEII	1991	REN. Admis
22	MAGONZA Luc Rémy	87 00707	D.U.T.	2èA.	GEII i	1991	REN. Admis
23	MALANDA(Guy)		D.U.T.	2èA.	GEII	1991	REN. Red.
24	MANKOU KIORI Achille	89 00876	D.U.T.	2èA.	GEII	1991	REN. Admis
25	MATOLA(Pierre)		D.U.T.	2èA.	GEII	1991	REN. Admis
26	MOUNZEO(Ange)		D.U.T.	1èreA	GEII	1991	REN. Admis
27	NGAVOUKA Ludovic	89 00873	D.U.T.	2èA.	GEII	1991	REN. Admis
28	NGOUMA(Gadile)	87 01418	D.U.T.	2èA.	GEII	1991	REN.. Red.
29	N'ITHBA Richardson	89 00874	D.U.T.	2èA.	GEII	1991	REN, Admis
30	N'TSADI(Yvon)	89 00878	D.U.T.	2èA.	GEII	1991	REN, Red.
31	OPIOT Expédit	87 00727	D.U.T.	2èA.	GEII	1991	REN. Red.
32	OSSETE Guy		D.U.T.	1èreA	GEII	1991	REN. Red.
33	TCHIBINDA(Jean)		D.U.T.	2èA.	GEII	1991	REN. Admis
34	TCHIKAYA TCHISSAMBOU Innocent	80 00715	D.U.T.	2èA.	GEII	1991	REN. Red.
35	ZINGOULA(Richard)	87 00686	D.U.T.	2èA.	GEII	1991	REN. Red.

I.U.T. DE TROYES

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

36	TSENDOU(Freddy F)	88 1887	D.U.T.	2èA.	GEII	1991	REN. Admis

I.U.T. DE VALENCIENNES

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

37	AGNAM BALOU(Sosthène)	89 01905	D.UT.	2èA.	GEA	1991	REN. Admis
38	ANDOU (Maixent)	89 00304	D.U.T.	1ère A	GEA	1991	REN. RED.

39	BITOUKOU (Désiré)	88 1893	D.U.T.	2èA.	M. I	1991	REN.	Admis
40	EPOUERY Laura	89 01152	D.U.T.	2èA.	GEA	1991	REN.	Admis
41	GOYA (Yvon)	89 00274	D.U.T.	2èA.	GEA	1991	REN.	Admis
42	KIMBATSA (André)		D.U.T.	2èA.	GEA	1991	REN.	Admis
43	LIYINDOU Alphonse		D.U.T.	1èreA.	GEA	1991	REN.	Red.
44	LOUMINGOU (Mansuy)	89 00986	D.U.T.	2è A.	GEA	1991	REN.	Admis
45	MABANDZA MINA R.	89 00991	D.U.T.	2è A.	F.C.	1991	REN.	Admis
46	MATANGA (Sylvain)	88 01707	D.U.T.	2èA.	G.P.	1991	REN.	Admis
47	MATONDO Elvis	89 01018	D.U.T.	2èA.	F. C.	1991	REN.	Admis
48	MBENZE MOUANOU È.	88 00372	D.U.T.	2èA.	G.P.	1991	REN.	Admis
49	M'BYS MVOUMBI Ahmed		D.U.T.	2èA.	GAPMO	1991	REN.	Admis
50	MYLONDO TSO (Béatrice)			2èA.	G.P.	1991	REN.	Admis
51	ONDZE Léocadie	88 00359	D.UT.	2èA.	G.P.	1991	REN.	Admis
52	SABOGA (Albert)	89 01277	D.UT.	2èA.	G.P.	1991	REN.	Admis

Article 2.- Les étudiants devant définitivement rentrer au pays au terme de leurs études percevront une indemnité de rapatriement de trente mille (30.000) francs CFA.

Article 3.- Les étudiants qui ne bénéficieront pas d'un voyage de vacances devront prétendre à un supplément de bourse de vacances de vingt mille (20.000) francs CFA.

Article 4.- Tous les étudiants légalement mariés et ayant des enfants à charge percevront une aide familiale au taux mensuel de mille deux cents (1.200) francs CFA.

Article 5.- Tous les étudiants devront présenter leurs résultats d'examens à la fin de l'année à l'OGES, pour le renouvellement de la bourse.

Article 6.- Le montant global de ces allocations sera mandaté au nom du payeur près l'Ambassade du Congo à Paris, 57 bis, rue Scheffer 75 116 Paris.

Article 7.- La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais, chapitre Afrique Europe Occidentale : 362 - 51 - 37 - 06 - 01, Gestion 1990-1991.

Article 8.- ~~Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où~~ besoin sera./-

Fait à Brazzaville, le I3 Octobre I990

Rodol[illegible]ADADA.-

AMPLIATIONS :

PR.	2
PM.	2
AFF/ETR.ET COOP.	2
DGB.	2
T.G.	2
PAIERIE PARIS.	2
I.G.E.	2
MESSRS/CAB.	2
D.O.B.	20
O.G.E.S.	2
AMBACO/PARIS.	
ARCHIVES.	2

MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS
SECONDAIRE ET SUPERIEUR
CHARGE DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE

C A B I N E T

DIRECTION DE L'ORIENTATION ET DES
B O U R S E S

OFFICE DE GESTION DES ETUDIANTS ET
STAGIAIRES CONGOLAIS (O G E S)

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO
Travail - Démocratie - Paix

ARRETE N° 2844/MESSRS-CAB-DOB
OGES portant Renouvellement, Régularisation, Rétablissement, Suspension et Suppression des Bourses d'études de premier cycle de l'enseignement supérieur

Année Universitaire 1990 - 1991

Divers

LE MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ET SUPERIEUR, CHARGE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

V I S A S :

D.G.B. — Vu la Constitution du 8 Juillet 1979;
Vu la Loi 24/66 du 23/11/66 portant loi organique relative au régime financier ;
Vu la Loi des Finances 025/89 du 30/12/89 portant approbation du budget de l'Etat pour l'année 1990 ;
Vu le Décret 89/631 du 7/8/89 portant nomination du Premier MInistre ;
Vu le Décret 90/513 du 1/9/90 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
D.C.F. — Vu le Decret 85/1414 du 06/12/85 portant attributions et organisation du Ministère de l'Enseignement Secondaire et Supérieur ;

Vu le Décret 80/722 du 30/05/80 fixant les différentes catégories de bourses et les conditions d'attribution, de renouvellement, de suspension et de suppression de ces bourses et déterminant les différentes aides à caractère social accordées aux boursiers;
Vu le Décret 75/306 Du 24/06/75 fixant les taux des différentes catégories de bourses ;
T.G. — Vu le Décret 82/056 du 18/01/82 accordant une augmentation de bourse aux étudiants congolais en Europe Occidentale ;
Vu les résultats scolaires ;

Par ARRETE : n° 2844 du 13 Octobre 1990

Article 1er.- Sont renouvelées, régularisées, rétablies, suspendues et supprimées les bourses de catégorie "D" aux étudiants boursiers congolais en Europe Occidentale et en Amérique dont les noms et prénoms suivent pour compter du 1er Octobre 1990 au 30 Septembre 1991.-

UNIVERSITE D'ANGERS

RENOUVELLEMENT A COMPTER D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

N°	NOMS ET PRENOMS	MATRICULE	CAT.	DIPLOME	NIVEAU	FILIERE	F.F.	OBSERV.
1	NKAKOU (Lina-Henriette-Léat.)	89 00379	D	DEUG 1	2ème A.	MASS	91	Redouble
2	KOUELA BOUENIKALAMIO (Serge) A.	89 02429	D	DEUG 1	2ème A.	Sces Ec	91	Redouble

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 199[illegible]

3	YAKA Alain (Georges)	88 00850	D	DEUG 1	2ème A.	A.E.S.	90	Red.3è ses

UNIVERSITE DE BESANCON

RENOUVELLEMENT A COMPTER D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

4	EKONDY-ILOYI	89 02400	D	DEUG 1	1ère A.	Droit	91	Redouble
5	BANZOUZI (Jean-Théophile)	85 10696	D	DEUG 2	2ème A.	Bioch.	91	Redouble

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

6	MBANGA (Jean-Claude)	85 11227	D	DEUG 2	2ème A.	Chimie	90	Red.3è ses

UNIVERSITE DE BORDEAUX

RENOUVELLEMENT A COMPTER D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

7	BOBOTE - NTONDO (Eugène)	87 00248	D	DEUG 2	2ème A.	Psycho	91	Redouble

SUSPENSION A COMPTER DE AVRIL 1992

	BASSOKA (Pulcherie-Flore)	87 01505	D	DEUG 2	2ème A.	Hist.	90	R. N. D.
9	GNALABEKA (Patricia)	84 11323	D	DEUG 2	2ème A.	Bioch.		R. N. D.

UNIVERSITE DE BREST

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

10	MANIACKY (Jacky)	88 00031	D	DEUG 1	2ème A.	Sces E.		Redouble 3è session

UNIVERSITE DE CAEN

RENOUVELLEMENT A COMPTER D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

11	BIBALOU (B. Richard)	88 01236	D	DEUG 2	2ème A.	A.E.S.	91	Redouble
11bis	EWANY (Eulogе-Patrick)	89 00278	D	DEUG 1	2ème A.	A.E.S.	91	Redouble
12	NGAKALA (Olga-Euphrasie)	89 02451	D	DEUG 1	2ème A.	Sces Ec	91	Redouble

(_/ N I V E R S I T E DE CAEN (SUITE)

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

13	MBILIMA (Guy-Brice)	88 01243	D	DEUG 2	2ème A.	A.E.S.	90 Red.3è ses

(_/ N I V E R S I T E DE DIJON

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN [illegible]

14	NZONZI (Louis-Blaise)	86 00492	D	DEUG 2	2ème A.	Sces Eco.	90 Red.3è ses.

(_/ N I V E R S I T E DE GRENOBLE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A SEPTEMBRE 1991

15	KIMBEMBE (Eric)	87 00348	D	DEUG 2	2ème A.	Eco.Gest.	91 Redouble
16	MOUDILOU (Pamphile)	83 10707	D	DEUG 2	2ème A.	Géographie	91 Redouble
17	MOUKOUBA (Alain-Constant)	87 00310	D	DEUG 2	2ème A.	Eco. Gest	91 Redouble
18	MPOUKI MOUSSOKI (Dieudonné)	88 00574	D	DEUG 2	2ème A.	Sces Eco.	91 Redouble

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

19	BOUHOUAYI (Jean-Claude)	88 02076	D	DEUG 1	2ème A.	Maths	90 Red.3è ses.
20	NKIELE ATIPO (Solange)	84 10708	D	DEUG 1	2ème A.	Droit	90 Red.3è ses.
21	BOUHOUAYI (Berthe-AUrelie)	88 02075	D	DEUG 1	2ème A.	Droit	90 Red.3è ses.

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

22	BOBONGO (Yolande)	89 02438	D	DEUG 1		Eco. Gest	90 R.N.D.
23	BOUHAYI (Firmine)	89 02432	D	DEUG 1		Ang,Fran;	90 R.N.D.

(_/ N I V E R S I T E DE LILLE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

24	NGOLLO (Romance	87 00320	D	DEUG 2	2ème A.	Sces Eco.	91 Redouble
25	OKOI NGADOUA (Eric H.)	89 02405	D	DEUG 1	2ème A.	Maths	91 Redouble

(/ N I V E R S I T E DE LILLE (SUITE)

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

26	BIZAMBA (Théodora L.)	87 00024	F	DEUG 2	2ème A.	Let.Art	90	Red.3è ses
27	KIMPO (Emmanuel)	88 02068	G	DEUG 1	2ème A.	Droit	90	Red.3è ses
28	TCHITCHIAMA (Jean-Christophe)	88 02091	M	DEUG 1	2ème A.	Maths Al	90	

(/ N I V E R S I T E DE LILLE

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

29	BOSCO - NGOMA (Jean-Michel)	88 10758	M	DEUG1	2ème A.	Scos Ec	90	Red.3è ses
30	DAMBA (Pascal)	86 00550	M	DEUG2	2ème A.	Sces.Ec	90	Red.3è ses

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

31	NKELANI (Bernard)	87 00420	D	DEUG1	2ème A.	Anglais	90	R.N.D.

(/ N I V E R S I T E DE LYON SAINT-ETIENNE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

32	MOLOUBA (Eric-ABEBA)	89 00[illegible]	[illegible]	DEUG [illegible]	2ème A.	A.E.S.	91	Admis

(/ N I V E R S I T E DU MAINE - LE MANS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

33	MBONO (Marinette)	89 02526	D	DEUG 1	2ème A.	Sc.Ec	91	Redouble

(/ N I V E R S I T E DE MARSEILLE

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

34	MBAYA (Yvon-Martial)	86 00558	D	DEUG 1	2ème A.	S. N. V	90	Red.3è ses

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

35	IBARA (Gabin-Romuald)	88 01758	D	DEUG 1	2ème A.	Gestion	90	R.N.D.

(/ N I V E R S I T E DE MONTPELLIER

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

36	BABACKAS (Valery-Christian)	88 02074	D	DEUG 2	1ère A.	Maths Physique	90	R.N.D.

(/ N I V E R S I T E DE MULHOUSE

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

37	MATINGOU (Eugène-Haussenard)	85 08872	D	DEUG 2	2ème A.	Maths P	90	Red.3è ses.

(/ N I V E R S I T E DE NANCY

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

3	LOMBO (Pascal-Pierre)	85 08872	D	DEUG 2	2ème A.	A.E.G.	91	Redouble 2è session
39	NIANGOUILA (Christian-Parfait)		D	DEUG 1	2ème A.	Sces Ec	91	-"-

U N I V E R S I T E DE NICE

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

NIANGOUNA (Gervais-Michel)	87 03463	D	DEUG 1	1ère A.	Biologie	90	Red.3è ses.

U N I V E R S I T E D'ORLEANS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

BEMBA - LOUGHAT (Gustinand)	89 02392	D	DEUG 1	2ème A.	Droit	91	Red.2è ses.

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

FOUEMINA (Christelle-Malika)		D	DEUG	2ème A.	A.E.S.	90	Rét.refusé at.2è succès.

U N I V E R S I T E DE PARIS I

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

ATONDI IBEA (Julie)	89 02417	D	DEUG 1	2ème A.	Droit	91	Redouble
BATOUMENI (Lucide-André)	89 02443	D	DEUG 1	2ème A.	Sces.Eco	91	Redouble

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

MANDELLO (Edwige)	88 02115	D	DEUG 1	2ème A.	Histoire	90	Red.3è ses.
NSONDE - BOUNGOU DIA MPOUTOU	87 01507	D	DEUG 1	2ème A.	Philo.	90	Red.3è ses.

(/ N I V E R S I T E DE PARIS III

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

47	ANDONGUI (Ange-Magloire)	86 02027	G	DEUG 2	2ème A.	Cult.Com	90	Red.3è ses

(/ N I V E R S I T E DE PARIS IV

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

48	PANA (Patricia)	87 01535	D	DEUG 1	2ème A.	L.E.A.	90	Red.3è ses

(/ N I V E R S I T E DE PARIS V

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

49	PANA (Corine - Machelly)	89 02413	D	DEUG 1	2ème A.	Droit	91	Redouble

(/ N I V E R S I T E DE PARIS VII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

50	ABIBI (Fabrice Lékoum)	89 02402		DEUG 1	2ème A.	S.S.M.	91	Redouble
51	BAKENGA (Jaime-Rock-B.)	87 01559		DEUG 2	2ème A.	MASS	91	Redouble
52	BOUKAKA BANZOUZI (Gisèle O.)	87 02056	D	DEUG 2	2ème A.	A.E.S.	91	Redouble
53	MBOSSA KARGU (Christian)	83 02027		DEUG 2	2ème A.	S.S.M.	91	Redouble

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

54	KEKOLO YOULOU (Fréderic F.)	86 02005		DEUG 2	2ème A.	Sces Vie	90	Red.3è sup

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

	YOBA Régine Edwige	88 05267				Maths	90	R.N.D.

(_/ N I V E R S I T E DE PARIS V III

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

56	EKOUENDE (Adélaïde-Eliomore)	88 00342	D	DEUG 2	2ème A.	L. E. S.	91	Redouble
57	ILAMA (Don Léanne)	86 02[illegible]	D	DEUG 2	2ème A.	[illegible]	91	Redouble
58	KOKOLO (Wilfrid - Guy)	88 01[illegible]5	D	DEUG 1	2ème A.	A.E.S.	91	Redouble
59	NGALOUO (Bocquet)	88 00[illegible]	D	DEUG 2	2ème A.	Cult.Com.	91	Redouble
60	TAMA (Guy - Roger)	89 024[illegible]	D	DEUG 1	2ème A.	L.E.A.	91	Redouble

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

61	MONDJO (Arsène-Nicolas)	88 02[illegible]6	D	DEUG 2	2ème A.	A.E.S.	90	Ren.Déc.90

(_/ N I V E R S I T E DE PARIS IX

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A SEPTEMBRE 1991

62	GOMA (Marie--Michelle-Jeanne)	88 02112	D	DEUG 1	1ère A.	Sces Ec	91	1ère ins-cription

(_/ N I V E R S I T E DE PARIS X

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

63	MORABO (Patricia)	89 02444	D	DEUG 1	2ème A.	Italien	91	Redouble
64	MVOUAMA (Hortense-Noëlle)	89 02421	D	DEUG 1	2ème A.	L. E.A.	91	Redouble

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

65	EBONDZIBATO (Léa-Irmine)	86 02093	D	DEUG 2	2ème A.	Droit	90	Red.3è ses.
66	MPASSI NZOUNGOU (Olga)	87 01553	D	DEUG 2	2ème A.	Gestion	90	Red.3è ses.

(/ N I V E R S I T E DE PARIS XII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

67	IBARA (Roch)	88 02[illegible]	D	DEUG 2	2ème A.	S.N.V.	91	Redouble
68	MBONGO (Serge Hesnin)	89 02437	D	DEUG 1	2ème A.	Droit	91	Redouble

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

69	MIEHAKANDA (Yvon-Didier)	88 00415	D	DEUG 1	2ème A.	Sces	90	R.N.D.

(/ N I V E R S I T E DE PARIS XII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

70	DZIA LEPFOUNDZOU (Imelda)	89 02446	D	DEUG 1	2ème A.	A.E.S.	91	Redouble
71	LENGANIA KOUBET (Luther)	89 02496	D	DEUG 1	2ème A.	Sces Ec	91	Redouble
72	LOUMINGOU (Laura-Andress)	88 02083	D	DEUG 2	2ème A.	A.E.S.	91	Redouble
73	DZIA (Amélia-flore-Régine)	87 01531	D	DEUG 2	2ème A.	S.N.V.	91	Redouble
74	MAKOSSO MPEMBA (Flavie P.)	88 02117	D	DEUG 1	2ème A.	Droit	91	Redouble
75	MOITSINGA (Aline-Patricia)	89 02434	D	DEUG 1	2ème A.	Droit	91	Redouble
76	ODIKA (Gérard)	89 02412	D	DEUG 1	2ème A.	Sces Ec	91	Redouble

RENOUVELLEMENT DISCIPLINAIRE DE SEPTEMBRE 1990

77	MALONGA (Aurelie)	[illegible]	D	DEUG 2	[illegible]	Droit	90	Red 3è ses.

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

78	AKANATI - MANGA (Colette)	87 01533	D	DEUG 2	2ème A.	Sces Ec	90	R.N.D.
79	LOUBAYI (Chantal)	86 02096	D	DEUG 2	2ème A.	Gestion	90	R.N.D.

UNIVERSITE DE PARIS XII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

BAKALA (Césaire-Cyr-Désiré)			DEUG 1	2ème A.	Sces Ec	91	Redouble
LOUKAKOU (Francis-Emma)			DEUG 1	2ème A.	A.E.S.	91	Redouble
MANDILA MINKOU (Gaston)	89 02411		DEUG 1	2ème A.	A.E.S.	91	Redouble
OKO (Armand Rock T.)	89 00421		DEUG 1	1ère A.	Sces Ec	91	1ère Inscription

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

BOUNGOU BOKO (Désiré)	88 02		DEUG 1	2ème A.	Sces Ec	90	Red.3è ses.
BOUSCHANGT (Eve T.)	86 02195		DEUG 1	2ème A.	A.E.S.	90	Red.3è ses.

UNIVERSITE DE PARIS SUD

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

MANDOUMA (Christian Reaussel)	86 00714		DEUG 2	2ème A.	S.S.M.	90	Red.3è ses.
NIAMBY (Hildegarde)	87 01593		DEUG 2	2ème A.	Droit	90	Red.3è ses.

UNIVERSITE DE PAU

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

MADZOUS (Gertrude-Clarisse)	87 003		DEUG 2	2ème A.	Sces Ec	91	Redouble

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

GALLOUA (Marie-Jésus P.)	87 00752		DEUG 1	2ème A.		90	Red.3è ses.

(/ N I V E R S I T E DE PERPIGNAN

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

KABA Edmond				1ère	Sces Ec!	90	Rétabli's refusé (1ère An

(/ N I V E R S I T E DE PICARDIE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE [illegible] SEPTEMBRE 1991

NGANA MAZEBEMBA (Fridoline)	[illegible]			2ème A.	L.E.A.	91	Redouble
OBILI (Espérance)	87 [illegible]		DEUG 2	2ème A.	L.E.A.	91	Redouble
BATHEAS DABELLA (Gilles Destin)	87 [illegible]		DEUG 2	2ème A.	Droit	91	Redouble

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

LEKIBY ELILA (Constant A)	87 [illegible]		DEUG 2	2ème A.	Art	90	Red.3è se
MAYISSA (Daniel)	87 [illegible]		DEUG 2	2ème A.	Eco Ges	90	Red.3è se
MOUANDZA (Sylvain)	84 1122S		DEUG 2	2ème [illegible]	Droit	90	Red.3è ses
MOUKETO (Guy-Francis)	[illegible]		DEUG 1	[illegible]	S.N.V.	90	Red.3è ses

(/ N I V E R S I T E DE POITIERS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

MAYELA (Pascal-Kenneth)	88 0330		DEUG 2	2ème A.	A.E.S.	91	Redouble

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

SECK MANGOUANI (Francis)	38 [illegible]		DEUG 1	2ème A.	Sces Ec	90	Red.3è ses

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

ELION (Paul)	[illegible]		DEUG 2	1ère A.	Sces Ec		Retab. refusé

U N I V E R S I T E DE REIMS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

101	CASTANOU (Yvan)	[illegible]	D	DEUG 1	2ème A.	Sces Ex	91	Redouble
102	MORLENDE - OCKOUNOZI A.	[illegible]	D	DEUG 2	2ème A.	Sces Ec	91	Redouble
103	CASTANOU (Yves)	[illegible]	D	DEUG 1	2ème A.	Sces Ex	91	Redouble

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

104	MAKAYA BATCHI (Annie)	[illegible]	D	[illegible]	2ème A.	Droit	90	Red.3è ses.

U N I V E R S I T E DE RENNES

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

105	MAYETELA (Jean-Paul)	85 11[illegible]4		DEUG 2	2ème A.	Géogra.	90	Red.3è ses.
106	SAMBA (Léa-Virginie)	85 05[illegible]2	D	DEUG 2	2ème A.	Droit	90	

U N I V E R S I T E DE ROUEN

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 90 A SEPTEMBRE 1991

107	BOUNGOU-MOCKASSA (Guy-Olivier)	[illegible]	D	DEUG 2	2ème A.	Sces.Tec	91	Redouble
108	OUAMBA-DIABOUA (Chrismasara)	[illegible]	D	DEUG 1	2ème A.	Sces.Ec	91	Redouble

U N I V E R S I T E DE TOULOUSE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

109	KIOULOU (Alphonse-Guillaume)	86 [illegible]784	D	DEUG 2	2ème A.	Géogra.	91	Redouble
110	BEMBA (Rudy-Calva)	89 02408	D	DEUG 1	2ème A.	Droit	91	Redouble

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

111	EKOUYA (Louis-Marie)	87 01523	D	DEUG 2	2ème A.	A.E.S.	90	Red.3è ses

UNIVERSITE DE TOURS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

112	FILA (Pascale-Colombe)	07 01600	D	DEUG 2	2ème A.	Droit	91	Redoubl
113	NKOUNKOU -NZOUMBA (Renée H.)	82 02445	D	DEUG 1	2ème A.	A.E.S.	91	Redoubl
114	M'BENZE MOUANOU (Clémence)	[illegible]	D	DEUG 1	2ème A.	Droit	91	Redoubl

Article 2.- Les étudiants devant définitivement rentrer au pays au terme leurs étudiants percevront une indemnité de rapatriement de trente mille 30.000) francs CF..

Article 3.- Les étudiants qui ne bénéficieront pas d'un voyage de vacances devront prétendre à un supplément de bourse de vacances de vingt mille 20.000) francs CF..

Article 4.- Tous les étudiants légalement mariés et ayant des enfants à charge percevront une aide familiale au taux mensuel de mille deux cents (1.200) francs CFA.

Article 5.- Tous les étudiants devront présenter leurs résultats d'examens à la fin de l'année à l'OGES, pour le renouvellement de la bourse.

Article 6.- Le montant global de ces allocations sera mandaté au nom du payeur près l'Ambassade du Congo à Paris, 57 bis rue scheffer 75 116 Paris.

Article 7.- La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais, chapitre Afrique Europe Occidentale : 362 - 51 - 37 - 06 - 01, Gestion 1990 - 1991.

Article 8.- Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où bespin sera./-

Fait à Brazzaville, le 13 Octobre 1990

AMPLIATIONS :

P.R. 2
P.M. 2
AFF.ETR ET COOP..2
D.G.B. 2
PAIERIE PARIS....2
I.G.E. 2
MESSRS.CAB. 2
D.G.E.S. 20
O.G.E.S. 20
AMBACO/PARIS.....2
ARCHIVES. 2

Rodolphe [illegible]

MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS
SECONDAIRE ET SUPERIEUR
CHARGE DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE

C A B I N E T

DIRECTION DE L'ORIENTATION ET DES
B O U R S E S

OFFICE DE GESTION DES ETUDIANTS ET
STAGIAIRES CONGOLAIS (O G E S)

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO
Travail - Démocratie - Paix

Divers

ARRETE N° 2845/MESSRS-CAB-DOB-OGES portant Renouvellement, Régularisation, Rétablissement, Suspension et Suppression des Bourses d'études du deuxième cycle France

Année Universitaire 1990 - 1991

LE MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ET SUPERIEUR, CHARGE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

V I S A S :

(/u la Constitution du 8 Juillet 1979;
D.G.B. (/u la Loi 24/66 du 23/11/66 portant loi organique relative au régime financier ;
(/u la Loi des Finances 025/89 du 30/12/89 portant approbation du budget de l'Etat pour l'année 1990 ;
(/u le Décret 89/631 du 7/8/89 portant nomination du Premier MInistre ;
(/u le Décret 90/513 du 1/9/90 portant nomination des Membres
D.C.F. du Gouvernement ;
(/u le Décret 85/1414 du 06/12/85 portant attributions et organisation du Ministère de l'Enseignement Secondaire et Supérieur ;

(/u le Décret 86/722 du 30/05/86 fixant les différentes catégories de bourses et les conditions d'attribution, de renouvellement, de suspension et de suppression de ces bourses et déterminant les différentes aides à caractère social accordée aux boursiers ;
(/u le Décret 75/306 du 24/06/75 fixant les taux des différentes catégories de bourses ;
T.G. (/u le Décret 82/056 du 16/01/82 accordant une augmentation de bourse aux étudiants congolais en Europe Occidentale ;
(/u les résultats scolaires ;

Par ARRETE: N°2845 du 30 Octobre 1990

Article 1er.- Sont renouvelées, régularisées, rétablies, suspendues et supprimées les bourses de catégorie "D" aux étudiants boursiers congolais en Europe Occidentale et en Amérique dont les noms et prénoms suivent pour compter du 1er Octobre 1990 au 30 Septembre 1991.-

U/ N I V E R S I T E D' A N G E R S

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

N°	NOMS ET PRENOMS	N° MLE	Cat.E	DIPLOME	NIVEAU	FILIERE	ETAB.	F.F.	OBSERV
1	MOUTOU Roland-Michel	8508836	D	Licence	1e A	A.ES.		91	Admis

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

2	DYB. NTSA-MAKEKA (Serge)	8509915	D	Licence	1e A	Sces-Eco		90	R.N.D.

U/ N I V E R S I T E D E B E S A N C O N

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

3	MAKITA (Damien)	8510691	D	Licence	2e A	Bioch.	F.CTE	91	Red.
4	MBONGO (Nicolas)	8409291	D	Maîtrise	1e A	Bioch.	F.CTE	91	Admis

U/ N I V E R S I T E D E B O R D E A U X

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 199

5	BAKANA (Viviane-Marie-Irène)	8408332	D	Licence	2e A	A.E.S.	Bd.I	91	Red.
6	LELO Edgard (Rodolphe)	8511230	D	Licence	2e A	A.E.S.	-"-	91	Red.
7	SAMBOT (Luc Serge)	8701331	D	Maîtrise	1e A	MIAGE	-"-	91	Admis

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

8	ADOUA (Jean-Claude)		D	Maîtrise	2e A	Pol.Eco	Bd.I	90	Reprenc à la 2e Session
9	EYOKA INJOMBOLO T (Hyacinthe)	8500186	D	Maîtrise	2e A	Sc-Eco	Bd.I	90	-"- -".

LIKOUKA (Ferdinand)	8511235	D	Maîtrise	2e A	A.E.S.	Bd. I	90	Reprend à la 2e Session
MABIALA (Jérôme)	8502762	-"-	-"-	-"-	Sce-Eco	-"-	90	-"- -"-
MAKOUNDOU (Esaï)	8600713	-"-	-"-	-"-	Pol.Eco	-"-	90	-"- -"-
OKOUNDJI (Gabriel)	8310701	-"-	-"-	-"-	Psychol.	Bd. II	"	-"- -"-
BOUKAKA (Cécile)	8508255	-"-	Licence	-"-	A.E.S.	Bd. I	"	Red. 3e Session
EWANY (Abel-Gaëtan)	8401228	-"-	Maîtrise	-"-	Sc. Eco	Bd. I	"	-"- -"-
KAYA (Léopold)	8502530	-"-	-"-	-"-	Economie	Bd. I	"	-"- -"-
MANKOU (Yves-Mesmin)	8307830	-"-	Licence	-"-	A.E.S.	Bd. I	"	-"- -"-
NKOUNGA MANKESSI (Daniel)	8111256	-"-	Maîtrise	-"-	Sc. Eco	Bd. I	"	-"- -"-
TETANY (Omer) MOUSSOUNDA	8405254	-"-	-"-	-"-	Physique	Bd. I	"	-"- -"-
MPASSI (François)	8400115	-"-	-"-	-"-	Sc. Eco	Bd. I	"	-"- -"-
EBOULONDZI (Clément)	8502708	-"-	Maîtrise	-"-	Gestion	Bd. I	"	Diplôme obtenu
MABELE (Didier)	8301526	-"-	-"-	-"-	Sc. Eco	Bd. I	"	-"- -"-
MAKONKI (Guy Blaise)	8400984	-"-	-"-	-"	Sc. Eco	Bd. I	"	-"- -"-
MASSANGA Grégoire	8401073	-"-	-"-	-"-	Sc. Eco	Bd. I	"	-"- -"-
MIAMPASSI-MBIKA-BOKI	8301183	-"-	-"-	-".	Sc. Eco	Bd. I	"	-"- -"-
MATINGOU-MIAFOUNA Roch	8502781	-"-	-"-	-"-	Gestion	Bd. I	"	-"- -"-
MOUNAMOU Guy Christian	8301533	-"-	-"-	-"-	Sc. Eco	Bd. I	"	-"- -"-
NZOUSSI (Valentin)	8409911	-"-	-"-	-"-	Sc. Eco	Bd. I	"	-"- -"-
TCHIKAYA (Alfred Jean-Charles)	8402437	-"-	-"-	-"-	Droit	Bd. I	"	-"- -"-
VIAUDO-BOUITI (Achille-Paul)	8500919	-"-	-"-	-"-	Sc. Eco	Bd. I	"	-"- -"-

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

OLIVEIRA JOAO Ferreira	8402437	D	Maîtrise	2e A	Gestion		90	R.N.D.

UNIVERSITE DE BRETAGNE OCCIDENTALE

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

LARESERVEE Serge Léon	8600719	D	Maîtrise	2e				Red

33	MOUDOUDOU Placide	8501827	D	Maîtrise	2e A	Droit		90	Diplôme obtenu

U / N I V E R S I T E D E / / . E M

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

34	ITSI Christian Roger	8800365	D	Licence	1e A	A.E.S.		91	Admis
35	NGA Ludovic	8800332	D	Licence	1e A	A.E.S.		91	Admis

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

36	Rodrigue	8501789	D	Maîtrise	2e A	Droit		90	Red.
37	Morel Thomas	8501953	D	Maîtrise	2e A	Droit P		90	Red.
38	Espoir	8308888	D	Licence	2e A	A.E.S.		90	Red.3e Sessio.
39	Médard	8301036	D	Maîtrise	2e A	Econo.		90	Red.3e Sessio

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

40	DOU-KITOUDI Eulodie G	8410030	D	Maîtrise	2e A	Lettres		90	R.N.D.

U / N I V E R S I T E D E D I J O N

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

41	KIHALANGANI Dominique	8505201	D	Licence	2e A	Droit		91	Red

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

42	BANANGA Jean Médard	8307755	D	Maîtrise	2e A	A.E.S.		90	Red.
43	LARESERVEE VERSANGES	8600708	D	Maîtrise	2e A	Chimie		90	-"-
44	MATONDZI NGOUMA Serge	8500273	D	Maîtrise	2e A	Econom.		90	-"-
45	NTARI Césaire Mellon	8510287	D	Maîtrise	2e A	Biologie		90	-"-
46	NTSIABAKA Guy Pascal	8304293	D	Maîtrise	2e A	Anglais		90	-"-

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

47	MAYOMBE Victorien		D	Maîtrise		Maths		90	R.N.

../...

U / N I V E R S I T E D E G R E N O B L E

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

ISSONGA Armand Cyriaque C.	8700343	D	Licence	1e A	Gestion		91	Admis

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

NZABA Jean Christophe	8301269	D	Maîtrise	2e A	Econom.		90	Red.
ONDELE Marcel	8409131	D	-"-	2e A	Sce.Eco		90	-"-
SAMBA FOUALA Charles	8602124	D	-"-	2e A	Chimie		90	-"-
MOUMBOKO Pierre	8410326	D	-"-	2e A	Chimie		90	Se à veau ort 3e ycle

U / N I V E R S I T E D E // I L L E

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

LOUBERT Alain Gérard	8311226	D	Licence	2e A	Biochimie		91	Red.
OKOI Lydia Eléonore	8701540	D	Licence	2e A	Sces-Eco	L. I	91	-"-
FOUEMINA-KILOLO Gertrude	8411240	D	Maîtrise	1e A	A.E.S.	L.II	91	-"-

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

MBANY Joël Gervais	8509239	D	Licence	2e A	A.E.S.	L.III	90	Red.
NZENGUI Félicien	8208331	D	Maîtrise	2e A	Psycho.	L.III	90	Red.
MOSSINGUE Jean De Dieu	8308063	D	Maîtrise	2e A	Sces-Eco	L. I	90	Red.
OMOLI QUIONIE Rébecca	8602129	D		2e A	Droit	L.II	90	Red.

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

THYSTERE-TCHIMAMBOU Liliane	8600983	D	Maîtrise	2e A	Sciences		90	R.N.D.

.../...

UNIVERSITE DE LIMOGES

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

61	DINGA-OTE (Alain-Privat)	8701538	D	Maîtrise	1e A	Physique	Limoges	91	Admis

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

62	LOUVA (David)	8410319	D	Maîtrise	2e A	Physique	Limoges	90	Red.
63	M'SSENGO (Joël)	8310317	D	Maîtrise	2e A	-"-	-"-	90	-"-
64	NEANT	NEANT				NEANT			NEANT

UNIVERSITE DE LYON SAINT-ETIENNE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

65	M'POUVA-BAFOUNTA Eliane T.	8602125	D	Licence	2e A	Histoire	Ly. II	91	Red.

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

66	BAKANA (Jean-Jacques-Justin)		D	Maîtrise	2e A	Droit	Ly. III	90	Red.
67	BITAMBIKI (Julie)	8501931	D	Maîtrise	2e A	Droit	-"-	90	-"-
68	KIZIMOU-KOKOLO (Michel)	8510709	D	Licence	2e A	Sc.Eco	Ly. II	90	-"-
69	KODILA-MOSSI (Joseph)	8601396	D	Maîtrise	2e A	Sc.Eco	Ly. II	90	-"-
70	ONGAGNA (Philippe)	8502426	D	Maîtrise	2e A	Droit P	Ly. III	90	-"-
71	ZANZALA (David-Julien)	8500959	D	Maîtrise	2e A	Economie	Ly. II	90	-"-
72	NGANGA (Edgard-Stanislas)	8508067	-"-	Licence	2e A	A.E.S.	St.Et.	90	Red. 3e S
73	MIKOUNGUI (Jean-Emmanuel)	8510510	-"-	Maîtrise	2e A	Sc.Eco	-"-	90	R. "dipl. Obtenu

SUPPRESSION ET SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

74	BIHONDA (Patrick)	8802113	D	Maîtrise	2e A	Economie		90	R.N.D.
75	LIKIBI NGOMA (Sylvain)	8511241	D	Licence	2e A	Sc.Eco		90	Fraude suppression

UNIVERSITE DU MAINE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

76	MOLONGO (Amélie-Geneviève)	8602105	D	Licence	2e A	A.E.S.		91	Red.

U/NIVERSITE DE MARSEILLE

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

77	MASSENGO Gualbert Brice	8510710	D	Maîtrise	2e A	Economie		90	Red.
78	BOUNGOU Oreste Lezin			Licence	2e A	Newtoch.		90	Red. 3e Session
79	BIKOUE Arsène	8510717	-"-	Maîtrise		Bioch.		90	Maîtrise obtenue
80	M'DEMBO Judith Pétuma	8510772	-"-	-"-		I. E. A.		90	-"- -"-

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

81	MASSOUMOU Benjamin Gérard	8210731	D	Maîtrise	2e A	Gestion		90	R.N.D

U/NIVERSITE DE METZ

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

NEANT

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

82	MAFOUTA Joël	8405123	D	Maîtrise	2e A	Maths.		90	Red.

U/NIVERSITE DE MONTPELLIER

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

83	MALONGA Frédéric	8407827	D	Maîtrise	1e A	Physique		91	Admis

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

84	BOUYOUNGUISSA (Sylvie Eliane)	8503939	D	Maîtrise	2e A	L.V.E.	Mp. II	90	Red.
85	GAMBOUKA (Cyriaque)	8502720	D	-"-	-"-	Sc. Eco	Mp. I	90	-"-
86	MENGA (Charlotte)	8802120	-"-	-"-	-"-	Economie	Mp. I	90	-"-
87	NGOMA Jean Noël	8405197	-"-	-"-	-"-	Sc. Eco	Mp. I	90	-"-
88	PIACKA Guy Prosper		-"-	-"-	-"-	A.E.S.		90	-"-
89	OVOUNDARD Paulin Richard	8402847	-"-	-"-	-"-	Sc. Eco	Mp. I	90	-"-
90	MBOUMBA-MBOUMBA (Placide)	8402506	-"-	-"-	-"-	Droit		90	Red. 3e Session
91	DELLO (Jean Jacques)	8600704	-"-	-"-	-"	Economie		90	Maîtrise obtenue
92	NZAMBA (Jean Desiré)	8505239	-"-	-"-	-"-	Sc. Eco		90	-"- -"-

[illegible]									
[illegible]									

[illegible]

[illegible]

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

95	MVOKAS-ZAL NOUS [illegible]	[illegible]	8508213	D	Maîtrise	[illegible]	[illegible]	90	Maîtrise obtenue

U N I V E R S I T E D E Y A O U N D E

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 / SEPTEMBRE 1991

N E A N T

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

96	GUIMET Guy Luc Parfait	8600691	D	Maîtrise	2e	Maths		90	Red.
97	MFOUTOU Rivain	8410549	-"-	-"-	-"-	S.T.C.	-	"	-"-
98	OLLANDO Alain Sylvain	8505267	-"-	-"-	-"-	Physi.	9	"	-"-

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

99	KOUAKOUA Noël	8310011	D	Maîtrise		Bioch.		90	R.M.D.

U N I V E R S I T E D E Y A O U N D E

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 / SEPTEMBRE 1991

100	MFOUNDOU Anselme	8502105	D	Maîtrise	1e	Droit P.		91	1ère Inscription

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

101	BANZINI Rigobert Sabin	8501840	D	Maîtrise	2e	Droit Pb		90	Red.
102	IMMATH Guy-Paul Marie	8502029	-"-	-"-	-"-	Droit		"	-"-
103	MABANCKOU Alain	8501741	-"-	-"-	-"-	-"-		"	-"-

...to...

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	Licence	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	Licence	[illegible]	[illegible]	[illegible]

U N I V E R S I T E D E P A R I S [illegible]

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

[illegible]	[illegible]	D	Maîtrise	2e Gestion	[illegible]	Red 2e session

U N I V E R S I T E D E P A R I S [illegible]

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

[illegible]	[illegible]	D	Licence	2e Anglais	91	Red

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

[illegible]	8602117	D	Maîtrise	2e MIAGE	90	Red.

U N I V E R S I T E D E P A R I S IV

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

[illegible]	8602086	C	Maîtrise	1e AIL mod	91	Admis
[illegible]	8510672	-"-	Licence	2e Anglais	91	Red.
[illegible]	8511255	-"-	Maîtrise	1e Anglais	91	Admis

U N I V E R S I T E D E P A R I S [illegible]

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

[illegible]	8511254	D	Licence	2e Droit	91	Red.

104	M.K.A. Joseph	8501852	D	Maîtrise	2e A	L. Droit		90	Red.
105	NDOKOLO-MILANDOU J.Claude	8501951	-"-	-"-	-"-	-"-		"	-"-
106	S'MBA Mohamed	8502625	-"-	-"-	-"-	-"-		"	-"-

U N I V E R S I T E D ' O R L E A N S

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

N E A N T

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

107	MAKOSSO Etienne	8600712	D	Maîtrise	2e A	Economie		90	Red.
108	MOUYEKET-NKOUKA Guy R.	8409497	-"-	-"-	-"-	Droit Pb.		"	-"-
109	SAFOU TCHIBINDA René	8600444	-"-	-"-	-"-	Droit		"	-"-
110	BAKOUA Christ Pamphile	8602214	-"-	-"-	3e A	Chimie		"	Red. 3e Sessio
111	MAKOMO Hubert	8309227	-"-	-"-	3e A	Biochimie		"	-"- -".

U N I V E R S I T E D E P A R I S I

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

112	NSONDE Wilfrid	8602110	D	Licence	2e A	A.E.S.		91	Red.
113	MONCFILA MICKELEY	8510680	-"-	Maîtrise	1e A	Sces-Eco		91	Réta-blisse-ment

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

114	ADOUKI Marie-Christine	8408581	D	Licence	2e A	Droit		90	Red. 3e Session
	N E A N T	NEANT	-	NEANT	-	NEANT			
115	KOTTO Dominique	8600920	-"-	Maîtrise		Gestion		90	Maîtris obtenue
116	LOPES Laure	8311959		-"-		Sces-Eco		90	-"- -"
117	MAKOSSO-BANDZA Catherine	8508636		-"-		Droit		90	-"- -".
118	TOKOBE Maixent Desiré	8510693		-"-		A.E.S.		90	-"- -".
119	YOBA Doris	8602211		-"-		Gestion		90	-"- -".

..../...

U N I V E R S I T E DE P A R I S VI

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

130	KOUANDI-MADINGOU (Omer)	8510672	D	Maîtrise	1e A	Maths		91	Admis
131	M'BANZA (Léa-Edith)	8511251	-"-	-"-	-"-	Chimie		91	Admise
132	MIAMBAZILA (Jérémie)	8802084	-"-	Licence	2e A	E.E.A.		91	Red.

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

133	MIAMBAZILA (Christiane)	8408839	D	Licence	2e A	Sc.Nat.		90	Red.3e Session
34	MAKESSI (Paul)	8310327	D	Maîtrise	2e A	Chimie		90	Mise à niveau vient du 3e cycle
35	NKOUIKOU (Urbain Anselme)	8505229	D	Maîtrise	2e A	Chimie		90	Mise à niveau
36	OLOMIA (Guy Martial)		D	-"-	-"-	-"-			Red.2e Session

U N I V E R S I T E DE P A R I S VII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

37	MAKANY-LIKINDZOU (André-S.)	8600570	D	Licence	2e A	M A S S		91	Red.
38	NTOUMI (Fabrice)		D	-"-		Maths		91	Red.

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

39	FILANKEMBO (Arlette-Judith)	8409101	D	Maîtrise	2e A	Ch. Phy.		90	Red.

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

40	BIKOUMOU (Georges)	8208823	D	Maîtrise	2e A	Electr.		90	R.N.D.
41	BOKO (Anne-Marie-Epouse) KOUYOKILA	8601218	D	Licence	3e A	L.V.E.		90	-"-

U N I V E R S I T E DE P A R I S VIII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

42	BATANGA MOUSSOLO William	8410795	D	Licence	2e A	Gestion		91	Red.
43	BEMBA Brigitte	8602089	D	Licence	2e A	M.E.S.		91	-"-
44	SATHOUD Innocent Félicité	8300913	D	Licence	2e A	M.E.S.		91	-"-

RENOUVELLEMENT EN DECEMBRE 199[illegible]

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	Maîtrise	2e [illegible]	Sces-Po.	[illegible]	[illegible]
[illegible]	FOUR[illegible]-KIMP[illegible]	Ghislaine	84[illegible]	[illegible]	Licence	1e [illegible]	Sces-Eco	[illegible]	[illegible]
147	MAPIKOU Guy Roland	[illegible]	D	Maîtrise	2e [illegible]	Sces-Eco	[illegible]	90	Red.
148	MOKOKO Patrice	8311261	-"-	Maîtrise	2e [illegible]	Droit	[illegible]	[illegible]	Red.
149	NTSIETE-MBEMBA Etienne	8311435	-"-	-"-	2e [illegible]	Géograp.	[illegible]	90	-"-
150	OBAMI David Martin	8410779	-"-	-"-	2e [illegible]	Sc. Jurid.	[illegible]	90	-"-
151	DIKAMONA Marcelle Brigitte	8301568	-"-	-"-	-"-	Sces-Eco	[illegible]	90	Red. Sess.
152	LOUBIDIKA-BATOUMENE Julie	8311960	-"-	-"-	-"-	A.E.S.	[illegible]	90	-"-
153	OBAMBI Raymond Patrice	8311234	-"-	-"-	-"-	A.E.S.	[illegible]	90	-"-
154	NZONZI Yvette Stevie	8408124	-"-	-"-	-"-	Droit	[illegible]	90	-"-

SUSPENSION COMPTE DE SEPTEMBRE 1990

155	C[illegible]MARA Ruben	8310770	D	Licence	2e [illegible]	Histoire	[illegible]	90	R.N.

U N I V E R S I T E D E P A R I S IX

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

156	BOYAHOU Guy Etienne	8502694	D	Licence	[illegible]	Gestion	[illegible]	91	Ren. repr. la Lce.
157	MOUNZEO Lazare	8600686	-"-	-"-	[illegible]	-"-	[illegible]	91	-"-

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

158	OWORO Lydie	8602112	D	Maîtrise	2e [illegible]	Sces-Eco	[illegible]	90	Red. Sess.
159	TATY Victorine	8502876	-"-	-"-	2e [illegible]	Gestion	[illegible]	90	-"-
160	MANTSOUKA Albert	8510629	-"-	-"-	2e [illegible]	-"-	[illegible]	90	-"-
161	NGUELE KETE Solange	8410519	-"-	-"-	-"-	-"-	[illegible]	90	Dip.
162	NONAULT Chantal Modeste	8408169	-"-	-"-	-"-	Economie	[illegible]	90	-"-

SUSPENSION .. COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

163	ISONDE Régis	8602212	D	Licence		M.A.S.S.		90	R.N.D.
164	MBEMBA MILANDOU Ing.	8402869	D	Maîtrise	1	Economie		90	-"-

U N I V E R S I T E DE P A R I S X

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

N E A N T

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

165	MOLLET Nathalie Fatima E	8408061	D	Maîtrise	2e A	Droit		90	Red.

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

166	MOUNGALA Thierry Lezin	8310681	D	Maîtrise	1e A	Droit		90	R.N.D.
167	NGOULOU J.Claude	8409086	D	-"-		Gestion		90	-"-

U N I V E R S I T E DE P A R I S XI

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

169	MPEHO Jean Omer	8410643	D	Maîtrise	1e A	Biol.Molec.		90	Produire Attestation de succès en Licence
100	TCHIKOU Claude	8601487	D	Licence	1e A	S.S.M.		90	-"- -"- Succès DEUG

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

170	MAMPASI Gisèle	8602099	D	Licence		Techn. C.		90	R.N.D.

.../...

H O P I T A L D E P A R I S XII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 SEPTEMBRE 1991

171	DENGUET-ATTICKY R. [illegible]	[illegible]092	D	Maîtrise	1e .	.E.S		91	.dmise
172	EKT[illegible] Deidace-Sylvest[illegible]	[illegible]073	D	Licence	1e A.	S.E.M.		91	Admis

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

173	KIHOULOU Antoine	81[illegible]619	D	Maîtrise	2e A	Histoire		90	Red.
174	M[illegible]OUNGOU Feine	8407887[illegible]	D	Maîtrise	2e .	.E.S.		90	-"-
175	NZILA-BACK. Guy Roland	[illegible]500748	D	-"-	2e .	Sc.Eco		90	-"-
176	PE[illegible] Yolande	8502114	D	-"-				90	-"-
177	BISSINGOU, Alfred Florent	8500258	D	-"-	2e .	Sc.Eco		90	Red. 3e Session

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

178	[illegible]ONZALI Yvette Sidonie	8310686	D	Licence	2e A.	.E.S.		90	B.N.D.
179	OBO. Hervé Ludovic	8208234	D	Maîtrise	2e .	nglais		90	-"-

U N I V E R S I T E D E P A R I S XIII (NORD)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

180	DOUDY Rufine A	8510666	D	Maîtrise	1e A	nglais		91	.dmise
181	M.LONGA Frédéric Charlemagne	8407823	D	Maîtrise	1e A	.E.S.		91	.dmis

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

182	NKOUK.-ZIT., Huguette	8511256	D	Maîtrise	2e ..	Gestion		90	Red.
183	BONDOUMBOU Aimé Francis	8411072	D	Ingen.	2e A.	Télécom.	F.P.	90	Red. 3e Session
184	D'AMBA Nicole Aline	8602179	D	Licence	2e A.	nglais		90	-"- -"-

U N I V E R S I T E D E P A R I S S U D

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

N E A N T

../..

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

G NGA-EMB. Virginie Cl	8407857	D	Licence	2e	Droit		90	Red.

U N I V E R S I T E DE P A U

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

OUOBI Thierry	8510716	D	Licence	2e A	D.E.S.		91	Ter

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

DIABATE SEKOUMAROU	8502002	D	Maîtrise		Droit		90	Dipl. Obt.

U N I V E R S I T E DE PERPIGNAN

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

BAKOUM. (Jean)	8500093	D	Licence	2e A	Sc.Eco		91	Red. re-prend Licen-ce
MOUSSOKI Médard Justin	8500741	D	-"-	-"-	-"-		91	-"- -"-

U N I V E R S I T E DE P I C A R D I E

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

DOUNIAMA (Michel YOMARD	8307984	D	Licence	1e A	Sociol.		91	Admis
LIVELLY (Edith Virginie Clarisse)	8502251	D	Maîtrise	1e A	Droit		91	1ère ins-crip-tion Mait.
LINGUISSI Edgard	8601018	D	Licence	2e A	Sc.Eco		91	Red.

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

BONDI Florian	8510278	D	Maîtrise	2e A	Econo.		90	Red.
BONGA Paal	8600549	D	-"-	-"-	Maths.		90	-"-

196	LOUMINGOU Constance	8502304	D	-"-	2e	Droit		90	-"-
197	MALONGA Hector	8501915	D	-"-	2e	Droit		90	-"-
198	MBAMA Faustin	8505140	D	-"-	-"-	Maths		90	-"-
199	MBOUMBOU-MIAM Charles	8409587	D	-"-	-"-	Dr. Pu.		90	-"-
200	MPOMI Alphonse	8404049	D	-"-	-"-	Anglais		90	-"-
201	NGANGA KOUTLOU Rufin	8500508	D	-"-	-"-	Eco-Ges		90	-"-
202	OMBAMI Bienvenu	8505209	D	-"-	-"-	Maths.		90	-"-
203	SAMBA Gaspard	8505222	-"-	-"-	-"-	-"-		90	-"-
204	SAMBA Ricky Thicet	8600260	-"-	-"-	-"-	Dr.t.Pb.		90	-"-
205	ALIOUNE	8111432	-"-	Licence	-"-	Sc. Ind.		90	Red 3e Session
206	BONAZEBI Philippe	8201499	-"-	Maîtrise	-"-	Sc. Eco		90	-"- -"-
207	ECKOU Abel	8305253	-"-	-"-	-"-	Maths.		90	-"- -"-
208	MOUSSETI Maurice	8410463	-"-	-"-	-"-	Economie		90	-"- -"-
209	BINVOUELA Stéphane Basilide	8600010	-"-	Maîtrise	-"-	Droit		90	Dipl. Obt.
210	DZONDAULT Raymond	8302503	-"-	-"-	-"-	-"-		90	-"- -"-
211	KOUKA Pie Samuel		-"-	-"-	-"-	-"-		90	-"- -"-
212	LOCKO Christian Eric	8600110	-"-	-"-	-"-	-"-		90	-"- -"-
213	LOMBO-ECKONDZA Roselyne	8502261	-"-	-"-	-"-	-"-		90	-"- -"-
214	MBADINGA Télesphore	8403484	-"-	-"-	-"-	Sociol.		90	-"- -"-
215	MIABOULA-MILANDOU Isidore	8600226	-"-	-"-	-"-	Droit		90	-"- -"-
216	NGATSE Jean Fulbert	8501995	-"-	-"-	-"-	-"-		90	-"- -"-
217	NKOUKA Théophile	8600233	-"-	-"-	-"-	-"-		90	-"- -"-
218	NZABA Albert	8310616	-"-	-"-	-"-	Maths.		90	-"- -"-
219	SAMOUNA Norbert	8404083	-"-	-"-	-"-	Philo.		90	-"- -"-

UNIVERSITE DE POITIERS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

220	SAMBA Yves	8701046	D	Licence	2e	Philo.		91	Red.
221	MIERE-MOUNKET Doris	8700777	-"-	-"-	-"-	Sc.Eco		91	-"-
222	MADISSOUEKE Pierre	8600569	-"-	-"-	-"-	S.N.V.		91	-"-

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

4	OUATOU.. Guy	8304319	-"-	Licence	-"-	L.E....		90	Red. 3e Session
5	F.K. Etienne	8600439	-"-	Maîtrise	-"-	Géograp.		90	Red.

U N I V E R S I T E D E R E I M S

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

N E A N T

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

26	LOUFOUA Roland	8500567	D	Maîtrise	2e A	Maths.		90	Red.
27	NIABIA-GANGA Alain	8502201	-"-	-"-	-"-	-"-		90	Red. 3e Session
28	N.ZABADIOKO Serge	8408112	-"-	Licence	-"-	Chimie		90	-"- -"-
29	SOLONGO Hugues	8308905	-"-	Licence	-"-	Biochimie		90	-"- -"-

U N I V E R S I T E D E R E N N E S

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

30	AKOULA Anasthasie	8501748	D	Maîtrise	2e A	Droit		90	Red.
31	NGANGA Jean Louis	8501987	-"-	-"-	-"-	-"-		90	-"-
32	MAKIMBA Mesmin	8405356	-"-	-"-	-"-	Biologie		90	Dip.Obt.

U N I V E R S I T E D E R O U E N

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

33	OUAMBA-DIABOUA Maxette	8701591	D	Licence	2e A	Droit		91	Red.

.../...

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

[illegible]	B.G N.' Nerbelle G.P.	[illegible]	D	Maîtrise	2e [illegible]	Droit		90	Red.
[illegible]	BOUEY . Guy [illegible]ge	8506327	-"-	-"-	-"-	[illegible].Eco		90	-"-
[illegible]	C.[illegible]T Philippe	8600369	-"-	-"-	-"-	Droit		90	-"-
237	KEBANO [illegible]rie Claude	8502074	-"-	-"-	-"-	-"-		90	-"-
238	NG TSONGO Gérard	8504011	-"-	-"-	-"-	Philo		90	-"-
239	NKILIZINIMI Elie G.	8502116	-"-	-"-	-"-	Droit		90	-"-
240	NKINBI Faustin	8600136	-"-	-"-	-"-	Hist.		90	-"-
241	NSOND. Guy-Irsène	8502706	-"-	-"-	-"-	Sc.Eco		90	-"-
242	S. TOU Claudric Fortuné	8600061		-"-	-"-	Droit		90	-"-
243	M'BONGO Polycarpe	8302593	-"-	-"-	-"-	Droit		90	Red.3e Session
[illegible]	MBOUNGOU-BALEMBIKISSA F.P.	8302518	-"-	-"-	-"-	-"-		90	-"- -"-
245	MOUPNDZA Jean Pierre	8302621	-"-	-"-	-"-	-"-		90	-"- -"-

L'UNIVERSITE DE STRASBOURG

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

246	LOUBASSA Christian	8409390	D	Licence	2e [illegible]	Droit	Strab. III	91	Red.

RENOUVELLEMENT JUSQU'A DECEMBRE 1990

247	BABELLA Jeanne	8407773	D	Maîtrise	2e A.	Pshcho	Strab. I	90	Red.
248	DINGA Edouard	8502706	-"-	-"-	-"-	Eco.Gt.	-"-	90	-"-
249	ELENGA Bel	8500150	-"-	-"-	-"-	Sc.Eco	-"-	90	-"-
250	GOUEMB'ONZE Thomas	8601604	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	90	-"-
251	KAY-MANDZILA Victor	8500071	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	90	-"-
252	KANDABOU NSOKY J.R.	8500120	-"-	-"-	-"-	Eco.Gel	-"-	90	-"-
253	LIBINDA J. Félix Aimé	8600679	-"-	-"-	-"-	Econom.	-"-	90	-"-
254	KOUTIMA-BANZOUZI J.M.	8601355	-"-	-"-	-"-	Sc.Eco	-"-	90	-"-
255	MADEVE Charles Guy	8400479	-"-	-"-	-"-	Sc.Eco	-"-	90	-"-
256	NITOU Frédéric	8500628	-"-	-"-	-"-	Sc.Eco	-"-	90	-"-
257	NGOUA Pierre	8505577	-"-	-"-	-"-	Sc.Eco	-"-	90	

58	K Y... Lazare	8505095	D	Maîtrise	2e ...	Maths.			90	Red. 3e Session
59	MANANG Jean-Bernard	8310595	-"-	-"-	-"-	-"-			90	-"- -"-
60	NGOMO Macaire	8500598	-"-	-"-	-"-	-"-			90	-"- -"-
61	BANDOKI (J. Blanchard)	8902428	-"-	-"-	-"-	Eco.Gt.			90	Dip. obt.
62	BOUKAKA (Jérémie Chant.)	8601951	-"-	-"-	-"-	Gestion			90	-"- -"-
63	KABIKISSA (Moïse)	8500016	-"-	-"-	-"-	Sces Eco			90	-"- -"-
64	KOTTO (Yolande)	8502745	-"-	-"-	-"-	Sces Eco			90	-"- -"-
65	MADEMBO (Blandine)	8510776	-"-	-"-	-"-	Hist.			90	-"- -"-
66	MISSAMBA-NAKAVOUA Moïse	8600577	-"-	-"-	-"-	Sces Eco			90	-"- -"-
67	MAVOUNGOU Richard	8601384	-"-	-"-	-"-	Sces Eco			90	-"- -"-
68	MBOUKOU Célestin	8600693	-"-	-"-	-"-	Sces Eco			90	-"- -"-
69	MIANTOKO-TSIABAKA J.V.F.	8503190	-"-	-"-	-"-	Gestion			90	-"- -"-
70	PEGO Serge	8502856	-"-	-"-	-"-	Sces Eco			90	-"- -"-

U / N I V E R S I T E DE TOULON ET DUCAR

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

271	KOULAKOUMOUNA (Etienne)	8500374	D	Licence	2e ...	Sces Eco			91	Reprend la Lic.

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

272	OKILASSALI (Maurille)	8302308	D	Maîtrise	2e ...	Droit			90	Red.
273	YOUNGA (Adeline)	8600157	-"-	-"-	-"-	-"-			90	-"-
274	MONGO (André)	8600411	-"-	-"-	-"-	-"-			90	-"-
275	LOEMBET (Léandre Edgard)	8502255	-"-	-"-	-"-	-"-			90	Dip. Obt.
276	MOYEN (Léandre-Serge)	8501907	-"-	-"-	-"-	-"-			90	-"- -"-
277	MOUBOUNGOULOU-MANIONGUI C.	8600044	-"-	-"-	-"-	-"-			90	-"- -"-
278	NSONDE MIKAMONA (Fréd.)	8600448	-"-	-"-	-"-	-"-			90	-"- -"-

U / N I V E R S I T E DE TOULOUSE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

279	MBOUSSA (Sylvain)	8700329	D	Licence	2e ...	A.E.S.			91	Red.

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

280	BANIAKISSA Jean-Bertin	8508620	D	Licence	2e A	Chimie	P. Sabatier	90	Red. 3e Session	
281	GOUARI MOUKIMI Régis	8405165	-"-	Maîtrise	2e A	-"-	-"-	90	-"- -"-	
282	MANKELE Main Serge	8309268	-"-	-"-		Sc. Vie	-"-	90	-"- -"-	
283	LOUBELO Julien Armand	8105395	-"-	-"-	2e A	Phys.	-"-	90	Dip. Obt.	

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

284	BAMOKENA Zéphirin	8308716	D	Licence	2e A	Bioch.		90	R.N.D.	

U / N I V E R S I T E DE T O U R S

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

285	BOWAZOLO Charles	8500386	D	Licence	2e A	Econom		91	Red. Licence	

RENOUVELLEMENT JUSQU'EN DECEMBRE 1990

286	AYA-EBASSA Agnès	8510733	D	Maîtrise	2e A	E.S.		90	Red.	
287	MOUNGALA Jeannine	8309294	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	90	-"-	
288	MOUFOUMA Simone	8110703	-"-	Licence	-"-	-"-	-"-	90	-"- 3e Session	
289	MOUELE René-Simon-Pierre	8408110	-"-	-"-	-"-	Biol.		90	-"- -"-	
290	NDOUKI Rubain	8802063	-"-	Maîtrise	-"-	Droit		90		

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

291	GANGOUE née ITOUA J.	8510732	D	Licence	2e A	Socio.		90	R.N.D.	

DIVERS E T A B L I S S E M E N T S

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

292	BAZABIDILA Jean Pierre	8501849	D			Droit		90	non inscrit	
293	NSIMBA Ludovic	8600601	-"-			Sc. Eco		90	-"- -"-	

Article 2.- Les étudiants devant définitivement rentrer au pays au terme de leurs études percevront une idemnité de rapatriement de trente mille (30.000) francs CFA.

Article 3.- Les étudiants qui ne bénéficieront pas d'un voyage de vacances devront prétendre à un supplément de bourse de vacances de vingt mille (20.000) francs CFA.

Article 4.- Tous les étudiants légalement mariés et ayant des enfants à charge percevront une aide familiale au taux mensuel de mille deux cents (1200) francs CFA.

Article 5.- Tous les étudiants devront présenter leurs résultats d'examens à la fin de l'année à l'OGES, pour le renouvellement de la bourse.

Article 6.- Le montant global de ces allocations sera mandaté au nom du Payeur près l'Ambassade du Congo à Paris, 57, bis rue Scheffer 75 116 Paris.

Article 7.- La dépense est imputable au budget de l'Etat Congoalis, chapitre Afrique Europe Occidentale : 362- 52 - 37- 06- 01, Gestion

Article 8.- Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera;;

Fait à Brazzaville, le 13 Octobre 1990

Rodolphe ADADA.-

AMPLIATIONS :
P.R. 2
P.M. 2
AFF.ETR.ET COOP. ...2
DGB. 2
T.G. 2
PAIERIE.PARIS.....2
I.G.E.....2
MESSRS.CAB. 2
DOB. 20
OGES. 2
AMBACO.PARIS.....2
ARCHIVES. 2

MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS
SECONDAIRE ET SUPERIEUR
CHARGE DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE

C A B I N E T

DIRECTION DE L'ORIENTATION ET DES
B O U R S E S

OFFICE DE GESTION DES ETUDAINTS ET
STAGIAIRES CONGOLAIS (O G E S)

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO
Travail - Démocratie - Paix

1487

ARRETE N° 2846/MESSRS-CAB-DOB-OGES portant Renouvellement, Régularisation, Rétablissement, Suspension et Suppression des Bourses d'études de la Formation Professionnelle
Longue France
Année Universitaire 1990- 1991.-

Divers

LE MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ET SUPERIEUR, CHARGE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

VISAS :

(/u la Constitution du 8 Juillet 1979;
(/u la loi 24/66 du 23/11/66 portant loi organique relative au régime financier ;
D.G.B.
(/u la loi des finances 025/89 du 30/12/89 portant approbation du budget de l'Etat pour l'année 1990 ;
(/u le Décret 89/631 du 7/8/89 portant nomination du Premier Ministre ;
(/u le Décret 90/513 du 1/9/90 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
D.C.F.
(/u le Décret 85/1414 du 06/12/85 portant Attributions et organisation du Ministère de l'Enseignement Secondaire et Supérieur;

(/u le Décret 86/722 du 30/05/86 fixant les différentes catégories de bourses et les Conditions d'Attributions, de Renouvellement, de suspension et de suppression de ces Bourses et déterminant les differentes aides au caractère Social accordees aux Boursiers.
Bourciers.
(/u le Décret 75/306 du 24/06/75 fixant les taux des différentes catégories des bourses ;
T.G.
(/U le Décret 82/056 du 18/01/82 accordant une augmentation de bourse aux étudiants congolais en Europe Occidentale ;
(/u les résultats scolaires.;

Par A R R E T E : n° 2846 du 13 Octobre 199

Article 1er : Sont renouvelées, régularisées, rétablies, suspendues et supprimées les bourese de catégorie "D" aux étudiants boursiers congolais en Europe Occidentale et en Amérique dont les noms et prénoms suivent pour compter du 1er Octobre 1990 au 30 Septembre 1991.-

ETUDIANTS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE LONGUE
AVEC UNE "BOURSE "D" DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVE

(__/ I L L E DE B O R D E A U X

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

N°	NOMS ET PRENOMS	N° MLE	C.T.	B/DIP.	PREP.	NIVEAU	FILIERE	ET. B.	F.F.	OBSERV.
1	NKOUNKOU TABOU (Jonas)	8411394	D	Diplôme	2e	Ing.C.	ESIG			Susp. n' pas fré- quenté pour rai sons soc lés. Aucu papier d l'Ets. joint au dossier:

(__/ I L L E DE P A R I S (E F R E I)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 / SEPTEMBRE 1991

2	MATHEY (Frédéric)	86000214	D	Diplôme	3e A	Electr.	EFREI		Ren.91 Admis

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

3	MAYETELA (Bernard)	84112131	D	Diplôme	1e A	Electr.	EFREI		Supp. fraude
4	NZOLVONDA (Léonard)	84112141	D	Diplôme	1e A	-"-	-"-		-"- -"-

ECOLE SUPERIEURE D'INGENIEURS EN GENIE ELECTRIQUE ET TELEMATIQUE (E S I G E T E L)

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

5	BEMBA (Jacques)	82088671	D	Diplôme	3e A	Télécom			Pas de résultat
6	PALA BILENDO (François)	83112171	-"-	-"-	-"-	-"-			situati Ecole n payée.
7	MOUMBOUILOU (Pascal)	87093051	-"-	-"-	-"-	-"-			Suppr.

ECOLE NOTRE DAME DE FRANCE (N D F)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 / SEPTEMBRE 1991

	LOUB.KI (Roger-Victor)			D.	Diplôme	1e	Electron.	N.D.F	Ren.91 Orienté par l'Etat en Electr malade (voir dossier)

E. P. S. I.

SUSPENCION .. COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

	MADZOU-ONK./J.B.	8108787	D	Diplôme	3e	Informat.			Susp.Ecol non payée
10	.K.NI (Dieudonné)	8203627	-"-	Diplôme	3e	-"-			Pas de rel sultats. Pas d'ins cription
11	BITSINDOU(M. André)	7610764	-"-	-"-	3e	-"-			Pas d'ins cription depuis 8
12	NGAYIL. (Bernard)	8310767	-"-	-"-	-"-	-"-			-"- -"-
13	NGUIE (Pierre)	8208069	-"-	-"-	-"-	-"-			-"- -"-
14	TCHIKOUNDZI(G. Didier)	8109197	-"-	-"-	2e	-"-			-"- -"-
15			-"-	-"-		-"-			
16	RAUGHANGY (Pierre André)	8409058	-"-	-"-	2e	-"-			Ecole no payée. Pa de résul tats. Pa s'inscri tion.
17	MAKIT. (Aurelien)	8309332	-"-	-"-	2e	-"-			Susp. RNI depuis

E. P. I. T. A.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 / SEPTEMBRE 1991

18	B.KALA (Albertine)	8508305	D	Diplôme	2e	Informat.	EPIT.		Ren.91 Admise
19	NE.NT	NE.NT		NE.NT		NE.NT	NE.NT		NE.NT

	UT.BO (Virginie-Chantal)	86021991	D	Diplôme	3e .	Informat.	EPIT.	FFC	Ren.91 FFC
20	YOULOU (Aimée)	82098151	-"-		1e A.	-"-	-"-		Ren.91

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

21	NZONDO (Edgard)	82080691	D	Diplôme	2e .	Informat.	EPIT.		Ren.Déc.90

E. H. E. S.

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

2	UNDONGO (Alain Landry)	85107751	D	Diplôme	1e A.	Sc.Eco.	EHES		Susp.Sep.89
3	BONGHO (Maurice M.)	85083451	-"-	-"-	4e A.	Sc.Soc.	-"-		Pas d'inscp.
4	LONDET (Yolande)	85107711	-"-	-"-	2e A.	-"-	-"-		Susp.Sept. 89 RND

E. S. I.

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

5	TIPO OKO (Daniel)	80085431	D	Diplôme	2e A.	Informat.	E S I		Susp.
6	TCHISS.MBOT (Corentin)	86021341	-"-	-"-	3e A.	-"-	-"-		Susp. Ecole non payée

E. S. I. E. E. / P A R I S

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

7	KOLELAS B.CK/N. (Serge M.)		D	Diplôme	4e A.	Electron.	ESIEE		Ren.91 admis en 4e A.

ECOLE SPECIALE DE MECANIQUE ET D'ELECTRICITE (E S M E)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

	MOUNTAULT T.TY (Thierry)	81111111	D	Diplôme	3e A.	Mécanique	E S M E	FFC	Ren.91 FFC
	TSATY MOUYOKI (J.Florian)		D	Diplôme	2e A.	Maths S.	E S M E		Ren.Sept.91

.../...

E. C. S. E. C.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

GIENE (Vincent)	80088741	D	Diplôme		Cont.Gest.		Ren.Déc. 90 pour compl.de travaux à fournir à l'Etablissement

---

ECOLE SPECIALE DES TRAVAUX PUBLICS, DU BATIMENT ET DE L'INDUSTRIE (E.S.T.P.)

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

BOUITI LOEMB. (J.Philippe)	88021101	D	Diplôme	3e	Bâtiment	E S T P	Suppression

---

ECOLE SPECIALE D'ARCHITECTURE DE P A R I S

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

MBOU IKOUNG (Fulbert)	82092851	D	Diplôme		Architec.		Ren.Déc. 90 FFC

I. L. E. R. I.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

BUGI.NG (M. Judith)	86000111	D	Diplôme	4e A	Rel. Inter.	ILERI	Ren.91 admise (cf. bulletins car fiche non signée pour non paiement frais scolarité)

RENOUVELLEMENT DE SEPTEMBRE 1990 A DECEMBRE 1990

ITOU (Gilbert)	85098811	D	Diplôme	4e	Rel. Inter.	ILERI	Ren.Déc.90

.../...

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

35	M'MIMOUE (Thierry)	87001261	D	Diplôme	3e A.	Rel. Inter.	ILERI		REN. DEC 90

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

36	MILONGO (Marcelline)	83107771	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	R.N.D. Susp.
37	BALIMBA née MADIMBA M.	84090551	-"-	-"-	4e A.	-"-	-"-		RND Susp.

INSTITUT FRANCE AVIATION (I N F R A)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

38	MBI... (Christian)		D	Diplôme	3e A.	Aéronaut.	INFRA		Ren. 91 Admis
39	MEZ... (Mathurin)	86021431	-"-	-"-	4e A.	-"-	-"-	-"-	-"- -"-
40	S'BOG... (Landry-Christian)	83104931	-"-	-"-	4e A.	-"-	-"-	-"-	-"- -"-

INSTITUT NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

1	MOLAMOU (Gabrielle)	82092311	D	Diplôme	St. P.	I.N.T.S.			Ren. 91 Inscrite Evacuée sanitaire
2	BATCHI GNENGO (Benjamin)	83106181	D			-"-			Susp. Pro- duire Inscp.

ECOLE SUPERIEURE DES TRANSPORTS

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

3	EHOUND... (Appolinaire)	83106681	D	Diplôme	3e A.	Transport.	E.S.T.		Susp. Pas d'inscrip- tion Ecole non payée

[illegible] DE [illegible] ECOLE

[illegible] COMPTER [illegible]

	NEMENT								NEMENT

(/ I L L E DE R O U E N

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 DECEMBRE 1990

44	ETOKABEK. Sylvain	8310839	D	Diplôme	3e A	Génie Elect.	ESIG			Ren.Déc. 90 FF

(/ I L L E DE S T R A S B O U R G

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 / DECEMBRE 1990

45	PAMBOU NOMBO née MOUKALA	8602154	D	Diplôme	1e A	IG. Compt.		F A X		Ren.Déc. 90 en attente des résultats

ETUDIANTS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ENCORE
AVEC UNE BOURSE "D" DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

(__/ I L L E /__)' S M I E N S

==========

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

N°	NOMS ET PRENOMS	N° MLE	C.T.B	DIPL. PREP.	NIVEAU	FILIERE	ETAB	F.F.	OBSERV.
46	KIMB. (Stanislas Fabrice)	8600707	D	Dipl. Phar.	3e A.	Pharm.	U.P.		Ren. 91 Admis en 4e Année
47	NTOMBO (Valentin)	8600783	-"-	V E U C	1e A.	Gestion	-"-		Ren. 91 Admis en 2e Année
48	NDI/MBOURILA (Lino)	8902396	-"-	Dipl. Phar.	1e A.	Pharm.	-"-		Redouble
49	NDI/MBOURILA (Régis)	8902397	-"-	DCEM 1	1e A.	Médec.	-"-		Ren. 91 Admis en 2e Année
50	KENGUE K.VA (Marie)	8900388	-"-	Dipl. Phar.	1e A.	Pharm.	-"-		Ren. 91 Redouble
51	N.NITEL.MIC (J. Claude)	8602132	-"-	Dipl. Phar.	1e A.	Pharm.	-"-		Ren. 91 Redouble

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

52	GANZIRI (Eustache-Roch)	8511437	D	Dipl. Pharm.	2e A.	Pharm.	U.P.		Ren. Déc. 90 en attente des résultats de Sept.

(__/ I L L E /__)E B O R D E A U X

==========

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

53	LEBOS (Simon-Pierre)	8308484	D		4e A.	Médec.	F.M.		Ren. 91 Admis en 5e Année
54	BISSOLEKELE MITOUNIDOU (Pascal)	8600548	-"-	Diplôme	1e A.	Médec.	Bord		Ren. 91 Redouble

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

55	TCHIBINDA (J. Eugène)	8707186	D	Maîtrise	1e A.	Journal	ISIC		Susp. en attente des résultats de Sept.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

56	MITAMONA (Jean)	8311190		DCEM3		Médec.			Ren. Déc. 90

SUSPENSION A COMPTER DU SEPTEMBRE 1990

57	MISSOUK. (Sébastien)	81U8801	D	ID E S E	Ie	Comptab.	Bordeaux			I.N.D Susp.
58	MSUNDE (Gilles Claver)	"	"	"	"	"	"	"		Rétablissement refusé. En attente de deux succès successifs

(__/ I L L E DE B E S A N Ç O N

SUSPENSION , COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

59	AMETU (Philippe-Ludovic)	83107341	D	Diplôme	4e	Pharm.				Susp. RND
60	MPUV (Guy Charles B.)	84093921	"	"	4e	"				" "

(__/ I L L E DE B R E S T

SUSPENSION COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

61	BISSOSSOLO (Sylvain)	83111921	D	Diplôme	4e	Médecine				Susp. RND

(__/ I L L E DE CLERMONT-FERRAND

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

62	TRAORE AMIDOU SISSOU	85111931	D	Maîtrise	2e	Bio.G.G				Ren.90. En attente des résultats de Sept.

(__/ I L L E DE /___ J O N

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 SEPTEMBRE 1991

63	MANCKOUDIA (Cyriaque)	87003871	D	Maîtrise	2e	Médecine	Dijon			Ren. 91 Admis en 3e Année

.../...

(__/ I L L E DE /_) I J O N (SUITE)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

64	MOUDZEMBO (Faustin)	8407753	D	Diplôme	3e A	Prod. in.	E N T T A		Ren.91 Red.

(__/ I L L E /_) A R N E T T L (NORMANDIE)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

65	MOMBO (Paul)	8308814	D	Diplôme	4e A	Architect	E. A. N.		Ren.90 Confir-mer admis-sion en 5e A

(__/ I L L E /_) E G R E N O B L E

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

66	OWASSA-VAUCKA (Abel Joël)	8602798	D	Diplôme	3e A	Electron.			Susp. R.N.D.

LA F L E C H E

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

67	ENGAMBE (Alain-Michel)	8300413	D	Diplôme	2e A	Maths. Sup			Ren.91 Red.

(__/ I L L E /_) U H A V R E

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

68	VAKA (Serge)	8509826	D	D E U G	1e A	Gestion	I T N T E C		Susp. en Exten-dant con-fir. Ins

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

69	OKOTA (Hugues)	8701571	D	Diplôme	3e A	Ingénieur	HAVRE		R.N.D.

.../...

LILLE DE LILLE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

TCHINDOUNGOU (Vincent)		D	Diplôme	2e A	Pharmacie	Lillé	Ren.91
BONZEBI (Servais)	8411071	-"-	-"-	2e A	Electronique	C N A L	-"- -"-
KIMPO KONGO (Cyr Cl.)	8902415	-"-	D E C F	1e A	Exp.Compt.		Ren.91 Admis en 2e A

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

AKONGUINI (Faustin)	8108624	D	Diplôme	3è A	Informatique	Lille	Ren. déc. 90
MBOUYOU (Alain)		D	Diplôme			Lille	
KIMBABOUL (Léonard)	8310746	D	DCEM II	2e A	Médecine	Lille	Ren.Déc. 90.Attente inscription
BOUNGA (Isabelle)	8508227	-"-	DECF	1e A	Psycho.M.	I E P	Ren.Déc. 90. Attente des résultats de la 2e Session

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

BOMENGUE (Suzanne)	8308053	D	DECF	2e A	Comptab.		Susp. R.N.D.
GOMA (Roch-Alain-Patrick)	8410743	-"-	Diplôme	4e	Médecine		Susp. R.N.D.
BAKALA (Césaire)	8902397	-"-	Diplôme	1e A	Electronique	Lille	Susp. R.N.D.

VILLE DE YAMOGES

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

MVOULA (Crépin-Zéphirin)	8601049	D	Diplôme	2e A	Médecine	FAC Méd.	Ren.91 Red.

.../...

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

90	PANDZOU MOUANDA A.	8700446	D	Diplôme	1e A	Médecine	FAC Méd.	Doit c firmer son in cripti à la l de Lim ges a examen réori tatio solli tée.
91	TCHIMBEMBE(Gilles Colas)	8900653	D	Diplôme	1e A	Pharmac.	Limoges	Susp.

(__/ I L L E DE // __Y O N

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

92	NZILA(Dieudonné)	8801445	D	Dip.Phar.	1e A	Pharm.	Fac Lyon	Susp éche succ sifs clu étud phar ceut
93	M.TADY(Claude)	8801445	D	Ing./rch.	3e A	Arch.		Susp

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

94	BALENDE(A. Bertille)	8509911	D	Diplôme	1e A	Ind.Tex	FFC	Supp sion pend depu Sept 1989 RND. réag

(__/ I L L E DE _/)_/(_ A R S E I L L E

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

95	SOUNGA BOUKONO(Gabriel)	8510033	D	D C S	3e A	I S E C	FFC	Ren. FFC rais

YOMBI ONDZE (Christian)	8409833	D	Licence T.	2e A	Méc. Tech	Lix. E.P.	Ren. 91 Admis
BALENDE BOUNGOU (Guy)	8511438	-"-	Dipl. Phar.	3e A	Pharm.	Fac Mars	Ren. Sept. 91 Admis
KOMBO (J. Daniel)	8400996	-"-	-"-	4e A	-"-	-"-	-"- -"-
BERY (Blaise)	8600548	-"-	-"-	3e A	-"-	-"-	-"- -"-

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

BOKOYA (Constant-Blaise	8800514	D	Dipl. Pharm	1e A	Pharm.	Fac Mars	Susp.
EBBA (Frédéric)	8801415	-"-	-"-	1e A	-"-	-"- -"-	-"-
MISSIE (Jean)	8801530	-"-	-"-	3e A	-"-	-"- -"-	Pas d'inscription susp.

(__/ I L L E DE M O N T P E L L I E R

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

LIPOUBOU (Lambert)	8408985	D	D S T	3e A	Inform.	Montpel.	Ren. 91 Admis en cycle C

(__/ I L L E DE _/)_/ A N C Y

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

ENANGA (Bertin)	8505116	D	Maîtrise	1e A	Physiol.	Nancy	Ren. Déc. attente résul.

SUPPRESSION A COMPTER DE MARS 1990

BADILA (Patrice)	8308936	D	Diplôme	4e A	Orthop.	Fac. Nan.	Bourse suppri-mée dès Mars 90 exclu de l'Etab. usage de faux

U N I V E R S I T E D E N A N T E S

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 . DECEMBRE 1990

106	SOU (Patrick-Joseph)	8510783	D	Diplôme	4e	Archéol.	E...N.	Ren.Sept.91 Redouble

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 . DECEMBRE 1990

107	NJOUSSONGO (Job)	8510761	D	Diplôme	4e	Pharm.	E...N.	Ren. Déc. 90. attente résultats en Sept.

SUSPENSION . COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

108	B. K. M. (Edmond-Christian)		D	Diplôme	1e	Pharm.	Fac N.	F.F. Susp. Sept. 90

U N I V E R S I T E D ' O R L E A N S

SUSPENSION . A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

109	BIYOUDI (Batista) Arlette (Lydie)	8408285	D	Diplôme	2e	Hôtel		Susp.R.N.D.

U N I V E R S I T E D E P A R I S I

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 . DECEMBRE 1990

110	BOKATOL (Barthélemy)	8701619	D	Diplôme	3e	Santé	Paris I	FFC	Ren.Déc.90 pour termine
111	KOUMBE (Daniel)	8409068	-"-	Maîtri.	2e	R.I.	-"-		Ren.Déc.90 en attente d résultats à la 2e Session
112	NG.KOSSO (J. Philippe)	8409137	-"-	-"-	-"-	R. I.	-"-		-"- -"- -
113	NGUENGUE (Emile)	8408157	-"-	-"-	-"-	R. I.	-"-		-"- -"- -

U N I V E R S I T E D E P A R I S V I I

SUSPENSION . COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

114	ISSAMBO (Noël)		D	Diplôme	2e	R.I.	Paris	Susp.Echecs successifs exclue

.../...

U N I V E R S I T E DE P A R I S II

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

115	NGAVILA (Bernard)	8310767	D	Dipl. Univ.	1e A	Rel. Int.	Paris II		Susp. niveau bas par rapport à celui at-teint à l'E.P.S.I Fiche non signée à Paris II
116	MOUBTE (Pascal)	8309226	D	Diplôme	2e A	-"-	-"-		Susp. RND

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

117	DIMBOURILA (Sylvie)	8510685	D	Diplôme	1e A	Rel. Int.	Paris II		Susp. depuis Sept. 89 n'a jamais réagi RND

U N I V E R S I T E DE P A R I S V

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

118	MOITSINGA (Edgard)	8510830	D	Diplôme	2e A	Médecine	Paris V		Ren. 91 Admis

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

119	EKONO (Cyr Modeste)		D	Diplôme	2e A	Médecine	Paris V		Supp. Bourse suspendue depuis Sept 1989
120	UEBA (Brigitte)		D	Diplôme		Informat.	Paris V	F.F.	FFC

U N I V E R S I T E DE P A R I S VII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

121	BIERI (Bernadette)	8508855	D	Diplôme	2e	Médecine	Paris VII		Ren. 90 en attente des résul-tats de la 2e Session

UNIVERSITE DE PARIS VIII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

122	NTAMBA BOUKATIRI (Rosalie)	8509173	D	Licence	2e A.	Scés Po	Paris VIII		Ren. Sept. admis
123	MFOUMOUNE (Edgard-Maurice)	8408773	-"-	-"-	2e A.	Inform	-"-	-"-	-"- -"-
124	TOULONGANA (Samuel)	8510791	-"-	-"-	2e A.	Inform	-"-	-"-	-"- Red.
125	PAKA (Charles-Oscar)	8410790	-"-	-"-	2e A.	-"-	-"-	-"-	-"- Red.
126	MOLONGO (Rémy)	8802086	-"-	D E U G	1e A.	M A S S	-"-	-"-	Ren. 91 admis en 2e A.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 90 A SEPTEMBRE 91

127	BISSILA KIZIMOU MINKETSOU (Rémy)	8508916	D	Licence	1e A.	Inform	Paris VIII		Ren. 91

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

128	KOUMOU G. KOSSO	8409055	D		1e A.	Inform	Paris VIII	FFC	Susp. RND FFC
129	BINDIKA (Nelly-Elia)				1e A.	d. et C	-"-	-"-	-"- -"-

UNIVERSITE DE PARIS IX

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A DECEMBRE 1990

									N'a jamais redoublé contrairement à l'Arrêté 1065 du 14/5/90

U N I V E R S I T E D E P A R I S VIII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

130	! ADAMPOT	Guy Rufin	!8409055!	D	!Licence	!2e A	!Rel. Int.	!Paris X	!Ren. 91 F.F.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

131	! MOUZITA MAYINDOU	Pélagie ép.	!8208850!	D	!Licence	!2e A	!Sc.Eco.	!Paris X	!Ren. Déc. 90 !attente résul- tats Sept.

U N I V E R S I T E D E P A R I S XI

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

132	! MIEHAKANDA	Yvon	!8800415!	D	!Licence	!2e A	!Electro.	!Paris XI	!Ren. 91 Admis !en 2e A.

U N I V E R S I T E D E P A R I S XII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

133	! NDOKO	Korandel Serge	!8411181!	D	!DCEM 2	!1e A	!Médecine	!Paris XII	!Ren.91 Admis
134	! BASSILA	Edith Danielle	!8508984!	D	!	!2e A	!G M I	-"-	!Ren. Sept.91 !Redouble
135	! MAKOSSO-BOUANGA	Marie Vigathe	!8411181!	-"-	!DCEM3	!5e A	!Médecine	-"-	!Ren.91 Red.

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

136	! MAMFOUKILA	Gaspard	!8701573!	D	!DEUST	!2e A	!Comptab.	!Paris XII	!Supp.FFC !Diplôme obt.

U N I V E R S I T E D E P A R I S XIII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

137	! OBIKA J.	François	!	D	!Licence	!2e A	!A.E.S.	!P.XIII	!Ren.91 Admis

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

138	! GASSAKI	Félicité Elisabeth	!8411204!	D	!Licence	!2e A	!A.E.S.	!P.XIII	!Susp. R.N.D.
139	! LEMINY	Elsa	!8802082!	-"-	!Diplôme	!2e A	!Pharm.	-"-	!Susp. R.N.D.

CENTRE D'ENSEIGNEMENT DES TECHNIQUES INDUSTRIELLES

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

140	LOUKAKALA Basile	8408996	D	Diplôme	3e	Tech. Indust.	Paris XIII		Supp. triple la classe

CENTRE EUROPEEN DE FORMATION DES STATISTICIENS

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

141	NGEMBA MBONZA Albert	8311116	D	Diplôme	3e	A	Maths Appl.		Supp. FFC

ECOLE D'ARCHITECTURE DE PARIS / CONFLANS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

142	ELENGA Anastase	8309844	D	Diplôme	1e	A	Architect.		Ren. Sept. 91 Red.

ECOLE D'ARCHITECTURE DE PARIS LA DEFENSE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

143	SAFOULA Gilbert	8510836	D	Diplôme	3e	A	Architect.		Ren. 91 Admis
144	MAKOUANGOU Paul	8510835	-"-	-"-	4e	A	-"-		Ren. 91 Red.
145	MOUBERI Isabelle Angélique	8506715	-"-	-"-	1e	A	-"-		-"- -"-

ECOLE D'ARCHITECTURE DE PARIS LA VILLETTE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

146	POUNGUI Achille		D	Diplôme	2e	A	Architect.		Ren.90 Admis
147	MOUELE Hervé		D	Diplôme	5e	A	Architect.		Ren. 90 attente résultats de Sept.

ECOLE D'ARCHITECTURE VILLEMIN

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

148	SENGOMONA Gisèle	8106880	D	PLG	4e	A			Admise en 5e A.

ECOLE D'ARCHITECTURE T O L B I A C

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

149	ZOLA M.TOUBA Serge	8509875	D	Diplôme	2e	Architect.	Tolbiac		Susp.RND depuis 89
150	OKOKO Eugène Emmanuel	8406724	-"-	-"-	1e	-"-	Paris		Susp.RND

CENTRE D'ETUDES DE COMMUNICATIONS

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

151	ATIPO NGAPI Emma	7810824	D	Diplôme	3e	Télécomm.			Susp.F.F.C depuis 89

ECOLE DES HAUTES ETUDES POLITIQUES ET SOCIALES (EHPS)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

152	BOUMBA Irène Blanche	8801167	D	Diplôme	2e	Et.P.et S.	EHEPS		Ren.Déc. 90 pour terminer son Mémoire.
153	MONDJO Yvette	8208073	-"-	-"-	4e	-"-	-"-	-"-	-"- -"-

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

154	GANGOUE P. Faustin	8111436	D	Diplôme	4e	Et.P.et S.	EHEPS	F.F.C	FFC Dipl. obtenu

ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES (EHES)

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

155	IKOHO MASSALAS François Xavier	8209883	D	Diplôme		Et.Soc.	EHES	FFC	Supp.a terminé FFC

ECOLE MUNICIPALE SUPERIEURE DES ARTS ET TECHNIQUE DE LA VILLE DE PARIS

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

156	M'FOUNDOU LUZOLO Lydie Nicole	8701677	D		1e	Architect.	EMSAI		Susp.Sept. 90.

FACULTE DE MEDECINE LARIBOISIERE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

157	BOUNGOU Marie France	8408975	D	D C M 1	2e A	Médecine	Laribois.		Ren.91 Red.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A DECEMBRE 1990

158	BOUNGOU Colette Bernadette	8408972	D	D C M 1	2e A	Médecine	Laribois.		Ren.90 Red.
	NEANT	-	-	-	-	-	-	-			NEANT

INSTITUT DES TECHNIQUES APPLIQUEES (I N T E C/ C N A M)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

159	ELENGA-G.PORO TSONO	8700376	D	D E C F	2e A	Comptab.	I N T E C		Ren. 91 admis

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

160	LOUYA Gabriel	8009367	D	D E C F	2e A	Comptab.	I N T E C		Ren.Déc.90 en attente des résul-tats 2e Ses-sion.
161	NGOKOUDI C. Blanchard	8209004	D	D E S T	2e A	Mécan.	C N A M		Ren.Déc.90 Résultats insuffi-sants..tten-te 2e Ses-sion.

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

162	IWANDZA Léonce Hector	8209961	D	D E C F	3e A	Comptab.	I N T E C		Susp.Résul-non déposés
163	MOWHOU LIBONDO	8209233	-"-	-"-	4e A	-"-	-"-	FFC	Susp.Diplô-me obtenu FFC

MAIRIE DE POITIERS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

164	MBENZE Lydie Chantal	8701527	D	D E U G	1e A	A E S			Ren.Déc.90 en attente des résul-tats de Sen-

VILLE DE REIMS.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

165	MOUVABI-KIEQUILOU (Sylviane)	8510834	D	Dipl. Phar.	4e A.	Pharm.			91	Ren. 91 admis

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

166	M'KAYA BATCHI (Bertille)	8600571	D	Dipl. Phar.	3e A.	Pharm.	Reims		91	Ren. 91

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

167	CASTANOU (Christian-Olivier)	8801835	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	90	Ren. Déc. 90 Produire inscript. + dossier médical complet

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

168	MISSAMOU NATSY	8801885	D	Licence		Maths			90	Susp. RND

VILLE DE ROUEN

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

	REMOUL BASSIL									
169	MELLON (R.)	8209171	D	Licence	2e A.	Phys.			91	Ren. 91 Admis est sorti du Privé. Niveau Correspondant.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

170	M'HOUMOUKA (Rufin-Didace)	8507871	D	Diplôme	4e A.	Archit.			90	Ren. Déc. 90 en attente résultats de Sept.

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

171	MBOUNGOU MOCKISSA	8802091	D	Diplôme	1e A.	Maths S			90	Bourse Susp. depuis 89 RND. Pas de réact.

1784

(__/ I L L E DE ST E T I E N N E

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 SEPTEMBRE 1991

172	MAKOSSO KINTSING.	82110891	D	Diplôme	1e	Pharm...			Ren.91 Re

(__/ I L L E DE T O U L O U S E

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 / DECEMBRE 1990

173	NG.SSIKI (Célestin)	83112291	D	DPECF	1e	Comptab.			Ren.90 F.F
			-"-						
174	IWINDZ. (Patrick)	85112221	-"-	DPLG	4e	Archit.			-"- -"-

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

175	MKAI (Béatrice)	83091121	D	LUC	2è A	Gestion			Susp. RNL
176	MINGUI (Josée Chantal)			DEpd	1ère A	Pharm.			Susp. fournir inscript.

ETUDIANTS ETRANGERS A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

LONGUE AVEC UNE BOURSE "E"

VILLE D'AMIENS

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

N°	NOMS ET PRENOMS	MATRICULE	CAT	DIPLOME	NIVEAU	FILIERE	ETABLIS.	FF	OBSERVATIONS
177	OKOY (Jocelyn)	8110746	E	-"-	-"-	-"-	-"-		90 -"-

VILLE DE BESANCON

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

178	SAN (Jean-Claude)	8004456	E	Diplôme	3e cy	Médecine	Besançon		Ren.91.Inscript. assuré en DIS.
179	BASINGUI (J.Paul)	8211189	E	Doct.	3e cy.	Sc.Phar.	-"-		Rét.91 :admis DEA Inscr.en Doct.Vient de T
180	MPOY (Guy-Charles Bienvenu)	8409392	E	-"-	-"-	Pharmacie	-"-		Ren.91 : vient du 2e cy passe en 5e A.de Pharmacie.

VILLE DE BORDEAUX

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

181	NDZOSSI (Guy-Lambert)	8306611	E	Doct.	3e cy.	Architec.	Bordeaux		Ren.91 :Admis

VILLE DE BREST

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A SEPTEMBRE 1991

182	BABAKISSA (Corentin)	7910952	E	Doct.	3e cy.	Médecine	Brest.		Ren.91 :Redoub.

(/ ILLE DE .CAEN

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

93	!OKOMPI(Delphine)	! 8311301	! E	!Doctorat!	3è cy!	Econon	! Caen	!	!Susp.R.N.D.

(/ILLE DE COMPIEGNE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

94	!MEMIA-GAPORO(Brice - Mesmin)	! 8306658	! E	!Doctorat!	3è cy!	Génie des	!Comp.	!	!Ren.91 :Admis au DEA. Inscrit.

(/ ILLE DE GRENOBLE

RENOUVELLEMENT D'OCOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

95	!KINKIELE(Dieudonné)	! 8406581	! E	!D E A	!3è cy!	Informat.	!Gren.	!	!Ren.91.

(/ ILLE DE LILLE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

6	!GOMA(Rock-Alain P)	! 8410743	! E	!Doctorat!	3è cy!	Doctorat	!Lille	!	!Ren.91 :Admis
7	!MINGUI(Alain)	! 8011100	! E	!D T S	!3è cy!	Pédiatrie!	-"-	!	!Ren.91 :passe en 3è A.
8	!OKOUO(Martin)	! 7910305	! E	!D I S	!3è cy!	Mal.App. digestif	! -"-	!	!Ren.91 :Admis
9	!BOSSALI(Firmin)	! 8204448	! E	!D I S	!3è cy!	Gast.En.	! -"-	!	!Ren.Sept.91 :Admis
90	!MATSOUELE(Paul)	! 8209210	! E	!Doctorat!	6è A.!	Pharmacie!	-"-	!FF!	!Ren.91 FF.
91	!DIBAS(Franck-Patrice)	! 8108901	! E	!Doctorat!	3è cy!	Chirurgie	! -"-	!FF!	!Ren.91 FF.

.../...

1100

(/ILLE DE MARSEILLE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

202	BIPOPO (Justin)	8308407	E	Doctorat	5ème A.	Pharmacie			Ren.91 : Admis

(/ILLE DE MONTPELLIER

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

203	AYA (Antoine G. Marin)	8104450	E	Doctorat	2ème A.	Anc	Montp.		Ren.91 : Ad en 2ème A.
204	MOASSA ( )	850505	E	Doctorat	3ème cy	Agronomie	CNEARC		Admis au Conc. du CNEARC. R en.91
205	BINUANI ( )	8004462	E	D I S	3ème cy	Médecine			Ren. 91 : Admis
206	BIRANGU ( ) MBA	804466	E	D I S	-"-	Médecine	Montp.		Ren.Sept.91
207	MPOLESHA KAPIAMBA	S	E	-"-	-"-	Médecine	-"-		-"- -"-
208	IWANDZAI (Camille I.)	8104492	E	-"-	-"-	Médecine	Montp.		-"- -"-
209	BELLE (Patricia Ep.) OKAMBA		E	Doctorat	-"-	Parasit.	-"-		-"- -"-
210	ONDZE (Basile)	8108190	E	D I S	-"-	Neurologie	-"-		-"- -"-
211	NGOUEMO (Prosper)	8602174	E	Doctorat	-"-	Biologie	-"-	FF.	Ren.Mars.91 FF.
212	OKAMBA (Achille)	8701524	E	D I S	-"-	Médecine	-"-		Ren.Sept 91 Thèse en Cours.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE EN DECEMBRE 1990

213	MAKOSSO (Mathurin)	8701490	E	D I S	3ème cy	Gynéco.	Montp.		Ren.Dec.90

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

214	DJONDO (Mathurin Yves)	8204749	E	D E A	1ère 3ème cy	Agronomie	Montp.		RND. attente 2è session
215	NZILA IBIASSI (J. PAUL)	8309911	E	Diplôme	1ere A	Pharmacie	-"-		R.N.D.

.../...

VILLE DE LILLE

RENOUVELLEMENT 2 OCTOBRE 19[illegible] - [illegible] 1990

[illegible]	(Patrick-Edouard)	[illegible]	[illegible]	Agrôm.	13Dec	[illegible]	[illegible]
193	TESCOURA (Blanche)	[illegible]	1991	[illegible]	Docteur	13Dec	[illegible]

SUCCESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 19[illegible]

194	[illegible] (Patrick)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	13Dec	[illegible]	[illegible]
195	[illegible] (Guy-Roger)	[illegible]	[illegible]	Docteur	13Dec	[illegible]	[illegible]

SUCCESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 19[illegible]

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	Docteur	13Dec	[illegible]	[illegible]

VILLE DE LINDOIS

SUCCESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 199[illegible]

197	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	13Dec	[illegible]	[illegible]

VILLE DE LYON

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

[illegible]	LOUIS DOU MOUKENGUE J.R.	[illegible]	[illegible]	IACPS	13Dec	[illegible]	[illegible]
199	[illegible] (BROUILLET-Julien)	[illegible]	[illegible]	D E A	13Dec	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible] NOUSSAOU	[illegible]	[illegible]	Doct	13Dec	[illegible]	[illegible]

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

2	[illegible] (Nathurin J. ch)	[illegible]	[illegible]	Doct	13Dec	[illegible]	[illegible]

VILLE DE NANCY

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

216	DIEMSI (Germain)	8209943	E	ID E A	1ère A	Electr.	Nancy I		Ren.Sept.91 Admis vient 2ècy.
217	MOUTETE (Henry Fernand)		E	Diplôme	3ècy	Physio.			Ren.91 : Rec
218	POWAKA (Gilbert)	82045541	E	Doct.	3è cyc				Ren. 91 : A

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

219	SOUDZOUKOU (Pierre)	8418405	E	ID U	3ècy	Sc. Ed.		EF	Diplôme Ob

VILLE DE PARIS

UNIVERSITE DE PARIS I PANTHEON-SORBONNE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

220	GAKENGA (J. Jacques)	8701539	E	Doctorat 3ècy.	1ère A	Aménagt tation	Paris I		Ren.Dec.9 doit fourn Résul.à l session.d Sept.

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990.

221	MOUZITA (Albert)	8602163	E	Diplôme	3è cy	Santé Publiq	Paris I		Supp. FFC Dipl. Obt

UNIVERSITE PARIS II

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

222	DANDOU (Wilfrid Ed Edouard)	8306628	E	Doctorat 3è cy	1ère A	Econ.	Paris II (EFP)		Ren.91 A
223	ALERINI (Pulcherie	8511421	E	ID E A	3ècy	Admi.			Ren.91 R

.../...

/ / NIVERSITE DE PARIS V

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

OUA (Jean-Marie)	! 8109965	! F	! D I S	!3è cy	!Pharmac.	!Paris V	!	!Ren.91	Rad
KO (Serge - Alain)	! 8200609	! E	! D I S	!3è cy	!Biologie	-"-	!	!Ren.91	Thèse en cours.
AMOZET (Antoine)	! 8309739	! E	! D I S	! -"-	!Sc.Pharm	-"-	!	!Ren.91	Paris
IMBI (Odette -Paule)	8410019	! E	! D I S	! -"-	!Biologie	-"-	! FF	!Ren.91	FF.
ZO GAKALA (Michel)	! 8200602	! E	! D I S	! -"-	!Pharmacie	-"-	!	!Ren.91	Rad.

SUPPRESSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

AMZALI (Flore E.)	! 8308739	! F	! D I S	!	!Médecine Tropical	!Paris V	!	!DipL.Obt.	!FF.

/ //NIVERSITE DE PARIS VI

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

OUITI (Bertrand)	! 8104453	! E	!Doctorat	!3ècy	!Androl.	!Paris VI	!	!Ren.91 :	!Admis 2èA.
ADZOU (Sebastien)	! 8310388	! E	! -"-	! -"-	! -"-	! -"-	!	! -"-	-"-

SUPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

IEEMO (Jean-Jacques)	! 8510924	! E	!Doctorat	!4èA.	!Chimie A.	!Paris VI	!FFC.	!Susp.RND.	
OKOKO (Gaston)	! 8602139	! E	!CES	!4èA.	!Neurol.	-"-	!FF.	!Susp.FF.	!R.N.D.
MOUSSIESE MASSAMBA (lamed)	8210831	! E	!Doctorat	!3èA.	!Santé P.	-"-	!FF.	! -"-	-"-

.../...

/ IVERSITE PARIS VII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

!GOMA (Monique Ludia)	! 8307337	! E	!Doctorat	!1èreA	!!	!Médecine	!Laribois.	!Ren.Déc.90 pour 3e session.

SUSPENSION / COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

!MTSSAMOU (Roger Mesmin)	8310	E	C E S	2e A.		!Gastro. !Entero2.	!Paris VII	!TF !Susp.RND.
!MOUYABI (Félone Evelyne)	820	E	D I S	!1èreA.		!Neuro2.	! -"-	! -"- -"-

/ / NIVERSITE DE PARIS VIII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE A SEPTEMBRE 1991

SSAMS			t	2e A.			Paris VIII	!Ren.91 : pour termine son mémoire
			A	1ère A.	!Info	! -"-	-"- !FFC	!Ren.91 : redouble

TE PARIS X

VELLEMENT OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

			Doc	3e cy.	!Gestion	Paris X	!FFC	!Ren.91 pour Termine mémoire

1991 A SEPTEMBRE 19

	E		2A.	!3e cy.	Ep	Paris		!Ren.91 !Dérogation.

/ / NIVERSITE DE PARIS XI (suite)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

242	YOMBI (Sebastien)	8309848	E	D E S S	1ère A	Gestion	Paris IX		Ren.90 : Résultats en attent
243	MATOKO (Bruno)	8208805	E	Doctorat		Pharmacie	-"-		Ren.Déc.90. Fournir mot actualisé du Prof.

/ / NIVERSITE DE PARIS XII

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

244	DOUNIAMA née ONDA (Cathérine)	8110833	E	Doctorat	3è cy.	Médecine	ParisXII		Ren.Sept.91 Redouble

// ONSERVATOIRE DES ARTS ET METIERS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

245	OKAMBA (Emmanuel)		E	Doctorat	3è cy.	Gestion	CNAM		Ren.91.Etait en stage à Suco.

// COLE SUPERIEURE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTIONS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

246	MALANDA (Henri)	8311315	E	Doctorat	3è cy.	Dynam.de la Struc	ESTC		Ren.91 : Redouble
247	MBONGO (Bonaventure)	8308477	E	-"-	-"-	Mécanique	-"-		Ren.91 : Admis

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

248	NGAKOSSO (Mathurin)	8011400	E	Doctorat	3è cy	AG ?	ESTC		Ren.Déc.90

.../...

// ÉCOLE CENTRALE DE PARIS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

	!ODIKA (Hypolite)	! 03787?	!	!	!3è cy!Génie C.	!ESP	!	!Ren.Sept.
		!	!	!	!	!	!	!	!91 .Retou

// ÉCOLE DES HAUTES ETUDES SOCIALES (EHES)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

250	!BOUTSO (Nicolas)	! 8511312	! E	!Doctorat	!3è cy!Géog. (Ad.	!EHES	!	!Ren°91 A.
							!	!en 93 A
251	!ATSAKA YOKA	! 8612100	! E	! -"-	!	!Sc.Soc.	!	!	!

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

252	!KANZA (Sylvain)	! 8311316	! E	!Doctorat	!	!Maths Ap.	!	!	!Susp.Ren.

// ÉCOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARTS ET METIERS (ENSAM)

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

253	!MPIKA-MBOUNGOU (Abel)	! 7706595	! E	!Doctorat	!3è cy!Physique	!	ENSAM	!	!Ren.91 .Th
		!	!	!	!3èA.	!	!	!	!en cours.

// ÉCOLE SUPERIEURE DES MINES

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

254	!MBAN (Enock Paulin)	! 8310301	! E	!Doctorat	!3è cy!Géologie	!ESM	!	!Ren.91 :Arlin
		!	!	!	!	!	!	!	!2èA.

/-/ HOPITAL DE CREIL

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

255	!NDINGA (Edouard)	! 8902462	! E	!DIS	!3è cy!Neurologie	!H Creil	!	!Ren.91 .St
									!pratique

103

/-/ OPITAL LARIBOISIERE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

!MOUVABI-BAMBI(Edouard)	! 8208117	! E	!Doctorat! 3è cy	!Médecine	!H.L.	!	!Ren.91:Redoublé

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

!AMBIMEGABIN E.	! 8208117	!E	!Doctorat! 3è cy	!Médecine	!H.L.	!	!Ren.Déc.90
!	!	! !	!	!	!	!	!Attente Inscrip.

/-/ COLE D'ARCHITECTURE PARIS VILLEMIN

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

!BEMBA KOUKA(Bienvenu)	! 8311417	!E !D E A	!	!Architec!	EAPV.	!	!Susp.R.N.D.

//- COLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

!OBAMBI ITOUA(Alphonse)	! 8210999	!E	!Doctorat! 3è cy	!Transport	!ENPC.	!	!Susp.R.N.D.
!	!	! !	!4è A !		!	!	!
!	!	!E			-"-	!	

/ / ILLE DE POITIERS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

!LENGA(Ida-Aurelie)	! 8104497	!E !D I S	!3è cy	!Dermatol.	!Poitiers!		!Ren.91 : Admise.
!NSOUMBOU (Pierre)	! 8602277	!E	!Doctorat! 3è cy	!Meca.et	! -"-	!	!Ren.91 :
!	!	! !	!2è A.	!Fluides	!	!	!Admis.

.../...

(/ ILLE DE REIM.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

262	LINGOUNOU (Antoine)	5AA0037	F	Doctorat 3e cy.	3e A.	Pharmacie	Reims	Ren.91	Admis en 3e A.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

263	DJOUMSI-NZENGUI (Emmanuel)	8409121	E	Doctorat 3e cy.	6e A.	Pharmacie	Reims	Ren.Déc.90	
264	MASSOUNDOU (Chrisostome W)	8409903	F	Doctorat	-"-	-"-	-"-	-"- en attent.	soutenance de Sept
265	OKOMA MOBAMBI (Yolande)	8411.79	E	-"-	3e cy.	-"-	-"-	FFC	Ren.Déc.90 FFC en vue soutien.

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

266	DIBANTSA (Bienvenu W.)	830/941	E	Doctorat	5e A.	Pharmacie	Reims	Susp.R.N.D.	
267	OMA ADEMA (Serge)	8510[illegible]	F	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-	-"-

(/ ILLE DE ROUEN

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

268	OBANGOU KOUMBA (Yvette)	8209004	E	DEES	1ère A.C.Chnie Sc.		Rouen	Susp.R.N.D.	

(/ ILLE DE STRASBOURG

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

269	MBOU (Félicien-Médard)	8104509	M	D E S	1ère A.	Pédiatrie	Strasg	Ren.91	Admis en 2EA.

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

270	WALONG (Avalence B.)	850/93[illegible]	F	Doctorat	5e A.	Pharmacie	Strasg	Ren.Déc.90	Se trouve en thèse en d'exercice.

104

I /ILLE DE TOULOUSE

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A DECEMBRE 1990

71	BANZOUZI (Jean-Roger)	8309899	E	Doctorat	6è A	Pharmacie	Toulouse		Ren.Déc.
									90.
72	PANDI (Michel)	8309910	E	DIS	6è A	Pharmacie	-"-		- -"-

SUSPENSION A COMPTER DE SEPTEMBRE 1990

73	SACRAMENTO (Eva R.)	8208623	E	Doctorat	3è A	Médecine	Toulouse		Susp.RND.
74	MALANDA (Auguste)	8209939	E	Doctorat	1èreA	Génie El.			Susp.RND.

I /ILLE DE TOURS

RENOUVELLEMENT D'OCTOBRE 1990 A SEPTEMBRE 1991

75	MABOUANA BOUNGOU (Alain-Christian)	8509891	E	Diplôme	4è A.	Pharmacie	Tours		Ren.91 : Admis en 4è A.
76	NKODIA (Flore)	8508095		Diplôme	4è A.	-"-	-"-		-"-
77	TAKI (Joseph)	8510090	E	Diplôme	4è A.	-"-	-"-		Ren.91 Admis.

Article 2.- Les étudiants devant définitivement rentrer au pays au terme de leurs études percevront une indmenité de rapatriement de trente mille (30.000) francs CFA.

Article 3.- Les étudiants qui ne bénéficieront pas d'un voyage de vacances devront prétendre à un supplément de bourse de vacances de vingt mille (20.000) francs CFA.

Article 4.- Tous les étudiants légalement mariés et ayant des enfants à charge percevront une aide familiale au taux mensuel de mille deux cents (1.200) francs CFA.

Article 5.- Tous les étudiants devront présenter leurs résultats d'examens à la fin de l'année à l'OGES , pour le renouvellement de la bourse.

Article 6.- Le montant global de ces allocations sera mandaté au nom du Payeur près l'Ambassade du Congo à Paris, 57. bis rue Scheffer 75 116 Paris.

Article 7.- La dépense est imputable au budget de l'Etat Congolais, chapitre Afrique Europe Occidentale : 362 - 52 - 37 - 06 - 01,

Article 8.- Le Présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera./-

Fait à Brazzaville, le 13 Octobre 1990

Rodolphe ADADA.-

AMPLIATIONS :

P.R. 2
P.M. 2
AFF.ETR.ET COOP...2
D.G.B. 2
T.G. 2
PAIERIE PARIS.....2
I.G.E. 2
MESSRS/CAB. 2
D.O.B. 20
OGES. 2
AMBACO-PARIS 2
ARCHIVES. 2

MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES

PAR ARRETE N° 2780 du 9 Octobre 1990, Mr OKOUYA (Boniface) titulaire d'un diplôme d'Etat de Pharmacien de l'Institut de pharmacie de Nanjing (Chine) est autorisé à ouvrir et exploiter une officine pharmaceutique à Brazzaville Arondissement 5 Ouenzé

Mr OKOUYA (Boniface) devra gérer, organiser et équiper son officine conformément aux dispositions règlementaires en vigueur.

PAR ARRETE N° 2781 du 9 octobre 1990, Mr. KAMBOU (Alphonse), titulaire d'une licence pharmaceutique de l'Université de la Havabe (CUBA) est autorisé à ouvrir et exploiter une officine pharmaceutique à la rue Bakas n° 47 arrondissement 3 Poto-Poto Brazzaville.

Mr. KAMBOU (Alphonse) devra gérer, organiser et équiper son Officine conformément aux dispositions règlémentaires en vigeur.

PAR ARRETE N° 2918 du 20 Octobre 1990, les secours ci-après sont accordés aux personnes dont les noms et prénoms suivent :

- Tricyycles
- Aides fiancière individuelles
- Machine s à coudre
- Protthèses et appareils orthopétiques
- Cours de conduite
- Verres correcteurs
- Subvention au Centre National Pilote.

TRICYCLES :

- NGANJINA (Sosthène Julien)
- NIBOUA (Yvonne)
- NKOUKA (Christiane)
- ESSIBANDOKO (Diane)
- NGOUARI (Gilbert)
- MILANDOU (Jeanne)
- MAYALA (Jean-Claude)
- TSIKOU (Martine)
- MBELANI (Gregoire)
- KEMBI (Marie)
- NGOLO (Beranger)
- NGOLO (Jean)
- SENDA (Guy-Armand)

B)-AIDES FINANCIERES INDIVIDUELLES :

- LOUYA (Jean-Pierre) 100 000 F.
- MOUTARU (Eugène) 100 000 F.
- MAYOUMA (Victorine) 100 000 F
- MANDAMBOULA (Philippe) 100 000 F
- GATSIO (Corneille) (couple) 150 000 F
- Famille MBOUMBA MVOUENZOLO 100 000 F.

Total 800 000 F.

C/- MACHINE A COUDRE :

- Veuve GOMA née N'DOUNDI (Agnès) 56 155 F.
- MASSAMBA (Sophie) 56 155 F

Total 112 310 F

PROTHESES ET APPAREILS ORHTOPEDIQUES :

- MIYAMIELA (Jean) 90 000 F
- MIANKOLA (Jean) 59 290

Total 149 290

COURS DE CONDUITE :

- MBONGO (Alphonse) 100 000 F

VERRES CORRECTEURS :

1-TATY (Louis-Serges) 91.975 F

SUBVENTION AU CENTRE NATIONAL PILOTE : 840 000 F.

Des secours ont été accordés pour les ruibriques suivantes :

- Urgences ..... 529 220 F
- Prothèses en instance ...474 710 F
- Aides collective .....4 444 400 F
- Tricycle en instance 1 710 000 F
- Verres correcteurs en instance 118 025 F

Toutes les dépenses du présent arrêté sont imputables au budget de l'Etat sur les crédits secours nationaux, section 371 60 42 06 03, soit un montant global de dix millions de francs.

Les secours cités à l'article 1er seront remis aux intérêssés soit par le Directeur Régional des Affaires Sociales en présence du Maire ou Président du Comité Exécutif du District.

Un procès-verbal de circonstances sera établi par les Responsables ci-dessus cités et adressé en double exemplaire à la Direction Générale des Affaires Sociales.

ARRETE N° 3027 (TABLEAUX)

PAR ARRETE N° 3027 du27 octobre 1990, les modifications ci-après sont apportées au Budget du Centre Hospitalier et Universitaire à Brazzaville , afin d'assurer un équilibre budgétaire compte tenu du fait que certains postes du budget 1990 connaissent déjà un dépassement ou sont susceptibles de l'être.

Est annulé un crédit de Cent Quatre Vingt Six Millions de Francs CFA, applicable aux chapitres, articles, paragraphes et lignes mentionnés au tableau A annexé au présent arrêté.

Est ouvert un crédit de Cent Quatre Vingt Six Millions de francs CFA applicable aux chapitres, articles, paragraphes et lignes mentionnés au tableau B, annexé au présent arrêté.

TABLEAU B

IMPUTATIONS				NOMENCLATURE BUDGETAIRE	BUDGET PRIMITIF	CREDITS OUVERTS	CREDITS DEFINITIFS
CHAPITRE	ARTICLE	PARAGR.	LIGNE				
22	223	2230		Véhicules de Service	20 000 000	10 000 000	30 000 000
22	222	2221		Matériel de Cuisine	1 000 000	5 000 000	6 000 000
61	615	6150	6151/4	Gaz Médicaux (Oxygène, Azote)	175 000 000	40 000 000	215 000 000
61	615	6150	61505	Fournitures de Bureau	40 000 000	15 000 000	55 000 000
61	615	6150	61506	Impressions	40 000 000	15 000 000	55 000 000
61	615	6150	61512	Evacuations Sanitaires	6 000 000	2 000 000	8 000 000
61	615	6152	61520	Entretien et réparation des Immeubles	25 000 000	5 000 000	30 000 000
61	615	6152	61521	Entreetien et réparation du matériel et Mobilier	35 000 000	5 000 000	40 000 000
61	615	6152	61528	Produits d'Entretien	40 000 000	15 000 000	55 000 000
61	615	6152	61522	Entretien et réparation de Véhicules	25 000 000	18 000 000	43 000 000
61	615	6152	61524	Entretien et Réparation de Matériel Technique	13 000 000	27 000 000	40 000 000
61	622	6220		C N S S (Part. employeur)	194 912 629	10 000 000	204 912 969
61	623	6231		Frais d'Hospitalisation du Personnel Evacué	12 000 000	2 000 000	14 000 000
67	670			Cérémonies et Réceptions	5 000 000	1 000 000	6 000 000
67	671			Frais d'Actes et Contentieux	7 000 000	10 000 000	17 000 000
67	675			Dépenses imprévues et Interventions Diverses	10 000 000	6 000 000	16 000 000
						186 000 000	

1800

TABLEAU A

IMPUTATIONS				NOMENCLATURE BUDGETAIRE	BUDGET PRIMITIF	CREDITS OUVERTS	CREDITS DEFINITIFS
CHAPITRE	ARTICLE	PARAGR.	LIGNE				
22	221	2210	—	Mobilier Hospitalier	110 295 103	15 000 000	95 295 103
61	615	6150	61501/5	Consommables pour Hémodialyse	234 000 000	101 000 000	133 000 000
61	615	6152	61530	Contrats d'Entretien et de Maintenance	625 000 000	70 000 000	555 000 000
						186 000 000	

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

PAR ARRETE N° 2674 du 1er Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. YOULOU (Patrice Martial) de la somme de trente mille francs CFA représentant ses frais de mémoire pour l'obtention de la licence en sciences de la santé (Option Sciences Infirmières).

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990. Section 362-51-38-06-01.

PAR ARRETE N° 2675 du 1er Octobre 1990, est autorisé le remboursement à divers stagiaires de la somme de : un million quatre cent cinquante huit mille quatre cent un francs CFA relative aux frais de transport de personnel qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter.

Il s'agit de :

- EBOUA (Jules) 556.470
- BOUKOUYA MBOU (Gabriel) 665.431
- BASSINGA (Eugène) 85.250
- BATEKOUA (Simone) 151.250

TOTAL 1.458.401

La présente dépense est imputable au Budget de l'Etat de la République Populaire du Congo. Exercice 1990. Section 280.01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 26.

PAR ARRETE N° 2683 du 2 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès de la Présidence de la République une caisse d'avance de cent millions de F. CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais de séjour du Président de la République à Lusaka (Zambie) et à Windhoeck (Nambie).

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990,
Section 280-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 80 = 100.000.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. DANGA (Rigobert) en service à la Présidence de la République est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2684 du 2 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales (Maternité Blanche Gomez) une caisse de menues dépenses de douze millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives au fonctionnement.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990,
Section 271-03. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 01 = 600.000
20 = 400.000
21 = 300.000
30 = 400.000
31 = 600.000
32 = 500.000
40 = 8.200.000
91 = 1.000.000

12.000.000

Cette caisse de menues dépenses renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. ITOUA (Georges) en service à la Maternité Blanche Gomez est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2685 du 2 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès de la Primature une caisse de menues dépenses de quinze millions quatre cent cinquante mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives au fonctionnement du Cabinet du Premier Ministre.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990;
Section 220-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 01 = 12.750.000
20 = 5.500.000
21 = 2.750.000
23 = 50.000
30 = 600.000
32 = 400.000
52 = 1.250.000
53 = 750.000
90 = 400.000
91 = 1.000.000

15.450.000

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

PAR ARRETE N° 2686 du 2 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès de la Direction Générale du Budget une caisse d'avance de sept cent quatre vingt et un mille cinq cent francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives au paiement des primes des miliciens assurant la garde du Ministère des Finances et du Budget.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990,
Section 253-04. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 34 = 781.500.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. (Jean-Fidèle) NGATSOUI, en service à la Direction Générale du Budget est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2687 du 2 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère du Plan et de l'Economie une caisse de menues dépenses de deux millions cent soixante quinze mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives au fonctionnement du Cabinet.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990;
Section 252-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 01 = 625.000
20 = 625.000
21 = 425.000
52 = 500.000

2.175.000

Cette caisse de menues dépenses renouvelables sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. EHAMBA (Abraham), en service au Ministère du Plan et de l'Economie est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2688 du 2 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès de la Présidence de la République une caisse de menues dépenses de cinq millions deux cent quatre vingt seize mille cinq cent francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à l'acquisition des décorations pour la journée du 6 Mars 1990.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 213-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 34 = 5.296.500.

Cette caisse de menues dépenses non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. BOUSSI-MOUKOKO (Maurice) en service à la Présidence de la République est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2689 du 2 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Finances et du Budget (Direction de L'administration et de l'Equipement) une caisse de menues dépenses de cinq millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement de la Direction de l'Administration et de l'Equipement.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 253-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 01 = 2.000.000.
20 = 2.000.000
21 = 1.000.000

5.000.000

Cette caisse de menues dépenses renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mme. GANSSIALA (Jacqueline) en service à la Direction de l'Administration et de l'Equipement est nommée régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2690 du 2 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ambassade du Congo à Bruxelles), une caisse de menues dépenses de quatre millions soixante et un mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais d'hospitalisation et de scolarité des diplomates.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 62 = 2.000.000
Section 331-60, Chapitre 43, ARticvle 06, Paragraphe 01 = 2 061 000

Cette caisse de menues dépenses renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. BOPACAH (Locelet), en service à l'Ambassade du Congo à Bruxelles est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2691 du 2 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Finances et du Budget une caisse d'avance de deux millions de francs CFA destinée à couvrir les frais de prise en charge des travaux relatifs à la construction du fichier du Ministère des Finances et du Budget.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 253-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 34 = 2.000.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. ONANGA (Pascal) en service à la DAE est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2692 du 2 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ambassade du Congo à Berlin) une caisse de menues dépenses de quatre millions trois cent mille francs CFA destinée à couvrir les

dépenses relatives aux frais d'hospitalisation et de scolarité des enfants des diplomates.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990,
Section 280-01, Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 62 = 1.300.000
- // - 331-60 - // - 43 - // - 06 - // - 01 = 3.000.000

4.300.000

Cette caisse de menues dépenses renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mme. ELEKA née DABENDZET en service à l'Ambassade du Congo à Berlin est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2700 du 2 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Finances et du Budget une caisse d'avance de deux cent mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à l'avance du capital décès de la défunte NZALAKANDA (Marguerite) décédée le 3 Avril 1990 au CHU de Brazzaville.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990,
Section 353-60. Chapitre 42. Article 06. Paragraphe 05 = 200.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. YOULOU (Jean-Didier) en service à la Direction du Contrôle Financier est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2701 du 2 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ambassade du Congo à Dakar) une caisse de menues dépenses de un million de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais d'hospitalisation des diplomates.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Chapitre 62 = 1.000.000.

Cette caisse de menues dépenses renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. OBANGUE (Gaston) en service à ladite Ambassade est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2702 du 2 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ambassade du Congo à Kinshasa) une caisse de menues dépenses de neuf cent mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais d'hospitalisation des diplomates.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990,
Section 280-01. Chapitre 20. Article 01. Chapitre 62 = 900.000.

Cette caisse de menues dépenses renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. NDONGO (Daniel) en service à ladite Ambassade est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2703 du 3 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Trésor une caisse d'avance de quartoze million deux cent quarante et un mille deux cent trente et un francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux travaux de compte de gestion du Trésor Public.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990,
Section 280-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 80 = 1.4241.231.

Cette caisse de menues dépenses non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mme. DATHET née MOUNDIA (Léonie) en service au Trésor est nommée régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2704 du 3 Octobre 1990, il est institué de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires et de la Coopération (Ambassade du Congo à Maputo) une caisse de menues dépenses de dix millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à l'apurement des arriérés de frais d'hospitalisation et des frais de correspondance.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990,
Section 280-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 81 = 10.000.000.

Cette caisse de menues dépenses non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. AYESSA BOUKA en service à l'Ambassade du Congo à Maputo est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2705 du 3 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès de la Direction Générale du Budget une caisse d'avance de soixante sept millions trois cent trente trois mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais de fonctionnement de la commission ad'hoc chargée d'évaluer la dette flottante gérée par le Secrétariat du Club de Brazzaville.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 280-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 81 = 67.333.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. KEREKE (Jean) en service à la Direction Générale du Budget est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2706 du 3 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Finances et du Budget une caisse d'avance DE VINGT QUATRE MILLIONS de frs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux festivités du 1er mai 1990.

Le montant de la présence caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 280-01 chapitre 20 Article 01 Paragraphe 50 = 24 000 000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mme ISSONGO (Anna) en service à la Direction Générale du Budget est nommée régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2707 du 3 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès de la Primature une caisse de menues dépenses de douze millions cinq cent mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives au fonctionnement.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputables au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990;
Section 220-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 31 = 250.000

-/- -/- -/- -/- 93 = 500.000
-/- -/- -/- -/- 71 = 2.750.000
-/- -/- -/- -/- 40 = 9.000.000
12 = 500.000

12 500 000

Cette caisse de menues dépenses renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mme (Lucie Ysabelle) OBA en service à la Primature est nommée régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2708 du 3 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Consulat du Congo au Cabinda) une caisse de menues dépenses de neuf cent mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais d'hospitalisation des Diplomates.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 62 = 900.000.

Cette caisse de menues dépenses renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. TSONO (Martin) en service au Consulat du Congo au Cabinda est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2709 du 3 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Centre Hospitalier de Makélékélé une caisse de menues dépenses de cinq millions cinq cent mille Francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives au fonctionnement.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 271-03. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 01 = 625.000

-/- -/- -/- -/- 20 = 375.000
-/- -/- -/- -/- 21 = 250.000
-.- -/- -/- -/- 31 = 500.000
-/- -/- -/- -/- 32 = 250.000
-/- -/- -/- -/- 91 = 250.000
-/- -/- -/- -/- 30 = 250.000
-/- -/- -/- -/- 40 = 3.000.000

5.500.000

Cette caisse de menues dépenses renouvelables sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mme SOCKY née BAMANABIO (Marie Madeleine) en service au Centre Hospitalier de Makélékélé est nommée régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2710 du 3 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Finances et du Budget (Cabinet) une caisse de menues dépenses de trois millions cinq cent vingt et un mille six cent cinquante francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives au fonctionnement.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990,
Section 253-01. Chapitre 20. Article 01. paragraphe 01 = 3.521.650.

Cette caisse de menues dépenses renouvelable sera réinté-

grée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. MASSAMBA (Paul) en service au Cabinet dudit Ministère est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 7211 du 3 Octobre 1990, Il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Finances et du Budget une caisse d'avance de dix millions de frs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à la réception au Congo de la mission de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 280-01 chapitre 20 Article 01 Paragraphe 80 = 10 000 000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. OKANDZE (Alphonse) en service audit Ministère est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2712 du 3 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère de l'Education Physique et des Sports une caisse d'avance de neuf millions six cent soixante quinze mille neuf cent francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à la participation des Clubs Inter-Club et Diables Noirs en coupe d'Afrique des Clubs champions et vainqueur de coupes.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 364-60. Chapitre 43. Article 07. Paragraphe 01 = 9.675.900.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. MAMPOUA (Célestin), en service au Cabinet dudit Ministère est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2713 du 3 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Finances et du Budget une caisse d'avance de sept millions neuf cent soixante quatorze mille quatre cent francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux divers travaux effectués à la Direction Générale du Budget.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 253-04. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 98 = 7.974.400.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. TATY (Bayonne), en service à la Direction Générale du Budget est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2714 du 3 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès de la Paierie du Congo à Paris une caisse d'avance de un million huit cent soixante quatorze mille soixante quinze francs CFA destinée à couvrir les frais de rapatriement de la dépouille mortelle de Mr. TOULOU (Jean-Raphaël), décédé le 13 Mars 1990 à Paris.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 353-60. Chapitre 42. Article 02. Paragraphe 05 = 1.874.075.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. BELLA (Grégoire) en service à la Paierie du Congo à Paris est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2715 du 3 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès de la Paierie du Congo à Paris une caisse d'avance de un million cinq cent mille francs CFA destinée à couvrir les frais d'hospitalisation dans un hôpital Parisien de Mr. IBATA (Paul) suivant arrêté n° 1190/ MSAS du 10 Mars 1989,

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990; Section 280-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 83 = 1.500.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. BELLA (Grégoire), Payeur du Congo à Paris est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2716 du 3 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (Cabinet) une caisse de huit cent quatre vingt mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais de séjour de la délégation conduite par le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990; Section 280-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 80 = 880.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. (Justin) SENGOMONA en service au Cabinet dudit Ministère est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2718 du 3 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ambassade du Congo au Caire Egypte) une caisse de menues dépenses de dix huit millions deux cent cinquante mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives au fonctionnement de l'Ambassade.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 231-04. Chapitre 20. Article 24. Paragraphe 01 = 1.000.000
-/- -/- -/- -/- 02 = 1.000.000
-/- -/- -/- -/- 10 = 500.000
-/- -/- -/- -/- 11 = 500.000
-/- -/- -/- -/- 12 = 10.500.000
-/- -/- -/- -/- 13 = 750.000
-/- -/- -/- -/- 20 = 500.000
-/- -/- -/- -/- 21 = 500.000
-/- -/- -/- -/- 25 = 1.000.000
-/- -/- -/- -/- 28 = 500.000
-/- -/- -/- -/- 37 = 500.000
-/- -/- -/- -/- 52 = 500.000
-/- -/- -/- -/- 71 = 500.000

18.250.000

Cette caisse de menues dépenses renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. OWASSA (Guillaume) en service au Caire est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2719 du 3 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ambassade du Congo à Maputo) une caisse de menues dépenses de un million de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais d'hospitalisation des Diplomates.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 62 = 1.000.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. AYESSA BOUKA en service à l'Ambassade du Congo à Maputo est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2720 du 3 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Secrétariat Permanent de la Conférence des Contrôleurs d'Etat une caisse d'avance de cinq millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives au fonctionnement du Secrétariat.

Le montan t de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 253-08. Chapitre 20. Article 01 = 1.600.000.
-/- -/- -/- -/- 20 = 1.300.000
-/- -/- -/- -/- 21 = 1.000.000
-.- -/- -/- -/- 34 = 1.100.000

5.000.000

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. BASSOUAMINA (Albert) en service audit Secrétariat est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2721 du 3 octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Finances et du Budget une caisse d'avance de un million cinq cent mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à la prise en charge du Comité de Trésorerie.

Le montan t de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 253-01. Chapitre 20. Article 05. Paragraphe 34 = 1.500.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. EKOUNDZA (Gabriel) en service à la DEP est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2725 du 3 Octobre 1990, la date de prise d'effet des arrêtés cités ci-dessous est celle de leur signature. Il s'agit de :

- Arrêté n° 1973/MFB-CAB du 11 Août 1990 abrogeant l'Arrêté n° 5607/MFB-CAB du 31 Mai 1986 fixant les mesures d'allégements fiscaux en faveur du secteur forestier.

- Arrêté n° 1974/MFB-CAB du 11 Août 1990 abrogeant les Arrêtés accordant l'exonération totale ou partielle des droits et taxes à certaines administrations et entreprises publiques ou para-publiques, aux personnes physiques ou morales.

- Arrêté n° 2000/MFB-CAB du 17 Août 1990 fixant les mesures d'allégements fiscaux en faveur du secteur forestier.

Sont abrogées toutes dispositions antérieure contraires au présent Arrêté.

PAR ARRETE N° 2726 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès de la Présidence de la République une caisse d'avance de trente cinq millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais de séjour du Président de la République à Oyo.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 280-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 80 = 35.000.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. DANGA (Rigobert) en service à la Présidence de la République est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2727 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès de la Paierie du Congo à Paris (France) une caisse d'avance de un million sept cent mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à l'évacuation de Mr. CAROMBO OKOUMOU.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 280-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 83 = 1.700.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. BELLA (Grégoire), Payeur du Congo à Paris est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2728 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Département de l'Organisation du P.C.T. une caisse d'avance de trois millions sept cent cinquante mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à l'accueil du Président de la République lors de son retour des USA.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 280-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 80 = 3.750.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. LESSASSY (Mezan), en service audit Département est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2729 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Finances et du Budget une caisse d'avance de neuf cent cinquante deux mille deux cent francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais de voyage et de séjour au profit du camarade (Martin) ADOUKI représentant permanent de la République Populaire du Congo aux Nations-Unies.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 231-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 51 = 952.200.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. (Mathieu) NGOUEMBE en service au Ministère des Affaires et de la Coopération est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2730 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès de la Paierie du Congo à Paris une caisse d'avance de un million cinq cent mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à la provision d'hospitalisation de Mr. BOUKAKA (Gustave) à l'hôpital Pitié Salpetrière à Paris.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 280-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 83 = 1.500.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. BELLE (Grégoire) en service à la Paierie du Congo à Paris est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2731 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ambassade du Congo à Libreville) une caisse de menues dépenses de un million de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais d'hospitalisation des Diplomates.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 62 = 1.000.000.

Cette caisse de menues dépenses renouvelables sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. EPENY-OBONDZO en service à l'Ambassade du Congo à Libreville est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2732 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Finances et du Budget une caisse d'avance de deux millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à l'évacuation sanitaire de Mr. LEKAKA (Jean Joseph) Directeur Général du Budget en France.

Le montant de cette caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990; Section 280-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 83 = 2.000.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. LEKAKA (Jean Joseph) en service à la Direction Général du Budget est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2733 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur chargé de la Recherche Scientifique une caisse d'avance de un million six cent vingt deux mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à la mission du Ministre à Paris.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 262-02. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 37 = 1.622.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. TIOMAMBE (Anaclet) en service audit Ministère est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2734 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès de la Primature une caisse d'avance de trois millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à la réception du Président MOUSSA TRAORE à Brazzaville.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 280-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 80 = 3.000.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. BATOUMOUENI (Maurice), Conseiller en service à la Primature est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2735 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération une caisse d'avance de un million cinq cent vingt mille cent francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais de séjour et de transport du camarade MASSAMBA en Chine dans le cadre des assises du Comité Consultatif Juridique Afro-Asiatique.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 231-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 51 = 1.520.100.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. MASSAMBA en service audit Ministère est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2736 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Centre Hospitalier de Makélékélé une caisse de menues dépenses de trois millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives au fonctionnement.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 271-03. Chapitre 20. Article 04. Paragraphe 40 = 3.000.000.

Cette caisse de menues dépenses renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mme. SOCKY née BAMANABIO en service audit Centre est nommée régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2737 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ambassade du Congo à Paris) une caisse de menues dépenses de vingt cinq millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à l'apurement des arriérés des frais de correspondance.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 280-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 81 = 25.000.000.

Cette caisse de menues dépenses non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. ONDZE (Alphonse) en service à l'Ambassade du Congo à Paris est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2738 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Finances et du Budget une caisse de menues dépenses de six millions trois cent cinquante francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives au fonctionnement de la commission du suivi de l'exécution du Budget de fonctionnement de l'Etat.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 253-04. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 34 = 6.350.000.

Cette caisse de menues dépenses non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. MBOUNGOU (Levy) en service à la Direction Générale du Budget est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2739 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises une caisse de menues dépenses de six cent quarante deux mille cent trente deux francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives au fonctionnement au Cabinet.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 251-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 01 = 72.800

-/- -/- -/- -/- -/- -/- -/- 20 = 421.866
-/- -/- -/- -/- -/- -/- -/- 21 = 80.000
-/- -/- -/- -/- -/- -/- -/- 52 = 67.200

642.132

Cette caisse de menues dépenses non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mme. DOUMI (Françoise) en service audit Cabinet est nommée régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2740 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ambassade du Congo à Bonn) une caisse de menues dépenses de six millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais d'hospitalisation et de scolarité des enfants de Diplomates.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 331-60. Chapitre 43. Article 06. Paragraphe 01 = 4.000.000.
-/- 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 62. = 2.000.000.

6.000.000

Cette caisse de menues dépenses renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. ESSAMI KHAULLOT, en service à l'Ambassade du Congo à Bonn est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2741 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ambassade du Congo à Addis-Abeba) une caisse de menues dépenses de quatre millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais d'hospitalisation et de scolarité des enfants des Diplomates.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 331-60. Chapitre 43. Article 06. Paragraphe 01 = 3.000.000.

-/- 280-04. -/- 20. -/- 02. -/- 62 = 1.000.000.

4.000.000.

Cette caisse de menues dépenses renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mme. NGATENI (André), en service à l'Ambassade du Congo à Addis-Abeba est nommée régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2742 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ambassade du Congo à Bonn) une caisse de menues dépenses de six millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais d'hospitalisation et de scolarité des enfants des Diplomates.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 62 = 2.000.000.
-/- 331-60. -/- 43. -/- 06. -/- 01 = 4.000.000.

6.000.000.

Cette caisse de menues dépenses renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mme. NGAGNE (Charlotte), en service à l'Ambassade du Congo à Rôme est nommée régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2744 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ambassade du Congo à Bucarest) une caisse de menues dépenses de sept millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux frais d'hospitalisation et de scolarité des enfants de Diplomates.

Le montant de la présente caisse de menues dépenses est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 62 = 2.000.000.
-/- 331-60. Chapitre 43. Article 06. Paragraphe 01 = 5.000.000.

7.000.000

Cette caisse de menues dépenses renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. NGUESSO (Patrice), en service à l'Ambassade du Congo à Bucarest est nommé régisseur de la caisse de menues dépenses.

PAR ARRETE N° 2745 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Finances et du Budget une caisse d'avance de sept millions sept cent trente neuf mille cent vingt francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à la participation des Diables Rouges Hand Ball dames à la coupe d'Afrique au Maroc (complément).

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990; Section 364-60. Chapitre 43. Article 07. Paragraphe 06 = 7.739.120.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. OKEMBA (Anicet), en service à la Direction Générale du Budget est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2746 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère de la Culture et des Arts une caisse d'avance de seize millions neuf cent quarante six mille trois cent trente francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives aux travaux de réfection du musée Marien NGOUABI compte 453-313 Trésor Public.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990; Section 353-60. Chapitre 41. Article 07. Paragraphe 04 = 16.946.330.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. DZIENGUE (Edouard), en service audit Ministère est nommé régisseur de la caisse d'avance.

Cette somme sera déposée dans un compte ouvert dans les écritures de la Trésorerie Générale.

PAR ARRETE N° 2747 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Finances et du Budget (Contrôle d'Etat auprès de la MAB) une caisse d'avance de deux cent mille francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à l'avance sur capital décès du défunt NDONGO (Emmanuel) précédemment en service au Contrôle d'Etat auprès de la MAB décédé le 10 Mai 1990.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 353-60 ; Chapitre 42 ; Article 06 ; Paragraphe 03 = 200 000

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr MABIALA (Edouard) en service au contrôle d'Etat auprès de la MAB est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2748 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère de l'Education Physique et des Sports, une caisse d'avance de neuf millions cinq cent soixante dix huit mille trois cents francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à la participation de l'Etoile du Congo aux 16e de finale de la Coupe d'Afrique des Clubs Champions 1990.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 364-60. Chapitre 43. Article 07. Paragraphe 06 = 9.578.300.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. MAMPOUYA (Célestin), en service au Cabinet dudit Ministère est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2749 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès de la Paierie du Congo à Paris une caisse d'avance de deux millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives au rapatriement de la dépouille mortelle de Mr. NGUIE (Guy Gaston) décédé le 1 Avril 1990 en France.

Le montant de la présente caisse est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 353-60. Chapitre 42. Article 06. Paragraphe 05 = 2.000.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. BELLA (Grégoire), en service à la Paierie du Congo à Paris est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2750 du 4 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Finances et du Budget (Cabinet) une caisse d'avance de cinq millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives au séjour du Ministre des Finances et du Budget à Pointe-Noire et Libreville.

Le montant de la présente caisse est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 253-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 37 = 5.000.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. NIANGA OBASSI en service audit Cabinet est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2766 du 8 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. OKEMBA (Léonard) de la somme : deux cent trente cinq mille francs CFA relative aux frais de transport de personnel qu'il a acquittés personnellement à l'occasion de son stage pratique au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter.

La présente dépense est imputable au Budget de l'Etat de la République Populaire du Congo, exercice 1990, section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 26.

PAR ARRETE N° 2766 du 8 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à divers Etudiants de la somme de neuf cent quatre vingt seize mille quatre cent francs CFA relative aux frais de transport de personnel qu'il a acquittés personnellement à l'occasion de son retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter.

- Il s'agit de Mrs :

SAFOUX (Jean de Dieu) 202.100
MBOU-MOUTSOUKA (Basile) 647.500
MINAKA-LIMVANZI 146.800

- Le présente dépense est imputable au Budget de l'Etat de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 26.

PAR ARRETE N° 2767 du 8 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. BOPAYOT (Léonard) de la somme de : trente mille francs représentant ses frais de mémoire de fin d'Etudes soutenu à l'I.S.E.P.S.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990. Section 362-51-38-06-01.

ARRETES N°S 2777 et 2778 (TABLEAUX)

PAR ARRETE N° 2783 du 9 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à divers stagiaires de la somme de : six cent soixante sept mille cinq cent douze francs relative aux frais de transport de Personnel qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur stage de recherches au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter.

Il s'agit de MM. :

- SATHOUD (Magloire Emilien) ..... 317.312 Frs
- MBIMI (André Simplice) ..... 350.200 Frs

La présente dépense est imputable au budget de l'Etat de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 280.01, chapitre 20, Article 02, Paragraphe 26.

PAR ARRETE N° 2787 du 10 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. DOMBET-POATY (Jean-Charles) de la somme cinquante mille francs représentant ses frais de Mémoires pour l'obtention du cycle supérieur de l'ENAM Filière Douanes.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990. Section 362-51-38-06-01.

PAR ARRETE N° 2788 du 10 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. TSANGHOU (Daniel) de la somme de cinquante mille francs représentant ses frais de mémoire pour l'obtention du DESSSP, promotion 1983-1987.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat ;
exercice 1990. Section 362-51-38-06-01.

PAR ARRETE N° 2789 du 10 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. NZILA (Marcel) de la somme de cinquante mille francs CFA représentant ses frais de mémoire pour l'obtention du DESSSP, option Sciences Economiques et de Gestion.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990. Section 362-51-38-06-01.

PAR ARRETE N° 2790 du 10 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. SOUMBOU (Justin) de la somme de trente mille francs représentant ses frais de mémoire de fin d'Etudes soutenu à Yaoundé (Cameroun).

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990. Section 362-51-38-06-01.

PAR ARRETE N° 2791 du 10 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à divers stagiaires de la somme de sept cent soixante et un mille huit francs relative aux frais de transport de personnel qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur retour du stage. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter .

Il s'agit de MM.

- (Ange) KOUNKOU-PASSI :..... 483. 564 F.
- (Albertine) BANIEKONA : ..... 277.444 F.

761.008 F

La présente dépense est imputable au Budget de l'Etat de la République Populaire du Congo ; exercice 1990, Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 26.

PAR ARRETE N° 2792 du 10 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à divers stagiaires de la somme de deux millions trois cent soixante dix huit mille cent soixante dix francs relative aux frais de transport de personnel qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter.

Il s'agit de MM.

- GAPA (Marc) : 1.109.276
- ONDZOUAN (Alphonse) : 737.659
- PAKA-PAKA : 531.935

2.378.870

La présente dépense est imputable au Budget de l'Etat de la République Populaire du Congo ; exercice 1990, Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 26.

PAR ARRETE N° 2793 du 10 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à divers Etudiants de la somme de neuf cent soixante onze mille huit cent quatre vingt dix huit francs relative aux frais de transport de bagages qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur retour définitif. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter.

Il s'agit de MM.

- Mme. MAKAYA-DJIMBI : 194.005
- MM. DIANGA (Thimothée) : 188.175
- OKO (François) : 209.515
- AYI-ALILA (Maurice) : 183.493
- DESSAMBO (Jean-François) : 196.710

971.898

La présente dépense est imputable au Budget de l'Etat de la République Populaire du Congo ; exercice 1990, Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 27.

PAR ARRETE N° 2794 du 10 Octobre 1990, il est institué au titre de l'année 1990 auprès du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération une caisse d'avance de quinze millions de francs CFA destinée à couvrir les dépenses relatives à l'inauguration du système d'adduction d'eau potable à Ouesso.

Le montant de la présente caisse d'avance est imputable au Budget de la République Populaire du Congo, exercice 1990 ; Section 280-01. Chapitre 20. Article 01. Paragraphe 89 = 15.000.000.

Cette caisse d'avance non renouvelable sera réintégrée sur présentation des pièces comptables apportées par son régisseur à la Direction Générale du Budget.

Mr. LOUHOUA (Gabriel), au service audit Ministère est nommé régisseur de la caisse d'avance.

PAR ARRETE N° 2797 du 11 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. EWOKOU (Maurice) de la somme de cent cinquante mille francs CFA représentant ses frais de thèse d'Etat soutenu à Liningrad (U.R.S.S.)

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, Exercice 1990. Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2798 du 11 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. MISSAKIRI (Marcel) de la somme de trois cent quinze mille trois cent francs CFA représentant ses frais de scolarité, de mémoire, de D.E.A. et de thèse de 3° cycle en Didactique.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, Exercice 1990. Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2826 du 12 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. MOUABA-KIDZIMOU de la somme de cinq mille francs CFA représentant ses frais de Mémoire pour l'obtention du DESSSP, option Sciences Economiques et de Gestion.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2827 du 12 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. KAYOULOUD (Paul-Dédeth) de la somme de deux cent cinquante mille francs CFA représentant ses frais de thèse de 3° cycle et d'Etat soutenu es à Paris (France).

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990. Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2850 du 17 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. (Jean-Jacques) KOUENDZE de la somme de quatre cent treize mille huit cent francs CFA représentant des frais de mémoire de maîtrise, DESS, de 3° cycle et des frais de scolarité des années 1984 à 1990.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990. Section 362-51-38-06-01

PAR ARRETE N° 2860 du 17 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. MANTOUARI (Paul) de la somme de trente mille francs CFA représentant ses frais de mémoire pour l'obtention du Brevet de l'ENAM, Cycle Moyen Supérieur, Filière Diplomatie.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990. Section 362-51-38-06-01

PAR ARRETE N° 2861 du 17 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mme NTSADI née MASSIKA (Joséphine) de la somme de deux cent cinq mille six cent francs CFA représentant ses frais de scolarité pour les années 1983-84, 1984-85, 1985-86, et 1986-87.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2762 du 17 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à divers stagiaires de la somme de deux millions soixante quatorze mille huit cents francs CFA relative aux frais de transport de personnel qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter.

Il s'agit de MM. :

- KIBANGOU (Albert) 691.600
- MOUTSOU (Gilbert) 691.600
- OLLOUKOU (Gustave) 691.600

2.074.800

La présente dépense est imputable au Budget de l'Etat de la République Populaire du Congo, exercice 1990. Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 26.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2876 du 18 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à divers stagiaires de la somme de un million trois cent quatre vingt trois mille deux cent francs relative aux frais de transport de personnel qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter.

Il s'agit de MM.

- INGOMIS (Gérard): 691.600
- IBARRA (Daniel) : 691.600

1.383.200

La présente dépense est imputable au Budget de l'Etat de la République Populaire du Congo ; exercice 1990,
Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 26.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2911 du 19 octobre 1990, est autorisé le remboursement aux camarades :

- MBONGO née MFOUTOU (Simone) 250.000
- MANDZELA (Andrien) 50.000
- KODIA (Noël) 100.600
- MOUKONGO (Victor) 22.500
- MOUKINDA (François) 336.250
- BOUANGA-BICOUMAS (Germain) 756.000
- BILECKOT (Richard) 236.300
- TATY (Félix) 36.500
- BAMIOUNGUILA (Alexis) 840.000
- POATY (Barthélemy) 29.000
- MOUNZEO (Marius) 60.000
- NKOUYOU (Ferdinand) 99.425
- BANZI (Albert) 77.700
- ABERE (Jean-Louis) 25.000

Total général 2.919.275

relatifs aux frais de scolarité des intéressés pour les années universitaires 1985-1986-1987 et 1988.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990. Section 362-51-38-06-01.

PAR ARRETE N° 2919 du 20 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. GANTSUI (Pierre) de la somme de cent mille deux cents francs relative aux frais de transport de personnel qu'ils a acquittés personnellement à l'occasion de son retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter.

La présente dépense est imputable au Budget de l'Etat de la République Populaire du Congo ; exercice 1990,
Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 28.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2920 du 20 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. GANTSOUI (Pierre) de la somme de deux cent soixante deux mille cinq cents francs relative aux frais de transport de bagages qu'il a acquittés personnellement à l'occasion de son retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter.

La présente dépense est imputable au Budget de l'Etat de la République Populaire du Congo ; exercice 1990, Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 23.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2921 du 22 Octobre 1990, est autorisé le remboursement de un million deux cent trente cinq mille six cent seize francs CFA relative aux frais de transport de personnel qu'il a acquittées personnellement à l'occasion de leur retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter.

Il s'agit de MM. :

- EKOEBVE (Casimir) 848.593
- KINTEKOTO (Jean-Marie)..... 53.860
- LEPHOBA (Hervé-Gabriel)..... 333.163

1.235.616

La présente dépense est imputable au Budget de l'Etat de la République Populaire du Congo, exercice 1990. Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 26.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés , chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2925 du 22 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. NKOUCKA (Didier Alain Omer) de la somme de trente mille francs CFA représentant ses frais de mémoire pour l'obtention du Diplôme d'Ingénieur des sciences appliquées de l'E.N.I. de Bamako (Mali).

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990. Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2926 du 22 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. KOKOBO-NGOUYI (Jean-Blaise) de la somme de cent mille francs CFA représentant ses frais de mémoire pour le DEA soutenu à l'Université de Paris Sud.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2927 du 23 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. MAMPOUYA (Georges) de la somme de deux cent soixante onze mille cent cinquante francs CFA représentant ses frais d'inscription de mémoire de Maîtrise et de DEA soutenus à Lyon (France).

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2928 du 22 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. MANIONGUI (Maurice) de la somme de cent mille francs CFA représentant ses frais de thèse de Doctorat soutenue à Paris (France).

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2929 du 23 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. NKOUKA (Jean-Augustin) de la somme de cent mille francs CFA représentant ses frais de mémoire de fin d'Etudes soutenu à Kiev (URSS).

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2949 du 23 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. BIKOUNDA (Jacques) de la somme de cent mille francs CFA représentant ses frais de thèse d'Etat en Droit International Public soutenue à Bucarest (Roumanie).

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

PAR ARRETE N° 2950 du 24 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. LOUZOLO (Honoré) de la somme de cent cinquante mille francs CFA représentant ses frais de thèse en Sciences de l'Education soutenue à Lyon II.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2957 du 2 Octobre 1990, est allouée à Mr. KIBINDA (Lambert), de la somme de un million cent trente huit mille neuf cent quarante un francs CFA, à titre de réparation entière et définitive du préjudice qu'il a subi à l'occasion d'un accident de la circulation survenu le 17 Juin 1985 à Pointe-Noire et au cours duquel sa voiture de Marque DATSUN, immatriculée 077-AJ-6 a été endommagée par le

véhicule de marque TOYOTA, immatriculé sous le numéro 414-VQ-6, affecté à la Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage du Kouilou, propriété de l'Etat congolais, conduit au moment de l'accident par le chauffeur MBOUNGOU (Antoine) retraité.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 280-01, Chapitre 20, Article 01, Paragraphe 66.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 2958 du 24 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. MANDOUNOU KIMINOU (Bernard) de la somme de cent soixante huit mille quatre cent francs CFA représentant ses frais d'inscription et de thèse 3° cycle soutenue à Montpellier.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 3013 du 26 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. DIHOULOU de la somme de trente mille francs CFA représentant ses frais de mémoire pour l'obtention de Brevet de l'ENAM, Moyen Supérieur, filière Diplomatique.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 3014 du 26 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. MAHOUNGOU-MOUKIMOU (Léonard) de la somme de trente mille francs CFA représentant ses frais de mémoire pour l'obtention du Brevet de l'ENAM, filière Administration Générale, cycle moyen supérieur.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 3015 du 26 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. BANIOUGUILA (Alexis) de la somme de trente mille francs CFA représentant ses frais de mémoire de fin d'Etudes en gestion.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 3016 du 26 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. MALONGA (Prosper) de la somme de cinquante mille francs CFA représentant ses frais de mémoire de fin d'Etudes soutenu à Kiev (URSS).

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 3018 du 26 Octobre 1990, est autorisé le remb oursement à Mme. TATY née JUANA ELEIRA MONTAYA (Faure) de la somme de Cent cinquante mille francs CFA représentant ses frais de thèse d'Etat en Gynécologie Obstétrique.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 3023 du 26 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. BOUSSIENGUE-NGOTH (Célestin) de la somme de trente mille francs CFA représentant ses frais de mémoire pour l'obtention du Diplôme de l'ENAM, filière Inspection du Travail.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 3024 du 27 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. MOSSUANGA (Justin) de la somme de cent soixante dix sept mille cinquante francs CFA représentant ses frais de thèse et d'inscription pour les années 1985, 86 et 87.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 3025 du 27 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mme. NGOY née NZOUNGANI (Elisabeth) de la somme de cinquante mille francs CFA représentant ses frais de mémoire de fin de stage (année 1984-1985).

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 3026 du 27 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à divers Etudiants de la somme de cent quatre vingt et un mille cinq cents francs relative aux frais de transport de bagages qu'ils ont acquittés personnellement à l'occasion de leur retour définitif au Congo. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter.

Il s'agit de MM. :

- MBOU (Albert).....	111.176
- BASSONGA (Joan).....	70.324
	181.500

La présente dépense est imputable au Budget de l'Etat de la République Populaire du Congo ; exercice 1990,
Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 27.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 3046 du 27 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. NGOULAKO (Jules) de la somme de cinq cent quarante sept mille cinquante francs relative aux frais de transport de personnel qu'il a acquittés personnellement à l'occasion du rapprochement de sa famille. Ce remboursement se fait dans la limite de ce que l'Administration doit supporter.

La présente dépense est imputable au Budget de l'Etat de la République Populaire du Congo, exercice 1990, Section 280-01. Chapitre 20. Article 02. Paragraphe 26.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 3055 du 29 Octobre 1990, un congé administratif de vingt six jours ouvrables, pour en jouir à Djambala (Région des Plateaux), pour la période du 10 Avril au 26 Mai 1990 à Mme LIKIBI née OKION (Justine), Secrétaire d'Administration Contractuel de 1er échelon, catégorie D, échelle 9 en service à la Direction du Contrôle Financier à Brazzaville, qui n'a pas bénéficié de congé depuis le 10 Avril 1989.

Les frais de passage et de transport de Brazzaville à Djambala (Région des Plateaux) aller et retour restent à la charge de l'intéressée.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de cessation de service de l'intéressée.

PAR ARRETE N° 3057 du 29 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. LOEMBA (Alphonse-Chérubin) de la somme de cent cinquante mille francs CFA représentant ses frais de thèse d'Etat soutenue à Moscou (URSS).

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 3017 du 26 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. TATY-PAMBOU (Florent) de la somme de cent cinquante mille francs CFA représentant ses frais de thèse d'Etat en Médecine du Travail.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

PAR ARRETE N° 3107 du 30 Octobre 1990, est autorisé le remboursement à Mr. MAYELA (Hilaire) de la somme de trente mille francs CFA représentant ses frais de mémoire pour l'obtention du Brevet de l'ENAM, filière Inspection du Travail.

Le montant de la présente dépense est imputable au Budget de l'Etat, exercice 1990, Section 362-51-38-06-01.

Le Directeur Général du Budget et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

MINISTERE DE LA JUSTICE CHARGE DES REFORMES ADMINISTRATIVES

PAR ARRETE N° 2751 du 4 Octobre 1990, Mr. MALANDA (Florent Jean-Aimé), de nationalité congolaise, titulaire d'une licence en droit est nommé Avocat Stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI
- stage pratique dans les Cours et Tribunaux
- stage pratique dans un Cabinet d'Avocat.

PAR ARRETE N° 2752 du 4 Octobre 1990, Mr. BARONINGA (Mathieu), Magistrat de 2° grade, 2° groupe, 4° échelon, précédemment juge d'instruction au Tribunal Populaire d'Arrondissement de Bacongo est nommé Président du Tribunal Populaire de Quartier de Makélékélé en remplacement de Mr. LANGANGUI (Nicaise) décédé.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2753 du 4 Octobre 1990, Mr. KOULANGOU (Ferdinand), Magistrat de 2° grade, 2° groupe, 1er échelon est nommé Substitut du Procureur de la République près le Tribunal Populaire du District de Sibiti.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

PAR ARRETE N° 2754 du 4 Octobre 1990, Mlle MALEMBE (Justine) de nationalité congolaise est nommée Avocat stagiaire.

L'intéressée est astreinte à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la matière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les Cours et Tribunaux ;
- stage pratique dans un Cabinet d'Avocat.

PAR ARRETE N° 2755 du 4 Octobre 1990, Mr. BATCHI (André), de nationalité congolaise, titulaire d'une licence en droit est nommé Avocat stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les Cours et Tribunaux ;
- stage pratique dans un Cabinet d'Avocat.

PAR ARRETE N° 2756 du 4 Octobre 1990, Mr. FAYETTE (Dieudonné Parfait), de nationalité congolaise, titulaire d'un Doctorat en Droit, est nommé Avocat stagiaire.

PAR ARRETE N° 2757 du 4 octobre 1990, Mr. MBEMBA (Paul), de nationalité congolaise, titulaire d'une licence en droit est nommé Avocat stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la matière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI :
- stage pratique dans les Cours et Tribunaux ;
- stage pratique dans un Cabinet d'Avocat.

PAR ARRETE N° 2758 du 4 Octobre 1990, Mlle MAKOSSO-BANDZA (Cathérina Doris) de nationalité congolaise, titulaire d'une maîtrise en Droit est nommée Avocat stagiaire.

PAR ARRETE N° 2779 du 9 octobre 1990, Mlle BABIN (Danielle), de nationalité congolaise, titulaire d'une licence en Droit privé, précédemment Avocat stagiaire, est nommée Avocat à la Cour.

PAR ARRETE N° 2888 du 18 Octobre 1990, Mr. MBAMA (Dieudonné), de nationalité congolaise, né le 13 Janvier 1960 à Dolisie titulaire d'une licence en droit est nommé Avocat stagiaire.

L'intéressé est astreint à une formation professionnelle organisée chronologiquement de la manière suivante :

- stage théorique à l'Université Marien NGOUABI ;
- stage pratique dans les Cours et Tribunaux ;
- stage pratique dans un Cabinet d'Avocat.

****
****
****

UNION DOUANIERE ET ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE

Comité de Direction extraordinaire

ACTE N° 001-90-CD-1480 du 20 Ocotbre 1990 mofifiant les taux de la taxe unique applicables aux fabrications de la Société C.I.C.A.M.

LE COMITE DE DIRECTION DE L'UNION DOUANIERE ET ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE

Vu le traité instituant une Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale, signé le 8 décembre 1964 à Brazzaville ainsi que les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'acte n° 12-65-UDEAC du 14 décembre 1965 du Conseil des Chefs d'Etat portant réglementation du régime de la Taxe Unique dans l'UDEAC, ensemble des textes modificatifs subséquents ;

Vu l'Acte n° 54-67 -CD-570-571 du 21 JUIN 1967 soumettant la Société CICAM à Douala au régime de la taxe Unique ;

Vu l'Acte n° 22-68-CD-698 du 10 décembre 1968 portant modification de l'Acte n° 45-67-CD-570-71 ;

Vu l'Acte n° 4-69-CD-683 du 18 Mars 1969 fixant les taux de Taxe Unique pour les sacs en coton ;

Vu l'Acte n° 37-69-CD-734 du 18 mars 1969 n° 171 et n°22-68-CD-698 ;

Vu l'Acte n° 7-78-CD1141 du 12 juillet 1978 modifiant l'Acte n°28-68-CD-45 portant agrément de la Société CICAM, Douala.

En cas de séance du 20 Ocotbre 1990,

A Adopté

l'Acte dont la teneur suit :

Article 1er : Les taux de la Taxe Unique fixé par l'acte n° 7-78-CD-1141 applicable aux fabrications de la Cotonière Industrielle du Cameroun en République du Cameroun sont modifiés conformément à l'annexe au présent Acte.

Article 2 : Le présent Acte qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera, publié selon la procédure d'urgence dans tous les Etats Membres de l'Union et communiqué partout où besion sera.

Bangui, le 20 Octobre 1990

Le Président,

(é) Hilaire BABASSANA.

ANNEXE A L'ACTE N°1-90-CD-1480
TARIF DE LA TAXE UNIQUE APPLICABLE A L'ENTREPRISE CICAM A DOUALA
(TABLEAU)

ACTE N° 2 - 90- UDEAC-409 du 19 Ocotbre 1990 portant repport en 1990 des crédits du budget 1989 de la coupe de football de l'l'UDEAC.

LE PRESIDENT DU CONSEIL DES CHEFS D'ETAT DE L'UNION DOUANIERE ET ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE.

Vu le traité instituant une Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale, signé le 8 décembre 1964 à Brazzaville ainsi que les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'Acte n° 4-65 -UDEAC-42 du 14 décembre 1965 du Conseil des Chef s d'Etats fixant les conditons et délais d'exécution des actes et décisions du Conseil des Chefs d'Etat et du Comité de Direction modifié par les textes subséquents ;µ

Vu l'Acte n° 03-88-UDEAC-139 du 8 décembre 1988 portant révision du règlement financier des Organismes de l'Union ;

Vu l'urgence ;
Après avis du Comité de Direction ;

ADOPTE:

l'Acte dont la teneur suit :

Article 1er : Est autorisé le report au budget de l'année 1990 du reliquat des crédits de 38 381 280 F CFA non utilisés en 1989 sur le budget de la coupe de football de l'UDEAC.

Article 2 : Cette somme sera inscrite en recettes au budget de la coupe de football de l'UDEAC en 1990 et viendra en déduction des contributions égalitaires des Etats membres à ce titre.

Article : 3 Le présent acte qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence dans tous les Etats membres de l'Union et communiqué partout où besoin sera.

Brazzaville, le19 Octobre 1990.

Le Président,

(é) Général d'Armée Denis Sassou-Nguesso

ACTE N° 3-90-UDEAC-409 du 19 Ocotbre 1990 Adoptant le budget de la coupe de football de l'l'UDEAC Edition 1990.

LE PRESIDENT DU CONSEIL DES CHEFS D'ETAT DE L'UNION DOUANIÈRE ET ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE.

Vu le traité instituant une Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale, signé le 8 décembre 1964 à Brazzaville ainsi que les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'Acte n° 4-65 -UDEAC-42 du 14 décembre 1965 du Conseil des Chefs d'Etats fixant les conditons et délais d'exécution des actes et décisions du Conseil des Chefs d'Etat et du Comité de Direction, modifié par les textes subséquents ;

Vu l'Acte n° 03-88-UDEAC-139 du 8 décembre 1988 portant révision du règlement financier des Organismes de l'Union ;

Vu l'urgene ;

Après avis du Comité de Direction ;

ADOPTE:

l'Acte dont la teneur suit :

Article 1er : Est approuvé et annexé au président acte le budget de la coupe de football de l'UDEAC 1990, arrêté en dépenses et en recettes à la somme de : QUATRE VINGT QUATRE MILLIONS SOIXANTE DIX HUIT MILLE FRANCS CFA.

Article 2 : Compte tenu de report de crédits non utilisés de l'exercice 1989 d'un montant [illegible] 381 280 F, la contribution des Etats au budget de la coupe de football de l'UDEAC, édition 1990 s'élève à 45 696 720 F soit 7 616 120 F pour chaque Etat membre.

Article : 3 Le présent acte qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence dans tous les Etats membres de l'Union et communiqué partout où besoin sera.

Brazzaville, le19 Octobre 1990.

Le Président,

(é) Général d'Armée Denis SASSOU-NGUESSO.-

B U D G ET

COUPE DE FOOT BALL 1990

I NOMBRE DE PARTICIPANTS

- Joueurs	20 x 6	120
- Officiels	9 x 6	54
- 1Répresentant C.S.A.		1
- 1 Représentant C.A.F. (P.M)		
- Ministres	1 x 5	5
- Représentant du Secrétariat Général		5
		185

II - HEBERGEMENT

- 120 joueurs 120 x 7 500 x 14	12 600 000
- Officiels 15 000 x 14	11 550 000
- Ministres 32 000 x 5 x 8	1 200 000
- Secrétariat Général 15 000 x 5 x 15	1 125 000
Total	26 475 000

III - RESTAURANT

- Officiels et Joueurs 11 000 x 175 x14	26 950 000
- Ministres (forfait)	2 250 000
-Secrétaire Général 11 000 x 15 x 5	825 000
	30 025 000

IV - TRANSP[illegible] INTERNATIONAL

1°) - 1 Repré[illegible] CSA (trajet Bangui-Brazzaville-Bangui	120 000
- 5 Représentants [illegible] Secrétariat Général	600 000
Total	720 000

V - TRANSPORT LOCAL

- Location voiture/joueur + arbitres

50 000x 14 x 7 cars 4 900 000

- Location voiture/Offciels

20 000 x 14 x 21 ..... 5 880 000

- Location voiture/Ministres

20 000 x 8 x 5 ..... 800 000

- Location voiture Général

20 000 x 15 j x 2V 600 000

- Carburants 300 x 201 x 35 V.... 2 940 000

Total 15 120 000

IV - INDEMNITES

- Arbitres 13 500 x 14 x 12	2 268. 000
- Comité d'organisation 13 500 x 14	5 670 000
Total	7 938 000

VII ACHAT DES COUPES

- 800 000 ..... 800 000

VIII - TRANSMISSION DES TICKETS D'ACCES ET BONS DE REPAS

- 3 000 000..... 3 000 000

RECAPITULATION DES DEPENSES PAR CHAPITRE

Hébergement	26 475 000
Restauration	30 025 000
Transport International	720 000
Transport local	15 120 000
Indemnités	7 938 000
Achat Coupes	800 0000
Impression tickets d'accès au Stade et bons de repas	3 000 000
Total général	**84 078 000 F. CFA**

DECISION N° 2 - 90-UDEAC-409 du 19 Ocotbre 1990 rendant exécutoire le budget de la coupe de football de l'UDEAC Edition 1990. Le Président du Conseil des Chefs d'Etat (de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale)

Vu le traité instituant une Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale, signé le 8 décembre 1964 à Brazzaville ainsi que les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'Acte n° 3-90-UDEAC-409 du 19 Octobre 1990 adoptant le budget de la coupe de football de l'UDEAC-Edition 1990;

Vu l'urgene ;
Après avis du Comité de Direction ;

D E C I D E:

Article 1er : Est rendu exécutoire le budget de lq coupe de football de l'UDEAC- Edotion 1990, arrêté en recettes et en dépenses à la somme dequantre vingt quatre millions soixante dux huit mille francs CFA.

Article 2 : La présente décision qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistrée, publiée selon la procédurer d'urgence dans tous les Etats Membres de l'Union et communiqué partout où besoin sera. ❐

Brazzaville,le 19 octobre 1990
Le Président,

(é) Général d'Armée Denis Sassou-NBguesso